



**LE POLITICIEN ENTREPRENEUR EN SON
TERROIR : PAUL NGEI A KANGUNDO (KENYA),
1945-1990, TOME I et II**

Francois Grignon

► **To cite this version:**

Francois Grignon. LE POLITICIEN ENTREPRENEUR EN SON TERROIR : PAUL NGEI A KANGUNDO (KENYA), 1945-1990, TOME I et II. Science politique. Universite Montesquieu - Bordeaux IV, 1997. Français. NNT: . tel-01261334

HAL Id: tel-01261334

<https://shs.hal.science/tel-01261334>

Submitted on 25 Jan 2016

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Le Politicien entrepreneur en son Terroir

Paul Ngei a Kangundo (Kenya) 1945-90

1997

Université Montesquieu - Bordeaux IV

Droit, sciences sociales et politiques, sciences économiques et de gestion

**"Le politicien entrepreneur en son terroir :
Paul Ngei à Kangundo (Kenya), 1945-1990".**

TOME I et II

Thèse pour le doctorat en science politique

présentée par

François Grignon

Sous la direction de M. Daniel Bourmaud, professeur de science politique à
l'Institut National des Langues et Civilisations Orientales (INALCO).

(décembre 1997)

IFRA



IFRA003564

21/01/00
KE/GRI T 923.267

Université Montesquieu - Bordeaux IV

Droit, sciences sociales et politiques, sciences économiques et de gestion

**"Le politicien entrepreneur en son terroir :
Paul Ngei à Kangundo (Kenya), 1945-1990".**

TOME I

(Texte)

Thèse pour le doctorat en science politique

présentée par

François Grignon

Sous la direction de M. Daniel Bourmaud, professeur de science politique à
l'Institut National des Langues et Civilisations Orientales (INALCO).

(décembre 1997)

IFRA	
No. d'inventaire	_____
Date	_____
Cote	_____

Remerciements

Je tiens tout d'abord à dédier ce travail à mon père qui, malgré ses doutes et ses craintes, m'a permis de le mener à bien. Qu'il soit ici remercié de m'avoir soutenu pendant de si longues années. Ma mère a joué un rôle déterminant dans le maintien de cette bienveillance familiale, je tiens également à la remercier très chaleureusement, de sa patience et de sa confiance toujours renouvelée.

Toute ma reconnaissance va, en second lieu, à mon directeur de thèse, M. Bourmaud, qui a su canaliser mon ardeur et ramener dans le droit chemin de la science politique un enthousiasme scientifique pluridisciplinaire souvent brouillon et désordonné. Merci à lui.

Tout a commencé à Nairobi en compagnie de Colette Le Cour Grandmaison et Bernard Calas. Entouré d'une anthropologue et d'un géographe, je ne pouvais qu'être guidé vers le terrain. Qu'ils soient ici tous les deux remerciés pour leurs encouragements, leur soutien, leur amitié. Les résultats présentés dans cette thèse leur doivent beaucoup. Ils doivent également beaucoup à Osman, Tobias, et Laetitia, je ne veux pas les oublier.

Mes séjours bordelais n'auraient pas été les mêmes sans François et Annie Bart. Leur merveilleux "Chasse-spleen" fut du meilleur effet dans les moments de fatigue et leur accueil toujours spontané et sympathique. Merci à tous les deux.

Mes assistant(e)s de recherche avaient injustement surnommé "shaky" ma première Land-Rover. Je n'oublierai pas les bons moments que nous avons passés ensemble. Ma reconnaissance va tout particulièrement à Kavutai, qui ne s'est jamais lassé de mes questions "idiotes" et ni de mon incapacité à saisir les tons de sa langue natale. Merci à lui et à tous mes informateurs des collines de Kangundo

Enfin, je ne peux oublier celle qui a partagé au quotidien les moments les plus difficiles de cette thèse. Je promets de l'aider au moins autant face à l'épreuve qui l'attend. Pour Koki et pour des jours meilleurs.

Abréviations, sigles et conventions.

Liste des abréviations et des sigles utilisés.

ACR - *Africa Contemporary Record. Annual Surveys and documents, Kenya section.*
 APP - *African's People Party.*
 ALP - *Akamba Liberal Party.*
 AU - *Akamba Union*
 DC - *District Commissioner*
 DO - *District Officer*
 EALB - *East Africa Literature Bureau*
 GEMA - *Gikuyu, Embu, Meru Association.*
 KAU - *Kenya African Union.*
 KADU - *Kenya African Democratic Union.*
 KANU - *Kenya African National Union*
 KKA - *Kyano Kya Anake (la flèche des jeunes)*
 KLB - *Kenya Literature Bureau*
 KPU - *Kenya People's Union*
 KNA - *Kenya National Archives*
 KYA - *Kilungu Youth Association*
 MDAR - *Machakos District Annual Report*
 MDMIR - *Machakos District Monthly Intelligence Report.*
 MSE - *Mbai Sya Eitu (le clan des femmes).*
 NAU - *New Akamba Union*
 PC - *Provincial Commissioner*

Conventions typographiques et linguistiques.

Les mots en langue étrangère (kikamba, swahili, anglais) sont imprimés en italique. Hormis les titres officiels et certaines appellations officielles désignant des structures ou positions administratives précises (*chiefs, location*) qui n'ont pas de correspondant en français, ceux-ci ont été traduits. Les mots en kikamba ou swahili sont repris conformément à l'usage le plus courant, qui n'est pas toujours linguistiquement correct mais correspond à la réalité de leur emploi.

Table des matières

TOME I

Remerciements.	p.2
Liste des abréviations et conventions typographiques.	p.3

Chapitre 1 : Entreprise politique, Etat et société au Kenya

	p.8
<i>A) Le politicien entrepreneur en son Etat</i>	p.13
1. Deux systèmes d'interactions.	p.13
-Les règles de la compétition politique.	p.15
-Le rapport de représentation.	p.18
2. Le contexte post-colonial.	p.20
-Acteur de "l'Etat rhyzome".	p.22
-Le modèle du "big man"	p.23
3. Un vecteur de la gouvernamentalité de l'Etat.	p.27
-Définir la gouvernamentalité	p.27
-La vulgarisation du pouvoir colonial	p.29
<i>B) Le politicien entrepreneur en son terroir.</i>	p.31
1. Un intermédiaire culturel.	p.32
-Une conception dynamique de la culture.	p.33
-Des groupes d'âges aux grands hommes.	p.35
2. La formation historique d'un terroir (1905-1939)	p.41
-Première gouvernamentalité coloniale	p.42
-Premières mobilisations	p.44
3. Un terroir emboîté	p.48
-Les trois arènes de la compétition politique.	p.50
-Insaisissable Paul Ngei, insaisissable terroir.	p.52

Première partie : La naissance d'une entreprise politique (1945-1961).

p.57

Chapitre 2 : Paul Ngei et Kangundo, une rencontre improbable (1945-1951).

p.60

<i>A) L'éveil politique de Kangundo sans Paul Ngei</i>	p.63
1. Un ancien combattant atypique.	p.64
-Du soldat au journaliste.	p.64
-Les affres de la réinsertion locale.	p.67
2. Les premières mobilisations politiques.	p.71
-Une église indépendante kamba.	p.72
-La Kenya African Union et l'Akamba Union à Kangundo.	p.73

<i>B) Les attraits de la seconde gouvernamentalité coloniale</i>	p. 79
1. Une opposition ambiguë au plan ALDEV.	p.80
-Makueni.	p.81
-Réhabilitation des sols et travail forcé	p.87
2. La multiplication des associations claniques.	p.89
-La recherche coloniale du contrôle social.	p.91
-La réinvention du patriarcat kamba.	p.94

Chapitre 3 : Les origines d'un plébiscite (1951-1961)

<i>A) L'agitateur urbain devient leader historique.</i>	p.105
1. De la KAU-Nairobi à Kapenguria..	p.105
-Un radicalisme ambigu	p.106
-Une détention prétexte	p.109
2. "Uhuru na Kenyatta !", "Uhuru na Ngei ?".	p.111
-Machakos entre en politique	p.111
-Les Kamba de Lancaster House	p.115
<i>B) L'impact d'une fracture sociale.</i>	p.118
1. Kangundo et l'Etat d'urgence.	p.118
-Une vulgarisation approfondie du pouvoir colonial	p.119
-Quelques foyers de mobilisation Mau-Mau.	p.121
2. Le parachèvement tardif d'une domination.	p.124
-Course à l'accumulation et réformes foncières.	p.125
-La fin du "miracle de Machakos".	p.128

Deuxième Partie : Les années de croissance (1961-1969).

p.132

Chapitre 4 : A la conquête du pouvoir (1961-1964).

p.134

<i>A) Intransigeance foncière et indépendance partisane.</i>	p.138
1. Le rejet de la KANU.	p.138
-Phase 1 : une lancée flamboyante (Juil. 1961-Janv. 1962).	p.139
-Phase 2 : échec à Ngei (Janvier-Novembre 1962).	p.143
2. La preuve par l' <i>African People's Party</i> (APP).	p.147
-L'APP en campagne	p.147
-Le succès électoral d'une équipe disparate.	p.150
<i>B) Les ancrages sociaux de l'APP.</i>	p.154
1. Les fers de lance de la mobilisation rurale.	p.155
- <i>Kyano Kya Anake</i> , la flèche des jeunes.	p.156
- <i>Mbai Sya Eitu</i> , le clan des femmes.	p.159
2. La <i>New Akamba Union</i> (NAU).	p.165
-Une association pour travailleurs migrants.	p.166
-Au service de Paul Ngei.	p.167

Chapitre 5 : L'apprentissage de la politique (1964-1969).

<i>A) Les pièges de l'Etat Harambee ! (1964-1966).</i>	p.172
1. La tentation radicale.	p.178
-L'opposition parlementaire.	p.179
-La ressource soviétique.	p.179
2. Le scandale du maïs.	p.183
-Une entreprise familiale.	p.185
-Victime d'une manipulation politique.	p.185
<i>B) Une implantation locale imparfaite (1966-1969).</i>	p.188
1. La formation de l'Etat post-colonial à Kangundo.	p.191
-Le desserrement démographique des hautes terres.	p.192
-Le développement des coopératives caféières.	p.192
2. Machakos indocile.	p.196
-Le démon du factionnalisme	p.199
-Quand la NAU et Mbai Sya Eitu se dérobent...	p.199
	p.201

Troisième partie : Les âges de la maturité (1978-1990).

p.207

Chapitre 6 : L'épanouissement (1969-1978).

<i>A) Paul Ngei, roi des Kamba.</i>	p.209
1. Les éléments d'une cooptation.	p.223
- <i>Kyalo kya mueni</i> , des "voyages au clair de lune".	p.223
-Une caution kamba.	p.224
2. Des ressources politiques efficaces.	p.227
-Un membre de la "famille royale".	p.230
-Le contrôle de la KANU.	p.232
<i>B) Du serment en politique.</i>	p.234
1. Kangundo dans la tourmente foncière.	p.238
-Les conséquences de la caféiculture.	p.239
-Le recours au serment.	p.240
2. De la résolution des conflits à la mobilisation politique.	p.243
-Une prestation de serment à Ivûtu.	p.246
-Un contrat moral en politique.	p.247
	p.249

Chapitre 7 : Le déclin (1978-1990).

<i>A) Paul Ngei à contre-courant.</i>	p.251
1. Une résistance tenace (1978-1984).	p.258
-Ngei face à la NAU et à la banqueroute.	p.259
-Une tentative de retour en grâce.	p.259
2. L'automne d'une carrière politique (1984-1990).	p.264
-La première défaite électorale	p.266
-Une dernière pirouette avant la chute	p.268
	p.269

<i>B) Kangundo dans la décennie "Nyayo".</i>	p.271
1. Les transformations de la société politique locale.	p.275
-Renaissance des <i>miethya</i> et " <i>big women</i> ".	p.277
-Variations claniques.	p.281
2. La montée en puissance des Eglises.	p.285
-Gourmandise des Eglises " <i>Nyayo</i> ".	p.287
-Le renouveau catholique.	p.289

Conclusion	p.293
-------------------	-------

TOME II

Annexes :

Annexe 1 : <i>The Akamba Union</i>	p.3
Annexe 2 : <i>Mukamba</i>	p.15
Annexe 3 : Constitutions des associations de clan Aombe et Atwii	p.31
Annexe 4 : Chiffres des recensements de la population de Kangundo entre 1948 et 1989.	p.45
Annexe 5 : Résultats des élections législatives dans le district de Machakos entre 1969 et 1992.	p.48
Annexe 6 : Organisation sociale des sociétés kamba au XIXème siècle (note de synthèse).	p.52
Annexe 7 : Elément historiques sur la première gouvernentalité coloniale dans la district de Machakos (note de synthèse)	p.58
Annexe 8 : Indications cartographiques	p. 68

Sources et références bibliographiques.

<i>A) Sources primaires.</i>	p. 74
1. Entretiens.	p.75
2. Archives.	p.75
3. Presse, périodiques, annuaires	p.78
<i>2) Références bibliographiques.</i>	p. 79
1. Publications officielles	p. 79
2. Travaux non-publiés	p.79
3. Publications.	p.84
4. Articles	p. 96

Chapitre 1

Entreprise politique, Etat et société au Kenya.

La longévité des carrières politiques est l'un des phénomènes les plus intrigants des systèmes politiques contemporains. Quelles que soient la nature ou l'origine des régimes, démocratiques ou autoritaires, occidentaux ou africains, les mêmes hommes semblent monopoliser, continuellement ou alternativement, les positions institutionnelles de pouvoir, pendant des périodes pouvant aller jusqu'à quatre décennies¹. Cette longévité, qui ne surprend pas lorsqu'il s'agit de régimes autoritaires, a fondé les critiques des analyses normatives de la démocratie, soulignant la permanence des "classes politiques", des "oligarchies" ou du pouvoir des "élites"². Elle a également attiré l'attention sur la professionnalisation de la fonction politique, dont les détenteurs entreprennent de véritables carrières, en de nombreux points semblables à toute autre carrière professionnelle³. L'évolution de ses carrières et le type de stratégies déployées pour les faire progresser sont ainsi très significatives de la nature des régimes politiques, et des relations entre l'Etat et la société. La façon dont se constitue un système de pouvoir, ses origines, sa croissance, son épanouissement, son déclin, illustrent clairement l'état des pratiques politiques dans un pays donné, les représentations qui y sont ancrées, ses spécificités ou sa banalité.

L'étude de la carrière politique de Paul Ngei doit ainsi nous permettre de mieux comprendre la nature des relations entre Etat et société au Kenya. Paul Ngei a connu une carrière politique d'une longévité exceptionnelle. Né en 1923, il commença sa carrière politique après la Seconde Guerre Mondiale et n'a jamais perdu une élection dans sa circonscription de Kangundo depuis sa première campagne, aux lendemains de l'indépendance, en 1963. Il a été membre de tous les gouvernements successifs de 1964 à 1990, et le seul moyen trouvé par ses ennemis politiques pour interrompre sa longue carrière, fut de lui faire perdre ses droits civiques après une mise en banqueroute. A soixante-quatorze ans, rétabli financièrement mais après avoir été amputé d'une jambe en 1996 à la suite d'un incident de santé cardio-vasculaire, il prévoit de se représenter à Kangundo lors des élections générales de décembre 1997 et les commentateurs politiques kényans le créditent de chances sérieuses d'être à nouveau réélu⁴. Le nom de Paul Ngei est ainsi indissociable de celui de sa circonscription, Kangundo⁵, qui est une unité administrative, mais aussi, et surtout, un

¹ Pour l'exemple extrême d'un pays marqué par plusieurs coups d'Etat, actuellement en guerre civile, mais où ce phénomène est extrêmement prégnant voir : Bazenguissa-Ganga (R.), *Les voies du politique au Congo. Essai de sociologie historique*, Paris, Karthala, 1997.

² Cf. notamment les extraits des textes classiques présentés dans Birnbaum (P.), Chazel (F.), t.r.p., *Sociologie politique*, Paris, Armand Colin, 1978, deuxième partie.

³ Sur les coûts sociaux de l'entrée en politique et les cursus classiques et modernes des carrières voir la synthèse de Philippe Braud notamment in Braud (P.), *Sociologie politique*, Paris, LGDJ, 2ème ed., 1994, pp. 207-224.

⁴ *The East African Chronicle*, 15/05/97.

⁵ Kangundo est à l'origine le nom d'une colline, devenu celui d'une division administrative avec la colonisation. La circonscription de Paul Ngei était appelée "Machakos-nord" en 1963 (circonscription nord du district de Machakos), mais prit le nom de Kangundo en 1969, et l'a gardé depuis, malgré les multiples modifications de limites qu'elle a connues.

terroir⁶, dont la trajectoire historique a façonné dès les années quarante, son entreprise politique.

Les collines de Kangundo se situent dans la province de l'est du Kenya, à l'extrême nord du district de Machakos, et à une cinquantaine de kilomètres de la capitale, Nairobi. Ces collines sont entourées au nord-est par le plateau de Yatta, à la frontière duquel se trouve le district de Kitui, et au sud par la grande plaine de Kajiado, en partie délimitée par le district du même nom⁷.

Le district de Machakos, coupé depuis 1991 de sa partie sud, devenue district de Makueni, est marqué par une déclivité continue qui guide la rivière Athi des hauts plateaux de la province centrale vers le climat tropical humide de la province côtière, à travers une succession de zones arides et semi-arides boursoufflées par une multitude de massifs et de collines⁸. Massif volcanique caractéristique des paysages d'Ukambani⁹, les collines de Kangundo sont dominées par la montagne voisine d'Oldonyo Sabuk¹⁰. Elles culminent à 2144 m et forment ensemble une ceinture arrosée, bénéficiant d'une pluviométrie moyenne annuelle d'environ 1000 mm¹¹. Cette pluviométrie relativement abondante dans une région marquée par les grandes étendues semi-arides n'est pas indifférente pour notre analyse. Elle a largement influencé le type de peuplement de cette région, puis a permis le développement des cultures commerciales maraîchères ou fruitières et d'une culture de rente comme le café, sous la colonisation. Kangundo se trouve dans l'un des deux districts où vivent, dans leur grande majorité, les populations kamba¹². Celles-ci regroupent environ 2,45 millions de personnes (11% de la population en 1989), le cinquième "groupe ethnique" du pays¹³.

⁶ Nous revenons en détail plus bas sur la définition de ce concept.

⁷ Cf. Carte page suivante. Machakos et Kitui sont les deux unités administratives données par le pouvoir colonial aux Kamba dans la province de l'est. Deux districts "politiques" Kamba supplémentaires ont été récemment créés pour les besoins de redistribution de leur patron respectif : Celui de Makueni en 1991, fief de l'actuel Ministre de l'information et de la communication Johnstone Makau et celui de Mwingi en 1994 pour l'actuel Ministre des Affaires Etrangères et de la coopération internationale, Kalonzo Musyoka.

⁸ Pour plus de détails sur les caractéristiques géographiques des hauts plateaux kényans voir en français : Raison (J-P.), *L'Afrique des hautes terres*, Paris, Armand Colin, 1974 ; et Martin (D.), Martin (M.-C.), *Le Kenya*, Paris, PUF, 1983, chap. 1.

⁹ Ukambani est la région où vivent les populations kamba, ou *Akamba*, parlant le *kikamba*. Pour une lecture plus précise de ces paysages, voir notamment Bart (F.), "Paysans caféiculteurs et gestion de l'environnement montagnard au Kenya : l'exemple de la région de Machakos", *miméo*, 1996, 9 p.

¹⁰ *Kiima Mbogo* pour les Kamba, mais conformément à l'usage administratif colonial qui a imposé sa toponymie nous nous référons uniquement au nom maasai de cette montagne, disputée par les populations maasai, kamba et kikuyu. Pour une analyse géologique détaillée des paysages d'Ukambani voir Ndeti (K.), *Elements of Akamba life*, Nairobi, EAPH, 1972, pp. 3-13.

¹¹ Republic of Kenya, *Machakos District socio-cultural profile*, Government Printer, 1987, p. 1.

¹² Les migrations récentes des populations kamba ont mené certaines d'entre elles à s'établir à Mombasa et dans le district de Kwale, sur la côte kényane de l'océan indien, à Nairobi, dans la capitale, et dans le district de Tanga en Tanzanie.

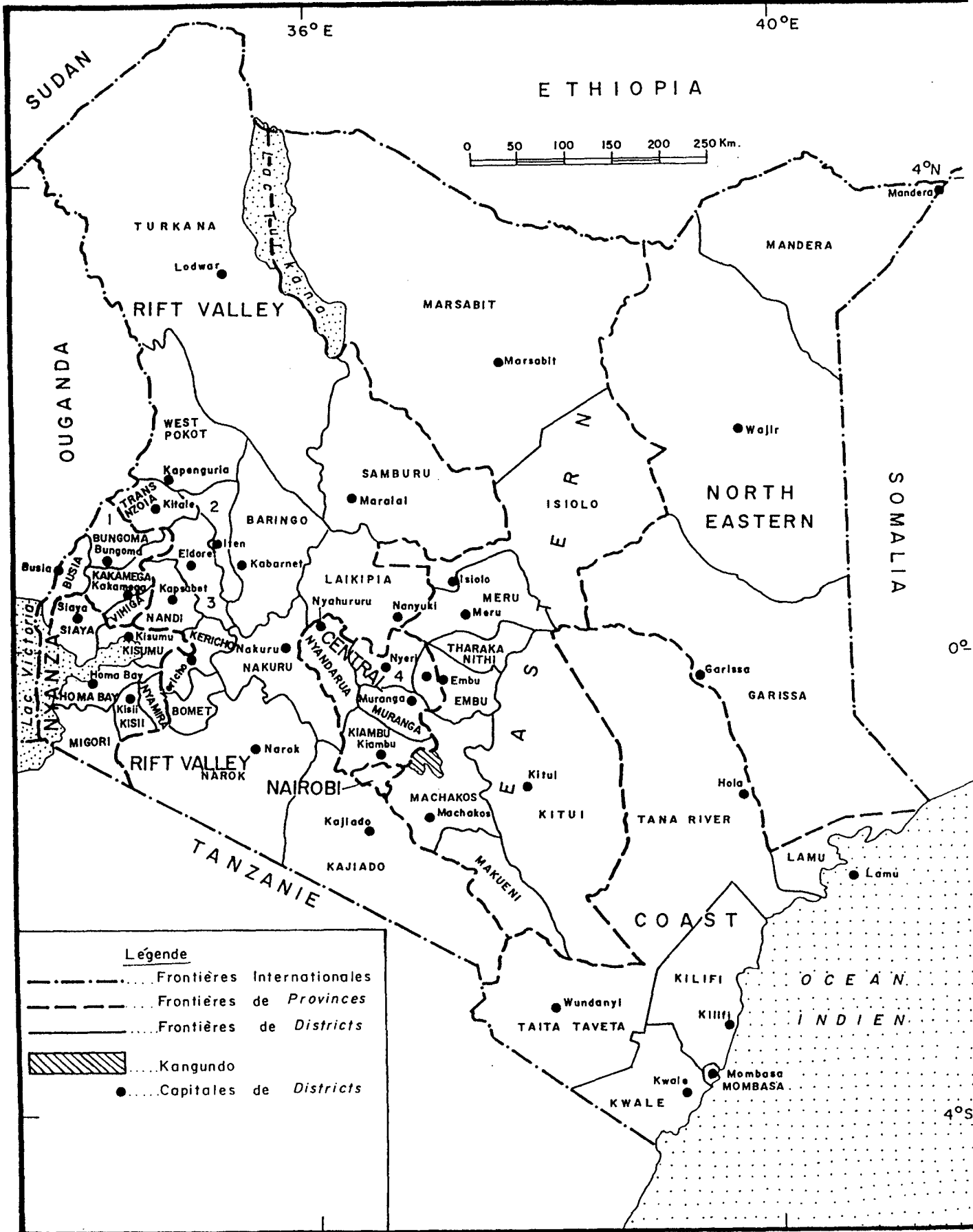
¹³ Republic of Kenya, *Kenya Population Census*, Central Bureau of Statistics, 1989, p. 6/2. Le Kenya compte officiellement, en 1989, 21,4 millions d'habitants. Les groupes ethniques kényans numériquement les plus importants sont : 1) les Kikuyu, 4,45 millions (21% de la population) ; 2) les Luhya, 3 millions (14,4%) ; 3) les Luo, 2,6 millions (12,4%) ; 4) les Kalenjin, 2,45 millions (11%).

Cette appellation "groupe ethnique", qui ne se fonde sur aucune homogénéité linguistique (il existe au moins trois dialectes kamba), est le fruit d'une réification d'origine coloniale, qui, encore aujourd'hui, n'a que peu de sens, si ce n'est dans un contexte de mobilisation politique. Kangundo a façonné l'entreprise politique de Paul Ngei, mais l'entreprise politique de Paul Ngei a également façonné l'évolution de Kangundo. Le politicien entrepreneur se trouve au cœur d'un système d'interactions entre l'Etat et la société, dont il nous faut maintenant précisément cerner les contours¹⁴.

Cette nomenclature officielle n'a d'autre réalité que celle d'un décompte politiquement motivé. Les ethnies Luyha et Kalenjin sont des réifications communautaires datant des années cinquante et les Kalenjin n'étaient même pas comptabilisés en tant que tels mais sous la nomenclature coloniale des sept "sous-groupes" de cette confédération parlant des dialectes Nandi. Il est néanmoins plus satisfaisant pour le Président Moi, l'actuel Président du Pays d'origine Tugen, un sous-groupe Kalenjin, de prétendre représenter 2,5 millions de personnes qu'à peine quelques centaines de milliers.

¹⁴ Un supplément cartographique a été inséré en annexe 8. Le lecteur pourra s'y référer de façon constante pour mieux situer la toponymie kényane et celle du district de Machakos en particulier. Plusieurs cartes sont présentées : une carte administrative du district de Machakos en 1955 ; une carte des zones agro-écologiques du district de Machakos ; une carte des précipitations annuelles du même district ; une carte présentant les frontières "historiques" de la division de Kangundo entre 1963 et 1988 (soit la circonscription électorale de Paul Ngei) ; et enfin une carte des nouvelles limites de la division de Kangundo après le redécoupage de 1993 et sa séparation de Matungulu.

CARTE ADMINISTRATIVE DU KENYA



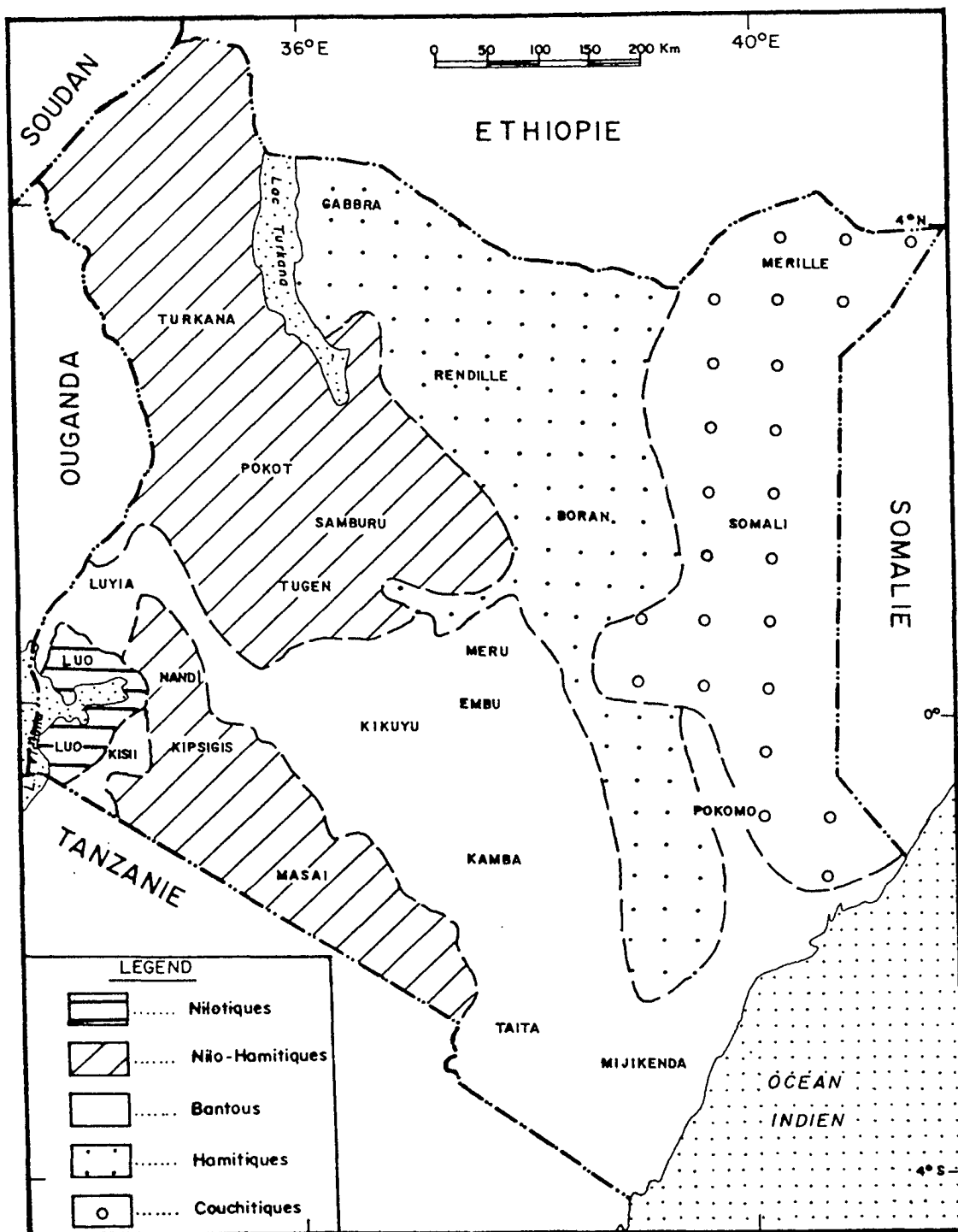


FIG. : FAMILLES ETHNO - LINGUISTIQUES.

A. Le politicien entrepreneur en son Etat.

Inspirée par les travaux de Joseph Schumpeter et de Max Weber¹⁵, l'analogie économique est devenue courante dans les travaux de science politique, fournissant un appareillage conceptuel ayant souvent le mérite d'être figuratif et familier. Néanmoins, comme le soulignent les différents auteurs ayant spécialement contribué à ce développement¹⁶, une analogie n'a vraiment d'intérêt que si elle permet de faire progresser l'intelligibilité des différents éléments propres à un objet de recherche et doit de ce fait être adaptée à son objet et surtout maîtrisée avec attention et précaution. Ce souci de rigueur semble d'autant plus nécessaire lorsque l'objet est l'étude des relations entre Etat et société dans un pays africain. Le faible degré de différenciation entre les différentes sphères d'activité sociales rend extrêmement problématique l'utilisation de l'appareillage conceptuel associé à l'étude des entreprises politiques dans des systèmes d'interactions différenciés, notamment les concepts de champ, de secteur, de capitaux ou de marché. En ce sens, l'analogie économique peut mener à un niveau d'abstraction théorique destiné à formaliser les variations d'un type particulier de relation sociale, et à en établir les régularités structurelles, alors que les progrès de la politique comparée se sont justement fondés sur la méfiance envers des modélisations qui négligent trop les réalités empiriques des sociétés étudiées et surtout la contingence historique¹⁷.

1. Deux systèmes d'interactions.

Pour ne pas préjuger de la nature des systèmes d'interactions qu'il sera nécessaire de prendre en compte, il faut tout d'abord cerner les implications de notre démarche, notamment l'utilisation du concept d'entreprise politique et d'une perspective interactionniste. Fidèle à la définition stricte de Max Weber, nous entendrons par entreprise "une activité continue en finalité"¹⁸ et, par entrepreneur, l'acteur se trouvant à l'origine de cette activité. L'entreprise devient politique quand cette activité continue en finalité vise à la détention de positions de pouvoir politique, ce pouvoir bien particulier qui engage la société dans son ensemble à travers une alliance de coercition et de légitimation¹⁹. Tout au long de notre propos, nous resterons fidèle à cette définition restrictive de l'entreprise politique, à savoir l'activité continue d'un acteur, sans confusion possible avec celle d'un parti qui correspond plus dans le langage wébérien à un "groupement organisé en entreprise"²⁰ ou même avec

¹⁵ Cf. Schumpeter (J.), *Capitalisme, Socialisme, démocratie*, Paris, Payot, 1965 et Weber (M.), *Economie et société*, rééd. Plon, coll. Pocket/Agora, 1995.

¹⁶ Cf. Gaxie (D.), Lehingue (P.), *Enjeux Municipaux. La constitution des enjeux politiques dans une élection municipale*, Paris, PUF, 1984 ; Offerlé (M.), *Les partis politiques*, Paris, PUF, 1987, QSJ n°2376, Lacam (J.-P.), "Le politicien investisseur. Un modèle d'interprétation de la gestion des ressources politiques", *Revue Française de Science-Politique*, Vol. 38, n°1, 1988, pp. 23-47, et plus récemment, Gaxie (D.), *La démocratie représentative*, Paris, Monchrestien, 1996.

¹⁷ Cf. Badie (B.), *Le développement politique*, Paris, Economica, 1983.

¹⁸ Weber (M.), *Economie et Société*, op. cit., p. 94.

¹⁹ Cf. Braud (P.), "Du pouvoir en général au pouvoir politique", in Grawitz (M.), Leca (J.), sld., *Traité de science-politique*, Vol. 1, Paris, PUF, 1985, pp. 335-393.

²⁰ Selon les définitions de Max Weber, un groupement est en effet déjà lui-même un système d'interaction très particulier : "nous dirons d'une relation sociale close ou limitée par réglementation

l'Etat, défini par le sociologue allemand comme "une *entreprise* politique de caractère *institutionnel* lorsque et tant que sa direction administrative revendique avec succès, dans l'application des règlements, le *monopole* de la contrainte physique *légitime*"²¹.

Le concept d'entreprise politique a été notamment utilisé pour étudier la compétition politique dans les sociétés occidentales. Celle-ci est progressivement devenue au niveau national une activité pacifique, différenciée des activités économiques, exercée par des professionnels, ayant tendance à s'autonomiser dans un champ d'activité spécifiquement politique²². Utilisée dans une perspective constructiviste ou parfois même purement économiste²³, cette analogie, qui est loin de faire l'unanimité dans la communauté scientifique²⁴, a connu un regain d'attention, lorsque a été souligné l'intérêt de réfléchir au problème central de la gestion des ressources politiques et de l'activité du politicien comme investisseur, stratège et surtout innovateur, comme l'avait recommandé Joseph Schumpeter²⁵.

Les propositions de Jean-Patrice Lacam ont notamment illustré ce changement d'échelle entre une perspective "macro" et une perspective "micro"-économique dans l'analyse des entreprises politiques, attirant l'attention sur les spécificités des ressources politiques des entrepreneurs et les stratégies de gestion que ceux-ci doivent déployer pour assurer leur longévité ou compenser leurs échecs à se maintenir en des positions de pouvoir²⁶. Jean-Patrice Lacam a ainsi établi une matrice à double entrée des différents types de ressources que peuvent utiliser et que doivent faire fructifier les politiciens investisseurs pour voir prospérer leur carrière politique. Les ressources sont définies comme "tout moyen à la disposition d'un entrepreneur politique dont l'activation, en faisant reculer la frontière de ses contraintes, élargit son champ des possibles, c'est-à-dire augmente son autonomie initiale et facilite le développement de ses stratégies²⁷". Enoncées en vrac, ses ressources comprennent notamment "l'argent, l'information, la distribution de nourriture, la menace de la force physique, les emplois, l'amitié, le rang social, le droit de légiférer, les votes²⁸". De façon plus systématique, Jean-Patrice Lacam propose d'en établir une typologie en

vers l'extérieur qu'elle constitue un *groupement* lorsque le maintien de l'ordre est garanti par le comportement de personnes déterminées, instituées spécialement pour en assurer l'exécution, sous l'aspect d'un dirigeant ou éventuellement d'une *direction administrative* qui, le cas échéant à normalement en même temps un pouvoir représentatif", Weber (M.), *Economie et Société*, op. cit., p. 88.

²¹ Les italiques de l'auteur, *Ibid.*, p. 97.

²² Cf. notamment Gaxie (D.), *La démocratie représentative*, op. cit.

²³ Il est en effet nécessaire de distinguer les démarches scrupuleuses et rigoureuses suivies dans les travaux de Daniel Gaxie ou Michel Offerlé qui s'interrogent en permanence sur la pertinence d'un appareil conceptuel éprouvé à chaque étape de leurs enquêtes et celle d'un Gordon Tullock généralisant la démarche économiste, quelle que soit, par exemple, son inefficacité à expliquer les phénomènes de violence. Cf. Gaxie, Offerlé, op. cit., et Tullock (G.), *Le marché politique*, Paris Economica 1978.

²⁴ Cf. Baudoin (J.), "Sociologie critique et rhétorique de la déploration", *Revue Française de Science Politique*, vol. 44, n°5, octobre 1994, pp. 881-893 et la réponse de Daniel Gaxie, "Deni de réalité et dogmatisme de la doxa", *ibid.*, pp. 894-912.

²⁵ Joseph Schumpeter fonde en effet une des dynamiques de l'économie de marché sur le génie créateur des entrepreneurs, qui parviennent à innover techniquement et commercialement pour éviter tout engorgement des marchés, par la création de nouveaux besoins. Cf. Schumpeter (J.), *Capitalism, Socialism and democracy*, London, George Allen and Unwin, 1943, pp. 131-132.

²⁶ Lacam (J.-P.), "Le politicien investisseur", art. cité

²⁷ *Ibid.*, p. 27.

²⁸ *Ibid.*

violence

croisant trois caractéristiques propres à leur nature (institutionnelles, contextuelles, personnelles) et trois autres propres à leur fonction (coercitives, rétributives, persuasives)²⁹. La matrice ainsi établie permet d'analyser l'évolution de la gestion du politicien entrepreneur, qui selon les situations procédera à l'accumulation de ressources ou à leur restructuration, en fonction de sa perception plus ou moins exacte de l'évolution du système de contraintes auquel il est soumis³⁰. Son succès pourra dépendre tant de cette capacité d'analyse qui peut l'amener à surestimer ses objectifs politiques, que de l'efficacité des différentes stratégies de gestion de ses ressources à entretenir la progression de sa carrière politique. En combinant alors la nature des ressources sollicitées (acquises ou à acquérir) et le sens de la stratégie (accumulation ou restructuration), J.-P. Lacam propose ensuite une seconde matrice d'interprétation des différentes stratégies adoptées par les politiciens investisseurs, qui selon les combinaisons seront marquées par le renforcement des ressources, leur élargissement, leur déclassement ou l'innovation³¹. Grâce à ces deux matrices axées sur le type de ressources politiques mises à la disposition du politicien investisseur et les stratégies qu'il adopte, J-P Lacam suggère ainsi les moyens de "mettre de l'ordre dans le désordre"³² des informations dont le chercheur peut disposer pour analyser la façon dont l'homme politique gère sa carrière.

Ce renversement de perspective est important car l'analyse ne cherche plus nécessairement à représenter l'entreprise politique comme l'élément d'une construction théorique englobante. Le politicien n'est plus un agent subissant les règles du jeu politique mais un acteur. Cela permet de s'intéresser à l'évolution permanente des stratégies du politicien entrepreneur en fonction des obstacles imprévus qui s'opposent à son ascension. L'élaboration de typologies d'action ou de matrices des choix possibles laissés au politicien investisseur porte également l'attention sur les règles de la compétition politique dans une société donnée, où l'utilisation de toutes les ressources (comme l'élimination physique de son adversaire) n'est pas nécessairement permise. La définition même des types de ressources légitimes pour conquérir les positions de pouvoir participe ainsi à définir la nature d'un système politique, ou plus précisément celle de l'interaction politique, de la relation de pouvoir entre gouvernants et gouvernés.

-Les règles de la compétition politique.

Sans préjuger du rôle de l'entrepreneur politique dans la reproduction des structures sociales et d'une domination d'autant plus insidieuse qu'elle est objectivée³³, l'attention portée sur le type de ressources que celui-ci peut déployer guide directement sur les caractéristiques de l'interaction politique et la capacité des règles de la compétition politique à objectiver la relation de pouvoir entre gouvernés et gouvernants³⁴. L'analyse de la compétition politique dans le village indien de Bisipara,

²⁹ Ibid.

³⁰ Ibid., p. 24.

³¹ Ibid., p. 37.

³² Ibid., p. 46.

³³ Problème central de la sociologie de Pierre Bourdieu sur laquelle nous revenons plus bas.

³⁴ Cette remarque ne signifie pas qu'une analyse de la gestion des ressources politiques doit faire l'impasse sur les questions de stratification sociale, de domination, et sur la position de l'entrepreneur à leur rencontre. Comme le soulignait Michel Dobry à propos des travaux d'Anthony Oberschall et de Charles Tilly, les pères fondateurs de la théorie de la gestion des ressources : "Leur mérite incontestable est d'avoir en quelque sorte réhabilité la dimension tactique du comportement

par l'anthropologue anglais de l'école de Manchester, F.G. Bailey, souligne en effet l'importance de ces règles bien souvent intériorisées par les acteurs et qui ne se limitent pas au code électoral ou à la constitution d'un Etat. L'importance de ces règles tient d'abord au fait que l'organisation de la lutte pour le pouvoir soit une compétition et non un jeu ou un combat: "Le thème central n'est pas le jeu (ce qui ne connote qu'un bon ordre), ni le combat (où tous les coups sont permis), mais la compétition qui, au contraire du jeu, se situe aux limites de l'anarchie par ce que les adversaires ont des convictions, par ce que, en d'autres mots, ils pensent que ce qui est en jeu est important³⁵". Ces règles définissent successivement 1) les trophées à conquérir et les actions ou qualités requises pour les obtenir ; 2) la désignation des individus autorisés à participer à la compétition pour les obtenir ; 3) la composition des équipes admises dans la compétition ; 4) la manière dont la compétition doit se dérouler ; et 5) la conduite à suivre lorsqu'une règle de la compétition a été violée. Ces règles définissent en quelque sorte le système de contraintes qui s'impose à l'entrepreneur politique tant du fait de leur contribution à poser le cadre social légitime de la compétition politique que celui de la gestion de ses ressources. F.G. Bailey précise également que ces règles sont de deux ordres. Elles sont "pragmatiques" lorsqu'elles définissent les stratégies et tactiques à adopter pour conquérir des postes de pouvoir, mais elles sont également normatives car elles se réfèrent aux grandes orientations éthiques des sociétés et aux valeurs contribuant à définir le cadre légitime de la compétition. Ces règles sont donc historiquement et culturellement situées et dépendent ainsi étroitement des caractéristiques économiques, religieuses ou sociales de la société étudiée : "leur force propre tient à ce que les agents croient en leur conformité à des normes générales, à des valeurs fondamentales, aux objectifs communs de la vie en société (...) les transgresser serait se placer d'une certaine manière hors de la collectivité (...) en établissant et en distribuant les rôles, en imposant les conduites à suivre, elles constitueraient en quelque sorte une "structure des jeux" réduisant considérablement (voire totalement) les possibilités de "jouer avec la règle" ou de jouer autrement que selon la règle³⁶". Jacques Lagroye emploie le conditionnel car ces règles ne peuvent former les "structures du jeu politique" que dans la mesure où elles sont institutionnalisées. L'institutionnalisation correspond ici à un processus bien différent de l'établissement

des acteurs individuels et collectifs dans l'explication des mouvements sociaux, des confrontations internes "violentes", des phénomènes révolutionnaires et, plus généralement, des processus de mobilisation et des conflits. Mais ils ont aussi eu tort d'avoir cru pouvoir en tirer comme conséquence que cela ne pouvait se faire qu'au prix de l'abandon de toute réflexion sur les différents états que peut connaître un système social et sur les variations de ces états". Cf. Dobry (M.), *Sociologie des crises politiques. La dynamique des mobilisations multi-sectorielles*, Paris, Presses de la FNSP, 1992 ; Oberschall (A.), *Social conflicts and social movements*, Englewood Cliffs, Prentice Hall, 1973 et Tilly (C.), *From mobilization to Revolution*, Reading (Mass.), Addison-Wesley, 1978. Cette remarque signifie très concrètement, qu'il faut prendre en compte "l'état" d'un système social pour comprendre les différences, en France, entre la gestion des ressources d'un élu communiste et celle d'un élu UDF/RPR. Sur les pères fondateurs de la théorie de la mobilisation des ressources voir également Lapeyronnie (D.), "Mouvements sociaux et action politique. Existe-t-il une théorie de la mobilisation des ressources ?", *Revue française de sociologie*, XXIX, 1988, pp. 593-619 et Chazel (F.), "La mobilisation politique : problèmes et dimensions", *Revue française de science politique*, Vol. XXV, n°3, juin 1975, pp. 502-516.

³⁵ Bailey (F.G.), *Les règles du jeu politique*, Paris, PUF, 1971, p. 11.

³⁶ Lagroye (J.), *Sociologie politique*, Paris, Presses de la FNSP, 1991, p. 171.

légitime du mode de domination légal-rationnel³⁷, c'est "le mécanisme plus général qui porte les individus à considérer les règles comme existantes par elles-mêmes, comme s'imposant à eux au même titre que des phénomènes de nature : la pluie, la mort, la faim³⁸". L'établissement d'une règle non écrite d'éligibilité, comme au Kenya, la richesse, est institutionnalisé quand elle devient objective, quand elle est intériorisée par les acteurs au cours de leur socialisation et confirmée tout au long de leur vie quotidienne. Cette institutionnalisation est le résultat, selon la formule des sociologues américains Berger et Luckmann, d'un processus de typification, d'une identification systématique d'une action particulière à un type de comportement, et ici de la formation d'un rôle politique³⁹.

Les situations politiques africaines sont, pour reprendre l'expression de Michel Dobry, extrêmement "fluides". Les interactions entre les différents "secteurs" d'activité sont permanentes, non pas par ce que ces sociétés et leurs Etats se trouvent en constante situation de crise (sauf à les comparer de façon ethnocentrique au "modèle" de l'Etat légal-rationnel), mais par ce que ces secteurs ne sont pas objectivés, ne jouissent pas d'une réalité objective. Les prêtres y sont tout autant susceptibles de devenir des entrepreneurs politiques de premier plan que les militaires ou les syndicalistes. Mais cette fluidité, cette absence de structuration⁴⁰ sur les modes propres à la trajectoire historique européenne où le politique s'est différencié progressivement du religieux et de l'économique, ne doit pas nécessairement conduire à supposer l'absence totale de règles de la compétition politique.

L'établissement des règles de la compétition politique, d'un certain nombre de contraintes normatives assurant la régulation de la lutte pour le pouvoir est souvent l'une des clefs de la construction et de la longévité des régimes politiques. Si celles-ci ne sont pas nécessairement objectivées, institutionnalisées ou codifiées, cela ne signifie pas qu'elles n'existent pas et que l'entrepreneur politique pourra avoir recours à tous les moyens pour parvenir à conquérir une position de pouvoir. L'existence de règles normatives non-écrites de la compétition politique est consubstantielle à la

³⁷ C'est néanmoins ainsi qu'il est sollicité par Robert Jackson et Carl Rosberg par exemple, dans leurs analyses des régimes politiques africains. Cf. Jackson (R.H.), Rosberg (C.G.), *Personal rule : theory and practice in Africa*, *Comparative politics*, Juillet 1984, pp. 421-442 ; Jackson (R.H.), Rosberg (C.G.), *Personal rule in Black Africa*, Berkeley, University of California Press, 1982.

³⁸ Lagroye (J.), *Sociologie politique*, op. cit., p. 172.

³⁹ Berger (P.), Luckmann (T.), *La construction sociale de la réalité*, Paris, Méridien Klinksieck, 1986.

⁴⁰ Cette grande "fluidité" des sociétés africaines nous conduit en effet à repousser le "structuralisme génétique" de Pierre Bourdieu. Une des notions centrales de cet auteur, comme la notion d'habitus, ne laisse par exemple aucune liberté de conscience et d'innovation aux acteurs, qui ne peuvent s'échapper des schèmes de pensée intériorisés et réactualisés au cours des différentes étapes de leur socialisation. Le concept de champ tel que conçu par Bourdieu (champ politique, champ littéraire, champ bureaucratique) comme des champs de forces et champs de lutte, disposant de leurs propres modes de structuration objectivés, est trop rigide pour l'analyse du politique en Afrique. Les correspondances entre les champs sont telles qu'il est souvent impossible de les distinguer. De plus, la société est loin d'y être aussi structurée et stratifiée qu'en Europe, à tel point que Georges Balandier propose le concept plus souple de "système de domination et d'inégalité" à celui de stratification sociale. Cf. sur le "structuralisme génétique" de Pierre Bourdieu, Bourdieu (P.), *Le sens pratique*, Paris, Ed. de Minuit, 1980 et les commentaires de Pierre Ansart dans Ansart (P.), *Les sociologies contemporaines*, Paris, Le Seuil, 1990; Sur les dynamiques sociales propres aux sociétés africaines voir : Balandier (G.), *Anthropologie politique*, Paris, PUF, 1967; Balandier (G.), *Anthropo-logiques*, Paris, PUF, 1974; Balandier (G.), *Sens et Puissance*, Paris, PUF, 1971.

- art et la formation d'un homme
- d'un national. Kik. touché à 5. les jeunes
Cigoukou parlant, avec famille

formation d'alliances hégémoniques au sein des Etats africains contemporains⁴¹. Elles tracent également les lignes de discrimination entre les différentes entreprises politiques, selon que celles-ci participent à ces alliances ou non. Le type de ressources susceptibles d'être mobilisées par les entrepreneurs nous ouvre ainsi directement la voie sur l'analyse des règles de la compétition politique, et leur contribution à la formation d'alliances de pouvoir. Mais il ne faut pas se contenter d'une vision instrumentale de l'analyse de la gestion des ressources : "ni la 'valeur' ou l'efficacité des ressources politiques ni leurs 'propriétés' -aussi 'intrinsèques soient-elles'-, ni les calculs ou même les manipulations dont elles sont l'objet ne peuvent être appréhendées indépendamment de leurs rapports aux contextes sociaux dans lesquels les mobilisations s'inscrivent⁴²". Cette prise en compte des "rapports au contexte sociaux" nous mène ainsi directement à la question du rapport de représentation entre l'entrepreneur et ses électeurs.

-Le rapport de représentation.

Le type de ressources déployées par les entrepreneurs, n'est pas indifférent quant à la position de celui-ci vis-à-vis des conflits sociaux qui traversent la société étudiée. L'accent porté sur les ressources et les stratégies des acteurs dans la compétition politique ne doit pas faire oublier que l'une des spécificités de l'entrepreneur politique est souvent d'être engagé dans un rapport de représentation. L'entrepreneur politique, dans le cadre de ses stratégies de légitimation, a tendance à réifier le groupe qui l'institue comme représentant et à lui donner une substance, une identité, dont il pourra revendiquer être le porte-parole. Cet acte d'énonciation définit, selon Pierre Bourdieu, un rite d'institution, qui consacre son énonciateur dans sa position. Institué par le rituel, le représentant, dans son discours, "fait le groupe qui le fait" (Il instaure un mode dominant de pensée des divisions sociales) (classes sociales, d'âge, ethnie, région) légitimant sa position de porte-parole et donne ainsi corps à la "magie sociale" de la délégation, au "mystère du ministère", à ce "fétichisme politique" que Pierre Bourdieu veut dénoncer⁴³. L'entrepreneur politique organise l'espace politique de représentation en réifiant des divisions sociales qui n'existent que sous une forme latente ; le discours institue une limite infranchissable entre

⁴¹ Sur les scénarios de formation des alliances hégémoniques dans les Etats africains postcoloniaux voir Bayart (J.-F.), *L'Etat en Afrique. la politique du ventre.*, Paris, Fayard, 1989.

⁴² Michel Dobry précise que cette vision instrumentale des ressources politiques, lorsqu'elles sont considérées comme "de simples moyens utilisés par les acteurs en vue d'atteindre certaines fins (...) une réalité isolable des contextes sociaux dans lesquels elles prennent place et opèrent", provoque "l'illusion selon laquelle les ressources politiques (entre autres) s'échangeraient et opéreraient de la même façon que le font les biens économiques sur les marchés, au demeurant passablement idéalisés pour les besoins de la cause théorique. L'ignorance ou l'occultation du caractère relationnel des ressources conduit de très nombreux politistes à ne pas tenir compte de ce que les ressources n'ont de propriétés stables que vis-à-vis de certaines logiques sociales particulières et des lignes d'action qu'autorisent ou que définissent ces logiques". Cf. Dobry (M.), *Sociologie des crises politiques*, op. cit., pp. 34-35 et 38.

⁴³ Bourdieu (P.), *Ce que parler veut dire. L'économie des échanges linguistiques.*, Paris, Fayard, 1982, p. 101. Les trois textes fondamentaux auxquels nous nous référerons ici et qui illustrent l'analyse du politique de leur auteur sont Bourdieu (P.), "La délégation et le fétichisme politique", *Actes de la recherche en sciences sociales*, 52-53, juin 1984, pp. 49-55; Bourdieu (P.), "La représentation politique. Eléments pour une théorie du champ politique", *Actes de la recherche en sciences sociales*, n°36-37, 1981, pp. 3-24. Bourdieu (P.), "Espace social et pouvoir symbolique", in *Choses dites*, Paris, Minuit, 1987, pp. 147-166.

Il y a peu d'autonomie des champs et ils se baignent
dans un bain (pénitent) avec pitié.

gouvernant et gouvernés, ces derniers n'ayant pas le droit à la parole, puisqu'ils sont "représentés" par leur porte-parole. Cette opération symbolique instituant la domination fonctionne, par ce que le discours d'autorité est reconnu et accepté. Pierre Bourdieu suppose que les croyances inculquées par le système éducatif et que l'intériorisation des normes sociales par les agents, à travers la formation de leur habitus, vont garantir au discours politique son efficacité. Nous nous trouvons ici, pour reprendre l'expression de Marc Abélès, devant un "choix métaphysique"⁴⁴, qu'il est difficile de suivre. Malgré l'apprentissage quotidien de leur place dans l'espace des relations sociales et donc l'intériorisation d'un rapport au politique les dépossédant légitimement, il est difficile de concevoir que les agents subissent passivement cette violence symbolique, sans l'aménager, la gérer, la domestiquer en fonction de logiques qui leur sont propres. Ne sont-ils pas plutôt les acteurs conscients de la logique de représentation, investissant dans celle-ci un certain nombre d'aspirations et de désirs liés à leur position dans les conflits sociaux propres à leur société ? Comme le soulignait Michel Offerlé : "les entrepreneurs politiques sont tenus de deux manières : d'une part par ce qu'ils sont, c'est-à-dire par le volume et la structure des capitaux qu'ils sont à même d'engager en leur nom propre ou en tant que porte-parole d'une organisation dans la compétition politique ; d'autre part, par l'existence ou l'absence de groupes qui accordent un intérêt très différentiel aux incitations de ces entrepreneurs"⁴⁵. Le vote est une transaction, un échange, mais c'est aussi une disposition⁴⁶, intériorisée par les acteurs au cours de leur socialisation primaire et secondaire⁴⁷. L'acte de voter comporte ainsi une dimension "psychoaffective"⁴⁸ profonde qui renvoie à l'interaction entre cette socialisation et le "profil symbolique" du candidat. Parfois du fait du contenu de ses discours, mais le plus souvent du fait de sa façon de parler, de s'habiller, de son maintien corporel, l'homme politique est

⁴⁴ Abélès (M.), "Mise en scène et rituels politiques. Une approche critique", *Hermès*, n°8-9, 1990, pp. 241-259.

⁴⁵ Offerlé (M.), "Mobilisation électorale et invention du citoyen", in Gaxie (D.), sld., *Explication du vote*, Paris, Presses de la FNSP, 1985, p. 162.

⁴⁶ "Les dispositions et les orientations électorales se réactivent à travers les réseaux des interactions constitutifs des groupes primaires dans les associations, les institutions (c.g. religieuses), les organisations (c.g. politiques, syndicales) sont un élément au même titre que la famille, les groupes de voisinage ou de sociabilité (...) c'est donc dans les relations d'échange avec les entreprises politiques que les dispositions socio-politiques latentes des agents se "cristallisent" en opinions et en votes". Cf. Gaxie (D.), "Le vote comme disposition et comme transaction", in Gaxie (D.), sld., *Explication du vote*, op. cit., p. 24

⁴⁷ La socialisation primaire est inculquée au sein de la famille et à l'école. Mais contre la vision déterministe de Pierre Bourdieu, Annick Percheron précise à juste titre : "cette 'inconscience de classe' ne suffit pas à rendre compte des conditions de production des représentations et des pratiques proprement politiques (...) si la socialisation politique s'inscrit au nombre des moyens pour imposer et transmettre la légitimité des normes et des pratiques de l'ordre social établi, elle constitue en même temps une possibilité fondamentale pour tenter d'y résister, voire de les modifier et de les renverser dans les générations suivantes". La socialisation vient de l'influence des institutions socialisantes mais aussi de l'expérience ultérieure du sujet pensant et agissant. Cf. Percheron (A.), "La socialisation politique : défense et illustration", in Grawitz (M.), Leca (J.), *Traité de science politique*, Vol. III, Paris, PUF, 1985, pp. 165-235.

⁴⁸ Cf. Braud (P.), "Vote et position dans le monde social", in Gaxie (D.), sld., *Explication du vote*, op. cit., p. 207.

inséparable de sa position dans le monde social⁴⁹. Le politicien entrepreneur envoie à ses électeurs "des signaux de séductions" qui tiennent au langage utilisé, mais aussi à tous les symboles qu'il suscite, consciemment ou pas, volontairement ou non⁵⁰.

Notre démarche, qui s'inscrit dans une perspective d'analyse de l'interaction politique entre l'Etat et l'un de ses terroirs à travers le rôle qu'a pu y jouer un entrepreneur, attire ainsi notre réflexion vers l'articulation entre deux systèmes d'interactions, empiriquement confondus, mais qu'il n'est pas inopportun de différencier analytiquement : celui de la compétition pour le pouvoir politique et celui de la signification du rapport de représentation, défini par les règles de cette compétition, dans les rapports sociaux qui caractérisent la société étudiée. Au regard de ces deux dimensions, nous voudrions maintenant préciser notre problématique et le cadre conceptuel de notre analyse. Celui-ci tentera de montrer comment Paul Ngei a été obligé de restructurer ses ressources politiques et d'adapter son système de pouvoir en fonction de l'établissement des règles de la compétition politique dans le Kenya indépendant, dont la nature changeante illustre parfaitement le type d'interaction qui s'est développé progressivement entre l'Etat et ses terroirs.

L'entrepreneur politique doit en effet articuler de façon cohérente sa participation à la recherche hégémonique qui a caractérisé les Etats post-coloniaux depuis l'indépendance et la légitimation de cette participation dans une circonscription sans laquelle il n'existe pas politiquement. Mais pour bien le saisir, il faut revenir sur les caractéristiques de cette interaction politique parfois si violentes entre Etat et société en Afrique noire.

2. Le contexte post-colonial.

La prise de recul de la politique comparée par rapport à la singularité européenne et aux théories qui en sont inspirées et le retour des analyses de l'Etat ne se sont pas opérés sans paradoxes⁵¹. René Lemarchand remarquait ainsi avec humour et en se référant à la littérature de ses confrères anglo-saxons que : "par un curieux retournement du sort, alors que le concept d'Etat a désormais gagné les faveurs de la communauté africaniste, il semble s'être dissout pour donner naissance à une entité invertébrée qui, la plupart du temps, défie toute catégorisation. L'Etat serait-il devenu

⁴⁹ Ainsi le concept de "profil symbolique" permet de rendre compte de "cette articulation des messages adressés aux électeurs, à travers ce qu'il dit et à travers ce qu'il est ou plutôt paraît être". Cf. Braud (P.), *Le suffrage universel contre la démocratie*, Paris, PUF, 1980, p. 200.

⁵⁰ Les symboles suscitent des associations au niveau des savoirs et des sentiments. "Le symbole politique authentique, signe ou système de signes surchargé de sens se caractérise par le franchissement d'un seuil d'intensité dans la condensation cognitive et émotionnelle. C'est l'efficacité mobilisatrice des investissements et projections opérées sur un signifiant, efficacité appréciée non dans l'abstrait mais en situation, qui authentifie le symbole proprement dit". Cf. Braud (P.), *L'émotion en politique*, Paris, Presses de la FNSP, 1996, p. 86. Sur la mobilisation des langages symboliques dans le cadre des stratégies de légitimations institutionnelles et personnelles, nous nous référerons également à Ansart (P.), *La gestion des passions politiques*, Lausanne, L'âge d'Homme, 1983.

⁵¹ Sur ces deux tendances voir notamment Marchesin (P.), "Science politique et développement. un lent mais fécond mûrissement", in Choquet (C.), Dollfus (O.), Le Roy (E.), Vernières (M.), sld., *Etat des savoirs sur le développement*, Paris, Karthala, 1993, pp. 97-116 ; Bourmaud (D.), *La politique en Afrique*, Paris, Montchrestien, 1997, chap. 3.

soudainement si important du fait de son absence ?⁵²". En effet, après avoir suivi les appels du retour à l'Etat, la science politique africaniste semble avoir progressé vers une compréhension de l'interpénétration toujours plus grande entre Etat et société, gommant toute conception "d'autonomie relative" de l'Etat, ou même de face à face réificateur entre Etat et société, au profit d'une identification progressive des stratégies "d'incorporation et de désengagement" entre les différents groupes sociaux dans les rapports de domination⁵³.

En France, deux angles d'approche se sont plus particulièrement développés dans la même perspective après les dérives développementalistes et dépendantistes qui avaient marqué les années soixante et soixante-dix⁵⁴ : une approche générative, attachée à développer une véritable sociologie historique de la formation des Etats post-coloniaux en illustrant notamment les continuités entre les luttes sociales du XIXème siècle et celle des périodes contemporaines⁵⁵ ; et une perspective plus synchronique, s'intéressant plus à la définition des caractéristiques contemporaines récurrentes aux Etats post-coloniaux, inspirée par la sociologie wéberienne et notamment par le concept de néo-patrimonialisme⁵⁶. Ces deux démarches sont, à de nombreux égards, complémentaires et inspireront notre recherche sur les relations entre Etat et société à Kangundo, qui suivra une enquête générative sur la formation de l'Etat dans le district de Machakos tout en sollicitant précisément la carrière d'un entrepreneur politique comme point d'entrée de cette interaction. Il faut cependant préciser l'emploi précis que nous ferons de l'appareillage conceptuel mis à notre disposition par ces deux approches.

La démarche générative, ayant recours à la sociologie historique, a sans doute été le mieux illustrée par Jean-François Bayart tant dans sa recherche initiale sur le Cameroun que dans son essai postérieur sur l'Etat en Afrique. Rechercher les continuités entre les luttes sociales précoloniales et leur transformation tout au long du vingtième siècle permet en effet d'ancrer la recherche dans une réalité sociale mouvante et de suivre, progressivement, ses transformations, en évitant de trouver des fins ultimes aux sociétés étudiées. C'est ainsi nous semble-t-il, tout l'intérêt de

⁵² Lemarchand (R.), "The State, the parallel economy, and the changing structure of patronage systems", in Chazan (N.), Rotschild (D.), eds., *The precarious balance. State and society in Africa*, Boulder, Westview Press, 1988, p. 149. Cf. en France les remarques similaires de Jean Copans dans "Une crise conceptuelle opportune...", *Politique africaine*, 26, 1987, pp. 2-14.

⁵³ Cette évolution est flagrante entre Scockpol (T.), , "Bringing the State back in : strategies of analysis in current research", in Evans (P.), Rueschermeyer (D.), Scockpol (T.), *Bringing the State back in*, Cambridge, Cambridge University Press, 1985, pp. 3-43, puis Callaghy (T.), "The State as lame Leviathan : the patrimonial administrative State in Africa", in Ergas (Z.), *The African state in Transition*, London, Macmillan, 1987, pp. 87-116 et enfin Chazan (N.), "Patterns of State society incorporation and disengagement in Africa", in Rotschild (D.), Chazan (N.), eds., *The precarious Balance. State and society in Africa*, Westview Press, Boulder, 1988, pp. 121-148 et Chabal (P.), *Power in Africa. An essay in political interpretation.*, London, Macmillan, 1992, notamment chap. 4.

⁵⁴ Nous ne reviendrons pas sur ces perspectives qui ont fait l'objet de critiques multiples. Cf. par exemple Badie (B.), Birnbaum (P.), *Sociologie de l'Etat*, Paris, Grasset, 1979 ; Badie (B.), *Le développement politique*, Paris, Economica, 1988, et l'introduction de Jean-François Bayart à son *L'Etat en Afrique. La politique du ventre*, Paris, Fayard, 1989.

⁵⁵ cf. Bayart (J-F.), *L'Etat au Cameroun*, Paris, presses de la FNSP, 1979 ou Martin (D.), *Tanzanie. L'invention d'une culture politique*, Paris, Presses de la FNSP/Karthala, 1987.

⁵⁶ Cf. Médard (J-F.), é.r.p., *Etats d'Afrique noire*, Paris, Karthala, 1991.

recourir au concept de trajectoire historique pour qualifier une évolution sociale sans lui chercher systématiquement une quelconque finalité ou la comparer à un quelconque modèle occidental. En ce sens, en réintroduisant la nécessaire contingence historique, cette approche permet d'échapper aux tentations ethnocentristes qui sous-tendent parfois les tentatives comparatistes armées des méthodes wébériennes⁵⁷. Elle s'inscrit également dans le droit fil de la sociologie dynamique, proposée notamment par Georges Balandier et Alain Touraine, qui, sans nier la situation de dépendance des Etats africains, permet de comprendre comment s'articulent les conflits entre le "dedans" et le "dehors", échappant à nouveau à tout cadre théorique surdéterminant⁵⁸. Nous allons maintenant revenir sur ces deux approches, pour illustrer comment elles appuieront notre analyse.

- Acteur de "l'Etat-rhizome".

La caractéristique de l'analyse générative de l'Etat est de montrer comment la société politique qui a investi à l'indépendance les Etats post-coloniaux s'est formée historiquement sur la perpétuation des luttes sociales pré-coloniales au cours du vingtième siècle, et l'apparition, grâce aux opportunités coloniales, de nouvelles élites, assises sur leur savoir technique, leurs commerces, leurs titres de propriétés, etc. En ce sens, la colonisation a, à la fois, renforcé les processus de domination violente en donnant des moyens inégalés de coercition à ceux qui ont su s'en saisir et a provoqué une profonde révolution, en permettant à des orphelins recueillis par les missionnaires, à des jeunes ou à des femmes partant sur le marché du travail, d'accéder à des positions sociales inédites.

Jean-François Bayart a proposé d'analyser l'investissement politique contemporain de ces nouvelles et anciennes élites sous l'appellation de "recherche hégémonique" : la tentative d'établissement d'une domination pérenne à la tête de l'appareil d'Etat. Celle-ci ne serait pas seulement fondée économiquement (la maîtrise des moyens de production et la mise au travail des populations) mais aussi idéologiquement, par l'imposition d'un seul champ du pensable politiquement

⁵⁷ L'identification de la domination légale-rationnelle comme modèle achevé de l'Etat et la méthode du type idéal induisent toujours l'existence de ce modèle face auquel les formules patrimoniales ou de domination personnelle ne sont que des solutions nécessairement imparfaites et transitoires. Ce biais ethnocentriste nous semble flagrant dans les analyses de Robert Jackson et Carl Rosberg, Richard Sandbrook ou même les ouvrages récents de Goran Hyden. L'un et l'autre impliquent qu'en dernière instance, la seule façon de sortir les paysanneries de "l'économie de l'affection" pour permettre le développement d'un vrai "Etat", assis sur une "vraie" bourgeoisie et organisant l'extraction du surplus d'une "vraie classe ouvrière" est finalement soit de soutenir les pouvoirs autoritaires permettant de mettre en place le mode de production capitaliste de force, soit, plus récemment et conformément à une inspiration ultra-libérale, de libérer les règles du marché de la tutelle d'un Etat sur-développé et de les laisser opérer leur révolution sociale. Cf. Jackson (R.H.), Rosberg (C.G.), *Personal rule in Black Africa*, op. cit.; Sandbrook (R.), *The politics of Africa's economic stagnation*, Cambridge, C.U.P., 1985 ; Hyden (G.), *Beyond Ujamaa in Tanzania*, London, Heinemann, 1980 ; Hyden (G.), *No shortcuts to progress*, London, Heinemann, 1985 et Hyden (G.), "Governance and the study of politics", in Hyden (G.), Bratton (M.), *Governance and politics in Africa*, Boulder, Lynne Rienner, 1992, pp. 1-26. cf. également sur ce point Copans (J.). "Une crise conceptuelle opportune...", art. cité.

⁵⁸ Balandier (G.), "Sociologie dynamique et changements sociaux", in *Sociologie actuelle de L'Afrique Noire*, Paris, PUF, 1955 ; Balandier (G.), *Sens et Puissance*, Paris, PUF, 1971 ; Balandier (G.), *Le désordre, éloge du mouvement*, Paris Fayard, 1988 ; Touraine (A.), *Production de la société*, Paris, Le Seuil, 1973.

légitimant les nouvelles inégalités⁵⁹. Au Kenya, cette "recherche hégémonique" a suivi le scénario d'une assimilation des différents segments de l'élite du pays, stabilisant une formation sociale ayant trouvé sous le régime Kenyatta les moyens de se renouveler, de réguler la compétition entre les différentes factions et réseaux prétendants à la conquête du pouvoir, et d'intégrer de nouveaux éléments. Cette "recherche hégémonique" est orientée vers l'accumulation primitive et s'organise par la constitution de réseaux de pouvoir qui se trouvent en compétition au sein de l'Etat pour la captation de ses ressources. Ces réseaux, toujours dans la terminologie gramscienne, forment une "société politique". En ce sens, les hommes politiques sont des patrons qui participent à l'ancrage multiple dans la société d'un Etat devenu rhizome "une multitude protéiforme de réseaux dont les tiges souterraines relient les points épars de la société"⁶⁰. Les réseaux se construisent et produisent de l'inégalité à travers la perpétuation de rapports de clientèles fondés sur des solidarités d'origine, la religion, toute sorte de lien social permettant d'établir et d'entretenir l'échange inégal masquant en partie l'établissement progressif de l'hégémonie⁶¹. La caractéristique africaine de cette recherche hégémonique est de s'appuyer sur "l'idiome de la manducation". Un registre symbolique associant la détention du pouvoir aux deux caractéristiques du "manger" africain : l'éthique de la munificence et le monde de l'invisible. En ce sens, l'entrepreneur politique cultive la distinction et accumule des ressources symboliques renforçant l'image de son pouvoir (voitures, femmes, maisons) même si celui-ci est également en relation directe avec la crainte de la sorcellerie.

Dans cette perspective, l'entrepreneur politique se mobilise essentiellement dans deux directions : la gestion de ses ressources politiques, leur reproduction et leur capitalisation qui lui permettra de voir son rôle s'accroître au sein de l'alliance hégémonique détenant les clefs de l'appareil d'Etat, mais également une nécessaire stratégie d'innovation qui l'entraîne à légitimer l'action prédatrice de l'Etat dans sa circonscription et sa participation à cette prédation. Jean-François Médard, en développant le modèle du "big man" comme politicien entrepreneur approfondit la question de la gestion des ressources en s'intéressant notamment aux cursus typiques des hommes politiques.

-Le modèle du "big man".

Jean-François Médard a en effet proposé le modèle du "big man" pour entreprendre une analyse précise de la compétition politique en Afrique noire, où les Etats hérités de la colonisation souffrent d'un défaut d'institutionnalisation et sont marqués par une pratique néo-patrimoniale du pouvoir⁶². Le concept

⁵⁹ Bayart (J.-F.), *L'Etat en Afrique*, op. cit., pp. 146-147

⁶⁰ *Ibid.* p. 270.

⁶¹ Sur la définition du rapport de clientèle en terme d'échange inégal, nous nous référons à Médard (J.-F.), "Le rapport de clientèle : du phénomène social à l'analyse politique", *Revue Française de Science Politique*, Vol. 26, n°1, fév. 1976, pp. 103-123 et à l'illustration de leur efficacité par Coulon (C.), "Elections, factions et idéologies au Sénégal", in CEAN/CERI, *Aux urnes l'Afrique! Elections et pouvoirs en Afrique Noire*, Paris, Pédone, 1978, pp. 149-186.

⁶² Cf. Médard (J.-F.), "Underdeveloped State in tropical Africa : political clientelism or neo-patrimonialism ?", in Clapham (C.), *Private patronage and public power. Political clientelism in the modern State*, London, Pinter, 1982 ; Médard (J.-F.), "La spécificité des pouvoirs africains", *Pouvoirs*, n°25, août 1983, pp. 5-21. Médard (J.-F.), "Le 'big man' en Afrique : esquisse d'analyse du politicien entrepreneur", *L'année sociologique*, n°42, 1992, pp. 167-192 ; Médard (J.-F.), "L'Etat

d'institutionnalisation est ici utilisé dans son sens classique, de conformité au mode de domination de type légal-rationnel.

Sollicitant la typologie wéberienne opposant les types de domination légal-rationnelle et charismatique, au mode traditionnel d'exercice du pouvoir, Jean-François Médard souligne la pertinence de l'une des variantes du type traditionnel, le type idéal patrimonial, pour suggérer la caractéristique commune des Etats africains contemporains, marqués par un type mixte : le néo-patrimonialisme. En effet, Etat essentiellement hybride, disposant selon les cas d'un degré plus ou moins important d'institutionnalisation malgré la confusion permanente entre les sphères publiques et privées dans la gestion quotidienne de ses ressources, l'Etat africain néo-patrimonial est le "sous-produit d'une conjoncture historique spécifique qui aboutit à une combinaison particulière de normes bureaucratiques et patrimoniales contradictoires"⁶³. Cette contradiction permanente forme une partie du système de contraintes et d'opportunités dans lequel évolue le "big man".

Reprenant la démarche anthropologique de Marshall Shalins⁶⁴, Jean-François Médard souligne que l'objet de la compétition politique devient alors l'accumulation des ressources (politiques, économiques et sociales) auxquelles la détention d'un poste de pouvoir d'Etat donne systématiquement accès⁶⁵. La gestion de ces ressources cumulées permet ainsi de construire des systèmes de pouvoir "enkystés" au sein de l'Etat dont l'analyste pourra mieux saisir la genèse en suivant les cursus des politiciens entrepreneurs entre les sphères politiques, économiques et sociales. Jean-François Médard souligne ainsi l'existence de deux cursus idéal-typiques, celui du politique à l'économique, celui de l'économique au politique qui, chacun, donnent accès au statut de "big man" et un troisième a-typique qui récusé la correspondance entre politique et économique, celui du "populiste"⁶⁶. Jean-François Médard insiste ainsi sur les trois types de capitalisations sur lesquelles se fondent le succès du politicien entrepreneur - économique, politique, symbolique- et sur l'importance du respect d'une norme de réciprocité avec la population que celui-ci est censé représenter au sein de l'appareil d'Etat.

patrimonialisé", *Politique africaine*, n°39, Septembre 1990, pp. 25-36 ; Médard (J-F.), "L'Etat néo-patrimonial en Afrique noire", in Médard (J-F.), é.r.p., *Etats d'Afrique noire*, Paris, Karthala, 1991, pp. 323-353.

⁶³ Cf. Médard (J-F.), "L'Etat néo-patrimonial en Afrique noire", art. cité. p. 335.

⁶⁴ Cf. Shalins (M.D.), "Poor man, rich man, big man, chief : political types in Melanesia and Polynesia", *Comparative studies in society and history*, Vol. 5, n°3, avril 1963, pp. 285-303.

⁶⁵ "La politique devient une sorte de business dont les deux monnaies d'échange, substituables, sont l'argent et les relations. Le capital matériel et le capital symbolique jouent en interaction et l'échange économique se combine avec l'échange social". Cf. Médard (J-F.), "L'Etat néo-patrimonial en Afrique noire", art. cité, p. 336.

⁶⁶ Médard (J-F.), "Le 'big man' en Afrique", art. cité. Très concrètement, "la logique du 'big man' est la suivante : il doit accumuler des ressources dans une perspective de consolidation de son pouvoir et de sa survie politique. Les ressources qu'il cherche à accumuler sont d'ordre politique et économique : il fait fructifier ses ressources économiques par ses ressources politiques et inversement. Il peut s'enrichir grâce à la politique, mais il doit être riche pour faire de la politique. D'une façon plus générale, il accumule et il contrôle les accès aux ressources matérielles afin de pouvoir redistribuer et, par le patronage, accumuler un capital symbolique de nature politique (...) Si le politicien accumule sans redistribuer suffisamment ou judicieusement, il mine les bases de son pouvoir et le fragilise. La redistribution est d'abord matérielle et ensuite symbolique, les deux se renforçant mutuellement (...) mais à partir du moment où les habitants ont le sentiment que la norme de réciprocité n'est plus respectée, la délégitimation du pouvoir se développe et la survie politique est compromise". Cf. Médard (J-F.), "L'Etat patrimonialisé", art. cité, pp. 31-32.

- big man par l'Etat
- entrepreneur l'Etat

Cette démarche, assez proche des propositions de J.-P. Lacam pour l'analyse des interactions entre les différentes ressources politiques, permet d'analyser les aléas de la carrière de Paul Ngei au sein de l'alliance de pouvoir qui a pris le contrôle de l'Etat après l'indépendance. Cependant, elle est insuffisante à expliquer le rapport de représentation qu'il a entretenu avec Kangundo pendant trente ans et surtout le sens politique de la carrière de Ngei pour les habitants des collines. En effet, le recours au concept de 'big man' est particulièrement pertinent pour illustrer la constitution d'un système de pouvoir enkysté dans l'Etat et Jean-François Médard en fit l'illustration à partir de la carrière politique de Charles Njonjo, ce richissime haut fonctionnaire kényan, chéri des multinationales, a qui fut imputé l'une des tentatives de coup contre le Président Daniel arap Moi en 1982⁶⁷. Cependant, cette démarche nous semble insuffisante pour explorer le travail du politicien entrepreneur et notamment les innovations que celui-ci doit opérer, par exemple, pour séduire son électorat. Limiter l'analyse de l'interaction entre le politicien entrepreneur et sa circonscription à celle du maintien d'un principe de réciprocité fut-il symbolique, ne permet pas d'expliquer le fonctionnement concret de cette interaction, son renforcement progressif ou sa désuétude avec le temps. Il ne permet pas de comprendre comment l'entrepreneur parvient à faire accepter sa position de domination ou l'action de l'Etat qu'il est censé représenter. Enfin, il oblitère le sens que peut prendre cette entreprise politique pour ceux qui la soutiennent. Noter l'existence de l'échange matériel ou symbolique, n'est pas suffisant. Il faut comprendre la substance de cet échange, son sens profond, les raisons pour lesquelles certains acteurs ~~ont~~ y participer et d'autres en seront systématiquement exclus. Ainsi, il est possible d'établir une distinction nette le respect du principe de réciprocité et les pratiques d'évergétisme. Paul Veyne a montré la diversité des formes d'évergétisme dans le monde antique⁶⁸. Mais, quelle que soit la diversité de ses manifestations entre Rome et Athènes sur six siècles d'Antiquité, l'évergétisme, ce don des puissants à la collectivité, n'a aucun rapport avec la redistribution⁶⁹. L'évergétisme est une manifestation de la structure sociale : "dans les évergésies, l'acte de donner importait peut-être davantage que la valeur matérielle de ce qu'on donnait⁷⁰". L'évergésie est un symbole de pouvoir bien lointain du principe de réciprocité. Comme le soulignait le politologue américain James Scott en analysant la politique dans les campagnes du Viet-Nam et de Birmanie, le principe de réciprocité est souvent perçu dans les sociétés marquées par les famines et l'incertitude alimentaire comme une éthique de subsistance, une conception de la

⁶⁷ Médard (J.-F.), "Charles Njonjo : portrait d'un 'big man' au Kenya", in Terray (E.), sld, *L'Etat contemporain en Afrique*, Paris, L'Harmattan, 1985, pp. 188-213.

⁶⁸ Veyne (P.), *Le pain et le cirque. Sociologie historique d'un pluralisme politique*, Paris, Le seuil, 1976.

⁶⁹ Veyne (P.), *Le pain et le cirque. op. cit.*, pp. 69-70.

⁷⁰ *Ibid.*, p. 81. Paul Veyne précise également : "Pour tenter de mettre un d'ordre dans les conduites de don, nous distinguerons l'échange, où les agents visent la satisfaction matérielle du bien; le cadeau, où je sacrifie quelque satisfaction matérielle égoïste à la satisfaction que me procure une relation avec les bénéficiaires; l'hommage, où je fais ce sacrifice pour symboliser l'existence de la dite relation; enfin la prestation, où je me vois obligé par la violence ou l'autorité de transférer des biens à autrui sans retirer de cette redistribution la moindre satisfaction personnelle, ni évidemment matérielle". *Ibid.*, p. 75

①
X
ric.
or
tenir
diest.
X
X
X

X

justice sociale, un droit des paysans face aux "big men"⁷¹. Il exprime cette économie morale des sociétés paysannes qui n'acceptent la domination qu'en échange du pain⁷². L'évergésie est le signe d'une domination beaucoup plus distante, plus symbolique, une hégémonie.

Il faut ainsi mettre en relation "le don" avec la position de l'entrepreneur politique dans la hiérarchie du pouvoir. Mais il faut également faire le lien avec l'état des rapports sociaux caractérisant la société dans laquelle il intervient. Nous ne pouvons présupposer que les raisons d'opposition entre les factions, participant aux différents réseaux constitutifs de l'Etat-rhizome, se fondent sur de simples stratégies de subsistance ou d'accumulation individuelle, quelle que soit la position de leurs membres dans le monde social. "Loin d'être une survivance du passé ou l'expression d'on ne sait quelle pathologie africaine du pouvoir, les factions sont le reflet des lignes de fractures des sociétés africaines. Leur foisonnement et les rapports sociaux qui s'établissent entre-elles renvoient à des mécanismes sociaux complexes"⁷³.

En complément de l'analyse de la gestion des ressources politiques et de la formation d'un système de pouvoir plus ou moins "enkysté" au sein de l'Etat, l'interaction complexe, le rapport de représentation, entre Paul Ngei et Kangundo se situe donc au coeur de notre investigation.

Le travail du politicien investisseur s'il veut assurer sa carrière politique est ainsi fondamentalement un travail de légitimation auprès de sociétés qui ne reconnaissent nécessairement comme légitime ni l'existence même d'une domination politique, ni l'appareil d'Etat comme instance privilégié d'exercice de cette domination, ni les procédures de désignation des dirigeants, ni sa position comme détenteur de ce pouvoir⁷⁴. Au Kenya, la reconnaissance de l'autorité de l'Etat, de ses représentants, de sa justice, de ses normes, ne sont bien souvent pas encore acquises, notamment chez les pasteurs. Mais, en parlant de la France, Eugen Weber n'a-t-il pas conclu ainsi son célèbre ouvrage, *La fin des terroirs* : "on peut voir l'hexagone comme un empire colonial qui s'est formé au cours des siècles, un ensemble de territoires conquis, annexés et intégrés dans une unique structure administrative et politique, nombre de ces territoires possédant des personnalités régionales très fortement développées et certaines d'entre elles, des traditions spécifiquement non- ou anti- françaises" ⁷⁵. La résistance des campagnes aux velléités unificatrices et modernisatrices de l'Etat est un phénomène que doivent savoir gérer les entrepreneurs politiques. La façon dont l'Etat investit les zones rurales a un impact direct sur le rôle social de ce dernier. C'est sur

⁷¹ Scott (J.S.), *The moral economy of the peasant. Rebellion and subsistence in southeast Asia*, New Haven, Yale University Press, 1976.

⁷² Cette référence à l'économie morale des pauvres qui fondent leur soumission sur le respect du principe de réciprocité ne se limite aux sociétés rurales. Le concept a été utilisé la première fois, à notre connaissance, par E.P. Thompson à propos des doléances du peuple anglais au XVIIIème siècle Cf. Hobsbawm (E.), "The moral economy of the English crowd in the eighteenth century" (1967) et "The moral economy reviewed", in *Customs in common*, Penguin Books, 1993, pp. 185-258 et 259-351.

⁷³ Otayek (R.), "Organisations et compétitions politiques" in Coulon (C.), Martin (D-C.), *Les Afriques politiques*, Paris, La Découverte, 1990, p. 187.

⁷⁴ Les quatre éléments fondamentaux définis par Jacques Lagroye comme étant inhérents aux processus de légitimation, Cf. Lagroye (J.), "La légitimation", in Grawitz (M.), Leca (J.), sld., *Traité de Science-politique*, Vol. III, Paris, Puf, 1985, pp. 398-400.

⁷⁵ Cf. Weber (E.), *La fin des terroirs. La modernisation de la France rurale (1870-1914)*, Paris. Fayard/Editions recherches, 1983, p. 689.

cette question que nous allons revenir maintenant, en sollicitant le concept de gouvernementalité.

3) Un vecteur de la gouvernementalité de l'Etat.

Pour caractériser cet autoritarisme souvent extrêmement violent et cette forme de pouvoir fondé sur l'accumulation primitive et la définition du cadre du pensable des dominés, Jean-François Bayart propose le concept de gouvernementalité inspiré de l'oeuvre de Michel Foucault. Le recours à l'oeuvre du philosophe est cependant délicat et demande, nous semble-t-il, un certain nombre de précautions, notamment pour se débarrasser de toute l'ambiguïté structuraliste des concepts comme "épistémè" ou "gouvernementalité"⁷⁶. Pour se faire, nous voudrions solliciter quatre sources qui permettent de mieux comprendre la problématique suscitée : la définition du concept de gouvernementalité par Foucault lui-même, la définition qu'il donne du concept de pouvoir, son livre *Surveiller et punir* et enfin le débat que cet ouvrage provoqua avec un panel d'historiens, après sa publication.

-Définir la gouvernementalité.

Michel Foucault avait défini ainsi le terme de gouvernementalité : "Par ce mot 'gouvernementalité', je veux dire trois choses. Par 'gouvernementalité', j'entends l'ensemble constitué par les institutions, les procédures, analyses et réflexions, les calculs et les tactiques qui permettent d'exercer cette forme bien spécifique, bien que complexe de pouvoir, qui a pour cible principale la population, pour forme majeure de savoir l'économie politique, pour instrument technique essentiel les dispositifs de sécurité. Deuxièmement, par 'gouvernementalité', j'entends une seconde chose : la tendance, la ligne de force qui, dans tout l'Occident, n'a pas cessé de conduire, et depuis fort longtemps, vers la prééminence de ce type de pouvoir qu'on peut appeler le "gouvernement" sur tous les autres : souveraineté, discipline, etc...; ce qui a amené, d'une part le développement de toute une série d'appareils spécifiques de gouvernement et, d'autre part, le développement de toute une série de savoirs. Enfin, par "gouvernementalité", je crois qu'il faudrait entendre le processus ou plutôt le résultat du processus par lequel l'Etat de justice du Moyen-Age, devenu au XVème

⁷⁶ Alain Touraine, dont le travail sur les mouvements sociaux dans les pays industrialisés est peu pertinent pour notre propos, s'exprimait néanmoins ainsi dans la préface récente à la réédition de *Production de la société*, à propos de la conception du pouvoir de Michel Foucault : "Herbert Marcuse et Michel Foucault ont pensé que dans la société moderne, le pouvoir cesse d'être au sommet de l'organisation sociale pour se répandre partout, de sorte que les catégories de la pratique ordinaire d'une société portent en elles une répression partout présente, imposent l'intégration et la conformité, organisent une mobilisation générale d'autant plus efficace qu'elle entraîne les hommes au lieu de seulement leur imposer une discipline. Cette idée est inacceptable : je refuse l'idée que les catégories du pouvoir se confondent entièrement avec celles de la pratique, qu'il n'y ait plus d'enjeux que se disputent des adversaires sociaux. J'affirme au contraire avec le plus de force dans *Production de la société*, qu'il existe dans chaque société des enjeux culturels communs qui forment un système d'action historique dont se disputent le contrôle social des classes définies par leur rôle de domination ou de subordination", Cf. Touraine (A.), "Préface" in *Production de la société*, Paris, Le Livre de Poche, Coll. Biblio-essais, édition revue et corrigée, 1993, pp. 13-14.

siècle et XVIème siècle état administratif, s'est trouvé petit à petit 'gouvernementalisé'⁷⁷ ".

Michel Foucault précise ainsi que la gouvernementalité est l'aboutissement d'un processus historique donnant lieu à une forme particulière de l'Etat européen dont les trois caractéristiques sont 1) le contrôle de l'intégralité d'une population résidant sur un territoire donné ; 2) la prédominance d'un savoir particulier guidant ce contrôle : l'économie politique ; 3) la multiplication des techniques, appareils, et machineries disciplinaires destinés à le mettre en place. Dans *Surveiller et punir*, Michel Foucault avait illustré la mise en place de cet Etat de gouvernement à travers une analyse des changements dans le mode de pensée du système pénal européen au XVIIIème et XIXème siècle. Progressivement, les techniques de discipline et d'exercice de l'autorité se sont orientées vers le dressage du corps, l'intériorisation de nouveaux comportements à travers une nouvelle "anatomie politique"⁷⁸. Cette attention portée aux "microphysiques du pouvoir" travaillant les corps et existant au sein des institutions de l'Etat de gouvernement comme la prison, l'armée, l'école mais aussi l'usine, guide Foucault à proposer une autre conception du pouvoir : "il faut en somme admettre que ce pouvoir s'exerce plutôt qu'il ne se possède, qu'il n'est pas le 'privilege' acquis ou conservé de la classe dominante, mais l'effet d'ensemble de ses positions stratégiques (...) Ce pouvoir d'autre part ne s'applique pas purement et simplement, comme une obligation ou une interdiction à ceux qui 'ne l'ont pas', il les investit, passe par eux, à travers eux, il prend appui sur eux (...). Ce qui veut dire que ces relations descendent loin dans l'épaisseur de la société, qu'elles ne se localisent pas dans les relations de l'Etat aux citoyens ou à la frontière des classes et qu'elles ne se contentent pas de reproduire au niveau des individus, des corps, des gestes et des comportements, la forme générale de la loi ou du gouvernement"⁷⁹.

Ces propositions du philosophe avaient reçu un accueil enthousiaste mais également inquiet de certains historiens du XIXème siècle qui voyait Foucault "traverser trois siècles d'histoire comme un chevalier barbare" et sous-estimer dangereusement l'indocilité et l'indiscipline des sociétés européennes face à ces projets de contrôle qu'imprégnait la mise en place d'un Etat de gouvernement⁸⁰. L'historien Jacques Léonard s'inquiétait également de la disparition des acteurs dans les analyses de *Surveiller et punir*⁸¹. Quels sont les propagateurs ou les bénéficiaires de cette forme de pouvoir ? Une classe ? un groupe social ? Leur identité semble disparaître dans le réseau d'institutions incontrôlées que forme l'Etat de gouvernement. A ces deux objections, Foucault répond qu'il ne s'intéresse pas aux hommes mais à la

⁷⁷ Foucault (M.), "La gouvernementalité", *Le Magazine littéraire*, n°269, Sept. 1989, pp. 102-103, extrait d'une conférence donnée au Collège de France et publiée dans son intégralité in Foucault (M.), *Dits et écrits* (1954-1988), Vol. III (1976-1979), Paris, Gallimard, 1993, pp. 635-657.

⁷⁸ "le corps est aussi directement plongé dans un champ politique : les rapports de pouvoir opèrent sur lui une prise immédiate ; ils l'investissent, le marquent, le dressent, le supplicient, l'astreignent à des cérémonies, exigent de lui des signes. Cet investissement politique du corps est lié, selon des relations complexes et réciproques, à son utilisation économique : c'est pour une bonne part, comme une force de production que le corps est investi par les rapports de pouvoir et de domination. Cf. Foucault (M.), *Surveiller et punir. Naissance de la prison*, Paris, Gallimard, 1975, pp. 30-31.

⁷⁹ *Ibid.*, pp. 31-32.

⁸⁰ Cf. le fascinant débat avec l'historien Jacques Léonard et les contributions recueillies dans Perrot (M.), é.r.p., *L'impossible prison*. Paris, Le Seuil, 1980.

⁸¹ Léonard (J.), "L'historien et le philosophe. A propos de *Surveiller et punir: naissance de la prison*.", in Perrot (M.), é.r.p., *L'impossible prison*, Paris, Le Seuil, 1980, pp. 11-13.

logique sous-jacente qui anime leurs actions, ici à la "raison punitive" qui imprègne les représentations⁸². Comment cette raison arrive-t-elle à imprégner les esprits, guide-t-elle les représentations ? Le philosophe ne semble pas s'en préoccuper. Cette position illustre pleinement les ambiguïtés de la pensée de Foucault vis-à-vis du structuralisme. Mais dans la perspective dynamique qui inspire cette étude, l'identification des mécanismes concrets de diffusion de la gouvernementalité et des acteurs oeuvrant à la définition d'un champ du pensable politique conforme à celle-ci est essentielle. Il faut donc tenter de cerner la contribution qu'y apportent les entrepreneurs politiques.

-La vulgarisation du pouvoir colonial.

La démarche à adopter est nécessairement historique et générative. L'Etat européen "de gouvernement" s'est reproduit dans le cadre colonial, la définition de Michel Foucault correspondant d'ailleurs parfaitement à cette combinaison particulière de mise au travail des populations par l'instrumentation d'un savoir économique et la volonté disciplinaire qui l'accompagne. Le problème majeur devient de saisir quels processus ont permis la diffusion au cœur des sociétés africaines de cette rationalité propre à l'Etat de gouvernement, à travers de nécessaires opérations de réinventions syncrétiques pour que les nouveaux comportements suscités fassent sens dans les contextes locaux. Les propositions de l'historien britannique John Lonsdale et du politologue canadien Bruce Berman vont directement dans ce sens et guideront en grande partie notre analyse⁸³. Dans leur analyse de la situation coloniale kényane, ils ont distingué deux processus parallèles, essentiels pour notre propos : la construction et la formation de l'Etat.

La construction de l'Etat correspond à la mise en place progressive depuis la fin du XIX^{ème} siècle d'une ingénierie institutionnelle, technique, bureaucratique et juridique d'un appareil de domination et d'exploitation territoriale, marqué par la volonté du colonisateur de contrôler efficacement des populations et de les mettre au travail pour rentabiliser le fonctionnement de cet appareil et, surtout, les vastes domaines distribués aux colons. En ce sens, la construction de l'Etat colonial correspondrait à la tentative de mise en place d'un Etat de gouvernement.

La formation de l'Etat est la prise de possession progressive de cet appareil par les élites africaines, sa légitimation dans le cadre des luttes sociales nouvelles qu'il provoqua et son utilisation dans le cadre de la recherche hégémonique. Mais elle ne se limite pas à un processus de cooptation des élites. Cette formation s'est opérée par la vulgarisation profonde de son pouvoir, c'est-à-dire la diffusion de façons de penser

⁸² "Ce qu'il faut entendre par la disciplinarisation des sociétés, depuis le XVIII^{ème} siècle en Europe, ce n'est pas bien entendu que les individus qui en font partie deviennent de plus en plus obéissants; ni qu'elles se mettent toutes à ressembler à des casernes, des écoles ou des prisons; mais qu'on y a cherché un ajustement de mieux en mieux contrôlé - de plus en plus rationnel et économique - entre les activités productives, les réseaux de communication et le jeu des relations de pouvoir" Foucault (M.), "Le pouvoir, comment s'exerce-t-il ?", art. cité, p. 311. Il ajoutera également : "Dans cette 'naissance de la prison', de quoi est-il question ? De la société française dans une période donnée ? Non. De la délinquance aux XVIII^{ème} et XIX^{ème} siècles ? Non. Des prisons en France entre 1760 et 1840 ? Pas même. De quelque chose de plus ténu : l'intention réfléchie, le type de calcul, la "ratio" qui a été mise en oeuvre dans la réforme du système pénal, lorsqu'on a décidé d'y introduire, non sans modification, la vieille pratique de l'enfermement. Il s'agit en somme d'un chapitre dans l'histoire de la "raison punitive". Cf. Foucault (M.), "La poussière et le nuage", in Perrot (M.), é.r.p., *L'impossible prison*, op. cit., p. 33.

⁸³ Berman (B.) et Lonsdale (J.), *Unhappy valley. Conflict in Kenya and Africa. Book one : State and class. Book two : Violence and ethnicity*, Londres, James Currey, 1992.

conformes à la rationalité interne de la domination coloniale. Pour mieux s'opposer à sa domination ou assurer leur cooptation en son sein, les élites africaines ont repris, inconsciemment ou stratégiquement, la conceptualisation d'eux-mêmes produite par le pouvoir colonial, et ont adapté ses schèmes de pensée dans le cadre de leurs relations sociales quotidiennes.

Cette distinction permet de bien comprendre la nature hybride de l'Etat post-colonial et ses différents répertoires d'action entre lesquels évolue l'entrepreneur politique au Kenya, même si ceux-ci peuvent parfois apparaître contradictoires. Charles Njonjo, par exemple, était un *big man* pratiquant l'évergétisme, mais également un juriste pointilleux.

Cette distinction maintient par ailleurs la recherche dans une perspective générative, celle de la genèse d'un espace politique ancré aux frontières d'une entreprise de domination territoriale et d'une formation sociale en perpétuel renouvellement. Acteurs de cette genèse, les politiciens entrepreneurs gèrent leurs ressources politiques par la constitution de réseaux intégrant la société au projet hégémonique de l'Etat. Ils participent à la diffusion de cette rationalité autoritaire en imprégnant leurs stratégies de mobilisation réticulaires et en participant à la production de ce champ du pensable politique si caractéristique des scènes politiques africaines contemporaines : "la gouvernementalité du ventre"⁸⁴. Cette implication des entrepreneurs dans l'enracinement de la gouvernementalité de l'Etat nous mène ainsi à la dimension culturelle des investissements politiques, au fonctionnement concret des "inventions syncrétiques" qui sont sollicitées au cours de leurs carrières. Elle nous guide toujours plus précisément vers la relation complexe entre Paul Ngei et son terroir, Kangundo.

⁸⁴ La gouvernementalité du ventre est cette forme très particulière de rationalité du pouvoir, que Jean-François Bayart a cru pouvoir déceler de part et d'autre du continent africain. "L'idiome de la manducation", le registre politique dominant du ventre, associe la pratique du pouvoir en Afrique à une "éthique de la munificence", l'évergétisme, et aux forces de l'invisible. Cf. Bayart (J.-F.), *L'Etat en Afrique. op. cit.*

B) *Le politicien entrepreneur en son terroir.*

L'origine du concept de terroir est géographique. Ce concept a même été l'un des piliers de la géographie rurale africaniste française⁸⁵, malgré l'absence de définition unanime⁸⁶. L'utilisation de ce concept en géographie tropicale se réfère ainsi de façon assez systématique aux caractéristiques physiques d'un espace et au type d'exploitation agricole qu'il connaît, en relation avec son occupation par une communauté rurale donnée⁸⁷. Cette première conception "ethno-géographique" du terroir s'intéresse peu à son inscription dans un cadre territorial, à d'éventuelles relations à l'Etat. Dans une perspective de géographie politique, plus proche de l'utilisation de ce mot par Eugen Weber, Pierre-Robert Baduel réfléchit à la production de l'espace national au Maghreb à travers "les rapports des Etats-territoires aux communautés-terroirs" : "L'Etat moderne arrache l'homme à son terroir en le décommunautarisant au profit d'un espace pensé technocratiquement⁸⁸". Bertrand Badie rejoint cette perspective en opposant le terroir africain précolonial, animé par des réseaux fondés sur la parenté ou sur le commerce, au territoire, principe fondateur de l'Etat moderne à travers le contrôle qu'il imprime sur l'espace⁸⁹. Cette opposition fondamentale entre le territoire souvent "national", fondé sur l'appropriation de la l'espace et la contiguïté, et le terroir "local", marqué par l'omniprésence des réseaux, pour tout contrôle de l'espace, nous semble cependant artificielle. La territorialisation, l'appropriation d'un espace par une communauté, intervient également à l'échelle "infra-nationale". On peut parler de "territoires ethniques" qui se forment au sein des Etats⁹⁰, et dans la France rurale, de "pays"⁹¹. De plus, comme le note Jacques Levy : "un territoire peut se réduire dans son

⁸⁵ Cf. Raison (J.-P.), "Trente ans, trois phases de la géographie rurale française", in Choquet (C.), Dollfus (O.), Le Roy (E.), Vernières (M.), sld., *Etats des savoirs sur le développement*, op. cit., pp. 135-159.

⁸⁶ L'entrée "terroir" du *Dictionnaire de la géographie* de Pierre George précise en effet : "les sens divers du mot 'terroir' en font un mot piège de la géographie agricole". Le terroir est ainsi successivement défini comme "une unité physique, envisagée sous le rapport de l'agriculture", puis un "territoire aménagé par l'homme" possédant des caractéristiques agronomiques particulières et enfin, un territoire exploité par une communauté rurale, mais qui, à la différence du finage, n'implique pas d'emprise collective et juridique sur l'espace. Cf. George (P.), sld., *Dictionnaire de la géographie*, Paris, PUF, 3ème ed., 1970, pp. 446-447.

⁸⁷ L'entrée "terroir" d'un dictionnaire plus récent précise en effet : "certains géographes spécialistes des espaces tropicaux, surtout en Afrique, emploient terroir au sens de finage ; cet usage, quoique établi, est source de confusion et devrait être évité", Cf. Brunet (R.), Ferras (R.), Théry (H.), sld., *Les mots de la géographie. Dictionnaire critique.*, Paris, Reclus/La Documentation Française, 1992, pp. 436-437.

⁸⁸ Baduel (P.-R.), "La production de l'espace national au Maghreb", in Baduel (P.-R.), sld., *Etats, territoires et terroirs au Maghreb*, Paris, Presses du CNRS, 1983, p. 32.

⁸⁹ Badie (B.), *La fin des territoires. Essai sur le désordre international et l'utilité sociale du respect*, Paris, Fayard, 1996, chapitre 3.

⁹⁰ Cf. Médard (C.), "Territoires ethniques et territoire étatique au Kenya", Colloque "Politique des territoires", Bordeaux, Octobre 1994, 23p. et Médard (C.), "Les phénomènes de cristallisation identitaires dans la Rift Valley : de la compétition foncière à la manipulation politique", Colloque "Le territoire, lien ou frontière ? Identités, conflits ethniques, enjeux et recompositions territoriales", Paris Sorbonne, 2-4 octobre 1995.

⁹¹ Levy (J.), *L'espace légitime. sur la dimension géographique de la fonction politique*, Paris, presses de la FNSP, 1994, p. 78.

fonctionnement à un réseau extrêmement dense et, inversement, l'idée même de réseau suppose un référent territorial⁹². En définitive, il nous semble possible de susciter le concept de terroir en nous référant à l'idée de territoire social⁹³, un espace approprié par les hommes, chargé d'histoire et donc d'une mémoire et de pratiques, éventuellement en réseaux, ou encore un "lieu" comme le définit John Agnew : "le concept de lieu ne s'identifie pas simplement à celui de localité en tant que cadre d'activité et d'interaction sociale, mais aussi à celui de localisation : le concept de lieu implique toujours une appropriation et une transformation de l'espace et la nature inséparable de la reproduction et de la transformation de la société dans le temps et dans l'espace (...) un lieu peut devenir un objet d'identité pour un sujet"⁹⁴.

Kangundo, l'un des terroirs du district de Machakos, porte ainsi la mémoire d'une population. Celle-ci s'est appropriée les collines dans le cadre d'un peuplement pré-colonial puis à travers la mise en place de la gouvernementalité de l'Etat. Kangundo est ainsi le lieu de formation d'une culture politique en fonction de laquelle Paul Ngei a géré son entreprise. Le concept de culture politique connaît des interprétations diverses⁹⁵ et parfois même un rejet catégorique⁹⁶. La crainte du culturalisme peut faire préférer le recours à la notion d'"imaginaires sociaux et politiques". Mais au-delà de cette distinction sémantique, les imaginaires peuvent également faire l'objet d'une interprétation substantialiste, l'important dans cette enquête est de pouvoir cerner concrètement comment Paul Ngei sollicite la culture politique de Kangundo et comment celui-ci parvient à se positionner dans les rapports entre l'Etat et la société à Kangundo. Dans cette perspective, il nous faut maintenant illustrer précisément la nature et le fonctionnement "des imaginaires" à Kangundo, et la place qu'ils ont prise dans la formation historique de ce terroir.

1) Un intermédiaire culturel.

Plusieurs réflexions sur les cultures politiques et la voie d'une véritable sociologie des innovations se sont développées depuis le milieu des années quatre-vingt. Ces réflexions, forgées dans la démarche interprétative de Max Weber, s'inspirent en priorité d'une conception sémiotique de la culture développée notamment par l'anthropologue Clifford Geertz. Ce dernier recommande d'analyser les relations sociales dans leur épaisseur en abordant "la toile de signification que l'homme a lui-même tissée"⁹⁷. La culture est ainsi considérée comme un langage partagé issu de la régularité des relations sociales entre des groupes d'acteurs qui accordent aux actions un sens particulier compris de tous. "Clifford Geertz (...) relève avec justesse que le jeu social ne présuppose pas que les acteurs sociaux ne partagent pas les mêmes valeurs mais, plus simplement, qu'ils se comprennent entre eux. La

⁹² Levy (J.), *L'espace légitime*, op. cit., p. 77.

⁹³ Pour une analyse très détaillée et très stimulante du concept de territoire social voir Barel (Y.), "Le social et ses territoires", in Auriac (F.), Brunet (R.), *Espaces; jeux et enjeux*, Paris, Fayard/Fondation Diderot, 1986, pp. 131-138 et Vant (A.), "A propos de l'impact du spatial sur le social", in Auriac (F.), Brunet (R.), *Espaces; jeux et enjeux*, op. cit., pp. 99-111.

⁹⁴ Cf. Agnew (J.), "Les lieux contre la sociologie politique", in Levy (J.), *Géographies du politique*, Paris, Presses de la FNSP, 1990, p. 149.

⁹⁵ Cf. Badie (B.), *Culture et Politique*, Paris Economica, 1986

⁹⁶ Cf. Bayart (J.-F.), *L'illusion identitaire*, Paris, Fayard, 1996.

⁹⁷ Cf. Geertz (C.), *The interpretation of cultures. Selected essays*. (1973), rééd. Londres, Fontana Press, 1993, p. 5.

culture renvoie ainsi à un code de signification permettant, (...), à l'action d'avoir une orientation sociale"⁹⁸.

Faisant le lien entre la démarche de Weber, l'analyse du sacré de Durkheim et une conception intégrative des relations sociales reprise notamment des travaux de Talcott Parsons, Bertrand Badie a proposé d'analyser la culture comme un code, une structure de signification cohérente contrôlant les capacités d'innovations des acteurs en définissant de façon assez stricte le cadre des solutions pensables dans une situation donnée⁹⁹. Réfléchissant à la production culturelle, Bertrand Badie lie ainsi le rôle de la coutume aux projets de domination et à leur séparation progressive des relations sociales pour former un discours contraignant¹⁰⁰. Dans ce contexte, la sociologie de l'innovation se trouve pour Bertrand Badie irréductiblement limitée par l'incompatibilité entre des systèmes de significations opposées qui limitent les possibilités de composition des acteurs. L'Etat hybride des pays africains ne correspond qu'à une juxtaposition de formules de légitimation qui s'opposent au lieu de se combiner. L'Etat légal-rationnel est certes réinterprété mais pas réinventé et Bertrand Badie privilégie à une sociologie de l'innovation, une sociologie de l'importation des institutions politiques occidentales qui se sont aujourd'hui imposées dans les sociétés dépendantes¹⁰¹. Cette démarche pose au moins deux problèmes, qu'il n'est possible de résoudre qu'en adoptant une définition beaucoup fluide et dynamique des relations entre culture et politique.

-Une conception dynamique de la culture.

Le premier problème de la démarche que propose Bertrand Badie tient à la définition de l'échelle d'analyse. Quelles sont les unités territoriales pertinentes de manifestation des cultures ? Dans le cadre de la recherche africaniste la définition de Bertrand Badie rappelle "l'idéo-logique" de Marc Augé¹⁰², un système de représentation oppressant, mis au service d'une domination et concernant des espaces de relations sociales relativement fermés. Cette "idéo-logique" ne peut cependant exister sur des aires géographiques aussi vastes que les "terres d'Islam". Bertrand Badie pense pourtant y reconnaître l'existence d'un code culturel commun ou d'une grammaire de signification, qui, une fois identifiée, permet d'interpréter les trajectoires de leurs Etats¹⁰³. L'espace de relations sociales dans lequel il nous faudrait aborder la culture, si jamais nous devons la considérer comme un système de représentation cohérent, intégré et contraignant, une grammaire de signification produite et reproduite par un groupe dominant pour préciser le sens des rapports sociaux et

⁹⁸ Badie (B.), Hermet (G.), *Politique comparée*, Paris, PUF, 1990, p. 47.

⁹⁹ Cf. Badie (B.), *Culture et Politique*, op. cit. pp. 15-16.

¹⁰⁰ "Domination et coutume apparaissent ainsi comme les filtres par lesquels la signification de l'action glisse de l'individuel vers le collectif, pour fabriquer ainsi "cette toile de significations" qui emprisonne et contraint tous les individus insérés dans les mêmes interactions sociales (...) Par le biais du pouvoir ou de la coutume, la motivation de tel ou tel acteur historiquement situé devient propriété de la collectivité, se fixe dans une civilisation, dans une religion et dans une "éthique" qui, ce faisant va se placer tout à fait en amont dans le processus de constitution des significations de l'action sociale". *Ibid.*, p. 22.

¹⁰¹ Badie (B.), Hermet (G.), *Politique comparée*, op. cit., pp. 240-242 et Badie (B.), *L'Etat importé*, Paris, Fayard, 1993.

¹⁰² Augé (M.), *Théories des pouvoirs et idéologies*, Paris, Hermann, 1975 et Augé (M.), *Pouvoirs de vie, pouvoirs de mort*, Paris, Flammarion, 1977.

¹⁰³ Badie (B.), *Les deux Etats. Pouvoir et société en terre d'Islam et en Occident.*, Paris, Fayard, 1986.

surtout justifier la division du travail entre les individus, serait nécessairement très réduit. Il pourrait s'apparenter, par exemple, aux sociétés africaines du XIX^e siècle, telles que les avaient décrites les anthropologues fonctionnalistes¹⁰⁴. Cependant, aucune société africaine n'a jamais connu un tel isolement. Celles-ci ont toujours été emboîtées dans des cercles plus larges d'échanges et de relations sociales¹⁰⁵.

C'est à ce niveau également qu'apparaît le deuxième problème d'une telle conception de la culture, car elle ne s'inscrit que dans le temps long de l'histoire, à tel point que les stratégies des acteurs semblent disparaître au profit de la naissance d'une structure presque immanente. Les historiens des mentalités ont certes montré la prégnance en Europe de schèmes de pensée et d'imaginaires traversant les siècles¹⁰⁶ mais ceux-ci en ont-ils pour autant une force contraignante, pesant irrémédiablement sur les représentations ? Comme le précise Jacques Lagroye : "la nécessité et l'utilité du pouvoir, autant que son caractère sacré ne peuvent être montrés que par référence un système de représentations- système de compréhension du monde, système de normes et de finalités hiérarchisées. Or, ce système de représentations, établi comme imaginaire collectif, et qui permet au groupe de se penser et de penser son devenir, n'est ni figé ni forcément cohérent (...) chacun de ces groupes tend à constituer ou à accepter de ses leaders, un système de représentation qui lui est propre ; chacun module ainsi sa propre version d'un registre de significations collectif. La coexistence, souvent conflictuelle, de ces différentes versions faisant partie, au même titre que les schèmes d'entendement communs, de la culture politique de cette société (...) il ne saurait être question, dans ces conditions, de concevoir la culture politique par les seules structures invariantes de compréhension du monde qu'elle exprime ; l'affrontement de conceptions différentes, de versions contradictoires du discours sur le pouvoir, définit également une culture politique"¹⁰⁷. Plusieurs niveaux de référence, plusieurs mémoires historiques sont sollicités pour donner du sens aux rapports de domination contemporains. Ces références ne s'accordent pas nécessairement et ne forment pas obligatoirement un système cohérent. Ils contribuent à donner aux dimensions culturelles du politique cette ambiguïté et cette ambivalence dynamique. Il faut ainsi progresser vers une approche beaucoup plus dynamique des relations entre culture et politique pour bien saisir le rôle d'intermédiaire qu'y jouent les entrepreneurs, chevauchant inlassablement les différentes arènes de la compétition locale ou nationale pour donner sens à leur action.

Dans cette perspective, l'approche dynamique d'Edmund Leach dans *Political systems of Highland Burma* est toujours extrêmement pertinente. Les collines de Birmanie, où se sont installées les sociétés Kachin, disposent d'une incontestable unité culturelle. Cette unité est néanmoins animée par un système de tensions, issu de l'historicité propre à ces collines, marquées par des possibilités différenciées de développer la riziculture et la proximité de la grande voie de commerce avec la Chine.

¹⁰⁴ Cf. par exemple : Evans-Pritchard (E.E.), *The Nuer*, Oxford, Oxford University Press, 1940 et Fortes (M.), Evans-Pritchard (E.E.), eds., *African political systems*, London, IAI, (1940) rééd. London, KPI, 1987

¹⁰⁵ Voir sur ce point les exemples donnés notamment dans Amselle (J.-L.), *Logiques mélisses : Anthropologie de l'identité en Afrique Noire et Ailleurs*, Paris, Payot, 1990 et Amselle (J.), M'Bokolo (E.), *Au coeur de l'éthnie. Ethnies tribalisme et Etat en Afrique Noire*, Paris, La Découverte, 1985.

¹⁰⁶ Cf. l'étude classique de G. Duby, *Les trois ordres ou l'imaginaire du féodalisme*, Paris, Gallimard, 1978.

¹⁰⁷ Cf. Lagroye (J.), "La légitimation", art. cité, p. 459-460.

- ce p. d'attribut. idéale
- relation p. 34 individualisme - entre ?

Deux représentations idéales de l'organisation sociale radicalement opposées imprègnent les sociétés Kachin : le modèle démocratique voire anarchique *gumlao* et le modèle aristocratique *shan*. Dans la réalité fonctionne une forme "mixte" d'organisation sociale profondément instable, appelée *gumsa*, constamment modulée par la dynamique historique des sociétés Kachin et s'inspirant, selon la contingence des peuplements et des influences extérieures, des modèles *gumlao* ou *shan*. L'organisation "mixte" *gumsa* est surtout marquée par une grande mobilité sociale et la grande plasticité de ses systèmes de représentations. Lorsqu'un mythe est sollicité pour légitimer le pouvoir et l'autorité ancestrale d'un lignage, un autre mythe peut-être convoqué pour illustrer le contraire¹⁰⁸. Associer uniquement la culture aux projets de domination nous semble ainsi sous-estimer ses dynamiques internes issues de ses conditions de productions par différents acteurs. Il est impossible de ne pas supposer que les acteurs dominés africains, jeunes et femmes, tous comme les membres des lignages dominés kachin ne sont pas aussi des producteurs culturels, contestant le sens donné aux systèmes de signification que leur imposent les aînés ou lignages dominants, tout en utilisant la même grammaire, le même code de communication. Il faut ainsi donner une véritable dimension dynamique au concept de culture qui, plus qu'un code ou une seule grammaire, se voit nécessairement chargé de la vie quotidienne des acteurs, et se trouve dès lors chargé de leurs contestations, le lieu d'un débat sur le sens des relations sociales nourries par des systèmes éthiques et des pratiques contradictoires. En termes linguistiques, nous pourrions dire que la culture n'est pas une langue, dominante et contraignante, mais un ensemble de langages, un système symbolique où les signifiants sont certes communs mais les signifiés restent en liberté, réinvestis du sens que leur donne les acteurs, selon leur position sociale, leur pratique et leur éthique, cet élément essentiel sur lequel Denis Martin attire plus particulièrement notre attention¹⁰⁹. Mais pour mieux le saisir, il nous faut maintenant aborder les différents éléments de la mémoire historique de Kangundo.

-Des groupes d'âges aux grands-hommes-

A l'image d'un E.R. Leach étudiant les sociétés kachin des hautes terres de Birmanie¹¹⁰, il est important d'illustrer les dynamiques internes aux sociétés kamba anciennes, dont il serait erroné de postuler qu'elles tendaient vers un équilibre social avant la colonisation, comme voulait le montrer Evans-Pritchard en étudiant les Nuer¹¹¹. Notre objet n'est pas ici de reprendre l'ethnographie des sociétés kamba anciennes mais de dégager les éléments marquants d'une trajectoire historique ayant largement mis sous tension une organisation sociale qui informe toujours les

¹⁰⁸ Cf. Leach (E. R.), *Political systems of Highland Burma. A study of Kachin social structure.*, London School of Economics Monographs on Social Anthropology n°44, London, The Athlone Press (1954), rééd. 1990.

¹⁰⁹ Cf. Martin (D.-C.), "A la quête des OPNI, comment traiter l'invention du politique ?", *Revue Française de Science-Politique*, 39(6), 1989, pp. 793-815; Martin (D.-C.), "A la recherche des cultures politiques : de certaines tendances récentes de la politologie française", *Cahiers Internationaux de sociologie*, Vol. LXXXVII, 1989, pp. 223-248; Martin (D.-C.), "Les cultures politiques", in Martin (D.-C.), Coulon (C.), sld., *Les Afriques politiques*, Paris, La Découverte, 1991, pp. 157-171.

¹¹⁰ Leach (E. R.), *Political systems of Highland Burma. A study of Kachin social structure.*, London School of Economics Monographs on Social Anthropology n°44, London, The Athlone Press (1954), rééd. 1990.

¹¹¹ Evans-Pritchard (E.E.), *The Nuer. A description of the modes of livelihood and political institutions of a nilotic people.*, Oxford, Oxford University Press, 1940.

mémoires actuelles. Nous voudrions ainsi insister sur la souplesse et les dynamiques internes d'un système de référents culturels, qui, selon les conjonctures historiques, pouvait connaître des variations considérables et ne peut en aucun cas être considéré comme emprisonnant les consciences actuelles. Pour les sociétés kachin, la proximité des axes commerçants avec la Chine voisine, la position des unités de peuplement sur les collines, le type d'agriculture qui en résultait, influençaient la réalité historique de l'organisation sociale, empruntant plus ou moins au modèle "féodal" *gumsa* ou au modèle "républicain" *gumlao*. Au Kenya, le développement du commerce d'ivoire, les sécheresses récurrentes du milieu du XIX^{ème} siècle et l'effondrement progressif de la domination maasai sur les grandes plaines herbeuses, ont influencé les modalités précises de l'organisation sociale des unités de peuplement kamba. Selon les situations historiques et géographiques pouvaient connaître à Kitui des groupes d'âge proches des classes de leurs voisins Meru, ou sur les collines de Kilungu, l'établissement territorial de lignages contrôlant la construction de terrasses permettant une agriculture irriguée.

Cette fluidité et cette multiplicité des variations locales rendent extrêmement difficile toute généralisation. Si l'on voulait établir un modèle unique de l'organisation sociale kamba ayant imprégné un passé "pré-colonial" qui est toujours trop souvent présenté comme une période a-historique, comme si l'histoire des sociétés africaines commençait avec la colonisation, les données empiriques viendraient rapidement rappeler l'impossibilité d'une telle entreprise. Même des règles fondamentales de la parenté comme celles de l'exogamie clanique ne sont pas assurées, ni le nombre de clans, qui selon les auteurs, sont au nombre de vingt ou vingt-cinq, selon le lieu de leur enquête de terrain, dans des régions qui auront vu ou non l'assimilation de groupes voisins¹¹². L'historicité propre aux sociétés kamba au cours du XIX^{ème} siècle indique l'établissement progressif d'un système de tensions entre deux représentations opposées de l'organisation sociale, celle, "égalitaire", des groupes d'âges et celle, "inégalitaire", marquée par la domination des grands hommes. Ce système de tension, mouvant au cours du XIX^{ème} siècle, en raison, notamment, de l'évolution géographique du commerce de longue distance, va connaître une nouvelle orientation dans les dernières années du siècle avec la montée en puissance des devins, qui répondent aux traumatismes issus des arrivées simultanées de l'homme blanc, de la famine et de grandes épidémies¹¹³.

A la différence des groupes kikuyu, meru, kalenjin, pokot et maasai, les Kamba ne développèrent pas d'organisation en classes d'âges, même si ces rassemblements périodiques des jeunes de villages voisins pour danser et rencontrer des partenaires sexuels donnaient l'occasion de ré-affirmation des solidarités d'âges, mobilisables pour la chasse, les raids et les jeux pratiqués communs¹¹⁴. Par classe d'âge, nous entendons ici une véritable institution sociale regroupant des individus sur une large échelle, subissant ensemble leur rite de passage et connaissant des droits, obligations et des interdits communs. Chaque classe d'âge possède également un nom

¹¹² C'est sans doute ici que les distinctions ethniques contemporaines semblent les moins adaptées aux réalités du XIX^{ème} siècle. Certains "petits" clans sont présentés comme étant d'origine kikuyu et ayant été assimilés, alors qu'ils appartiennent vraisemblablement à des zones tampons où il est bien difficile de différencier l'appartenance ethnique de lignages qui pratiquent des alliances matrimoniales.

¹¹³ Nous avons présenté une synthèse des éléments essentiels de l'organisation sociale kamba en Annexe.

¹¹⁴ Ambler (Charles), *Kenyan Communities in the Age of Imperialism*, op. cit., p. 25.

particulier¹¹⁵. Les communautés kikuyu, entre autres groupes cités plus hauts, connaissaient une organisation en classes d'âges et systèmes générationnels, ce qui signifie concrètement que les individus ayant subi un rite de passage en commun accédaient ensemble à des statuts et des rôles sociaux et politiques, s'opposant à toute prééminence lignagère. Schématiquement, les solidarités "horizontales" d'âge contrebalançaient la domination "verticale" des aînés ou de lignages particuliers. Plusieurs classes d'âge forment une génération et un passage de pouvoir entre les générations s'opérait environ tous les trente ou quarante ans¹¹⁶. Chez les Kamba, comme chez les Luo ou les Luhya, il n'existait pas de système générationnel et théoriquement pas de classes d'âges. Il n'existe que des groupes d'âges, des communautés d'intérêts suivant les rôles sociaux conférés, mais sans organisation commune et institutionnalisée de rites de passage sur plusieurs *ivalo*. Cependant, plus les groupes survivaient du pastoralisme, plus les solidarités d'âges étaient marquées, les danses ritualisées et, à Kitui, le rapprochement possible avec les organisations à classes d'âges meru ou embu voisines, d'autant qu'un rite secret de circoncision liait les hommes entre eux. L'opportunité de raids, la faiblesse démographique de certains groupes a pu faciliter, aux frontières de Kitui, comme dans l'ouest du Kenya entre les groupes Luyha et Kalenjin, l'assimilation de jeunes kamba aux classes d'âges de leurs voisins¹¹⁷. Par ailleurs, la prédominance de l'agriculture et le peuplement dans des zones arrosées pouvaient faciliter une certaine territorialisation des lignages mais sans donner nécessairement naissance à une organisation sociale autre qu'en conseils d'aînés¹¹⁸.

De plus, la grande fluidité d'accès aux grades supérieurs de ces conseils d'aînés, grâce au paiement de plusieurs chèvres, permettait à un jeune guerrier habile et ayant réussi à se constituer un cheptel rapidement, de s'asseoir à côté d'hommes plus âgés, tandis qu'un homme âgé mais peu performant ou peu entreprenant n'était pas considéré comme un aîné¹¹⁹. Comme dans toutes les autres sociétés kényanes anciennes, la réussite et la performance individuelle étaient saluées chez les Kamba comme donnant légitimement accès aux grades supérieurs et conférant un droit à la parole. Les hommes riches et de caractère étaient ainsi appelés les *andu anene*, les "grands-hommes".

Cependant, les communautés kamba anciennes adhéraient à une représentation mercantile de la société, marquée par l'équilibre général des niveaux de richesse et impliquant que le succès des uns était nécessairement dû à l'échec des autres. L'ascension sociale ou l'établissement d'une domination particulière accompagnée

¹¹⁵ Cf. Pour la définition et une analyse comparée de plusieurs modèles d'organisation est-africaine en classes d'âge Bernardi (B.), *Age-class systems*, Cambridge, Cambridge University Press, 1985.

¹¹⁶ Pour une analyse très fine des variations entre la théorie et la réalité du fonctionnement de ces organisations, perturbées par les variations démographiques entre générations (différences de fécondité, de natalité, de mortalité à cause des sécheresses, des guerres ou des épidémies), voir Peatrik (A.-M.), "Un système d'âge composite : l'organisation d'âge et de génération des Kikuyu précoloniaux", *Journal des Africanistes*, 64(1), 1994, pp. 3-36.

¹¹⁷ Cf. sur ce point les analyses de LeVine (R.A.), Sangrec (W.H.), "The diffusion of age-group organisation in East Africa : a controled comparison", *Africa*, Vol. XXXII, n°2, avril 1962, pp. 97-110, affinées par de Wolf, (J.J.), "The diffusion of age-group organization in East Africa : a reconsideration", *Africa*, vol. 50, n°3, 1980, pp. pp. 305-310.

¹¹⁸ Cf. annexe 6.

¹¹⁹ *Ibid.*, p. 144-145.

nécessairement d'un enrichissement inédit sont ainsi marqués par une grande ambiguïté, elles peuvent être le signe de faveurs accordées par le monde de l'invisible mais était également toujours suspecte d'être le fruit d'une manipulation sorcière. Une telle conception de l'ascension sociale renforce singulièrement les tendances égalitaristes de ces sociétés. Une redistribution symbolique et un partage nécessaire de la richesse sous la forme de banquets permettaient généralement de faire accepter l'ascension sociale qui ne pouvait être celle du seul individu mais devait être celle de sa famille élargie ou même de son unité de peuplement toute entière.

On peut ainsi retenir des éléments de l'organisation sociale kamba, l'égalitarisme des sociétés d'âge, commun aux autres sociétés du Kenya mais peut-être et surtout une souplesse de l'organisation sociale reprenant le principe fondateur de la séniorité, mais sans que celui-ci soit à l'origine d'une fermeture autoritaire des voies de l'ascension sociale¹²⁰. Comme beaucoup de sociétés africaines anciennes, les sociétés kamba étaient fortement marquées par un type patriarcal de relations sociales. Gerhard Lindblom insiste sur le fait que les aînés sont en droit d'attendre une soumission absolue de leurs femmes et de leurs fils, même longtemps après la création de leur propre famille¹²¹. Mais cette autorité se limite à la parentèle établie au sein de leur maisonnée. Les conseils d'aînés organisent la vie de leur unité de peuplement de façon plus ou moins contraignante selon les règles établies de la séniorité mais l'accès peut y être simplement conditionné par la maturité ou la performance individuelles qui entraînent la richesse et sont toujours le signe de bonne entente avec les esprits. Oliver Symmes¹²², tout comme Charles Dundas cinquante ans plus tôt¹²³, insiste sur la "flexibilité culturelle" propre aux Kamba, leur individualisme et leur attachement à une liberté d'action qui les pousse à contester la légitimité de toute autorité¹²⁴. Selon cet anthropologue américain, les règles de l'organisation sociale kamba sont loin d'être véritablement prescriptives et chacun reste libre d'en faire l'interprétation qui lui convient à deux exceptions près : l'attachement au clan et la recherche de la richesse. Le clan est capital car il représente une sorte de "sécurité sociale" dont tous ses

¹²⁰ Comme l'indique Georges Balandier : "La considération des modèles éminents, par lesquels s'expriment fondamentalement les rapports d'âge, (...), révèle aussi que deux versions de la séniorité se trouvent fréquemment en concurrence. (...) Il est une séniorité ouverte ou relative, connotée par la relation père/fils; elle marque une supériorité à l'avantage du premier terme, mais elle laisse libre accès à cette dernière par la promotion des générations- c'est-à-dire du second terme. Il est une séniorité fermée, ou absolue, désignée par la relation aînés/cadets; elle établit une supériorité sans recours au profit du premier terme, et le terme défavorisé n'a d'issue que dans les pratiques (de sécession) et les manipulations (des chartes généalogiques), qui lui permettent de changer de position. C'est deux modèles ne s'excluent pas, mais leur coexistence et tensionnelle". Cf. Balandier (G.), *Anthropo-logiques*, Paris, rééd. Le Livre de Poche/Biblios-essais, 1985, pp. 132-133.

¹²¹ Lindblom (G.), *op. cit.*, p. 149.

¹²² "Non seulement ils n'ont pas de chefs ayant une quelconque autorité formelle et restreignent les unités de gouvernement au niveau de la communauté locale, mais même au niveau de l'*utui* le système est élastique et dispose de contre-pouvoirs. Le *nzama*, ou conseil des aînés, peut tenir des audiences et rendre des décisions, mais il n'a pas de leader si ce n'est une sorte de président qui n'a pas l'autorité de dissoudre la réunion en cas d'impasse. Il n'y a pas de distinctions claires entre membres et non-membres ; ce n'est pas du tout rare de voir des disputes se développer pour savoir si oui ou non l'un des aînés a le droit de siéger". Cf. Symmes (O. C.), "Individuality, freedom of choice and cultural flexibility of the Kamba", *The american anthropologist*, vol. 67, n°2, avril 1965, pp. 421-428.

¹²³ Dundas (C.), "A History of Kitui", art. cité.

¹²⁴ Cf. Symmes (O. C.), "Individuality, freedom of choice and cultural flexibility of the Kamba", art. cité, p. 423.

membres peuvent profiter. On ne peut pas contrevenir à une règle clanique et on doit toujours lui rester fidèle. Parallèlement à cela, la recherche de richesse, en bétail ou en terre, est un objectif majeur de l'accomplissement individuel kamba. Un individu pauvre est considéré comme un inutile et un idiot, le clan ne pouvant pas compter sur lui en cas d'urgence¹²⁵.

Oliver Symmes, dont l'enquête date des années cinquante, semble avoir été victime des discours d'affirmation identitaire clanique qui se sont développés après-guerre. Comme nous le verrons, la transformation des clans en système de "sécurité sociale" est une invention très contemporaine. Néanmoins, son analyse attire l'attention sur le système de tension possible entre des individus performants, réclamant une insertion précoce dans les conseils d'ânés et le contrôle social de la séniorité imposé par le recours ultime aux forces de l'invisible. La prégnance du contrôle de l'ascension sociale par la dénonciation de la sorcellerie posait vraisemblablement l'une des plus sévères limites à l'établissement d'une stratification sociale et d'une domination trop forte de tout lignage, ou, en leur sein, de toute personne. Ainsi, aucune accumulation ne pouvait s'opérer sans large redistribution, aucun enrichissement sans en faire profiter sa famille et parfois son unité de peuplement pour écarter tout soupçon de recours illégitime aux forces de l'invisible.

Cependant, une remise en cause majeure de ces mécanismes de régulation sociale égalitariste apparaît à Kitui à la fin du XVIII^e siècle avec le développement inédit d'un commerce d'ivoire de longue distance entre les aires de pâturages des éléphants autour des pentes du Mont Kenya et la côte swahili, provoquant un renouvellement important des stratégies locales et des dynamiques de mobilité régionale. Le déplacement de ce commerce vers le sud puis sa supplantation par les caravanes arabo-swahili vit l'implication croissante des leaders d'Ulu, dont faisait partie Kangundo, tant pour l'organisation du portage que pour leur approvisionnement. Ce commerce est important car il a vraisemblablement favorisé de nouvelles volontés de domination locale, celles des "grands hommes". Ainsi, une modification fondamentale des représentations de la réputation locale semble être apparue avec le développement de ce commerce de longue distance qui légitime alors des positions de domination, jusque-là systématiquement considérées comme suspectes. Le système de tension entre les tendances égalitaristes de l'organisation sociale kamba et la valorisation de la performance individuelle, penche désormais radicalement en faveur de cette dernière, qui légitime l'influence conférée aux commerçants enrichis et disposant de larges groupes de dépendants. Par ailleurs, l'évolution historique de ce commerce va porter un coup sévère aux modes de régulation égalitaristes, car dans sa seconde phase d'expansion, son association avec l'homme blanc et sa simultanéité avec le traumatisme social majeur des grandes sécheresses des années 1895-1998 voit parfois les pouvoirs dévolus aux *andu anene*, être conférés aux devins, les *ndoto*. Ce phénomène, qui est commun à la plupart des sociétés kényanes à cette époque¹²⁶, fournit une troisième référence possible de la pratique du pouvoir dans les sociétés anciennes, son association avec le monde de l'invisible¹²⁷.

¹²⁵ *Ibid.*, p. 427.

¹²⁶ Anderson (D.M.), Johnson (D.H.), eds., *Revealing prophets. Prophecy in Eastern African History*, Londres, James Currey, 1995.

¹²⁷ Cf. Annexe 6.

Le contrôle sur le travail des hommes, mais cette fois au-delà de la simple parentèle, constituait donc l'un des signes majeurs du pouvoir de ces *andu anene*. Ceux-ci étaient alors définis comme : "une personne qui, grâce à son imagination et aux qualités personnelles qu'il va parvenir à capitaliser, réussira à se propulser au-dessus de sa communauté villageoise, hors du cadre de son lignage (...) les activités des commerçants établirent une tradition complexe qui allait continuer de s'appliquer aux hommes riches des sociétés kamba pendant des décennies. Plus extérieures aux communautés locales étaient les ressources, plus elles étaient vouées à capitaliser des soutiens en hommes, plus la possession de dépendants était valorisée, plus solide devenait la nouvelle accumulation. Plus les hommes riches se comportaient ainsi, plus rapidement ces types de comportements passaient dans la perception des communautés comme étant celle des hommes de biens (...) être riche était devenu : avoir des dépendants"¹²⁸.

Il convient de ne pas surestimer la diffusion de cette première forme de stratification sociale car toutes les sociétés locales étaient bien loin de participer au commerce de longue distance. Cependant, cette stratification n'est pas indifférente pour notre propos, car les andu anene seront les relais privilégiés des administrateurs coloniaux à la recherche d'autorités locales. La naissance de cette "tradition" du *big man* kamba va cependant connaître une évolution dramatique avec la transformation du commerce de longue distance à partir du milieu du XIX^e siècle¹²⁹. Un type de comportement social dominant était en train de s'établir. De cette tradition et des événements qui marquent la fin du XIX^e siècle va cependant s'affirmer une autre tendance commune à toutes les sociétés kényanes, l'ascension sociale et politique des prophètes.

La nouvelle "tradition" de domination sociale des *andu anene*, qui était auparavant limitée par de forts mécanismes de régulation égalitariste et qui fut typifiée par le développement du commerce d'ivoire et l'extension des marchés de denrées alimentaires, s'articula sur le traumatisme social des grandes famines et des grandes épidémies des années 1898-1899. Celles-ci remirent en question la capacité de ces sociétés à organiser leur survie et virent toutes leurs normes morales s'effondrer, renforçant les commerçants riches en bétail qui désormais se devaient de répartir parcimonieusement leurs ressources de patronage. Ces famines permirent également l'établissement des devins comme les premiers détenteurs d'une autorité supérieure au cercle étroit des unités de peuplement. Du fait de leur communication avec les esprits pendant ces périodes troublées de l'histoire d'Ukambani, les devins, qui étaient également souvent de grands commerçants, conquirent les premières véritables positions de pouvoir régional des hautes terres.

Les imaginaires sur lesquels Paul Ngei allait pouvoir appuyer son entreprise étaient ainsi constitués de plusieurs références contradictoires : l'autorité plus ou moins absolue des aînés, l'égalitarisme fondamental entre les individus, le culte de la performance chère aux grands hommes commerçants, et le pouvoir supérieur, mais lié au monde de l'invisible, des devins¹³⁰. Il faut maintenant présenter rapidement les

¹²⁸ Cf. Jackson (K.), "The dimensions of Kamba..", art. cité, p. 227.

¹²⁹ Jackson (K.), "An ethnohistorical study of the oral traditions of the Akamba of Kenya", *op. cit.*, pp. 300-301.

¹³⁰ Cf. également sur ce point : Lonsdale (J.), "The political culture of Kenya", *Center for African Studies*, Edinburgh University, Occasional Papers n°37, may 1992, 19 p.

éléments essentiels de la formations historique du terroir de Kangundo pour bien saisir dans quel contexte cette entreprise politique est lancée après la Seconde Guerre Mondiale.

2) La formation historique d'un terroir (1905-1939)¹³¹.

Destinée initialement à remplir une fonction stratégique, la protection de la route menant aux sources du Nile, la conquête des hauts plateaux kényans fut rapidement animée par le seul souci de rentabiliser une entreprise extrêmement coûteuse pour la couronne royale. La construction du chemin de fer et l'établissement progressif d'une véritable colonie de peuplement, marquée par une stricte ségrégation entre "réserves africaines" et "terres blanches", n'avait pas d'autre ambition que d'offrir les meilleures conditions pour le développement d'une économie agraire extensive, pourvoyeuse de larges ressources fiscales. La doctrine de l'autosuffisance financière des colonies limita drastiquement le développement des départements ministériels et, plus globalement, l'action de l'administration dans les réserves reposa en grande partie sur l'habileté de "l'homme sur le terrain", le *district commissioner*, à gérer "son district"¹³². L'administration coloniale naissante concentra son attention sur les réserves jugées "utiles", c'est-à-dire grandes pourvoyeuses de main-d'œuvre, ou sensibles au regard des intérêts des colons. Très tôt, ceux-ci vont en effet s'organiser en groupe de pression pour obtenir la main-d'œuvre nécessaire à l'exploitation de leurs immenses propriétés et surtout la protection du gouvernement contre toute concurrence africaine.

En effet, il est généralement admis que l'implantation de l'Etat colonial correspondit à la mise en place de deux mécanismes qui s'avérèrent rapidement contradictoires : une extension du mode de production capitaliste aux sociétés africaines, demandant en quelques années la création d'un marché du travail et d'un marché foncier au bénéfice de la minorité blanche ; et le maintien de l'ordre politique et social, à travers la légitimation de l'Etat, de ses hommes et de son action dans les réserves, malgré la violence et la répression qu'impliquait le premier objectif. L'articulation du mode de production capitaliste aux sociétés kényanes provoqua ainsi un "palimpseste de contradictions" auquel Bruce Berman et John Lonsdale se réfèrent pour expliquer la trajectoire de l'Etat colonial kényan jusqu'aux années trente¹³³. Mais des rives du lac Victoria aux pentes du Mont Kenya, de la frontière tanzanienne aux plateaux de la vallée du rift, les contradictions inhérentes à la formation de l'Etat colonial ne se produisirent pas à l'identique. L'établissement du maillage administratif et le niveau de spoliation foncière subi par chacune des populations joua ainsi un rôle primordial. Il transforma les populations kikuyu, luo, kipsigis ou bukusu en réservoirs privilégiés de main-d'oeuvre et déstructura dramatiquement les modes de vie des

¹³¹ Pour plus de détail sur cette période, voir la note de synthèse présentée en annexe 7.

¹³² Nous ne reprendrons pas en détail ici les différents éléments bien connus de la mise en place d'une colonie de peuplement au Kenya. Pour une analyse précise de l'économie politique de l'Etat colonial, la référence majeure est : Berman (B.), *Control and crisis in colonial Kenya*, James Currey, London, 1990 et pour une présentation des modalités de la construction d'un Etat au coeur de sociétés "sans Etat", voir Bourmaud (D.), *Histoire politique du Kenya, Etat et pouvoir local*, Paris, Karthala/CREDU, 1988.

¹³³ Berman (B.), Lonsdale (J.), "Coping with contradictions : the development of the colonial state 1895-1914", in *Unhappy Valley*, Vol. I., *op. cit.*

populations tugen ou maasai. Mais les districts de Kitui ou Turkana étaient à ce stade plus ou moins ignorés, sans doute en raison de poids démographiques différents mais également des capacités différenciées de l'Etat à trouver des relais efficaces au sein de la population administrée, de l'utilité de ces zones dans l'économie de la colonie et de la rapidité de la pénétration de l'économie marchande en leur sein¹³⁴.

-Première gouvernamentalité coloniale.

La première décennie du vingtième siècle vit en effet les paysans kikuyu et luo s'atteler avec ferveur à l'économie marchande. Dès 1912, ceux-ci dominent le marché intérieur des céréales, remettant en cause la rentabilité des exploitations des colons dont les produits ne peuvent se vendre qu'à l'exportation¹³⁵. Les contradictions internes aux sociétés africaines, dont R. Tignor a, par exemple, souligné l'importance sur les pentes du Mont Kenya dès avant la colonisation¹³⁶, se greffèrent sur l'opportunité capitaliste. Les aînés ou intermédiaires de l'Etat colonial utilisèrent la force de travail des cadets, des femmes ou de leurs dépendants pour s'enrichir. Jusqu'en 1914, une certaine complémentarité put cependant être organisée par l'Etat colonial entre, premièrement, la production agricole des *chiefs* et des *headmen* accumulant la terre et disposant des femmes et des dépendants, deuxièmement, l'entrée sur le marché du travail de Nairobi de certains cadets qui y trouvaient le moyen de constituer leur dot, et troisièmement la production agricole des colons. Les *chiefs* leur fournissaient la main-d'oeuvre tirée des cercles les plus éloignés de leur parentèle ou de leur aire d'influence. Mais, après la première guerre mondiale, la progression rapide du colonat et de la demande internationale provoqua une augmentation drastique du besoin de main-d'oeuvre, débouchant sur l'implication massive de l'administration dans sa réquisition, avec l'augmentation de la *hut tax* et l'application des *Masters and servants Ordinance* de 1916 et *Registration of natives Ordinance* de 1915 et la généralisation du fameux *kipande*¹³⁷ en 1919.

Or, à la différence des districts de Nyanza, dans l'ouest du pays, ou de Fort Hall, Kiambu ou Nyeri, dans la province centrale, les populations du district de Machakos restèrent particulièrement rétives à l'engagement sur le marché du travail. Elles entraient uniquement dans la police ou dans le chemin de fer, et parvenaient à payer leurs taxes par la vente de têtes de bétail ou le développement des productions agricoles vendues sur les marchés de Nairobi. Cette indocilité kamba va limiter la formation de l'Etat colonial dans cette région et la "vulgarisation" en son sein du pouvoir d'Etat y fut longtemps rejetée. En effet, la redéfinition des traditions sous l'effet conjugué de la christianisation et de l'ancrage d'une nouvelle élite soucieuse de

¹³⁴ Pour le cas maasaï voir Péron (X.), *L'occidentalisation des Maasai du Kenya. Privatisation foncière et destruction sociale.*, 2 tomes, Paris, L'Harmattan, 1995 ; pour le cas tugen voir Anderson (D.M.), "Herder, settler, and colonial rule : a history of the people of the Baringo plains, Kenya circa 1890-1940", Unpublished PhD dissertation, Cambridge University, 1982 et pour Kitui voir O'leary (M.), *The Kitui Akamba. Economic and social change in semi-arid Kenya*, Nairobi, Heinemann, 1984.

¹³⁵ Berman (B.), Lonsdale (J.), "Coping with contradictions", art. cité, p. 91.

¹³⁶ Tignor (R. L.), *The colonial transformation of Kenya : The Kamba, Kikuyu and Maasai from 1900 to 1939*, Princeton, Princeton University Press, 1976.

¹³⁷ Le *kipande* était destiné à réduire l'escapisme des travailleurs migrants. C'était une petite boîte de métal qui devait en permanence être portée autour du cou et dans lequel se trouvaient les détails de l'identité des individus, le nom de leur employeur et l'autorisation de déplacement. Sur l'évolution des politiques coloniales à l'égard de la main d'œuvre, on se référera à : Clayton (A.), Savage (D.C.), *Government and Labour in Kenya, 1895-1963*, Londres, F. Cass, 1974.

justifier ses nouvelles positions de domination¹³⁸, commença également à se dessiner mais dans une mesure peu comparable avec les luttres pour le sens qui eurent cours dans les districts kikuyu, par exemple¹³⁹. Le pouvoir conféré aux intermédiaires, de l'Etat, aux juges, aux *chiefs*, à tous les détenteurs de la fameuse *barua* (la lettre du *District Commissioner*) donnant autorité pour toutes les exactions, reste à ce point illégitime qu'il ne peut être encore vulgarisé. A la fin des années vingt, une différenciation apparaît cependant au sein du district de Machakos, entre ses *location* nord, où l'implantation missionnaire se combine avec une réorganisation du commerce de bétail pour donner naissance à une nouvelle élite commerçante, et ses *location* sud, que l'on pourrait même croire oubliée par l'administration coloniale.

Kangundo et Matungulu, dans le nord du district de Machakos, se révèlent alors deux des *locations* les plus actives économiquement, à tel point que Gavin Kitching n'hésite pas à les associer au district kipsigis, à ceux de la province centrale et de Nyanza pour y voir se développer "la petite-bourgeoisie" si caractéristique du Kenya contemporain¹⁴⁰. Une différenciation sociale fondée sur l'accès aux revenus salariés et la multiplication des activités commerçantes se mettait ainsi progressivement en place à Kangundo au cours des années vingt. Cette tendance ne fit que s'accroître malgré la dépression des années trente. Tant la superficie des zones cultivées que la production des denrées alimentaires ne cessèrent d'y augmenter¹⁴¹. Par ailleurs, le taux de la population mâle adulte en âge de travailler (entre 15 et 40 ans selon la nomenclature coloniale) se trouvant à l'extérieur du district aurait plutôt tendance à régresser entre le milieu des années vingt et le milieu des années trente, illustrant ainsi la vigueur du "*garden-marketing*": ce taux est de 18,2% en 1926

¹³⁸ Sur la question de l'invention des traditions ethniques au Kenya, on peut se référer notamment à : Lonsdale (J.), "When did the Gusii (or any other group) become a 'tribe'?", *Kenya Historical Review*, Vol. 5, n°1, 1977, pp. 122-133.

¹³⁹ La crise de la circumcision dans la Province Centrale à la fin des années vingt est l'illustration la plus caractéristique des tourments identitaires dans lesquels étaient plongés les populations kikuyu à cette époque, provoquant la fracture entre les Kikuyu *kirore* (les collaborateurs christianisés) et les Kikuyu *aregi*, (ceux qui ont résisté à "l'acculturation"). Sur ce point précis on peut lire notamment : Sandgren (D. P.), "Twentieth century religious and political divisions among the Kikuyu of Kenya", *African Studies Review*, Vol. XXV, n°2/3, juin-sept. 1982, pp. 195-207.

¹⁴⁰ "En résumé, nous pouvons dire que vers 1930, tant dans les provinces de Nyanza et centrale, que dans au moins deux autres districts du Kenya (Machakos et Kericho), on trouvait un nombre important d'unités domestiques agricoles qui avaient augmenté leur superficie d'exploitation et qui étaient entrées de façon croissante dans la production de denrées alimentaires commercialisables et, le cas échéant, de coton. Cette tendance fut largement le fruit d'un accroissement des heures de travail agricole des femmes, et jusqu'à un certain point depuis le début des années vingt d'une intensification qualitative du travail. Dans ces régions, le travail des hommes ne fut que marginal pour cette évolution. Nombre d'entre eux étaient absents de la maisonnée, disposant soit d'un travail salarié ou en cherchant un, ou étaient engagés dans le commerce itinérant des produits de leur exploitation et/ou du bétail. Beaucoup d'hommes également restaient dans les réserves, et dans les exploitations les plus pauvres, aidaient leurs femmes aux cultures. Une autre catégorie enfin, était composée de ceux qui avaient quitté la réserve et "squattaient" sur les domaines des colons". Cf. Kitching (G.), *Class and economic change in Kenya*, op. cit., p. 55.

¹⁴¹ La monoculture du maïs se développa ainsi et le nombre de charrues utilisées en commun dans tout le district de Machakos passa de 20 en 1936 à 600 en 1934. En 1938, sans compter la circulation des denrées dues au marché noir, 3750 tonnes de maïs, de même que 652 tonnes de pois et de haricots, étaient exportées de Machakos par les seuls commerçants indiens qui en avaient le monopole. *Ibid.*, p. 94.

contre 13,1% en 1933¹⁴². A Kangundo, cinq échoppes appartenant à des commerçants kamba sont de même en activité dès 1928. Comme dans le reste des hautes terres fertiles du Kenya, cet engouement commerçant débouche sur l'établissement d'une petite bourgeoisie se nourrissant du chevauchement entre ses activités économiques et son accès aux nouvelles institutions locales (les *Local Native Council*, LNC) développées dans les réserves à partir de 1925, ou d'emplois salariés à Nairobi. Ainsi, si le district de Machakos ne s'était pas illustré par une participation active à l'établissement de la domination coloniale, il n'est pas en retard en ce qui concerne la mobilisation commerçante et les premières stratégies d'accumulation primitive fondées sur le chevauchement de ses premiers entrepreneurs politiques qui conquièrent le *Local Native Council* à partir de 1925.

-Premières mobilisations.

A partir de 1924, une autre transformation des mentalités semble également se mettre en place. Un clerc est attaché à chaque tribunal pour enregistrer les débats, recevoir les amendes et vérifier les résolutions des aînés. Progressivement, les jeunes éduqués illustrent la valeur de cette écriture par le contrôle procédurier qu'ils imposent aux aînés dans les tribunaux locaux, encourageant par la même occasion de plus en plus de parents à envoyer leurs fils dans les écoles missionnaires. Ces clercs édictent de nouvelles règles de vie, d'hygiène, de nouvelles normes sociales à travers les règlements des LNC et obligent les aînés à les faire appliquer. L'image quotidienne du pouvoir de l'écriture stimule le développement dans le district d'un mouvement unique pour le pays : les habitants du district de Machakos ne s'engagent toujours pas en masse dans les écoles missionnaires mais commencent à revendiquer un accès à l'éducation occidentale hors du cadre religieux, financée par le district. En 1926, l'AIM Machakos ne recense toujours que deux mille neuf cent soixante-dix convertis et la mission des Pères du Saint Esprit (*Holy Ghost Fathers*, HGF) trois cent vingt. L'AIM entretient dix-sept écoles avec quarante-trois enseignants kamba et environ mille élèves, tandis que les HGF n'ont que cinq écoles avec huit enseignants et cent trente élèves¹⁴³. A la même époque, le district compte également quatorze écoles indépendantes reconnues et prises en charge par le gouvernement à travers les LNC. Le mécontentement envers les missions s'exprime surtout vis-à-vis du peu de bonne volonté que montre l'AIM à développer ses écoles et à adopter un cursus d'enseignement en anglais. En effet, l'église missionnaire américaine estime que sa plus grande priorité est l'évangélisation et investit donc très peu dans ses écoles considérées comme accessoires. Par ailleurs, en 1925, les offices sont encore dirigés à 100% par des prêtres blancs et l'enseignement accordé se réduit à un enseignement technique de faible qualité, qui ne permet à aucun élève Kamba d'accéder à l'*Alliance High School*, première école secondaire du pays créée dès 1926. Dès le début des années trente, le swahili n'est plus suffisant pour trouver des emplois dans l'administration et les élus locaux revendiquent la création de plus en plus d'écoles indépendantes permettant d'apprendre l'anglais. Au total, 60% des enfants scolarisés de Machakos ont en 1936 un niveau d'éducation inférieur au premier niveau de l'école primaire. Le retard pris par l'Eglise catholique en la matière ne satisfait pas les aspirations. Même si l'HGF ouvre une école secondaire à Kabaa en 1930, celle-ci est

¹⁴² Il connaîtra cependant une augmentation de 303% au cours de la décennie suivante, *Ibid*, p. 250.

¹⁴³ Forbes Munro (J.), *Colonial rule and the Kamba*, *op. cit.*, p. 149.

bien insuffisante face à la mobilisation croissante de la population. De plus, seul un quart des élèves de cette école située à la frontière du district de Thika est d'origine Kamba¹⁴⁴.

Cette première source de mécontentement s'ajoute à une seconde, beaucoup plus importante, qui provoque une crise politique en 1938. La fermeture des aires de pâturage du plateau de Yatta ou des plaines de Mwea au sud du district provoque rapidement la disparition de *wetu* encore réduit par le succès que rencontre la charrue au sein des réserves. Celle-ci stimule la multiplication des propriétés individuelles vouées exclusivement aux productions agricoles. L'enrichissement des commerçants investissant leurs bénéfices dans l'agrandissement de leur troupeau, combiné avec la croissance démographique et avec la fermeture des aires de pâturage, provoque une surexploitation des sols qui inquiète l'administration coloniale. Contrairement aux conclusions du rapport de la commission Carter sur la terre de 1931, qui avaient indiqué que le nombre de bêtes par famille était tout à fait raisonnable et que le seul problème était l'étroitesse des frontières de la réserve¹⁴⁵, l'administration s'engage, dès le milieu des années trente dans un programme de conservation des sols, dont la l'étape ultime est la réduction administrative des troupeaux. Celle-ci s'est, par ailleurs, engagée à faciliter l'installation de l'industriel rhodésien Liebig qui a construit, en 1937, une usine de conserverie à Athi River sur la voie de chemin de fer. L'usine peut accueillir annuellement trente à quarante mille têtes de bétail pour les transformer en *corned beef*, graisses de cuisine, produits dérivés, mais parvient seulement à en acquérir un millier en 1937. Elle offre en effet des prix largement inférieurs à ceux du marché. Devant le refus obstiné des Kamba de lui vendre son bétail, Liebig menace de fermer l'usine au début de l'année 1938. La conjonction de ces deux éléments décide l'administration coloniale de réduire administrativement les troupeaux kamba qui seront soldés à l'usine de conserverie pour un quart de leur prix, ou saisis¹⁴⁶. L'opération est menée *location par location*. En juin, vingt mille têtes ont été obtenues de Matungulu et Kangundo. En juillet-août, l'arrivée des agents de l'administration dans la zone d'Iveti et de Ngelani où se trouvent les paysans expulsés des *Mua Hills* vingt-cinq ans plus tôt et les groupes les plus éduqués, provoque l'explosion du mécontentement de la petite bourgeoisie locale, qui crée l'*Ukamba Members Association* et organise une marche de protestation sur Nairobi pour réclamer une entrevue avec le gouverneur. Celui-ci accepte de les rencontrer à Machakos après six semaines de *sit-in* au marché Kariokor de Nairobi et leur concède une réduction des quotas de saisie du bétail. Soutenue par la *Kikuyu Central Association*, l'UMA est dirigée par Samuel Muindi Mbingu, Elijah Kavulu, Isaac Mwalonzi et Simon Kioko, tous anciens membres de l'administration, récemment mariés, ayant réinvesti leur pécule au village et ne disposant pas encore de troupeaux conséquents. La réduction par quota les touche beaucoup plus que les *chiefs* dont l'ascension sociale est déjà réalisée. En octobre, Muindi Mbingu est déporté à Lamu mais le mécontentement qui se fait entendre au sein des cadres de la police et de l'armée incite l'administration coloniale à stopper rapidement les abattages forcés.

¹⁴⁴ Sur ces différents points voir : Tignor (R.L.), *The colonial transformation of Kenya*, op. cit., p. 274-275.

¹⁴⁵ Le rapport recommande l'attribution de nouvelles terres à la réserve par l'ouverture du plateau de Yatta et d'un front de colonisation vers le sud, à Makueni. Cf. Kenya Colony and Protectorate, *Report of the Kenya Land Commission*, London, HMSO, 1934, pp. 207-211.

¹⁴⁶ Tignor (R.), *The colonial transformation of Kenya*, op. cit., p. 343.

X X [Jeremy Newman livre une analyse fine des motivations des membres de l'UMA, rejetant l'interprétation nationaliste qu'avaient pu présenter Carl Rosberg et John Nottingham¹⁴⁷. Ceux-ci se mobilisent avant tout contre la fragilisation de leur position rurale. Ils constituent la première vraie génération d'hommes politiques kenyans, cherchant avant tout à établir leur légitimité au sein des communautés rurales par le tissage de réseaux locaux de dépendance et une générosité bien ordonnée envers les aînés. Pour établir leur réputation dans ces communautés rurales, ils ont absolument besoin de constituer des troupeaux imposants et ne peuvent accepter les mesures de réduction décidées par l'administration. Ayant fondé leur enrichissement sur l'investissement des revenus monétaires collectés en ville dans la production agricole, l'achat d'un commerce et la constitution d'un troupeau, seule source de prestige et de réputation reconnue au village, ils mettent en avant leur réussite économique et personnelle comme modèle de progrès social. De plus, la création d'une association est largement due à la proximité de certains d'entre eux de la KCA. Ceux-ci n'ayant absolument aucune expérience politique, Jeremy Newman peut conclure que cette mobilisation, tout à fait exceptionnelle¹⁴⁸, est le résultat de la situation très particulière de la *location* de Ngelani. C'est de cette même *location* où les liens avec les familles kikuyu sont importants que, dans les années quarante, partira le mouvement de l'*African Brotherhood Church*.

A Matungulu et Kangundo, la réduction administrative des troupeaux a été également très mal vécue même si elle n'a pas provoqué la mobilisation de Ngelani. Robert Tignor estime que les troupeaux y ont été réduits de 60% à 90%¹⁴⁹. Josiah Nzioka, le *chief* de Matungulu avait failli le payer de sa vie, lui qui devait organiser le passage du nombre de têtes de bétail de vingt-sept mille à quatre mille cinq cents, en désignant *utui* par *utui* les victimes de cette mesure. Ayant pris soin de déplacer ses propres troupeaux vers les pâturages de Yatta ouverts à quelques privilégiés l'année précédente, ce *chief*, dont le DC reconnaît qu'il utilise des méthodes souvent brutales, fut pris à partie par la foule le 16 juillet 1938 dans le marché de Tala et ne dut son salut qu'à un des agents européens de l'administration. Un poste de police fut créé à Tala après cet incident mais Nzioka dut subir les attaques en sorcellerie d'un certain nombre d'aînés dont les malédictions durent être ensuite retirées lors d'une cérémonie publique¹⁵⁰. A la déclaration de la guerre, l'UMA est interdite comme toutes les autres associations politiques du pays.

Au terme des années trente, les collines de Kangundo ont ainsi connu une profonde transformation. Chaque maisonnée y est agitée par un souci croissant d'accroître ses productions agricoles et de les commercialiser sur le marché de Tala, où viennent s'approvisionner les ouvriers des domaines voisins de Thika et D'Oldonyo Sabuk, ou encore d'assurer la reconstitution cheptel totalement décimé par les réductions administratives de 1938. La dépendance de la population vis-à-vis de l'économie monétaire a nettement progressé pour des paysans qui sont de plus en plus nombreux

¹⁴⁷ Cf. Newman (J.), *First steps in rural capitalism*, art. cité ; Newman (J.), *The Ukamba Members Association*, op. cit. ; Rosberg (C.), Nottingham (J.), *The myth of Mau-Mau*, (1966), rééd. Nairobi, Transafrica Press, 1985.

¹⁴⁸ A ce titre, la situation kamba est tout à fait comparable à celle des Gusii Cf. Maxon (R.M.), "The absence of political association among the Gusii prior to 1940", *Transafrican Journal of History*, vol. 10, n°1/2, 1981, pp. 113-124. ; Newman (J.), *The Ukamba Members Association*, Nairobi, Transafrica, 1971.

¹⁴⁹ Tignor, *The colonial transformation of Kenya*, op. cit., p. 343.

¹⁵⁰ KNA, *Handing-over reports*, Machakos district (1938-1955), DC/Mks/26/1.

à vouloir envoyer leurs enfants à l'école et à vouloir s'appropriier collectivement les signes distinctifs de l'ascension sociale¹⁵¹.

La pénétration de l'argumentation hygiéniste d'origine missionnaire, condamnant les modes de vie traditionnels, dresse une première ligne de fracture entre les Kamba éduqués et les autres. On pourrait avancer que les latrines, le pantalon, la bible et la cuillère sont les symboles matériels de la volonté de domination des nouvelles élites sur les anciennes. Tous ces attributs sont en 1938 entre les mains des membres fondateurs de la précaire *Ukamba Members Association* dont les parcours personnels sont à l'image de la trajectoire de l'homme de bien kamba, décrite dans l'entretien de W.E.H. Stanner. L'enrichissement sur les marchés de production alimentaire organise à la fois une stratification sociale rapide. Celle-ci se fonde sur l'accumulation de terres et, encore souvent, de bétail. Le commerce est la source principale d'entretien de la tradition du *mundu munene* kamba dont nous avons vu au cours de quelles circonstances il était apparu à la fin du XIX^e siècle. Cette tradition a été reprise par la première génération d'hommes politiques, jeunes éduqués partis à la conquête du LNC pour mieux ancrer leur pouvoir local, fait de réseaux de dépendants entretenus par de multiples positions de chevauchements. La vulgarisation du pouvoir de l'Etat et les redéfinitions identitaires majeures auxquelles elle est associée sont en route mais n'ont pas encore atteint le degré de violence que l'on trouve déjà dans la province centrale, tant de la part des dominants voulant justifier leur position, que des dominés, lui niant toute légitimité. A la fin des années trente, Kangundo n'est plus simplement une unité de peuplement kamba. C'est un terroir, déjà tourmenté par le développement des cultures commerciales et les premières mobilisations de ses "grands hommes", voulant bénéficier autant que possible des positions de chevauchement qu'ils occupent, entre les institutions politiques locales et leurs commerces.

¹⁵¹ Cet entretien réalisé W.E.H. Stanner avec un Kamba de Machakos comparant son district à celui de Kitui en 1940 le suggère de façon très suggestive : "A Machakos, tous les gens ont creusé des latrines chez eux. Les cuisines sont isolées des chambres. Les soins traditionnels ne sont plus pratiqués, surtout chez les chrétiens. Les aliments qui peuvent être pesés à la livre sont pesés. La plupart des gens ont des ânes pour puiser l'eau et ne laissent pas les femmes le faire. Les autres ont des porteurs des autres districts comme à Mwala, Nzau, Mbitini, etc. Pratiquement tout le monde embauche ce genre de serveurs pour désherber et prendre soin des vaches. Tout le monde a sa propre terre réservée au troupeau. Lorsque l'on doit ramener la récolte des champs, des charrettes européennes sont tirées par des bœufs. Les champs sont labourés tous les ans. Tout le monde porte un short ou une chemise. Tout le monde a une table pour manger. Dans chaque *location* vous trouverez qu'au moins un quart de la population a une boutique. Tout le monde pourrait en avoir une, mais c'est le *District Commissioner* qui refuse de les autoriser sans dire pourquoi. La nourriture y est très bonne et sûre. On en mange "trois fois par jour". Quand on mange, aucune nourriture n'est touchée avec les mains. Les gens ne se baignent pas dans les rivières, il y a des huttes pour cela, dans chaque maison. Ils ne visitent pas les autres sans prévenir. Si un jeune homme veut s'entendre avec une jeune fille, il doit d'abord demander la permission à son père. Les jeunes ne suivent plus vraiment cette règle même si les aînés le recommandent. Ils écrivent d'abord des lettres privées aux jeunes filles, et ensuite si elles sont d'accord, la vieille coutume est suivie. Les mariages devraient se faire à l'Eglise, mais ils ne le sont pas tous et le D.C. devrait en être prévenu. (...) A Machakos, on ne craint pas les blancs comme ici. Ici, on ne trouve pas d'aussi bons commerçants. A Machakos, on est plus riche. Dans tous les , les gens de Machakos sont en avance. Les gens de Machakos sont plus propres et plus intelligents que ceux de Kitui. (...) Les danses répugnantes entre Africains ont été bannies par la civilisation (...) Les dimanches et jours de fêtes presque tous les gens mettent des chaussures même si les aînés refusent catégoriquement d'en donner à leurs femmes". Cf. Stanner (W.E.H.), *op. cit.*, pp. 3-5.

Les systèmes de références imaginaires des sociétés kényanes du XIX^e siècle, se sont trouvés, au vingtième siècle, d'autant plus transformé que l'espace des relations sociales de certains des membres des sociétés locales s'est considérablement élargi, avec l'imposition de l'Etat colonial et de l'économie de marché. La création d'un marché du travail, la pénétration des cultures de rentes, le contrôle du commerce, la territorialisation administrative de l'espace sont autant de transformations contemporaines qui ont radicalement modifié la perception des sociétés locales de l'espace et du temps. En ce sens, les terroirs, comme Kangundo, sont bien des "systèmes inachevés et ouverts", selon l'expression de J.-F. Bayart¹⁵², où règne, non pas la contrainte d'une grammaire culturelle kamba, mais des interprétations variées des "traditions" kamba, réinventées pour donner du sens aux situations historiques contemporaines. Il nous faut cependant maintenant illustrer comment ceux-ci s'emboîtent avec les autres arènes de la compétition politique kényane, avant de préciser le protocole de recherche que nous avons suivi pour analyser la carrière politique de Paul Ngei.

3) Un terroir emboîté

Les terroirs sont conçus dans cette enquête comme des espaces de peuplement, qui se sont progressivement définis selon le type de relation subi pendant la domination coloniale, donnant naissance à différents syncrétismes qui, à des degrés divers, ont assimilé ou rejeté la logique du champ étatique et du capitalisme¹⁵³. Ces espaces peuvent être ainsi identifiés géographiquement par les limites de leurs territoires, mais ce qui fait leur identité vient du type particulier d'insertion de leurs populations au système politique, économique et idéologique colonial. Ainsi toute identification du terroir avec un territoire ethnique ou une unité purement administrative nous semblerait erronée. Kangundo s'inscrit dans le terroir caféicole de Machakos Nord, habité certes par des populations kamba, mais qui est très différent du sud du district longtemps sous-administré et soumis aux difficultés d'un climat semi-aride. La proximité du marché de Nairobi, la précocité de l'implantation missionnaire, les attentions de l'administration coloniale dont il a pu bénéficier l'ont distingué de façon très nette des unités administratives du sud du district de

¹⁵² "La plupart des sociétés que nous considérons sont traversées de profondes discontinuités culturelles, religieuses, linguistiques. Les dominants et les dominés mais aussi les dominés entre eux n'évoluent pas nécessairement dans la même épistémè. (...) Plutôt que des sociétés unidimensionnelles nous avons pour objet des configurations complexes d'espaces-temps produits, comme autant de paroles, par différents acteurs et qui ne parviennent qu'à des ajustements relatifs, incomplets, temporaires, se donnant comme des systèmes historiques inachevés et ouverts". Cf. Bayart (J.-F.), "L'énonciation du politique", *Revue Française de science politique*, Vol. 35, 1985, n°3, pp. 351-352.

¹⁵³ Pour les cas de terroirs kikuyu ou luo au Kenya voir par exemple : Lonsdale (J.), "Moral ethnicity and political tribalism", in Kaarsholm (P.), Hultin (J.), eds., *Inventions and boundaries : historical and anthropological approaches to the study of ethnicity and nationalism*, International Development studies, University of Roskilde Occasional papers, #11, 1994, pp. 131-150 et Cohen (D.), Atieno-Odhiambo (E.S.), *Siaya : the historical anthropology of an African Landscape*, Londres, James Currey, 1989. Les terroirs ne correspondent néanmoins pas obligatoirement aux sanctuaires ethniques. Le cas kamba que nous étudions au Kenya en offre un exemple avec ses configurations quasi opposées entre les sections de Machakos et de Kitui. Par ailleurs chaque terroir recèle une pluralité d'épistémés dont les travaux de John Lonsdale offrent parfaitement l'exemple à partir du cas kikuyu.

Machakos, comme Makueni. Les terroirs se distinguent également par le niveau d'intensité des débats locaux sur la coutume et la remise en cause des traditions produites par le niveaux de pénétration de la domination coloniale. Ainsi, un terroir du district Turkana dans le nord-ouest du Kenya n'aura pas subi le même traumatisme colonial qu'un autre de la province centrale. Le Kenya a été marqué par des niveaux très différenciés de négation missionnaire des croyances anciennes, d'oppression administrative pour envoyer les hommes sur le marché du travail, ou de stratification sociale liée à la monétarisation de l'économie, à l'apparition d'un marché foncier et au développement des cultures de rente. De fait, la recherche de sens que les habitants des terroirs ont effectué pour comprendre la domination coloniale a donné des résultats différenciés. Greet Kershaw, dans son étude de deux "villages" de Kiambu, Thuita et *Mbari ya Igi*, montre la formation et l'évolution d'un terroir kikuyu entre 1835 et 1954, où le contrôle de la terre devient progressivement le moteur de la différenciation sociale et de la survie¹⁵⁴. Hommes et femmes, aînés et cadets réagissent de façon différenciée à la pénétration coloniale et se positionnent dans le nouveau système d'inégalité et de domination qu'il implique. Mais le débat qui les anime, sur les nouvelles composantes de la réputation locale et de l'accès au pouvoir, ne dépasse pas le cadre de leur terroir. Quand il faut prendre le contrôle des institutions du district ou de l'appareil d'Etat, les fondements moraux de la responsabilité politique, dont les entrepreneurs doivent faire preuve pour être reconnus comme des leaders légitimes, disparaissent devant les règles pragmatiques de la compétition politique¹⁵⁵. L'"ethnicité morale", ancrée dans les principes de la vertu civique des terroirs, s'efface devant le "tribalisme politique"¹⁵⁶. Les entrepreneurs doivent mobiliser au-delà de leur terroir et contribuent à cristalliser l'existence des "communautés imaginaires" que la presse vernaculaire, l'économie de marché et la traduction de la Bible dans les langues vernaculaires ont déjà contribué à façonner¹⁵⁷. John Lonsdale a ainsi montré comment Jomo Kenyatta et son secrétaire particulier, Henri Muoria, dans leur journal *Mumenyeri*, ont donné naissance à un véritable nationalisme ethnique kikuyu articulant de façon cohérente, dans le langage biblique, le devenir économique et social "des fils de Gikuyu et Mumbi" à un désir de domination de l'Etat indépendant et de l'économie du pays¹⁵⁸.

Nous retrouvons ici le rôle des entrepreneurs politiques, qui dans leur souci de légitimation participent à réinventer les traditions de leur terroir en les articulant à leur projet politique personnel. Des débats éthiques qui sont apparus progressivement avec la remise en cause des fractures sociales au sein des sociétés locales, les entrepreneurs

¹⁵⁴ Kershaw (G.), *Mau-Mau from below*, Oxford, James Currey, 1997 et pour des débats semblables dans la forêt des Aberdares au sein des combattants Mau-Mau voir Lonsdale (J.), "La pensée politique kikuyu et les idéologies du mouvement Mau-Mau", *Cahiers d'études africaines*, n°107-108, 1987, pp. 329-358..

¹⁵⁵ Lonsdale (J.), "Moral ethnicity and political tribalism", in Kaarsholm (P.), Hultin (J.), eds., *Inventions and boundaries : historical and anthropological approaches to the study of ethnicity and nationalism*, International Development studies, University of Roskilde Occasional papers, #11, 1994, pp. 131-150.

¹⁵⁶ *Ibid.*

¹⁵⁷ Cf. Anderson (B.), *Imagined communities. Reflections on the origin and spread of nationalism*, London, Verso, 1983.

¹⁵⁸ Lonsdale (J.), "The moral economy of Mau-Mau : Wealth, Poverty and Civic virtue in Kikuyu political thought" in Berman (B.) et Lonsdale (J.), *Unhappy valley. Book two : Violence and ethnicity*, Londres, James Currey, 1992, pp. 315-504.

politiques ont puisé, à l'indépendance, la matière de leur légitimation afin de se positionner dans la compétition pour le pouvoir. De ce fait, ils ont eux-mêmes contribué à façonner le débat local en termes plus systématiques, à le radicaliser, en l'articulant à différentes visions du devenir commun, différents projets de société. Mais chaque arène politique nécessite ses propres ressources de mobilisation. progressivement, l'arène politique du terroir a été emboîtée dans celle du district puis dans celle du champ politique central.

-Les trois arènes de la compétition politique.

Après la Seconde Guerre Mondiale, le processus d'agrégation sociale, provoqué par l'organisation économique et administrative de la colonie sur la base des districts, finit de les placer comme unité pertinente de la compétition politique locale¹⁵⁹. Mais l'ouverture des institutions nationales aux Africains dans le cadre des constitutions multiraciales, met en place une nouvelle arène politique. De nouveaux entrepreneurs tentent de conquérir ce niveau supérieur de la compétition politique, où ils se disputent le monopole de la représentation de "leur" communauté. A cette époque, se définissent ainsi les règles de la compétition politique nationale et la légitimité des types de mobilisations face au pouvoir colonial. Ce changement d'échelle correspond également à un changement dans les sites de l'action politique et voit de ce fait la montée en puissance du rôle de Nairobi pour les élites africaines. Le système politique kényan se construit ainsi sur cette dualité entre d'une part, une compétition politique de districts, dominée par l'opposition des différents réseaux de *big men* ancrés dans leurs terroirs respectifs et d'autre part, l'arène politique centrale où de jeunes syndicalistes ou de jeunes intellectuels, viennent leur contester la légitimité de représenter les intérêts politiques africains, qu'ils définissent selon le mode de réification qui correspond le mieux à leur position sociale et politique.

Dans, la compétition politique de district, s'affrontent des générations d'entrepreneurs politiques aux ressources différenciées, selon le type de stratification sociale et le degré de renouvellement des élites dans leur propre terroir. Dans la province centrale, alors que les *chiefs* ancrés dans leurs réseaux familialo-fonciers dominant toujours le champ politique de Kiambu, à Fort Hall, ce sont les anciens de la *Kikuyu Central Association (KCA)* et leur classe d'âge qui mènent le jeu. Derrière une volonté de représentation ethnique des *big men* on trouve ainsi rapidement une multiplicité d'oppositions et de fractures qui se recoupent partiellement pour donner lieu à ce tourbillon factionnaliste qui caractérise la compétition politique entre les entrepreneurs des districts kikuyu. David Throup a ainsi montré que les affrontements entre les factions des districts de Nyeri, Fort Hall et Kiambu liés aux groupes "déracinés" de Nakuru et Nairobi, s'effectuaient tantôt sous le registre de la séniorité, tantôt sous celui des rivalités de terroirs, tantôt sous celui de la répartition des richesses¹⁶⁰.

Insister sur cette diversité, issue notamment de la diversité de la "situation coloniale" dans chaque district est fondamental. Les variations de gouvernamentalité entre les différents districts ont accentué la diversité des situations locales. La production des entrepreneurs politiques, liée au développement différencié des

¹⁵⁹ Cf. sur ce point : Low (D.A.), Lonsdale (J.), "Towards the new order (1945-1963)", in Low (D.), Smith (A.), *History of East Africa*, volume 3, Oxford, Clarendon Press, 1976, pp. 1-63.

¹⁶⁰ Throup (D.), "Moderates, militants and Mau-Mau : african politics in Kenya (1944-1952)", Annual conference of the Historical association of Kenya, Nairobi, 3-5 Janvier 1986, 45 p.

infrastructures scolaires ou aux variations dans les modes d'administration des réserves, n'a pas suivi le même rythme dans les districts de Kiambu, de Machakos ou de Kitui. Cette diversité de la gouvernamentalité coloniale permet également de comprendre la diversité des modes de politisation et les trajectoires différenciées des différents terroirs.

Il nous semble ainsi essentiel de ne pas assimiler les districts aux terroirs. Les premiers sont des unités territoriales et administratives et les seconds des espaces variés de domination sociale aux frontières poreuses et mouvantes, en redéfinition constante. Cette redéfinition correspond soit, à l'affermissement d'une domination sous l'effet de l'introduction, au bénéfice de quelques privilégiés, d'une nouvelle culture de rente ou d'une réforme agraire, soit à son relâchement et sa délégitimation, due à une sécheresse persistante, l'éclosion d'un mouvement syncrétique ou l'accentuation des attaques en sorcellerie. Le terroir est cet espace d'établissement des relations de gouvernement, de vulgarisation de la violence d'Etat, d'application des mesures d'économie politique et ainsi d'exercice de ce pouvoir qui tente de définir l'espace du pensable et de structurer les champs d'action de la contestation. Du fait des variations du peuplement, de la diversité géographique des territoires administratifs, et de l'imprévisibilité des acteurs, ces terroirs peuvent être très variés. Nous allons le voir au sein du district de Machakos. Mais au sein même des districts de Kiambu, Nyeri ou Fort Hall, derrière la domination apparente des *chiefs* ou des anciens leaders de la KCA, se cachent des négociations quotidiennes entre *mbari*, entre les différents segments de l'élite du district, entre les leaders dominants de Kikuyu, Githunguri ou Lari qui, à Kiambu, se disputent les prébendes du district et parfois sa représentation aux échelons supérieurs de la compétition politique. Comme dans le département de la Sarthe cher à Paul Bois, il existe au sein des districts kényans, une diversité politique historiquement constituée qu'il ne faut pas sous-estimer pour faire avancer notre compréhension des relations complexes entre la société et l'Etat.

En analysant la compétition politique kényane, il est nécessaire de faire le lien entre d'une part, le type de stratification sociale de chaque terroir et les diverses générations d'entrepreneurs politiques qui en sont issues, et d'autre part, l'articulation entre la politique des terroirs et celle de la colonie dans son ensemble, qui de façon croissante au cours des années quarante et cinquante, se joue à Nairobi, siège des institutions politiques centrales du pays. Ce sont alors progressivement trois arènes de la compétition politique qui s'emboîtent, et la prise en compte des trois niveaux est indispensable pour comprendre les stratégies des entrepreneurs, leur gestion des ressources politiques et leur mode de sociabilité. Le niveau du terroir tout d'abord, de la politique locale où se manifestent le plus clairement les conflits sociaux et qui reste bien souvent la source de socialisation des entrepreneurs politiques. Puis viennent les districts, que se disputent les différents réseaux et factions de terroirs et où l'enjeu de la compétition politique s'apparente souvent à la capture des positions de "straddling" (chevauchement entre les positions de pouvoir politique et les positions économiques) offertes par les LNCs qui deviennent *African District Councils* en 1950.

Siège des institutions politiques du pays, Nairobi est ainsi au coeur du troisième niveau de la compétition politique, qui s'apparente à cette époque à un positionnement face à la domination coloniale et qui ne parvient que rarement à transcender les rivalités entre les prétendants au titre de "leader de la tribu" décerné par le pouvoir colonial. Nairobi est ainsi souvent le lieu d'assimilation ou de lutte entre les différentes élites de district. La capitale kényane abrite la majorité des institutions

d'entraide communautaires et voit leurs leaders se rencontrer au sein des syndicats, des partis politiques, à toutes ces réunions hebdomadaires des *social halls* de la ville, ces lieux de sociabilité où, quelles que soient les origines, la distinction sociale se cultive dans la lecture des petites annonces de *Baraza* de l'*East African Standard*, et par le port du chapeau et de la cravate. Dans les années quarante ce sont néanmoins plusieurs conceptions de la représentation politique qui s'affrontent à travers le grand parti politique africain de l'époque, la *Kenya African Union* (KAU) : celle des *big men* s'accommode parfaitement du cadre ethnique ; au contraire celle de certains jeunes syndicalistes cherche à briser ce carcan, cette nomenclature réappropriée du mode de pensée du colonisateur déjà vulgarisée dans l'ensemble du pays et si pratiquée pour organiser la mobilisation des soutiens.

Nous venons ainsi de présenter la problématique générale de cette enquête qui est consacrée à l'entreprise politique de Paul Ngei et à la gestion de ses ressources dans les trois arènes fondamentales de la compétition pour le pouvoir au Kenya : un terroir (Kangundo), un district (Machakos), et les sommets de l'Etat. Avant de passer à la présentation de ces résultats, il reste à préciser la méthodologie suivie et les problèmes rencontrés au cours de la recherche de terrain.

-Insaisissable Paul Ngei, insaisissable terroir.

Dans la conclusion de son ouvrage consacré à une sociologie historique de l'Etat en Afrique¹⁶¹, Jean-François Bayart incite les chercheurs à éprouver son modèle d'interprétation au terrain à travers des monographies de terroirs. C'est en allant chercher le politique au village, à travers l'analyse concrète des répertoires d'action illustrant la relation entre l'Etat et la société, que le politologue pourra faire progresser sa compréhension des relations de pouvoir dans les sociétés africaines contemporaines, qu'il pourra mieux saisir ce qu'il a appelé la gouvernementalité du ventre. Il faut en effet donner chair aux concepts, les confronter au terrain et ainsi tester leur opérationnalité pour faire progresser le savoir. Ce vœu légitime ne va pas cependant sans poser quelques sérieux problèmes méthodologiques, lorsque le chercheur s'attèle au terrain¹⁶².

Le choix d'Ukambani comme terrain d'investigation s'est fixé après une enquête préliminaire sur le renouvellement des élites kenyanes à la suite des élections de décembre 1992. Cette enquête quantitative par questionnaire, réalisée auprès d'un peu plus des deux-tiers des élus locaux des districts de Murang'a et Machakos n'avait rien donné, tant du fait des problèmes méthodologiques et que des difficultés matérielles rencontrées. Les informations récoltées sur l'identité et les opinions des nouveaux élus locaux membres des partis d'opposition furent classiquement

¹⁶¹ Bayart (J-F.), *L'Etat en Afrique. La politique du ventre*, op. cit.

¹⁶² Pour des études fécondes de la politique rurale au Kenya qui ont éveillé notre attention sur la richesse d'un tel sujet voir Alila (P.O.), "Kenya general elections in Bondo and Gem : the origin of Luo ethnic factor in modern politics", Institute for Development Studies, Working paper n°403, University of Nairobi, 41p. June 1984 ; Alila (P.O.), "Luo ethnic factor in the 1979 and 1983 elections in Bondo and Gem - Kenya", Institute for Development Studies, Working paper n°408, University of Nairobi, 64p. June 1984 ; Oyugi (W.O.), "Electoral politics in Kenya : lessons from a constituency (Karachonyo)", Dept of Government seminar series on elections, n°1, Dec. 1983, mimeo, 40p ; Orwa (K.), "Political recruitment in Mbita constituency : a study in electoral politics", Dept of Government seminar series on elections, n°3, mars 1984, mimeo, 40p. ; Okuthe-Oyugi (F.C.), "The politics of continuity in change : a study of electoral politics in Ugenya constituency", Dept of Government seminar series on elections, n°2, mimeo, 1984, 23p.

déterminées par le contexte de l'entretien et la problématique sous-jacente à nos propres interrogations, qui était totalement artificielle pour nos informateurs. De plus le coût d'une telle enquête, nous étions partis avec une équipe trois assistants de recherche sillonner les zones rurales ou traquer les élus à la sortie des réunions des assemblées locales, s'était montré prohibitif¹⁶³. Cette première étape fut essentiellement l'occasion pour nous d'apprendre concrètement les problèmes du travail de terrain. Elle avait également permis de soulever un élément qui attira notre attention : deux tiers des élus locaux du district de Machakos avaient été ou étaient toujours des leaders de leur association de clan et ne s'en cachaient pas. L'association entre élection et organisation clanique de même que ses possibilités évidentes dans le contexte de mobilisation politique intense du Kenya pluraliste avaient déjà suscité notre intérêt.

De plus, au cours d'une enquête parallèle dans les collines de Kangundo sur l'économie politique de la production caféière au Kenya¹⁶⁴, un entretien avait attiré notre attention sur la personnalité contestée du leader historique de la région, Paul Ngei. Notre informateur, petit fonctionnaire en charge de la distribution des plants de café dans les années cinquante, s'était subitement raidi et fermé à toute question supplémentaire quand mention avait été faite du seul nom de celui qui fut le député de Kangundo pendant plus de vingt-cinq ans. Des conversations anodines supplémentaires avec d'autres paysans m'informèrent des passions que suscitait la personnalité de Paul Ngei, passions ancrées dans l'histoire et dans les mémoires de la colonisation et de l'indépendance. Les uns proclamaient haut et fort leur fidélité éternelle au compagnon de Jomo Kenyatta à Lodwar, les autres pestaient violemment contre les sommets de l'Etat, qui leur avaient imposé un tel leader politique pendant presque trente ans, expliquant ainsi l'absence relative de développement local. Paul Ngei a en effet la réputation de n'avoir jamais redistribué, de n'avoir jamais rien fait pour sa circonscription. Comment expliquait-on son succès électoral ? Les visages fermés laissaient alors entendre qu'outre ses liens avec le sommet de l'Etat, sa réélection systématique était due à sa capacité de mobiliser le monde de l'invisible ; et mon assistant de recherche d'ajouter : "en Ukambani, il ne peut pas y avoir de politique sans sorcellerie". Ces trois éléments furent sans doute décisifs dans le choix de Kangundo comme terrain définitif pour cette investigation sur les relations entre l'Etat et la société au Kenya. Kangundo peut être considéré comme l'un de ces terroirs historiques vers lesquels Jean-François Bayart demandait aux jeunes chercheurs de se plonger, et la relation dynamique révélée dans quelques entretiens pré-liminaires entre l'entreprise politique de son leader historique, Paul Ngei et ses habitants, semblait offrir un terrain propice à notre d'investigation.

Les anthropologues avancent souvent que le "terrain" s'impose au chercheur, bien plus que celui-ci n'impose son enquête. Cet adage s'est révélé à nouveau on ne peut plus pertinent dans le cadre de notre investigation sur l'entreprise politique de Paul Ngei dont les faces publiques ont pu être sondées. Au cours de cette enquête,

¹⁶³ Un seul résultat sembla émerger de cette enquête inachevée, la permanence de l'identité socioprofessionnelle dans le recrutement des élus, qui s'était opéré dans la majorité des cas en fonction de considérations purement locales, guidant les implantations des partis d'opposition. Nous y reviendrons dans notre dernier chapitre.

¹⁶⁴ Le projet IFRA/MOCA dont nous avons tiré une étude sur les voies tourmentées de l'accumulation caféière au Kenya. Cf. Grignon (F.), "Les voies tourmentées de l'accumulation caféière au Kenya. Ajustement *Nyayo* et ajustement structurel", IFRA, mimeo, 1995, 30p.

nous avons ainsi tenté de recueillir toutes les sources écrites traitant de la carrière de l'homme politique kamba en essayant de suivre un plan de travail aussi rigoureux possible. Nous sommes ainsi devenu relativement intime avec les archives nationales du Kenya, dont les rapports officiels de l'administration provinciale sont toujours une source d'information extrêmement riche. Ces sources officielles ont pu être étendues jusqu'à l'inspection des dépôts d'archives personnelles des administrateurs coloniaux, existant de la *Rhodes House Library* de l'Université d'Oxford, de même que des documents concernant les frontières du district de Machakos présents au *Public Record Office*, basé à Kew dans la banlieue de Londres. Pour la partie historique de notre enquête, nous avons également eu la chance de pouvoir bénéficier des transcriptions d'une trentaine d'entretiens d'un doctorant en histoire de John Lonsdale, qui n'acheva jamais ses recherches sur le district de Machakos¹⁶⁵.

Les sources d'archives, inaccessibles après 1966, ont été complétées pour la période sub-séquente par une enquête aussi complète que possible dans la presse et la littérature scientifique produite sur le Kenya. Ces sources, facilement accessibles et déjà assez importantes, ne représentent néanmoins que la partie émergée de l'iceberg. Les quatre cinquièmes des données pertinentes pour l'analyse de l'entreprise de politique de Paul Ngei, sont immergés, profondément enfouies dans le terreau social de Kangundo et dans les méandres de la compétition factionnaliste ayant agité le Kenya indépendant. Pour les décrypter, nous avons passé en nombre de jours cumulés, un peu plus de trois mois sur les collines de Kangundo elles-mêmes, entrecoupées par des "chasses" à l'informateur dans le district de Machakos, qui n'ont malheureusement pas toujours été couronnées de succès.

Comme nous l'avons déjà précisé, le point de départ de cette enquête sur les collines de Kangundo fut la réalisation d'une investigation préliminaire sur le degré de renouvellement du personnel politique local dans le district de Machakos après les élections de 1992, complétée par des entretiens presque anodins sur la nature des relations politiques dans la région. Cette enquête préliminaire par questionnaire qui portait sur l'identification des nouveaux élus locaux avait montré l'importance sociale des associations de clans dont la grande majorité des élus étaient des responsables affichés. Les résultats de cette enquête guidèrent les premiers développements de notre investigation. A partir des premiers entretiens ainsi obtenus puis approfondis, nous avons cherché à reconstituer les réseaux de mobilisation actifs politiques au cours de ces trente dernières années. Outre cette enquête proprement "politique", une enquête plus anthropologique a été menée dans la *location* de Kakuyuni, où nous avons tenté de saisir les racines historiques du terroir de Kangundo, ses lignes de fractures, ses débats profonds. Cette seconde enquête a été de loin la plus problématique. L'approche anthropologique demande du temps, de l'obstination, mais aussi une approche englobante du terrain à laquelle nous n'avions été ni formé ni préparé. Les coopératives, les associations, les églises, les maisonnées ne forment que le squelette d'un tissu social, qui, pour être saisi dans sa substance, demande par exemple une investigation approfondie sur les systèmes de parenté et stratégies matrimoniales si déterminantes au niveau local. De cette "substantifique moelle" nous

165 Jeremy Newman entra au *Foreign Office* australien à la fin des années soixante-dix, avant d'achever ses recherches de doctorat. Il avait laissé les transcriptions d'une trentaine d'entretiens à John Lonsdale, afin que celui-ci puisse les confier à l'un de ses futurs étudiants, acceptant de reprendre sa recherche sur Machakos. John Lonsdale nous en confia une copie en 1995. Ces entretiens sont listés et numérotés dans la présentation de nos sources et référencés par les trois lettres NEW, suivi de leurs numéros respectifs.

n'avons souvent qu'aperçu le mirage, une image floue et insaisissable, au combien attirante mais qui semblait mener toujours plus loin du politique, toujours plus loin de notre objet. Cette immersion presque totale du politique dans le social et dans le secret des alliances de pouvoir, est un obstacle permanent pour le déchiffrement des faits, pour la mise en place d'une analyse cohérente, précise et systématique. A multiples reprises, il nous a semblé ne pouvoir percevoir que l'une des facettes de cette partie immergée de l'iceberg, nous demandant alors de tourner autour de notre objet pour en révéler les multiples dimensions. Nous ne pouvions cependant jamais vraiment réussir à dresser une vision d'ensemble, comparable à ces grandes perspectives finement ciselées qui caractérisent les tableaux politiques de la France régionale, comme l'ouest d'André Siegfried, la Sarthe de Paul Bois, ou le Var de Maurice Agulhon.

L'une des barrières infranchissables que nous n'avons pu briser fut la maîtrise de la langue. Cette enquête de terroir avait été lancée avec l'espoir de pouvoir recueillir au moins une parcelle des débats locaux, des représentations en débat, dont John Lonsdale ou Stephen Feierman ont si bien su rendre compte dans leurs études du mouvement Mau-Mau ou du royaume Shambaa de Tanzanie¹⁶⁶. Que ces deux chercheurs soient parvenus à ces résultats après trente années d'investigation sur le même terrain est sans doute significatif de cette méthodologie de l'intimité si nécessaire pour faire progresser la compréhension du politique. L'énonciation du politique dans les terroirs ne peut être abordée que dans les langues vernaculaires et souvent, "à la volée". Steven Feierman confessait ainsi que les données les plus intéressantes de son enquête avaient été furtivement saisies en écoutant discrètement les conversations politiques de ses voisins en kishambaa, dans les "tea shop" du nord-est de la Tanzanie. Cette gestion de la langue, du temps et de l'intimité est un véritable défi pour le chercheur, un problème non-résolu qui transparaît dans cette étude¹⁶⁷.

Enfin, le problème majeur que nous avons dû affronter dans cette enquête aura enfin été la personnalité même du leader de Kangundo, qui a bien des égards s'est montré insaisissable. Malheureusement, les archives sonores de la BBC ou de KBC ne semblent pas avoir gardé trace de ses discours incendiaires en kikamba dans les années soixante. Notre analyse de l'énonciation du politique n'en sera que plus allusive. Le refus absolu de Paul Ngei lui-même de répondre à nos questions ou de nous ouvrir ses archives personnelles (il nous a confessé avoir gardé des exemplaires des journaux qu'il publiait dans les années quarante mais n'a pas voulu nous y donner accès), aura été en quelque sorte une déception. Quelles que soient les raisons données par celui-ci, qui nous a toujours reçu courtoisement, il semble que l'histoire politique kényane soit toujours un brûlot incendiaire chargé de passions. Au cours de sa carrière politique, Paul Ngei a, de plus, construit une légende, qu'il ne veut sans doute pas contribuer lui-même à ternir.

¹⁶⁶ Cf. Lonsdale (J.), "The moral economy of Mau-Mau : Wealth, Poverty and Civic virtue in Kikuyu political thought" in Berman (B.) et Lonsdale (J.), *Unhappy valley. Book two : Violence and ethnicity*, Londres, James Currey, 1992, pp. 315-504 et Feierman (S.), *Peasant intellectuals. Anthropology and History in Tanzania*, Madison, The University of Wisconsin Press, 1990.

¹⁶⁷ Nous avons développé une réflexion sur les problèmes théoriques et méthodologiques de l'analyse de l'énonciation du politique dans Grignon (F.), "Espace public, démocratisation et imaginaires politiques. Remarques théoriques et méthodologiques à propos d'une recherche sur le Kenya", IFRA, mimeo, 1996, 25p.

La présentation de nos résultats suit l'évolution historique de l'entreprise politique de Paul Ngei à Kangundo, depuis ses origines sociales, dans la seconde gouvernamentalité coloniale aux années *Nyayo*. Chaque partie représente l'une des grandes phases de la carrière politique de Ngei mais également une étape dans la construction de l'Etat colonial et post-colonial. Successivement, nous avons ainsi tenté d'illustrer le travail du politicien entrepreneur en montrant comment celui-ci a dû ajuster la gestion de ses ressources politiques aux changements survenus à la tête de l'Etat, mais également sur les collines de Kangundo. Dans la première partie, la naissance de l'entreprise politique de Paul Ngei est analysée. Dans le contexte de la seconde gouvernamentalité coloniale, celui-ci ne semblait avoir aucune chance de lancer une entreprise politique sur les collines. Jeune agitateur urbain exclu des associations d'anciens combattants et de solidarité communautaire, il ne prit aucune part à l'éveil politique de son terroir, dominés par les *big men* en quête d'accumulation (chapitre 2). Cependant, la détention de Ngei au début de l'état d'urgence, en 1952, et les conséquences sociales de la seconde gouvernamentalité coloniale changèrent radicalement cette situation (chapitre 3). Ngei fut littéralement plébiscité comme le représentant "naturel" de Kangundo à sa libération, en 1961. Ce plébiscite ouvre notre enquête sur les années de croissance de son entreprise politique (deuxième partie, 1961-1969). Après deux années flamboyantes de mobilisation électorale, au cours de laquelle Ngei devint le défenseur des paysans sans terre et forma une équipe politique remportant la quasi-totalité des sièges dévolus aux districts kamba en 1963 (chapitre 4), il fit cependant un apprentissage douloureux des règles de la compétition politique mises en place par Jomo Kenyatta et ses alliés. Sa carrière politique fut compromise par un scandale, qui illustra pleinement les modalités de structuration de l'alliance hégémonique dans le pays et les ressources politiques indispensables pour y accéder (chapitre 5). Cet apprentissage le porta vers les âges de la maturité de son entreprise politique (troisième partie, 1969-1990). Au cours des années soixante-dix, il parvint ainsi à se faire coopter au sein de la "famille royale" Kenyatta, devenant "le roi des Kamba" (chapitre 6). Mais le changement de régime, en 1978, lui fut fatal. Son entreprise politique commença alors un lent déclin alors que Kangundo commençait également à se lasser de l'entreprise politique de Paul Ngei (chapitre 7). A travers l'étude de celle-ci, nous allons ainsi parcourir un demi-siècle d'histoire politique kényane et de mutations profondes des relations entre Etat et société à Kangundo.

Première partie :
La naissance d'une entreprise politique (1945-1961).

Jusqu'à la Seconde Guerre Mondiale, la première gouvernamentalité coloniale s'apparente à l'établissement d'un contrôle politique dans les aires de peuplement africain, définies comme étant des réserves, afin de produire la main-d'œuvre et les revenus nécessaires au fonctionnement d'une économie vouée à la prospérité de la minorité blanche installée dans le pays. Cette gouvernamentalité de l'Etat se définit en fonction de trois éléments : la construction d'un appareil technique de contrôle politique, avec toute l'ingénierie institutionnelle et le savoir bureaucratique pouvant être mise à la disposition l'Etat moderne (ces cartes, routes, armes, moyens de communication, son droit, ses règles de fonctionnement bureaucratique, ses frontières, etc.); la mise en place d'une économie de marché, à travers l'établissement d'un marché du travail, d'un marché foncier et d'une monétarisation des échanges de biens et services; et enfin la formation d'une assise sociale de l'Etat destinée à ancrer sa domination dans les réserves à travers des relais locaux en leur donnant le pouvoir et les moyens économiques et sociaux d'établir leur domination. Cette formation de l'Etat passe notamment par la cooptation d'un certain nombre d'africains au sein de l'administration coloniale tout d'abord par le recrutement des meilleurs intermédiaires possibles, puis par la production d'une élite éduquée, de plus en plus impliquée dans le fonctionnement administratif de l'Etat dans les réserves.

La révolution conservatrice que représente l'établissement de tels projets de domination au cœur de société jusqu'alors marquée par un profond enracinement de valeurs égalitaristes et une mobilité constante des unités de peuplement, connaîtra différente réaction en fonction des modalités précises de formation de ces terroirs. Du fait de préjugés ethnistes, des détenteurs du pouvoir colonial et de l'organisation économique et géographique particulière de cette entreprise de domination, la gouvernamentalité de l'Etat ne fut en effet pas la même dans l'ouest du pays, dans les grandes plaines de la Vallée du Rift, autour du Mont Kenya ou sur la côte. De ce fait, le type de réaction à cette domination produite au sein des différents terroirs, va varier considérablement. Sur les hautes terres aux pieds du Mont Kenya, le projet colonial va s'inscrire dans la continuité des grandes famines des années 1880 qui avait déjà vu la formation de systèmes d'inégalités jusque-là inconnus. Dans le sud de la vallée du Rift, le maintien d'un système pastoral limité provoque la dégradation du mode de vie des populations maasai mais sans remettre en cause avec la même brutalité une organisation sociale qui tentera avec difficulté de se reproduire. Dans l'ouest du pays, la coïncidence entre le maillage administratif et le peuplement lignager, facilite la mise en place de systèmes de domination, même si celle-ci connaît une contestation permanente des lignages dominés. Mais plus que le maillage administratif, la densité du maillage missionnaire et le zèle mis par les différentes missions dans leur projet de christianisation remettent en cause l'organisation sociale locale. Densité du maillage administratif, densité du maillage missionnaire et pénétration de l'économie de marché sont les trois éléments discriminants qui provoqueront la formation de différents terroirs.

Or, dans le district de Machakos, nous avons vu qu'il s'était développé une grande disparité entre les locations nord et les autres régions du district, sans toutefois

que les premières connaissent une situation véritablement comparable à celle des districts de la province centrale ou de Nyanza. En effet, la violence du projet missionnaire va provoquer dans la première une crise politique et morale sans précédent (la crise de la circoncision), et le développement des productions de maïs et du coton ont fait de celle de Nyanza le grenier agraire du pays devant être contrôlés avant la même la première guerre mondiale. Mais ce n'est qu'à la fin des années vingt que les premières charrues se répandent à Kangundo autour de ma mission de Muisuni et de ses dépendances. La vente du bétail et la production de poulet avait jusque-là permis aux plus entreprenants de faire leurs affaires. Mais la faiblesse de l'implantation missionnaire et de leurs écoles, déplorée par les élites du district, avait contribué à entretenir l'indocilité de populations kamba, sur lesquelles l'administration coloniale n'était toujours parvenue à la fin des années trente, ni à établir un contrôle politique sans faille, ni à forcer ses jeunes hommes sur le marché du travail. La crise de 1938-39 fut extrêmement limitée, provoquée par la situation précise de quelques *locations*, dont Kangundo, Matungulu et Ngelani.

88, tournant?
 Δ
 Ainsi, la situation particulière qui s'est développée dans ce terroir au cours de la première gouvernamentalité coloniale n'est pas suffisante pour expliquer la naissance de l'entreprise politique de Paul Ngei qui, à l'indépendance, rencontre un véritable plébiscite dans tout le district. Comme l'ont suggéré Donald Anthony Low et John Lonsdale¹, la seconde colonisation du Kenya marque également un tournant dans l'histoire du pays car elle achève l'emboîtement des différentes arènes de compétition pour le pouvoir du niveau local au niveau national. Ce ne sont plus désormais seulement dans les terroirs ou les districts que s'organise la compétition politique. L'ouverture du *Legislative Council* à la représentation des intérêts africains met en place un triple système de compétition politique où l'entrepreneur doit désormais s'affirmer dans son terroir pour avoir une chance de s'imposer au niveau du district, et conquérir son district pour avoir une chance de s'imposer comme le leader de son groupe ethnique au niveau national. Cette logique de représentation imposée par la colonisation et avidement reprise à partir de 1955 par les élites des différents districts à la recherche de circonscriptions captives, est uniquement perturbée par l'agitation des leaders syndicalistes de Nairobi ou Mombasa qui parviennent à mobiliser leurs soutiens sur d'autres combinaisons politiques. Ce triple emboîtement des arènes de compétition politique doit nécessairement être pris en compte dans notre analyse de la croissance d'une entreprise politique, qui, au lendemain de la Seconde Guerre Mondiale, n'en est qu'à ses balbutiements.

Celle-ci est parfois analysée comme marquant un tournant dans l'histoire du Kenya. L'implication des troupes africaines dans un conflit qui les emmène en Birmanie ou en Syrie, leur intégration dans une armée où la *colour bar* n'a pas de sens sont censées agir comme des détonateurs politiques qui provoquent la montée du nationalisme. En combattant pour sauver l'Empire, l'Afrique prend conscience de sa soumission et n'aura plus d'autre désir que de s'en libérer. Cette vision romantique et nationaliste de l'accélération du processus historique menant à la décolonisation s'accorde pourtant mal avec les faits. Comme nous allons le voir, très peu de soldats kamba s'engagent dans un activisme politique radical après la Seconde Guerre Mondiale malgré les déceptions de la démobilisation. Paul Ngei est une exception. Le jeune et turbulent sergent des *Kenya African Rifles* est même rejeté par ses pairs.

¹ Cf. sur ce point : Low (D.A.), Lonsdale (J.), "Towards the new order (1945-1963)", in Low (D.), Smith (A.), *History of East Africa*, volume 3, Oxford, Clarendon Press, 1976, pp. 1-63.

Dans leur grande majorité ceux-ci veulent uniquement participer aux activités de la grande association de promotion des intérêts communautaires, l'*Akamba Union*. La vie politique du district de Machakos se focalise essentiellement autour des débats du *Local Native Council*, où Paul Ngei n'a pas sa place. Tout d'abord, il est trop jeune. En 1948, date du renouvellement des élus d'avant-guerre, il n'a toujours que vingt-cinq ans. Ensuite, la politique qui se pratique dans cette assemblée locale concerne avant tout les *big men* locaux et Paul Ngei, malgré sa fréquentation de la célèbre *Alliance High School* n'a pas trouvé d'emplois salarié après-guerre. Il a repris quelques années ces études puis a profité de la vie à Nairobi, devenant successivement figurant de cinéma, journaliste et activiste anti-colonial au sein de la branche locale de la *Kenya African Union*. A la fin des années cinquante, la rencontre semble donc bien improbable entre cet agitateur urbain et le terroir de Kangundo, où la préoccupation la plus importante est le terrassement des collines et le déplacement d'une partie de la population vers le sud du district, à Makueni (Chapitre 2).

Mais, la Seconde Guerre Mondiale marque bien un tournant radical à Kangundo en raison de la brutalité du retour du travail forcé, dans le cadre de ce que Donald Anthony Low et John Lonsdale ont appelé la "seconde colonisation"². En quelques années, après l'annonce radiodiffusée par le nouveau gouverneur Sir Philipp Mitchell que le 1er janvier 1946 serait le "D Day" pour le district de Machakos, l'administration du district a été totalement bouleversée. Les personnels techniques destinés à mettre en place la réhabilitation des sols et le transfert des surplus de population vers Makueni se multiplient et maillage administratif se resserre considérablement. Parallèlement, l'administration trouve en la personne des anciens soldats ayant investi des associations de clans, de nouveaux interlocuteurs pour assurer la mise au travail des jeunes et des femmes afin de lutter contre l'érosion. Cette seconde gouvernamentalité coloniale fournit ainsi de réelles possibilités de création d'un système de domination et d'inégalités sur les collines de Kangundo, marquées jusque-là par l'indocilité de ses habitants. C'est ce contexte de tension sociale, qui donne une première clef d'explication à la naissance de l'entreprise politique de Paul Ngei à Kangundo dans la deuxième moitié des années cinquante. Face aux fractures sociales issues de la période d'état d'urgence, le prisonnier de Kapenguria porte tous les espoirs des victimes de la seconde gouvernamentalité coloniale (Chapitre 3).

² Low (D.A.), Lonsdale (J.), "Towards the new order (1945-1963)", in Low (D.), Smith (A.), *History of East Africa*, volume 3, Oxford, Clarendon Press, 1976, pp. 1-63.

Chapitre 2 :

Paul Ngei et Kangundo, une rencontre improbable (1945-1961).

Introduction

Au lendemain de la Seconde Guerre Mondiale, la gouvernamentalité de l'Etat colonial connaît une mutation profonde. L'effort de guerre demandé aux réserves pour soutenir l'approvisionnement des différents fronts a encore accru les problèmes d'érosion et d'autosuffisance qui se sont imposés comme l'enjeu agraire dominant des années trente. Les domaines ont profité des opportunités offertes par la mobilisation de l'économie coloniale pour mettre en place leur entrée dans une agriculture plus capitaliste, à haut rendement et ne nécessitant plus que des relations purement contractuelles avec ses employés africains. Pour les colons, le système d'exploitation agricole extensif appuyé sur une forte population de squatters est en train de laisser la place à des techniques de production intensives nécessitant une forte mécanisation et la rentabilisation de tout l'espace disponible. La protection de ces grands domaines, qui génèrent enfin des profits, devient l'une des préoccupations centrales d'un gouvernement colonial qui craint désormais l'explosion dans les réserves kikuyu, kamba ou kipsigis surpeuplées, ne pouvant parfois plus se nourrir et devant bientôt faire face au retour des squatters après celui des soldats. Cette situation l'incite à mettre en place un plan gigantesque de rénovation foncière des terres africaines dont le peuplé district de Machakos est l'une des cibles principales. Dès 1944, les différents programmes de développement des réserves sont placés sous une autorité de tutelle créée pour l'occasion, la *Development And Reconstruction Authority* (DARA)¹.

Cette nouvelle phase de l'administration coloniale voit se développer considérablement les services techniques des représentations locales des ministères et s'organise, principalement, au détriment des autorités territoriales, les *Provincial* et *District Commissioners* (PCs et DCs). L'expertise statistique et bureaucratique des premiers, vient concurrencer l'éthique paternaliste des seconds, habitués à sentir la situation de "leur réserve" au contact direct des *chiefs* et des aînés pendant leurs tournées². Une certaine confusion administrative intervient donc à un moment où les moyens en hommes, en matériels, et les crédits n'auront jamais été aussi importants. Les portes d'accès aux positions de chevauchement entre l'administration locale et les activités commerçantes (*straddling*) ne s'en trouvent en fait que plus élargies et l'une des populations du district de Machakos inquiétant le plus l'administration coloniale en 1944³, les anciens soldats, se révèle au terme des années quarante parfaitement réinsérée dans la société rurale kamba.

¹ Berman (B.), *Control and crisis in colonial Kenya. The dialectic of domination*, London, James Currey, 1990, pp. 256-257.

² Berman (B.), *Control and crisis in colonial Kenya*, op. cit., pp. 282-292.

³ Une série de rapports centrés sur les problèmes de leur réinsertion après guerre en témoigne et fut commandée par le gouvernement dès 1943. Cf. Easterbrook (D.), "Kenyan askari in World

L'hypothèse de John Lonsdale, selon laquelle l'Etat colonial n'a rien perdu de ses capacités de cooptation après-guerre alors que la vie politique africaine reste avant tout profondément ancrée aux réalités locales, doit donc être prise très au sérieux⁴. Ce qui a pu être appelé le "miracle de Machakos" par la romancière Elspeth Huxley⁵, illustre concrètement les voies de la formation d'une société politique participant pleinement à la gouvernamentalité de l'Etat, à la vulgarisation sociale profonde du pouvoir colonial. En ce sens, Paul Ngei constitue un ancien combattant atypique. Engagé dans l'armée à seize ans, il se détourne rapidement de tout projet de réinsertion locale après sa démobilisation. Il reprend ses études mais, comme nous allons le voir, même après deux années passées au prestigieux *college* de Makerere en Ouganda, il ne tente pas de trouver un emploi salarié, qui lui permettrait de constituer une dot et de s'établir avec femmes et enfants à Kangundo. Paul Ngei ne recherche pas la compagnie de ses aînés, ou la possession d'un commerce local. Il préfère vivre à Nairobi en célibataire, faire du cinéma ou participer au débat intellectuel qui agite la presse africaine de l'époque. Il fréquente les militants de la *Kenya African Union* à Nairobi. Progressivement, il se révèle également d'une fibre beaucoup plus anti-coloniale que la grande majorité des anciens-combattants. Après la Seconde Guerre Mondiale, un premier grand parti politique africain est né des volontés de réformes politiques du gouvernement colonial. En juin 1944, Eliud Mathu, un enseignant de Kiambu, avait été nommé au *Legislative Council* pour assister le révérend Beecher dans la représentation des intérêts africains⁶. Un parti politique, la *Kenya African Union*, s'est organisé autour de lui, subissant tout d'abord la méfiance du gouvernement, mais s'imposant bientôt comme l'organe privilégié d'expression des revendications africaines.

Les Kamba de Machakos, l'administration coloniale ne cessera de s'en féliciter, n'ont pratiquement pas bougé pendant l'insurrection Mau-Mau. Il ne faut cependant pas surestimer le nombre d'emplois que les grands plans de réhabilitation du district et de transfert de population ont offerts aux anciens soldats. Leur formation militaire était trop partielle et trop peu spécialisée dans les domaines qui intéressent les services techniques de la nouvelle administration (agronomie, hydrologie, services vétérinaires) pour qu'ils y soient recrutés en masse. On ne peut donc pas attribuer au plan ALDEV (*African Land Development Program*), qui finance les transferts de population vers Makueni, la construction des barrages, ou la préparation de nouvelles aires de pâturage, la responsabilité du détournement progressif des anciens soldats de

War II and their demobilisation with special reference to Machakos district", dec. 1973, mimeo, p. 5. Cf. infra pour plus de détails.

⁴ Lonsdale (J.), "On the periodization of Kenya's colonial history", in Myrick (B.), Easterbrook (D.L.), Roelker (J.R.), *Three aspects of crisis in Colonial Kenya*, Maxwell School of citizenship and public affairs, Syracuse university, 1975, pp. XIV-XV.

⁵ Cf. Huxley (E.), *A New Earth*, London, Chatto and Windus, 1960, Chap. 12.

⁶ La représentation africaine au *legislative council* a été augmentée de un à trois membres en 1948 et compte alors un représentant Kamba, *Chief Uku Mukima d'Iveti*. Pour répondre à la mobilisation indienne de 1923 en faveur d'une représentation égale à celle des colons, un document officiel, le "Devonshire whitepaper", avait affirmé la suprématie des intérêts africains sur toute autre considération. Un missionnaire fut alors nommé pour les représenter, dans la plus pure tradition paternaliste coloniale. Pour plus de détails sur ce point, voir Bennet (G.), "Imperial paternalism : the representation of african interests in the Kenya Legislative Council", in Robinson (K.), Madden (F.), *Essays on Imperial government*, Oxford, Basil Blackwell, 1963, pp. 141-169 et Kamoche (J.G.), *Imperial trusteeship and political evolution in Kenya (1923-1963)*, Washington, University Press of America, 1981.

toute mobilisation politique anti-coloniale. Cette passivité relative du district Kamba pendant l'insurrection illustre surtout le degré de pénétration sociale qu'atteint la gouvernamentalité de l'Etat, dont le souci de "reculturation" des populations africaines rencontre la volonté des anciens soldats d'imposer une nouvelle discipline communautaire sur les collines, pour mieux masquer les inégalités sur lesquelles s'appuie leur réinsertion sociale. En effet, dès la fin des années quarante, une multitude d'associations de clans apparaît à Kangundo, recrutant massivement au sein de la population des anciens-combattants. Ces associations de clans illustrent un projet d'établissement d'une société rurale patriarcale, où les cadets, jeunes et femmes, doivent une soumission absolue à leurs aînés, et doivent surtout leur offrir leur force de travail. Elles expriment la congruence des intérêts de l'élite dominante du district et de la nouvelle gouvernamentalité coloniale, toutes deux engagées dans la redéfinition du champ du pensable des sociétés locales, axé désormais presque exclusivement sur la discipline communautaire. Ce contexte politique local rend dès lors extrêmement improbable la naissance de l'entreprise politique de Paul Ngei à Kangundo. A la différence des autres représentants de Machakos au sein de la KAU, Paul Ngei ne dispose d'aucune ressource de patronage, d'aucune reconnaissance locale et jouit même à cette époque d'une assez mauvaise réputation sur les collines. Comme nous allons le voir maintenant, l'éveil politique de Kangundo s'opère largement en son absence et tout au long des années quarante, les attrait de la seconde gouvernamentalité coloniale ne cessent de charmer les élites locales.

A) *L'éveil politique de Kangundo sans Paul Ngei.*

La guerre a profondément transformé la société de Kangundo. Les Kamba, autrefois si réticents à toute entrée sur le marché du travail, se sont cette fois massivement engagés dans l'armée et les administrations accompagnant l'effort de guerre, laissant bien souvent aux femmes le soin d'assurer la gestion des affaires familiales. Le *District Commissioner* estime, en 1945, que 50 % des hommes en âge de travailler ont quitté la réserve⁷. Environ 12 000 hommes ont rejoint l'armée, 14 000 l'administration de guerre et 12 000 le marché du travail, parmi lesquels on compte seulement 7 800 squatters⁸. Comme le soulignent A. Clayton et D. Savage, l'impact de la Seconde Guerre Mondiale n'eut rien de comparable avec celui de la première et sa conscription forcée au sein des *Carrier corps* menant directement à la mort⁹. L'Afrique de l'est ne fut pas un théâtre central du conflit mais plutôt une base arrière de ravitaillement et de soutien aux différents fronts. Le recrutement est-africain s'y fit la plupart du temps sur la base d'un volontariat parfois enthousiaste¹⁰. Dès 1940, aux 4 400 hommes recrutés dans la réserve, il faut ajouter 2 000 autres de ses ressortissants sont engagés à l'extérieur du district. Un flot qui ne se tarit pas en 1941, puisque 5 345 Kamba de Machakos supplémentaires furent engagés¹¹. Les soldats africains furent essentiellement répartis sur trois types d'affectations : (1) Le combat, au sein des *Kenya African Rifles* et des unités spéciales qui furent engagées lors d'opérations en Somalie, Ethiopie, à Madagascar et en Birmanie; (2) la reconstruction, au sein du Corps des Pionniers Auxiliaires Africains (*African Auxiliary Pioneer Corps*), qui servit lors des campagnes éthiopiennes et au Moyen-Orient, employé aux gros travaux de réparation des infrastructures de communication (routes, ponts, etc.) près du front; (3) la main-d'oeuvre, avec le Service du Travail Militaire Est-Africain (*The East African Military Labour Service*) engagé par l'armée et ses contractants sur des projets locaux de construction. Une minorité servit par ailleurs dans les signaux, le Corps des Electriciens et Mécaniciens d'Afrique de l'Est (*East African Electrical and Mechanical Engineers*) et le Corps des Instituteurs d'Afrique de l'Est (*East African Educational Corp*)¹². Biens payés, nourris, logés, soignés et blanchis, les engagés africains avaient par ailleurs l'opportunité d'apprendre à lire et à écrire en anglais et parfois de passer leur permis de conduire, de devenir mécanicien, électricien, cuisinier, ou infirmier. En 1942, le centre de formation des artificiers indigènes de Nairobi, apportait trois cents techniciens supplémentaires à l'armée tous les trois mois¹³. La réinsertion économique et sociale en zone rurale de ces hommes dont la vie avait été totalement transformée par la guerre, que ce soit pour leur entrée sur le marché du

⁷ Rappelons que ce taux n'était que de 12,3 % environ dix ans plus tôt. Cf. Chapitre 1.

⁸ KNA, MDAR (1945), DC/Mks.1/1/29.

⁹ Sur ce point voir Savage (D.C.), Munro (J.F.), "Carrier corps recruitment in the British East Africa protectorate, 1914-1918", *Journal of African History*, VII, (2), 1966, pp. 313-342.

¹⁰ Paul Tiyambe Zeleza donne une description peut-être un peu moins idyllique de la conscription en insistant sur le recours massif à la force et à la propagande. Nous n'avons pu en déceler les éléments pour les district de Machakos tant l'enrôlement dans l'armée semble satisfaire un véritable besoin de revenus à l'époque. Cf. Zeleza (P.), "Kenya and the second world war", in O'chieng' (W.), ed., *A modern history of Kenya*, op. cit., p. 147.

¹¹ Easterbrook (D.), "Kenyan askari in World War II", art. cité., p. 3.

¹² *Ibid.* p. 4.

¹³ Clayton (A.), Savage (D.C.), *Government and labour in Kenya*, op. cit., pp. 232-234.

travail ou leur établissement familial, s'inscrivit comme un véritable défi pour l'administration. Dès leur retour, les vétérans se manifestèrent, réclamant qu'on leur donne en priorité les moyens de réussir leur réinsertion locale et de donner à leurs enfants cette éducation si nécessaire à toute ascension sociale. Ils s'investirent au sein de l'*Akamba Union*, et participèrent localement aux activités de la KAU.

Paul Ngei, qui était pourtant l'un d'entre eux, n'a pas suivi cette voie. Il nous faut donc présenter maintenant les premières années de sa formation politique, afin de mieux en saisir les particularités, comparées au chemin suivi par la majorité des autres anciens combattants.

1. Un ancien combattant atypique.

Dès leur démobilisation, les anciens combattants du district de Machakos sont tourmentés par une seule préoccupation : garder le statut social que leur a conféré leur participation à la guerre. Souvent, ils sont partis du district sans avoir reçu d'éducation primaire. Or, ils reviennent des combats en sachant lire et écrire. Ils ont été bien nourris. Ils ont perçu une solde confortable, qui a permis à leur famille de survivre pendant les années de sécheresse. Ils ont conscience des sacrifices offerts à la défense de la Couronne mais surtout se sentent bien plus aptes à la servir que bon nombre de représentants de l'administration locale. Les anciens soldats "ont la grosse tête" ne cesse d'écrire le *district commissioner* dans ses rapports administratifs. Ils veulent devenir la nouvelle élite du district, les guides de leurs communautés rurales, trop longtemps trompées, selon eux, par les *chiefs* et leurs acolytes. Telle n'est pas pourtant la principale préoccupation de Paul Ngei en 1945. Il n'a que vingt-deux ans et n'est pas pressé de s'établir à Kangundo.

-Du soldat au journaliste.

Faute d'avoir pu les confirmer en sa compagnie, nous ne disposons que de peu d'éléments biographiques précis sur le parcours de Paul Ngei avant la Seconde Guerre Mondiale et jusqu'à son élection comme secrétaire adjoint de la KAU-Nairobi en juin 1951. Paul Ngei a cependant accordé récemment une interview biographique dans un hebdomadaire, vraisemblablement afin de préparer un retour pour les élections de 1997, et celle-ci offre quelques éléments d'information sur cette période¹⁴. Cette interview biographique tient cependant plus de l'hagiographie que du reportage critique, nous ne reprendrons ainsi de ses informations qu'avec les plus grandes réserves. Cependant, il en ressort un élément important. Dès ses années de formation politique, un dilemme structurant de sa future carrière apparaît. Paul Ngei est pris dans la contradiction entre d'une part son appartenance à l'élite éduquée de Kangundo qu'alimente le souci et le besoin d'insertion locale du *mundu munene kamba*, le *big man*, l'homme important, qui est respecté pour sa réussite économique et sociale, et d'autre part l'action politique radicale vers laquelle le porte son âge et surtout son caractère ombrageux.

Paul Ngei est né le 18 octobre 1923 dans la *location* Matungulu, qui se situe aujourd'hui dans la division de Kangundo du district de Machakos. Il est le petit-fils du *paramount chief* Masaku, le grand devin qui s'enrichit considérablement en devenant l'intermédiaire commerçant privilégié de John Ainsworth, lors de

¹⁴ *The East African Chronicle*, 15/05/97.

l'installation de l'*Imperial British East African Company* (IBEAC) au coeur des collines d'Ulu, sur la route des caravanes. Le troupeau de Masaku devait sûrement être l'un des plus imposants de la région. Il dut donc envoyer ses fils dans les zones voisines moins peuplées pour chercher des aires de pâturages. Lors ce déplacement, qui coïncide historiquement avec la pacification des collines, au cours de laquelle toutes les habitations de Matungulu furent rasées, et avec les grandes famines consécutives aux épidémies de variole, le père de Ngei trouva sans aucun doute des terres fertiles et inhabitées, où il décida par la suite de s'installer. Créant sa propre unité de peuplement, le père de Ngei resta semble-t-il en bons termes avec l'administration de cette partie du district puisqu'il put envoyer son fils à la *Machakos Boys Primary School*, avant de le transférer en 1927 à la célèbre *Alliance High School* de Kikuyu, dans le district de Kiambu. Dans ces deux écoles, Ngei est accompagné d'Henri Mulli, son futur opposant, qui devient à l'époque son ami, et qui est très probablement un cousin par alliance¹⁵. Mais contrairement à Henri Mulli qui termine sa scolarité, il quitte prématurément l'école secondaire à seize ans pour s'engager dans l'armée et participer aux combats de la Seconde Guerre Mondiale. Cette interruption de scolarité est surprenante. Paul Ngei avance dans son entretien récent que ce sont les autorités coloniales qui l'ont mobilisé et l'ont envoyé pour être formé au dépôt militaire de Mbagathi. Il est cependant peu probable qu'un étudiant de l'*Alliance High School* soit ainsi mobilisé, alors que ses camarades poursuivent leurs enseignements. Henri Mulli a, lui, achevé sa scolarité sans perturbation. Il est donc possible que Ngei ait quitté l'école de son chef pour s'engager dans l'armée, ou qu'il ait été renvoyé pour indiscipline ou un autre mauvais comportement. Toujours selon Ngei, il aurait été nommé caporal trois semaines après son incorporation et aurait participé à la campagne d'Ethiopie sous le commandement du major-general Demolin. Faisant preuve de courage au feu, il serait devenu sergent puis "*senior master sergeant*". Au total, Ngei a passé cinq années et demie dans l'armée. Avant d'être démobilisé, ses supérieurs hiérarchiques lui aurait offert, selon lui, de rejoindre la prestigieuse académie militaire de Sandhurst, ce qui, à l'époque, semble hautement improbable. Il refusa l'offre, de même que celle de devenir *chief*. Vivant d'expédients entre Nairobi et Kangundo, Ngei devient membre d'*Ikundo ya Mbaa lili* (le noeud de la famille), une association d'anciens combattants, mais certaines indécidatesses vont le brouiller avec ses pairs. Un projecteur est acheté par *Ikundo* en 1946 pour organiser des tournées dans la réserve. Il tombe malheureusement en panne la même année. Le projecteur ne reviendra cependant jamais dans la réserve, Paul Ngei l'ayant vraisemblablement vendu à son profit et en secret à Nairobi, un grief dont les anciens membres d'*Ikundo* se souviennent toujours cinquante ans plus tard¹⁶.

Rendu socialement indésirable par cette indécidatesse que les leaders de l'association trouvent inacceptable¹⁷, Ngei semble décidé à reprendre ses études interrompues par son engagement dans la guerre et s'inscrit tout d'abord à un cours par correspondance avec le College technique du Cap, en Afrique du Sud¹⁸. En 1947

¹⁵ Lors du procès de Kapenguria, l'administration coloniale attribuera à Henri Mulli et à Paul Ngei un lien de parenté dont nous n'avons pu préciser la nature. Possible, les deux hommes appartenant sans aucun doute à deux des lignages les plus importants de Mwisuni, ce lien est sans doute le fruit d'une alliance matrimoniale, le premier étant un *mutwii* et le second un *mutangwa*.

¹⁶ Entre autres Stephen Savano Mavake, Tala, 10/04/96.

¹⁷ R.S.M. Kitanga Mukola, Ngonda, 11/04/96.

¹⁸ *The Weekly Review*, 13/10/78.

il réussit l'examen d'entrée au *Makerere College* d'Ouganda et jouit d'une opportunité extrêmement rare. Il est l'un des trois anciens soldats à qui le gouvernement offre une bourse de Shs 2 760 pour poursuivre ses études à Kampala, où il part l'année suivante¹⁹. A Makerere, Ngei suit des cours de sciences humaines et sociales (*Diploma in Arts*) et s'investit dans la vie associative universitaire. Il est élu président du comité des fêtes estudiantines et directeur adjoint de l'association destinée à prendre en charge leurs problèmes matériels, la *Student's Guild*²⁰. A son retour d'Ouganda en 1950, Ngei est recruté pour quelques mois dans le corps des instructeurs des *Kenya African Rifles*. Il enseigne le swahili aux officiers britanniques, et les mathématiques et la géographie aux sous-officiers africains. Cependant, son goût pour la politique est mal perçu dans l'armée coloniale, d'autant qu'il communique ses convictions nationalistes à ses élèves. Il est finalement renvoyé mais rejoint rapidement l'*East African Standard*, tout d'abord comme reporter puis comme premier relecteur africain de l'édition anglaise²¹. Toujours la même année, en 1950, il est recruté comme figurant dans une production hollywoodienne qui a pour théâtre d'opération le Kenya colonial : *Where no vulture flies*. Selon lui, il aurait joué aux côtés de Diana Sheldon, une *star* de l'époque, et aurait été payé Ksh 30,000 pour trois mois de contrat, plus un *per diem* de Ksh 1500 pour les journées de tournage, ce qui semble à nouveau hautement improbable²². Il revient ensuite au journalisme et rejoint *Sauti ya Mwafrika* (L'écho de l'africain), le journal officiel de la KAU. Oginga Odinga, alors à la tête de la *Luo Trade and Thrift Corporation* (LUTATCO) qui imprime plusieurs journaux africains à l'époque, rapporte avoir fait pour la première fois la rencontre de Paul Ngei alors que celui-ci l'avait sollicité pour lancer un journal fermement anti-colonial, intitulé *Uhuru wa Afrika* ("La liberté de l'Afrique"). Le journal était, toujours selon Odinga, le plus radical de toutes les publications auxquelles il prêtait concours à l'époque²³. Son succès semble avoir permis à Ngei de lancer l'année suivante une seconde publication en kikamba, *Wasya wa Mukamba*²⁴ (La voix du Kamba). En 1950, le gouvernement colonial avait cependant fortement durci la législation en matière de sédition. Les presses qui avaient servi à imprimer des journaux condamnés pour sédition pouvaient désormais être saisies. Ce durcissement et la forte concurrence existant déjà entre les organes de presse ne semblent pas avoir permis à *Wasya wa Mukamba* de s'établir. Fay Gadsen classe la publication de Paul Ngei parmi les feuilles populistes polycopiées, tirant à trois cents exemplaires²⁵ et distribuées presque sous le manteau. William Muisyo Mulinge, un ancien membre de la *Kilungu Youths Association*, interrogé par Jeremy Newman, rapporte que *Wasya wa Mukamba* appuyait en fait les campagnes de mobilisation de la KAU dans le district de Machakos. Le journal demandait ouvertement l'indépendance et promettait d'expulser les Européens des terres volées aux Africains. *Wasya wa Mukamba* était

¹⁹ KNA, MFD/12/19/165-IVI, cité par Shiroya (O.J.E.), *African politics in colonial Kenya*, op. cit., p. 61.

²⁰ *The Weekly Review*, 13/10/78.

²¹ *The East African Chronicle*, 15/05/97. D'autres sources indiquent plutôt qu'il relisait les épreuves de *Baraza*, la version swahili du journal.

²² Les revenus annuels maximum d'une famille de squatters sont de Ksh 60 en 1946.

²³ Odinga (O.), *Not yet Uhuru*, Nairobi, General Printers, 1967, p. 82.

²⁴ Abuoga (J.B.), Mutere (A.A.), *The history of the press in Kenya*, Africa Media Monograph series n°5, Nairobi, ACCE, 1988, p. 22

²⁵ Gadsen (F.), "The African Press in Kenya, 1945-1952", *Journal of African History*, Vol. 21, 1980, p. 534.

distribué dans toute la réserve mais les sympathisants qui le voulaient pouvaient le payer et contribuer ainsi à la collecte de fonds au bénéfice de la KAU²⁶.

Au début de l'année 1951, Paul Ngei participe à donc l'ébullition intellectuelle et politique qui agite Nairobi après-guerre et où les journalistes sont les principaux penseurs africains de la société à venir. Henry Muoria, l'inventeur avec Jomo Kenyatta du nationalisme ethnique kikuyu, publie alors ses articles dans *Mumenyeri*, tandis que Gakaara wa Wanjau compose les chansons qui fédéreront bientôt l'insurrection²⁷. Autour de la KAU et de *Sauti wa Mwafrica*, une multitude de publications, destinées aux Africains éduqués de Nairobi et des réserves, tente d'articuler les problèmes des situations locales à la gestion plus globale de la colonie. Il y aurait ainsi eu jusqu'à trente-cinq publications irrégulières en langue vernaculaire et en swahili, à la veille de l'insurrection²⁸. Nous n'avons pu avoir accès aux exemplaires de *Wasya wa Mukamba*, il est donc impossible de dire si cette publication, disposant d'une périodicité semble-t-il très irrégulière²⁹, portait un projet similaire. Le manque de maturité politique de Paul Ngei, son isolement et l'absence d'écrits ultérieurs porte cependant à croire que ce n'était pas le cas, même si *Uhura wa Afrika* et *Wasya wa Mukamba* sont vraisemblablement deux des publications les plus ouvertement anti-coloniales paraissant alors à Nairobi.

En 1951, Paul Ngei a donc 28 ans. Nous n'avons pu établir s'il était déjà marié. Quoi qu'il en soit, Ngei préfère de toute évidence la vie trépidante et l'activisme politique de la capitale plutôt que de s'engager dans l'administration coloniale ou organiser un commerce avec la réserve. De fait, sa situation financière n'en est que plus précaire et son insertion rurale fragilisée. Dès 1946 le rapport de Paul Ngei à l'argent s'était annoncé problématique et l'a amené à des indécidables avec ses pairs, ce qui l'a rendu peu fréquentable pour les élites de Kangundo. En 1948, lorsqu'il connaît une aisance financière passagère grâce à sa figuration cinématographique, il poursuit la même vie à Nairobi. A notre connaissance, il n'en a pas profité pour s'installer à Kangundo et y prendre femme³⁰. Des choix totalement opposés à ceux de la plupart des autres anciens combattants.

- Les affres de la réinsertion locale.

Malgré leur engagement massif aux côtés de l'Empire, l'administration coloniale refuse de prévoir un changement de statut ou un régime de réinsertion

²⁶ NEW 18 : William Muisyo, Mulinge, Ukiu, 08/03/1974.

²⁷ Sur l'élaboration stratégique du nationalisme ethnique kikuyu à l'époque et le rôle de *Mumenyeri* et de la presse indépendante en ce sens voir Lonsdale (J.), "The moral economy of Mau-Mau : Wealth, Poverty and Civic virtue in kikuyu political thought" in Berman (B.) et Lonsdale (J.), *Unhappy valley. Book two : Violence and ethnicity*, Londres, James Currey, 1992, pp. 315-504 ; Muoria (H.), *I, the kikuyu and the white fury*, Nairobi, EAPH, 1994 ; Pugliese (Cristiana), *Author, publisher and Gikuyu nationalist : the life and writings of Gakaara wa Wanjau*, Bayreuth African Studies Series n°37/IFRA Nairobi, Bayreuth, 1995 ; Kaggia (B.), *Roots of freedom. 1921-1963*, Nairobi, EAPH, 1975.

²⁸ Carter (F.), "The Kenya government and the press, 1906-1960", *Hadith* 2, Nairobi, EAPH, 1969, p. 245.

²⁹ Le rapport Corfield cite un exemplaire de mars 1952 ; d'après nos entretiens, il semble qu'il y ait eu un certain nombre de numéros précédents en 1951 sans que nous puissions vraiment préciser combien. Cf. Colony and Protectorate of Kenya, *The origins and growth of Mau-Mau*, op.cit., p. 193.

³⁰ Les récits de son arrestation en novembre 1952 précisent que Ngei loue toujours une chambre sur le marché de Tala, à côté d'un bar. Aucune mention n'est jamais faite à propos d'une compagne ou d'une propriété.

particulier pour les anciens soldats. Ceux-ci doivent regagner leurs réserves, redevenir des paysans et des employés dociles et se soumettre notamment au travail forcé pour le débroussaillage de Makueni, le projet de 1943 de former un corps de travailleurs civils à partir du Service du Travail Militaire Est-Africain ayant été abandonné faute de financements³¹. Conscient que leur formation est trop parcellaire et trop rapidement dispensée, ne leur permet pas d'être compétitifs sur le marché du travail à Nairobi, le gouvernement n'en prévoit pas pour autant de mise en place d'un plan d'éducation professionnelle à grande échelle. Les deux seules institutions destinées à cette tâche, le *National Industrial Training Depot* pouvant accueillir les maçons, charpentiers et mécaniciens, et la *Jeanes' School* de Kabete réservée aux clercs, instituteurs, et petits fonctionnaires, ne furent ouverts que fin 1945 et début 1946, et ne pouvaient accueillir qu'un peu plus de deux cents candidats. Au total, en 1949, moins de 1% des anciens soldats de la colonie auront reçu une formation leur permettant d'affronter tant bien que mal le marché du travail³². La démobilisation, que l'administration provinciale voulait échelonnée et progressive, ramène en fait dans la réserve de Machakos, 8025 soldats entre octobre 1945 et juin 1946³³, dont au moins huit cents à Kangundo³⁴. 5180 *askaris* (soldats) supplémentaires sont démobilisés pendant l'année 1946 et ne tardent pas à se manifester, inquiets du peu d'opportunités de réinsertion offertes par la société coloniale. Seuls une centaine d'entre eux bénéficient du plan de formation professionnelle complémentaire destiné aux anciens soldats.

Cinq revendications particulières se dessinent, formulées notamment par James Ndolo, un ancien *askari* (soldat) venu présenter les doléances de ses camarades lors de la visite dans le district du Secrétaire d'Etat aux colonies, Sir Arthur Creech Jones, le 18 août 1946. Les anciens soldats demandent : (1) une représentation officielle au sein du *Local Native Council* et des tribunaux, toujours contrôlés par les *chiefs* et les aînés des *utui*; (2) un approvisionnement libre en sucre, (3) l'éducation gratuite pour les enfants des victimes de guerre, (4) l'exemption de tout travail forcé à Makueni, et (5) l'augmentation à leur bénéfice des autorisations d'ouvrir des commerces et des entreprises de transport³⁵. Ces revendications sont significatives des difficultés rencontrées par les soldats pour trouver leur place dans la société rurale, et témoignent surtout d'un seul souci, la réinsertion locale. La situation politique générale de la colonie ne les intéresse pas et les soldats se préoccupent, avant tout, de trouver dans leur réserve, une situation économique et sociale conforme à leurs nouvelles aspirations. La demande d'un libre approvisionnement en sucre l'illustre pleinement. Les soldats ont certes changé leurs habitudes alimentaires en entrant dans l'armée et la consommation de bière³⁶, traditionnellement réservée aux seuls aînés, leur a été très facilement accessible. Mais leur demande en approvisionnement en sucre nous semble être plus la manifestation d'une volonté d'exprimer un véritable statut social que le seul fait d'un alcoolisme rampant que dénonce l'administration

³¹ Shiroya (O.J.E.), *African politics in colonial Kenya : the contribution of World War II veterans (1945-1960)*, Nairobi, Educational Research and Publications, 1992, pp. 11-16 et Easterbrook (D.), art. cité, p. 10.

³² Easterbrook (D.), art. cité, p. 26.

³³ *Ibid.*, p. 16.

³⁴ KNA, *Interim report on african demobilization*, 28 février 1946, MAA/2/1/49-I.

³⁵ *Ibid.*

³⁶ La bière "traditionnelle", le *karobo*, produits dans de grandes gourdes mises à fermenter sous terre, nécessite de grandes quantités de sucres pour produire un minimum d'alcool.

coloniale. En revenant du combat, les soldats, qui à dix-huit, vingt ou vingt-cinq ans étaient des *anake*, rentrent du conflit comme étant, ou voulant devenir rapidement, au moins des *nthele*, le groupe d'âge des hommes adultes ayant femmes et enfants. L'irresponsabilité des anciens soldats que déplore le *district commissioner* à propos de leur ruée sur les petits pécules mis à leur disposition sur des comptes postaux est sans nul doute significative d'une volonté de s'établir et donc de se marier, ce pour quoi il faut payer la dot et reconstituer un troupeau. Boire de la bière traditionnelle est de même un signe de prestige social, qu'ils estiment mériter autant que les *chiefs* ou *atumia* corrompus des conseils et tribunaux locaux.

Une rivalité ne tarde d'ailleurs pas à naître entre ces anciens soldats ayant servi à l'étranger et les différents représentants africains de l'ordre colonial. Dès janvier 1947, le DC ressent ainsi le besoin de défendre ses subordonnés accusés de recevoir des pots-de-vin. Francis Ngii, un ancien *askari*, s'est permis d'en référer directement au *Provincial Commissioner*. Ngii avec d'autres anciens soldats, des commerçants et des instituteurs de la mission catholique de Mbiuni accusent Jonathan Mutune de "corruption et autres méfaits". A Kalama, c'est l'autorité du *senior chief* James Mwanthi, "porte-parole officiel de la tribu", qui est remise en cause par le même type d'insinuations, alors qu'il vient à peine de recevoir une très haute distinction administrative, la médaille du Roi pour les *chiefs*. Le DC se vantera finalement d'avoir rétabli l'ordre, en ayant fait condamner lourdement pour diffamation les auteurs de ces accusations³⁷.

Ayant risqué leur vie pour l'empire, certains soldats se sentent donc emprunts de l'autorité et des compétences nécessaires pour le servir à nouveau au sein de l'administration territoriale et des tribunaux locaux, d'autant que la corruption et l'inefficacité de ceux-ci sont en passe de devenir légendaires³⁸. Ils s'estiment de même plus aptes à représenter les intérêts de leur *location* que les chiefs au sein du *Local Native Council*. La demande d'exemption d'écolages pour les enfants des victimes de guerre et de leur propre exemption du travail forcé à Makueni illustre l'attente d'une reconnaissance particulière des anciens soldats vis-à-vis du gouvernement. Ils n'obtiendront finalement pas gain de cause mais enverront systématiquement leurs femmes au travail forcé, pleins d'une amertume que même le DC relève en 1947³⁹. Enfin, la demande d'augmentation du nombre de licences de commerce illustre la voie principale choisie pour leur reconversion. Le commerce de détail ou des transports, l'atelier mécanique ou de charpentier, sont, les anciens soldats le savent, la seule solution pour produire le revenu complémentaire nécessaire à l'achat d'une charrue, des engrais ou d'une parcelle supplémentaire qui leur permettra d'accroître leur production agricole et d'enclencher la spirale d'accumulation à laquelle ils aspirent. L'exemple de la petite bourgeoisie des marchés de Tala, Machakos ou Mbooni, construite sur l'accès à l'administration et le commerce du bétail dans les années vingt, puis sur l'approvisionnement de Nairobi en poulets et en fruits et en légumes dans les années trente, l'a bien montré. Or, désormais soucieuse de préserver la prospérité des colons et de contenir le développement d'une économie capitaliste dans les réserves, économie qu'elle rend responsable de l'émancipation et de la "détribalisation"

³⁷ KNA, MDAR (1947), DC/Mks.1/1/30.

³⁸ Newman (J.), "Authority, incongruity and organisational patterns : some problems and themes in the study of the Kamba of Machakos and Kitui", Discussion paper, Trinity College, Cambridge, 15 décembre 1972, 20 p.

³⁹ KNA, MDAR (1947), DC/Mks.1/1/30.

inconsidérée des Africains, l'administration coloniale y freine le plus possible le développement du commerce, l'accès au crédit, les transactions foncières et la production des cultures commerciales. La *Credit to Africans (control) ordinance* de 1948 renouvelle l'interdiction faite aux Africains de s'endetter de plus de Ksh 200 auprès de non-Africains sans autorisation du DC⁴⁰, alors que nombre d'anciens soldats semblent avoir rapidement épuisé leur épargne dès l'été 1946⁴¹. Ceux du corps expéditionnaire de Birmanie avaient d'ailleurs tenté d'y remédier en lançant dès 1943 une organisation, *Ikundo ya Mbaa lili*, chargée de leurs intérêts lors du retour au pays⁴². Depuis la fin de la guerre, leurs représentants s'occupaient de collecter les signatures et les soutiens nécessaires pour exiger du gouvernement qu'il paye au plus vite les arriérés de solde et les primes restant à verser aux soldats démobilisés, rendus impuissants par leur dispersion dans tout le district. Formée en 1943 au sein du corps expéditionnaire de Birmanie, *Ikundo ya Mbaa Lili*, qui signifie le noeud, le point d'attache de la tribu, avait en fait été créée sur l'ordre du général Dowblin⁴³ qui voulait que chaque groupe ethnique forme sa propre association. Ces associations formées sur le modèle du club anglais réunissant un réseau d'anciens, devaient permettre la composition de chants que pourraient reprendre plus tard les combattants pour se remémorer la confraternité militaire et raconter leurs exploits à leurs familles. Les soldats pouvaient de plus se cotiser pour les blessés rapatriés à Nairobi, épargner et envoyer de l'argent chez eux par l'intermédiaire de la représentation de l'association au quartier général de Kilimani⁴⁴. La rumeur prétendant que les Américains allaient indemniser tous les participants à l'effort de guerre, *Ikundo* aurait connu un réel succès en 1945⁴⁵. Chaque soldat informait l'association de sa situation financière et de son matricule. Une fois les arriérés versés, l'association fut cependant prise en main par d'anciens officiers anglais et se cantonna à participer au *welfare* des anciens soldats, achetant notamment en 1946 un projecteur de cinéma qui circulait dans le district. Fédérée au sein d'une branche locale de leur propre association, la *KAR East African (Kenya) old comrades association*⁴⁶, *Ikundo ya Mbaa lili* perdra rapidement beaucoup de son utilité et deviendra dormante.

Ikundo ne fut donc pas d'une grande aide aux anciens soldats qui voulaient avant tout ouvrir des commerces, ce à quoi s'opposait le DC. Créant des comités pour le commerce dans les *Local Native Councils*, l'administration limita en fait la délivrance des licences en associant à cette responsabilité des Africains et Indiens établis, qui eux, n'avaient intérêt du tout à susciter la concurrence. En 1946 et dans le district de Machakos uniquement, trois mille anciens soldats feront une demande de licence pour ouvrir un commerce⁴⁷. L'administration du district n'en donnera qu'une pour cinq cents habitants, soit à peine sept cents, en posant l'hypothèse que le district en était totalement dépourvu et que les demandes ne s'exprimèrent que cette seule

⁴⁰ *Ibid.*, p. 304.

⁴¹ Berman (B.), *Control and crisis*, op. cit., p. 303 et Easterbrook (D.), art. cité, p. 21.

⁴² Nous revenons plus bas sur *Ikundo ya Mbaa lili*, ses origines et ses limites.

⁴³ R.S.M. Kitonga Mukola, Isinga, 11/4/96. L'orthographe du nom de cet officier britannique n'est pas garantie. Kitonga Mukola n'ayant pas pu l'épeler et notre transcription phonétique étant des plus approximatives.

⁴⁴ Stephen Savano Maveke, Tala, 10/4/96

⁴⁵ James Makau Mukec, Kangundo, 20/4/96.

⁴⁶ KNA, MDAR (1947), DC/Mks.1/1/30 et Easterbrook (D.), art. cité, pp. 22-23.

⁴⁷ *Ibid.*

année⁴⁸. Les associations comme l'*Ukamba Traders Association*, la *Kamba Union Association*, l'*Akamba Army Teachers Association*, qui fleurissent dès 1945 et sont toutes composées d'anciens soldats ne parviendront pas à faire reculer le DC⁴⁹. Mais la plus grande source de mécontentement de la population kamba et des anciens soldats vient de l'insuffisance des structures éducatives qui freinent désormais largement le recrutement des élèves du district au sein de l'administration centrale et limite drastiquement les chances d'ascension sociale. Ces deux griefs, l'absence de structures éducatives et les limites posées au développement des commerces stimulent une mobilisation croissante au sein de la grande association de solidarité communautaire d'après-guerre, l'*Akamba Union*, et facilitent l'installation dans le district des branches locales de la *Kenya African Union*. A Kangundo, Paul Ngei est totalement absent de l'ébullition politique locale, que provoquent des anciens enseignants ou des commerçants, mobilisés pour promouvoir le développement économique et social de leurs communautés.

2. Les premières mobilisations politiques.

Si, au lendemain de la guerre, les anciens soldats n'ont bénéficié d'aucun effort particulier pour compléter leur formation et leur permettre d'entrer en masse sur le marché du travail, ils ont cependant, dans leur grande majorité, profité de leur séjour dans l'armée pour apprendre à parler et à lire le swahili et parfois même l'anglais. Les engagés avaient été en partie orientés entre les différents corps selon leur niveau d'éducation. On retrouvait ainsi souvent ceux qui avaient pu bénéficier d'une éducation primaire complète, voir d'un début d'éducation secondaire, dans les signaux ou les transmissions, tandis que le gros des troupes n'ayant connu que trois ou quatre années d'école voire aucune scolarisation, se retrouvait dans les corps expéditionnaires de combat ou les chantiers de reconstruction. Pour éviter toute défaillance de communication au combat, l'armée apporta à ses hommes la formation minimale qui leur manquait. Six cents instructeurs destinés aux unités africaines sont ainsi formés à la *Jeane's School* de Kabete entre 1941 et 1943 et les officiers dirigeant les soldats est-africains pourront témoigner de la "voracité" de leurs hommes à vouloir apprendre la lecture. Parallèlement, l'armée leur destine trois publications en swahili, *Heshima* (Honneur), *Maendeleo* (Progrès)⁵⁰ et *Baraza* (Réunion). Cette dernière publication, préparée en coopération par l'*Information Office* et l'*East African Standard*, pouvait atteindre un tirage de dix-huit mille exemplaires en 1943⁵¹. Ayant pris conscience de l'importance de la lecture, les soldats s'inquiètent fortement, à leur retour, de la faiblesse des structures éducatives disponibles pour leurs enfants. Ils en ont fait part aux autorités, dès l'automne 1945, dans une lettre envoyée à Eliud Mathu, le premier représentant africain nommé au *Legislative Council* un an plus tôt, pour que celui-ci intervienne sur ce sujet pendant les débats. Ce souci croissant, qui se transforme en mécontentement, et sert surtout l'*African Brotherhood Church*,

⁴⁸ *Ibid.* Ce dernier chiffre est obtenu en prenant le résultat du recensement de 1948 comme référence pour la population, soit 349 000 hbt.

⁴⁹ KNA, *Associations, societies and other public bodies, Ukamba (1943-1958)*, MAA 2/122.

⁵⁰ Easterbrook (D.), art., cité, p. 15.

⁵¹ Gadsen (F.), "Wartime propaganda in Kenya : the Kenya information office, 1939-1945", *The International Journal of Historical Studies*, Vol. 19, n°3, 1986, p. 420.

première Eglise indépendante kamba fondée par le pasteur Simeon Mulandi, qui vient s'installer à Kangundo en 1946⁵².

-Une Eglise indépendante kamba.

L'*African Brotherhood Church* est à l'origine le fruit d'une double scission. En raison de dissensions internes de l'*African Inland Mission*, probablement liées à l'intransigeance biblique et au rigorisme de cette église, le révérend G.W. Rhoad quitta en 1938 la mission de Muisuni (Kangundo) avec quelques fidèles, pour aller fonder sa propre église à Nairobi qui prend alors le nom de *Gospel Furthering Fellowship*. Cette congrégation semble cependant tourmentée par les préférences ostensibles du révérend envers certains de ses membres, tant et si bien que l'un des pasteurs formés par Rhoad, Simeon Mulandi, décide de constituer sa propre église avec d'autres fidèles kamba en juillet 1943, l'*Akamba Christian Union*. Bien qu'ancien membre de l'*Ukamba Members Association*, Simeon Mulandi a alors perdu toute velléité de mobilisation anti-coloniale. En 1940, il a même été nommé au *Native Advisory Council*, le corps consultatif pour les affaires africaines au sein de la Municipalité de Nairobi. La demande officielle d'enregistrement du petit groupe auprès de l'administration se fait sous la forme d'une association, avec la bénédiction du Rev. Rhoad, et précise que cette nouvelle congrégation est destinée à unir tous les Kamba chrétiens, à éviter leur désagrégation morale face aux tentations de la ville (surtout chez les femmes), et à multiplier les conversions. Outre Simeon Mulandi, qui en est le Président, d'autres anciens membres de l'UMA en sont les responsables, comme l'employé des postes Stephen Ndambuki, ou Paul Kavuo, pourtant resté au service du Rev. Rhoad⁵³. Face aux protestations d'une association plus ancienne, l'*Akamba Union*, qui craint que le nom de cette nouvelle association entraîne la confusion entre les deux organisations⁵⁴, l'*Akamba Christian Union* prend pour nom *Akamba Christian Brotherhood*, avant de se stabiliser et de devenir une Eglise à part entière le 8 avril 1945, sous l'appellation plus large de *African Brotherhood Church*⁵⁵. Préparant sans doute son retour dans le district, Simeon Mulandi y fait campagne dès janvier 1945, mais en reprenant cette fois des accents anti-coloniaux. Il annonce qu'il expulsera bientôt toutes les Eglises missionnaires du district et plante la première congrégation indépendante kamba, dont les activités sont comparables aux églises kikuyu nées de la crise de la circoncision à la fin des années vingt⁵⁶. Si les services de renseignements du gouvernement dénoncent le projet politique sous le prétexte religieux, puisque Simeon Mulandi aurait tenté de rassembler, sans distinction autour de lui, chrétiens et païens, l'ABC semble surtout être, fin 1945, lors de son arrivée à Machakos, l'église des pauvres, l'église de tous les Africains sans distinction de confession, tentant cette synthèse si difficile entre croyances anciennes et modernité biblique. En effet, le prosélytisme catholique s'oppose violemment dans le district au souci de l'*Africa Inland Mission* de vouloir conserver le monopole des âmes que lui ont accordé les autres Eglises protestantes depuis les années vingt, provoquant l'un des divisions marquantes de la société kamba de l'époque. Chacune des missions réclame une soumission totale de ses fidèles, qui se doivent d'abandonner toutes

⁵² KNA, MDMIR (1945-1950), DC/Mks. 2/1/1.

⁵³ KNA, *Ukamba Christian Brotherhood* (1943-1958), MAA/2/122.

⁵⁴ KNA, *Native Associations, Unions, etc...* (1938-1951), PC/CP.8/5/4.

⁵⁵ KNA, *Ukamba Christian Brotherhood* (1943-1958), MAA/2/122.

⁵⁶ *Ibid.*

croyances et pratiques traditionnelles s'ils veulent avoir accès au savoir des blancs. Cette guerre larvée, accrue par la différenciation sociale qui se creuse irrémédiablement entre les *asomi* (les instruits), et les autres habitants du district, le manque d'infrastructures disponibles et l'indocilité kamba, expliquent sans doute le peu de succès des deux églises missionnaires avant la Seconde Guerre Mondiale⁵⁷. Mais la soif d'instruction, déjà accrue depuis la deuxième moitié des années trente, se fait inextinguible après le retour des soldats sachant lire et écrire. Ainsi, même les opportunités réduites qu'offre l'ABC, dont les institutions ne peuvent vraisemblablement rivaliser avec le niveau des écoles missionnaires, sont saisies avec colère par la population de Machakos, qui selon le DC en 1946, "préfère encore une mauvaise éducation à pas d'éducation du tout"⁵⁸. La première école indépendante Kamba est lancée près du marché de Kangundo, à Kathithyamaa, en 1947. Norman Larby, le *District Education Officer*, prévient à multiples reprises le DC de la nécessité d'une augmentation rapide des crédits à l'éducation, pour développer les infrastructures scolaires et à la formation des enseignants. Il craint également un rejet du grand programme de réhabilitation des sols lancé le 1er janvier 1946 par le nouveau gouverneur, Sir Philipp Mitchell. En avril 1946, il en vient même, à recommander confidentiellement pour des raisons politiques de maintien de l'ordre, l'augmentation des entrées à l'école secondaire et le maintien des élèves dans une formation généraliste, même s'ils ne sont pas au niveau⁵⁹. Le ressentiment envers l'administration et les missions, qui n'offrent pas suffisamment d'opportunités d'éducation dans le district, semble donc très profond. Des sociétés d'entraide sont même formées, dès 1948, pour créer d'autres écoles indépendantes⁶⁰. Ce ressentiment porte également le développement de l'*Akamba Union* et de la *Kenya African Union* à Kangundo.

-L'*Akamba Union* à Kangundo et la *Kenya African Union*.

Contrairement aux nombreuses autres associations d'originaires qui regroupent des jeunes, comme la *Kihungu Youth Association*⁶¹ créée en 1946 et incriminée par le rapport Corfield comme ayant nourri l'insurrection Mau-Mau, ou la *Young Akamba Union* lancée elle aussi en 1946⁶², probablement par des cadets n'ayant pas été admis au sein du groupe réunissant leurs aînés, l'*Akamba Union* (AU) est fondamentalement une association d'élites, d'aînés sociaux, recrutant surtout parmi les petits fonctionnaires, les policiers, les anciens soldats ou les instituteurs. Ses membres sont en priorité tous les spécialistes du "straddling" (chevauchement), engagés simultanément dans leur métier de fonctionnaire et dans le commerce entre Nairobi et la réserve⁶³. Après la guerre, l'AU est extrêmement populaires parmi les anciens

⁵⁷ Cf. supra.

⁵⁸ KNA, MDAR (1946), DC/Mks.1/1/30.

⁵⁹ KNA, *Educational development Machakos*, PC/East.2/14/1.

⁶⁰ KNA, MDAR (1948), DC/Mks.1/1/30.

⁶¹ KNA, *Register of societies and associations, Machakos district (1930-1950)*, DC/Mks. 23/1.

⁶² Ibid. et Colony and Protectorate of Kenya, *The origins and growth of Mau-Mau. An historical survey.*, by F.D. Corfield, Sessional paper n°5, 1959/1960, p. 203.

⁶³ Pour les origines et le développement des activités d'autres associations d'originaires à vocation culturelle et économique comme la LUTATCO d'Oginga Odinga voir : Atieno-Odhiambo (E.S.), "'Seek ye first the economic Kingdom': a history of the Luo Thrift and Trading Corporation (LUTATCO), 1945-1956", in Ogot (B.A.), *Economic and social history of East Africa*, Hadith 5,

combattants. Cette association semble apporter des solutions concrètes à leurs problèmes et en 1945, les responsables d'*Ikundo ya Mbaa lili* avaient même demandé au trésorier de l'AU de les aider à promouvoir leurs intérêts⁶⁴.

Le procès verbal malheureusement non-daté d'une réunion qui s'est vraisemblablement tenue au printemps 1945 donne la version officielle des origines, des buts et du fonctionnement de l'*Akamba Union*, appuyée sur une constitution qui a probablement servi à la légalisation de ses activités en 1940⁶⁵. La version officielle, livrée par Eliud Mukeka, révèle une inclination tout aussi conservatrice mais nettement plus mercantile, confirmée par l'unique numéro d'un magazine que publia l'association à destination des soldats en août 1945, *Mukamba*⁶⁶.

Fondée en juillet 1938 par Eliud Mbithi Mukeka⁶⁷, Joseph Nzioki Katithi et William Kimilu Kioko, l'*Akamba Union* connut sa pleine période d'activité entre 1944 et 1951. Elle dirigea son action essentiellement dans quatre directions : la promotion du commerce kamba, la limitation de la prostitution des femmes kamba à Nairobi et de la criminalité chez les jeunes, le changement des modalités de la réhabilitation des sols du district et la promotion des meilleurs élèves kamba pour poursuivre leur cursus scolaire⁶⁸. Eliud Mukeka, l'homme qui est véritablement à l'origine de l'*Akamba Union*, est né en 1909 à Ngoleni. Il est sans doute l'un des tout premiers élèves kamba à avoir fréquenté la célèbre *Alliance High School* de Kikuyu où il entre en 1929 pour trois ans⁶⁹. Il suivra par la suite la carrière classique de la petite bourgeoisie de l'époque. Il fut recruté pour travailler dans les services du DC de Tambach dans le district d'Elgeyo-Marakwet en 1933. Après un retour à Ngoleni où il

Kenya Literature Bureau, 1976, pp. 221-257 et Atieno-Odhiambo (E.S.), "Economic mobilization and Political Leadership : Oginga Odinga and Luo thrift and trading corporation to 1956", in Ojuka (A.), Ochieng (W.R.) sld., *Politics and leadership in Africa*, Nairobi, East African Literature Bureau, 1975, pp. 137-178. Pour une comparaison des plus pertinentes avec un autre district kenyan qui suivit sensiblement la même trajectoire que celui de Machakos et qui connut, après-guerre, son association commerçante de *big men* voir Maxon (R.M.), "A Kenya petite bourgeoisie enters local politics : the Kisii Union, 1945-1949", *The international Journal of African Historical Studies*, 19(3), 1986, pp. 451-462.

⁶⁴ KNA, MDAR (1947), DC/Mks.1/1/30 et Easterbrook (D.), art. cité, pp. 24-25.

⁶⁵ Ce document étant à notre connaissance totalement inédit et ne se trouvant pas dans les Archives Nationales du Kenya, nous le reproduisons en Annexe 1. Qu'Eliud Mbithi Mukeka, soit ici à nouveau remercié d'avoir bien voulu nous en donner connaissance.

⁶⁶ Il nous a également été confié par Eliud Mukeka et se trouve reproduit en Annexe n°2.

⁶⁷ Un certain nombre de contradictions de détail sur les dates et les étapes précises de la création de l'association jalonnent le procès verbal de la réunion du printemps 1945 notamment entre les déclarations de son *chairman* J.N. Katithi et le rapport du secrétaire. Ce ne sont cependant que des points sans réelle importance et nous n'en avons pas tenu compte et le cas échéant nous avons préféré tenir compte des déclarations d'Eliud Mukeka.

⁶⁸ Eliud Mbithi Mukeka, Ngoleni, 23/05/96.

⁶⁹ En 1929, l'*Alliance Highschool* n'était pas encore le lieu de formation de la future élite post-coloniale dirigée par Carey Francis mais il était déjà extraordinaire d'y accéder, puisqu'elle avait été créée seulement trois ans auparavant et qu'elle était toujours la seule école secondaire pour Africains. L'école secondaire catholique de Kabaa, à Thika, n'obtint ce rang qu'en 1930 et il fallut attendre 1938 et 1939 pour que deux autres écoles missionnaires deviennent des écoles secondaires, avec Maseno dans le district de Siaya et Yala à Kakamega. En 1929, la formation offerte par l'école secondaire n'était que de trois ans. Cf. Bogonko (S.N.), *A history of modern education in Kenya*, Nairobi, Evans brothers Ltd, 1992, pp. 29-30 et sur l'*Alliance high school* de Carey Francis, Kipkorir (B.E.), "Carey Francis at the A.H.S., 1940-1962", in Kipkorir (B.E.) ed., *Biographical essays on imperialism and collaboration in colonial Kenya*, Nairobi, Kenya Literature Bureau, 1980, pp. 112-159.

crée le premier commerce, il est muté aux services de l'état civil de Nairobi en 1937, puis à Naivasha en 1938, avant de quitter l'administration et de revenir sur Nairobi la même année, comme contremaître chez le constructeur automobile *East Africa Diesel Mart Ltd* jusqu'en 1945. Eliud Mukeka deviendra ensuite pasteur de l'AIC en 1952, date à laquelle il cesse toute activité associative.

Ses deux compères fondateurs de l'*Akamba Union* ont suivi sensiblement la même trajectoire. Ils sont tous les deux éduqués. William Kimilu Kioko est allé à la *Machakos Boys Primary School*, la grande école primaire du *District Educational Board*, et Joseph Katithi est aussi l'un des rares Kamba à avoir été à l'école secondaire, mais cette fois chez les catholiques de Kabaa. Les deux hommes travaillent comme clercs à l'*East African Standard*. En novembre 1937, les trois "intellectuels", qui se rencontrent régulièrement dans le *Memorial Social Hall* de Pumwani décident de lancer l'*Akamba Social Club*, un club à l'anglaise vraisemblablement très fermé, ses membres fondateurs étant l'élite commerçante et administrative du district de Machakos et de Kitui⁷⁰. Ce club se donne pour premiers objectifs le rapatriement des défunts et la sauvegarde de la réputation morale des Kamba à travers le contrôle de l'arrivée à Nairobi des femmes et des enfants venus de Machakos. Une réunion est convoquée à Pumwani en juillet 1938 et l'*Akamba Social Club* devient l'*Akamba Union* sans pourtant ouvrir fondamentalement son recrutement. En effet, une fois l'association enregistrée auprès du DC en 1940, c'est par voix de presse que ses leaders décident de se faire connaître en passant une annonce dans le journal en swahili *Baraza*, ciblant ainsi très précisément leur audience⁷¹. Si l'administration coloniale reconnaît l'autorité morale de cette association, puisque deux de ses membres participent au *Native Advisory Council* de la ville de Nairobi, ses activités de contrôle social ne semblent pourtant pas débordantes, puisque le magistrat en charge des affaires africaines décline leur offre de collaboration en 1942, en raison du peu de cas impliquant des Kamba. En 1945, le secrétaire ne peut toujours se vanter de n'avoir rapatrié dans le district qu'un seul petit voleur⁷². La grande activité des membres de l'association, qu'ils tentent sans doute encore de masquer, puisqu'ils n'en parlent pas du tout lors de la réunion du printemps 1945, est l'organisation du commerce entre Machakos et Nairobi. *Mukamba* à l'opposé, étant directement destiné aux soldats, ne cache pas cette volonté qui apparaît comme le premier des messages propagés dans le nouveau magazine couvert de publicités des différentes compagnies s'activant entre la réserve et le marché de Nairobi. Les leaders de l'association veulent très vraisemblablement profiter du retour des soldats pour étendre leur réseau d'approvisionnement en poulets, oeufs, épinards, fraises, tabac et conquérir de nouvelles parts de marché à Nairobi⁷³. Les articles consacrés à la noblesse du travail manuel et au commerce sont de véritables incitations à la production de denrées commercialisables et à l'utilisation des réseaux

⁷⁰ La représentation du district de Kitui n'est pas dominante mais elle apparaît au sein des noms repris dans le procès verbal, avec Philip Muinde et benjamin Kimwele deux anciens élèves de la célèbre école missionnaire de Mulango. Confirmation de Philip Muinde, Changwithia, 29/04/95.

⁷¹ Cf. "Rapport du secrétaire", Annexe 2.

⁷² *Ibid.*

⁷³ Outre la publicité pour les échoppes des leaders de l'AU, *Mukamba* est ostensiblement destiné à trouver de nouveaux fournisseurs comme en témoigne le message de la *Compagnie pour le commerce des oeufs et du poulet kamba* : "nous avons le plaisir et la joie de vous informer que nous achetons et vendons tous poulets et oeufs d'Ukambani. Nous achetons conformément aux directives du gouvernement, amenez vos poulets, vous en tirerez le meilleur prix", Annexe 2, p. 11.

d'approvisionnement déjà existants entre Machakos et Nairobi. Eliud Mukeka, William Kioko et Joseph Katithi sont directement partie prenante dans l'*Akamba Eggs and Chicken Business Company* qui opère depuis le grand marché de Kariokor et tisse ses liens au coeur du district kamba. Ils veulent se défendre contre la concurrence des commerçants indiens qu'ils jugent déloyale⁷⁴ et inciter leurs compatriotes à leur amener leurs marchandises. L'*Akamba Union* est donc aussi créée au service des commerçants kamba établis. Elle permet d'organiser le transport des marchandises en commun et de tisser des relations de clientèle et de dépendance en accueillant les jeunes du district cherchant un emploi. En 1945, Eliud Mukeka revendique une centaine de membres à Nairobi où l'association est la plus active et la mieux structurée⁷⁵.

Le plaidoyer publié dans *Mukamba* en faveur de l'éducation est peut-être moins intéressant par son contenu que par le public qu'il vise. Les lecteurs de *Mukamba*, les anciens soldats ou les commerçants sont convaincus de l'intérêt de l'éducation. L'article cherche sans doute moins à convaincre son lectorat qu'à témoigner de l'intérêt de l'association pour cette question qui passionne le district. Or, les deux seules opérations éducatives revenant systématiquement au crédit de l'*Akamba Union* sont l'envoi d'Henry Mulli, le futur grand rival de Paul Ngei et Frédérick Mbiti Mati, le futur *speaker* du Parlement, à l'Université en Afrique du Sud. Il est difficile d'établir quel est l'engagement exact de l'*Akamba Union* pour aider le développement des structures éducatives dans le district⁷⁶. Eliud Mukeka reste totalement muet sur ce sujet. Il est cependant nécessaire de souligner que les deux seules grandes collectes de fonds connues de l'*Akamba Union* auprès de ses membres ne furent pas destinées à la construction d'une école secondaire ou de plusieurs écoles primaires, mais à l'envoi à l'étranger des fils de deux de ses membres déjà sortis de l'*Alliance Highschool*. Dès 1945, la grande association kamba semble donc organisée au bénéfice de l'élite du district. Ses branches, installées à Tala, Iveti, Mwala, Migwani, Mulango, dans les districts de Machakos et de Kitui⁷⁷ sont contrôlées par les commerçants locaux et parfois, par les leaders de la *Kenya African Union*, comme à Kangundo dont Joseph Katithi est originaire. En 1946, Joseph Katithi devient en effet secrétaire général de l'état-major de la KAU aux côtés de Tom Mbotela et Ambrose Ofafa. Joseph Katithi et Tom Mbotela se connaissent bien puisque, si le premier n'est pas kamba (il est originaire de la côte), il a été éduqué à la mission AIM de Kangundo où son frère James est même devenu enseignant⁷⁸.

Un dernier document illustre les soucis plus proprement politiques de l'*Akamba Union* et donc des représentants de la réserve au sein de l'état-major de la KAU. Un mémorandum, signé de William Kioko (Président), John Mutune (Secrétaire), Joseph Katithi et Joseph Mutabi, fut envoyé au Secrétaire d'Etat aux

⁷⁴ Eliud Mukeka, Ngoleni, 23/05/96.

⁷⁵ *Ibid.*

⁷⁶ Dans nos entretiens, nous n'avons eu que des informations allusives à ce propos (Shadrack Nzioka Nzavi, Kawethei, 10/4/96 ou Eliud Mukeka, Ngoleni 23/05/96) et surtout nous n'en avons trouvé aucune trace dans les archives du DC de Machakos ni auprès de son Bureau en charge de l'éducation.

⁷⁷ KNA, *Register of societies, associations*, Machakos District (1930-1950), DC/Mks.23/1.

⁷⁸ Eliud Mukeka se retirera de toute activité politique pour devenir pasteur à la fin des années quarante mais William Kioko, son successeur, cumulera lui aussi les positions au sein de la KAU et de l'AU puisqu'il sera élu trésorier adjoint de la KAU en novembre 1951 grâce au soutien de Jomo Kenyatta contre les syndicalistes radicaux.

colonies en août 1950. C'est un plaidoyer pour la cause kamba. Plusieurs thèmes sont abordés. Les leaders de l'AU commencent tout d'abord par remettre en cause le rôle des autorités locales. Les *chiefs* sont accusés de manipuler systématiquement les résultats des élections à l'*African District Council*⁷⁹. Pour les activistes de la KAU, ils devraient être eux-mêmes élus et surtout transférables dans les zones semi-arides reculées si nécessaires. De même, la mobilité des aînés dans les cours africaines des locations est jugée beaucoup trop insuffisante.

Affirmant l'inaliénabilité des droits des Africains sur leur terre, les quatre hommes poursuivent en demandant l'extension des frontières de la réserve, l'annulation du règlement du peuplement de Makueni, l'arrêt des opérations de réduction des troupeaux, la représentation à parité entre Européens et Africains au sein du *Native Land Trust Board*, l'ouverture libre des zones de pâturage de Yatta, la liberté de commerce sur le sucre et le maïs, le développement des infrastructures éducatives, l'enrôlement des élèves âgés, et enfin, l'application de quotas au bénéfice des Kamba dans l'administration⁸⁰. Typiquement, les leaders de l'*Akamba Union* articulent les problèmes économiques concrets de la réserve à la situation politique de la colonie pour revendiquer la promotion économique et sociale de ses ressortissants. Cette revendication s'appuie notamment sur une opposition aux *chiefs*, accusés de flouer les règles de la démocratie locale. On leur reproche également surtout de monopoliser toutes les opportunités d'accumulation, comme le confirment les entretiens avec les représentants locaux de la KAU-Kangundo.

Joël Thyaka, un ancien enseignant de l'AIM Kangundo, devenu officier de la *Salvation Army* puis revenu à Muisuni en 1944 pour se consacrer à ses affaires, raconte toujours avec précision les raisons de son engagement politique des années quarante qui le mène à militer au sein des branches locales de la KAU et de l'*Akamba Union*. Après la guerre, les soldats ne voulaient plus d'un LNC dominé par les *chiefs*. Aussi, lorsqu'il se présenta aux élections du LNC en 1947, il fut élu sans difficulté pour "plus d'écoles, plus de liberté dans le choix des productions agricoles et plus de commerces". Lorsque Jasper Musau Ndile, un diplômé de Makerere originaire de Kilungu vint à Tala avec la constitution de la KAU pour recruter des membres, il y adhéra immédiatement⁸¹. Stephen Ndavi, un ancien soldat de Kawethei, devint également, selon son fils, militant de la KAU en raison de la différence de traitement entre les colons et les Africains pour l'accès aux cultures de rente et aux pâturages. Alors que les colons cultivaient des hectares de café autour d'Oldonyo Sabuk et faisaient paître à loisir leurs troupeaux sur les ranches voisins de Koma Rock, les anciens soldats se voyaient contraints de revenir à l'igname et au *wimbi*⁸², les experts agricoles de l'administration s'étant aperçus que la monoculture du maïs épuisait les sols⁸³. Les anciens soldats et les paysans éduqués de Kangundo ne s'opposent pas fondamentalement au terrassement qui permet d'accroître la productivité des terres, bien que le travail soit effectué la plupart du temps par leurs femmes. Mais ils veulent

⁷⁹ Les *Local Native Councils* sont devenus les *African District Councils* (ADC) en 1950, lorsque le droit fut donné aux représentants élus de voter la création de certains impôts locaux et de souscrire des prêts pour lancer des projets de développement dans le district.

⁸⁰ KNA, "Memorandum of the Akamba Union to the Rtcd Honorable M. John Dugdale, MP, Minister of State for the colonies, 11 août 1950", *Native associations, unions, etc., 1938-1951*, PC/CP. 8/5/4.

⁸¹ Joël Thyaka, Muisuni, 15/4/96.

⁸² Pâte de sésame à laquelle est préférée l'*ugali*, une pâte de maïs.

⁸³ Throup (D.), *Economic and social origins*, op. cit., p. 67.

pouvoir cultiver les denrées de leur choix sur leurs terrasses notamment pour entretenir le commerce avec Nairobi et générer les revenus nécessaires au paiement des écolages, voire à l'ouverture d'une échoppe permanente sur le grand marché de Tala. Ainsi, outre les humiliations (ne pas pouvoir boire de thé, ne pas pouvoir acheter de sucre), que Savano Maveke ne supporte plus après la guerre, l'impossibilité d'accès aux terres que convoite la population de Kangundo entre Koma et Yatta et l'incapacité de pouvoir faire du commerce "*without baruas*"⁸⁴, sont les raisons de son engagement⁸⁵.

La figure de proue de la KAU à Kangundo est John Muiya Makola, le fondateur de l'association de clan Aombe. Il semble qu'il soit devenu membre de la KAU en 1947 après la tournée triomphale de Jomo Kenyatta contre les mesures de peuplement de Makuani. Il va en devient rapidement le *chairman*. John Muiya a été interviewé par Jeremy Newman en 1973. Éduqué, ancien employé sur les domaines de Thika et d'Oldonyo Sabuk, ancien clerc de Muindi Mbingu et Kavula Muli au sein de l'*Ukamba Members Association*, convaincu du bienfait de l'œuvre de l'*African Brotherhood Church* à laquelle il adhère dès l'arrivée de Simeon Mulandi à Kangundo, John Muiya a fait terrasser sa ferme depuis 1939 et a adhéré à l'*Akamba Union* dès 1940⁸⁶. Il s'est également porté à la tête de l'école primaire de l'ABC qui s'est installée en 1946 entre Tala et Kangundo à Kathithyamaa, avec deux anciens soldats, Stephen Savano Maveke et Wilson Mutie, ses lieutenants de la KAU⁸⁷. Le principal enseignant est un autre membre de la KAU, Fred Mbiti Mati, qui est nommé "directeur pour l'éducation des Eglises indépendantes d'Ukambani".

Installée à Kangundo depuis la fin de la Seconde Guerre Mondiale, la KAU y est donc contrôlée par un groupe d'hommes dont le profil politique s'apparente largement à celui des membres de la *Kikuyu Central Association* dans les années trente. Appuyés sur une volonté de renaissance culturelle face à la violence symbolique de l'AIM, ces *big men* veulent féconder leurs communautés dans le respect de la "tradition kamba", dont ils se veulent les bénéficiaires et les gardiens. Dans leur registre, la qualité d'aîné, issue de l'âge ou de la richesse, est l'objectif à atteindre car il légitime l'accès aux positions de pouvoir, de représentation et de domination sociale. Comme nous le verrons, Paul Ngei ne se place pas du tout sur ce registre de légitimation, d'autant qu'il ne dispose d'aucune des ressources politiques nécessaires pour accéder au rang d'aînés. Ngei, le diplômé de Makerere, entame sa carrière politique aux côtés des journalistes "radicaux" de Nairobi, loin des préoccupations quotidiennes de Kangundo. Mais l'absence de ressources politiques adéquates n'est pas le seul élément expliquant l'improbabilité de la naissance d'une entreprise politique pour Paul Ngei à Kangundo. Au milieu des années quarante, la seconde gouvernamentalité coloniale trouve sur les collines des soutiens inattendus, avec la multiplication des associations de clans vouées à organiser la mise au travail des femmes et des jeunes. Le pouvoir colonial n'a encore jamais autant fait corps avec le terroir kamba. Pour bien le comprendre, il faut maintenant revenir en détail sur la mise en place du plan ALDEV de réhabilitation des sols et le sens profond de cette multiplication des associations de clans.

⁸⁴ *Barua* signifie lettre en swahili. Ces autorisations administratives font le pouvoir des *chiefs* et bloquent toute activité économique

⁸⁵ *Ibid.*

⁸⁶ NEW, John Muiya Kivati, Tala, 10/12/73

⁸⁷ Stephen Savano Maveke, Tala, 10/4/96.

B) Les attraits de la seconde gouvernamentalité coloniale.

Sur le plan agricole, la Seconde Guerre Mondiale fut, pour Kangundo et le district de Machakos en général, une parenthèse masquant les risques d'un réveil brutal. La sécheresse, qui s'est abattue pendant la quasi-totalité du conflit⁸⁸, imposa des importations massives de denrées alimentaires pour éviter une famine qui finira finalement par percer en 1943-44⁸⁹. Kangundo survécut grâce à l'aide alimentaire gouvernementale et surtout au marché noir qui se développa intensément avec les districts kikuyu voisins⁹⁰. Les réseaux commerciaux pré-coloniaux, réactivés après la Première Guerre Mondiale pour le commerce du bétail mais menacés à partir de 1935 par la concurrence entre les commerçants kamba et kikuyu, se remettent en place⁹¹. Des troupeaux, venant du district de Fort Hall voisin, arrivent à Machakos via, notamment, l'important marché de Tala, alimentant les ouvriers des domaines d'Oldonyo Sabuk et les zones semi-arides de Mwala, Masii et Wamunyu reliés entre eux par le lit de la rivière Thwake⁹². La population kamba s'étant massivement engagée dans l'armée et la fonction publique accompagnant l'effort de guerre, les soldats de Machakos forment à eux seuls plus de 10% de la totalité des troupes africaines engagées dans le conflit⁹³. Les soldes et salaires envoyés en zone rurale permettent de plus aux familles d'acheter des denrées alimentaires malgré la hausse croissante des prix consécutive à l'augmentation de la demande⁹⁴. David Throup souligne en effet que le commerce avec Machakos était tellement rentable qu'en mai 1944, quand le district de Fort Hall vint lui aussi à manquer de denrées alimentaires, les commerçants kikuyu préféraient s'approvisionner à bas prix à Meru ou Embu et continuer à revendre leur production à Machakos plutôt que d'arrêter le commerce⁹⁵. Cette affluence exceptionnelle et temporaire laisse cependant craindre des années d'après-guerre difficiles d'autant qu'aucun des problèmes apparus dans les années vingt n'a été résolu.

Dès 1929, la Commission Hall s'était en effet inquiétée de l'avancement de l'érosion dans le district, relayée tout au long des années trente par les experts du département de l'Agriculture. C. Barnes estimait notamment en 1937 que jusqu'à 75 % des terres du district devraient être fermées à tout pâturage⁹⁶. La famine de 1942

⁸⁸ KNA, MDAR (1939-1945), DC/Mks.1/1/29.

⁸⁹ *Ibid.*

⁹⁰ A cette époque, les districts de Machakos et Kitui appartiennent à la Province Centrale et sont donc administrativement rattachés aux districts kikuyu. Ils n'en seront définitivement séparés qu'en 1953 après l'instauration de l'état d'urgence pour éviter toute "contamination" Mau-Mau et refuseront de les rejoindre en 1963.

⁹¹ Throup (D.W.), *Economic and social origins of Mau-Mau (1945-1953)*, London, James Currey, 1988, p. 65.

⁹² Cette voie de pénétration du marché noir pour le maïs, capitale pour l'approvisionnement des locations nord et reculée du district de Machakos s'est maintenue bien après la Seconde Guerre Mondiale. Cf. infra.

⁹³ Ils sont environ 12 000 sur 93 000 soldats africains (Afrique de l'est et de l'ouest confondues). Cf. Easterbrook (D.L.), "Kenyan askari in World War II", art. cité, p. 1.

⁹⁴ Clayton (A.), Savage (D.C.), *Government and labour in Kenya (1895-1963)*, London, Frank Cass, 1974, p. 230.

⁹⁵ Throup (D.W.), *Economic and social origins of Mau-Mau*, op. cit., p. 66.

⁹⁶ KNA, "Report on the Ukamba reserve" by C. Barnes, 1937, DC/Mks.10A/29/1- I.

décida l'administration coloniale à reprendre les opérations de terrassement⁹⁷. Après la reculade de 1938 et à l'approche de la guerre, le gouvernement colonial avait en effet suspendu toute mesure de réduction administrative des troupeaux et axé sa politique sur la transformation des techniques agraires par de vastes opérations d'éducation dans un contexte d'hostilité paysanne latente. La délimitation des parcelles cultivables par la plantation de pieds de sisal autour des *issesse*, pouvait parfois rencontrer une résistance active. Craignant que cette opération soit un préalable à de nouvelles annexions de terres en faveur des colons blancs, les paysans déplantaient le sisal pendant la nuit⁹⁸. Le diagnostic effectué par l'administrateur ethnographe H.E. Lambert⁹⁹ renforça l'opinion du gouvernement de la nécessité d'un plan d'action d'une autre envergure que celui des années précédentes. Il confirmait l'inquiétude du nouveau gouverneur Sir Philipp Mitchell venu dès sa nomination, en 1944, visiter le district¹⁰⁰. Le district avait déjà subi la reprise du terrassement forcé en 1943. Sir Philipp Mitchell n'hésita pas à annoncer le 27 décembre 1944 à la radio que le 1er Janvier 1946 devrait être le "D day" de la réhabilitation du district, si le gouvernement voulait éviter d'avoir à déplacer un quart de million de Kamba avant la fin de la décennie¹⁰¹. La combinaison des croissances démographiques, de l'expansion de l'agriculture intensive, voire de la monoculture du maïs dans les zones moins arrosées de Masii, Mwala ou Kalama, et de l'accroissement des troupeaux dans une réserve dont les aires de paturage avaient été fermées depuis une bonne vingtaine d'années, avait provoqué une érosion des sols telle que le gouvernement craignait de devoir nourrir perpétuellement un district qui ne serait plus jamais autosuffisant, quelles que soient les précipitations. Dès 1946, et alors que le retour des soldats démobilisés s'accélère, un plan décennal de réhabilitation et d'équipement du district est mis en place. Ce plan s'articulera autour de deux grands axes : le dépeuplement animal et humain des zones les plus érodées, avec déplacement d'une partie de ses habitants vers la zone inhabitée de Makueni, et la réhabilitation directe des sols à travers des opérations de terrassement en ayant directement recours au travail forcé si nécessaire. En 1945, le succès de ce plan semble cependant largement compromis par la grogne des soldats démobilisés qui se heurtent au manque d'opportunités que leur offre dans un premier temps la société coloniale. Mais cette opposition sera de courte durée. La multiplication des associations de clans et la propagation, dans tout le district, d'une idéologie de la séniorité absolue donneront appui au redéploiement des mesures de conservation des sols.

1. Une opposition ambiguë au plan ALDEV.

Le plan ALDEV comporte deux parties bien distinctes dont il convient de souligner les différences. La première partie est un programme de peuplement de la région de Makueni, qui demande au préalable la mise en valeur intensive de cette zone semi-aride avant son occupation par déplacement de population. La seconde s'attache

⁹⁷ Throup (D.W.), *Economic and social origins of Mau-Mau*, op. cit., p. 66.

⁹⁸ KNA, MDAR (1940), DC/Mks.1/1/29.

⁹⁹ KNA, "A note on the land problems in the Machakos district. With particular reference to reconditioning" by E.H. Lambert (H.E.), 18/08/1945, DC/Mks. 7/1.

¹⁰⁰ KNA, MDAR (1944), DC/Mks.1/1/29.

¹⁰¹ Kenya Colony and Protectorate, Ministry of Agriculture, *African land development in Kenya (1946-1962)*, Nairobi, Government Printer, 1962, p. 16.

à la réhabilitation de la zone habitée de la réserve qui doit être équipée en barrages et canaux et dont les zones les plus érodées doivent être totalement terrassées afin de recouvrer leur végétation. Si les anciens soldats refusent violemment de quitter les hautes terres pour partir peupler Makueni, qui sera en fait colonisé par les squatters expulsés des domaines, les réactions envers le terrassement sont plus nuancées car celui-ci permet de développer des cultures commerciales, même s'il s'appuie sur le travail forcé des jeunes hommes ou des femmes.

-Makueni.

Le peuplement de Makueni fait partie de l'ensemble des mesures préconisées par la *Carter Land Commission de 1931* pour résoudre le problème de l'érosion des sols. Celle-ci étant la résultante directe de la combinaison du surpeuplement, de l'accumulation du bétail et de l'intensification des productions agricoles, la commission avait recommandé de déplacer une partie de la population alors que les troupeaux seraient administrativement réduits et le restant, déplacés vers le plateau de Yatta, dont la partie sud serait ouverte pour l'occasion au pâturage kamba, tandis que des campagnes d'éducation tenteraient d'améliorer les techniques de culture. L'ouverture de nouveaux pâturages fut la seule mesure qui reçut l'assentiment des populations. Après une reprise modérée du terrassement pendant la guerre, le "D" day du district de Machakos voit s'engager des moyens beaucoup plus considérables. Selon le rapport final du Ministère de l'Agriculture, Machakos s'est vu attribuer la majeure partie des £ 4, 76 millions investis entre 1946 et 1962 et des £ 1,1 millions de prêts aux collectivités locales¹⁰². L'un des plus illustres *chiefs* du district, Jonathan Kala en charge de la *location* de Kangundo, fait partie de la délégation africaine au conseil d'administration de l'*African Settlement Board*, l'organisme chargé de la gestion du programme, aux côtés des deux leaders de la KAU membres du *Legislative Council*, Eliud Mathu et Walter Odede et de personnalités comme l'Archidiacre Owen et H.E. Lambert. Jomo Kenyatta y remplacera Eliud Mathu en 1947, avant que la gestion et le personnel des projets ne soient directement placés sous la direction des comités agricoles de districts (*Agricultural district committees*) en 1955¹⁰³. Jusqu'au début des années cinquante, Makueni concentra donc toutes les attentions de l'administration coloniale. 2 500 familles doivent être déplacées pour peupler une surface d'environ 1,2 millions d'acres. Celle-ci doit être au préalable débroussaillée, subir une éradication totale de la mouche tsé-tsé et doit être équipée en voies d'accès et en points d'eau. Le plan prévoyait de consacrer les 768 Km² du nord de Makueni au peuplement humain et à l'agriculture, et la partie sud réservée au pâturage. Plus des trois quarts des investissements du programme ALDEV y ont été consacrés pendant les cinq premières années de sa mise en place (cf. tableau 1 ci-dessous).

¹⁰² Kenya Colony and Protectorate, *African land development in Kenya*, *op. cit.* p. 1.

¹⁰³ *Ibid.*, p. 2.

Tableau 1 : direction des investissements du programme ALDEV dans le district de Machakos.

	Peuplement de Makueni	Réhabilitation et aménagement du district
1946-1951	£ 167 110	£ 54 461
1952-1961	£ 157 082	£ 372 633
Total	£ 324 192	£ 427 094

Source : Kenya Colony and Protectorate, Ministry of Agriculture, *African land development in Kenya (1946-1962)*, Nairobi, Government Printer, 1962, p. 17.

Dès 1945, les travaux de débroussaillage et d'élimination de la faune sauvage commencèrent, permettant les premiers déplacements en 1947. Ceux-ci ne concernent cependant que les populations des *locations* voisines de Kibauni, Kisau, Okia et Nzauicar, dans le reste du district, ce mouvement de populations rencontra une forte résistance qui réussit même à le paralyser tout au long de l'année 1947.

Les oppositions au plan de peuplement de Makueni sont en fait anciennes. Depuis sa formulation par la Commission Carter sur la terre, la solution d'un désengorgement des hautes terres d'Iveti, de Kangundo ou de Mbooni par un déplacement des populations vers les zones inhabitées de Makueni (Kikumbulyu, Emali, Makindu) avait rencontré une large opposition. Ces zones étaient considérées comme dangereuses et hostiles, toujours peuplées d'un grand nombre de bêtes féroces et surtout infestées par la mouche tsé-tsé, grande menace pour l'homme et son bétail. Le nom lui-même de Makueni, semble n'avoir été définitivement donné à cette région qu'en juin 1937, après une réunion houleuse du *Local Native Council* de Machakos dont les membres élus s'étaient tous opposés à l'idée d'un repeuplement dans cette région appelée jusque-là "le pays des mouches"¹⁰⁴. Jusqu'en 1945, les élus locaux dont la majorité n'est autre que des *chiefs*, demandent au *Distict Commissioner*, d'abandonner cette idée de repeuplement à l'est, même pour les paysans sans terre. Ils lui demandent plutôt de rattacher au district toute la zone sud allant du chemin de fer jusqu'à Magadi et la frontière tanzanienne, qui selon eux a été injustement accordée aux Maasai, depuis 1905, alors que les Kamba y trouvaient auparavant des aires de pâturages¹⁰⁵.

Dès 1943, le courrier des engagés et la visite qu'avaient pu leur faire quelques *chiefs* sur la ligne de front en Birmanie, avaient montré l'inquiétude des soldats sur la situation des réserves, craignant surtout de perdre leur bétail pendant cette absence¹⁰⁶. Les rumeurs qui circulent, et que reprend le rapport mensuel des services des renseignements intérieurs britannique, en 1945, témoignent de l'animosité des soldats envers toute action anti-bétail de l'administration. Le DC doit organiser des tournées incessantes dans le district pour les démentir et calmer les esprits. Ces rumeurs

¹⁰⁴ *Machakos LNC Minutes (1935-1945)*, DC/Mks. 5/1/3.

¹⁰⁵ *Ibid.*

¹⁰⁶ Easterbrook (D.), art. cité, p. 13.

annoncent la reprise d'une réduction forcée des troupeaux et l'expulsion des Africains de leurs meilleures terres¹⁰⁷. Lors de la réunion du *Local Native Council* de février, Makueni est dénoncée comme "un cimetière certain pour le bétail kamba", vers lequel les populations des zones arrosées refuseront d'aller pour laisser leurs terres fertiles aux colons de Thika ou d'Oldonyo Sabuk. L'annonce du "D day" à la radio laisse en effet craindre le pire. En juin 1945, de nouvelles rumeurs, vraisemblablement propagées par les anciens soldats, laissent penser que chaque *utui* sera bientôt entouré de fil de fer barbelé à l'image des camps pour prisonniers de guerre, et que le "D day" signifiera l'éviction de toute la population kamba du district et sa réquisition par l'administration, le projet étant en fait de transformer les Kamba en squatters¹⁰⁸. Tout jeune prenant à cette date un *kipande* y verrait de même "Makueni" systématiquement inscrit¹⁰⁹. En avril 1946, le rapport des services de renseignements intérieurs signale la plus grande difficulté pour recruter la main-d'œuvre nécessaire au débroussaillage des premiers acres de Makueni, les anciens soldats refusant tout travail forcé. Même les postes administratifs pourtant mieux payés ont du mal à être pourvus. Les candidats demandant, sur conseils des soldats¹¹⁰, des salaires astronomiques pour s'exiler comme petits fonctionnaires dans cette partie sud du district toujours mal aimée¹¹¹. L'année du "D day" voit en fait culminer le mécontentement. L'aide alimentaire au district a en effet été réduite en raison de la sécheresse et des pénuries qui frappent toute la colonie alors que les populations kamba n'en ont jamais autant ressenti le besoin. Selon le *District Commissioner*, des pamphlets antigouvernementaux commençaient alors à circuler. Heureusement, les précipitations reprennent dès septembre et se poursuivent en octobre et novembre, calmant rapidement la situation¹¹².

L'enjeu de Makueni se révèle donc double. Pour les anciens soldats, l'opposition vient tant du refus de se plier au travail forcé et de partir débroussailler cette zone insalubre et semi-aride pendant de longues semaines que d'abandonner leurs terres bien arrosées et leurs troupeaux. Mais tous les anciens *askari*, même à Iveti ou Kangundo, ne disposent pas de parcelles propices à la culture des tomates ou des haricots. A Kangundo et Matungulu, les *sub-locations* de Kawethei, Kyevaluki ou Ngulini, qui se trouvent au pieds des collines, connaissent des situations semi-arides où la parcellisation des exploitations aurait dû faire rêver des soldats auxquels l'administration proposait jusqu'à 25 acres. Le problème central de Makueni, qui y rend toute installation si difficile, semble venir du règlement drastique d'occupation des sols que veut y imposer le gouvernement, désireux de ne pas retrouver des terres débroussaillées à si grands frais aussi désertiques que les *locations* les plus érodées après seulement quelques années de peuplement. Juridiquement, ce règlement est un arrêté local et doit être avalisé par le *Local Native Council*, qui a un droit de regard sur toute nouvelle réglementation interne aux réserves. Tant que le *Local Native Council* était dominé par les *chiefs* que le DC faisait nommer par le PC ou élire dans les *locations*, en faisant se ranger la population en file indienne derrière le candidat de

¹⁰⁷ KNA, MDMIR (1945-1950), DC/Mks. 2/1/1.

¹⁰⁸ KNA, MDAR (1946), DC/Mks. 1/1/30.

¹⁰⁹ KNA, MDMIR (1945-1950), DC/Mks. 2/1/1.

¹¹⁰ *Confidential letter from GRB Brown, Machakos DC to PC Nyeri, 2/04/1946, KNA-DC/Mks/2/1/1. citée par Easterbrook (D.), Art. Cit., p. 20.*

¹¹¹ MDMIR (1945-1950), DC/Mks. 2/1/1.

¹¹² MDAR, (1946), DC/Mks. 1/1/30.

leur choix en guise de vote, ce droit de regard n'était qu'une simple formalité, une concession procédurale et symbolique à des représentants africains qui n'allaient de toute façon pas s'opposer à leur employeur. Mais en mars 1947, le résultat des élections locales remit totalement en cause cette validation formelle que l'administration du district avait l'habitude d'obtenir de ses membres. Seuls trois des conseillers sortants furent réélus. Six anciens soldats accédèrent à l'assemblée locale, "tous jeunes et tous commerçants", un enseignant de l'AIM et une petite dizaine d'autres commerçants ayant tous un niveau d'éducation secondaire¹¹³. Il ne fut alors pas rare, précise le DC, "d'entendre lancer en séance le préambule de la Charte de l'Atlantique"¹¹⁴. Ce renversement de l'équation politique locale rend difficile l'approbation du règlement de Makueni, d'autant que Jomo Kenyatta, à peine nommé à l'*African Settlement and Land utilization Board*, le conseil d'administration du programme ALDEV, le condamne fermement. Lors d'une visite des sites de Makueni en avril, accompagné de 9 élus du nouveau LNC et de Samuel Muindi Mbingu, le leader de l'UMA, rentré l'année précédente de résidence surveillée, Jomo Kenyatta se prononce ouvertement contre ce règlement qui impose aux familles déplacées des conditions de survie qu'il estime inférieures à celles du reste de la réserve. Pour le Président de la KAU, les *locations* de Makueni ont toujours fait partie de l'*Akamba Native Land Unit*, si le gouvernement colonial se trouve désormais obligé de les aménager en raison des spoliations foncières qu'il avait imposées aux populations Kamba dans le nord du district et sur le plateau de Yatta, c'est sa seule et entière responsabilité, et les familles qui doivent déjà subir le traumatisme du déplacement n'ont pas à souffrir en plus de restrictions supplémentaires. Le règlement du peuplement de Makueni fut ainsi renvoyé en commission lors de l'Assemblée qui suivit cette déclaration pour qu'il y soit intégré un certain nombre de modifications conformes au souhait des élus. Malheureusement pour le DC, Eliud Mathu vint lui

¹¹³ Nous connaissons la composition exacte du LNC de Machakos après les élections de 1947 grâce à un rapport administratif de comparaison entre le développement des institutions locales au Kenya et au Nigéria, dans lequel le district de Machakos fait l'objet d'une étude de cas. Son auteur, E. Gibbons, précise ainsi savoureusement le mode de scrutin utilisé lors de ces élections, "les dix-sept membres élus sont choisis à main levée lors de grandes réunions dans les *locations*, en la présence du DC, du *chief* et des *assistant-chiefs* de la *location* et des *asili*, dont la fonction est de vérifier qu'aucun étranger ne vient participer au vote. Les supporters des candidats qui, de toute évidence, ne seront pas élus, sont invités à les abandonner et à se placer derrière de plus sérieux prétendants, de sorte que soit ainsi mis en place un système plus ou moins efficace de transfert". p. 10. Les membres du LNC nommés et élus en 1947 sont donc : (nommés) 1. Un maître d'une école du gouvernement âgé de 36 ans; 2. Le président du Tribunal coutumier d'appel, conseiller juridique, âgé de 47 ans; 3 à 7, des *chiefs*, âgés de 36 à 53 ans; 8. Un assistant médical, âgé de 42 ans; 9. Un inspecteur agricole, âgé de 38 ans; (élus) 10. Un ancien sergent du Corps des Educateurs ayant participé à la grande parade de célébration de la victoire à Londres, âgé de 32 ans; 11. un technicien formé à Makerere et travaillant jusque là au Ministère de l'équipement, âgé de 29 ans; 12. Un maître d'école dans une mission, âgé de 33 ans; 13. Un ancien soldat devenu commerçant; 14. Un commerçant swahili, âgé de 47 ans; 15. Un ancien maître d'école devenu commerçant âgé de 32 ans; 16. Un ancien soldat âgé de 32 ans; 17. Un maître d'école âgé de 30 ans; 18. Un ancien maître d'école devenu commerçant âgé de 34 ans; 19. Un policier retraité avec de bons états de service, âgé de 36 ans; 20. Un aîné de village âgé de 45 ans; 21. Un ancien soldat âgé de 35 ans; 22. Un ancien soldat devenu commerçant; 23. Un ancien soldat devenu commerçant; 24. Un aîné de village devenu commerçant de 40 ans; 25. Un ancien soldat en passe de devenir maître d'école âgé de 28 ans; 26. Un ancien maître d'école dans une mission sur le point d'ouvrir sa propre école, âgé de 37 ans. Cf Gibbons (E.J.), *African local government reform. Kenya, Uganda and eastern Nigeria*, Lagos, Government Printer, 1949, p. 11.

¹¹⁴ KNA, MDAR (1947), DC/Mks. 1/1/30.

aussi à Machakos deux mois plus tard, en juillet 1947 condamnant tout autant ce règlement qui est à nouveau renvoyé en commission lors de la réunion d'août. L'opposition au plan de repeuplement de Makueni et la mobilisation de Jomo Kenyatta et d'Eliud Mathu intervient dans le contexte précis de la crise d'Olunguruone dans la vallée du Rift, où des squatters kikuyu ont refusé le plan gouvernemental et ont commencé à passer des serments d'unité et de rebellions. Les deux leaders de la KAU, en adoptant des positions aussi tranchées lors de leur déplacement dans le district de Machakos veulent vraisemblablement exercer une pression sur le gouvernement et lui faire craindre une rébellion kamba.

Malheureusement, nous n'avons pas trouvé d'archives indiquant clairement quels points du règlement de Makueni avaient été spécifiquement remis en cause, le procès-verbal des réunions du LNC ne se montrant pas suffisamment explicite. Il nous semble cependant possible d'émettre l'hypothèse que l'enjeu principal du débat devait être le nombre de têtes de bétail que pouvait garder chaque famille et les modalités de leur installation à Makueni. Le rapport final du ministère de l'Agriculture sur le programme ALDEV indique simplement que dans "les premières années, l'intention était d'installer des paysans kamba sans terre en communautés de vingt familles pour qu'ils cultivent en commun, mais cette mesure se révéla impopulaire et fut abandonnée". Sans entrer dans les querelles entre les ethnographes et les agronomes de l'administration du district qui noyèrent le DC de leurs recommandations contradictoires sur les meilleures solutions à adopter à Makueni entre 1938 et 1946, la note écrite par H.E. Lambert pendant l'été 1945, semble révéler que le projet initial était de réduire la possession en bétail des familles à quatre têtes maximum et d'organiser un peuplement en grappes, les unités déplacées n'étant pas des familles nucléaires mais des lignages complets de *motui* qui se reconstitueraient à Makueni en villages disposant de terres communes¹¹⁵. Comme le soulignait H.E. Lambert, cette perspective était hautement contraire aux pratiques d'habitat dispersé qui sont en vigueur dans toute l'Afrique de l'Est et rendait surtout Makueni encore moins attractif qu'une position de squatter sur l'un des domaines d'Oldonyo Sabuk ou de Thika, ceux-ci ayant droit à au moins cinq têtes de bétail. Le règlement final fut finalement imposé par décret au LNC¹¹⁶. Il indiquait cependant un certain nombre de concessions sur les projets initiaux. Le peuplement devait désormais répondre à des démarches individuelles, les paysans venant choisir eux-mêmes leur parcelle. Chaque famille avait le droit de conserver de cinq à huit têtes de bétail, sous réserve de leur aménager des paddocks de deux acres. Dans un rappel à son collègue de Machakos¹¹⁷, H.E. Lambert précise que l'inquiétude de la population venait surtout de cette idée de déplacement collectif, mais que conformément au droit coutumier, les déplacements individuels n'impliquaient pas des retours systématiques ou des prétentions ultérieures à la propriété. Tout chef de famille partant s'installer sur une autre terre perdait le droit d'usage de la parcelle conférée à la naissance par son appartenance au lignage. Cette règle, finalement adoptée par le règlement du Makueni, était déjà utilisée par les sociétés anciennes pour remédier à la pression démographique, et toute prétention au

¹¹⁵ KNA, "A note on the land problems in the Machakos district. With particular reference to reconditioning" by E.H. Lambert (H.E.), 18/08/1945, DC/Mks. 7/1.

¹¹⁶ *Government notice n°41 of 1948* : "The native land trust (reconditioning of Makueni area) Rules", 1947 cité in RHO, J.W. Balfour, "Makueni.", *Handing-over notes*, 20/08/1949, Mss Afr.S. 1469/13.

¹¹⁷ Il était à l'époque DC de Kiambu. Cf. KNA, "Note de H.E. Lambert", non daté, PC/CP.9/7/3.

retour ou à l'usage de la parcelle quittée était dans les faits exclue, à moins d'un changement brutal de la situation d'un lignage comme la disparition d'une ou de deux de ses familles lors d'une épidémie. Mais, malgré l'abandon de cette idée de peuplement "en grappe", E. Gibbons semble indiquer que la condamnation de tout déplacement par les leaders de la KAU eut un impact déterminant sur le rythme des départs, qui ne commença finalement à se manifester qu'après que le vice-président du LNC, *Senior Chief* James Mwanthi, eut lui-même déposé une demande d'attribution de parcelle¹¹⁸.

Le rythme des départs, moins de deux cents familles par an jusqu'en 1952, semble désespérer l'administration coloniale de jamais atteindre son objectif malgré les efforts déployés pour rendre le peuplement de Makueni attractif : les familles déplacées recevaient des parcelles de vingt acres, étaient nourries jusqu'à la production des premières récoltes sur leurs cinq acres de terres arables, qui étaient elles-mêmes labourées gratuitement la première année par les tracteurs du gouvernement, avec mise en place gratuite de pistes et un approvisionnement gratuit en eau jusque 1955. Comme en témoigne le tableau 2 ci-dessous, le coût du programme de peuplement de Makueni qui ne rencontre que peu de succès jusque 1951 est de plus astronomique :

**Tableau 2 : rythme et coût du peuplement de Makueni
dans le cadre du programme ALDEV**

	Nombre d'installations par année	Total d'installations par année	Coût de chaque installation par année	Coût total par installation par année
1948-1949	100	100	632	1249
1950	170	270	128	543
1951	175	445	122	378
1952	219	664	96	386
1953	244	908	91	233
1954	172	1 080	151	220
1955	245	1 325	123	202
1956	279	1 604	89	182
1957	428	2032	35	149
1958	43	2075	35	149

Source : Kenya Colony and Protectorate, Ministry of Agriculture, *African land development in Kenya (1946-1962)*, Nairobi, Government Printer, 1962, p. 17.

En fait, il semble que dès 1948, ce ne soit pas la population visée qui parte occuper Makueni, mais les squatters des domaines voisins d'Oldonyo Sabuk, de Koma Rock et de Thika expulsés par les colons. En effet, engagés depuis la fin des années trente dans l'exploitation intensive du bétail ou la production laitière qui demandent de lourds investissements en bovins de haute qualité, les colons craignent la contamination de leurs troupeaux à partir du bétail des squatters¹¹⁹. Or, la *Resident*

¹¹⁸ Gibbons (E.J.), *African local government reform, op. cit.*, p. 12.

¹¹⁹ KNA, "Labour, squatter and stock" - DC/Mks/2/1.

Labourers ordinance de 1937 leur avait donné toute impunité pour faire en sorte que le bétail de leurs squatters soit décimé. Celle-ci annulait les contrats de durée illimitée passés entre les colons et leurs employés parfois depuis deux décennies, pour les remplacer par des contrats à durée très courte dans les termes suivants : si les squatters étaient des anciens employés, ils pouvaient garder dix bovins ou équivalent (un bovin est équivalent à un maximum de cinq moutons) ; mais si ce sont des nouveaux employés, ils n'ont droit qu'à cinq têtes de bétail, les chèvres étant totalement exclues des domaines. Les contrats permettant de garder plus de cinq têtes sont limités à deux ans tandis que les contrats de cinq têtes et moins ont une durée de cinq ans. Les colons pouvaient ainsi forcer leurs anciens squatters à réduire à néant leur troupeau, sous la menace d'une terminaison rapide de contrat ou d'un remplacement par des nouveaux venus. Au lendemain de la guerre, les expulsions de squatters ne tardent pas à gagner les domaines voisins de Kangundo et Matungulu. Ces squatters sont forcés de rentrer dans un district où ils n'ont plus aucun droit à la terre. Les expulsés des domaines de Machakos sont ainsi absorbés en priorité par les opportunités de Makueni dès 1948¹²⁰.

Ainsi, à partir de 1949, il semble peu probable que les anciens soldats ou policiers sont encore récompensés de leurs bons et loyaux services avec les terres de Makueni. Ce sont rapidement les domaines de Thika qui demandent à renvoyer en masse leurs squatters en situation irrégulière et leur bétail, provoquant à la fin de l'année la création d'une file d'attente de plus de 500 demandes pour partir à Makueni. Le DC, heureux qu'une épidémie de pleuropneumonie bovine empêche l'arrivée en masse des expulsés de Thika dont le bétail doit obligatoirement être mis quelques mois en quarantaine (il y aurait ainsi 60 000 têtes de bétail en attente d'expulsion), demande néanmoins une accélération de la procédure d'accueil à Makueni¹²¹. Le peuplement de Makueni ne répond donc pas à sa mission de décongestion des zones surpeuplées du district. Il sert à éviter la crise qu'aurait pu provoquer le retour dans le district de plusieurs centaines de squatters et de leur bétail. Ce détournement du plan ALDEV au profit des colons ne semble pourtant pas inquiéter l'administration provinciale qui ne s'inquiète plus de la surpopulation du district. Il nous faut désormais entrer dans le détail de la situation sociale du district et de l'organisation du travail forcé pour mieux en comprendre les conséquences.

-Réhabilitation des sols et travail forcé.

Si le DC ne s'inquiète plus de la surpopulation des *locations* de Kangundo, Iveti ou Kilungu, c'est que celles-ci se sont progressivement vidées. Tout au long des

¹²⁰ Les notes du D.O. en charge de l'administration du plan le confirment : "Il y a aujourd'hui au total 169 formulaires de demandes enregistrées (...) ces candidatures regroupent une variété importante de dossiers, des squatters expulsés ayant de toute urgence besoin d'un lieu d'installation avec leur bétail à ceux qui cherchent simplement à acquérir une parcelle supplémentaire de terre pour la famille (...) En général la priorité devrait être donnée :

(a) aux personnes déplacées comme les squatters;
 (b) aux hommes ayant deux ou trois enfants et venant des *location* nord comme Kangundo, Iveti et Matungulu, qui vivent sur des terres prêtées et qui n'ont ni emploi ni profession;
 (c) aux hommes qui ne sont pas membres des deux groupes cités ci-dessus, qui possèdent du bétail et ont à leur actif de nombreuses années de bons et loyaux services comme les membres de l'armée ou de la police (...)" RHO, J.W. Balfour, "Makueni.", *Handing-over notes*, 20/08/1949, Mss Afr.S. 1469/13.

¹²¹ KNA, "J.W. Howard to J. Pinney, 26/11/49", *Handing-over reports, Machakos District* (1938-1955), DC/Mks/26/1.

années quarante, la sécheresse a frappé durement le district (cf. Tableau 3 ci-dessous), forçant les jeunes hommes à rejoindre le marché du travail. Les plus dures années semblent avoir été les périodes 1938-1940, 1945-1946, et 1949-1950, le nombre des absences du district pour cause de guerre ou de départ sur le marché du travail ne décroissant pas au cours de la décennie et passant même brutalement de vingt-cinq à trente mille entre juillet et décembre 1950¹²².

Tableau 3 : relevé des précipitations au centre administratif (*boma*) de Machakos entre 1935 et 1960 (*inches*)

1935	1936	1937	1938	1939	1940	1941	1942	1943	1944	1945	1946	1947
34.50	40.48	49.11	29.82	20.98	31.11	42.25	36.49	n.d.	34.42	19.09	27.13	48.83
1948	1949	1950	1951	1952	1953	1954	1955	1956	1957	1958	1959	1960
36.98	24.16	25.74	62.80	31.68	29.72	35.78	34.90	25.01	42.44	40.25	26.48	31.58

Source : MDARs (1935-1960). Un *inch* mesure 2,54 cm.

Cette même année, le DC est lui-même surpris de l'ampleur des ventes volontaires de troupeaux qui sont réduits de 25% pour les bovins (plus de 44 200 têtes) et 40% pour les ovins et caprins (plus de 163 400 têtes)¹²³. A peine rentrés, la sécheresse semble donc avoir forcé les anciens soldats ne réussissant pas à s'insérer dans la société locale à repartir directement à Nairobi pour y trouver un travail. Les associations d'*anake* qui fleurissent dans la capitale et organisent l'arrivée des originaires de chaque *location* (emploi, logement, convivialité) en 1946 en témoignent. La *Kilungu Youth Association*, et les *Kaumoni*, *Nzawi* et *Mukaa Progressive Associations* demandent toutes leur enregistrement officiel à cette époque¹²⁴. De même, l'organisation précise du travail forcé illustre le fait qu'il leur soit prioritairement destiné, alors que leurs aînés vont bénéficier d'un élargissement des structures locales de représentation.

En effet, en 1948, pour rendre plus efficace le travail des conseils d'*utui* qui sont en charge de désigner les victimes du travail forcé pour le terrassement de chaque voisinage, le DC décide d'élargir leur recrutement aux *nthele* éduqués qui, depuis leur retour de l'armée, s'opposent radicalement à l'autorité sociale des *atumia*. Cette mesure n'ouvre aucune possibilité d'accumulation, mais elle multiplie les opportunités de participation aux délibérations des conseils qui animent la vie des voisinages, ce que réclamaient notamment les anciens soldats. De plus, le DC crée des conseils intermédiaires entre le niveau des *utui* et celui des *locations*, qu'il appelle conseils de section (*sectional councils*) et qui s'apparentent vraisemblablement aux anciens *ivalo*. Ce dédoublement des structures représentatives locales n'apporte aucun

¹²² Ibid. et KNA, MDAR (1950), DC/Mks. 1/1/30.

¹²³ Outre la sécheresse, la progression de l'agriculture a probablement commencé dans les années quarante à provoquer l'abandon du maintien d'un trop grand troupeau que l'on ne peut plus nourrir, un phénomène que Gavin Kitching a pu noter pour les paysans kikuyu, ou luo dans les années trente. cf. Kitching (G.), *Class and economic change in Kenya*, op. cit.

¹²⁴ KNA, MDAR (1948), DC/Mks. 1/1/30.

transfert de pouvoir. Il multiplie simplement les possibilités de cooptation au processus de consultation locale et reconnaît une autorité sociale officielle aux *nthele* rentrés de la guerre avec un niveau d'instruction qui en fait bien souvent des leaders d'opinion¹²⁵. Dès lors, ceux-ci vont faire en sorte d'échapper au travail forcé qu'ils destinent en priorité à leurs cadets¹²⁶, les individus pauvres, les *anake*, et, à défaut, aux femmes. Un élément supplémentaire en témoigne.

En 1948, le DC souligne que les essais pour organiser le travail forcé sur une base clanique se sont révélés très décevants. Les clans sont spatialement trop disséminés entre les *locations* pour permettre une organisation efficace. Le conseil d'*utui* reste la meilleure solution. De même, le DC rapporte que le leader des groupes de travail se voit donné le titre de *muthiani* par les aînés¹²⁷. Or, le *muthiani*, qui était traditionnellement un chef de guerre, ne peut être qu'un *anake* et il ne peut diriger que d'autres *anake*. Le refus de se soumettre à son autorité est de plus lourdement sanctionné par une amende de Ksh 10. Le travail forcé est de plus souvent organisé au bénéfice des membres locaux de l'administration coloniale, qui font travailler, trois fois par semaines, les personnes réquisitionnées sur leurs propriétés. Elles sont par ailleurs soumises à une interdiction de labourer leur propre parcelle si celle-ci n'est pas terrassée¹²⁸. La charge de ce que l'administration coloniale appelle le "travail communautaire" (*communal work*) et qui n'est rien d'autre que du travail forcé, est une raison supplémentaire pour les cadets sociaux de vouloir quitter le district. Finalement, les DC entre 1947 et 1951 se plaignent rarement de refus violent de participer au travail forcé pour le terrassement des collines les plus érodées, comme c'est le cas dans le district voisin de Fort Hall. Ils déplorent simplement le manque de main-d'oeuvre qui ne leur permet d'atteindre que 60% des objectifs fixés chaque année¹²⁹. Dès la fin des années quarante, l'administration coloniale reçoit cependant le concours d'une multitude d'associations locales, les associations de clans.

2. La multiplication des associations claniques.

A partir de 1948, apparaît au grand jour l'un des phénomènes sociaux qui va le plus marquer la vie locale des districts kamba d'après-guerre et qui compte encore beaucoup aujourd'hui : l'établissement des clans en associations d'entraide. Rappelons brièvement que le clan est l'ensemble des membres d'une lignée qui revendiquent le même ancêtre mythique commun. Jusqu'aux années trente, les clans kamba ne semblent pas avoir été l'objet d'une attention particulière, ni de la part de leurs membres ni de la part de l'administration coloniale. Dès la fin des années trente, et à grande échelle dans les années quarante, se manifestent cependant des projets d'unification clanique dont témoignent bientôt les demandes d'enregistrement

¹²⁵ Cf. Penwill (D.J.), "Sub-chiefs in Kikuyu and Ukambani", East African Institute of Social Research, Makerere University College, Conference Papers, 1952, p. 4.

¹²⁶ Nous employons le terme cadet au sens de "cadets sociaux", qui implique la triple différenciation de l'âge, du genre et de la richesse. Un homme de 30 ans éduqué et aisé sera ainsi socialement considéré comme l'aîné d'un paysan pauvre de 40 ans. Cf. Bayart (J.F.), *L'Etat au Cameroun*, *op. cit.*

¹²⁷ *Ibid* et KNA, "J.W. Howard to J. Pinney, 26/11/49", *Handing-over reports, Machakos District* (1938-1955), DC/Mks/26/1.

¹²⁸ NEW 18 : William Muisyo, Mulinge, Ukia, 08/03/1974 et NEW 24 : Elijah Mutaki, Mbooni, 1/11/1974.

¹²⁹ Clayton (A.), Savage (D.C.), *Government and labour in Kenya*, *op. cit.*, p. 357.

d'associations d'entraide auprès du DC. Dès l'origine, l'administration coloniale entretient une relation passionnelle et contradictoire avec les leaders de ces associations claniques. En effet, elle y voit le moyen idéal d'arrêter la "détribalisation" d'une réserve qui, selon elle, souffre de la progression de l'économie de marché et de l'influence néfaste des Africains instruits et urbanisés, mais elle craint fortement de voir se créer des gouvernements parallèles qui remettent en cause son autorité. Le paradoxe de la seconde gouvernamentalité coloniale en Ukambani et surtout à Kangundo, où les associations claniques sont très actives, vient de ce que ses élites locales sont plus extrémistes que l'administration coloniale dans leur volonté de contrôle social des cadets sociaux. On assiste alors, au sens propre, à une vulgarisation du pouvoir colonial qui trouve des relais au coeur même de la société, à travers les projets disciplinaires de ces associations.

Il est nécessaire d'insister sur la chronologie pour illustrer notre propos. Entre 1948 et 1951, l'Etat colonial est pris dans la compétition entre ses différents services techniques et les DC, qui voient avec horreur de jeunes bureaucrates armés de statistiques remplacer leur sensibilité au terrain dans le processus de décision. Il ne cesse alors d'hésiter entre sa politique de réforme agraire, nécessaire à la lutte contre l'érosion des sols, et le renforcement d'un contrôle social contre ce qu'il appelle la "détribalisation" des réserves avec la progression de l'économie de marché. Les élites de Kangundo, elles, n'hésitent pas. Elles engagent précocement la réhabilitation des sols nécessaire au développement des cultures commerciales en forçant les cadets sociaux à se soumettre à leur autorité par la constitution d'associations claniques leur donnant toute autorité en la matière.

L'administration coloniale est totalement prise au dépourvu par cette ébullition associative clanique dont elle soupçonne les projets et la capacité de mobilisation qui pourraient, pense-t-elle, représenter une menace pour son autorité. Ces associations parviennent en effet à collecter beaucoup d'argent pour des projets d'entraide éducative et sociale mal définis et dont les *chiefs* remettent en cause la crédibilité. Dès la formulation de leur demande d'enregistrement, les DC préviennent ainsi les leaders présumés de ces associations que toute action politique ou contraire à la loi sera sévèrement réprimée. Entrées véritablement en activité au retour des soldats en 1945, celles-ci se sont en effet tout d'abord manifestées par leur volonté d'exercer légitimement une violence répressive sur leurs membres qui se montrent irrespectueux des leaders auto-intronisés et refusent de payer leur cotisation ou leur contribution obligatoire. Le recrutement des associations claniques est en effet "naturel", on en est forcément membre à la naissance, et la cotisation prend la forme d'un impôt annuel que les membres doivent payer dès leur majorité sous peine d'amende voire de répression. Une ou deux fois, le DC souligne ainsi que ces associations claniques se sont montrées une véritable menace pour l'ordre public, et les aînés qui s'étaient permis de d'extorquer de l'argent à leurs membres contre leur volonté ou même, à Kalama, de punir physiquement l'un d'entre eux qui s'était montré irrespectueux, ont été lourdement condamnés¹³⁰. Dès leur apparition, une relation ambiguë naît ainsi entre l'administration qui voudrait pouvoir utiliser ce formidable outil de contrôle social et les représentants de ces associations claniques, qui, quand ils ne comptent pas les *chiefs* parmi leurs membres fondateurs, s'y opposent violemment. C'est le cas par exemple des *Aombe* dont le leader n'est autre que John Muiya Makola, membre élu du *Local Native Council* puis de l'*African District Council* et directeur de l'école

¹³⁰ KNA, MDAR (1948), DC/Mks. 1/1/30.

indépendante ABC Kathithyamaa. Son association a obtenu, en juillet 1946, la retransmission à la radio d'un message en langue vernaculaire informant tout le district de sa création¹³¹. Mais lors d'une séance du LNC de 1948, John Muiya demande que soit donnée aux associations de clans, l'autorisation officielle de pouvoir punir physiquement leurs membres indisciplinés et irrespectueux de l'autorité des aînés¹³², provoquant une condamnation sans appel du DC. La constitution de l'*Aombe Clan association* pose ainsi de nombreux problèmes et doit être réécrite plusieurs fois par John Muiya qui voulait pouvoir disposer de ses propres cours de justice¹³³. De plus, une certaine confusion règne au sein de ces associations qui se disputent la représentativité des clans. Le registre du district témoigne ainsi entre 1946 et 1948, de la présence de pas moins de deux associations pour les Atangwa, deux pour les Akitondo et deux pour les Aombe. De plus, nombre d'entre elles ne se réfèrent pas aux clans mais à l'union en leur sein de certaines familles élargies (*Mbaa Kimanthi Association of Kitondo clan, Aombe security mbaa Wangaa Union, Atangwa clan of Kithiyaki*)¹³⁴. Sans être vraiment "claniques", ces associations regroupent en fait les principales lignées de certains clans sur une unité territoriale particulière, la dispersion des clans sur tout le territoire d'Ukambani rendant en effet extrêmement difficile à l'époque la constitution d'associations unifiées. Pourtant, ces associations claniques représentent sans doute l'autorité traditionnelle que recherche l'administration coloniale et qui lui fait tant défaut dans le district. Avant d'analyser précisément le contenu de cette restauration clanique à travers le cas controversé des Aombe, nous voudrions préciser la nature de cette convergence d'intérêt entre l'administration coloniale et les leaders de clan qui se trouve au coeur de la seconde gouvernamentalité coloniale à Kangundo à la fin des années quarante.

- La recherche coloniale du contrôle social.

Dans son souci de retribalisation des Africains, qui selon elle souffrent de la progression d'un dangereux individualisme, la volonté de constituer une véritable autorité traditionnelle locale était de nombreuses fois apparue dans les rapports des ethnographes de l'administration ou des administrateurs eux-mêmes, notamment pour éviter le développement d'un véritable marché foncier et la naissance d'une classe de paysans sans terre. Dans une circulaire destinée aux *chiefs* et aux tribunaux, le DC tentait ainsi de réfréner dès 1946 la vente de terres sans l'accord des aînés, toute transaction foncière entre deux membres de lignages différents devant se faire en présence des aînés des deux parties et du *Chief*. Dans une note supplémentaire à celle de 1945 où il avait déjà abordé ce problème, H.E. Lambert recommande à nouveau la création d'une *Land Authority* dans le district, pour éviter la parcellisation foncière supplémentaire. En effet, le désir des jeunes de récupérer l'argent de leur dot, et l'espoir de lancer un commerce ou d'accroître une surface de culture, l'avaient déjà bien engagée après-guerre¹³⁵. De nombreux cas de transactions plus ou moins frauduleuses étaient ainsi apparus devant les tribunaux locaux en 1945, résultant de la démarcation précise des *isese* par des pieds de sisal depuis 1938. Cette mesure qui était destinée à favoriser la séparation des aires de culture et des aires de pâturages

¹³¹ KNA, *Administration, native tribes, their customs and Law panels*, DC/Mks/2/15/2.

¹³² KNA, MDAR (1948), DC/Mks. 1/1/30.

¹³³ KNA, MDAR (1950), DC/Mks.1/1/30.

¹³⁴ KNA, *Register of societies, associations Machakos District (1930-1950)*, DC/Mks/23/1.

¹³⁵ KNA, "Land tenure-kikuyu and akamba system", PC/CP.9/7/3.

eut aussi pour effet de rendre bien visibles les parcelles de chacun, certains *anake* n'hésitant cependant pas à vendre sous leur seule décision et à leur seul profit des aires de pâturage collectives qu'ils partageaient encore avec leurs frères¹³⁶. Après avoir voulu promouvoir les productions agricoles africaines dans les années trente et réduire la surpopulation de bétail en incitant à la monétarisation des dots¹³⁷, l'administration cherche désormais à réduire ce qu'elle considère comme les effets néfastes de la progression de l'économie marchande dans la réserve. Cette position est en totale contradiction avec sa volonté de conservation des sols qui favorise les paysans abandonnant leur bétail pour les cultures commerciales. H.E. Lambert recommande ainsi de faire savoir aux aînés des lignages, que le gouvernement les soutient lorsqu'ils s'opposent à la vente de terres. Soulignant l'inefficacité des mesures existantes, qui n'imposent aucune contrainte pour forcer l'enregistrement des transactions qui se font sur la base du seul volontariat, H.E. Lambert demande même l'implication pour les ventes de tous les aînés de l'*utui* concerné pour éviter les possibilités de corruption. Il réclame par ailleurs que le LNC impose l'enregistrement obligatoire des transactions foncières, produise une déclaration officielle n'exprimant la reconnaissance des droits individuels de chacun qu'à travers l'assentiment collectif du lignage et demande la présence du DC ou de l'un de ses assistants lors de chaque transaction.

Le LNC, composé dans sa grande majorité de paysans commerçants en quête d'accumulation concédera l'alourdissement de la procédure de vente mais sans rendre obligatoire l'enregistrement des transactions. Les *chiefs* du LNC passent ainsi en 1946 une résolution créant l'ouverture d'un livre de vente au bureau du DC et recommandant la publication d'une intention de vente un mois avant la transaction puis son assentiment officiel et signé par les aînés des deux parties. Mais leur complicité dans la non-application de cette mesure, qu'ils n'avaient de toute façon pas rendue obligatoire, fait qu'en 1950, le fameux livre ne comporte toujours que la trace de six transactions, passées l'année même de son ouverture¹³⁸. A la fin de la décennie, le DC, qui se sent sans doute sur ce point floué par ses propres subordonnés, cherche donc toujours une autorité foncière efficace pour éviter la fragmentation des terres. Les aînés des clans, qui sont les premières victimes de la volonté des *anake* ou des *nthele* de disposer librement de leurs parcelles, quelles que soient les volontés patriarcales, pourraient ainsi offrir une opportunité de contrôle social rêvée. De plus, l'administration est en quête d'une autorité lignagère pour limiter l'accumulation de bétail lors des transactions matrimoniales, préférant encore en ce cas la progression de l'économie monétaire. Voulant éviter toute interdiction administrative pouvant susciter une crise comparable à celle de 1938, elle envisage de confier cette tâche aux aînés des clans et à leurs associations¹³⁹. Au lendemain de la guerre, une réflexion officielle est ainsi engagée sur les possibilités de contrôle social offertes par les aînés des clans et sur leur place dans la société. La consigne d'enregistrement systématique du droit coutumier en témoigne.

¹³⁶ Penwill (D.J.), *Kenya Customary Law. Notes taken in the Machakos district of Kenya Colony.*, Nairobi, KLB, 1951, p. 37.

¹³⁷ Dès 1926 et pour limiter l'érosion, S.H. Fazan, le DC de l'époque avait organisé une tournée de propagande dans le district pour que les chèvres soient si possible remplacées par des moutons ou leur équivalent monétaire lors des transactions matrimoniales. Cf. Penwill (D.J.), *op. cit.*, p. 3.

¹³⁸ Penwill (D.J.), *op. cit.*, p. 45.

¹³⁹ KNA, *African affairs, Native authority ordinance (1937-1962)*, PC/East.1/1/23.

Même si les administrateurs-ethnographes se défendent de toute velléité de codification du droit coutumier kamba¹⁴⁰, le code sud-africain de droit coutumier du Natal a été envoyé par le *Native Chief Secretary* à tous les DC en avril 1947 pour commentaires sur sa pertinence pour le Kenya¹⁴¹. L'année suivante, la décision du gouvernement de créer des *Law Panels* (panels juridiques) destinés à enregistrer de façon systématique les différents éléments du droit coutumier semble bien donner lieu à la création d'une jurisprudence¹⁴². Le fonctionnement du panel de Machakos en témoigne. Composé des présidents de chacun des neufs tribunaux africains du district, du président de la cour d'appel et d'un D.O., celui-ci se réunit à intervalles réguliers dans l'année pour établir des rapports sur les différents points du droit coutumier kamba, auxquels les tribunaux africains pourront ensuite se référer¹⁴³. Desmond O'Hagan, le *Native court officer*, demande ouvertement l'établissement d'une jurisprudence des droits coutumiers en 1948, conformément à la méthode employée par les Belges au Rwanda-Urundi : tout d'abord, réaliser une enquête dont les résultats seront publiés afin de constituer progressivement une jurisprudence puis, une fois que suffisamment de matériaux ont été réunis, élaborer un code. Une fois devenu *Native chief secretary*, il précise de même à D.J. Penwill, le *Native tribunal officer* de Machakos, que si les responsables des tribunaux sont en désaccord avec ses notes, qui sont d'ailleurs le fruit direct du travail des *Law Panels*, ils doivent en donner précisément les raisons qui devront être enregistrées. Or, les points du droit coutumier qui intéressent plus particulièrement l'administration coloniale à l'époque, le petit livre de D.J. Penwill l'illustre pleinement, sont 1) l'organisation du mariage et les règles exactes de circulation du bétail qui en découlent, 2) le droit foncier et le fonctionnement des héritages et 3) l'insubordination des jeunes et des femmes, à travers la consommation illégale d'alcool et la tolérance de l'adultère et de la prostitution. Pour ce troisième point, Penwill semble même réfléchir aux voies possibles de recours au droit coutumier pour créer un code pénal. En tout point, le souci central de cette entreprise est le renforcement de l'autorité des aînés qui déterminent le montant et les modalités de paiement des dots et pourraient désormais être mieux armés pour s'opposer aux transactions foncières et à la consommation d'alcool des cadets et contrôler l'indépendance "abusive" des femmes.

Il existe donc de toute évidence une véritable communauté d'intérêt entre l'administration coloniale et les nouvelles associations claniques que le DC de Machakos tente d'organiser et de mobiliser à son profit en novembre 1949, afin précise-t-il "de canaliser les forces du passé au bénéfice de celles du progrès"¹⁴⁴. Lors d'une réunion rassemblant les représentants des 25 associations de clans, le DC approuve l'établissement d'un conseil permanent de leurs présidents, destiné à prendre son avis pour les questions portant sur l'alcoolisme, la prostitution et "l'honneur de la tribu" en général. Pourtant dans le rapport qu'il laisse à son successeur J. Pinney en décembre 1949, le DC J.W. Howard lui conseille d'exercer la plus grande surveillance

¹⁴⁰ D.J. Penwill qui publie en 1950 une note destinée à faciliter le travail des responsables des tribunaux réprovoque toute codification, voulant laisser à la coutume toute sa souplesse d'évolution. Cf. KNA, "Reponses de DJ Penwill, *Native tribunal officer* à D. O'Hagan, *Chief Native secretary*", *Administration, native tribes, their customs and Law panels*, DC/Mks/2/15/2.

¹⁴¹ KNA, *African affairs, native authority ordinance* (1937-1962), PC/East.1/1/23.

¹⁴² KNA, *Chief Native secretary*", *administration, native tribes, their customs and law panels*, DC/Mks/2/15/2.

¹⁴³ *Ibid.*

¹⁴⁴ KNA, MDAR (1949), DC/Mks. 1/1/30.

sur ces organisations. Ce dernier ne leur accordera finalement que peu de crédit¹⁴⁵, ayant eu à nouveau maille à partir avec les prétentions démesurées de John Muiya Makola sur ses frères Aombe. Il dénonça la présence en leur sein d'un certain nombre de racketteurs, n'hésitant pas à profiter de la crédulité des membres les moins éduqués malgré la présence parmi eux d'une forte proportion de *chiefs*¹⁴⁶. Cette confusion sur les relations quasi passionnelles entre les associations claniques et l'administration coloniale témoigne de l'ambiguïté fondamentale de ces nouveaux lieux de sociabilité kamba. Il nous faut désormais tenter de cerner les projets à l'oeuvre derrière ce bouillonnement clanique pour mieux en évaluer la portée.

- La réinvention d'un patriarcat kamba.

Il est nécessaire d'insister tout d'abord sur la multiplicité des associations de clans qui ne posent pas toutes autant de problèmes à l'administration coloniale et ne pèsent pas toutes du même poids social. L'enjeu que représentent ces associations dépend de leur taille et de leur niveau d'organisation. Les clans kamba sont de tailles extrêmement variées, en raison du degré de fissiparité qu'ils ont pu connaître lors des grandes migrations et surtout après leur installation sur les collines de Mbooni au XVIII^e siècle¹⁴⁷. Les noms des clans qui reprennent souvent la toponymie de ces collines témoignent de cette époque fondatrice au cours de laquelle la croissance démographique et la contingence du peuplement et des différentes scissions ont vu se former les vingt-cinq lignages fondamentaux qui forment le groupe kamba. Les quatre clans réputés démographiquement les plus grands sont les Atangwa, les Aombe, les Atwii et les Amutei, tandis que sans pouvoir vraiment en expliquer les raisons, les Anzauni, Akanga, Athanga ou Aieni sont réputés être démographiquement plus petits.

Outre ces capacités de mobilisation numérique différenciées, les associations bénéficient sans aucun doute à divers degrés des différences de personnalité de leurs membres fondateurs. Il est ainsi difficile de comparer l'organisation mise sur pied par Josya Wambua Muli pour les Atwii ou John Muiya Makola pour les Aombe, qui dispose d'une constitution d'une trentaine d'articles écrits en langage quasi juridique (avec procédures, sanctions et définitions des tâches respectives), à celle des Aeuni ou des Akanga des *locations* nord du district qui n'ont que quelques règles fondamentales jetées sur le papier¹⁴⁸. Ces règles alternent entre l'affirmation d'un respect absolu envers le gouvernement ou les aînés, complétées par des injonctions vagues contre les divisions au sein des familles, le non-paiement des compensations de sang, le non-paiement des cotisations, et l'affirmation de souhaits de développement comme l'éducation des enfants, l'achat de terres de paturage ou la construction d'un entrepôt¹⁴⁹. Le conseil des représentants de ces associations est vraisemblablement entre les mains des plus instruits et des mieux établis de leurs membres, qui envoyèrent en septembre 1949, un mémorandum au DC, lui demandant une clarification officielle de la position de l'administration à leur égard et à l'égard du droit coutumier qu'ils se proclament les seules autorités capables d'appliquer. Entre septembre 1949 et janvier 1950, un bras de fer s'est ainsi engagé entre les clans et

¹⁴⁵ KNA, "J.W. Howard to J. Pinney", *Handing-over reports, Machakos district* (1938-1955), DC/Mks/26/1.

¹⁴⁶ KNA, MDAR (1950), DC/Mks. 1/1/30.

¹⁴⁷ Cf. introduction *supra*.

¹⁴⁸ KNA, *Clan societies* (1949-1952), DC/Mks/8/12.

¹⁴⁹ KNA, *Clan societies* (1949-1952), DC/Mks/8/12.

l'administration, cette dernière forçant les premiers à déclarer leur allégeance sans que les uns et les autres n'aient l'intention réelle d'en rester là. A partir de cette date, les associations de clans se feront plus discrètes, prêtant le cas échéant officiellement leur concours à l'administration, mais sans que celle-ci puisse véritablement s'en satisfaire dans les faits. Mais au-delà des déclarations d'intention des uns et des souhaits de contrôle des autres, certains éléments, dont le mémorandum commun des présidents d'associations adressé au DC en septembre 1949, nous permet de saisir les logiques sous-jacentes à cette ébullition clanique dont l'administration ne peut capturer la dynamique¹⁵⁰.

En insistant sur un rôle historique pré-colonial qu'ils n'ont jamais joué, les présidents de clan interpellent le DC de façon virulente et accusent l'administration coloniale d'une totale incohérence. Celle-ci reconnaît leur rôle social et leur existence, comme lorsqu'ils assurent l'équité du partage des héritages ou le respect des droits des veuves, mais leur retire tout moyen de se faire respecter auprès de la jeunesse. Les aînés dénoncent en fait l'ambiguïté du projet colonial de "retribalisation" des réserves et lui oppose une fin de non-recevoir à travers un contre-projet de gouvernement patriarcal maximisant l'autorité des aînés sur les cadets et les femmes. Cette solution maximaliste présente en fait nombre des caractéristiques d'instauration d'un gouvernement parallèle voulant disposer des moyens de faire respecter son autorité par la coercition physique ou invisible (le *kithitu*). L'administration dispose en fait de

¹⁵⁰ Les présidents des clans interpellent le DC de la façon suivante :

"1) Les 25 clans kamba existaient-ils avant que l'homme blanc arrive ?

2) Quand le gouvernement trouva qu'il existait 25 clans, a-t-il reconnu leur existence ou les a-t-il ignoré ?

3) Pourquoi le gouvernement donne-t-il la possibilité aux jeunes de lui désobéir de même qu'à leurs parents ?

4) Pourquoi le gouvernement divise-t-il les propriétés des clans quand eux ne l'ont jamais fait ?

5) a. Pourquoi le gouvernement se permet-il de modifier la coutume kamba alors que les Kamba ne reconnaissent pas la valeur du nouveau système juridique ?

b. Pourquoi le gouvernement change-t-il le droit coutumier kamba sur la base de témoignages de convertis qui n'ont pas autorité en la matière ?

6) Pourquoi le gouvernement prive-t-il les aînés des clans du droit de punir eux-mêmes les *anake* qui boivent ?

7) Si le gouvernement nie aux clans leur capacité de contrôle originel et traditionnel sur les criminels, qui va payer la compensation en cas d'accident ? S'apprête-t-il à payer lui-même les compensations aux familles des victimes ?

8) a. Si le gouvernement nie tout pouvoir aux clans et que lors du décès d'un vieil homme, le fils aîné s'approprie tout l'héritage aux dépens de ses petits frères, qui va l'en empêcher ?

b. Si une veuve est chassée de sa maison, qui va garantir qu'elle retournera chez elle et sera bien traitée par ses fils ?

9) Si le gouvernement britannique approuve l'existence de 25 clans et de leurs coutumes, pourquoi le gouvernement emprisonne-t-il les représentants des clans qui sont tout à fait capables de gérer eux-mêmes les affaires de leurs familles conformément au droit coutumier ?

10) Les propriétés kamba appartiennent aux clans dans leur totalité à savoir :

a. Tout le bétail (bovins, ovins, caprins, etc.) appartient au clan.

b. Tous les individus appartiennent à leur clan.

c. Toutes les terres appartiennent aux clans.

d. Les comportements répréhensibles sont habituellement sanctionnés par les clans.

e. Les clans gèrent leurs affaires dans leur famille grâce à un serment appelé

"Kithitu".

Lesquels de ces éléments n'appartiennent pas aux clans ?". Cf. KNA, "Clans memorandum to the DC Machakos", Sept. 1949, *ibid*.

très peu de moyens pour empêcher les clans de lever l'impôt que représentent les cotisations annuelles ou toute contribution supplémentaire au titre de projets précis. Même si elle a fait emprisonner les individus ayant forcé un membre à payer contre sa volonté, la menace d'en faire un paria, en le rejetant officiellement de la grande famille clanique, suffit la plupart du temps à faire rentrer les cotisations. Ce rejet, qui s'apparente à un bannissement, le sujet étant alors exclu de toutes les activités sociales quotidiennes du lignage et de ses capacités d'entraide en cas de famine, est trop dissuasif pour que la simple mention de sa menace n'ait pas un effet immédiat. L'administration ne peut s'opposer qu'à l'usage de la force et de la torture à l'encontre d'un membre récalcitrant, et dans les seuls cas où le *chief* ne soutient pas cette action et où la victime la dénonce aux autorités. L'ennemi le plus dangereux pour l'autorité du clan est moins l'administration et ses représentants que la mission et ses convertis. Ce sont les missionnaires, présents en permanence au coeur des réserves, qui conseillent souvent l'administration sur le droit coutumier quand ils n'ont pas réussi à placer leurs fidèles à la tête des tribunaux locaux. Les clans refusent le tri très chrétien, entre les bonnes et les mauvaises coutumes, les coutumes "primitives" et les coutumes "civilisées" que veut différencier l'administration. Un tri pourtant jugé raisonnable par le DC en comparaison des prises de position des missionnaires de l'*Africa Inland Mission* qui prônent le rejet total des croyances et pratiques passées. L'hostilité envers les missions et leurs adhérents, qui transparaît dans ce mémorandum, n'est pas feinte. L'AIM ne semble devoir son succès qu'à l'ancienneté de son implantation et, dans sa grande majorité, la population préfère envoyer ses enfants dans les écoles du *district educational board* (le conseil éducatif du district) plutôt que dans les missions, les catholiques étant ensuite préférés aux fondamentalistes américains.

Le tri du droit coutumier est inacceptable pour des aînés de clan qui veulent recouvrer les moyens de contrôler cette jeunesse qui s'enfuit vers les villes, selon eux, avec la complicité du Ministère du travail, et leur refuse cette main-d'oeuvre qui fait tant défaut pour terrasser et rénover les parcelles. Après la levée d'un impôt et son placement sur un compte d'épargne postal qu'autorise l'enregistrement légal des associations, les présidents de clan veulent récupérer leur capacité de coercition physique sur les jeunes, ceux-ci ne respectant parfois même plus l'ancienne pratique des serments. Le serment est en effet la seule arme qui reste aux aînés de clan pour asseoir une autorité patriarcale qui n'est pas mieux illustrée que par le projet de constitution présenté par John Muiya Makola au DC, en mars 1950. Ce projet, qui est présenté un peu plus de deux mois après que l'assemblée des Présidents de clan a finalement officiellement déclaré son allégeance totale au gouvernement, son refus de s'engager dans toute action politique et sa participation à la rénovation foncière du district, est sans doute à l'origine du scepticisme et de la méfiance du DC vis-à-vis des déclarations d'intentions qui lui ont été rapportées. John Muiya Makola ne propose en effet en 27 articles de créer son petit Etat dans l'Etat¹⁵¹, sur lequel lui et son conseil règneront de façon quasi-absolue. John Muiya veut créer une chefferie au pays des classes d'âges.

Il est à noter, tout d'abord, que c'est un projet de constitution que présente le membre élu du LNC pour Kangundo, pas un ensemble de règles bigarrées laborieusement formulées. John Muiya n'a pas sollicité l'aide du DC pour écrire son texte, à la différence de nombre d'autres leaders d'association. Au contraire, il va le

¹⁵¹ Nous avons reproduit ce projet de constitution dans son intégralité en Annexe 3.

défendre point par point jusqu'en 1952, réfutant les prétentions de l'administration à vouloir le modifier comme en témoigne la correspondance qu'il entretient avec le DC¹⁵². Successivement, le projet définit les pouvoirs conférés au Président, au comité exécutif, puis au *chairman*. Sont ensuite énumérées les compétences judiciaires du clan, au regard de celles des tribunaux coloniaux, et les règles à respecter par les membres, vis-à-vis des autorités ainsi instituées, au risque d'amendes qui sont ensuite précisées. Puis sont énumérées les dispositions générales du comité exécutif régissant les contributions financières, les règles de vie en commun, les procédures à suivre au sein de l'organisation et le protocole à respecter, les responsables de l'organisation s'attribuant un salaire en tant que représentants d'un véritable service public.

John Muiya, le Président, dont on ne sait comment il est choisi ou nommé, s'attribue des pouvoirs quasi-absolus. Il peut renvoyer à tout moment tout membre du comité exécutif ou des branches locales sans aucun contrôle. Le comité exécutif est l'organe d'élaboration des règles du clan, dont l'établissement doit être décidé à l'unanimité et qui, dès lors, ne peuvent être remises en cause. Les directeurs sont les représentants du président dans les districts et disposent d'une partie de ses pouvoirs d'exclusion. Tout conflit entre deux membres du clan doit être impérativement jugé par les autorités du clan, les contrevenants à cette règle risquant le statut de paria. De même, en cas de conflit avec un membre d'un autre clan devant les tribunaux coloniaux, le clan pourra apporter son soutien à son membre. Le Président exerce un droit de censure sur les procès-verbaux et les archives de l'association, et sanctionne lourdement toute contestation de son autorité, de celle des membres du comité exécutif ou des règles de l'association, par des amendes en bétail. Le comité exécutif entend de même sanctionner l'endogamie et l'adultère claniques, les jeunes se voyant interdits de serrer la main des filles de leur clan et devant saluer les aînés avec le respect qu'il se doit. Il accepte de livrer les criminels et les alcooliques au *chief* et à la justice coloniale, mais entend garder la haute main sur les contrevenants aux règles de fonctionnement des compensations matrimoniales (quand un père promet sa fille à deux prétendants et se fait payer deux dots), dont la procédure est précisément rappelée et doit être entérinée par des serments. L'envoi des enfants (garçon et filles) du clan à l'école est rendu obligatoire et les directeurs de chaque branche doivent faire avancer le terrassement, payer l'impôt au gouvernement colonial, et s'assurer que ses membres travaillent, construisent des latrines chez eux et que les filles n'ont pas de comportement indécent, ni ne se livrent à la prostitution. Les 26 et 27 novembre sont déclarées fêtes claniques chômées en souvenir de ces deux journées de 1949, où 1345 personnes ont prêté serment de fidélité au clan Aombe à Matungulu, chez John Muiya. Les autorités suprêmes du clan (président, vice-président, secrétaire général et secrétaire adjoint) perçoivent un salaire dont le montant n'est pas précisé. Les titres de *musumbi*, *munene* et *mwandiki* sont décernés respectivement au Président, aux directeurs généraux et aux secrétaires. Enfin, les devoirs des enfants adoptés par le clan et ceux de ses membres sont rappelés et toute attaque en sorcellerie au sein du clan est fermement condamnée.

Il est possible de noter un changement de position vis-à-vis du gouvernement, en comparaison avec le mémorandum de septembre 1949. Dans sa réponse et lors de son allocution à la réunion des présidents de clans de décembre, le DC semble avoir su faire comprendre qu'il ne tolérerait aucune atteinte à son autorité ni à celle de ses représentants, les *chiefs* et les tribunaux locaux. De même, le DC peut très facilement

152

KNA, *Clan societies (1949-1952)*, DC/Mks/8/12.

faire peser une menace lourde de conséquences sur l'association : le refus de l'enregistrer. Illégale, l'association risque le harcèlement des *chiefs* et ne peut ouvrir le compte bancaire si nécessaire à ses activités. Son état-major se doit en effet de garder un minimum de transparence et de témoigner auprès des membres ordinaires que son action est destinée au bien collectif et non à son seul profit. A plusieurs reprises, il est donc fait mention d'un engagement résolu à respecter et faire respecter les lois de la colonie et à livrer les criminels aux tribunaux, plutôt que de faire justice en appliquant directement le droit coutumier. Pourtant, John Muiya ne peut pas admettre qu'on lui retire le droit de juger les conflits entre les membres de son propre clan et continue à sanctionner de la répudiation les Aombe qui se seraient présentés devant le tribunal colonial, pour régler un conflit, plutôt que de l'en informer. Ce point précis est sans doute celui qui fait encore hésiter le DC à accepter la constitution de l'association de clan Aombe en l'état, et celle-ci ne sera finalement enregistrée qu'en 1952 à la veille de l'Etat d'urgence¹⁵³.

Les associations claniques et leur invocation du respect pur et dur d'un droit coutumier qu'elles contribuent à reformuler et veulent surtout appliquer strictement, nous semblent ainsi illustrer un projet maximaliste de contrôle social qui va sans doute plus loin que ce que désire un pouvoir colonial certes soucieux de "retribaliser" ses réserves, mais voulant néanmoins faire le tri entre les bonnes et les mauvaises coutumes pour "canaliser les forces du passé vers le progrès". Voulant mettre en place un véritable gouvernement patriarcal ayant toute puissance pour lever l'impôt et discipliner les cadets qui s'enfuient vers la ville et se permettent de transgresser des interdits, qui n'avait vraisemblablement pas une telle rigidité avant cette reformulation des années cinquante (consommation d'alcool, endogamie clanique, adultère), les aînés et leurs alliés instruits, les *nthele* commerçants, offrent une vision très conservatrice de la société kamba. Ils ne rejettent pas l'ordre colonial et son économie de marché mais veulent s'organiser de sorte à y imprimer leur marque et à y asseoir leur domination dans les campagnes, l'objectiver et l'institutionnaliser à grand renfort de tradition. Au cours des années quarante, une génération d'instruits s'est ainsi positionnée à la tête d'une société locale dont ils érigent les nouvelles règles, de sorte à tirer le maximum de profit des opportunités d'accumulation qui pourraient ensuite se présenter. Leur relation à l'Etat colonial est conflictuelle car le carcan que celui-ci impose à la constitution pleine et entière d'un nouveau système de domination limite leurs ambitions, tandis que de nombreux cadets quittent Matungulu et Kangundo pour éviter la famine, échapper au travail forcé et au néo-patriarcat ambiant. Ces restrictions ne vont cependant pas durer et l'opportunité donnée aux aînés de renforcer leur autorité ne connaîtra plus véritablement de limites après l'insurrection Mau-Mau.

Conclusion :

Au lendemain de la Seconde Guerre Mondiale, une opposition largement fondée sur le mécontentement des soldats s'est formée dans le district de Machakos.

¹⁵³ Cette constitution a connu semble-t-il beaucoup de révisions et les éléments que nous avons recueillis sont sans aucun doute suffisamment différents du règlement final de 1952 malheureusement absent des archives du Kenya, pour que nous n'en entreprenions pas la comparaison ici avec le projet de 1950.

Cette grogne des soldats et des nouveaux élus du *Local Native Council* a culminé avec la visite de Jomo Kenyatta et la condamnation des règles de repeuplement à Makueni. Elle ne fit pourtant pas de Machakos un vivier de soutien rural à l'insurrection Mau-Mau. Comme le souligne W.K. Opanga¹⁵⁴, critiquant à juste titre, O.J.E. Shiroya qui fit trop rapidement des anciens soldats le fer de lance de la mobilisation nationaliste à force de généralisations abusives, les préoccupations des anciens soldats et leur réinsertion dans la société rurale ne furent pas les mêmes dans la province centrale, dans l'ouest du pays et à Machakos ou Kitui. A Kangundo, les plus âgés d'entre eux, les *nthele* ne "grognent" que par ce que l'administration coloniale ne leur offre pas les possibilités d'accumulation conformes au nouveau statut social qui leur a été finalement reconnu. Un nouveau système de domination commence cependant à s'implanter à travers le néo-patriarcat des associations de clans, aux détriments des cadets, jeunes, femmes et paysans pauvres, victimes privilégiées du travail forcé, qui, quand ils ne sont pas obligés de vendre leur bétail pour survivre, partent sur le marché du travail, à Nairobi ou Mombasa. La mobilisation politique qui a gagné Kangundo après la guerre fut essentiellement une mobilisation de *big men*. Dans ce contexte, la naissance de l'entreprise politique d'un jeune agitateur urbain à la fibre anti-coloniale semble bien improbable sur les collines de Kangundo. Cependant, l'insurrection Mau-Mau, l'état d'urgence, et l'intensification des réformes agraires vont singulièrement modifier cette situation. Dix ans après la proclamation de l'état d'urgence, Paul Ngei est devenu le héros de Kangundo. Il faut maintenant se tourner vers les années cinquante, pour comprendre les raisons de ce plébiscite.

¹⁵⁴ Opanga (W.K.), "From soldiering to politics and commerce : the returnee second world war soldier in his home district, 1945-1963", Historical Association of Kenya annual Conference, Main Campus, University of Nairobi, 23-26 août 1984, 23 p.

Chapitre 3

Les origines d'un plébiscite (1951-1961)

Introduction

Après la guerre, la KAU n'est pas apparue dans un champ politique dénué de concurrents. Elle doit rapidement composer avec les héritiers des associations des années trente (surtout les *Kikuyu Central Association* (KCA), *North Kavirondo Central Association* (NKCA), *Ukamba Member's Association* (UMA), etc.) et faire face à la mobilisation d'une jeune génération de radicaux syndicalistes ne se retrouvant ni dans l'anticolonialisme culturel des élites rurales dont Jomo Kenyatta était le chef de file, ni dans l'opportunisme des quelques instruits devenus les interlocuteurs privilégiés du gouvernement. La KAU connaît ainsi dès sa création les divisions qui traversent les mobilisations politiques anti-coloniales. On distingue généralement quatre époques dans son évolution jusqu'à la déclaration d'état d'urgence en octobre 1952. Une première époque (1944-1947) voit s'opposer les légalistes, rangés derrière Eliud Mathu, aux anciens de la KCA qui acceptent mal la montée en puissance de ces jeunes instruits sans enracinement rural. Une seconde (1947-1949) voit le retour de Jomo Kenyatta, parti en Angleterre depuis 1937, qui s'appuie sur une alliance contre-nature entre la KCA, surtout implantée à Murang'a, et les *chiefs* de Kiambu organisés en "Parlement" sur les terres du *senior chief* Koinange à Banana Hills. Cette alliance contre-nature ne dure cependant pas (1949-1951) et Jomo Kenyatta doit conforter ses soutiens auprès du groupe des syndicalistes radicaux dont la montée en puissance est parallèle à celle du poids de Nairobi dans la vie politique kényane. Enfin une dernière époque se solde par la prise de pouvoir des radicaux derrière les syndicalistes Fred Kubai et Bildad Kaggia, participant directement à l'organisation de la révolte Mau-Mau et face auxquels Jomo Kenyatta n'aura finalement la vie sauve qu'en raison de son arrestation (1951-1952).

Avec la création de la KAU une troisième arène politique se met progressivement en place, l'arène politique centrale qui ouvre l'accès au *Legislative Council* et au gouvernement, et s'emboîte sur les deux niveaux inférieurs. Kangundo, Machakos et Nairobi deviennent les sites emboîtés des rivalités entre différents entrepreneurs politiques kamba. Ces entrepreneurs ne jouent pas tous pour les mêmes trophées et ne sont pas tous engagés dans le même type de compétition. Mais l'emboîtement des différentes arènes politiques s'opère lentement et, pour accéder à l'un des niveaux élevés de la compétition, il est souvent nécessaire d'avoir conquis une position dominante dans l'un des échelons inférieurs. Une position conquise au sein de la branche de la KAU à Kangundo permet ainsi d'accéder à une autre, à l'échelle du district, et cette dernière peut donner accès à l'état-major du parti. Dans chacune des arènes, les ressources politiques nécessaires à la conquête des positions de pouvoir sont différentes et recourent éventuellement des clivages sociaux.

Ainsi, sans pouvoir décortiquer le jeu des factions kamba aussi précisément qu'ont pu le faire John Spencer ou David Throup pour les rivalités byzantines agitant les factions kikuyu des différentes *locations* de Kiambu, Murang'a et Nyeri entre 1944

et 1952¹, notamment parce que l'investissement politique des représentants de ces districts n'a rien de comparable, il est néanmoins possible de dresser une ligne de partage entre les deux types de soutiens que la KAU trouve à Kangundo. Cette ligne est significative de l'avancée progressive de la stratification sociale dans ce terroir kamba. Il serait prétentieux de vouloir discerner comment les anciens soldats se mobilisent précisément entre ces deux trajectoires. Notre raisonnement se fonde en effet plus sur des faisceaux d'indices congruents que sur des preuves bien concrètes, l'administration coloniale étant souvent incapable de faire la part des choses entre les différents "agitateurs politiques" kamba. Les derniers survivants de ces années de formation semblent de plus avoir noyé la mémoire de leurs divisions dans celle du combat pour l'Indépendance. Cependant l'implantation de la KAU à Kangundo répond bien à une triple logique, que l'on retrouve partiellement au niveau national avec l'opposition entre les groupes d'une part Eliud Mathu, et d'autre part les héritiers de la KCA, et enfin les radicaux avec Fred Kubai et Bildad Kaggia. Cette triple opposition reste pertinente à plusieurs niveaux pour les élites d'Ukambani et recoupe notamment les différences de mobilisation entre *big men* et *small men*, aînés et cadets sociaux. Les profils politiques de trois hommes peuvent résumer cette segmentation. Les plus anciens sont les héritiers de l'*Ukamba Members Association*, comme John Muiya Makola, activement engagé dans les associations de clans, l'*African Brotherhood Church* et les branches locales de l'*Akamba Union*. Ils militent pour une renaissance politique et culturelle kamba, dont les leaders doivent redevenir ces *big men* capables de féconder leur communauté en développant leurs commerces. La plupart des anciens soldats adhèrent à cette position. Ils s'investissent avant tout dans le champ politique local, avec pour objectif de conquérir des positions au sein de LNC. Ils ont définitivement remplacé les *chiefs* d'avant-guerre. Des entrepreneurs politiques plus jeunes, plus éduqués, tentent simultanément d'investir l'arène politique centrale qui s'ouvre progressivement à Nairobi. Ces entrepreneurs se distinguent en deux groupes. Tout d'abord, les "légalistes", comme Joseph Katithi, qui entourent Eliud Mathu au sein de la KAU et recommandent une ouverture progressive du champ politique aux Africains, pour laquelle ils se positionnent comme les interlocuteurs privilégiés. Souvent sortis de l'*Alliance High School*, ils ont un travail salarié et organisent des commerces entre Nairobi et la réserve. Enfin les "radicaux", issus du milieu syndical ou militant urbain, qui pensent déjà à l'indépendance et ne voient pas l'intérêt de l'ouverture progressive des institutions quand la majorité des Africains restent dominée par les blancs dans leur propre pays et ne peut disposer de ses propres terres. Paul Ngei fait partie de ce dernier groupe, dont il est l'un des représentants les plus visibles en raison de son niveau élevé d'éducation (Makerere) et de son investissement médiatique. Ses comparses peuplent généralement les syndicats de la capitale.

A la fin des années quarante, les syndicats sont en effet devenus les plus importants lieux de mobilisation de l'anticolonialisme du pays. A Mombasa, l'activité portuaire a provoqué la montée en puissance d'une population d'ouvriers qualifiés stabilisée aux côtés des travailleurs migrants à temps partiels toujours majoritaires. De puissants syndicats y revendiquent l'amélioration des conditions de travail dès 1945;

¹ Cf. notamment : Spencer (J.), *The Kenya African Union*, Londres, KPI, 1985 ; Spencer (J.), "Kenya African Union and Mau Mau : some connections", *Kenya Historical Review*, vol. 5, n°2, 1977, pp. 201-224 ; Throup (D.), "Moderates, militants and Mau-Mau : african politics in Kenya (1944-1952)", Annual conference of the Historical association of Kenya, Nairobi, 3-5 Janvier 1986, 45 p. et Lonsdale (J.), "Kenya's civil war and glorious revolution. Notes towards a rural political theory", Annual conference of the Historical association of Kenya, Nairobi, 3-5 Janvier 1986, 27 p.

les grèves deviennent l'un des modes d'action les plus systématiques, comme en 1947, où une grande grève générale paralyse le port pendant plus de onze jours². Dans la capitale, la situation est plus confuse. Il faudra attendre véritablement le début des années cinquante pour que les investissements industriels massifs que connaît la colonie après-guerre permettent la stabilisation d'une population plus importante de travailleurs salariés³. Tout au long des années quarante, les querelles entre les différents représentants africains du *Nairobi Advisory Council*, qui se disputent le contrôle de la distribution des logements et des services sociaux, ont nourri la paralysie administrative municipale, renforcée par le désintérêt qu'éprouvent les colons pour les quartiers africains. A l'inverse de Mombasa, la ville de Nairobi est en effet une pure création coloniale étroitement ségréguée, et les colons des quartiers de Karen ou du centre administratif ont abandonné la ville noire, à tel point que celle-ci tombe sous le contrôle de bandes organisées qui terrorisent ses habitants. Le groupe *anake a 40*, dirigé par des anciens soldats kikuyu circoncis en 1940, est resté la plus célèbre de ces bandes et y faisait dès 1946 régner la terreur criminelle, organisant le racket et la prostitution dans les quartiers de Pumwani et Shauri Moyo⁴. A la fin des années quarante l'action syndicale jusque-là très éclatée commence néanmoins à se structurer. Fred Kubai, le secrétaire général de la *Transport and Allied Workers Union*, fonde le 1er mai 1949 l'*East African Trade Union Congress* (EATUC) avec Bildad Kaggia, le Président de la *Clerks and Commercial Workers Union* et Makhan Singh, un militant communiste sikh récemment autorisé à revenir au Kenya après avoir été exilé en Inde⁵. L'EATUC, qui réunit six syndicats de la capitale, ne tarde pas à adopter une position plus offensive que la KAU, convaincue de la futilité des pétitions et autres revendications formulées par les légalistes présents au *Legislative Council*. Le rapport Beecher de 1949 sur l'éducation et surtout le "Kenya Plan" publié par l'*Electors Union* (l'association fédérant les colons), ont pu les convaincre de l'impossibilité de toute évolution négociée⁶. L'EATUC décide en mai 1950 d'organiser le boycott africain des célébrations qui couronnent l'octroi à la municipalité blanche de Nairobi d'une charte royale lui donnant une totale autonomie de gouvernement⁷. Kubai et Singh sont arrêtés après une tentative manquée d'assassinat sur l'un des représentants africains du *Nairobi Advisory Council*, ce qui provoque l'unique grève générale de l'histoire de la capitale, au cours de laquelle sont réclamées la libération des deux leaders, des augmentations de salaires et la proclamation d'indépendance. Le mouvement sera finalement interdit mais les structures urbaines de la mobilisation active sont désormais en place⁸. Avec l'arrestation de ses leaders, l'activisme politique

² Sur ces différents points voir notamment Clayton (A.), Savage (D.C.), *Government and Labour in Kenya, 1895-1963*, Londres, F. Cass, 1974, chapitre 6.

³ Cf. notamment Stichter (S.), "Trade-unionism in Kenya, 1947-1952 : the militant phase", in Cohen (R.), Copans (J.), Gutkind (C.W.), eds., *African labor history*, Beverly Hills, Sage Publications, 1978, pp. 155-174.

⁴ Sur la situation de Nairobi après-guerre voir Throup (D.), *Economic and social origins of Mau Mau*, chap. 8 à préférer à l'analyse un peu trop romantico-révolutionnaire de Frank Furedi dans "The african crowd in Nairobi : popular movements and elite politics", *Journal of african History*, XIV(2), 1973, pp. 275-290.

⁵ Rosberg (C.), Nottingham (J.), *The myth of Mau Mau*, op. cit., p. 240.

⁶ *Ibid.*, pp. 220-223.

⁷ Sur l'EATUC voir notamment Singh (M.), "The East African Trade Union Congress, 1949-1950 : the first central organisation of Trade-Unions in Kenya", in Ogot (B.E.), *Politics and nationalism in Colonial Kenya. Hadith 4*, Nairobi, EAPH, 1972, pp. 233-249.

⁸ Nous ne pouvons entrer ici dans les détails, mais il est important de souligner que tous les

du pays se déplace momentanément de Nairobi vers la vallée du Rift et la province centrale, où les serments d'unité et de résistance à la coercition administrative coloniale s'organisent de façon de plus en plus systématique⁹. Depuis les expulsions violentes des squatters d'Olunguruone refusant de se conformer au règlement de peuplement imposé par l'administration dans la vallée du Rift et embarqués en camion vers Yatta après l'abattage de leur bétail, les serments d'unité et les chants de résistance se sont multipliés au sein de la population kikuyu. Progressivement, les anciennes structures de la *Kikuyu Central Association* renaissent et s'organisent en comités de *locations* dans les district de Kiambu, Fort Hall, Nyeri et de Nakuru sur les domaines des terres blanches de vallée du Rift. L'organe suprême de cette organisation clandestine est même reformé à Kiambu sous le haut patronage du *Senior chief* Koinange et siège sur les flancs des *Banana Hills*. Ce "Parlement" kikuyu de Kiambu où se retrouvent clandestinement les leaders de chaque district se cantonne cependant toujours à la formulation légaliste de revendications que reprennent Jomo Kenyatta et l'état-major de la KAU, Tom Mbotela (Vice-Président), Joseph Katithi (Secrétaire Général) et Ambrose Ofaa (Trésorier)¹⁰.

Depuis 1948 et sous l'impulsion de Jomo Kenyatta, le serment d'unité de la KCA a aussi été propagé dans les faubourgs de Nairobi, d'abord au sein des cellules syndicales puis de façon incontrôlée et plus radicale chez les chauffeurs de taxi, les prostituées et les gangs comme *anake a 40*¹¹. Dès la fin 1949, les leaders du Parlement de Kiambu semblent cependant avoir allumé un feu qu'ils ne contrôlent plus. La campagne massive de prestation de serments lancée en février 1950 autour des structures de la KCA est prise en charge dans chaque *location* par des jeunes radicaux, qui contestent l'autorité des aînés et engagent sur leur propre initiative des prises de serment forçant leurs participants à la solidarité pour la lutte armée. Cette perte de contrôle de l'organisation dans de nombreuses *locations* et surtout à Nairobi produit une agitation confuse qui ne tarde pas à attirer l'attention du pouvoir colonial. Entre avril et décembre 1950, cent vingt leaders kikuyu sont arrêtés et condamnés pour administration illégale de serment et l'association de malfaiteurs baptisée "Mau Mau" est condamnée publiquement par le gouverneur. Face à l'opposition à toute action violente des anciens leaders de la KCA, les radicaux vont finalement décider de s'organiser indépendamment sous couvert de la KAU, qui servit de façade légale tout en offrant ses structures à la formation d'un comité central intégrant bientôt à Nairobi des représentants des réserves de Nyeri, Fort Hall, Nakuru, Embu, Meru et Machakos. Fred Kubai est libéré en février 1951. Il prend avec Bildad Kaggia le contrôle de la KAU-Nairobi en juin, puis celui de l'état-major en novembre, malgré la

syndicats de Nairobi n'ont pas suivi les prises de serments mau-mau et qu'il existait de fortes rivalités entre ceux-ci, recoupant partiellement des oppositions ethniques et socio-professionnelles. Les employés luo et luyha par exemple, avaient trop l'habitude d'être la proie de gangs kikuyu pour soutenir leur mobilisation lors de la grève générale de 1950. C'est à Nairobi, que les ouvriers kenyans apprenaient durement la conscience de leur appartenance ethnique avant tout autre chose. Sur ce point voir Stichter (S.), "Workers, trade unions, and the mau-mau rebellion", *Canadian Journal of African Studies*, Vol. IX, n°2, 1975, pp. 259-275.

⁹ Sur les différentes vagues de prestation de serments à Nairobi, dans la vallée du Rift et dans les Aberdares, et les distinctions profondes entre les différents serments voir Buijtenhuijs (R.), *Essays on Mau Mau. Contributions to Mau Mau historiography*, Leiden, African Studies Centre, research report n°17, 1982.

¹⁰ Rosberg (C.), Nottingham (J.), *The myth of Mau Mau*, op. cit., p. 263.

¹¹ Berman (B.), *Control and crisis*, op. cit., p. 334.

forte résistance de Jomo Kenyatta qui, en invoquant la pluralité ethnique, parvient à limiter la capture des postes-clefs par les syndicalistes kikuyu. Entre juin 1951 et août 1952 les prestations de serment se poursuivent, les armes sont stockées et l'action clandestine se radicalise face à la pression policière. Dès l'été des jeunes hommes gagnent la forêt et les actions de guérilla commencent à Nyeri contre les chefs et principaux collaborateurs de l'administration coloniale¹².

L'année 1951 voit ainsi définitivement basculer la KAU entre les mains des syndicalistes radicaux et s'établir le lien entre ceux-ci et des groupes kikuyu de Nairobi, peu organisés, mais prêts à passer à l'action violente. Cette rencontre permet la mise en place à Nairobi d'une organisation clandestine prête à étendre ses soutiens dans les réserves de la province centrale et de la vallée du Rift. C'est en 1951 qu'apparaît aussi pour la première fois Paul Ngei sur la scène politique nationale, au sein du groupe des radicaux prenant le contrôle de la KAU-Nairobi. Rejeté par les élites de Kangundo, le jeune homme de 28 ans s'est investi dans le champ politique central où il tente de s'imposer comme le représentant kamba de la mobilisation radicale. Moins d'un an plus tard, il est cependant arrêté pour sa participation dans l'organisation de l'insurrection et condamné à neuf années d'emprisonnement. Cette détention ne signifie pourtant pas la fin prématurée d'une entreprise politique à peine lancée. Au contraire, ces années passées aux côtés de Bildad Kaggia, Fred Kubai, Kungu Karumba et Jomo Kenyatta, deviennent la plus formidable ressource politique pour Ngei. A son retour de détention, il est devenu un leader historique, plébiscité sur les collines de Kangundo, appelé à guider la grande famille kamba vers l'indépendance. Le plébiscite de Kangundo ne vient cependant pas seulement de cette légitimité historique. Les ultimes conséquences de la seconde gouvernamentalité coloniale ont provoqué une véritable fracture sociale sur les collines, dont les victimes se mobilisent activement pour celui qui est considéré comme un ancien combattant Mau-Mau.

¹² *Ibid.*, p. 337-338 et Throup (D.), *The social and economic origins of Mau Mau*, op. cit., p. 224.

A) L'agitateur urbain devient leader historique.

Tous les commentaires, coloniaux ou africains, présentent Paul Ngei comme un personnage au sang chaud, querelleur, n'hésitant pas à user de ses poings et ne sachant pas tenir sa langue quand les circonstances le recommandent. Ce tempérament ombrageux et indocile lui a sans doute valu une mauvaise réputation à Kangundo mais l'a également conduit à rejoindre le militantisme politique des syndicalistes de la branche de la KAU à Nairobi. Quelques années plus tard, ce même tempérament a sans doute convaincu l'administration coloniale de le joindre aux cinq autres leaders de la KAU, condamnés pour avoir organisé l'insurrection Mau-Mau. Mais du fait de cet emprisonnement, une légitimité puissante se construit progressivement en Ukambani, sans que son principal bénéficiaire y ait vraiment contribué. Mais le vide politique laissé dans le pays par l'emprisonnement des leaders de la KAU ne tarde pas à être comblé, dès que la victoire militaire est assurée sur les insurgés. Alors que Ngei purge ses neuf années d'emprisonnement, un jeune syndicaliste, Tom Mboya, devient l'artisan des réformes politiques qui mènent à l'indépendance, accompagné dans sa lutte de plusieurs leaders kamba, de Machakos et de Kitui. Les positions de représentation de la communauté kamba lors des grandes négociations institutionnelles de la fin des années cinquante sont toutes occupées par des entrepreneurs politiques qui militent avec Mboya pour l'indépendance et la libération de Kenyatta, mais qui n'entendent pas nécessairement s'effacer devant Ngei. L'agitateur urbain qui est devenu un leader historique du fait de son emprisonnement, voit cependant par la force des choses se constituer des bases politiques concurrentes, qui occupent le champ politique central à sa libération.

1. De la KAU-Nairobi à Kapenguria.

C'est son activisme journalistique qui vaut très certainement à Paul Ngei d'être élu secrétaire général adjoint de la branche de la KAU-Nairobi, lorsque celle-ci est prise d'assaut en juin 1951 par les syndicalistes, à la tête desquels se trouve Fred Kubai et Bildad Kaggia. Pourtant, dans ses mémoires, Bildad Kaggia, élu au poste-clé de secrétaire-général, différencie singulièrement Ngei du groupe qu'il dirige avec Fred Kubai (nouveau président) et Joseph Mungai (nouveau vice-président). Ngei est élu avec un autre Kamba de l'*Akamba Association*, Isaac Kitabi, (trésorier) et Kaggia semble regretter que d'autres camarades syndicalistes aient été devancés par ces hommes qu'il tient pour plus modérés¹³. Les leaders kamba de l'A.U. n'ont pas bonne réputation aux yeux des jeunes radicaux. Ils ont en effet littéralement investi l'état-major du parti lors des élections du 30 octobre 1949 pour le rendre de plus en plus impuissant. Joseph Katithi, qui est resté secrétaire général, a réussi à faire élire ses deux comparses de l'A.U. : Isaac Kitabi, nouveau trésorier, et William Kioko, nouveau trésorier adjoint. Mais ceux-ci sont trop occupés par leurs propres affaires pour s'occuper correctement du parti, et, moins d'un an après leur élection, John Spencer souligne que l'état-major de la KAU est presque mort¹⁴. William Kioko et Isaac Kitabi seront finalement les deux seuls rescapés du renouvellement de novembre

¹³ Kaggia (B.), *Roots of freedom. 1921-1963*, Nairobi, EAPH, 1975, p. 79.

¹⁴ Sencer (J.), *The Kenya African Union*, op. cit., pp. 201 et 221-222.

1951, le premier réussissant à garder son poste de trésorier-adjoint et le second à se maintenir au sein du comité central¹⁵.

-Un radicalisme ambigu.

La position de Ngei au sein de la KAU-Nairobi dès son élection de 1951 semble ainsi relativement ambiguë. S'opposant sans aucun doute à Joseph Katithi et Tom Mbotela, ses aînés commerçants de Kangundo, qui représentent l'aile légaliste de la KAU derrière Eliud Mathu, Paul Ngei n'est cependant pas mis dans la confiance de l'insurrection, comme Joseph Munyao Mbindyo, l'ancien secrétaire de Kaggia au sein de la *Clerks and Commercial Workers Union*, originaire lui aussi de Kangundo, ou J.D. Kali et Otto Mutungi les deux leaders de la *Kilungu Youth Association*. Dès l'été, 1951 Kaggia et Kubai ont participé au détournement des anciennes structures de la KCA pour organiser une action plus violente, susciter les soutiens et collecter des armes. Cette organisation est composée d'un comité central de douze membres, avec deux représentants des comités formés au sein des ressortissants de cinq districts, auxquels s'ajoutent Kubai et Kaggia représentant Nairobi. Les cinq districts sont Fort Hall, Nyeri, Embu, Meru et Machakos. Les deux représentants de chaque district servent de relais avec des comités qui sont des points de ralliement pour leurs ressortissants de Nairobi bientôt chargés d'aller former des comités ruraux dans les *locations* des réserves. Entre juin 1951 et début 1952, le comité kamba de Nairobi est ainsi progressivement mis en relation avec quatre comités de *locations* : Kangundo, Matungulu, Mukaa et Kilungu. Recrutant au sein des associations de jeunes originaires de la capitale, dont la *Kilungu Youth Association* et la *Manyatta Youth Development Association* de Kangundo, les leaders du comité kamba de Nairobi (Joseph Munyao Mbindyo, James Kisuku et Joseph Ndoo Malavu), organisent les prestations de serment dans la réserve à partir de juin 1951, vraisemblablement à l'insu de Paul Ngei¹⁶. Les prestations de serment kamba en faveur de l'insurrection auraient été organisées en deux temps. Elles auraient été tout d'abord organisées à partir de juin 1951 à travers la branche de la KAU de Nairobi, contrôlée par les radicaux, dans leurs locaux de Kipuri House. Les militants devaient alors propager secrètement le serment dans la réserve, au cours de la grande campagne de mobilisation qui dura jusqu'en mars 1952. A partir de mai 1952, devant les difficultés rencontrées, une deuxième vague de prestations de serments aurait été organisée en prenant appui sur les petits groupes convertis dans les mois précédents et ciblant précisément les membres de la *Kilungu Youth Association* et les anciens militants de l'UMA¹⁷. James Kisuku Musyoki, qui révèle avoir participé à cette campagne d'administration des serments avec Joseph Munyao Mbindyo et Joseph Ndoo Malavu, précise que celle-ci se faisait la nuit, lors des "*tumandiko*", les réunions clandestines organisées par les jeunes hommes pour danser ensemble et s'opposer ainsi à l'interdit missionnaire¹⁸.

James Kisuku, un ancien soldat originaire de la zone aride de Kangundo s'était reconverti à Nairobi dans la conduite des poids lourds après l'épuisement de son pécule en 1948. Il avait rejoint la KAU en 1950 et participé à l'administration des serments dès l'année suivante. Il fut arrêté à Nairobi lors de la proclamation de l'Etat

¹⁵ *Ibid.*, p. 245.

¹⁶ James Kisuku Musyoki, 16/04/96.

¹⁷ Colony and Protectorate of Kenya, *The origins and growth of Mau-Mau*, *op.cit.*, p. 203.

¹⁸ James Kisuku Musyoki, 16/04/96 confirmé pour Kilungu par l'un des anciens responsables de la KYA, William Mwabu : Cf. NEW 20 : William Mwabu, Kilungu, 20/06/1974..

d'urgence et avant de pouvoir rejoindre la forêt, mais ses deux camarades participèrent activement à l'insurrection.

Joseph Munyao Mbindyo est lui un ancien mécanicien de chez Mc Gregor Motors Ltd devenu syndicaliste à plein-temps en 1950 aux côtés de Bildad Kaggia et Gideon Mutiso, le futur député de Yatta. Il rejoint la KAU de Nairobi, prête serment en 1951 et fait partie de la campagne d'administration à Kangundo à la fin de l'année. Rejoignant la forêt en 1953, il combat à Nyandarua pendant neuf mois avant d'être posté dans les collines de Ngong, d'où il ne peut rejoindre les Aberdares, intercepté et soumis à la question dans le camp d'Embakasi en février 1954. Il ne sera relâché qu'en 1959¹⁹.

Joseph Ndoo Malavu, ouvrier agricole sur l'un des domaines de sisal près d'Oldonyo Sabuk assure avoir été en charge du recrutement des combattants en leur sein. Administrant les prestations de serments à partir de 1952, il s'occupe pendant toute l'année 1953 du recrutement, du ravitaillement en victuailles et en armes dans le district de Thika, sous le pseudonyme de "Général Matenzawa". Volant les munitions dans les dépôts des KAR, parfois grâce à la complicité de certains soldats, il organise la fabrication de fusils et leur acheminement dans les Aberdares²⁰. D'autres combattants kamba sont ainsi recrutés sur les grands domaines de Thika où ils sont employés comme squatters ou ouvriers agricoles.

John Mutei Mutiso s'était lui enfui du domaine familial après avoir achevé l'école primaire pour s'engager comme ouvrier agricole sur les domaines de Makuyu avant de rejoindre l'une des écoles indépendantes de Saba-Saba, dans le district de Fort-Hall. Ayant achevé sa scolarité en 1950, il commence à enseigner aux enfants de squatters l'année suivante, bientôt entraîné à prendre le serment et à occuper une maison près de la rivière Maragua où les combattants pouvaient venir se ravitailler la nuit. Gagnant la forêt en décembre 1952, il y reste jusqu'en juin 1957, date de la reddition de sa division²¹.

Ces quatre hommes seront les artisans du succès de l'entreprise de Paul Ngei avant même sa libération et lui resteront toujours fidèles, mais ils confirment que celui-ci n'aurait jamais participé véritablement au mouvement, ni vraisemblablement prêté ou administré la prestation du serment menant à l'action violente. Selon leur propre expression, Paul Ngei était alors "au-dessus", avec Jomo Kenyatta²². Il semble ainsi nécessaire de différencier les leaders officiels de l'organisation politique qui s'apparente toujours à l'organe d'expression officiel des revendications africaines et les jeunes hommes qui ne font que s'en servir de couverture pour susciter clandestinement les soutiens à l'action violente. Dans la réserve, la vieille garde commerçante de l'*Akamba Union*, John Muiya Makola, Stephen Maveke et Joël Thyaka pour Kangundo, s'accordait mal avec les nouveaux venus, jeunes syndicalistes, anciens squatters, chauffeurs ou ouvriers de Nairobi, comme John Mutei Mutiso, Munyao Mbindyo, Makau Waita, Ndoo Malavu ou Jimmy Kisuku. Peu d'entre eux sont des anciens soldats, ils ne disposent d'aucune implantation rurale. La campagne de mobilisation et de collecte de fonds engagée par la KAU entre juin 1951 et mars 1952 semble donc avoir un double objectif. John Muiya Makola, Paul Ngei et Joseph Mwasia pour Machakos battent publiquement le rappel contre les ventes

¹⁹ Joseph Munyao Mbindyo, Maamba, 18/04/96.

²⁰ Joseph Ndoo Malavu, Kalandi, 16/04/96.

²¹ John Mutei Mutiso, Matungulu, 1/04/96.

²² Ibid., Joseph Munyao Mbindyo, Maamba, 18/04/96 et James Kisuku Musyoki, 16/04/96.

administratives de bétail, le paiement des droits de pâturage, et le rapport Beecher qui met en place le plan quinquennal de développement éducatif du district. La nuit, la jeune génération de Nairobi organise clandestinement les prestations de serment dans son groupe d'âge, auprès de jeunes hommes dont certains ne tarderont pas à rejoindre la forêt via Thika après la déclaration de l'état d'urgence.

Nous n'avons pu établir de façon certaine si les prestations de serment pour l'action violente se faisaient vraiment à l'insu des leaders officiels de la KAU-Machakos. Mais ceux-ci focalisent toute l'attention de l'administration coloniale et représentent à Kangundo jusqu'en octobre 1952, l'illusion d'une action politique africaine qui se veut toujours legaliste, à l'instar de celle de Jomo Kenyatta²³. Paul Ngei participe très activement à la campagne de soutien à la KAU qui passe par Kangundo, critiquant plus particulièrement le nouveau plan de développement de l'industrie du sisal organisé par l'ADC, qui favorise la rentabilisation de l'usine qu'ont ouverte les colons et le commerçant indien J.D. Puri à Athi River. Selon le DC de Machakos, l'action de Ngei n'est cependant pas innocente puisque son projet serait en fait de substituer sa propre usine de traitement du sisal à celle des colons. Celui-ci se serait en effet mis en contact avec l'industriel *Dalgely and Co.* de Nairobi pour le financement de ce projet²⁴. Volonté d'enrichissement personnel ou établissement d'une usine entièrement africaine dans la réserve comme celle pour laquelle s'était mobilisée l'*United Companies of Mumbi* à Nyeri en 1946²⁵ ? Sans doute un peu des deux, mais l'action politique de Paul Ngei n'est de toute évidence pas dénuée d'esprit d'entreprise, ce qui pourrait expliquer la répugnance de B. Kaggia à l'impliquer dans l'action clandestine.

Ce profil ambigu joue néanmoins aussi en faveur du jeune leader kamba qui est élu au poste de secrétaire-général adjoint de la KAU lors de conférence nationale que réussissent à organiser les syndicalistes de la branche de Nairobi le 4 novembre 1951, pour s'emparer des postes de l'État-major du parti. Jomo Kenyatta réussit partiellement à éviter la prise de contrôle totale de l'état-major de la KAU par les radicaux, au prétexte du besoin de maintenir une représentation pluriethnique. Le secrétariat-général voit ainsi s'échapper des mains de Bildad Kaggia au profit du Luo J.D. Otiende, mais le principal, à savoir l'éviction des modérés Tom Mbotela et Joseph Katithi est assurée, avec la suppression du poste de Vice-Président et l'élection d'Otiende²⁶. Paul Ngei, qui a directement bénéficié de ce bras de fer entre Kenyatta et Kaggia, semble donc se positionner à proximité de Jomo Kenyatta, dans une situation médiane entre les radicaux de la KAU-Nairobi et l'ancienne KCA. Le rapport Corfield, indique que fin novembre 1951, Paul Ngei aurait cependant perdu le poste national à peine conquis, après avoir présenté un mémorandum contre la mainmise kikuyu sur l'appareil de la KAU, les autres groupes ethniques n'étant bons, selon lui, qu'à financer leurs activités. Cette envolée surprenante et peu diplomatique abonde dans le sens de Jomo Kenyatta. Mais elle est aussi sans doute destinée à imposer Ngei

²³ Jomo Kenyatta lui-même ne sera informé de l'identité des membres du Comité Central de l'insurrection qu'un mois et demi avant son arrestation et parce que celui-ci devait s'expliquer après des déclarations publiques condamnant leur action. Son arrestation lors de l'opération Jock Scott dans les heures qui suivirent la déclaration d'Etat d'urgence lui vaudra très certainement de rester en vie à l'inverse d'un Tom Mbotela assassiné peu après.

²⁴ KNA, MDAR (1952), DC/Mks/1/1/31.

²⁵ Rosberg (C.), Nottingham (J.), *The Myth of Mau Mau*, op. cit., pp. 235-236.

²⁶ Kaggia (B.), *Roots of freedom. 1921-1963*, Nairobi, EAPH, 1975, pp. 81-82.

comme le plus vaillant défenseur des intérêts kamba au niveau national de la KAU, dans le champ politique central. Ngei est cependant destitué de sa position.

Dès décembre 1951, Bildad Kaggia le recrute néanmoins au sein du cercle de réflexion du parti destiné à produire les rapports permettant d'élaborer sa politique²⁷ et le 3 août 1952, il participe toujours aux réunions destinées à la collecte de fonds pour la KAU avec Jomo Kenyatta et Jesse Kariuki. Paul Ngei semble ainsi être la caution pluriethnique des anciens leaders de la KCA, des hommes riches et établis qui l'acceptent parmi eux, à défaut de pouvoir l'être vraiment sur ses propres terres. Même s'il n'est pas au fait du détail de l'insurrection, il passe également pour un radical opposé aux représentants de l'AU au sein du parti. Cette réputation infondée suffit cependant à le faire emprisonner avec Jomo Kenyatta, Bildad Kaggia, Fred Kubai et Kungu Karumba comme l'un des organisateurs de l'insurrection Mau-Mau.

-Une détention prétexte.

Lorsque Ngei est arrêté en septembre 1952, ce n'est pas pour sa participation à l'organisation et à la direction du mouvement Mau-Mau, comme le proclame son chef d'inculpation de Kapenguria, mais pour avoir menacé de mort un témoin lors du procès de son ami Jesse Kariuki, l'ancien leader de la KCA, accusé le mois précédent d'avoir collecté illégalement des fonds pour la KAU²⁸. Paul Ngei avait alors été arrêté et condamné à six mois de prison après s'être imprudemment fait prendre à menacer les témoins. C'est de sa geôle de Nairobi qu'il rejoindra directement Kaggia, Kenyatta, Oneko, Karumba et Kubai à Kapenguria, bouc émissaire supplémentaire pour le procès politique de l'insurrection. Les insultes proférées contre le DO de Kangundo lors de son arrestation alors qu'il était imbibé d'alcool, le souhait exprimé haut et fort que les rebelles Mau-Mau s'occupent de ce DO comme de tous les Anglais présents au Kenya, une allusion vague au mouvement dans un courrier envoyé à son ami Henri Mulli et une chansonnette poussée dans sa cellule, sont les seules preuves présentées contre Paul Ngei lors du procès de Kapenguria²⁹. Elles lui vaudront neuf années d'emprisonnement dont sept de travaux forcés à Lokitaung avec les quatre autres condamnés. Au cours de ces sept années et malgré les rumeurs qui prétendent que Ngei était devenu le garde du corps de Kenyatta, qu'il le protégeait des gardiens et aurait prévenu un empoisonnement et un tabassage du *Mzee* (l'aîné) par Kungu Karumba, Ngei semble surtout avoir été fortement lié à Bildad Kaggia qui n'est plus âgé que lui que de deux années. Les deux hommes accomplissent ensemble le travail forcé de terrassement qu'on leur impose en 1955, puis réalisent tous les deux les travaux d'écriture que leur demande l'administration à partir de 1956. Kenyatta reste isolé au cours de sa détention. Il dispose d'un logement qu'il partage avec le cuisinier

²⁷ *Ibid.*, p. 99.

²⁸ Kaggia (B.), *Roots of freedom, op. cit.*, p. 125 et Ojwando Abur (C.), *White Highlands No More ! A modern political history of Kenya Vol. 1*, Nairobi, Pan African researchers, 1972, pp. 78-79.

²⁹ Le procès de Kapenguria est avant tout celui de Jomo Kenyatta que le pouvoir colonial qui en a fait sa bête noire considère à tort comme le penseur et leader de l'insurrection Mau Mau. Kapenguria participera grandement à la construction du mythe Kenyatta et du mythe Mau Mau sur lequel nous reviendrons pour sa version kamba. Le procès ne s'attardera pas sur la carrière politique de Paul Ngei cherchant de toute évidence à la convaincre rapidement et sans grande crédibilité de trahison. Certains extraits de son interrogatoire, malheureusement sans grand intérêt pour notre étude des premières années d'engagement politique de Ngei, sont repris dans l'ouvrage de Montagu Slater, *The trial of Jomo Kenyatta*, Mercury Books, London, 1965, pp. 80-85 et 197-202.

de la prison, alors que Kubai, Karumba, Kaggia et Ngei sont dans la même chambrée. La différence d'âge avec le *Mzee* mais aussi sa position politique explique sans doute ce traitement de faveur.

A partir de 1957, les conditions de détention de Paul Ngei se sont heureusement assouplies. Il n'est plus obligé de creuser des tranchées avec son compagnon de chambrée Bildad Kaggia et le niveau d'éducation des deux hommes leur a permis d'être recruté pour des travaux d'écriture³⁰. Comme le raconte Bildad Kaggia, ce changement d'activité leur permet alors d'envoyer clandestinement des messages à l'extérieur et, rapidement, les deux hommes parviennent à se procurer des journaux. Plusieurs autres leaders Mau-Mau ont rejoint Lokitaung et ceux-ci décident avec Fred Kubai, Kungu Karumba et Kariuki Chotara de former un parti politique, le *National Democratic Party* posant les principes de gouvernement du Kenya indépendant. Jomo Kenyatta en est exclu³¹. Les conditions de vie dans la prison de la réserve Turkana restent cependant difficiles et le groupe réussit à alerter l'opinion internationale sur les mauvais traitements qu'ils subissent en mars 1958, après la fermeture de leur seule source d'eau potable³². En avril 1959, Ngei, Kubai, Kaggia et Kenyatta sont finalement transférés à Lodwar dans un village construit à leur intention dans le désert et baptisé "Free town", où ils peuvent se déplacer librement et vivre avec leurs familles. Les trois leaders radicaux suivent avec passion l'évolution politique du pays et décident de se réconcilier avec Jomo Kenyatta quand ils apprennent qu'une délégation de la KANU et de la KADU va venir les voir. Lors de cette visite de mars 1961, les quatre de Kapenguria et les représentants de la KANU et de la KADU décident de former une plate-forme politique commune, pour guider le pays à l'indépendance. Paul Ngei se retrouve à nouveau au coeur de l'action politique et plus que jamais du côté des radicaux. Ces neuf années de détention sont sans aucun doute fondamentales pour la formation politique de celui qui voudra bientôt être couronné "roi des Kamba". Bildad Kaggia fut vraisemblablement son ami et son mentor, impliquant Ngei dans toutes ses initiatives politiques. Cependant, lors de la visite du 23 mars 1961, le représentant kamba de la délégation de la KANU était Ngala Mwendwa, le fils d'un des grands chiefs de Kitui qui y construisit une véritable dynastie politique. Ngei prend sans doute alors conscience des difficultés qui l'attendent à sa libération, lui qui a été coupé de toute activité politique depuis déjà presque une décennie et, s'il se doute du plébiscite qui l'attend à Kangundo, il sait également que les alliances de pouvoir préparant l'indépendance de l'Etat kényan se sont préparées sans lui et qu'il n'y sera pas nécessairement le bienvenu.

Aux trois niveaux de la compétition politique qui s'articulent dans le nouveau système politique kényan, Paul Ngei dispose déjà d'opposants, d'autant plus gênants qu'ils sont des proches de Tom Mboya. A Kangundo, Henri Mulli, son ami, est rentré précipitamment d'Oxford pour se faire élire au *Legislative Council* et se prépare à participer à la deuxième conférence de *Lancaster House*. Au niveau du district, William Mbolu Malu, le commerçant de Nairobi s'est installé à la tête de l'*African District Council* et a obtenu le poste de trésorier national de la KANU. Au niveau national enfin, outre William Mbolu Malu, Ngala Mwendwa, *big man* parmi les *big men*, a réussi à s'installer au poste de représentant officiel de la communauté kamba au nom de laquelle il s'exprime dans les délégations de la KANU. Tous ces éléments,

³⁰ Kaggia (B.), *Roots of freedom*, op. cit., p. 144.

³¹ *Ibid.*, p. 145.

³² Sur cet épisode, *Ibid.*, pp. 149-159.

sur lesquels il nous faut revenir maintenant plus en détail, structurent le champ d'action de l'entreprise politique de Paul Ngei à sa libération.

2) 1954-1961 : "*Uhuru na Kenyatta* !", "*Uhuru na Ngei* ?".

En 1954, la cooptation d'élites africaines est indispensable pour mettre en place la doctrine multiraciale et la colonie est donc résolument engagée dans des réformes institutionnelles permettant l'élection de représentants africains au *Legislative Council*³³. Le gouverneur a cependant à faire avec de redoutables manœuvriers politiques qui, refusant de participer au gouvernement dans une position de soumission, bloquent son fonctionnement pour réclamer toujours plus de pouvoirs. Les élus africains obtiennent ainsi successivement l'invalidation de deux réformes institutionnelles (les constitutions Lyttelton (1954) et Lennox-Boyd (1958))³⁴ octroyées par Londres et, finalement, la convocation d'une grande réunion paritaire engageant la négociation sur le partage du pouvoir dans la colonie : la première conférence de *Lancaster House* de janvier 1960. Ce partage du pouvoir est indissociable de la question foncière et de la solution à apporter au problème des paysans sans terre. La fin de la ségrégation raciale, qui ouvre aux Africains l'accès aux terres blanches, provoque une cristallisation des oppositions au sein même du mouvement nationaliste alors que l'indépendance n'est toujours pas atteinte.

Ngei va progressivement bénéficier du mot d'ordre imposé par Tom Mboya et Oginga Odinga au lendemain de la première conférence de Lancaster House, "*Uhuru na Kenyatta*", (indépendance et libération de Jomo Kenyatta). La libération des prisonniers de Kapenguria est posée par une partie des leaders africains comme la condition *sine qua non* de tout déblocage de la situation politique, faisant des cinq prisonniers les figures historiques de la lutte pour l'indépendance. A Kangundo, les anciens combattants Mau-Mau revenus de détention ne tardent pas également à mobiliser leur soutien plus directement au son de "*Uhuru na Ngei*", concrétisant la naissance d'une entreprise politique, que les élites éduquées participant à l'agitation de Nairobi ne peuvent contrer. Mais si les paysans sans terre de Kangundo veulent offrir un piédestal à leur prisonnier historique, au niveau national, l'alliance de pouvoir qui se construit au sein des deux grands partis de l'indépendance, la *Kenya African National Union* et de la *Kenya African Democratic Union*, participe d'une recherche de compromis entre les différentes élites kényanes pour conquérir le pouvoir d'Etat, au sein duquel Ngei n'aura pas nécessairement sa place.

-Machakos entre en politique.

Une fois passée la phase militaire de l'insurrection, la doctrine multiraciale est donc à l'ordre du jour dans la colonie. Le commandement militaire, repris en main par Londres, en juin 1953, et confié au Général Sir George Erskine, est rapidement convaincu de la nécessité d'apporter une solution politique au conflit si la Couronne entend limiter un interventionnisme aussi coûteux que dommageable pour son image internationale³⁵. Dès mars 1954, le secrétaire d'Etat aux colonies, Oliver Lyttelton, visite le Kenya et, avec le soutien du groupe des colons libéraux dirigé par Sir Michael

³³ Sur la doctrine multiraciale et son application en Afrique de l'est voir Horrut (C.), *Les décolonisations est-africaines*, Paris, Pédone, 1971, pp. 49-72.

³⁴ *Ibid.*, pp. 75-87.

³⁵ Berman (B.), *Control and crisis*, Op. cit., p. 351.

Blundell, propose de faire entrer progressivement des représentants africains élus au *Legco*³⁶. Après la succession à sa présidence de Jomo Kenyatta, arrêté, par Walter Odede, puis Moody Awori, la KAU avait finalement été interdite en juin 1953, alors qu'elle se montrait intransigeante à dénoncer les procès politiques de Kapenguria. Depuis lors, tous les partis politiques africains avaient été interdits et la bataille anti-coloniale officielle était revenue dans le camp des syndicalistes de la *Kenya Federation of Registered Trade Union* puis de la *Kenya Federation of Labour* dirigée par un jeune leader, remarquable d'habileté, Tom Mboya. Pour permettre la tenue d'élections multiraciales, le gouverneur nomme finalement en février 1955 une commission d'enquête sous la direction de l'ancien DC de Murang'a, Walter Coutts, pour faire les recommandations nécessaires à l'organisation logistique de l'opération. En juin, réautorise les partis politiques africains, mais non sur une base nationale comme la KAU. Dans la perspective de la représentation communautaire que prévoit la doctrine multiraciale, les partis politiques ne sont autorisés à se reformer qu'à l'échelle des districts, que le colonisateur s'est efforcé d'imposer, depuis le début du siècle, comme l'échelle pertinente et légitime de compétition politique et de représentation.

Le rapport Coutts, publié en décembre 1955, recommande l'organisation d'élections sur la base d'un suffrage censitaire, instituant le vote comme un privilège réservé à la seule élite des réserves et permettant à environ 40% du corps électoral potentiel masculin de voter, à l'exclusion des districts kikuyu, embu et meru, où des certificats de loyauté seront nécessaires pour accéder au droit de vote³⁷. Le gouvernement assouplira finalement le cens pour les premières élections multiraciales de la colonie qu'il organisera en deux temps : juin 1956 pour les sièges européens et indiens et mars 1957 pour les sièges africains, permettant à environ 60% de la population masculine des réserves de se rendre aux urnes.

Dix partis politiques de district ont été créés pour ces élections de mars 1957 même si la véritable mobilisation ne touche que la capitale, autour du *Nairobi District African Congress*, dirigé par l'avocat G.M.G. Argwings-Kodhek³⁸, qu'a rejoint provisoirement Tom Mboya. Selon, G.F. Engholm, l'unique circonscription kamba, réunissant les réserves de Machakos et de Kitui, semble politiquement amorphe. James Nzau Muimi, l'ancien directeur de la commission pour l'éducation du district (*district educational board*) de Machakos, nommé au *LegCo* depuis 1956, garde son siège sans difficulté contre deux autres instituteurs, en se contentant de faire campagne auprès des commerçants des deux réserves les jours de marché. James Muimi, originaire de Kitui est, avec Daniel arap Moi, le représentant de la vallée du Rift, le seul représentant des huit membres nommés en 1956, qui fut élu en 1957³⁹.

En 1957 la plupart des anciens leaders de la réserve comme John Muiya Makola ou Joseph Mwasia sont encore en résidence surveillée et l'activisme politique kamba reste pour le moment centré sur Nairobi, où des anciens membres de la KAU et des jeunes commerçants, comme George Wilson Nthenge ou William Mbolu Malu,

³⁶ Bennet (G.), Rosberg (C.G.), *The Kenyatta election. Kenya 1960-1961.*, Oxford, Oxford University Press, 1961, p. 9.

³⁷ Une analyse précise du rapport Coutts et des conditions de l'application complexe du cens donnant entre 1 à 3 voix selon les revenus et les avoirs est présentée par Engholm (G.F.), "African elections in Kenya, march 1957", in Mackenzie (W.J.M.), Robinson (K.), *Five elections in Africa. A group of electoral study*, Oxford, Clarendon Press, 1960, pp. 404-406.

³⁸ Bennet (G.), Rosberg (C.G.), *The Kenyatta election, op. cit.*, p. 11.

³⁹ Engholm (G.F.), "African elections in Kenya, march 1957", art. cité, p. 425.

rejoignent Tom Mboya et le parti qu'il a créé, le *Nairobi People's Convention Party* (NPCP), grâce à ses soutiens au sein de la *Kenya Federation of Labour*⁴⁰. Toute la jeune génération de leaders éduqués se retrouve ainsi à Nairobi derrière Tom Mboya⁴¹. Celui-ci y mène en effet avec Oginga Odinga, son compère de Nyanza, la bataille pour mettre fin à la représentation communautaire. Les Africains ne disposent alors que de huit représentants contre quatorze aux Européens et un seul Ministre, chargé du portefeuille politiquement secondaire des affaires sociales. Une fois élus, ceux-ci refusent catégoriquement de participer au gouvernement, ce qui reviendrait à avaliser la réforme Lyttelton et à accepter une constitution régie par l'inégalité raciale. Les huit représentants africains demandent une réforme instituant une représentation démocratique, égalitaire et non-censitaire⁴². Le gouvernement peut fonctionner sans la participation africaine mais il s'en trouve dangereusement affaibli face aux colons radicaux qui remettent en cause toute coopération raciale. Le nouveau secrétaire d'Etat aux colonies, Alan Lennox Boyd, qui se rend au Kenya en octobre 1957, propose alors d'accroître la représentation africaine à travers la mise en place d'une nouvelle réforme lui donnant quatorze sièges, à parité avec les colons. Tom Mboya et son groupe refusent toute compromission mais six Africains menés par Musa Amalemba se présentent néanmoins pour les élections partielles de mars 1958, qui renforcent donc le principe de représentation communautaire. Le groupe parlementaire africain commence ainsi à se diviser. Un commerçant de Nairobi partisan des idées de Tom Mboya, David Mumo Ngati, est élu dans la nouvelle circonscription de Machakos, mais son election sera rapidement invalidée en raisons de violences qu'il aurait commises sur sa femme, le rendant indigne de siéger. A la grande satisfaction de l'administration du district, *chief* Jonathan Nzioka reste donc une année supplémentaire le représentant de Machakos au *LegCo*, le temps d'organiser une nouvelle election partielle. Tom Mboya incite cependant ses nouveaux collègues⁴³ à créer des partis politiques dans leur district et à soutenir les résolutions du NPCP de manière à constituer un front commun dans toute la colonie même si aucune organisation nationale ne peut être constituée. Progressivement, deux réseaux d'associations locales se forment, représentant les deux forces structurantes du mouvement nationaliste. Dès septembre 1958, Taita Towett et Daniel arap Moi se détachent du groupe dirigé par Mboya pour lancer un réseau d'associations politiques locales dans les réserves de la vallée du Rift, leur permettant de s'opposer avec plus de légitimité aux nombreux leaders luo et kikuyu dont ils craignent la domination⁴⁴. Parallèlement, James Muimi lance les *Machakos* et *Kitui District Akamba Liberal Parties* qui appuient dans les réserves le réseau dirigé par Tom Mboya⁴⁵. L'année

⁴⁰ Sur les positions respectives de Mboya et Argwings-Kodhek face à la doctrine multiraciale et les réactions africaines différenciées à la constitution Lyttelton, l'étude la plus détaillée reste Bogonko (S.), *Kenya, 1945-1963, op. cit.*, pp. 117-136.

⁴¹ Goldsworthy (D.), *Tom Mboya. The man Kenya wanted to forget*, Nairobi, Heineman, 1982, pp. 67-77.

⁴² *Ibid.*, p. 190.

⁴³ Outre Ngati, les cinq autres nouveaux élus sont Gikonyo Kiano (province centrale), Francis Khamisi (île de Mombasa), Jeremiyah Nyagah (Embu), Justus Ole Tipis (vallée du Rift), Taita Towett (province du sud). Cf. Goldsworthy (D.), *op. cit.*, pp. 94-95.

⁴⁴ Bennet (G.), Smith (A.), "Kenya : from 'white man's country to Kenyatta's State, 1945-1963", in Low (D.A.), Smith (A.), eds., *History of East Africa*, Vol. 3, Oxford, Clarendon Press, 1976, p. 143.

⁴⁵ Goldsworthy (D.), *op. cit.*, p. 99.

1958 est ainsi l'année du réveil politique dans la réserve Kamba où réforme administrative et agitation commerçante se combinent pour porter le futur grand adversaire de Paul Ngei, le leader de Kilungu William Mbolu Malu, à la tête de la vie politique de la réserve.

Depuis l'imposition de l'Etat d'urgence et l'arrestation de tous les leaders de la KAU dans les réserves, l'activisme politique kamba s'est surtout maintenu à Nairobi. De fait, la branche locale de l'*Akamba Association*, une association de *chiefs* et de commerçants lancée en 1954 à l'initiative du gouvernement colonial, connaît depuis 1956 des conflits permanents avec les leaders des réserves de Machakos et Kitui. Alors que l'association est dominée par les *chiefs* des réserves, elle regroupe à Nairobi des petits fonctionnaires mais aussi et surtout des commerçants voulant en faire l'héritière de l'*Akamba Union*⁴⁶. Dès 1955, George Wilson Nthenge, un jeune commerçant organisant avec succès l'approvisionnement de la ville en masques et sculptures touristiques en est devenu le *Chairman*. Avec ses camarades du *Kaloleni Social Hall*, ils se sont opposés pendant l'insurrection à la violence des combattants Mau-Mau, mais ils ne se retrouvent pas non plus dans la fidélité inconditionnelle des *chiefs* Mutiso ou Uku Mukima. Ils représentent la branche légaliste de la KAU qu'avait dirigée Joseph Katithi avec Tom Mbotela et Eliud Mathu, refusant toute logique violente sans que leurs objectifs soient nécessairement de collaborer avec le pouvoir colonial pour démasquer les insurgés. De fait, les querelles ne tardent pas à se développer avec *Chief* Mutiso qu'ils trouvent trop autoritaire et ni suffisamment entreprenant ni suffisamment efficace pour envoyer les jeunes Kamba étudier à l'étranger. En 1956, la rupture est consommée alors que les activités de l'*Akamba Association* deviennent de toute façon négligeables⁴⁷. G.W. Nthenge, originaire d'Iveti, reste cependant au coeur des activités politiques de la capitale et ne tarde pas à rejoindre Argwings-Kodhek et son *Nairobi African Congress* en avril 1956 avant de suivre Tom Mboya et son *Nairobi People's Convention Party* dont il devient trésorier en 1957⁴⁸. A cette époque, George Nthenge ne se prive pas d'utiliser les ressources internationales de Mboya, notamment pour obtenir des bourses d'études et envoyer les élèves Kamba aux Etats-Unis. Il démarché chaque leader de clan sur les collines d'Iveti, pour obtenir les noms de leurs meilleurs élèves. Puis il les aide à entamer les démarches auprès des autorités américaines de Nairobi, soutient leurs demandes de passeport en n'hésitant pas le cas échéant à mettre sa voiture à leur disposition. G.W. Nthenge échoue cependant à obtenir l'éligibilité en mars 1957.

Aussi, lorsqu'un siège supplémentaire est donné à la circonscription kamba pour représenter Machakos dans le cadre de la réforme Lennox-Boyd de 1958, c'est donc un autre commerçant de Machakos, David Mumo Ngati qui est élu. Convaincu de violences sur son épouse, il est, comme nous l'avons vu, destitué de son siège quelques mois plus tard, mais malgré ces péripéties, James Muimi soutient la création d'une branche locale de l'*Akamba Liberal Party*, où les élites commerçantes du district ne tardent pas à s'investir. Celles-ci ne sont pas immédiatement convaincues de devoir soutenir Tom Mboya. Le DC de Machakos souligne avec satisfaction que l'ALP préfère soutenir les positions modérées de l'ancien *chief* Jonathan Nzioka et qu'il a

⁴⁶ G.W. Nthenge, Nairobi, 26/05/96

⁴⁷ Bennet (G.), Smith (A.), "Kenya : from 'white man's country to Kenyatta's State, 1945-1963", art. cité, p. 143.

⁴⁸ *Ibid.*

condamné David Mumo Ngati⁴⁹ pour son soutien à Mboya. En 1958, le président de l'ALP est d'ailleurs, Elijah Mutaki, le leader de l'association du clan Atangwa, le plus important du district, et le *chairman* du Comité des ressources naturelles de l'ADC. Mais les commerçants de Nairobi ne tardent pas à se faire entendre et profitent des élections à l'assemblée locale à la fin de l'année, pour prendre d'assaut les postes de direction de l'ADC et ceux de l'ALP. En 1958, la réforme du gouvernement local inspiré par les recommandations du rapport Vasey avait mis en place dans la réserve un ensemble de *locational councils* qui ont grandement éveillé l'attention politique de la population et qui, selon le DC, sont vraisemblablement l'avenir de la démocratie locale⁵⁰. Ces *locational councils* sont présidés par le D.O. et composés d'un élu par section et de cinq membres nommés. Ils portent la compétition politique au coeur des terroirs et, surtout, sont utilisés avec efficacité par les commerçants de Nairobi qui s'appuient sur leurs réseaux de distribution dans les marchés de la réserve pour faire campagne et se faire élire à l'ADC⁵¹. Le plus talentueux d'entre eux, William Mbolu Malu de Kilungu est élu *vice-chairman* de l'ADC qui cette année-là voit de plus le nombre de ses membres élus passer à 29 contre 15 membres nommés. William Mbolu Malu s'appuie notamment sur la *Kamba Traders and Transporters Association* et milite pour l'obtention de plus de prêts du *Machakos Loan Traders Joint Board* qui n'en a délivré que quatre pour un montant de £ 600 en 1958. L'*Akamba Liberal Party* ne résiste pas très longtemps à la poussée du lobby commerçant qui a pris d'assaut l'ADC. David Kiamba, le successeur de David Mumo Ngati au *Legislative Council* en devient Président alors que George Wilson Nthenge gagne le poste de *chairman* et William Mbolu Malu celui de secrétaire. Ces deux derniers rallient le parti au réseau de Mboya et engagent localement la lutte contre les monopoles de distribution indiens. Ils tentent de faire passer des résolutions en ce sens par les conseils de *location*, qui interdisent aux grossistes indiens de Nairobi et Machakos de pénétrer plus avant dans la réserve. Ils parviennent également à faire voter la recapitalisation du *Machakos Loans Traders Joint Board* et la KTTA mène campagne contre les restrictions sur les autorisations de développement des transporteurs publics, invoquant les manipulations des commerçants indiens qui contrôlent la plupart des véhicules sur les lignes Machakos-Nairobi et Kangundo-Nairobi, et influencent indûment le *Transport Licensing Board*⁵². Progressivement, la tension politique monte dans la réserve.

-Des Kamba à *Lancaster House*.

Au niveau national, un mot d'ordre de boycott total des institutions est finalement lancé en janvier 1959 faisant monter la pression politique pour de nouvelles réformes et bloquant cette fois plus sérieusement l'action du gouvernement⁵³. A Londres, les conservateurs remportent l'élection de mars 1959 et Ian McLeod succède alors à Alan Lennox-Boyd. Les projets pour l'Empire du nouveau premier ministre, Harold MacMillan, ne tardent pas à être mis en oeuvre. Dans un contexte international de plus en plus défavorable aux dominations coloniales, et alors que la

⁴⁹ KNA, MDAR (1958), DC/Mks.1/1/34.

⁵⁰ Ibid.

⁵¹ G.W. Nthenge, Nairobi, 26/05/96

⁵² KNA, MDAR (1959). DC/Mks.1/1/35.

⁵³ Bennet (G.), Smith (A.), "Kenya : from 'white man's country to Kenyatta's State, 1945-1963", art. cité, p. 143.

presse mondiale a repris avec indignation la nouvelle du meurtre de sept prisonniers Mau-Mau dans le camp de travaux forcés de Hola fin mars, Ian McLeod décide de reprendre les recommandations de la commission Royale Est-Africaine de 1955 et de mettre fin à la discrimination raciale pour l'accès à l'éducation et à la terre. Il annonce de même la levée de l'Etat d'urgence pour décembre et la tenue d'une conférence constitutionnelle pour l'année suivante⁵⁴. Parti du Ghana en 1959, le "vent du changement" décidé par Harold MacMillan est définitivement en train de souffler sur la colonie et Jomo Kenyatta devient le Kwame Nkrumah kényan.

La première conférence entamant les négociations sur l'avenir politique du Kenya se tint ainsi à Londres dans le palais de *Lancaster House*. La délégation africaine est composée de quatorze membres représentant deux courants : d'une part les modérés ralliés au *Kenya National Party*, une formation multiraciale avec principalement les élus des provinces de l'ouest, de la vallée du rift et de la côte, Masinde Muliro, Taita Toweet, Daniel arap Moi et Ronald Ngala, voulant préserver les droits et l'accès à la terre des minorités ethniques, et d'autre part les radicaux ayant fondé le *Kenya Independance Movement*, un groupe purement africain avec les élus des provinces centrales, Nairobi et Nyanza dont Oginga Odinga, Tom Mboya, Julius Kiano et, pour Machakos, David Kiamba, voulant atteindre l'indépendance le plus rapidement possible. L'objet central de la réunion était de mettre en place les institutions organisant la représentation des trois parties à travers des élections libres desquelles pourrait sortir un gouvernement pouvant gérer dans la stabilité l'autonomie progressive de la colonie au sein du *Commonwealth*. La délégation africaine, divisée, ne parvint pas à obtenir le suffrage universel. La représentation communautaire fut partiellement maintenue même si désormais les Africains disposaient de la majorité des sièges (33) face aux communautés indiennes et européennes (20). Quatre Ministères leur sont confiés et de retour à Nairobi, Ronald Ngala, James Muimi et Julius Kiano acceptent d'entrer au gouvernement pour mener le pays aux élections prévues entre mars et juin 1961.

Le retour de la première conférence de Lancaster House provoque la grande scission du mouvement nationaliste africain dont les divisions ne peuvent plus être contenues. En mars, le groupe de Tom Mboya tente de prendre de vitesse ses adversaires et lance la *Kenya African National Union* (KANU), qui se saisit de l'héritage symbolique et historique de la KAU en réunissant une trentaine d'associations de district avec à sa tête James Gichuru (président intérimaire prêt à laisser sa place à Jomo Kenyatta lors de sa libération), Oginga Odinga (Vice-président), et lui-même (secrétaire général). Mais Ronald Ngala n'hésite pas à entériner la scission et après de multiples consultations avec les leaders des partis de la vallée du Rift et des réserves luyha, il lance le 25 juin 1960 avec Daniel arap Moi et Masinde Muliro la *Kenya African Democratic Union* (KADU)⁵⁵. Après la première conférence de Lancaster House, une réunion au sommet avait été convoquée par les leaders des deux associations kamba sur le plateau de Yatta⁵⁶. Les alliés de Mboya emportent la discussion et le groupe décide de rallier la KANU. Le 27 mars 1960 lors de la conférence fondatrice du parti, George Nthenge conduit lui-même la délégation de Machakos avec William Mbolu Malu. Nthenge est élu vice-président de la branche de Machakos de la KANU et Mbolu Malu, président, de même que Trésorier au

⁵⁴ *Ibid.*, p. 147.

⁵⁵ *Ibid.*, p. 149

⁵⁶ Bennet (G.), Rosberg (C.G.), *The Kenyatta election*, *op. cit.*, p. 43.

niveau national. Cette élection illustre l'importance que le soutien kamba représente pour l'état-major du parti. Kyengo Ndile, le secrétaire de l'ADC en devient le Secrétaire et Henri Mulli, un jeune enseignant originaire de Kangundo, Trésorier⁵⁷.

✓ Les quatre hommes, issus respectivement d'Iveti, de Kilungu, de Mbooni et de Kangundo constituent l'alliance des élites commerçantes et éduquées de Machakos participant aux grandes négociations nationales sur l'avenir du pays aux côtés de Ngala Mwendwa, qui a détrôné James Muimi à Kitui. La KANU représente 75% du corps électoral africain et remportera sans difficulté les élections de mars 1961, s'appropriant 19 des 32 sièges africains. En août, les prisonniers de Kapenguria sont libérés et Paul Ngei rentre à Kangundo, où il est accueilli comme le Jomo Kenyatta kamba, malgré sa jeunesse ; il n'a pas encore quarante ans. Nous allons maintenant analyser les conséquences sociales de l'état d'urgence et de l'approfondissement de la seconde gouvernamentalité coloniale sur les collines, pour mieux comprendre les origines du plébiscite dont Paul Ngei bénéficie en 1961.

⁵⁷ KNA, MDAR (1960), PC/SP.1/3/7.

B) L'impact d'une fracture sociale.

Paul Ngei n'a vraisemblablement jamais été partie prenante dans l'action clandestine. Celle-ci ne touche d'ailleurs que très peu les collines nord du district de Machakos et ses ressortissants ne participent à la rébellion que depuis Nairobi ou les domaines de Thika. A l'inverse des *locations* sud connaissent une mobilisation rurale certaine, ce qui provoque le redoublement du contrôle administratif et politique de la réserve. Kangundo reste l'un des bastions de stabilité entre 1952 et 1956. La période d'état d'urgence se révèle cependant cruciale pour la carrière politique de Paul Ngei. Outre, les transformations économiques et sociales qu'elle implique, elle a énormément contribué à forger la mémoire nationaliste. En 1956, 1959, ou 1961 personne ne sait exactement quelles sont les contributions de chacun dans la révolte et c'est l'administration coloniale qui décerne les palmes de la résistance. De fait, la présence de Paul Ngei aux côtés de Jomo Kenyatta, Fred Kubai et Bildad Kaggia en fait, en 1961 pour tous les combattants Mau-Mau kamba, un leader naturel⁵⁸.

L'histoire de l'insurrection sur les collines de Kangundo est essentiellement celle d'un renforcement de l'autorité établie des *chiefs* et d'une disparition temporaire des personnalités qui ont marqué la vie politique des collines pendant les années quarante. En effet, après le grand ratissage en janvier 1953 des activistes de la KAU, baptisée par le pouvoir colonial "Opération Jock Scott", une bonne partie des leaders de Kangundo soupçonnés d'avoir des sympathies pour l'insurrection (notamment John Muiya Makola, Stephen Savano Maveke), sont arrêtés ou placés en résidence surveillée comme leurs comparses de la *Youth Kilungu Association*, J.D. Kali ou P.C. Mulwa. Ils sont de fait exclus comme Paul Ngei de la compétition politique jusqu'aux années 1957-1958 alors que celle-ci a repris dans les districts deux ans plus tôt.

1. Kangundo et l'Etat d'urgence.

En conclusion de son étude détaillée sur les origines économiques et sociales de l'insurrection, David Throup suggère qu'en 1954, la situation était devenue si tendue dans le district de Machakos en raison de l'intensification du programme ALDEV que le district se serait retrouvé au bord du soulèvement⁵⁹. Cette analyse semble un peu abusive même s'il est vrai que l'année 1953 vit se multiplier les prestations de serment et les actions de guérilla, et si l'installation, en février 1954, à Embakasi (Nairobi-est), d'un "*screening camp*", camp de filtrage des rebelles, destiné spécifiquement aux travailleurs migrants de la réserve, témoignent de la menace ressentie par l'administration coloniale. La réaction de la population du district à l'état d'urgence fut en fait double. Comme en 1940, les opportunités offertes par l'armée et la police furent saisies en masse par les hommes du district dont les deux-tiers de la population en âge de travailler sont bientôt employés à l'extérieur de la réserve⁶⁰. Parallèlement, certaines *locations* virent se multiplier les prestations de serments. La

⁵⁸ Nous ne pourrions aborder l'insurrection Mau Mau à Kangundo qu'à travers sa contribution à l'encadrement de la compétition pour le pouvoir à l'indépendance. Nous nous pourrions ici développer une analyse de ses origines, ou de ses particularités kamba. Ce serait l'objet d'une autre thèse qui reste d'ailleurs à écrire.

⁵⁹ Throup (D.), *Economic and social origins of Mau Mau*, op. cit., pp. 246-247.

⁶⁰ KNA, MDAR (1954), DC/Mks.1/1/32.

géographie de cette mobilisation n'est pas indifférente. L'administration rapporte que ce sont les *locations* et *sub-locations* de Mukaa, Lower Kilungu, Mbooni et Lower Makueni qui connurent le plus grand nombre de soutiens à l'insurrection, c'est-à-dire toutes des *locations* du sud du district, les plus reculées, où l'influence missionnaire est la moins importante et où les jeunes hommes ont sans doute le plus souffert du travail forcé soumis à l'autorité incontrôlée des *chiefs*. Les *locations* nord dont Kangundo fait partie, où les missions sont très implantées, le reconditionnement des terres le plus avancé et l'activisme commerçant le plus revendicatif, se sont révélées d'une fidélité sans faille, l'administration coloniale proposant dès 1953 de les récompenser en y développant la production caféière. Pourtant, Kangundo comme Kilungu ont vu l'établissement entre 1951 et 1952 de comités locaux de l'insurrection mais seul celui du sud du district est apparu comme étant véritablement menaçant dans la réserve. Nous tenterons de répondre à ce paradoxe après avoir exposé les conditions précises d'imposition de l'état d'urgence.

-Une vulgarisation approfondie du pouvoir colonial.

Le rapport Corfield offre un certain nombres d'éléments sur la réaction kamba à l'insurrection et aux mesures administratives qui s'en suivirent. Il souligne avant tout la fidélité du district au gouvernement. Les Kamba ont constitué jusqu'à 40% des forces de l'ordre en 1954⁶¹ et, dès la déclaration de l'état d'urgence, ils se sont précipités "pour s'engager par centaines" dans la police, l'armée et les corps réservistes⁶². L'année 1953 se montra cependant déterminante et le malaise de l'administration coloniale, surprise par les opérations de guérilla entre Nairobi et Athi River et dans les *Mbooni Hills*, témoigne d'une situation moins assurée qu'on pourrait le penser⁶³. Dès 1952, les vétérans de la Seconde Guerre Mondiale s'étaient présentés en grand nombre pour assurer volontairement le respect de l'ordre public dans la réserve en complément des recrues de la police et de l'armée⁶⁴. Ils forment une *home guard* de 2400 hommes en 1952, qui en comptera jusqu'à 5000 en 1954⁶⁵. La *Kilungu Youth Association* et la *Manyatta Youth Development Affairs* de Kangundo sont interdites dès janvier 1953. John Muiya, Joseph Mwasa et J.D. Kali, les leaders locaux de la KAU ont été arrêtés dans le cadre de l'opération "Jock Scott", alors que leurs lieutenants, comme Stephen Maveke, ont été placés en résidence surveillée. Bruce Berman précise que cette opération "Jock Scott", opération de ratissage à grande échelle de tous les leaders de la KAU de la colonie, lancée dans les heures qui suivirent la déclaration d'état d'urgence, eut en fait un double effet. Tout d'abord elle décapita l'état-major de l'insurrection qui fut en une seule nuit privée de ses principaux leaders, alors qu'aucun plan de remplacement ni d'engagement précis du conflit n'avait encore été élaboré et que les stocks d'armes étaient toujours très insuffisants. Il faut en effet cinq mois supplémentaires pour que la *Land Freedom Army* se constitue et se réorganise véritablement sous les directions de Dedan Kimathi et Stanley Mathenge dans les Aberdares et de Waruhiu Itote autour du Mont Kenya⁶⁶. L'action guerrière ne

⁶¹ Colony and Protectorate of Kenya, *The origins and growth of Mau-Mau. An historical survey*, by F.D. Corfield, Sessional paper n°5 of 1959/1960, p. 205.

⁶² KNA, MDAR (1952), DC/Mks. 1/1/30.

⁶³ KNA, MDAR (1953), DC/Mks. 1/1/31.

⁶⁴ KNA, MDAR (1952), DC/Mks. 1/1/30.

⁶⁵ Colony and Protectorate of Kenya, *The origins and growth of Mau-Mau.*, *op. cit.*, p. 205.

⁶⁶ Pour plus de détails sur l'organisation précise des combats voir notamment : Buijtenhuijs

commence vraiment qu'en mars 1953, avec le raid réussi sur le poste de police de Naivasha et l'élimination dans sa totalité de la famille élargie d'un grand *chief* de Kiambu, à Lari. La deuxième conséquence de l'opération Jock Scott et de la déclaration d'Etat d'urgence fut la précipitation de l'engagement d'un grand nombre de jeunes hommes résidant à Nairobi, soumis le jour au harcèlement policier qui cherche à renvoyer tout suspect sous le contrôle permanent des *Home Guard* dans les réserves et la nuit aux incitations violentes du conseil de guerre de l'insurrection, reconstitué à Nairobi où il faisait implacablement régner sa loi en administrant des prestations de serments forcées. A la fin de l'année 1953, cent mille Kikuyu, Embu, Meru et Kamba ont ainsi été renvoyés dans l'une des réserves surpeuplées de la province centrale, où ils sont soumis au bon vouloir de la *Home Guard* et n'y ont aucun avenir. Un quart d'entre eux en part pour rejoindre la forêt⁶⁷.

Dans la réserve de Machakos, l'état d'urgence provoque la mise en place d'une série de mesures censées rapprocher l'administration de la population et qui sont en fait destinées à resserrer le contrôle politique contre toute tentative de subversion. Pour accroître la proximité du contrôle administratif, de nouvelles *locations* sont créées dans le district ; un échelon intermédiaire d'administration est ajouté entre la *location* et le district sur le modèle des réserves kikuyu, la division. Chacune dispose d'un officier de district européen (*district officer*) et d'un poste de police. Dès septembre une "*screening team*" destinée à contrôler la population des travailleurs migrants qui font des allers-retours entre Nairobi et la réserve, est mise en place, alors qu'une unité de police est spécialement formée pour assurer l'étanchéité des frontières ouest du district contre toute tentative de pénétration kikuyu. Les districts de Machakos et de Kitui sont administrativement séparés de la province centrale et forment désormais une province méridionale avec les districts maasai de Narok et Kajiado. En février 1954, un camp permanent de détention préventive est installé à Embakasi, dans la banlieue est de Nairobi, sur la route menant à Kangundo, après la découverte de l'importance du nombre des prestations de serments dans l'administration du chemin de fer. Dès mars, le camp d'Embakasi, à travers lequel sont filtrés tous les déplacements entre Nairobi et la réserve, permet de démasquer et démanteler le gang le plus actif des rebelles kamba de Nairobi, comptant dix-sept membres dont dix employés des *East-african Railways*. Le comité kamba de Nairobi est lui aussi découvert un mois plus tard, constitué alors dans sa totalité de cheminots⁶⁸. Le DC de Machakos précise en fait qu'il y avait en 1953 deux comités kamba à Nairobi, un pour les ressortissants de Machakos et un pour Kitui. Chacun était représenté auprès du "comité de guerre" de Nairobi, désormais dédoublé en un comité exécutif et un parlement de trente membres, et parvenait à collecter mensuellement jusqu'à Ksh 10 000 en Ukambani. "Mks" (trois lettres pour Machakos) était devenu l'une des marques reconnues pour les armes de fabrication artisanale⁶⁹. Distribuant les messages aux groupes de toute la colonie dans la Province Centrale et la vallée du Rift, les militants kamba du train semblent avoir été particulièrement utiles à l'insurrection mais le démantèlement du comité de Nairobi porta vraisemblablement

(R.), *Le mouvement Mau-Mau. Une révolte paysanne et anti-coloniale en Afrique noire*, Paris / La Haye, Mouton, 1971.

⁶⁷ Berman (B.), *Control and crisis in Colonial Kenya*, op. cit. p. 349.

⁶⁸ Colony and Protectorate of Kenya, *The origins and growth of Mau-Mau.*, op. cit., pp. 205-206.

⁶⁹ KNA, MDAR (1954), DC/Mks.1/1/32.

un coup fatal à tout recrutement d'envergure après mars 1954. Isolés, les groupes du district et les rebelles de Nairobi devaient entrer en relation avec les combattants kikuyu, ce qui fut encore plus difficile après l'opération "Anvil" qui vida la capitale de sa population africaine le 20 avril 1954 afin d'en filtrer les éléments rebelles⁷⁰. Après l'opération "Anvil", vingt-sept mille Kikuyu, Embu, Meru furent placés en détention et vingt mille hommes furent déportés dans leur réserve. Grâce au camp d'Embakasi contrôlant tout déplacement hors et vers la réserve, le développement des prestations de serment au sein de la population kamba fut endigué dès le printemps 1954, ne laissant plus la possibilité qu'à des engagements ou des coups de force isolés. La torture et le *kithitu* y furent systématiquement utilisés et se révélèrent vraisemblablement très efficaces. Les aînés des *utui* concernés furent systématiquement mobilisés pour les interrogatoires des suspects tout comme les prestations de serment sur le *kithitu*. Tant à Nairobi que dans la réserve, l'année 1954 restaura le contrôle politique du district. Avec le camp d'Embakasi, l'outil le plus efficace de ce retour à l'ordre fut la *Home guard*, dont le DC se félicitait de la parfaite organisation. Des groupes de volontaires armés, présents dans chaque *location*, assistaient ainsi les *chiefs*, *assistant-chiefs* et *asili*, pour que chaque homme ou femme revenant dans le district se présente devant eux et se soumettent à leurs ordres. A Machakos, le fils d'un colon a même été nommé à la tête de la *home guard* en août 1954, obtenant selon le DC "d'excellents résultats". L'administration semble de plus profiter de l'état d'urgence pour faire appliquer systématiquement la *Resident Native Labour Ordinance* de 1937 et éliminer le bétail excédentaire se trouvant sur les domaines de Thika et d'Oldonyo Sabuk. Les mesures de sécurité et de répression autorisées permettent d'opérer la réduction administrative des troupeaux, réclamée par les colons depuis une dizaine d'années, et l'expulsion, à Makueni, des squatters les moins disciplinés. Au total, même si le DC déplore à nouveau deux mille prestations serments Mau-Mau début 1954, le district ne subit pendant l'année que quatre attaques sur des personnalités et une attaque sur la prison de Lukenya dans le nord du district, mais toutes le fait de gangs kikuyu⁷¹. Ainsi, alors que Kilungu et Mbooni étaient, selon le DC, la proie de gangs criminels dignes des rues de Chicago pendant la prohibition, Kangundo n'a connu aucune véritable mobilisation rurale et les opérations de guérilla qu'a pu y déplorer l'administration contre les colons des domaines d'Oldonyo Sabuk sont, semble-t-il, quasi-exclusivement le fait de groupes kikuyu opérant depuis les districts voisins de Thika ou Fort Hall. C'est à peine si les *chiefs* des *locations* nord reçurent les lettres de menaces habituelles.

-Quelques foyers de mobilisation Mau-Mau.

La participation de la population kamba de Machakos à l'insurrection, sans être considérable, s'est finalement organisée selon deux axes : un engagement dès 1951 des travailleurs urbains de Nairobi ou des squatters des domaines de Thika relayés par quelques comités locaux situés essentiellement à Kangundo et Kilungu mais rapidement paralysés par les arrestations constitutives à l'opération "Jock Scott" puis, début 1954 anéantis par la mise en place du camp d'Embakasi ; et un banditisme politique plus spontané et isolé, dont il est difficile de cerner les origines et la nature tant il a pu nourrir la fantasmagorie coloniale à propos de l'insurrection⁷². Les

⁷⁰ Berman (B.), *Control and crisis*, op. cit., p. 352.

⁷¹ *Ibid.*

⁷² On trouvera un bon exemple de contribution à la construction du mythe Mau-Mau kamba

entretiens de Jeremy Newman permettent de confirmer que c'est bien le redoublement de la violence policière et administrative qui ont motivé la multiplication des prises de serments en faveur de l'insurrection au cours de l'année 1953, bien plus que les structures organisationnelles de la *Kilungu Youth Association* (KYA). Jusqu'en 1952, la KYA n'avait été qu'une organisation de solidarité entre les originaires d'une même *location*, dont les membres ne se souciaient qu'épisodiquement de politique. Patrisse Mulumba, le président local de l'association en 1949 travaillait pour le département de l'agriculture et devient même le *chief* de Kilungu en 1953. William Mwabu, le président pour le district de Machakos en 1950 est un ancien responsable de l'*Akamba Union*, ouvrier électricien, travaillant pour les services techniques de la poste. Il ne participe pas à l'insurrection. Son prédécesseur, Otto Mutungi, qui était conducteur de train semble lui avoir prêté le serment Mau-Mau comme P.C. Mulwa, le secrétaire-général de Nairobi, un mécanicien sur les moteurs de *Gailey and Roberts Ltd.*, la compagnie automobile de la capitale. Les sympathisants et activistes de la KAU comme J.D. Kali, P.C. Mulwa ou Otto Mutungi, qui fut sans doute l'un des agents d'administration du serment au sein des *East African Railways*, furent cependant arrêtés lors de l'opération "Jock Scott" et ne peuvent pas avoir pris part à la formation de gangs et à leurs opérations de repréailles contre les *chiefs* et les *home guards* au cours de l'année 1953, après que l'association a été interdite⁷³. Celle-ci servit donc probablement jusqu'à la fin 1952 de paravent à l'administration des serments dans la réserve et au sein l'*East African Railways*, qui compte beaucoup de ressortissants de Mbooni et Kilungu où passe la voie ferrée, mais simplement comme l'avait été la KAU pour les syndicalistes de Nairobi. La KYA ne peut expliquer à elle seule l'engagement de plusieurs milliers de ressortissants des *locations* sud au cours de l'année 1953.

Notre objet n'est cependant pas ici d'analyser les origines économiques, sociales ou politiques de cette insurrection en Ukambani, qui, à bien des titres reste une énigme. Son impact sur le terroir qui nous concerne, Kangundo, a été surtout indirect car la plupart des ressortissants y ayant participé l'ont fait depuis les faubourgs de Nairobi ou depuis les domaines de Thika et d'Oldonyo Sabuk. Aucune menace ne s'est véritablement manifestée sur les collines dont les *chiefs* se sont même mobilisés pour aider l'administration à endiguer toute nouvelle "contamination" au sein de la masse des ressortissants du district qui se sont précipités sur les emplois laissés à Nairobi par l'opération "Anvil".

En septembre 1954, les Kamba deviennent en effet le groupe le plus important de la capitale avec vingt-cinq mille représentants. L'administration s'inquiète des départs clandestins qui touchent même les plus jeunes à qui ne sont pas délivrés de *kipande* (carte d'identification de l'employé et de l'employeur) et qui, dans l'illégalité, deviennent la proie des commerçants indiens satisfaits de trouver une main d'œuvre à leur merci⁷⁴. Cette population réduite à la misère dans la capitale est de plus une cible facile pour les rebelles alors que l'opération "Anvil" vient à peine de l'en purger. Le pouvoir colonial ressent donc le besoin de contrôler plus efficacement les migrations massives entre la réserve et la capitale qu'il ne peut de toute façon empêcher. Il

chez Nottingham (J.), "Sorcery among the Akamba in Kenya", *Journal of African Administration*, Vol. XI, n°1, 1959, pp. 2-14. A lire en parallèle de Berman (B.), Lonsdale (J.), "The social construction of Mau Mau. Colonial administration, social engineering and the myth of nationalism", in Université du Burundi, *Histoire sociale de l'Afrique de l'Est*, Paris, Karthala, 1991, pp. 58-84.

⁷³ NEW 1 : Peter Mukoma, Nunguni, septembre 1971. NEW 20 : William Mwabu, Kilungu, 20/06/1974.

⁷⁴ Berman (B.), *Control and crisis*, op. cit., p. 352.

s'appuie dans sa lutte contre les insurgés, sur la *Loyal Kamba Anti-Mau-Mau Unit* (LOKAMIU) qui fut, selon Cyrus Mutiso, créée au début de l'année 1954 sous l'impulsion des services de sécurité. Cette association était destinée à assurer la fidélité des petits fonctionnaires kamba et ne connut pas de développement en dehors de Nairobi. Organisation dont le principal objet était d'espionner et de dénoncer les traîtres à la Couronne, la LOKAMIU fut rapidement détournée de son projet initial pour devenir le tremplin de quelques ambitieux qui ne tardèrent pas à s'entre-déchirer pour obtenir les bourses d'études à l'étranger distribuées par le gouvernement colonial. Happée par le démon du factionnalisme, la LOKAMIU perdit dès août 1954 toute utilité pour l'administration, ses membres se dénonçant les uns les autres pour récupérer les maisons de fonction de leurs collègues ou leurs postes administratifs⁷⁵. L'*Akamba Association* semble être née de cette débâcle sur l'initiative du DC de Machakos, incitant ses *chiefs* à former une organisation qui pourrait mettre bon ordre aux malversations permanentes des leaders de la LOKAMIU de Nairobi. Les objectifs officiels de l'*Akamba Association*, officiellement formée en juillet 1954, soit trois mois après l'opération "Anvil", étaient d'assurer un contrôle politique sur la population kamba de Nairobi grâce à l'autorité désormais bien établie des *chiefs* de la réserve. Elle se chargeait parallèlement de promouvoir le développement économique à travers le commerce et l'avancée de ses membres au sein de l'administration. En 1956, le président n'en fut autre que Joseph Mutiso, le *chief* de Kangundo ayant succédé à Jonathan Nzioka en 1955 après que celui-ci eut été promu assistant-DO. Jonathan Nzioka en est le secrétaire et le *chief* Uku Mukima de Matungulu, le trésorier⁷⁶.

En 1952, à Tala, les *chiefs* avaient fait lancer, par sept aînés, une malédiction sur tous ceux qui seraient tentés de prêter le serment de fidélité à l'insurrection. Lors d'un rassemblement de cinq mille personnes à Kangundo, en août 1954, les leaders de l'*Akamba Association* garantissent que tout Kamba prêtant le serment Mau-Mau et ne se dénonçant pas dans les dix jours, perdrait cette fois ses droits coutumiers dans la réserve (foncier, héritage, etc.). Ils proclament être les garants de la fidélité de l'ethnie au roi Georges VI, à qui ils demandent officiellement l'élection d'un Kamba au *Legislative Council*. Cette montée en puissance des *chiefs* de Kangundo comble le vide politique laissé par les arrestations de Paul Ngei ou John Muiya en faisant de ce terroir l'exemple du soutien inconditionnel de la population kamba au gouvernement. Le *senior chief* Jonathan Nzioka fut même nommé au *Legislative Council* en 1957, pour représenter la circonscription de Machakos à peine créée⁷⁷. L'administration provinciale n'aura ainsi jamais été aussi dominante dans le district. Elle reconnaît de plus aux *chiefs* de Kangundo un rôle de leadership politique national, puisque l'un d'entre eux est nommé au *LegCo*. Cependant, l'ancrage de cette domination n'est pas sans conséquences sociales douloureuses. C'est au moment où les *big men* de Kangundo ont enfin la possibilité de déployer en toute tranquillité leurs stratégies d'accumulation que celles-ci sont ruinées par le retour massif des *anake* de Nairobi, qui offrent à Paul Ngei un plébiscite inattendu.

⁷⁵ Mutiso (G.C.), *Kenya. Politics, policy and society, op. cit.*, pp. 224-227.

⁷⁶ KNA, MDAR (1954), DC/Mks.1/1/32.

⁷⁷ KNA, MDAR (1957), DC/Mks.1/1/34.

2. Le parachèvement trop tardif d'une domination .

Après la proclamation de l'état d'urgence, le 20 octobre 1952, tous les programmes gouvernementaux s'accélérent. La logique même du développement des réserves mise en oeuvre par l'administration connaît un revirement total. Désormais ce n'est plus un progrès social graduel appuyé sur la "retribalisation" des districts qui est mis en avant mais la création d'une petite bourgeoisie foncière et entreprenante, qui peut s'opposer efficacement aux rebelles en qui l'administration ne voit que des succédanés du projet communiste international. Dans ce contexte de guerre froide, qui a vu se multiplier les investissements industriels et financiers dans le pays, l'état d'urgence dépossède les colons du pouvoir qu'ils avaient su imposer depuis les années vingt, au profit d'un renforcement de l'autorité politique de l'administration. Celle-ci est de plus soutenue par la métropole, où le poids des lobby industriels se fait désormais plus fort que les réseaux d'anciens, grâce auxquels les rebuts de l'aristocratie britannique avaient su si brillamment défendre leurs privilèges coloniaux. Le balancement permanent de la politique coloniale entre réinvention communautaire et promotion de l'individualisme penche désormais nettement en faveur de la seconde option. Le gouvernement n'entend cependant pas rééditer les erreurs des années trente, qui avaient mené à la dégradation dangereuse des réserves, et accompagne sa nouvelle ambition d'une vaste réforme agraire, que permettent de mettre en place les pouvoirs exceptionnels conférés par l'état d'urgence. Aux grands projets de sauvegarde communautaire développés par Sir Philip Mitchell, succèdent donc les plans de développement favorisant l'épanouissement de l'entreprise individuelle, sous la houlette du directeur-adjoint du département de l'agriculture, R.J.M. Swynnerton.

Dans les districts kikuyu, embu, et meru les terres doivent tout d'abord être remembrées. En effet, en raison des règles de l'héritage communautaire, un paysan pouvait posséder une dizaine de parcelles minuscules éparpillées sur plusieurs unités administratives, rendant toute exploitation intensive impossible. Elles doivent ensuite être précisément démarquées par la plantation de bananiers ou de pieds de sisal, puis allouées individuellement, avec titres de propriété à la clef. La "villagisation", imposée pendant l'état d'urgence pour contrôler les populations et éviter toute "contamination" Mau-Mau, permit ainsi de remembrer une partie de la province centrale, en l'absence des combattants. Le succès de cette double réforme agraire fut sans précédent. Quatre ans après son lancement en 1959, plus d'un million trois cent mille acres de terre avaient été remembrés dont huit cent vingt mille acres dans la seule province centrale. Près de cent dix-huit mille titres de propriétés y avaient déjà été attribués⁷⁸. Le développement d'une agriculture de rente, comme la caféiculture, fut ensuite organisé pour enraciner l'attachement des paysans à l'économie de marché, en favorisant l'élargissement et le développement d'une petite bourgeoisie rurale.

A Machakos, le remembrement n'est pas encore à l'ordre du jour mais la réhabilitation des sols érodés devient toujours plus primordiale et la priorité est donnée aux paysans "progressistes". Au fur et à mesure de sa mise en place, l'orientation du programme ALDEV change sensiblement d'orientation, notamment en

⁷⁸ Cf. Harbeson (J.W.), *Nation-Building in Kenya. The role of Land reform*, Evanston, Northwestern University Press, 1973, p. 39. Sur les origines et le déroulement de la réforme foncière en pays kikuyu qui favorisa les "loyalistes" aux détriments des paysans sans terre et de tous les groupes soupçonnés de sympathie pour le mouvement Mau-Mau, la meilleure analyse reste celle de Sorrenson (M.P.K.), *Land reform in the kikuyu country. A study in government policy*, Nairobi, Oxford University Press, 1967

raison du succès rencontrés par une expérience de recouvrement végétal en terrasse, dans la région de Makaveti. Grâce aux initiatives du premier officier agricole du district, John Malinda, les sols ont retrouvé leur fertilité en à peine trois ans (1948-1950), sans déplacement de population ni réduction massive des troupeaux. Celui-ci a sollicité pour le terrassement des groupes traditionnels de travail en commun, les *miethya*⁷⁹. En 1951, le repeuplement de Makueni avait absorbé les trois quarts des investissements consacrés au district de Machakos, sans prouver sa réelle efficacité. A partir de 1952 les fonds, qui en valeur absolue sont plus que doublés, sont consacrés en priorité à l'équipement en matériel lourd pour construire les barrages et terrasses des zones les moins escarpées. 70% de ces fonds vont désormais à la réhabilitation et à l'aménagement du district⁸⁰. De fait, les positions au sein de l'administration se multiplièrent et la cooptation des élites rurales entra dans une phase beaucoup plus intensive. Les services agricoles du district comptent à eux seuls plus de 300 employés entre 1953 et 1959 et atteignent un maximum de 409 en 1956⁸¹.

Mais outre ce *Machakos Betterment Scheme* qui commence à porter ses fruits, l'état d'urgence a facilité le développement des cultures de rente, dont le café, le sisal, le pyrèthre et des fruits et légumes de grande consommation en forte demande sur le marché de Nairobi, comme les tomates, les citrons, les papayes ou les mangues. Pour ces trois programmes, Kangundo et Matungulu font figure de *locations* modèles où le paysan "attardé" a fait place à l'agriculteur "évolué"⁸². Mais Kangundo n'est une *location* modèle que parce que la domination sociale qu'y ont atteinte les élites rurales est particulièrement établie et confortée par les différents plans de développement du district. Avec ce retournement officiel de politique en faveur de la création d'une bourgeoisie africaine, les aspirations locales des anciens soldats restés dans la réserve vont enfin être satisfaites, ouvrant une course à l'accumulation que les nouvelles positions de domination sociale acquises au cours des années quarante ne rendent que plus efficaces. Le coût social du décuplement de cette course à l'accumulation ne tardera cependant pas à se faire sentir.

-Course à l'accumulation et réforme foncière.

Le trait marquant de cette course à l'accumulation des élites du district est l'explosion du commerce des denrées agricoles sur lequel ne pèse désormais plus aucune restriction. Les parcelles semblent en effet désormais vouées exclusivement aux cultures vivrières et commerciales, et la présence du bétail se révèle extrêmement limitée. Selon Douglas Penwill, que confirment les éloges des officiers agricoles, la

⁷⁹ Cf. Notamment les descriptions de la romancière Elspeth Huxley, dans son chapitre "The Machakos Miracle", in *A New Earth*, *op. cit.*, p. 191.

⁸⁰ Kenya Colony and Protectorate, *African land development in Kenya*, *op. cit.*, p. 17.

⁸¹ de Wilde (J.C.), *Experiences with agricultural development in tropical Africa*, Vol. II, *the case studies*, Baltimore, The Johns Hopkins Press, 1967, p. 98.

⁸² Douglas Penwill, l'auteur de la note sur le droit coutumier kamba de 1951, est devenu *district commissioner* de Machakos après la déclaration d'Etat d'urgence et s'exprimait candidement ainsi dans un article voué à la défense de son action : "establish a society of intelligent farming smallholders in the place of primitive feckless peasants. Easy to write ; to achieve as everyone in Africa knows, is incredibly difficult. But that it can and is being done can be seen from a visit to the small farms in the locations of Kangundo and Matungulu in the north of the district with their bench and narrow-based terraces, dams, banana trenches, manure, cattle sheds and silage pits", Cf. Penwill (D.J.), "Paper-the other side", *Journal of African Administration*, 6, 1954, p. 116.

division nord s'illustre par le développement rapide des enclos et des étables. Ainsi, le recensement établi par son *district officer* en 1958, dans les notes destinées à son successeur, laisse à penser que le problème de la surpopulation en bétail a disparu:

**Statistiques sur l'agriculture et la population de
la division nord en 1957⁸³**

	Kangundo	Matungulu	Mwala	Mbiuni
Surface (acres)	35 000	44 250	44 500	38 000
Population	28 000	27 000	15 500	13 500
Population imposable	3 750	2 845	1 492	1 542
Electeurs inscrits	768	878	389	310
Bétail	12 440	7 715	4 535	5 015

Source : "Handing over report, Northern division, 22/2/1958", *District and divisional handing-over reports (1955-1958)*, DC/Mks.3/1.

En comptant des familles mononucléaires d'un minimum de cinq personnes, on obtient à peine deux têtes de bétail par famille pour celles de Kangundo et moins de deux têtes en moyenne pour les trois autres *locations*. A Kangundo, le haricot a définitivement remplacé les troupeaux. Un responsable de la conserverie de Thika s'installe ainsi à temps plein dès 1955 pour superviser l'achat et l'acheminement des deux cents tonnes de haricots produits annuellement. En 1956, une coopérative de commercialisation des poulets est mise sur pied alors que les bonnes pluies de décembre 1955 font exploser la production de maïs. Toujours dans la division nord, les excédents sur la consommation de la réserve sont les plus forts. Le DO les estime à environ trente mille sacs alors qu'ils ne seraient que quinze mille pour les divisions centrale et sud. Mais seuls quatre mille cinq cents sacs excédentaires ont été vendus à l'agent d'achat officiel de Kangundo, l'Indien V.N. Patel, qui ne les paye, il est vrai, que Sh 26 par sac de cinquante kilos alors que la vente au détail sur le marché de Nairobi rapporte Sh 56 par sac. Le marché noir aurait ainsi absorbé, du propre aveu du DC, plus de huit cents tonnes de maïs produits dans la division nord, et transportées à Nairobi avec la complicité des chauffeurs de camion des entreprises de construction de la capitale, qui viennent s'approvisionner en sable dans les carrières de Koma Rock et y cachent les sacs⁸⁴. Ce trafic occasionne une perte fiscale sur l'année 1956 de £ 2240 pour le district⁸⁵. 1956 est aussi la première année de la récolte des baies de café pour les arbres plantés deux ans et demi plus tôt et rapporte déjà £ 600 par tonnes aux producteurs membres de la *Kangundo Coffee Farmers Cooperative*

⁸³ En juillet 1957 la division nord qui comptait auparavant les *location* de Masii et Wamunyu en a été dépourvue au profit de la création de la division centrale auxquelles viennent s'ajouter Iveti et Mitaboni comprenant la ville de Machakos. La division nord, future circonscription historique de Paul Ngei ne comprend donc plus désormais que quatre *location* : Kangundo, Matungulu, Mwala, Mbiuni.

⁸⁴ "Handing over report, Northern division, 22/2/1958", *District and divisional handing-over reports (1955-1958)*, DC/Mks.3/1.

⁸⁵ KNA, MDAR (1956), DC/Mks.1/1/33.

Society, créée la même année. Les plants n'ont cependant pas été distribués de façon indifférenciée. Comme le confirme Philip Nguta, l'ancien soldat devenu instructeur agricole en charge de la réhabilitation des sols puis de la distribution des plants à Mwuisuni, seuls les agriculteurs "progressistes" ayant coopéré pour le terrassement et la conservation des sols y eurent droit. Philip Nguta, promu officier agricole, était allé chercher plusieurs variétés de plants à Ruiru en 1952, qui furent tout d'abord testées afin qu'un expert agronome puisse sélectionner les plants les plus adaptés aux conditions climatiques et podologiques de Kangundo. Puis une pépinière fut implantée près du centre administratif de Kangundo de sorte que les heureux élus puissent obtenir entre cinquante et cent plants chacun le plus rapidement possible⁸⁶. Philip insiste sur l'accès très restreint aux caféiers. Le gouvernement, qu'il représentait, ne voulait pas en donner aux éléments subversifs ou aux individus ayant trop de bétail ou ne prenant pas soin de leur terre. De plus, les familles illettrées craignaient cette nouvelle production développée par les blancs et qui, selon elles, préfiguraient la confiscation de leur terre. Seule une minorité des paysans de Mwuisuni obtint, en 1953, des plants de café. Elle fut de plus constamment suivie par les représentants du Ministère de l'Agriculture pour assurer la qualité des productions. L'explosion anarchique de la production caféière date de 1963 et de l'indépendance, dix ans plus tard. Le café était la production dont le monopole était réservé à "l'aristocratie de Kangundo", dont la taille des exploitations devait être suffisamment importante pour accueillir entre cinquante et cent arbres en plus des productions vivrières et des autres cultures commerciales. Le café, avec ses énormes dividendes, participe ainsi directement à provoquer la fracture sociale qui touche de plus en plus Kangundo, alors que le maïs ou les haricots sont, à l'époque, des cultures accessibles à tous et dont le succès illustre pleinement l'insertion de tous les paysans des collines dans l'économie marchande. Après la caféiculture, il est nécessaire de mentionner la réorganisation d'un autre commerce réservé aux spécialistes du "chevauchement", le commerce du bétail, de plus en plus monopolisé par un petit nombre de "barons", au cours des années cinquante.

Deux grands *ranching scheme* ont en effet été ouverts dans le district pour soulager le plateau de Yatta de plus en plus surpeuplé. Le *Simba-emali grazing scheme* ouvert dès 1953 par l'*African District Council* est le plus grand des deux projets. Il est destiné à offrir au pâturage vingt-six mille acres de terres de la réserve non peuplées et de soixante-quatre mille acres de terres de la Couronne, situées entre Emali et Mtito Andei. Cette dernière aire de pâturage a été "offerte" aux Kamba, en 1953, pour les remercier de leur fidélité au gouvernement pendant la révolte Mau-Mau⁸⁷. Le ranch de *Simba-Emali* a deux fonctions : une fonction commerciale très rentable pour l'ADC, et une fonction de soulagement comme le *lower Makuani grazing scheme*, sur lequel ont travaillé les prisonniers Mau-Mau pour l'aménager en eau et le débarrasser de la mouche tsé-tsé. La fonction de soulagement est spécifiquement destinée à certaines zones surexploitées du plateau de Yatta. Les troupeaux en sont déplacés les uns après les autres et mis temporairement en pâturage à Simba Emali ou *Lower Makuani* pour permettre au couvert végétal de Yatta de se renouveler⁸⁸. Simba-Emali était ainsi utilisé depuis la fin des années quarante pour

⁸⁶ Philip Nguta, Kangundo, 5/5/1995

⁸⁷ KNA, SPAR (1953), PC/SP.1/1/1.

⁸⁸ Penwill (D.J.), "Paper", art.cité, p.118

engraisser les troupeaux d'un petit nombre de "barons du bétail" et organiser un commerce qui, dès le début des années cinquante, était devenu impressionnant. Entre 1950 à 1954, douze mille têtes de bétail et vingt mille peaux environ, sont vendues annuellement dans le district. Ces "barons du bétail" sont essentiellement originaires des terres arrosées, comme Kangundo, Iveti ou Mbooni. Ils profitent de la réduction administrative drastique des troupeaux qui s'accroît dans le nord du district pendant l'état d'urgence⁸⁹ pour acheter les bêtes à bas prix et les revendre, ou les font engraisser, à Yatta ou à Makueni. Dans les zones semi-arides, le bétail fait en effet toujours partie intégrante du mode de vie de la population qui ne peut s'en défaire si elle veut survivre⁹⁰.

La fonction commerciale de Simba-Emali n'est en fait mise en place qu'en 1956 après l'expulsion vers *lower Makueni* de quelques-uns des habitants occupant ces terres illégalement. Les troupeaux y sont acheminés pour engraisser avant de partir à l'abattage. En 1956, l'ADC y a placé mille sept cents têtes, achetées £ 7100, et en a revendu six cents pour £5 800. Les bêtes achetées ainsi Sh 81 pièces sont revendues Sh 193 quelques mois plus tard sur les six marchés qui se sont développés sur la route de Mombasa (Emali, Makindu, Kasikeu, Kithimani, Kithayoni, Siathani). L'avantage des "barons du bétail" qui comptent parmi leurs membres quelques élus de l'ADC, est de bénéficier du soutien ouvert de l'administration du district, qui encourage le plus possible la réduction des troupeaux, de pouvoir eux aussi faire paître leurs troupeaux à Simba Emali et de bénéficier des mêmes prix de vente que la collectivité locale⁹¹. Grâce à l'accès aux zones de soulagement de Simba-Emali et aux mesures administratives de réduction des troupeaux sur les hautes terres, les commerçants en bétail du nord du district ont mis en place des canaux d'accumulation jusque-là interdits, qui reçoivent de plus tous les encouragements de l'administration.

Enfin, outre le développement du commerce de bétail ou de la production caféière à Kangundo, la mobilisation pour le remembrement qui se développe volontairement à partir de 1956 est la pierre de touche de la fracture sociale qui s'est instaurée progressivement sur les collines. Mais ce remembrement des terres de Kangundo et Matungulu ne durera que deux ans et sera stoppé en 1960 par le retour intensif des cadets, trop peu qualifiés sur le marché du travail de Nairobi face aux ouvriers kikuyu, qui rentrent des camps et que les entreprises multinationales réclament ouvertement.

- La fin du "miracle de Machakos".

En 1954, le plan de repeuplement de Makueni est entré dans sa dernière phase et l'administration prend toute la mesure du problème du retour des squatters et des paysans sans terre, expulsés maintenant des domaines du district de Nairobi. Elle met en place plusieurs plans de peuplement de faible envergure qui viennent s'inscrire en complément des opportunités offertes par celui de Makueni. Ce dernier se révèle d'ailleurs si populaire que l'entrée y devient payante en 1955 et que les parcelles sous-exploitées par leur propriétaire sont réduites pour permettre l'accueil de nouvelles familles. La zone de Matuu sur le plateau de Yatta, mille miles carrés entre les rivières Athi et *Chyulu Hills*, et les collines inoccupées de Shimba dans le district de Kwale sont ainsi ouvertes au repeuplement des paysans sans terre et des squatters. La

⁸⁹ KNA, MDAR (1955), DC/Mks.1/1/33.

⁹⁰ Cf. de Wilde (J.C.), *op. cit.*, p. 112.

⁹¹ KNA, MDAR (1955), DC/Mks.1/1/33.

réussite du recouvrement végétal sur le carré de Makaveti a cependant donné la preuve de l'inutilité de tout déplacement forcé et massif pour faire face au problème de l'érosion. Les plans de repeuplement sont donc seulement destinés à éviter toute réclamation des anciens squatters sur les terres arrosées des collines toujours surpeuplées d'Iveti, de Matungulu ou de Kangundo. De plus, dès 1956, des agriculteurs "progressistes" y demandent l'organisation du remembrement, comme dans les districts kikuyu.

Depuis 1954, le DC a multiplié les déplacements des aînés dans les districts kikuyu pour populariser la production caféière et la révolution agraire qu'y a entreprise le gouvernement. Ce remembrement est la clef de l'intensification des rendements des productions agricoles, qui pâtissent à Kangundo, comme à Kiambu, de la parcellisation avancée des terres. Fin 1957, le gouvernement se décide à organiser un projet pilote à Kangundo où des comités de sections, composés des différents leaders locaux, président aux échanges et à la vente des parcelles. A la différence des districts kikuyu, le remembrement doit cependant s'opérer sur une base purement volontaire et l'administration rejette toute action coercitive. Elle met simplement tous les moyens de la propagande moderne au service de ce projet pilote, dont, selon un mémorandum de novembre 1957, les résultats sont déterminants pour l'élargissement de l'opération à tout le district⁹². Devant la difficulté de l'opération et en raison de la dispersion géographique importante des parcelles des familles, qui disposent souvent de terres dans différentes zones écologiques, le projet-pilote se limite à quatre mille acres, entre Matungulu, Kitwii, Mbitini et Mwisuni. Il comprend le remembrement, l'enregistrement sur un cadastre après démarcation précise des parcelles, et la mise à disposition de titres de propriété individuels. Ces opérations rencontrent cependant rapidement une opposition farouche des lignages les plus pauvres et des jeunes générations. Cette réforme foncière porte en effet la fracture sociale au cœur des familles. Les différentes parcelles qui doivent, selon le droit coutumier, être équitablement partagées entre tous les fils, sont désormais placées au centre d'un processus dominé par l'avis des aînés et des plus riches. Ceux-ci peuvent se faire attribuer, par échange ou par achat, des exploitations caféicoles, alors que leurs cadets reçoivent des zones caillouteuses et semi-arides⁹³. Dès 1958, les associations de clans s'investissent pleinement dans l'opération à la clef de laquelle se trouve les possibilités d'accumulation de la production caféière. En août 1959, le rapport mensuel d'Onesimus Musyoki, l'artisan de ce remembrement à Kangundo, indique que sept cent trente-neuf parcelles y ont été échangées depuis le début l'année et mille quarante-deux ont été vendues. Le leader du clan Amuunda rapporte même avec fierté que toutes ses familles ont terminé la redistribution de leurs terres entre leurs membres⁹⁴. A Kangundo, comme dans la province centrale, remembrement et production caféière sont les outils privilégiés de l'installation d'une élite rurale, éperdument engagée dans une course à l'accumulation, quel que soit son coût social.

Cette situation ne durera pas. Dès 1960, le remembrement est stoppé et lors de notre enquête en 1996, cinquante ans après son lancement, la distribution des titres de propriété n'avait toujours pas été achevée. Cette réforme foncière a sans doute été le déclic engageant la radicalisation des conflits sociaux à Kangundo, qu'accélère le

⁹² KNA, "Land consolidation", DAO, Mks. 1/89.

⁹³ J. Mbogo, Divisional Agricultural Officer, Kangundo, 08/05/95; *Kakuyuni Agricultural Officer*, 23/06/95

⁹⁴ *Ibid.*

problème non-résolu du retour des squatters et des ouvriers non stabilisés de Nairobi. En effet, à la fin des années cinquante, le poids des investissements internationaux commence à peser beaucoup plus lourd pour la définition des relations de travail avec la main-d'œuvre africaine que les besoins des colons sur leurs domaines. Leur part dans la valeur totale des productions agricoles faiblit d'ailleurs de plus en plus face au décuplement de celle des productions africaines. Les entreprises multinationales désirent pouvoir disposer d'une main-d'oeuvre de plus en plus qualifiée, mais surtout stabilisée sur son lieu de travail. Elle offrent des logements, des salaires réguliers et désirent établir des conventions collectives avec des syndicats légitimes, et proposent des incitations financières pour l'augmentation de la productivité⁹⁵. Or, les structures éducatives des districts kamba ne donnent toujours accès qu'au diplôme de fin de scolarisation primaire. Elles n'ont pas permis de produire une main-d'oeuvre qualifiée et prête à se stabiliser autour des sites de production. Dès 1957, le DC s'inquiète de la participation des jeunes hommes de la réserve à la criminalité dans la capitale, alors que leur difficulté croissante à trouver du travail dans les grandes villes de la colonie fait écho aux appels au retour de la main-d'oeuvre kikuyu, réputée stable et productive⁹⁶. Parallèlement le retour des squatters des districts blancs de Thika et des domaines situés aux frontières de Nairobi s'intensifie. Les plans de repeuplement de Makueni, de Matuu ou des Shimba Hills ne suffisent plus à accueillir le reflux⁹⁷. A plusieurs reprises, le D.O. de Kangundo se félicite des épidémies animales qui forcent l'imposition de quarantaine et ralentissent le retour des squatters⁹⁸. Finalement, le déroulement de l'année 1959 illustre le degré de fracture sociale atteint à Kangundo.

Le fameux "miracle de Machakos" que louait Expelth Huxley et qui s'était construit sur le travail forcé des femmes et l'exclusion des cadets, disparaît comme un écran de fumée. Les femmes, dont l'organisation "volontaire" en *mwethya* avait tant été louée par l'administration, s'arrêtent de terrasser et refusent catégoriquement de se soumettre à nouveau au travail forcé. Cette insoumission fait progressivement chuter la surface entretenue à moins de 25% de la surface cultivable⁹⁹. Les deux décennies d'efforts au terme desquelles l'administration se vantait d'avoir provoqué l'éclosion de paysans "évolués", se révèlent bien avoir été deux décennies de mise continue au travail forcé des cadets sociaux et surtout des femmes, qui se rebellèrent dès qu'elles en eurent la possibilité¹⁰⁰. Kangundo et Matungulu sont de même les deux seules *locations* du district qui connaissent un solde migratoire positif. Le recensement de 1962 indique que le taux de la population des hommes adultes travaillant hors du district qui était l'un des plus élevés en 1948 est tombé respectivement à 19% pour Matungulu et 20% Kangundo, alors qu'il est toujours en moyenne de 40% à 50 % dans les autres *locations* du district. A la fin des années cinquante, la densité de population y retrouve des sommets, passant respectivement entre 1956 et 1962 de 416 habts/m² pour Matungulu et 490 pour Kangundo à 525 et 608¹⁰¹. Ces deux *locations* connaissent de plus un accroissement démographique de 76% en un peu

⁹⁵ Berman (B.), *Control and crisis, op.cit.*, p. 385.

⁹⁶ Clayton (A.), Savage (A.), *op. cit.*, p. 359.

⁹⁷ KNA, SPAR (1957), PC/SP.1/1/2.

⁹⁸ "Handing over report, Northern division, 22/2/1958", *District and divisional handing-over reports (1955-1958)*, DC/Mks.3/1.

⁹⁹ de Wilde (J.C.), *op. cit.*, p. 94.

¹⁰⁰ Nous revenons sur ce point dans le chapitre 4.

¹⁰¹ Pour les chiffres de 1956 et du recensement de 1948, nous nous référons à KNA, *Machakos District Agricultural Gazeteer*, DC/Mks.14/3/2.

plus de dix ans en raison de ce solde migratoire positif¹⁰². Attirés par la production caféière, les jeunes hommes quittent de plus en plus nombreux Nairobi pour revenir sur collines et stopper un remembrement qui les dépossède des terres les plus fertiles. Ainsi, avant même la libération de Paul Ngei, Kangundo est rejoint par la politique et un groupe clandestin d'anciens Mau-Mau mène une campagne parfois violente contre tous les "collaborateurs" de l'administration coloniale. Ces années sont un très mauvais souvenir pour Philip Nguta. Lui, qui a amené la richesse caféière sur les collines de Mwuisuni, se souvient d'avoir été publiquement conspué et humilié, au nom d'un mouvement dont le leader était toujours en détention mais dont le nom était déjà bien présent dans les esprits, Paul Ngei¹⁰³.

Conclusion :

Au terme de cette première partie, nous avons assisté à la naissance de l'entreprise politique de Paul Ngei. Alors que la seconde gouvernamentalité coloniale semblait initialement rendre l'implantation de Paul Ngei à Kangundo bien improbable, ses conséquences sociales dans les années cinquante ont provoqué l'éclosion d'un terreau social très favorable au leader kamba de Kapenguria. La présence de Ngei à Kapenguria et la décennie de détention avec le futur premier Président du pays vont se révéler être des ressources politiques primordiales pour sa carrière politique. De leader sans véritable base politique, jouant à Nairobi la carte du plus radical des représentants auto-institués des intérêts kamba, Paul Ngei devient un personnage historique, destiné à être présent aux côtés du *Mzee* dans tous les livres d'histoire des écoliers du pays. A sa sortie de détention, il est ainsi assuré d'une légitimité lui donnant accès au champ politique central et d'un plébiscite à Kangundo. L'échelon intermédiaire de la compétition politique, le district, est le seul vrai point faible de Paul Ngei. Cette faiblesse handicapera irrémédiablement les années de croissance de son entreprise politique, et le leader de Kangundo ne pourra vraiment avoir accès à une position de pouvoir qu'au terme des années soixante, quand il aura pris le contrôle de la branche de la KANU dans le district de Machakos.

¹⁰² *Ibid*, pp. 89-90.

¹⁰³ Philip Nguta, Kangundo, 5/5/1995

Deuxième partie : Les années de croissance (1961-1969).

Kangundo, meurtri par la seconde gouvernamentalité de l'Etat post-colonial semble, avant même sa libération, plébisciter le prisonnier Kamba de Kapenguria. Dès 1961, un rapport de représentation est ainsi établi entre la population tourmentée de la division nord du district de Machakos et Paul Ngei. L'analyse des premières années d'activité de l'entreprise politique de celui-ci permet d'en préciser la nature. Mais ce rapport de représentation entre l'homme et son terroir, l'investissement passionnel que celui-ci suscite ne se situe qu'au premier niveau de la compétition politique, formant la première arène de lutte. Progressivement, l'évolution du système politique kényan déjà façonné par les tentatives de mise en place d'un parlementarisme multiracial entre 1956 et 1960, confirme l'établissement d'une interaction entre trois arènes emboîtées, correspondant aux trois niveaux de la compétition politique : la circonscription, le district et le gouvernement.

Ces trois niveaux se trouvent emboîtés car l'ancrage politique et social du modèle parlementaire pose la circonscription électorale comme la première étape devant être conquise par toute entreprise politique. Avant d'être le Président de la République du Kenya, Jomo Kenyatta est le député de Gatundu, il n'accède à la magistrature suprême que sur la base de cet enracinement local, un pair entre des égaux, *primus inter pares*. Le district s'impose ensuite comme l'arène politique intermédiaire si l'entrepreneur veut disposer d'une reconnaissance plus large et attirer l'attention des gardiens de l'Etat. Le district fut notamment institué comme l'arène légitime d'accès au gouvernement par l'évolution du système politique, économique et social kényan depuis la fin de la Seconde Guerre Mondiale. Comme le précisait John Lonsdale et Donald Anthony Low, le district était déjà devenu à la fin des années quarante, l'unité administrative fondant la représentation aux échelons supérieur de la *Kenya African Union*, mais aussi l'espace privilégié des stratégies d'accumulation et des investissements identitaires. Cette tendance fut encore renforcée par l'autorisation des partis politiques sur cette base territoriale en 1955. Pour endiguer toute possibilité de mobilisation anti-coloniale à l'échelle nationale, le gouvernement colonial institua une segmentation territoriale de la représentation politique au niveau des districts, limitant ainsi la légitimité de tout leader politique à une représentativité essentiellement locale. A l'exception de la province centrale, où toute activité politique fut interdite jusqu'en 1961, chaque district eut ainsi dès 1957 son parti politique, regroupant généralement les membres de l'*African District Council* et les différentes élites locales. Ces partis de district, à légitimité limitée, devaient servir de viviers politiques dans lesquels seraient puisés les représentants africains du *Legislative Council* et les membres des nouveaux gouvernements multiraciaux. En ouvrant l'accès à l'échelon supérieur de la compétition politique, -i.e. les institutions représentatives nationales-, sur la base d'un siège par province, les constitutions multiraciales instituaient une nouvelle réification du mode de représentation. Au niveau national, le leader politique devait représenter sa province, une unité territoriale recoupant souvent les frontières ethniques définies par le colonisateur. Cette adéquation artificielle entre province, ethnie et leadership politique, stimula la naissance de classifications ethniques génériques dans la vallée du Rift, sur la côte et l'ouest du pays, n'ayant de pertinence que politique : Kalenjin, Luhya, Mijikenda. Le titre de "porte-parole

officiel d'une communauté" devint l'un des enjeux essentiels de la compétition politique entre les leaders de districts. Dans la perspective d'une représentation communautaire promue par le colonisateur, reprise après l'indépendance, il permettait d'accéder de façon certaine au Cabinet. Il s'est imposé au cours des années soixante comme l'une des ressources politiques donnant également un accès élargi aux ressources de patronage. Ce titre ne correspond à aucune réalité sociale, il illustre seulement la capacité d'une entreprise politique à s'imposer contre ses concurrents issus de la même "communauté imaginaire". L'apparition de ce titre, décerné aux "grands", est également l'illustration de l'hégémonie d'une représentation de la société kényane. Celle-ci est présentée comme une assemblée de lignages, chacun disposant de son leader légitime, chacun accédant aux ressources du pays que sont la terre et les finances de l'Etat, mais tous soumis à l'autorité du seul pouvant prétendre incarner l'unité de l'Etat et de la Nation, le patriarche *Mzee* Jomo Kenyatta. En ce sens, les années soixante voient se former un contrat social conservateur destiné à sceller entre les élites du pays et la population le pacte de l'indépendance. Ce pacte, signé par l'adhésion à un mot d'ordre politique, - *Harambee!* ("tirons vers l'avant" en swahili)-, fut imposé comme l'unique projet de société légitime auquel les entrepreneurs politiques doivent se rallier, au risque d'être exclus de la compétition pour le pouvoir et de l'accès aux ressources de l'Etat. Ce pacte scelle l'alliance entre les différentes élites du pays et symbolise bientôt leur hégémonie. C'est vers l'analyse du fonctionnement de ces différentes arènes politiques et de l'établissement de ce pacte hégémonique que nous allons maintenant progresser. Les succès et les revers de l'entreprise politique de Paul Ngei en illustrent pleinement la nature. Après quelques années flamboyantes, pendant lesquelles le leader de Kangundo se montre d'une intransigeance totale sur les questions foncières, les défis qui lui sont lancés par la mise en place du pacte hégémonique de l'indépendance ne lui laissent pas d'autre choix que de s'adapter et de tirer les leçons de ses échecs.

Chapitre 4

Paul Ngei à la conquête du pouvoir (1961-1964).

Introduction.

Les trois années qui séparent la libération de Jomo Kenyatta et des autres prisonniers de Kapenguria de l'indépendance sont, nous semble-t-il, cruciales pour comprendre la place que prend le rapport de représentation dans le système politique kényan, car il n'est alors pas encore complètement soumis aux logiques imposées par une alliance de pouvoir. Aucune règle normative précise de la compétition politique si ce n'est celles qui entourent le système représentatif colonial n'est alors véritablement définie. De plus, le Kenya ne connaîtra plus jamais la même fièvre émancipatrice, la même mobilisation politique, ni la même liberté d'expression. En effet, entre 1961 et 1963, le carcan autoritaire colonial se desserre considérablement. Les *chiefs* se font plus discrets, l'impôt n'est plus payé, le travail forcé est stoppé, le terrassement s'arrête et les troupeaux kamba envahissent les pâturages des colons pour s'y repaître goulûment. Ces trois années, exceptionnelles d'incertitude quant à l'avenir du pays¹, virent ainsi, au-delà du relâchement général de la pression administrative et policière, se manifester une liberté d'expression sans précédent où les aspirations politiques des différents segments de la population s'expriment, où tant les cadets que les aînés participent à l'élaboration du nouveau contrat social kényan. Nairobi semble frémir quotidiennement de nouvelles rumeurs quant aux alliances entre les élites de Nyanza, de la vallée du Rift ou de la province centrale, tentant de jauger qui parvient à imposer son autorité aux rivalités de factions, quelle nouvelle entente ou tension régionale semble renforcer ou affaiblir les parties engagées dans cette compétition pour la capture de l'appareil d'Etat et la définition de l'avenir du pays. Aussi, à Kangundo, Paul Ngei est-il attendu.

Le jeune leader kamba, qui est accueilli triomphalement chez lui lors de sa libération et à qui les associations de clan ont construit une nouvelle maison, reçoit pendant plusieurs semaines les délégations venant rendre hommage à son action en faveur de la libération du pays. Les ambitions de Ngei ne peuvent pas se limiter à une carrière locale, son emprisonnement pendant neuf années l'a propulsé sur la scène politique nationale et le destine aux premiers rangs de la vie politique du pays. L'investissement d'un tel capital symbolique dans la compétition pour le pouvoir ne garantit cependant pas nécessairement le succès. Tant au niveau local où Henri Mulli tient le siège de Machakos nord depuis les élections de 1961, qu'au niveau national, où la création de deux partis, la KADU et la KANU, illustre la profondeur des dissensions entre les différentes élites kényanes, les conversions d'un capital symbolique en capital politique et en conquête de postes de pouvoir ne paraissent pas

¹ David Goldsworthy suggère le mieux dans son récit biographique ce qu'il appelle "la grande fluidité de la situation politique kényane", Cf. Goldsworthy (D.), *Tom Mboya., op. cit.*, Ch. 11, 12 et 13.

garantie. Pour bien saisir les différents enjeux de l'entrée de Paul Ngei sur la scène politique nationale en 1961, il faut revenir un instant sur le contexte global de l'évolution politique du Kenya vers l'autonomie puis l'indépendance, où l'enjeu principal se révèle être la résolution de la question foncière.

Depuis la mise en place du plan Swynnerton en 1954², le Kenya connaît une double réforme agraire dont nous avons vu les premiers effets à Kangundo. Mais dès 1958, et alors que l'évolution institutionnelle du pays dessine progressivement la montée en puissance des leaders africains sur la scène politique nationale, la question centrale qui se profile porte sur l'avenir de la dualité foncière imposée brutalement dans le pays depuis plus d'un demi-siècle et sur l'accès des Africains aux "terres blanches". La mise à mort de la suprématie raciale des colons ne peut se faire qu'à travers l'abolition de leurs privilèges fonciers. Dès 1958, le gouvernement colonial, voulant promouvoir la naissance d'une société multiraciale, tente ainsi de mettre en place une solution négociée de la question foncière, en entamant l'africanisation des terres blanches. Une première phase de peuplement africain sur des terres qui lui étaient jusque-là interdites, intitulée *low-density-settlement scheme*, fut ainsi financée par la Banque mondiale et la *Commonwealth Development Corporation* entre 1959 et 1961³. Le *Land Development and Settlement Board*, réincarnation de l'organisation qui avait mis en place le programme ALDEV, acheta des parcelles à haut potentiel non exploitées par les colons, pour les revendre à des paysans africains déjà aisés, qui devaient y développer les cultures du thé, du café ou du pyrèthre. Un capital minimum de Sh 1000 était nécessaire pour y accéder. Le plan fut offert en priorité aux loyalistes qui avaient déjà bénéficié de la double réforme agraire organisée dans le cadre du plan Swynnerton⁴.

L'accélération du processus menant à l'indépendance rendit cependant totalement insuffisante cette démonstration d'ouverture. Une solution devait être trouvée au problème des paysans sans terre et à l'agitation des 60 000 combattants Mau-Mau libérés des camps en 1961 et découvrant souvent leur totale dépossession dans les réserves après le remembrement orchestré en faveur des loyalistes. Dans la vallée du Rift, ceux-ci réclamaient la plupart du temps l'expulsion pure et simple des colons pour s'installer sur leurs domaines et commencèrent même rapidement à organiser la *Kenya Land Freedom Army*, un mouvement d'anciens combattants de la forêt prêts à reprendre l'action violente pour défendre leurs intérêts⁵. A Machakos, dès 1957-1958, le DC s'inquiète du retour massif des squatters kamba expulsés des domaines de Thika et désormais du district de Nairobi. En effet, il ne parvient pas à les replacer suffisamment rapidement à Makueni ou dans les *Shimba Hills*. De même, il répète inlassablement que la main-d'œuvre kamba est de moins en moins populaire sur le marché du travail de Nairobi, où les groupes industriels préfèrent ouvertement les ouvriers kikuyu qui sont réembauchés au fur et à mesure qu'autorisation leur est donnée de rentrer dans la capitale. La main-d'œuvre kamba est alors renvoyée dans sa

² Cf. les deux chapitres précédents.

³ Cf. notamment sur ce point Wasserman (G.), *Politics of decolonization. Kenya Europeans and the land issue (1960-1965)*, Cambridge, Cambridge University Press, 1976.

⁴ Les revenus annuels maximum d'une famille de squatters étaient de Sh 60 en 1946 Leo (C.), *Land and Class in Kenya*, University of Toronto Press, 1984, pp. 71-73.

⁵ Cf. Wasserman (G.), *Politics of decolonization. Kenya Europeans and the land issue (1960-1965)*, op. cit., p. 145 et Kanogo (T.), *Squatters and the roots of Mau Mau*, London, James Currey, 1987, pp. 165-169.

réserve et devient l'inquiétude d'une administration qui voit d'un très mauvais oeil la mobilisation de cette population jeune et désœuvrée par les hommes politiques locaux⁶. L'incohérence totale de la politique éducative du district qui produit chaque année des centaines de jeunes inadaptés, insuffisamment qualifiés pour trouver du travail sur le marché de Nairobi mais déjà trop âgés pour continuer leur scolarisation dans des infrastructures du secondaire insuffisantes, éclate également au grand jour. Alors que la sortie de l'école secondaire devient un minimum pour obtenir n'importe quel poste dans l'administration, le district n'en dispose toujours que de deux contre une bonne trentaine d'écoles primaires. Chaque année, celles-ci renvoient chez eux des jeunes âgés de plus de dix-huit ans, à qui on a fait sentir les perspectives qu'offrait l'indispensable éducation sans pouvoir leur offrir aucun débouché sur le marché du travail. Outre la question foncière, que pose le retour des squatters et des paysans sans terre, la question éducative se révèle donc plus que jamais explosive à Kangundo.

La résolution de la question foncière est en partie négociée lors de la deuxième conférence de Lancaster House en 1962, qui aboutit à une phase plus intensive de repeuplement, intitulée le *Million Acres Scheme*. Ce plan est exclusivement destiné, cette fois, aux anciens squatters. La deuxième conférence de Lancaster House de février 1962 mène également le pays vers l'organisation des premières élections au suffrage universel direct au début de l'année 1963 et de ce fait, à la fondation du régime Kenyatta. Ces deux années se révèlent cruciales pour l'entreprise politique de Paul Ngei.

Malgré son retour triomphal de détention, aucun siège parlementaire ni aucun poste de la KANU ne lui est offert, comme ce sera le cas pour Jomo Kenyatta. Ngei doit s'engager dans la lutte politique alors qu'il ne dispose d'aucune reconnaissance officielle de la KANU et que d'autres leaders kamba, dont Henri Mulli, mais surtout, William Mbolu Mallu, occupent les premières places. Ce dernier, président de la branche de Machakos de la KANU et trésorier national du parti, est un proche de Mboya. Paul Ngei se lance dans la bataille avec, semble-t-il, un orgueil démesuré qu'a encore accru la détention, et se positionne en faux dès septembre 1961 par rapport à la stratégie de modération de Mboya et de ses alliés. Cette dissidence aboutit à la création d'un parti autonome, l'*African People's Party* (APP), qui n'existe que le temps pour Ngei de négocier sa cooptation au sein du gouvernement. Cependant, le succès électoral de l'APP nécessite une étude approfondie car il illustre la véritable nature du système d'interaction local que constitue le rapport de représentation à Kangundo en 1961. Il ne suffit pas de constater que Ngei utilisa l'APP comme tremplin politique pour accéder au gouvernement et forcer Kenyatta à prendre en compte sa popularité, qui, autrement, aurait risqué de déstabiliser le régime. Il faut comprendre pourquoi l'APP a été aussi populaire et pourquoi les raisons de cette popularité briseront, à partir de 1965, l'envolée politique de Paul Ngei, alors que Jomo Kenyatta mettait en place les fondements de son pouvoir à travers le lancement du mouvement *Harambee*. La stratégie de Paul Ngei à Kangundo a bien sûr reposé sur la conquête des opportunités de légitimation que lui ont laissées ses adversaires.

✓ [Henri Mulli, William Mbolu Malu, Ngala Mwendwa occupent déjà les trois niveaux du champ politique, mais ils représentent principalement les élites intellectuelles et commerçantes des deux districts kamba, entrées en politique à la suite du vide créé

⁶ KNA, MDAR (1958), DC/Mks.1/1/34 ; KNA, MDAR (1959), DC/Mks.1/1/35 et KNA, MDAR (1960), PC/SP.1/3/7.

par l'Etat d'urgence, sur les traces de Tom Mboya. Ils prônent, comme leur leader, la modération sur la question des terres blanches. Ngei va bien évidemment s'efforcer d'occuper le terrain que ceux-ci ont laissé découvert, c'est-à-dire, à l'opposé, une intransigeance radicale sur la question foncière. Mais cette évidence n'explique pas pourquoi cette stratégie va si bien réussir, ni pourquoi les leaders établis de la KANU ont laissé tant de ressources politiques à leur adversaire. Ngei réussit à pénétrer les trois arènes du champ politique et à s'y imposer avec la plus grande facilité. Ici, nécessairement, au-delà des stratégies des acteurs, il faut poser le problème du sens du système d'interaction que constitue le rapport de représentation et ses correspondances avec la situation sociale de Kangundo, du district de Machakos et de la position kamba sur la scène nationale, de même que les procédures d'énonciation concrètes qui illustrent ces correspondances. Il faut alors élucider la relation complexe de Paul Ngei avec cette économie morale de la représentation politique et le débat sur la vertu civique qui agite Kangundo, de même que l'image qu'il projette de la communauté imaginaire kamba. Mais Paul Ngei ne résume pas à lui seul le succès de ce "groupement formé en entreprise politique" que représente l'APP, et le terroir de Kangundo, comme nous l'avons vu, se distingue nettement des autres terroirs du district de Machakos en raison de l'établissement précoce et particulier d'une domination sociale féroce, celle des leaders de clans, des *big men* appuyés très tôt sur le développement des cultures commerciales pour établir leur autorité locale. Quel est dès lors le sens du rapport de représentation sollicité par les autres membres de l'APP et le sens de celui qu'instaure Paul Ngei avec son équipe pour pouvoir prétendre représenter l'ensemble de la population kamba dans l'arène politique centrale ? Ce sont deux questions sur lesquelles nous allons devoir également porter notre attention.

Aussi après avoir analysé la stratégie politique et les outils de légitimation déployés par Paul Ngei tout au long du parcours qui le mène à lancer l'APP puis à son succès électoral foudroyant, nous nous plongerons plus intimement dans l'analyse des réseaux de mobilisation de l'APP, tant à Kangundo que dans tout l'Ukambani, afin de mieux cerner la nature du rapport de représentation que son leader a réussi à établir.

A) Intransigeance foncière et indépendance partisane.

De multiples sources s'offrent à nous pour analyser les mois qui mènent à la création puis à la dissolution de l'APP, illustrant la stratégie adoptée par Paul Ngei pour imposer sa cooptation au sein de la KANU, puis aux sommets de l'Etat. La presse coloniale, notamment, offre un récit détaillé des événements qui font l'actualité politique, même si ses analyses tentent d'imposer une logique d'interprétation et laissent de côté les multiples négociations qui aboutissent aux événements. A travers un récit plus ou moins détaillé de ces événements, nous parviendrons ainsi à cerner les stratégies de légitimation déployées par Paul Ngei et à analyser une partie des ressources politiques qu'il a engagées pour tenter de se faire reconnaître comme le leader incontesté d'Ukambani avant même les élections de 1963. Cette première phase de l'analyse sera en grande partie celle d'un échec. En effet, fin 1962, Paul Ngei n'a toujours pas réussi à se faire élire à un poste officiel de la KANU et lance l'*African People's Party*, un parti destiné à illustrer le soutien que lui accordent les populations kamba. Cependant, au-delà de la simple analyse des stratégies individuelles de son leader, force est de reconnaître que si Paul Ngei veut, pour s'imposer sur la scène politique nationale, devenir le défenseur des paysans sans terre et l'adversaire des élites christianisées qui monopolisent les opportunités d'accumulation, le succès électoral de l'APP est loin de reposer sur les seules déclarations tonitruantes qu'il entonne chaque fois que l'opportunité lui est offerte. L'APP est un parti politique, un "groupement organisé en entreprise", au minimum une équipe ou un ensemble d'équipes⁷, au sein desquelles se jouent nécessairement une négociation et un rapport de représentation motivé en valeur et en finalité entre son leader et ses membres. Ce sont ces derniers qu'il nous faut essayer de cerner, car ils contribuent également à expliquer son succès électoral et fournissent ainsi à Paul Ngei quelques-unes de ses principales ressources politiques.

1. Le rejet de la KANU.

L'APP vivra moins longtemps qu'il ne fallut à Paul Ngei pour se décider à le créer. En effet, les tribulations du leader de Kangundo avec ses collègues de la KANU vont durer dix-mois avant que celui-ci ne se décide de rompre avec eux, mais l'APP ne vivra lui-même que huit mois, de fin novembre 1962 à fin juillet 1963. Nous allons

⁷ Dans notre analyse de l'APP, nous solliciterons en priorité le terme d'équipe plutôt que celui de groupement, car le second requiert en effet en lui-même une analyse approfondie dont nous n'avons pas les moyens empiriques et qui surtout, étant donné la durée de vie très limitée de l'APP, et son faible degré d'institutionnalisation, ne nous semble pas pertinente. Le concept de groupement défini par Max Weber comme "une relation sociale close ou limitée par réglementation vers l'extérieur (...) lorsque le maintien de l'ordre est garanti par le comportement de personnes déterminées, instituées spécialement pour en assurer l'exécution, sous l'aspect d'un dirigeant ou éventuellement d'une *direction administrative* qui, le cas échéant à normalement en même temps un pouvoir représentatif", (Weber (M.), *Economie et société*, op. cit., p. 88) implique, en effet, la "clôture" vers l'extérieur du système d'interaction par un règlement de même qu'une direction administrative. Ces deux éléments sont inappropriés pour aborder la compétition politique personnalisée que nous allons analyser, où les "équipes", pour formées qu'elles soient et motivées en valeur et en finalité, accordent peut d'intérêt aux règlements et fonctionnent systématiquement en réseaux, cherchant à pénétrer tous les milieux sociaux.

maintenant revenir sur ces premiers dix huit mois, consécutifs à la libération de Paul Ngei, sur en suivant les deux grandes phases qui les marquèrent.

-Phase 1 : la conquête flamboyante (juillet 1961-janvier 1962).

Le 11 mai 1961, le *Daily Nation* annonce que Paul Ngei est enfin libéré de Lodwar et qu'il est placé en résidence surveillée, chez lui, à Kangundo, où sa liberté de mouvement est dans un premier temps limitée, puis progressivement étendue aux deux districts kamba, avant d'être totalement recouvrée. Dans les premiers mois qui suivent son retour à Kangundo, Ngei est néanmoins placé devant l'obligation de ne participer à aucune activité politique, ce qu'il ne fera pas officiellement jusqu'au mois de juillet 1961. L'accueil à Kangundo a été triomphal. Ngei semble avoir pris la même dimension historique pour les Kamba que Jomo Kenyatta pour les Kikuyu, et comme pour Kenyatta, une maison a été construite pour le recevoir. Kangundo accueille un fils qui lui a fait honneur. Les associations de clans qui quadrillent les collines lui offrent ainsi la demeure qui lui permet de s'y sentir chez lui. Il est très significatif qu'à cette époque Paul Ngei n'a pas de maison lui appartenant en propre, si ce n'est sans doute sur le *musyi* familial. Lorsqu'il fut arrêté, il résidait dans un meublé situé au centre du marché de Tala. Le fait de lui offrir une maison indépendante du *muvia* de son père est important. Car ce geste lui donne directement accès au rang de *mutumia*, d'aîné, accueilli par les aînés de Kangundo dans leurs rangs, et le libère symboliquement de toute tutelle paternelle.

Le 23 juillet, Henry Mulli et George Nthenge, les deux membres du *Legislative Council* et les leaders de la branche de la KANU-Machakos organisent à Kangundo un grand rassemblement en l'honneur de Ngei, qui réunit 25 000 personnes. Celui-ci accepte l'honneur qui lui est fait, mais se révèle distant envers ses hôtes, ne se montrant pas ouvertement favorable à la KANU. Il déclare même après avoir demandé la libération de Jomo Kenyatta : "Jusqu'à ce que la branche de la KANU Machakos soit remaniée et que de nouveaux leaders soient élus conformément à la volonté populaire, il sera difficile de maintenir l'unité qui permettra de renverser le présent gouvernement et de se mettre à l'écoute des revendications de la population⁸". La foule semble alors se retourner contre Nthenge et Mulli et les interpelle sur leur refus de vouloir tenir de nouvelles élections au sein du parti. Aucun siège n'a en fait été libéré pour Ngei, ni au *LegCo*, ni à la KANU, ce qui explique sans doute pourquoi il a accueilli aussi froidement les organisateurs du rassemblement. De plus, Ngei commence à forger les signes distinctifs de son retour en politique. En public, il arbore un calot portant sur chacun de ses côtés les deux dates de sa détention, 1952 et 1961. Il se fait de suite surnommer "*P.G.(prison graduate)*". Le signe ainsi lancé à la foule est sans ambages : lui, à la différence des leaders kamba de la KANU, a conquis ses diplômes politiques par son engagement précoce contre le colonisateur et pour l'indépendance de son pays. Il n'est pas le fils d'un grand *chief* collaborateur, comme Ngala Mwendwa, un intellectuel diplômé d'Oxford, comme Henri Mulli, ou un homme d'affaires local, comme William Mbolu Malu ou George Nthenge, mais, selon lui, sa détention lui donne une légitimité bien supérieure pour diriger les affaires politiques du district⁹.

Deux jours plus tard, Ngei se déclare cependant en faveur de la KANU. Il commence à participer à ses activités dès la levée de toute restriction de ses libertés

⁸ *Daily Nation*, 24/7/1961

⁹ *The Weekly Review*, 08/09/1975.

de mouvement, le 11 août¹⁰. Une semaine plus tard, alors que Kenyatta vient de rentrer à Gatundu, Ngei prend même la tête d'un comité composé d'élus locaux et des différents leaders politiques des districts de Machakos et de Kitui. Ce comité veut présenter un mémorandum sur la situation politique économique et sociale en Ukambani, lors de la réunion constitutionnelle paritaire prévue peu de temps après entre la KANU et la KADU, et présidée pour la première fois par Jomo Kenyatta. Au sommaire de ce mémorandum se situent : 1. La situation du leadership en Ukambani et la nécessité d'organiser rapidement des élections internes au parti. 2. La situation de l'éducation. 3. La dispute foncière kamba-maasai. 3. L'unité kamba. 4. L'achat et la répartition des terres européennes¹¹. Ce patchwork articule les deux dimensions de sa campagne politique naissante : la reconnaissance de son autorité dans le district de Machakos et sur tout Ukambani, qui doit lui permettre d'engager la résolution des trois problèmes brûlants du moment (la question éducative, le partage des terres blanches du district voisin de Thika et la querelle de frontière avec les leaders maasai de Kajiado¹²). Cette reconnaissance d'autorité régionale doit lui permettre d'intervenir dans le débat national sur la question foncière, en tant que représentant de tous les Kamba et de se positionner ainsi pour un poste ministériel. Pour secondaire qu'elle puisse paraître, la question de la frontière kamba-maasai est essentielle. L'intervention de Ngei se situe dans le contexte précis des négociations préparant la deuxième conférence de Lancaster House, à laquelle il veut représenter les intérêts kamba, contre toute compromission des membres du *LegCo* de la KANU, négociants avec les élus de la KADU. Nous y reviendrons. Ngei s'appuie ainsi sur l'articulation entre les questions politiques locales (éducation, terre) et la nécessité de présenter une position kamba unique dans le débat politique national, pour tenter de s'imposer comme la seule voix kamba légitime. Il intervient cependant de façon beaucoup plus intransigeante que les leaders kamba de la KANU, signifiant que ceux-ci acceptent des seconds rôles politiques qui ne les placent pas au centre du débat national sur les terres blanches. Cette retenue des leaders kamba de la KANU, qui vient en partie de leur illégitimité politique, illustre pour Ngei leur incapacité à défendre efficacement les intérêts kamba.

Lors d'un grand meeting politique à Mombasa, le 9 septembre, alors que Kenyatta vient de déclarer qu'il était favorable à l'existence d'un seul grand parti politique, Ngei prend le micro et prononce le discours qui fera sa réputation pour les dix années à venir. Commencant par prévenir l'assemblée que sa bouche avait été cousue pendant dix ans mais que maintenant il allait pouvoir l'ouvrir, il poursuit ainsi :

"Ils Africains ont été transformés en mendiants dans leur propre pays alors que les Européens cultivent tranquillement la terre sur les hauts plateaux (...) Il est temps de prendre leur terre à ces fermiers européens pour les donner aux Africains (...) C'est notre pays et nous n'aurons pas d'Africains affamés pendant que les Européens cultivent de larges portions de notre propre pays. (...) On ne doit donner aucune garantie aux fermiers européens (...) Il n'y aura pas de paix au Kenya tant que les demandes africaines ne seront pas satisfaites et tous ceux qui négocient des garanties et des titres de propriétés aux Européens doivent être condamnés (...) Après avoir été condamné à la prison, je me souviens des chaînes que j'ai dû porter aux pieds, je suis très amer contre les Européens qui nous demandent d'oublier le passé (...) Ce serait réveiller un lion endormi, qui pourrait devenir vraiment féroce (...) Je ne veux rien

¹⁰ *Daily Nation*, 26/07/61 et 12/08/61.

¹¹ *Daily Nation*, 21/08/1961 et 27/08/1961.

¹² Nous reviendrons plus bas sur ce deuxième point.

entendre d'un gouvernement de coalition au Kenya. Une élection générale doit être organisée. Un homme ! Une voix ! Laissons le pays choisir ses dirigeants et former un gouvernement africain qui sera totalement africain¹³."

Notons tout d'abord que cette intervention est peu appréciée de l'establishment politique et intervient à un moment tactique critique pour la KANU, qui venait à peine de signer un document garantissant le respect de la propriété privée (des colons) après l'indépendance et se trouvait en grande négociation pour présenter un front commun lors de la deuxième conférence de Lancaster House¹⁴. Deux éléments de la stratégie de légitimation personnelle de Paul Ngei se dessinent néanmoins plus nettement. Ngei a donné neuf ans de sa vie pour l'indépendance de son pays contre le système colonial, il n'entend pas faire de concessions, maintenant que l'heure de la victoire approche. Pour lui, la terre des domaines doit être donnée aux paysans africains, car celle-ci leur appartient et ils ont subi la faim et les pires humiliations. Ngei veut redistribuer la terre, il sera *Bwana Mashamba*, l'homme de la terre, le pourvoyeur de parcelles. Si cet objectif n'est pas atteint, il promet de réveiller en lui le lion féroce qui sommeille, Ngei devient le "lion d'Ukambani". Jusque dans les années soixante-dix, Paul Ngei réussit à s'attacher l'image puissante de cet animal populaire, et la rumeur va jusqu'à prétendre qu'il mène campagne électorale accompagné d'un lion dans une cage, prêt à se jeter sur ses opposants, ou qu'il utilise une canne magique à tête de lion pour envoûter ses électeurs¹⁵.

Ce discours retentissant prononcé devant la forte communauté kamba des ouvriers de Mombasa, illustre la stratégie dissidente de son auteur. N'ayant pas les moyens de s'imposer dans les escarmouches procédurales qui ont fait de Tom Mboya le maître de la KANU, Ngei en a directement recours au peuple, quelles que soient les conséquences diplomatiques de ses déclarations ou leur influence sur les tactiques adoptées par les stratèges du parti, à l'élaboration desquelles il n'est de toute façon pas convié. Son tempérament le mène également sans doute à privilégier le combat et la confrontation publique aux luttes à fleuret moucheté des corridors du pouvoir. Quoi qu'il en soit, cette déclaration jette la tourmente sur les relations entre la KANU et la KADU et lève le voile sur les ambiguïtés politiques ce parti. En effet, à ce stade des négociations pour l'indépendance, la KANU est divisée entre un groupe "modéré", dirigé par Tom Mboya, cherchant à négocier le plus rapidement possible l'accès à l'indépendance et éventuellement à faire des concessions au pouvoir colonial et un groupe "radical" dirigé par Oginga Odinga et surnommé le "*ginger group*", refusant toute concession sur la question foncière. Jomo Kenyatta ne s'est alors prononcé ni pour l'une ni pour l'autre de ces factions¹⁶. Etant donné les incertitudes politiques qui caractérisent le pays, Kenyatta cherche d'ailleurs en permanence à conserver cette ambiguïté qui conforte son assise et son rôle d'arbitre et ne veut jamais s'afficher, pour le moment, avec l'un ou l'autre des deux camps. De fait, les déclarations tonitruantes de Paul Ngei le gênent car il est rapidement placé devant la nécessité de les infirmer et, donc, de prendre position.

¹³ *Daily Nation*, 11/09/1961

¹⁴ Cf. Goldsworthy (D.), *op. cit.*, p. 93-94.

¹⁵ Si ce n'est ces traits "magiques" particuliers lié au surnom que Ngei parviendra à monopoliser pendant deux décennies, on peut noter que le lion est un symbole d'usage très courant dans la politique kényane. Même en Ukambani Ngei n'en a pas le monopole. Son principal rival, E.N. Mwendwa, l'adoptera également pour faire campagne. Cf. *The Weekly Review*, 26/10/79.

¹⁶ Cf. Goldsworthy (D.), *op. cit.*, p. 189.

Peu après la réunion de Mombasa, Masinde Muliro, le leader de la KADU attaque publiquement Ngei et Kenyatta. Il prévient ce dernier qu'il n'y aura pas de dissolution de la KADU et condamne Ngei pour des positions qui ramènent le pays, selon lui, dix ans en arrière. James Gichuru, le bras droit de Kenyatta, condamne également Ngei pour cette déclaration, de même que Daniel arap Moi (KADU) qui parle de "vérités qui viennent de la base" pour le leader de la KANU¹⁷. La tourmente s'amplifie alors que des rumeurs courent sur la formation d'un nouveau parti par Oginga Odinga et Paul Ngei, et que Dennis Akumu, au nom du "*ginger group*", déclare son soutien total aux positions du leader kamba et renchérit : "notre terre est une terre africaine et le restera, quoi que certains en disent, et le plus tôt les colons feront leur valise et se prépareront à rentrer en Angleterre, le mieux ce sera"¹⁸.

Deux semaines plus tard, malgré l'interdiction de prononcer tout discours politique qui pèse désormais sur lui, en raison de ses propos peu appréciés du pouvoir colonial, Ngei prend la parole lors d'un grand rassemblement de la KANU à Nyeri et fait chanter par 120 000 Kikuyu "l'hymne de la terre" : "*Mashamba ni mali yetu, hapa Kenya* (Les terres sont notre richesse, ici au Kenya)". Le journaliste du *Daily Nation* précise par ailleurs que Ngei, ayant pris la parole pour entonner simplement une prière, et non un discours politique, entonne un hymne dirigé vers les dieux africains qu'il conclue ainsi : "Dieu africain qui a créé ce pays pour les Africains; les arbres, l'herbe, et le bétail pour qu'il donne du lait à nos enfants, nous te demandons aujourd'hui d'aller voir le dieu européen et de lui dire que les enfants africains veulent récupérer leurs terres. Amen"¹⁹. Cette invocation rapide à *Ngai*, le dieu supérieur qui habite le Mont Kenya, est bien sûr un pied de nez au pouvoir colonial dont il clame haut et fort vouloir tout rejeter en bloc, le pouvoir, les hommes et aussi leur dieu. Mais elle illustre également la deuxième référence récurrente qu'emploiera Paul Ngei pour légitimer son accès aux positions de pouvoir, sa capacité de communiquer avec le monde des esprits, messagers habituels de *Ngai*. N'est-il pas le petit-fils du *paramount* chief Masaku, ce *mundu mue* commerçant qui établit sa domination autour du camp créé par le colonisateur ? Or Masaku était également un *ndoto*, l'un de ses hommes qui pouvait voir l'avenir et communiquer avec les esprits pour trouver la marche à suivre vers la prospérité. Il aurait donc transmis ses pouvoirs à son petit-fils Paul, qui porte d'ailleurs son nom, Paul Joseph Muithi Ngei Masaku²⁰. Le rejet de la religion du blanc, que se sont attribuées toutes les élites loyalistes, passe ainsi par l'affirmation d'une grande fierté culturelle et d'une adhésion ouverte aux croyances anciennes contre lesquelles les missionnaires avaient tenté de lutter. Parlant aux squatters de Nyeri, à tous ces combattants Mau-Mau à peine libérés des camps, Ngei reprend les accents de son grand-père, *ndoto* connu pour ses capacités à voir l'avenir et à communiquer en harmonie avec les esprits, qui pouvait aussi bien se mettre au service des communautés d'Ulu que de celles voisines de Kajiado ou des hautes terres de Nyeri. Paul Ngei réaffirme l'unité de l'homme, de la terre qu'il a travaillé pour la domestiquer et la rendre fertile, avec les animaux et les éléments, une unité profonde et religieuse que les habitants du Kenya indépendant doivent retrouver, et vers laquelle il sera un nouveau guide.

¹⁷ *Daily Nation*, 12/09/1961 et 13/09/1961.

¹⁸ *Daily Nation*, 14/09/1961.

¹⁹ *Daily Nation* 25/09/1961.

²⁰ Shadrack Nzioka Ndavi, Kawethei, 10/04/96;

Fin septembre, l'ambition de Paul Ngei ne semble pas devoir s'arrêter. Il va cependant pâtir de son manque de maturité politique. A l'approche de la conférence annuelle du parti, Odinga prépare une tentative de coup contre Mboya et veut obtenir le soutien officiel de Kenyatta. Paul Ngei lui sert vraisemblablement de ballon d'essai. Odinga Odinga fait en effet circuler des pamphlets réclamant une réorganisation totale du parti, entérinant le retour en force de la vieille garde de la KAU contre Mboya. Kaggia et Ngei deviendraient respectivement deuxième et troisième Vice-Présidents du Parti, et Achieng'Oneko, secrétaire général, alors que Mboya serait relégué au poste secondaire de secrétaire en charge des liaisons avec le Parlement²¹. Membre de la KANU qu'il a finalement rejointe depuis moins de 24 heures, Paul Ngei prend prématurément les devants et annonce à grands fracas la réorganisation totale du parti et l'adhésion de ses anciens compagnons de la KAU-Nairobi, Bildad Kaggia, Fred Kubai, Kungu Karumba et Joseph Murumbi. Devant le silence de Kenyatta, qui ne prend toujours pas position, l'annonce n'est pas suivie d'effet et Paul Ngei semble à nouveau avoir pris une initiative maladroite que condamne même le "*ginger group*", se désolidarisant cet échec pour mieux poursuivre la bataille. Mboya et Gichuru restent, eux, silencieux, vainqueurs précoces de cet affrontement avec le "*ginger group*", alors que la position de Ngei au niveau national devient de plus en plus incertaine²². Celui-ci ne reste cependant pas inactif. Début octobre, il déclare vouloir relancer son ancien journal *Wasya wa Mukamba* (la lumière du Kamba) de même qu'*Uhuru wa Mwafrika* (l'indépendance de l'Africain)²³. Lors d'une visite officielle pour célébrer l'autonomie du Tanganyika, il lance officiellement son slogan de campagne "*Uhuru na mashamba*" (l'indépendance et les terres). Il est cependant publiquement condamné par Nyerere et Kenyatta pour avoir troublé ces cérémonies, en apportant la discorde politique sur le sol étranger²⁴. Sur le point d'être élu président de la *Kenya National Farmers and Traders Union* (KANTAFU), un syndicat de paysans et commerçants en accord avec ses positions foncières, Ngei refuse toute négociation avec la *Kenya National Farmers Union* (KNFU), l'association des fermiers blancs dirigée par Delamere. Il réitère sa volonté de distribuer la terre aux paysans qui en sont dépourvus alors qu'il se fait désormais appeler *Mkali Mashamba* (le combattant pour la terre)²⁵. L'épopée flamboyante touche cependant à sa fin. Kenyatta a décidé de repousser indéfiniment les élections internes au parti et de garder inchangée l'équipe en place au sein de la KANU. Paul Ngei semble de fait exclu de la seconde conférence de Lancaster House.

-Phase 2 : échec à Ngei (janvier -novembre 1962).

Les maladresses diplomatiques et tactiques de Ngei lui ont ainsi vraisemblablement mis à dos l'état major de la KANU qui ne veut pas prendre le risque de l'emmener avec lui à la seconde conférence de Lancaster House. Jomo Kenyatta préfère, pour représenter Ukambani, le très sûr et très discret Ngala Mwendwa, représentant de Kitui au *LegCo*, accompagné, pour Machakos, d'Henri

²¹ Cf. Goldsworthy (D.), *op. cit.*, p. 189.

²² *Daily Nation*, 30/09/1961.

²³ *Daily Nation*, 13/10/1961.

²⁴ *Daily Nation*, 13/10/1961.

²⁵ L'adjectif *kali* qui signifie en swahili selon les contextes - coupant, dangereux, agressif-, est ici transformé en substantif qui peut être traduit par combattant, mais souligne surtout l'agressivité, le danger de l'homme qui peut être violent. Cf. *Daily Nation*, 04/01/1962.

Mulli, qui fait partie du groupe des jeunes intellectuels entourant Tom Mboya. Fin janvier 1962, après avoir assuré le *LegCo* de ses intentions, Jomo Kenyatta fait passer une résolution du groupe parlementaire de la KANU par le comité exécutif du parti afin de clarifier provisoirement la situation :

"ce comité a une totale confiance en les quatre membres représentant Ukambani au *LegCo* et le comité prévient les Kamba de faire attention à la propagande développée par certains individus ambitieux, opportunistes, qui n'ont pas été élus et qui cherchent à prendre le pouvoir contre leurs membres élus (...) La délégation de la KANU à Londres se déplacera en groupe et il serait faux de croire que quiconque réussirait quoi que soit en faisant campagne de son propre chef contre les membres élus de sa circonscription²⁶".

Le groupe parlementaire de la KANU veut à tout prix empêcher la participation de Paul Ngei à la conférence constitutionnelle de Lancaster House à la place d'Henri Mulli, qui menace dans un premier temps de laisser sa place à son vieil ami. La querelle commence en effet à prendre des proportions dangereuses pour la KANU.

Après que Bildad Kaggia s'est ouvertement opposé à Kenyatta au *LegCo* en soutenant la position de Ngei sur la question foncière²⁷, trente leaders kamba signent une pétition le soutenant et mettant en demeure Kenyatta de lui laisser sa place. Henri Mulli déclare consécutivement qu'il n'a pas été intimidé et qu'il accepte de céder sa place de son plein grés à Paul Ngei à la conférence de Lancaster House, pour éviter que celui-ci ne provoque une scission au sein de la KANU²⁸. Finalement, Paul Ngei est exclu de la délégation composée exclusivement des membres élus du *Legislative Council* parmi lesquels se trouvera bien Henri Mulli. Paul Ngei en est réduit à collecter de l'argent sur les marchés de Machakos pour aller à Londres²⁹, au titre de Président de la KANTAFU, mais il ne peut jamais entrer dans le Palais de Lancaster House, ni s'asseoir à la table des négociations.

Deux grandes résolutions émanent de cette conférence³⁰. Kenyatta et Mboya ont concédé l'adoption d'une constitution régionaliste censée permettre la protection des minorités ethniques, en contrepartie d'une évolution rapide de la colonie vers l'autonomie interne au sein du *Commonwealth*, après l'organisation d'élections au suffrage universel prévues pour l'année suivante, en mai 1963. Parallèlement, ils ont gagné la mise en place immédiate d'un premier plan massif de peuplement africain des terres blanches, baptisé le *Million Acres Scheme*. Afin d'appliquer les résolutions constitutionnelles de la conférence de Lancaster House, deux commissions sont chargées de recueillir les doléances de la population et de l'ensemble des responsables politiques du pays pour redéfinir les frontières administratives régionales, de même que celles des circonscriptions électorales. L'enjeu est de taille. Il s'agit d'organiser un premier démantèlement des districts "blancs" de Thika, Nairobi ou Nakuru, et de

²⁶ *Daily Nation*, 26/01/1962.

²⁷ *Daily Nation*, 27/01/1962.

²⁸ *Daily Nation*, 29 et 30/01/1962.

²⁹ *Daily Nation*, 13/02/1962.

³⁰ Sur le débat entre les différentes lectures de cette conférence en fonction des différentes théories de la décolonisation comme processus de négociation ou de reproduction mécanique d'une domination, voir notamment la synthèse éclairante de D. Gordon qui replace les événements dans leur incertitude historique et offre un panorama critique des théories de la naissance des Etats indépendants, cf. Gordon (D.F.), *Decolonization and the State in Kenya*, Boulder, Westview Press, 1986.

redéfinir les frontières des anciennes réserves en leur attribuant des zones qui deviendront nécessairement les lieux privilégiés de leur "desserrement démographique".

Paul Ngei est également exclu de ces consultations qui se tiennent à la fin de l'été 1962³¹. Les revendications kamba sont en effet présentées lors des sessions des deux commissions par une *Akamba leaders conference*, créée pour l'occasion, dont le poste stratégique de secrétaire a été confié à Henri Mulli, l'homme de Mboya. Cette organisation regroupe sept élus des *African District Councils* de Machakos et Kitui, sept représentants des branches de la KANU de Machakos et de Kitui, et les quatre membres kamba du conseil législatif. Elle revendique par ailleurs la représentation d'un large collège d'aînés du district, experts en droit coutumier et surtout faisant autorité sur les frontières du peuplement Kamba avant la colonisation, à une époque où l'idée même de frontière territoriale en tant que telle n'existait pas.

Les deux revendications majeures de cette délégation, qui présenta aux deux commissions un mémorandum officiel, appuyé par les déclarations orales des quatre membres du conseil législatif, touchent à la redéfinition des frontières de la réserve de Machakos vers celle de Kajiado, et à l'attribution des terres de l'ancien district blanc de Thika. Revenant en effet sur l'injustice qui a été commise, selon cette délégation, lors de la signature des traités maasai de 1911³², Henri Mulli répète à multiples reprises que la frontière sud du peuplement kamba n'a jamais été le chemin de fer. Elle descendait bien plus au sud, suivant une ligne allant des collines de Ngong, au lac Magadi, puis au lac Amboseli jusqu'à la rivière Tsavo, qui rejoint encore plus bas la rivière Athi. (cf. cartes précédentes). La délégation kamba ne se contente pas de réclamer les 3100 miles-carrés spoliés lors du traité de 1911 et qui lui feraient recouvrer les *Chyulu Hills*, elle réclame qu'on lui attribue les aires de pâturage convoitées depuis les années vingt et qui, selon elle, ont été injustement attribuées aux Maasai dont le peuplement n'avait jamais dépassé une ligne allant de Nairobi au lac Magadi. Parallèlement, à l'ouest, les nouvelles frontières du district de Machakos devraient englober les deux tiers du district de Thika, dont la ville de Thika elle-même, et suivre une ligne allant de Nairobi aux chutes de la rivière Chania, puis à la gare de Makuyu, à la rivière de Kiboko vers la rivière Tana. A l'appui de ses revendications est fournie une toponymie kamba des lieux baptisés anormalement de noms kikuyu ou maasai par le pouvoir colonial. Enfin, le mémorandum de la délégation précise ouvertement qu'aucun Kikuyu ou Maasai ne saurait avoir le droit d'acquérir de la terre à l'intérieur des nouvelles frontières de leur district, et que les Kamba refusent catégoriquement d'être intégrés dans une région avec l'un ou l'autre de ces groupes avec lesquels il n'existe aucun respect mutuel. A l'opposé, les Kamba demandent à être associés dans la même province que les groupes amis que sont les Meru ou Embu, qui ont souffert de la même défiance des Kikuyu. Derrière des préjugés ethniques issus notamment des cristallisations identitaires dues aux nécessités de la coexistence difficile dans la ville de Nairobi, se cache essentiellement un conflit pour la terre et la définition d'un territoire aux frontières desquelles se réinvestit une identité agropastorale perdue. Les leaders kamba de Machakos ne veulent pas être

³¹ Nos sources sur les développements qui vont suivre sont essentiellement PRO, "Kenya constituencies delimitation commission (1962), 7 files volumes and maps", CO 895/1-7 et PRO, "Kenya Regional Boundaries commission (1962), 9 files and maps", CO 897/1-9.

³² Sur ces traités voir notamment : Sorrenson (M.P.K.), *Origins of European settlement in Kenya*, Nairobi, Oxford University Press, 1968.

dans la même province que les Kikuyu et les Maasai car ils craignent de ne pouvoir contrôler les institutions en charge de l'allocation des parcelles, et préfèrent coexister avec leurs voisins du nord-ouest avec lesquels il n'existe aucun conflit foncier. De plus, cette nouvelle géopolitique kamba permet de résoudre la question épineuse du plateau de Yatta, que revendiquent les leaders de Kitui, malgré l'installation depuis les années trente d'une population croissante de paysans issus de Machakos. Ngala Mwendwa insiste devant la commission en charge des frontières régionales sur le fait que la frontière "naturelle" entre les districts de Machakos et Kitui a toujours été la rivière Athi et qu'il ne saurait en être autrement. Cette nouvelle géopolitique leur permet également de réclamer dix à onze sièges parlementaires pour le district de Machakos et six à huit pour celui de Kitui, voulant faire tomber le rapport de représentation prévu d'un député pour quatre-vingt mille habitants en moyenne, à un pour un peu moins de cinquante mille.

Ces revendications font en partie figure de test pour les leaders kamba de la KANU, qui y jouent notamment contre Paul Ngei leur crédibilité politique, leur capacité à représenter efficacement les intérêts de la "tribu" contre les prétentions des leaders maasai de la KADU, mais surtout contre celles de leurs partenaires kikuyu au sein de la KANU sur le district de Thika. De fait, ces prétentions démesurées se retournent bientôt contre les leaders de l'*Akamba conference*, qui n'obtiennent qu'une très petite partie du district de Thika, à peine au-delà des domaines d'Ol Donyo Sabuk et de Lukenia, et voient maintenue la ligne de chemin de fer comme principale frontière avec le nouveau district de Kajiado même si les *Chyulu Hills* leur sont finalement rendues. Six sièges parlementaires sont finalement attribués à Machakos et quatre à Kitui. C'est donc dans une position extrêmement défavorable que les leaders kamba de la KANU affrontent Paul Ngei lors des élections internes à la branche de Machakos décidées pour fin novembre. Celui-ci s'est par ailleurs organisé pour occuper physiquement le terrain politique du district.

En août, le groupe de jeunes soutenant Ngei a en effet envahi les locaux officiels de la KANU et parvient à les garder fermés pendant une semaine³³. Celui-ci s'est fait élire à la tête d'une branche concurrente du parti, baptisée "New Kanu", et organise ses propres réunions dans tout le district. Tom Mboya souhaite néanmoins en finir avec ces querelles locales, pour préparer dans les meilleures conditions l'élection de 1963. La branche ouverte par Paul Ngei n'a pas été reconnue par l'état major parti mais des élections sont organisées le 17 novembre en présence de Jomo Kenyatta³⁴. Ngei prévient que si la même équipe est réélue à la tête de la KANU-Machakos, les Kamba pourraient ne plus soutenir le parti, et que "M. Kenyatta devrait choisir entre M. Mboya et un million d'Africains". Plusieurs leaders nationalistes historiques du parti, dont Fred Mbiti Mati de Kitui, soutiennent sa position³⁵. William Malu, George Nhenge et Henri Mulli sont finalement réélus lors d'un vote houleux, tenu à l'intérieur des bureaux de la branche locale de la KANU à Machakos où seuls les détenteurs reconnus de cartes de membres du Parti sont autorisés à voter. Voyant le résultat lui échapper alors que ses partisans ne peuvent même pas pénétrer dans l'enceinte électorale, Ngei quitte la scène du drame en brûlant publiquement sa carte de membre de la KANU, suivi par plusieurs centaines de ses supporters qui allument

³³ KNA, MDAR (1962), PC/East. 1/3/1.

³⁴ *Daily Nation*, 03/11/1962.

³⁵ *Daily Nation*, 16/11/1962.

²² *Daily Nation*, 16/11/1962.

un feu de joie avec les reçus de leur cotisation³⁶. La voie est ouverte pour la création de l'APP.

2. La preuve par l'*African People's Party (APP)*.

La rupture entre Ngei et la KANU est donc consommée et même Oginga Odinga, qui avait mené les différentes tentatives de réconciliation avec Mulli, Nthenge et Mallu, n'a pu rien y faire. En six mois, Paul Ngei va mener son nouveau parti, l'APP, à la victoire électorale. Nous ne disposons malheureusement que peu d'informations sur les structures et l'organisation de l'APP, qui en aussi peu de temps, n'a vraisemblablement pas développé d'identité partisane très importante. L'APP est avant tout le signe de ralliement d'une équipe en formation derrière Paul Ngei, qui se lance avec d'autant plus d'ardeur dans la compétition politique, que désormais, celui-ci est seul aux commandes. Après avoir poursuivi le récit des six mois de campagne électorale de l'APP, nous parviendrons à mieux cerner cette équipe, dont l'identité nous sera par ailleurs plus précisément révélée grâce aux mini-biographies livrées avec le détail des résultats électoraux dans l'*East African Standard*.

-L'APP en campagne.

Quelques jours après les élections de Machakos, lors d'un grand meeting à Mombasa, Ngei annonce officiellement qu'il a quitté la KANU. Plus de 500 Kamba brûlent à nouveau leur carte du parti et, réunis devant le bureau de la *New Akamba Union* (NAU), la nouvelle association d'entraide kamba créée en 1958, poussent en coeur le cri fédérateur de l'APP: "*Uhuru na Ngei !*" (indépendance avec Ngei). Les délégués de la branche de Chamgamwe de la NAU, la division nord du district de Mombasa où résident la plupart des immigrants kamba, déclarent de même publiquement leur soutien à Ngei et rejettent le nouveau chairman de la branche de la KANU Machakos, William Malu³⁷.

Lors d'une réunion politique, le dimanche 25 novembre 1962, à Mombasa, le *Daily Nation* rapporte également que 7000 Kamba ont quitté la KANU derrière Paul Ngei. Arrivé à Mombasa avec James Kasoli, le secrétaire de la branche de Nairobi qui a quitté la KANU pour le soutenir, et Gideon Mutiso, le secrétaire général de la NAU, Ngei est porté par la foule en liesse qui crie : "*Uhuru na Ngei, Uhuru na Bwana Mashamba !*" (l'indépendance avec Ngei, l'indépendance avec "Monsieur terres"). Ce dernier s'est désormais muni d'un chasse-mouches et d'un bâton de leadership, les signes distinctifs des grands leaders politiques ayant autorité incontestée sur leurs troupes, tel Jomo Kenyatta pour les Kikuyu et Oginga Odinga pour les Luo. Il déclare vouloir donner la possibilité à huit millions d'Africains (soit le nombre approximatif de la population africaine kényane à l'époque) de pouvoir s'exprimer sans peur. L'APP est ouvert à tous les groupes ethniques³⁸. Lors du premier grand meeting de campagne de l'APP, le 20 janvier, à Mombasa, Ngei se présente ainsi secondé par Amolo Agar, un syndicaliste luo de Nyanza, rebelle de la *Kenya Federation of Labour*, qui était également secrétaire adjoint à l'organisation

³⁶ *Daily Nation*, 19/11/1962.

³⁷ *Daily Nation*, 20/11/1962.

³⁸ *Daily Nation*, 26/11/1962.

de la KANU, et qui devient vice-président de l'APP³⁹. M.D. Odinga, un activiste luyha de Maragoli ne tarde pas non plus à les rejoindre.

Accompagné d'Omolo Agar et soutenu par Dennis Akumu, l'un des bras droits d'Oginga Odinga, Paul Ngei tente tout d'abord de porter la lutte contre Tom Mboya sur le terrain syndical. Il soutient Fred Kubai qui vient d'être expulsé de la *Kenya Federation of Labour* (KFL) de Mboya et de créer le *Trade Union Congress*, et demande la démission des membres de la KFL-Machakos. Mais, dès décembre 1962, lors d'une réunion à Nunguuni, dans le district de Machakos, sur les terres de Ngei, Mboya a lancé la contre-offensive. L'assise syndicale de Ngei n'est pas suffisamment forte pour résister à celui qui a construit sa carrière politique sur le syndicalisme. Ngei est expulsé de son siège de président de la KANTAFU⁴⁰. Nous n'avons pu retrouver de traces précises sur les origines et les activités de la KANTAFU⁴¹. Il est possible que ce syndicat fasse partie des nombreuses formations créées entre 1959 et 1961, parmi les travailleurs des domaines de café, de thé ou de sisal de Kiambu et Thika, qui se singularisèrent par leur militantisme au sein de la *Kenya Federation of Labour*. Jesse Gachago, le rival de Mboya dirigeant la *Plantations Workers Union* avec Gideon Mutiso, qui est aussi secrétaire-général adjoint de la KFL en 1959, est devenu secrétaire de la KANTAFU, vraisemblablement après l'expulsion des deux hommes de la KFL par Tom Mboya en janvier 1961. Gachago et Mutiso participent alors à la création du *Kenya Trade Union Congress*, une fédération syndicale concurrente de celle de Mboya et soutenue par Oginga Odinga et son "ginger group", qui leur obtient des fonds d'Europe de l'Est⁴². Ngei avait été élu président de la KANTAFU en novembre 1961, sans aucun doute grâce au soutien de Mutiso, Gachago et d'Oginga, alors qu'il ne disposait toujours à l'époque d'aucune autre tribune officielle. Cette position lui a permis d'intervenir publiquement au nom des paysans et commerçants pendant une année. Mais lorsqu'il décide de quitter la KANU, dont Oginga est toujours vice-président, le soutien de la KANTAFU se dérobe rapidement. En effet, Oginga Odinga a pu soutenir Ngei tant que celui-ci affaiblissait Mboya. Mais dès que celui-ci se présente en leader concurrent extérieur à la KANU, Oginga ne peut plus l'appuyer.

En janvier 1963, Paul Ngei réagit à cette perte d'influence par l'annonce d'une alliance tactique avec la KADU avec laquelle il passe plusieurs accords de pur opportunisme électoral. Les deux partis s'opposent en effet radicalement sur plusieurs problèmes de fond, et notamment sur la question cruciale de la répartition des terres blanches. Les états-majors des deux partis s'engagent à ne pas présenter de candidats concurrents dans les mêmes circonscriptions. Progressivement, l'APP définit

³⁹ *Daily Nation*, 21/01/1963.

⁴⁰ *Daily Nation*, 03/12/1962.

⁴¹ David Goldsworthy n'y fait jamais mention, ni Anthony Clayton ou Donald Savage, ni les études très détaillées et spécialisées sur le milieu syndical de Richard Sandbrook et Alice Amsden. Seul Gary Wasserman y fait une énigmatique référence à propos de négociations avec la *Kenya National Farmers Union* de Delamere, mais sans aucune précision. Cf Sandbrook (R.), "Patrons, clients and unions. The labour movement and political conflict in Kenya", *Journal of Commonwealth Political Studies*, Vol. 10, n°1, march 1972, pp. 3-27; Sandbrook (R.), *Proletarians and African capitalism : the Kenyan case, 1960-1972*, Cambridge, C.U.P., 1975 ; Amsden (A.H.), *International firms and labour in Kenya (1945-1970)*, Londres, Frank Cass, 1971; Clayton (A.), Savage (D.C.), *Government and Labour in Kenya, 1895-1963*, Londres, F. Cass, 1974 et Wasserman (G.), *Politics of decolonisation. Kenya europeans and the Land Issue (1960-1965)*, Cambridge, Cambridge University press, 1975.

⁴² Cf. Goldsworthy (D.), *Tom Mboya, op. cit.*, pp. 150-163.

également son identité et dissémine les symboles qui serviront de point de ralliement à ses supporters sur les bulletins de vote. Face au doigt levé de la KANU, symbole de l'unité du pays, Paul Ngei choisit l'image d'un paysan cultivant la terre, avec en arrière plan quelques épis de maïs, l'illustration de "*Bwana Mashamba*"⁴³.

En avril, la campagne électorale prendra un tour de plus en plus guerrier. Dans leur compte-rendu détaillé de cette élection générale kényane de mai 1963, Clyde Sanger et John Nottingham soulignent en effet que l'alliance électorale entre la KADU et l'APP servit probablement d'électrochocs à la KANU, qui le temps de cette élection met un terme à ses divisions et réussit à se présenter comme le seul parti "garant de l'unité nationale". Déjà, le prétexte d'unité et la condamnation de toute opposition sur l'autel du principe nationaliste est placé au centre de la campagne électorale. La KADU est en effet vilipendée pour son soutien au projet régionaliste risquant de remettre en cause l'unité du pays, et l'APP est accusé d'être un parti sectaire et "tribaliste", voué à la seule cause des intérêts kamba et non à la construction de la Nation⁴⁴. Clyde Sanger et John Nottingham racontent également en détail l'échauffourée qui opposa l'APP aux troupes de la KANU, venues écouter Tom Mboya et Jomo Kenyatta accompagnés de Ngala Mwendwa, et voulant faire campagne pour Henri Mulli à Kangundo. Ce meeting de la KANU à Kangundo fut tout d'abord interdit par le *district commissioner* B. Hughes, craignant les affrontements. Paul Ngei avait lui-même promis qu'il serait le premier à laisser la vie dans le combat qu'il mènerait sur ses terres pour empêcher Jomo Kenyatta de les violer, après avoir prétendument découvert une armée de trois cents jeunes de la KANU munis d'arcs et de flèches empoisonnés attendant de passer à l'action près de Kangundo. Face aux protestations de Tom Mboya, le gouverneur autorisa finalement le meeting auquel les représentants de la KANU se rendirent sous la protection renforcée du *General Service Unit*. Mais le DC commit l'imprudence d'autoriser le même jour un meeting de l'APP sur le marché voisin de Tala. Entourées par une foule vraisemblablement vindicative, les troupes du GSU provoquèrent l'affrontement en matraquant les supporters de Ngei. Un camion transportant les supporters de la KANU fut par la suite lapidé et l'incident fut clos au bénéfice du leader kamba dénonçant les méthodes coloniales de ses adversaires et demandant l'ouverture d'une commission d'enquête sur la destination réelle de ce camion égaré près de sa tribune, qui selon lui voulait en fait le renverser⁴⁵.

L'image nationaliste de l'APP souffrit cependant également, lorsque, juste avant la présentation et l'enregistrement de ses candidats, Omolo Agar et J.M. Oyangi de Nyanza décidèrent de se présenter en indépendants. De fait, l'APP ne présente de candidats que dans les circonscriptions ayant une forte présence kamba, hormis quelques exceptions, comme l'indien Kanti Mandalia qui se présenta sous l'étiquette APP contre Tom Mboya à Nairobi. Le parti eut également du mal à faire fonctionner son alliance électorale avec la KADU, qui prévoyait le retrait des candidats de l'une ou l'autre formation lorsque celles-ci auraient peu de chances de l'emporter face à son adversaire. Dans plusieurs circonscriptions de Nairobi et Mombasa, des candidats de l'APP et de la KADU s'affrontèrent, un candidat de l'APP refusant de céder le pas à un opposant de la KADU, mais sans pourtant jamais lui faire perdre son siège. Le

⁴³ *East African Standard*, 19/4/1963.

⁴⁴ Sanger (C.), Nottingham (J.), "The Kenya general election of 1963", *Journal of Modern African Studies*, 11(1), mars 1964, pp. 1-40.

⁴⁵ *Ibid.*, p. 30-31

succès de l'APP aux élections de 1963 est donc essentiellement kamba. Son leader en est conscient. Aux accusations de "tribalisme" lancées par ses adversaires, Paul Ngei répondit donc à la veille du scrutin : "Toute tribu ou groupe ethnique qui croit pouvoir dominer le pays se trompe lui-même. Le Kenya est une maison et ses différents groupes ethniques en sont les pierres. Tous les groupes doivent jouer un rôle dans le développement national et ceux qui qualifient les autres "d'insectes" apprendront bien assez tôt que le pays ne pourra pas être gouverné sans ceux qui ont été appelés 'insectes'"⁴⁶. Ngei se défend donc de tout "tribalisme" sectaire, reprenant à son compte la logique d'union nationale de ses adversaires, contre leurs volontés de domination.

-Le succès électoral équipe disparate.

Tout kamba qu'il fut, le succès de l'APP fut néanmoins très impressionnant. Dès le début de l'année 1963, la dynamique que Ngei a lancée en Ukambani semble ne pas pouvoir être arrêtée. Même à Kitui, Ngala Mwendwa reconnaît que l'APP est invincible. Lui-même ne dut son siège qu'au déplacement de Jomo Kenyatta en personne pour le soutenir, et à l'appui financier de Tom Mboya. Fred Mbiti Mati, l'autre membre du conseil législatif pour Kitui n'a pas tardé à rejoindre l'APP, perdant de fait son siège ministériel, que récupère Mwendwa⁴⁷. Finalement, même George Nthenge et William Malu, le trésorier national de la KANU et le secrétaire de la branche de Machakos, pris de panique, décident fin janvier 1963 de rejoindre eux aussi l'APP et Paul Ngei, malgré les deux années de lutte acharnée et d'humiliations réciproques qu'ils se sont infligés⁴⁸. Grand mal leur en a pris, Ngei n'est pas beau joueur et les expulse tous les deux de son parti, quelques semaines avant les élections. Ils y perdront tous les deux leur siège. La KANU n'obtient en effet aucun siège dans le district de Machakos et seulement deux dans le district de Kitui. Le grand parti de Jomo Kenyatta remporte même moins de voix que les quatre indépendants qui se présentent dans le district :

Suffrages exprimés dans le district de Machakos⁴⁹ :

APP : 104 548

KANU : 6 935

Indépendants : 12 090

Taux de participation : Machakos 88%, Kitui 70%⁵⁰.

Toute explication en termes d'équation ethnique nous semble totalement insuffisante à expliquer l'étendue de la victoire de l'APP. Ce succès repose sur la dynamique d'un homme et d'une équipe qu'il faut maintenant tenter de mieux cerner pour essayer comprendre cette écrasante victoire dans les deux districts kamba. Cette possibilité nous est donnée par l'examen détaillé des résultats de ses élections et des courtes biographies qu'y a jointes l'*East African Standard* pour présenter les nouveaux élus de la chambre des représentants et du Sénat.

⁴⁶ *East African Standard*, 3/5/1963.

⁴⁷ *The Weekly Review*, "Guide to politics in Kitui", by Christopher Mulei, 26/10/1979.

⁴⁸ *Daily Nation*, 26/01/1963.

⁴⁹ Sanger (C.), Nottingham (J.), "The Kenya general election of 1963", art. cité., p. 4.

⁵⁰ *The Weekly Review*, "Guide to politics in Kitui", by Christopher Mulei, 26/10/1979.

Chambre des représentants⁵¹ :*Nairobi Central :*

T. Mboya (KANU) 16 084
 K.N. Mandalia (APP) 8 049
 J.W. Lubale (KADU) 1 994

Nairobi East :

J.D. Kali (KANU) 11 789
 M. Ngei (APP) 2 785

Nairobi South :

J. Murumbi (KANU) 5 911
 Ratib Hussein (KADU) 2 776
 Elijah Mukaya (APP) 1 319

Mombasa Island South :

S. Omari (KADU) 12 053
 T. Chokwe (KANU) 10 040
 A. Abduhraman (CPP) 2 676
 J.T. Kubo (APP) 530

Laikipia-Nanyuki :

G.G. Kariuki (KANU) 15 575
 W.O. Wambuche (KADU) 4 454
 S.O. Romboh (APP) 56

Nairobi Doonholm :

M. Kibaki (KANU) 15 030
 J. Kasoli (APP) 4 584

Nairobi North East :

M. Waiyaki (KANU) 7 935
 T.L. Torome (KADU) 3 604
 M.D. Odinga (APP) 2 281

Mombasa Island North :

A.J. Pandya (KADU) 7 308
 A.A. Shikaly (CPP) 4 024
 F. Ondari (APP) 332

Mombasa Mainland :

M. Babu (KADU) 13 035
 J. Boy (KANU) 10 650
 J.K. Munyao (APP) 2 989

Nakuru :

A. Oneko (KANU) 7 536
 W. Wabuge (KADU) 4 905
 R.A. Kuboka (APP) 20

Dans cette première série de circonscriptions "non-kamba" perdues par tous les candidats de l'APP, le parti semble avoir donné l'opportunité à de jeunes ambitieux, probablement rejetés par les autres partis, de se présenter. Les résultats sont en effet sans appel et il est permis de douter que ces candidats aient bénéficié d'un véritable soutien de Ngei, voir qu'il fit partie de l'équipe dirigeante de l'APP, à l'exception de J. Kasoli qui affrontait le futur Ministre de l'économie Mwai Kibaki, à Nairobi. L'autre enseignement de ces premiers résultats est sans doute de constater que J.D. Kali, l'ancien leader de la *Kilungu Youth Association*, l'ancien organisateur des prestations de serments Mau-Mau avant la déclaration d'état d'urgence, n'a pas rejoint Paul Ngei et l'APP. Il a préféré se présenter sous l'étiquette de la KANU dans l'une des circonscriptions de Nairobi. Mais même J.D. Kali aurait-il eu une chance dans sa circonscription rurale sous les couleurs de la KANU ? Les résultats du district de Machakos permettent d'en douter :

⁵¹ Nous n'avons repris les résultats que des seules circonscriptions présentant des candidats APP et nous avons indiqué en gras les vainqueurs.

Machakos North :

P.J. Ngei (APP) 26 050
H. Mulli (KANU) 999

Machakos West :

M.M. Mutiso (APP) 17 301
W.M. Malu (Indep.) 10 983
Ms E. Kimweli (Indep.) 683

Machakos South :

J.K.Ndile (APP) 14 538
W. Kitheka (KANU) 944
Mulu W.M. (Indép.) 92

Machakos Central :

D.I. Kiamba (APP) 21 880
P.K. Mulandi (KANU) 1 155
G.W. Nthenge (Indep.) 980

Machakos East :

S.M. Kioko (APP) 20 366
F.M. Kahilu (KANU) 1 864

Yatta :

G.M. Mutiso (APP) 4 413
I.W. Nzioka (KANU) 1 290
B.W. Kalovoto (Indép.) 25

Si ce n'est dans la circonscription de Machakos ouest, où William Malu a offert une honorable résistance face à un nouveau venu, Muyu Mutiso, les scores de l'APP semblent sans appel. Paul Ngei ridiculise Henri Mulli à Kangundo (circonscription de Machakos Nord) avec plus de 96% des suffrages exprimés, tandis que les autres candidats de l'APP sont eux aussi plébiscités : 91% des voix pour David Kiamba face à George Nthenge dans la circonscription de Machakos Centrale; plus de 91% pour Simeon Kioko dans celle de Machakos Est; 93% pour Julius Ndile dans celle de Machakos Sud; et 77% pour Gideon Mutiso dans la circonscription de Yatta. La personnalité des vainqueurs, semble néanmoins d'une telle hétérogénéité qu'il nous semble abusif de tirer la moindre conclusion sur une éventuelle identité collective de l'APP ou sur la nature des liens entretenus entre les nouveaux élus et Paul Ngei. Etant donné la volatilité de la politique kényane, ceux-ci pourraient se révéler être du pur opportunisme. En effet, seul Gideon Mutiso (31 ans), l'ancien syndicaliste ami de Jesse Gachago semble avoir un profil politique "radical", en partie similaire à celui de Paul Ngei. L'APP aura en fait permis à deux *big men* de faire un retour remarqué sur la scène politique locale, après avoir été éclipsé par l'ascension de William Malu, George Nthenge et Henri Mulli. Ce sont David Kiamba, le plus âgé (44 ans), l'ancien membre du conseil législatif de 1959-1960, et Julius Kyengo Ndile (38 ans), le secrétaire de l'ADC titulaire d'un M.A. en anthropologie de l'Université d'Oxford. Les deux nouveaux venus ont connu également des parcours hétérogènes. Simeon Kioko (35 ans) est un ancien enseignant reconverti avec succès dans le commerce et la caféiculture, il dirige deux coopératives, la *Kikima Coffee Growers Cooperative Society* et la *Machakos Wattle Bark Producers Association*. Muyu Mutiso, le plus jeune (28 ans), vient à peine de rentrer de l'Université de New Delhi, où il a obtenu un B.A. en science politique, le qualifiant pour devenir secrétaire général de la branche de l'APP Machakos. Les résultats de l'APP à Kitui et pour les élections sénatoriales sont tout aussi déconcertants :

Kitui North :

F.M. Mati (APP) 18 144
G.M. Munuve (KANU) 2 765
N.N. Mutweti (Indép.) 1 194

Kitui Central :

N. Mwendwa (KANU) 13 461
B. Mwati (APP) 10 674
Ms I. Kathembe (Indép.) 246

Kitui East :

T.M. Mwalwa (APP)	4 274
F.M. Mutisya (KANU)	1 231

Kitui South :

P.N. Mbai (KANU)	5 198
J.S. Musya (APP)	2 551

Sénat :*Mombasa :*

S.Msechu (KADU)	31 259
A.M. Ahman (KANU)	25 168
W.K.P. Matibo (APP)	6 468

Kitui :

P.N. Munyasia (APP)	35 435
P.Munuye (KANU)	22 160

Machakos :

J.M. Nthula (APP)	105 136
J.W. Malinda (KANU)	17 192

Outre Fred Mbiti Mati qui est entré en politique dès la fin des années quarante au sein de l'ABC Kathythyamaa et de la KAU, l'autre élu de l'APP à la chambre des représentants est un autre homme politique établi localement depuis longtemps : Thomas Musyoka Mwalwa (38 ans), un ancien diplômé de l'*Alliance Highschool*, vice-président en titre de l'ADC Kitui. Parmenas Munyasia (34 ans), le sénateur APP de Kitui est un ancien enseignant et *community development officier*, donc membre de l'administration coloniale en charge de l'organisation du travail forcé, et Joseph Muasa Nthula (48 ans), le sénateur APP de Machakos, est un ancien inspecteur de police sorti de l'école secondaire catholique de Kabaa, devenu commerçant et ayant réussi à garder la présidence de la KANTAFU à Machakos. Seuls Ngala Mwendwa dans la circonscription de Kitui Central, et Philippe Mbai dans celle de Kitui Sud ont résisté avec succès à l'APP, vraisemblablement grâce à l'appui financier conséquent de Tom Mboya⁵². L'équipe réunie autour de Paul Ngei semble donc pour le moins hétéroclite. N'ayant pas pu avoir accès aux données concernant les élus des assemblées régionales, dont l'APP a remporté trois sièges sur cinq à Kitui et la totalité à Machakos, nous ne pouvons étendre ici notre investigation à l'ensemble l'équipe gagnante formée par Paul Ngei au sein de son parti. Une seule conclusion s'impose néanmoins, l'image de radical, de défenseur des paysans sans terre que cultive Paul Ngei à Kangundo, ne s'applique pas aux autres élus de l'APP. Mis à part Gideon Mutiso, ceux-ci n'en ont pas le profil politique. Il nous faut donc nous tourner maintenant sur cette disparité possible entre les réseaux de mobilisation de Kangundo et ceux qu'a su déployer Paul Ngei dans l'ensemble des deux districts kamba pour essayer de comprendre l'origine et la nature d'un succès qui n'aura pas nécessairement le même sens à Matungulu qu'à Kilungu ou à Mbooni.

B) *Les ancrages sociaux de l'APP.*

Pour comprendre le succès de l'APP et tenter de saisir le sens de ce vote en échappant aux simplistes équations ethniques, nous allons maintenant nous intéresser aux réseaux de mobilisation que Paul Ngei a réussis à organiser, à la pénétration sociale de cette entreprise politique qui est parvenue à obtenir un plébiscite de la population kamba, tant à Machakos qu'à Kitui. Pour se faire, notre analyse opérera en deux temps. Nous allons tout d'abord nous attacher à identifier les ressorts de la communion entre Paul Ngei et Kangundo, tenter de saisir pourquoi le prisonnier de Kapenguria a obtenu 90% des suffrages de son terroir, puis élargir l'analyse à l'ensemble des districts de Machakos et Kitui. Se faisant, nous constaterons tant l'ancienneté des soutiens "naturels" de Paul Ngei qui datent de la KAU et s'organisèrent bien avant sa libération dès les années 1957/58, que leur profonde ambiguïté. Il sera en effet très difficile de cataloguer Paul Ngei et de l'apparenter à un mode particulier de représentation politique, d'opposer, à travers lui, un groupe "radical" de défenseurs valeureux des paysans sans terre, à un autre groupe "conservateur" de *big men* en quête d'accumulation. La réalité ne semble pas se laisser saisir aussi facilement car Paul Ngei n'est ni un idéaliste parti en guerre contre les inégalités, ni un opportuniste sans scrupule qui utilise tous les moyens pour parvenir à ses fins. Il est à la fois un peu des deux et ni l'un ni l'autre, et c'est cette complexité qui nous permettra, paradoxalement, d'apporter quelques éléments supplémentaires aux propositions de John Lonsdale quant à la mobilisation en politique de l'économie morale des sociétés locales, et des paradoxes de cette économie de la réputation, ce capital symbolique qui est sollicité à tous les niveaux de la compétition pour le pouvoir, et qui se révèle si crucial pour les entrepreneurs politiques. Ce périple entre Kangundo, Machakos, et la communauté imaginaire kamba dans son ensemble, qui suit la voie tracée par le colonisateur pour atteindre les sommets de l'Etat, amènera ainsi progressivement à mettre en perspective les différents éléments de la culture politique kényane et à voir comment ceux-ci s'emboîtent de façon dynamique et parfois contradictoire. Mais revenons à Kangundo.

Lors des élections de 1961, George Nthenge et Henri Mulli avaient été élus pour occuper les deux sièges de Machakos. Ce dernier, trésorier de la branche locale de la KANU dont William Malu était le secrétaire, était à peine rentré d'Oxford où il était parti grâce au soutien de Tom Mboya pour obtenir un diplôme en sciences de l'éducation. Né dans les années vingt, Henri Mulli est le troisième fils de l'un des tous premiers enseignants de la mission AIM de Kangundo. Il rencontra pour la première fois Paul Ngei à l'école secondaire pour les garçons de Machakos, où son frère aîné, Josya Wambua, deviendra enseignant dans les années quarante. Poursuivant jusqu'à l'*Alliance Highschool* où il côtoie Munyua Waiyaki, Gikonyo Kiano, Robert Matano, ou Njoroge Mungai, tous leaders de l'indépendance, il rejoint *Makerere College* en Ouganda en 1946. Il est ensuite envoyé à Fort Hare, en Afrique du sud, en 1948, pour poursuivre des études de chimie, grâce aux efforts des membres de l'*Akamba Union* mais aussi et peut-être surtout de son frère aîné Josya, fondateur et secrétaire de leur association clanique, les *Atwii*. De retour en Afrique de l'Est en 1951, Henri Mulli est embauché comme pharmacien par l'administration coloniale du Tanganyika, d'où il s'intéresse à la politique et organise des collectes de fonds pour la KAU. Surveillé par l'administration coloniale, Henry Mulli va pâtir de ses amitiés politiques. Une lettre imprudemment envoyée à son ami Paul Ngei quelques mois avant la déclaration d'état

d'urgence suffit à le faire arrêter au début de l'année 1953. Henry Mulli est alors convoqué comme témoin à charge contre Ngei au cours du procès de Kapenguria, et son refus de confirmer l'appartenance de ce dernier au mouvement Mau-Mau ne lui est pas pardonné. Il est placé en détention, où il restera pendant quatre ans, de 1953 à 1957. A sa libération, Henry Mulli retrouve cependant un poste d'enseignant dans le district, probablement à l'école secondaire de Machakos, d'où il participe aux activités du tout nouveau *Akamba Liberal Party*, puis de la KANU. Ayant quitté Kangundo depuis la fin de la guerre, Mulli n'y jouit d'aucune véritable implantation politique locale. On sait simplement de lui que c'est l'ami de Paul Ngei et qu'il a refusé de témoigner contre lui à Kapenguria. Au cours de sa campagne de 1961 pour les élections au conseil législatif, Henri Mulli joue sans complexe la carte Ngei. Plusieurs fois, lors des meetings, il fait le serment de laisser son siège au prisonnier de Kapenguria lorsque celui-ci sera libéré, comme James Gichuru a promis de le faire pour Jomo Kenyatta. Ce serment est prêté en tenant une corde en main, et précise, "si je mens, que les électeurs me passent à l'avenir la corde au cou". Cette tactique permet à Mulli d'être élu à peine deux mois après son retour d'Angleterre. Ce sera également sa première et dernière apparition comme représentant officiel de Kangundo, les habitants des collines lui reprochant par la suite d'avoir trahi son serment⁵³. Ces quelques éléments semblent ainsi révéler le degré de maturité de l'entreprise politique de Paul Ngei à Kangundo, où, bien avant sa libération, ses soutiens se sont organisés à travers un groupe d'anciens combattants Mau-Mau, *Kyano Kya Anake* (la flèche des jeunes). Ngei dispose grâce à ce premier groupe de soutiens, d'une ressource politique fidèle et efficace, d'une troupe de choc qui mobilise les jeunes du district pour l'APP. Elle n'est cependant pas suffisante à expliquer son succès dans ce terroir si tourmenté par les oppositions entre aînés et cadets sociaux. La force majeure de Paul Ngei vient de sa capacité à capturer une autre dynamique lancée par des cadets sociaux, les groupes de travail féminins organisés sur une base clanique, qu'il réussit à embrigader dans sa propre organisation, *Mbai Sya Eitu* (le clan des femmes). Soutenu par les cadets sociaux, les paysans sans terre et les anciens combattants Mau-Mau, Ngei serait-il le représentant paradigmatique de cette "économie morale des sociétés locales", donnant de la voix aux revendications des dominés contre les projets des *big men* ? La réalité est plus complexe et nous pourrions en saisir les multiples dimensions en étudiant sa troisième ressource majeure de mobilisation, la *New Akamba Union*. Le succès de Paul Ngei réside ainsi sans doute dans sa capacité de chevaucher les différents clivages sociaux qui traversent Kangundo et Machakos, d'être à la fois, à des degrés divers, le représentant des aînés et des cadets sociaux.

1. Les fers de lance de la mobilisation à Kangundo.

L'origine de *Kyano Kya Anake* (la flèche des jeunes) est à puiser directement dans l'engagement politique des ressortissants de Kangundo dans la révolte Mau-Mau. Les protagonistes de cette histoire parallèle sont en effet sensiblement les mêmes. Joseph Munyao Mbindyo et John Mutei Mutiso ont tous les deux été placés en résidence surveillée jusqu'en 1958. Dès leur libération totale, ils se font les artisans de la mobilisation pour la libération de Ngei et Kenyatta. Après sa libération, Munyao

⁵³ Explication restrospective de l'échec total des multiples tentatives de Mulli à se faire élire ultérieurement à Kangundo, donnée systématiquement par ses habitants lors des entretiens.

Mbindyo rejoint l'*Akamba Liberal Party* que dirige William Mbolu Malu, depuis son nouveau poste de Vice-Président de l'ADC dans la ville de Machakos. Ayant participé activement à l'insurrection et combattu dans la forêt, la politique des commerçants de Nairobi ne le satisfait cependant pas, et il décide de former un groupe clandestin avec son ami John Mutei Mutiso pour activer le départ des colons⁵⁴. Ce groupe va prendre le nom de *Kyano Kya Anake*, "la flèche des jeunes" et pendant deux ans va reprendre l'action clandestine.

-*Kyano kya anake*, "la flèche des jeunes"

Kyano Kya Anake (KKA) renvoie directement au groupe appelé *Kiama kia muingi* créé par des anciens combattants, de retour dans le district de Nyeri⁵⁵. KKA recrute ses soutiens au sein de la population des jeunes de Kangundo, dont font partie Makau Waita, ou James Kisuku qui secrètement ont prêté un serment d'unité et mènent des opérations de harcèlement sur les domaines voisins de Thika et d'Oldonyo Sabuk. Des raids sont organisés pour détruire des machines agricoles des colons et voler du bétail, qui est ensuite égorgé et partagé lors de grands festins vengeurs, ou distribué aux familles de paysans sans terre. Selon Joseph Munyao Mbindyo, KKA ouvre même une échoppe à Tala, où les familles les plus pauvres viennent acheter à crédit du maïs et où, sous cette couverture légale, des denrées volées sont stockées. Dans un deuxième temps, vraisemblablement à partir de 1960, lorsque la mobilisation politique s'intensifie, KKA que Joseph Munyao Mbindyo a conçu comme la branche locale des jeunes de l'ALP, mais qui jouit vraisemblablement d'une grande autonomie d'action, se met au service de la KANU et organise des réunions politiques pour mobiliser les soutiens en faveur de la libération de Paul Ngei. KKA devient le groupe des jeunes de la KANU à Kangundo et fait campagne pour Henri Mulli, après que celui-ci eut promis de lui laisser son siège à Ngei. John Mutei Mutiso se souvient ainsi de ces trois chansons qu'il avait composé pour mobiliser la population en faveur de Paul Ngei :

1) "Tetea, tetea, tetea, tetetai Ngei na Kenyatta nika moke nthi Kusumbika !"	Levez-vous, levez-vous, levez-vous, levez-vous pour Ngei et Kenyatta Afin qu'ils puissent nous diriger !
2) "Ngei niukua naki ? Ni utusi ya muthanga ? Ta ngali ikivunduka ? Munene wake niwe Ngei, Asungu masyoke Ulaya Niwe Ngei ! Ngei niukua naki ?"	Ngei comment puis-je te porter ? Serait-ce avec la lumière ? ou dans une voiture tourbillonnante ? Notre leader est Ngei, Que les blancs repartent chez eux, Ce sera seulement Ngei ! Ngei, comment allons-nous te porter ?
3) Na Mulli wina Nthenge, na Mbiti na Mwendwa,	Toi Mulli et toi Nthenge, Toi Mbiti et toi Mwendwa,

⁵⁴ Le développement suivant se fonde sur les entretiens avec : John Mutei Mutiso, Sengani, 14/4/96 ; James Kisuku, Ngulini, 16/4/96 ; Joseph Ndoo Malavu, kalandi 16/4/96 ; Joseph Munyao Mbindyo, Malaamba, 18/4/96, Makau Waita, katine, 19/4/96 ; James Mutuku Kusuu, Mwisuni, 19/4/96.

⁵⁵ Cf. Kanogo (T.M.), *Squatters and the roots of Mau-Mau 1905-1963*, London, James Currey, 1987.

<i>Muitathya Akamba,</i>	dites à tous les Kamba,
<i>ovithe Ukambani,</i>	dans tout Ukambani,
<i>Kukathya muthenya umwe</i>	un jour viendra,
<i>mivikaile Ngei na Kenyatta,</i>	vous appellerez Ngei et Kenyatta
<i>ou niwo kithini kya kisomo</i>	le pouvoir de l'éducation l'a montré
<i>kithi mitwe na latili na Syana</i>	et nos enfants à nous Kamba
<i>situ Akamba syonthe sithinani</i>	doivent y accéder
<i>ma nikyo tumukulya, Mulli</i>	nous te demandons à toi Mulli
<i>wina Nthenge, mwangele Kisomo</i>	et à toi Nthenge de développer l'éducation
<i>Ukambani ou niwo.</i>	en Ukambani, c'est la seule solution ⁵⁶ .

Ces chansons illustrent à elles-seules la naissance de l'entreprise politique de Paul Ngei et l'une des lignes majeures sur lesquelles celle-ci conquiert ses soutiens: l'éducation. Alors que celui-ci n'est toujours pas sorti de prison, les anciens combattants Mau-Mau se sont donc mobilisés à Kangundo pour organiser ses soutiens et en faire l'un des grands leaders de l'indépendance. Dès l'été 1961, ils se mettent bien sûr à son service, organisant progressivement le service action d'une entreprise politique qui n'hésite pas à utiliser la violence pour parvenir à ses fins. La clôture forcée des bureaux de la KANU-Machakos pendant l'été 1962, de même que l'échauffourée de la campagne électorale de mai 1963 à Kangundo⁵⁷ en sont deux flagrantes illustrations. Ngei, qui a à peine trente ans, a tendance à se conduire comme un chef de guerre, un *muthiani*, lançant ses troupes et organisant des raids contre ses opposants⁵⁸. La compétition politique à Kangundo prend avec Paul Ngei une

⁵⁶ John Mutei Mutiso, Sengani, 14/04/96.

⁵⁷ Cf. supra.

⁵⁸ Un mémorandum envoyé à Jomo Kenyatta par les membres apeurés de la KANU-Kangundo juste après l'élection en témoigne clairement : "Nous, soussignés, membres de la KANU de la division nord de Machakos, et au nom de tous les membres de la KANU dans la région, désirons attirer votre attention sur le compte rendu des souffrances qui nous sont infligés par M. Paul Ngei et ses bandits de l'APP. Leur projet est désormais d'exterminer et d'exploiter tous les supporters de la KANU dans la région par des opérations d'intimidation ouverte dont se rendent coupables les leaders de l'APP qui incitent les bandits de leur parti à la violence contre les supporters de la KANU.

Nous, membres de la KANU, pensons que la protection immédiate du gouvernement est nécessaire pour sauvegarder les vies de tous les supporters de la KANU, de même que celles de leurs enfants.

1. Lors du meeting de l'APP tenu à Makutano dans la location de Mwala le 9 juin 1963, le Président de l'APP demanda à son audience s'ils voulaient qu'il face d'Ukambani un nouveau Katanga. Ils répondirent tous 'oui !' et lorsqu'il leur demanda s'ils voulaient qu'il devienne un nouveau Tschombe, ils répondirent tous également 'oui!'.

2. Lors du meeting de l'APP tenu le 2 juin 1963 à Kangundo, M. Ngei demanda que soient réunis tous les noms des membres de la KANU pour qu'ils soient consignés sur ses listes noires, car la lutte, a-t-il dit n'est pas achevée.

3. Au même meeting, il ordonna à tous les membres de sa branche de jeunes de se tenir prêt au cas où il déciderait de lancer le signe de l'ultime combat, et de rester armés en conséquence, de *simis*, d'arcs et de flèches pour pouvoir le protéger en cas de danger.

4. Ceci fut suivi par la création de centres de défense, où de la nourriture fut stockée. Ils sont situés aux lieux-dits suivants : centre de Kangundo, Kavuluko à Kangundo, Tala à Matungulu, Kathama à Mbiuni, Kikambuani à Kangundo, Kamanzi à Kangundo, Kisukioni à Matungulu. Des gardes de son organisation, des jeunes armés de *simis*, couteaux, d'arcs et de flèches patrouillent les uns après les autres autour des centres sus-nommés tous les jours.

5. Des cérémonies de prise de serment sont organisées aux lieux sus-mentionnés pour réduire totalement le nombre des membres de la KANU dans la région.

6. (Ils prétendent) que le gouvernement en place est pour les seuls Kenyatta et Mboya et qu'il faut attendre qu'un vrai gouvernement africain soit formé et renverse celui-ci.

En conséquence, nous réclamons que les mesures suivantes soient prises :

(a). Le transfert immédiat du DC de Machakos, B. Hughes.

dimension nettement guerrière, où l'homme politique a recours au groupe d'âge des *anake* pour effrayer ses adversaires, les malmenier à l'occasion et prévenir toute attaque contre lui. Elle prend l'allure d'un combat, où sont réinvesties les fonctions anciennes de protection et d'intimidation des jeunes, au-delà d'une simple mobilisation sur des aspirations à l'éducation, ou à la terre. Un deuxième élément a également souvent été reproché à Ngei, l'utilisation du serment en politique.

Sans attendre sa libération, les leaders de KKA avaient déjà clandestinement fait prêter à leurs membres des serments d'unité et de fidélité à la personne de Paul Ngei, en reproduisant les pratiques Mau-Mau⁵⁹. Les leaders de la branche de la KANU Kangundo indiquent que ces "bandits de l'APP" ont poursuivi et étendu des administrations forcées de serment qui expliqueraient notamment l'ampleur du succès de Ngei dans sa circonscription⁶⁰. John Mutei Mutiso, Joseph Munyao Mbindyo, Makau Waita et James Kisuku démentent cependant formellement avoir poursuivi une telle campagne en faveur de l'APP, Munyao Mbindyo indiquant même que la popularité du prisonnier de Kapenguria était telle, à Kangundo, que ce n'était pas nécessaire⁶¹. Il est bien sûr nécessaire de prendre en considération le fait que ces serments de type Mau-Mau se prêtent sous le sceau du secret et que leur force ne vient pas de leur publicité, comme le *ng'ondû* ou le *kithitu*, mais justement de la complicité du cercle étroit de ses participants. Trois aînés vivant sur les collines⁶², Kitanga Mukola, Moses Mwasya et Philip Nguta ont cependant confirmé avec force cette implication de Ngei avec le pouvoir contraignant des forces de l'invisible. Mais ces trois informateurs, ennemis de Ngei, de l'APP, et des anciens combattants Mau-Mau, qui pouvaient se permettre de les harceler publiquement à cette époque, sont les premiers à l'accuser de sorcellerie et de pratiques magiques illégales et illégitimes. L'amalgame missionnaire entre sorcellerie et toute forme de sollicitation de monde de l'invisible a considérablement obscurci la clarté des mémoires. Nous nous contenterons de constater que le plébiscite réservé à Ngei par les habitants de Kangundo, tout comme sa sollicitation permanente de la mémoire de son grand-père, le *ndoto* Masaku, le rend suspect d'avoir voulu substituer à une popularité "naturelle", la garantie d'une union plus forte, prononcée, par lui et le groupe de KKA, devant ce témoin de chaque instant de la vie quotidienne des populations kamba, que représente

(b). Le transfert immédiat également de l'inspecteur de police de Kangundo, M. Peter.

(c). La protection du gouvernement contre les bandits de l'APP.

(d). Le renforcement des services de renseignement et de sécurité de la *Special Branch*.

(e). Que des pistolets soient distribués à tous ceux dont l'APP a exigé qu'ils soient décapités.

(f). Nous demandons également que la KANU prennent les mesures immédiates nécessaires à la réorganisation de ses activités dans le district".

Cf KNA, "A memorandum by KANU members Northern Division Machakos to the Hon. Prime Minister Jomo Kenyatta", *Kenya Political organisations-APP*, MAC/KEN/36/8. Moise Tschombe était le leader de la sécession katangaise qui tenta d'obtenir l'indépendance de cette région du Congo-Kinshasa anciennement belge. Les "simis" sont des longs couteaux recourbés très tranchants. appelés également "couteaux somali".

⁵⁹ Nous ne reviendrons pas ici sur les différents types de serments Mau Mau, dont les distinctions ont peu d'importance pour notre propos. Pour plus détails, on pourra cependant consulter Buijtenhuijs (R.), *Essays on Mau Mau. Contributions to Mau Mau historiography*, Leiden. African Studies Centre, research report n°17, 1982.

⁶⁰ Cf. le mémorandum présenté ci-dessus.

⁶¹ Joseph Munyao Mbindyo, Malaamba, 18/4/96

⁶² R.S.M. Kitanga Mukola, Ngonda, 11/04/96; Moses Mwasya, 02/12/95; Philip Nguta, Kitwii, 02/05/95;

le monde de l'invisible. En communion avec la population de Kangundo, Paul Ngei veut montrer qu'il est également en communion avec les esprits des ancêtres de chaque lignage ayant peuplé les collines, et que ce serait trahir leur mémoire et donc l'identité kamba, que de ne pas le soutenir.

Mais la grande particularité de l'entreprise de Paul Ngei ne vient pas fondamentalement de cet embrigadement guerrier de la jeunesse que l'on retrouve dans de nombreuses circonscriptions du pays et dans les organigrammes des partis, ou de cette utilisation du serment comme expression de la symbiose entre l'homme politique et ses électeurs, qui relève d'une affirmation identitaire antichrétienne que nous retrouverons en abordant les activités de la *New Akamba Union*. Elle vient de sa capacité à s'appuyer sur les groupes d'entraides de femmes qui parsèment tout Ukambani et à les embrigader dans une organisation créée à cet effet, *Mbai sya Eitu*.

• -*Mbai Sya Eitu*, "le clan des femmes".

Le politologue kényan Cyrus Mutiso a, le premier, apporté dans les années soixante-dix une analyse importante du phénomène *Mbai sya Eitu*⁶³. Appuyé sur le cadre théorique centre-périphérie, il a tenté d'analyser la mobilisation de ces "clans de femmes" en terme de reconnaissance politique officielle d'un groupe de statut social situé aux confins de la périphérie. Insistant sur l'opposition sociale entre éduqués et non-éduqués, il a montré comment un groupe, d'emblée exclu de la vie politique à cause de l'absence d'éducation de ses leaders et de sa situation de dominé, réussit à négocier sa cooptation en politique grâce à ses capacités d'organisation et le recours au serment traditionnel comme ressource efficace de mobilisation. Cette analyse, très riche, a permis à C. Mutiso de dépasser les limites d'une analyse fonctionnaliste traditionnelle en termes de machine politique, pour aborder les dynamiques "intra-tribales" de la vie politique dans le district de Machakos. Elle pose néanmoins problème à plusieurs titres, tant d'un point de vue de la chronologie sollicitée pour analyser cette mobilisation féminine en politique, que de la généralité que lui prête son auteur et sur laquelle nous refuserons de nous prononcer. Notre enquête s'est parfois inscrite en faux face aux données de C. Mutiso, soulignant surtout les contradictions entre son analyse très fine et détaillée de ces "clans de femmes" et de leur organisation, et le rôle politique qu'il leur attribue dans le cadre des relations entre un centre que représente notamment l'entreprise de Paul Ngei et une périphérie qu'elles incarnent.

Cyrus Mutiso a en effet fait de *Mbai sya Eitu*, la ressource principale de mobilisation des soutiens de Paul Ngei, que celui-ci aurait façonné entre 1961 et 1963 pour servir l'APP et conquérir le pouvoir. Il souligne par ailleurs combien, dès 1965, cette organisation lui échappe, devenant l'objet de la vindicte de ses collègues parlementaires dans leur propre circonscription, ou bien, au contraire, leurs propres agents de mobilisation. Mais C. Mutiso ne parvient pas vraiment à expliquer comment et pourquoi ces associations de femmes ont pu servir Ngei à travers *Mbai sya Eitu* sans jamais être prisonnières de cette organisation. Pour se faire, il faut revenir sur l'origine de ces "clans de femmes", qui relèvent d'une pure invention coloniale.

⁶³ Cf. Mutiso (C.G.), *Kenya : politics, policy and society*, Nairobi, EALB, 1975 ; Mutiso (C.G.), "A low status group in centre-periphery relations : *Mbai sya Eitu*", in Cliffe (L.), Coleman (J.S.), Doornbos (M.R.), eds., *Government and rural development in East Africa. Essays in rural penetration*, The Hague, M. Nijhoff, 1977, pp. 293-313.

Comme nous l'avons vu dans le chapitre 1, la seconde gouvernamentalité coloniale a été avant tout marquée par le retour massif du travail forcé auxquels les anciens soldats ont voulu échapper en y envoyant en priorité, leurs cadets sociaux. Cyrus Mutiso, qui a vraisemblablement pu rencontrer les leaders de l'organisation dans les années soixante et assister à plusieurs de leurs réunions, remarque ainsi que les leaders de l'organisation qu'il appelle *Mbai Sya Eitu*, soit en traduction littérale, "les clans des femmes", sont majoritairement des épouses de soldats de la Seconde Guerre Mondiale. Celles-ci, au cours du conflit, se sont retrouvées seules avec les aînés à gérer les affaires de la famille élargie, et ont ainsi acquis des responsabilités qu'elles n'avaient jamais eues auparavant. Au retour de leurs maris, elles ont cependant perdu ces positions dominantes et ont été soumises en priorité au travail forcé. Ayant souligné cette prise de responsabilité inhabituelle, Cyrus Mutiso passe directement à l'année 1961 au cours de laquelle Ngei aurait eu l'idée brillante de mobiliser ces troupes, non pas à travers les associations claniques des hommes qui se refuseraient à faire de la politique, mais à travers l'invention de "clans de femmes". Celles-ci auraient trouvé sous sa tutelle politique, le moyen de retrouver la place dans la vie publique qu'elles avaient eue pendant la guerre⁶⁴.

Notre enquête sur les collines de Kangundo semble infirmer le raisonnement de Cyrus Mutiso sur la nature de la relation entre Ngei et les associations claniques féminines. Outre la relation ambiguë qu'entretient Ngei avec les associations claniques masculines, sur laquelle nous reviendrons, notre enquête montre que nombre de femmes n'avaient pas attendu Paul Ngei pour s'organiser, comme les hommes, "en clans". L'un d'entre eux, *Eitu Atangwa*, le propre clan de Paul Ngei, a même instauré le 1er janvier 1950 comme date symbolique de sa création⁶⁵ alors que le futur leader de Kangundo étudiait encore à Makerere. Pour bien saisir la nature de ce processus d'invention clanique et le rôle politique que jouèrent ces groupes de femmes dans la vie politique kényane au cours des années soixante, il est nécessaire de les resituer dans l'évolution historique des années quarante et cinquante⁶⁶.

Si l'on en croit Syelenge Nthiwa, leader d'*Eitu Atangwa* (littéralement "les femmes Atangwa") et les livres qu'elle a précieusement gardés sur ses activités dans les années soixante, son groupe serait né le 1er janvier 1950. Cette date, qui a vraisemblablement été fixée *a posteriori*⁶⁷, illustre simplement le souci d'institutionnalisation d'une organisation fondée dès son origine sur le principe de séniorité et des règles strictes de comportement, à l'identique des associations

⁶⁴ Mutiso (C.G.), "A low status group", art. cité, pp. 298-301.

⁶⁵ Syelenge Nthiwa, Kakuyuni, 14/04/96.

⁶⁶ Nous n'émettrons malheureusement que quelques hypothèses de travail. Le peu de données recueillies nous empêche d'être plus affirmatif. Le raisonnement qui va suivre s'appuie en effet essentiellement sur la concordance entre les sources d'archives et les entretiens réalisés avec trois leaders d'un de ces clans de femmes : Syelenge Nthiwa, Kakuyuni, 12/04/96 et 14/04/96 ; Grace Luka, Matetani, 17/04/96 ; Esther Mulanzi, Matetani, 17/04/96. Outre ce manque de données empiriques, la grande disparité notée entre les organisations des hommes nous incline à la prudence quant à vouloir opérer des généralisations sur les vingt clans kamba comme le fait Cyrus Mutiso.

⁶⁷ Les deux livres que nous avons pu consulter ont vraisemblablement été écrits en 1968 et 1969, après la cooptation au sein d'*Eitu Atangwa* de femmes éduquées, pouvant tenir des comptes réguliers sur l'argent collecté, les noms des différents membres de l'organisation et des comptes-rendus approximatifs des réunions avec les résolutions passées. En l'occurrence, les deux femmes à qui nous devons la tenue de ces deux livres sont Esther Mwalonzi et Grace Luka qui étaient respectivement entre 1968 et 1969 secrétaire et secrétaire adjointe d'*Eitu Atangwa* malgré leur jeune âge.

claniques créées par les hommes. La phrase suivante ouvre en frontispice le premier livre d'*Eitu Atangwa* : "*Syelenge Nthiwa ambiie wia wa Mbai 1st january 1950, na niwo ngwatanio ya aka yambiie*" (Syelenge Nthiwa commença à organiser le clan le premier janvier 1950 et c'est à cette date que le travail des femmes commença. Cidessous sont présentés certaines de ses réalisations). Grace Luka et Esther Mwalonzi confirment ainsi qu'*Eitu Atangwa* fut créée au début des années cinquante à partir d'un groupe de femmes, qui travaillaient ensemble sous la direction de Syelenge Nthiwa. "Elle était la plus âgée, avait de l'expérience et était capable de guider le groupe⁶⁸". Il est vraisemblable que ce groupe initial s'est formé sur la base d'un *mwethya*, s'organisant hors du cadre du travail forcé, pour cultiver la terre, en commercialiser les produits, organiser la collecte d'eau et de bois. Dans les années cinquante, la pratique des *miethya*, qui étaient auparavant des associations d'entraide entre les voisins d'une unité de peuplement pour accomplir des tâches spécifiques bénéficiant à la communauté, avait été récupérée par l'administration coloniale pour organiser le terrassement des *utui* dans le cadre de la lutte contre l'érosion. Alors qu'auparavant les hommes y participaient activement même s'ils avaient leurs propres *miethya*, cette pratique est devenue synonyme dans les années cinquante du seul travail des femmes. Le groupe formé par Syelenge Nthiwa et ses compagnes semble être né du même esprit de coopération entre les femmes de quelques familles élargies d'une même unité administrative, ici Matetani, mais pour organiser cette fois un travail dont elles bénéficieraient seules des bénéfices. C'est peut-être ici que s'est rendue cruciale l'appartenance au même clan, donnant beaucoup de forces aux liens entre des participants qui ne pourront jamais échapper l'un à l'autre. Victimes prioritaires du travail forcé, ces femmes décidèrent parallèlement d'utiliser leur force de travail pour produire des revenus qu'elles seraient les seules à contrôler. Grace Luka précise, que de Matetani, cette pratique s'est étendue tout d'abord vers Kakuyuni, puis vers le marché de Tala. Dès le départ le moteur de l'organisation de cette coopération a été le principe de séniorité entre aînée et cadette des mêmes familles. Les femmes d'une *sub-location* appartenant au même clan, dans la lignée paternelle, et qui étaient de fait exclues de celui de leur mari et aux réunions desquels elles n'avaient pas le droit de participer⁶⁹, étaient mobilisées par leurs aînées pour des tâches spécifiques⁷⁰. Cette mobilisation sur le principe patrilineaire est très surprenante car elle ne recoupe pas du tout les modes traditionnels de solidarité entre sexe et générations, qui s'organise notamment par les dations des noms. Une fille reçoit normalement à sa naissance le nom de la sœur de son grand-père maternel, ce qui l'oblige à aider cette dernière lorsqu'elle atteint la vieillesse, alors que son futur mari deviendra symboliquement celui de la sœur de son grand-père paternel, ce qui doit également le guider à lui faire bénéficier de ses largesses, selon un mode complexe de négociations, fondées sur des relations à plaisanterie. Mais, à notre connaissance, cette affirmation d'un principe de séniorité patrilineaire et matrilocal entre les tantes et leurs filleules et de solidarité

⁶⁸ Grace Luka, Matetani, 17/04/96

⁶⁹ Les femmes kamba ne perdent jamais l'appartenance au clan dans lequel elles sont nées en se mariant. Quelle que soit la compensation matrimoniale payée, l'épouse pourra toujours retourner chez son père si elle subit des mauvais traitements "injustifiés" de son mari. Cette règle du droit coutumier kamba, qui confirme l'explosion de la valeur économique et sociale des femmes, tant pour leur force de travail que, de plus en plus, leur capacité à produire des revenus monétaires avec l'accroissement de l'éducation des filles, est vraisemblablement postérieure à la Seconde Guerre Mondiale, voire à l'indépendance. Nous y reviendrons dans le Ch. 6.

⁷⁰ Grace Luka, Matetani, 17/04/96

entre sœurs et cousines est totalement nouveau⁷¹. Il est vraisemblablement le fruit d'une dynamique sociale liée à la forte progression de l'économie marchande à Kangundo et à l'apparition d'un système de tension entre hommes et femmes pour le contrôle de la force de travail et des bénéfices de la commercialisation des denrées agricoles, tension que symbolise également le projet patriarcal des associations claniques masculines dont nous avons souligné la vivacité dès le lendemain de la guerre. Le grand marché de Tala vers lequel toutes les productions commercialisables sont acheminées est ainsi symboliquement séparé en deux unités : le marché au bétail, celui des hommes, et le marché des denrées alimentaires, celui des femmes. Les hommes formèrent leur clan, les femmes aussi, qui purent ainsi jouir entre elles du fruit de leur travail, et dans le contexte local, de façon hautement légitime. Il est vraisemblable qu'à l'aube des années soixante, cette organisation des femmes sur le principe patrilinéaire ne dépassait pas les dimensions de la *sub-location* ou de la *location*. Le phénomène est néanmoins suffisamment important pour qu'il attire l'attention de l'administration coloniale, qui, après avoir déploré à la fin des années quarante l'inefficacité d'une organisation du travail forcé sur la base des relations de parenté, se félicite haut et fort de leur mobilisation entre 1956 et 1958. En effet, la mobilisation des femmes pour le travail forcé connut trois modalités d'organisation successives entre 1945 et 1958. Juste après la Seconde Guerre Mondiale, les relations de parenté avaient servi une première fois à l'organisation du travail, mais sans aucun succès. Puis, en 1948, John Malinda, l'officier agricole responsable de mener les équipes africaines pendant l'expérience du *Makaveti square mile*, eut l'idée de solliciter les *myethya*, mais sur la base des *utui*. Toutes les femmes appartenant à la même unité de peuplement devaient ainsi se rendre collectivement au travail. Cette mobilisation des communautés de voisinages, nécessairement solidaires dans l'épreuve, permit d'obtenir de biens meilleurs résultats pour les opérations de terrassement. Mais en 1956, c'est à Kangundo que la mobilisation des femmes devient la plus efficace, grâce à l'initiative de son officier agricole, Onesimus Musyoki, qui appuie désormais les opérations de terrassement sur des *miethya* réunissant les femmes d'un même clan dans une unité de peuplement donnée. Le témoignage des leaders d'*Eitu ma Atangwa* suggère cependant, que ces *miethya* très particuliers existaient déjà à Kangundo depuis cinq ans, avant qu'Onesimus Musyoki ne décide de les utiliser pour la réquisition de la main-d'oeuvre. Le principe d'une séniorité féminine absolue régnant au sein de ces groupes de femmes et l'embrigadement des jeunes générations sous la direction de leurs tantes s'est sans aucun doute appuyé sur cette relation avec l'administration coloniale. Les officiers agricoles et les *chiefs* soutenaient les aînées contraignant leurs cadettes à venir travailler et les protégeaient de toute attaque masculine. Les leaders de ces groupes de femmes disposaient ainsi d'un pouvoir économique et symbolique inédit dans la société rurale. Cette hypothèse est confirmée par la description que livre la romancière Elspeth Huxley d'une rencontre avec l'un de ces groupes de femmes en plein travail :

"Nous descendîmes de la colline. Un nuage de poussière rouge se propageait au-dessus d'une ligne de femmes dansant, chacune avec une pelle dans la main. En même temps qu'elles chantaient, elles creusaient avec leurs pelles, jetaient la terre sur les côtés, ramenant les pelles ensemble, deux par deux, chacune dans un mouvement rythmique fluide et continu alors que leurs pieds nus battaient une sorte de gigue. Elles portaient

⁷¹ Notre assertion doit ici être prise au conditionnel car l'organisation complexe de la parenté kamba n'a jamais fait l'objet d'études approfondies.

des robes claires et des foulards de têtes colorés; elles étaient bien en chair, vigoureuses et pleines d'entrain; elles produisaient leur propre musique en travaillant. Chaque groupe avait une bannière avec le nom de son clan, comme les couleurs d'un régiment (...) ⁷²"

Après avoir précisé naïvement que cette ferveur au travail entraîne même les groupes de chaque clan à entrer en compétition pour obtenir la satisfaction d'avoir creusé la plus grande terrasse en une journée, E. Huxley précise un élément beaucoup plus pertinent qu'illustre également une chanson régulièrement entonnée :

"Les guerriers étaient forts et braves comme des lions;
Ils partaient combattre et on les craignait comme les lions;
Mais maintenant nous sommes celles qui sont braves et fortes comme des lions;
Nous sommes fortes comme des guerriers;
Nous sommes plus fortes que les guerriers, plus fortes que les lions;
Yeh ! Yeh ! Yeh ! Plus fortes que les guerriers, plus fortes que les lions ! ⁷³"

Plus qu'un manifeste féministe relativement précoce, cette chanson, et le fait que les hommes, si ce n'est les représentants de l'administration, soient totalement exclus de l'organisation ou de la supervision des opérations de terrassement, semblent illustrer la détermination collective de groupes de femmes à assumer leur tâche avec courage et humour, et peut-être aussi à ne pas en rester là. Dès 1958, le travail forcé, quelle que soit sa base de mobilisation, devient de plus en plus contesté et ne bénéficie plus de l'appoint des *miethya*. Mais nous ne pouvons préjuger que ces groupes de femmes n'aient pas poursuivi en toute liberté leurs activités commerciales, poursuivant une mobilisation des jeunes générations. Cette dynamique issue du contexte particulier de Kangundo ⁷⁴ dans les années cinquante ne doit pas être confondue avec la création de *Mbai sya Eitu* par Paul Ngei pendant l'été 1961. En effet, nous nous sommes limités jusqu'à présent à analyser la mobilisation de *miethya* utilisant la parenté comme mode d'organisation, comme *Eitu ma Atangwa*, à la tête duquel se trouvait Syelenge Nthiwa. Or, Cyrus Mutiso nous semble avoir tendance à assimiler systématiquement *Mbai sya Eitu* avec ces différents groupes de femmes de même clan qui animent les activités économiques des *locations* et qui semblent avoir toujours gardé leur autonomie d'action. Grace Luka déclare ainsi ne jamais avoir participé vraiment à *Mbai Sya Eitu* qui était une structure aux prétentions inter-claniques dirigées par la mère de Paul Ngei et Syelenge Nthiwa. A elles seules, les deux femmes avaient accès à deux des plus importants réseaux de mobilisation électorale de Kangundo, le clan Aombe et le clan Atangwa, mais n'ont jamais capturé tous les groupes dans leur organisation. Il serait abusif de surestimer le contrôle des hommes politiques sur ces institutions. Celles-ci se nourrissent encore à l'époque de dynamiques sociales autonomes du champ politique, et les efforts que mettent Ngei, Henri Mulli, ou William Mbolu Mallu, à tenter de les capturer, témoignent autant de cette autonomie que du rapport de domination qui progressivement tend à s'instaurer entre l'Etat et la société au lendemain de l'indépendance.

⁷² Huxley (E.), *A new Earth*, op. cit., p. 196.

⁷³ *Ibid.*, p. 197.

⁷⁴ Nous ne pouvons confirmer son existence sur les autres collines ou plateaux du district mais il est probable que dans les zones d'Iveti ou de Mbooni, où se sont également répandues les cultures commerciales et les associations claniques masculines, le même phénomène soit apparu à la fin des années cinquante surtout dans les *location* où s'était propagé ce mode particulier d'organisation du travail forcé.

Entre l'été 1961 et novembre 1962, date du lancement officiel de l'APP, Paul Ngei a réussi, à partir de ces groupes de femmes, à mettre en place un réseau de mobilisation des soutiens qui feront le succès de son parti aux élections de 1963 puis de 1969. Cyrus Mutiso avance ainsi qu'une organisation de recrutement fut échafaudée à travers le district. Les représentantes du noyau central de Kangundo envoyaient chercher des leaders potentiels dans toutes les *locations*, les amenaient à Matungulu chez Ngei pour les former, puis les envoyaient reproduire l'opération dans leur propre *location*. Le succès de Paul Ngei à mobiliser ces réseaux de femmes et la peur de ses rivaux du district de le voir réussir hors de sa circonscription, a largement contribué à la légende qui entoure toujours le leader kamba. George Nthenge l'accuse toujours rageusement d'être un obsédé sexuel et d'avoir construit son pouvoir autour des relations nocturnes qu'il pouvait entretenir dans ce harem éternellement renouvelé qu'était *Mbai Sya Eitu*⁷⁵! Mais si l'on quitte la légende pour essayer de comprendre cette incroyable fidélité des femmes de Kangundo qui semblent avoir été les seuls soutiens permanent de Ngei tout au long des années soixante et soixante-dix, quelles que soient les péripéties de sa carrière politique, on retrouve alors rapidement la place primordiale qu'occupe le serment dans la culture politique kamba.

Syelenge Nthiwa explique ainsi le début de l'aventure politique qui la vit devenir présidente de tous les clans de femmes le 28 juillet 1961 et s'investir lourdement dans l'organisation de *Mbai sya Eitu* au cours des huit années qui suivirent. Son mari était d'abord un *mundu mue*, un devin. Avant d'être élue, une délégation dirigée par Stephen Savano Maveke qui venait d'être choisi comme nouveau chef de Kangundo⁷⁶ se rendit auprès de son mari pour lui demander de la relever de ses devoirs d'épouse. La délégation lui avait apporté une couverture et une paire de draps⁷⁷. Son mari l'accueillit avec faste en sacrifiant un taureau pour nourrir ses hôtes. Ensuite il accepta officiellement de la laisser partir. Il avait eu un rêve dans lequel on lui avait confirmé que sa femme devait devenir un leader. Il avait en effet entendu dans ce rêve : "ta femme deviendra un leader, quand on viendra pour la chercher, ne refuse pas, offre un taureau à tes hôtes et de la bière aux aînés, puis, laisse-la partir"⁷⁸. Cette bénédiction du monde de l'invisible sur l'action de Syelenge Nthiwa est sanctifiée comme l'acte fondateur de *Mbai sya Eitu*. Stephen Savano Maveke conduit directement Syelenge chez Ngei et, pendant l'été 1961, celui-ci semble mettre en place sa stratégie mobilisation. L'organisation de *Mbai sya Eitu* telle que la décrit Cyrus Mutiso est une véritable armée de campagne faite de "sergents" et de "soldats", axée sur la discipline et la ponction des revenus. Décernant les titres et les grades, *Mbai sya Eitu* dépendait surtout de la capacité des membres de son état-major à mobiliser les groupes de leur *location*. Chaque clan disposait d'une couleur et d'une hiérarchie précise, et Cyrus Mutiso a pu calculer que cet état-major s'était reconnu le droit de "consommer" plus des deux-tiers des revenus collectés. *Mbai sya Eitu* aurait ainsi pu contribuer à financer les activités électorales de l'APP, mais nous

⁷⁵ George Wilson Nthenge, Nairobi, 21/05/96

⁷⁶ Ce dernier a confirmé sans vouloir en donner les détails exacts son implication dans l'organisation initiale de *Mbai sya Eitu*. Stephen Savano Maveke, Tala, 10/04/96.

⁷⁷ Mama Syelenge ne l'a pas précisé mais ils est probable que ceux-ci accompagnaient un lit en métal et un matelas en mousse, l'ensemble formant un cadeau substantiel pour un *mundu muwe* qui par définition n'est pas éduqué et n'avait pas nécessairement à l'époque les moyens d'investir dans de tels objets.

⁷⁸ "Muka waku akatangesya, na woka kwitwa we ni wanda ndukalie, wiumya nzau wuwaiye andu na uki unenge atumie, na umulekya athi" Syelenge Nthiwa, Kakuyuni, 14/04/96.

en doutons. Son rôle dans la mobilisation des votes était beaucoup trop important pour Ngei, pour qu'il risque de s'immiscer dans les affaires internes d'une organisation qui lui profitait déjà indirectement puisqu'il y avait placé sa mère comme présidente. La *New Akamba Union* sera une organisation beaucoup plus efficace en termes de collecte de financements.

Le statut social des différents leaders de *Mbai sya Eitu* leur conférait simplement la légitimité d'organiser leur propre accumulation, d'autant que leur autorité était sanctionnée par un serment. Syelenge Nthiwa a démenti l'administration de serments au sein de *Mbai sya Eitu*. Notre assistant de recherche nous a cependant précisé juste après ce démenti formel et rigoureux qu'il avait été prononcé d'une telle façon qu'il était probablement faux. D'autres indices confirment cette piste. Les sessions organisées par Ngei et Nthiwa à Matungulu pour lesquelles avaient été cherchés les leaders des différentes *locations* pendant l'été 1961 avaient prétendument pour but de former les représentants locaux de *Mbai sya Eitu*. Mais de quel autre moyen de contrainte que le serment pouvaient disposer la mère de Ngei et S. Nthiwa envers ses femmes non-éduquées pour les faire adhérer aux règles de soumission et de respect de la hiérarchie imposées dans tout le district ? De plus, femme d'un *mundu mue* dont l'action avait reçu la bénédiction du monde de l'invisible à travers le rêve de son mari, Syelenge Nthiwa se trouvait à la tête d'une organisation clanique, dont les actes fondateurs sont généralement la prestation collective d'un serment d'unité et de solidarité, à l'image de ceux pris par les membres des nouvelles unités de peuplement, partis dans des contrées hostiles, voulant garantir la solidarité de chacun face à l'adversité et se prémunir contre le risque intérieur que représentent les attaques en sorcellerie. Enfin, Cyrus Mutiso précise que, lors de leurs réunions, les leaders de *Mbai sya Eitu* veillaient farouchement à ce que du porc ne soit jamais glissé dans leur nourriture, cet animal ayant la capacité de mettre fin à l'effet des serments. Il semble très probable qu'à l'instar des associations masculines, *Mbai sya Eitu* a été fondée sur la prestation d'un serment d'unité, de solidarité, d'obéissance et de fidélité à ses résolutions, fussent-elles définies ultérieurement comme un soutien à l'action politique de Paul Ngei.

Nous venons ainsi d'analyser deux des plus profonds soutiens à l'entreprise politique du prisonnier kamba de Kapenguria. Ces soutiens sont issus des contradictions sociales propres à Kangundo et sur lesquelles Ngei réussit à capitaliser des ressources politiques en tissant parmi les cadets sociaux des réseaux de mobilisation et en formant des groupes prêts à l'action politique, même violente. Ces deux ressources qui ont certes compté dans sa victoire, ne nous semblent cependant pas encore suffisantes pour expliquer l'étendue du succès de l'APP, ni surtout le sens du rapport de représentation que ce parti suscita. *Mbai sya Eitu* ne couvrit jamais parfaitement tout le district et ne s'étendit pas à Kitui. Aussi, il faut maintenant examiner les relations entre Paul Ngei et la nouvelle association d'entraide communautaire kamba créée à la fin des années cinquante, la *New Akamba Union*.

2) La *New Akamba Union* (NAU).

La *New Akamba Union* est une nouvelle association d'entraide destinée aux travailleurs migrants des districts de Machakos et de Kitui qui semble avoir été lancée en 1958 par Paul Kathilu Muinde, un ancien ouvrier des *East African Railways* à peine libéré de prison. Des syndicalistes et des commerçants ne tardent pas à le

rejoindre tels David Kaloo, Harrison Kilonzo, Gideon Mutiso, Aaron Mutunga, Laban Kitelet et bien sûr, George Nthenge, qui en devient alors secrétaire.

-Une association pour travailleurs migrants.

La NAU va cependant véritablement se construire grâce à l'activisme de Paul Kathilu, un syndicaliste militant de la *Transport and Allied Workers Union*. Paul Kathilu réactive les relais de la KAU dans tout le pays et ouvre, dans les grandes villes, des bureaux, pour offrir des lieux de convivialité et d'entraide aux ouvriers kamba (Kisumu, Nakuru, Voi, Mombasa mais aussi Dar es Salaam et Lusaka où sont présents des vendeurs de sculptures). Dès l'origine, la NAU se donne une vocation sociale et culturelle. Paul Kathilu ne se contente pas d'aider les migrants à se loger, trouver du travail, à réunir les écoles de leurs enfants ou appuyer les démarches pour envoyer les meilleurs élèves faire leurs études à l'étranger grâce au soutien de Julius Kiano et Tom Mboya⁷⁹. A Nairobi et dans les réserves, il organise des fêtes qualifiées de "traditionnelles", qui permettent en fait de redanser librement les "*kilumi*" et "*mbeini*", au cours desquels deux générations de filles et garçons peuvent se rencontrer, alors que les aînés battent le tambour⁸⁰. La NAU a de plus comme objectif officiel de "superviser et assister chaque clan", et sa vocation première est d'"unir tous les Kamba à travers leurs clans". Enregistrée officiellement en 1960, les dirigeants de la NAU lui donnent pour vocation de "préserver, encourager, développer et améliorer la culture kamba et maintenir ses coutumes bénéfiques"⁸¹. Dans les faits, cela voulait dire appuyer le développement éducatif, économique, social, traditionnel et culturel de tous les Kamba dans toutes les villes du Kenya et même hors du pays, en organisant le lien entre les associations de clans des réserves et les travailleurs migrants. La NAU construit ainsi sa popularité sur une renaissance culturelle synonyme de liberté et d'affirmation identitaire qui la mène même à organiser le grand raid de 1960 sur le bétail Maasai.

Depuis leur inclusion dans la province du sud, les leaders kamba se plaignent en effet de l'accroissement des vols de bétail par les groupes maasai voisins de Kajiado. La lutte est ancienne et les Kamba jalourent sans aucun doute les troupeaux et pâturages maasai dont ils s'estiment privés. Pour les habitants de Machakos, Kitengela est de plus une terre kamba rattachée indument à la réserve de Kajiado. En mars 1960, le vol de quelques têtes supplémentaires sur le ranch de Simba-Emali provoque l'affrontement. Soucieux sans doute également de mettre à mal l'image de fidélité et de passivité des Kamba, les leaders de la NAU organisent un raid massif et soigneusement préparé sur les troupeaux de Kajiado, au cours duquel cinq mille têtes de bétail disparaissent, provoquant des affrontements qui font une quinzaine de victimes. Paul Kathilu déclare avoir lui-même organisé le transport des arcs et des flèches empoisonnés dans son véhicule, après s'être mis en congé des *East African Airways*⁸². Des hommes, mobilisés à travers les associations claniques sont venus d'aussi loin que Matungulu et ont été transportés clandestinement pour mener les raids successifs⁸³ incluant parfois femmes et enfants, comme au XIX^e siècle, qui sont ensuite transportées dans les zones reculées de Kitui où l'administration ne se rend

⁷⁹ Paul Muinde Kathilu, Nairobi, 30/05/96.

⁸⁰ Makau Waita, Katine, 19/4/96.

⁸¹ *The Weekly Review*, 21/11/1977.

⁸² Paul Muinde Kathilu, Nairobi, 30/05/96.

⁸³ KNA, MDAR (1960), PC/SP.1/3/7.

que rarement⁸⁴. La NAU ne se contente donc pas d'une simple renaissance culturelle, elle prend en charge l'honneur kamba perdu par les *chiefs*. C'est à cette époque une organisation formée essentiellement d'ouvriers, de syndicalistes urbanisés n'hésitant pas à passer à l'action violente et Paul Kathilu, l'ancien prisonnier lui aussi originaire de Kangundo, ne cache pas vouloir mettre son organisation au service de Paul Ngei à sa libération.

-Au service de Paul Ngei.

Fin 1961, plusieurs leaders politiques sont déjà membres de l'organisation. Benjamin Mwati Muindi de Kitui en fut le premier Président, le syndicaliste Gideon Mutiso fut élu secrétaire-général, alors que Ngala Mwendwa devint secrétaire à l'organisation et George Nthenge secrétaire-adjoint à l'organisation. A l'opposé des associations précédentes, l'*Akamba Union* ou l'*Akamba Association*, la *New Akamba Union* dispose d'une forte représentation de Kitui, notamment dans sa branche de Mombasa qui attire surtout des immigrants de ce district. Paul Ngei va en devient officiellement le "conseiller", une situation honorifique destinée à maintenir l'unité de l'organisation au sein de laquelle sont déjà présents ses opposants. Cependant, Paul Kathilu réussit à en faire une véritable plate-forme de mobilisation pour le leader de Kangundo. Ngei en visite chaque section entre l'été 1961 et novembre 1962, date du lancement de l'APP⁸⁵. Le DC de Machakos dans son rapport politique pour l'année 1962 ne s'y trompe pas. Il identifie la NAU comme la seule association véritablement active dans le district qui est de plus "totalement sous le contrôle de Paul Ngei". Pendant l'année, l'activité principale de l'association a été d'organiser des fêtes dansantes, où l'accès est payant, et les recettes collectées ont sans aucun doute servi à Paul Ngei pour organiser sa campagne politique⁸⁶.

De plus, les associations ethniques comme la NAU ou la *Luo Union*⁸⁷, n'ont pas construit leur force sur une relation directe avec la population mais sur leur capacité à mobiliser les associations locales et les associations de clans, qui sont les plus aptes à organiser la mobilisation. Ainsi il semblerait abusif de prétendre que les associations claniques masculines n'ont pas participé à mobiliser leurs membres pendant les campagnes électorales. Certes, toute implication dans une action politique leur est interdite et leurs leaders s'en défendent le plus souvent à grands cris. Josya Wambua Mulli, le frère aîné d'Henri qui est aussi secrétaire-général national de l'association des *Atwii* reconnaît cependant sans trop se faire prier que quand l'un de ses "frères" ou l'un des fils de son clan se présente dans une élection, les membres de l'association se sentent "naturellement" enclins à voter en sa faveur. De même, Samuel Kioko, le *chairman* du clan Atangwa, le clan de Ngei, précise que certains clans sont considérés comme cousins, ou du moins comme étant très proches, et que ce sentiment de proximité facilite le vote en faveur du représentant d'un clan cousin

⁸⁴ Paul Muinde Kathilu, Nairobi, 30/05/96.

⁸⁵ *Ibid.*

⁸⁶ KNA, MDAR (1962), PC/East. 1/3/1.

⁸⁷ Cf sur ce point : Southall (A.), "From segmentary lineage to Ethnic association- Luo, Luhya, Ibo, and others", in Owusu (M.), *Colonialism and change. Essays presented to Lucy Mair*, The Hague/Paris, Mouton, 1975, pp. 203-227; Parkin (D.), *The culture definition of political response : lineal destiny among the Luo*, London, Academic Press, 1978 et Tamarkin (M.), "Tribal associations, tribal solidarity, and tribal chauvinism in a Kenya town", *Journal of African History*, XIV, 2, 1973, pp. 257-274.

contre le représentant d'un clan distant ou ennemi⁸⁸. De fait, l'appartenance clanique des candidats est toujours connue de leur circonscription. Qu'en est-il de la situation de Paul Ngei ? Celui-ci appartient déjà au clan Atangwa, l'un des plus importants et des mieux organisés dans le district de Machakos. John Muiya Makola, le leader du clan Aombe, s'est retiré de toute activité politique après sa mise en résidence surveillée en 1953. Ses positions passées laissent penser qu'il n'est pas insensible au discours de Paul Ngei, mais plus généralement, Stephen Savano Maveke et Shadrack Nzavi précisent qu'en 1963, tous les clans étaient pour Ngei et l'APP. Celui-ci n'hésite d'ailleurs pas à se présenter dans la presse comme le président d'une *Akamba Clans Union*⁸⁹, dont on peut supposer qu'elle s'apparente en fait à un comité inter-clanique, formé dans l'euphorie de la libération du prisonnier de Kapenguria pour réunir les fonds nécessaires à l'achat du terrain et à la construction de la maison qui lui a été offerte. La relation des associations claniques masculines avec les entreprises politiques de Paul Ngei n'est donc pas aussi innocente que voulait le penser Cyrus Mutiso. Réunies au sein de la NAU, les associations de clans forment donc également un autre réseau de mobilisation électorale pour Ngei. Mais la NAU n'est pas une seule fédération de groupes d'ânés et de travailleurs migrants cherchant à préserver l'éducation de leurs enfants. Comme le suggère le grand raid Maasai de 1960, la NAU a pris en charge l'honneur kamba et se veut non seulement le défenseur des intérêts de ses membres, mais aussi le véhicule de la réputation du groupe dans son ensemble. La NAU, avec son soutien aux danses interdites par les missionnaires et ses opérations de renaissance culturelle, donne chair à la communauté imaginaire kamba. En soutenant Paul Ngei, elle lui offre dès lors plus qu'une tribune, elle lui donne la légitimité communautaire élargie qu'illustre sans aucun doute le plébiscite de l'élection de mai 1963.

⁸⁸ Josya Wambua Mulli, *Atwii-anthanzu clan national secretary*, Machakos, 25/05/95; Samuel Mulei Kioko, *New Atangwa Clan East Africa general chairman*, Mwala, 01/07/95.

⁸⁹ *The Weekly Review*, 13/10/78.

Conclusion :

Au terme de notre étude des origines et du succès électoral de l'APP, l'ambiguïté fondamentale de l'entreprise politique de Paul Ngei apparaît comme sa caractéristique principale. Appuyé tant sur des réseaux de mobilisation de cadets sociaux que des associations d'aînés, se faisant le champion de la cause kamba, Paul Ngei chevauche d'une part les conflits éventuels entre sa réputation de "radical" qui est associée au surnom de "Bwana Mashamba" et qui résonne comme un défi dans les oreilles des *big men* de Kangundo, et d'autre part son appartenance à l'élite du district. L'ethnicité lui a de plus fourni un registre de mobilisation articulant à la fois l'économie morale des sociétés locales et les aspirations à devenir des *big men*. Il semble en effet qu'à travers ses multiples énonciations de l'identité kamba, Paul Ngei et son équipe hétérogène de l'APP aient réussi à satisfaire les différents groupes de cadets sociaux vivant dans les zones rurales, mais aussi les entrepreneurs des villes ou certaines associations de clans. Il n'y a ici contradiction que si l'on pose le principe d'un rapport de représentation unique ou exclusif entre Paul Ngei, l'APP et ses différents soutiens. La force de celui-ci est sans doute d'avoir réussi à chevaucher les conflits sociaux internes à son terroir, mais à chevaucher également la diversité des terroirs kamba en sollicitant simultanément différents rapports de représentation avec les différentes populations du district de Machakos, voire de Kitui. L'impossibilité d'analyser concrètement les stratégies d'énonciation de Ngei et des leaders de l'APP et de comparer les textes produits lors de cette campagne électorale nous interdit d'être catégorique à ce propos, mais cette capacité à solliciter un rapport de représentation multidimensionnelle nous semble être l'hypothèse la plus probable pour expliquer le succès de Ngei et de l'APP.

Une deuxième hypothèse issue de l'expérience de l'APP peut être posée à propos des représentations guidant la compétition politique au Kenya. Le débat politique entre aînés et cadets, la popularité de Ngei et le soutien qu'il obtient de *Kyano Kya Anake*, de *Mbai Sya Eitu* comme de la *New Akamba Union* ne contestent pas fondamentalement la légitimité de l'ascension sociale des *big men*. Comme nous l'avons vu les leaders de *Mbai Sya Eitu* s'enrichissent sans aucune gêne en s'appuyant sur l'organisation. Cyrus Mutiso précise même que cet enrichissement est perçu comme totalement légitime, puisque les femmes de chaque groupe entonnent régulièrement le *Munoti song* ("*money tree song*" avec l'accent kamba, la chanson de l'arbre à richesse), une chanson destinée à honorer leurs leaders qu'elles soutiennent en "faisant pousser chez elles un arbre dont la taille est le symbole de leur force et de leur richesse"⁹⁰. Chaque femme membre de l'une des associations de *Mbai Sya Eitu* aspire à devenir un jour une *big woman* grâce à l'association.

L'enjeu des débats politiques locaux de l'indépendance n'est donc pas tant l'enrichissement lui-même, que les procédures pour y parvenir, les responsabilités qu'il implique et son monopole par quelques individus qui ont simplement eu la chance d'aller à l'école plus tôt que tout le monde. Les cadets sociaux contestent le monopole que ces *big men* se sont arrogés grâce aux positions de *straddling* capturées dès les années vingt. Ils contestent l'absence croissante d'opportunités offertes à leurs enfants dans les écoles secondaires pour entreprendre leur ascension sociale. Ils réclament le maintien d'une société ouverte comme au XIX^{ème} siècle, où l'enrichissement n'était

⁹⁰

Mutiso (C.), *Kenya : Politics, policy and society*, op. cit., p. 278.

pas systématiquement hérité ou transmis de père en fils, mais possible grâce au travail individuel et aux performances des individus. Chaque paysan aspire à devenir un jour aussi riche que Ngala Mwendwa, mais récusé la transmission des positions de pouvoir entre générations telle qu'elle s'est organisée entre son père, le *chief* de Mutito, et ses fils, qu'il enverra sur ses propres deniers éduquer aux Etats-Unis en s'attribuant les recettes quotidiennes des taxes du marché de Kitui. L'un des traits principaux de la culture politique du Kenya sur lequel John Lonsdale insiste se trouve ici énoncé. Paul Ngei s'impose dans le débat sur les critères de la réputation du bon leader kamba en affirmant sa communion avec le monde des esprits qui le différencie d'un Henri Mulli, fidèle parmi les fidèles de l'*African Inland Mission*. Mais lui, petit-fils de Masaku, ne condamne pas l'aspiration à devenir un *big man*. Au contraire, il fonde sa popularité sur cette aspiration partagée par tous les paysans sans terre de Kangundo en réclamant qu'une telle opportunité soit offerte à tous grâce à l'accès aux terres blanches et en restant fidèle à l'identité kamba, qui nécessite une communion avec les esprits. Ngei propose une insertion dans l'économie de marché sans reniement identitaire. Il conteste qu'un monopole de domination soit accordé à une quelconque classe politique spécialiste du chevauchement. A chacun doit être donné la possibilité de faire ses preuves. A la différence d'un Kenyatta qui justifie le nouveau système de domination et d'inégalité de la classe politique kikuyu en invoquant son élection divine et en jetant l'opprobre sur les cadets rendus coupables de pauvreté, Ngei, à travers l'APP, rejette toute domination fondée sur le savoir missionnaire et réclame le maintien d'une société où la possibilité est donnée à tous de devenir un *big man*. En ce sens, au-delà d'une stratégie électoraliste qu'impose l'évolution historique du système représentatif kényan où la représentation politique s'exprime de façon privilégiée en termes ethniques, Paul Ngei ne nous semble pas avoir fondé de véritable nationalisme ethnique car il n'articule pas un projet collectif de conquête de l'Etat au destin supposé biblique de la communauté kamba. Il exprime la volonté de laisser s'exprimer les aspirations et les capacités individuelles en conformité avec la volonté des ancêtres de leur lignage.

Appuyé sur les associations claniques masculines qui voient en lui le défenseur de leur autorité coutumière face aux missions, soutenu par les associations claniques féminines qui, grâce à lui, obtiennent la protection nécessaire pour déployer leurs stratégies d'accumulation, défendu par les anciens combattants Mau-Mau et les jeunes hommes à qui il promet de donner la possibilité de devenir des adultes, c'est-à-dire des *nthele* possédant femme et terre à féconder, Paul Ngei et l'APP nous semblent donner de la voix aux cadets sociaux. Mais loin de récuser la légitimité des positions de *big men*, il l'entérine, tout en proposant une autre voie pour y accéder. C'est ici que se trouve sans aucun doute le succès de l'APP qui permet à Ngei de faire son entrée à la chambre des représentants accompagnés de ses sept élus et de devenir le numéro deux de l'opposition. Cette preuve de légitimité à représenter les populations kamba au-delà de la simple circonscription de Machakos Nord, est bientôt entérinée par Jomo Kenyatta, qui, dès août 1963, nomme Paul Ngei à la tête du *Maize Marketing Board*, et le fait entrer au Cabinet, un an plus tard. Cette entrée au cabinet illustre, nous semble-t-il, la nature du contrat social de l'indépendance forgé par Jomo Kenyatta autour du mouvement *Harambee*. Dans le système de représentation kényan hérité des sociétés pré-coloniales, il est légitime que les leaders les plus performants, les plus travailleurs accèdent aux positions de leadership, mais ceux-ci doivent tirer le développement de leur communauté "vers l'avant" et maintenir une norme de réciprocité. Le leader doit féconder la communauté en organisant un enrichissement

collectif. Mais il est illégitime que les *big men* s'appuient sur ces positions de leadership pour monopoliser la richesse et bloquer leur remplacement, ou laissent de côté les éléments les plus démunis de la communauté, les écartent de la fécondité collective. Cette lecture de l'identité politique des bons leaders et de la légitimité d'accès aux positions de pouvoir, avait déjà stimulé les débats idéologiques entre les différents leaders Mau-Mau, opposant le non-éduqué Stanley Mathenge, à l'éduqué Dedan Kimathi. Chacun était en guerre contre la monopolisation de la terre et des femmes par les *chiefs* et les collaborateurs du système colonial. Aucun ne récusait l'aspiration à devenir un *big man*. Mais alors que Mathenge ancrerait la légitimité individuelle et l'accès au leadership dans la fécondité de son *mbari*, Kimathi mettait en avant l'éducation et les qualités individuelles du bon leader⁹¹. Ce débat, illustrant l'accouchement d'une modernité kényane ancrée dans la responsabilité civique de ses leaders vis-à-vis des communautés locales, fut cependant rapidement balayé aux lendemains de l'indépendance par le nationalisme ethnique de Jomo Kenyatta. Celui-ci imposa rapidement sa propre lecture du mouvement *Harambee*, et sa propre légitimité à gouverner non plus seulement dans la performance individuelle, mais dans le destin collectif de la communauté kikuyu dont il voulut s'affirmer comme le leader incontesté. C'est vers cette évolution autoritaire qu'il faut maintenant progresser en analysant comment Paul Ngei y négocia le développement de son entreprise politique.

⁹¹ Lonsdale (J.), "The moral economy of Mau-Mau : Wealth, Poverty and Civic virtue in Kikuyu political thought" in Berman (B.) et Lonsdale (J.), *Unhappy valley . Book two : Violence and ethnicity*, Londres, James Currey, 1992, pp. 315-504.

Chapitre 5

L'apprentissage de la politique (1964-1969).

Introduction.

Les années soixante sont fondamentales à plusieurs titres pour analyser les relations entre l'Etat et la société au Kenya. En quelques années se mettent en place les fondations des régimes successifs de Jomo Kenyatta et Daniel arap Moi, ne laissant rapidement aucune place à l'alternative politique ni à la contestation des choix entérinés par le chef de l'Etat. Cette évolution autoritaire, marquée institutionnellement par la concentration progressive des pouvoirs au sein de l'exécutif à partir de 1965/1966 et la restauration d'une administration centralisée après la parenthèse régionaliste, place toute entreprise politique locale devant le dilemme de se conformer aux nouvelles règles du jeu politique ou d'être condamnée à disparaître. Les années soixante sont ainsi marquées par la dissidence de plusieurs leaders d'envergure, comme Bildad Kaggia ou Oginga Odinga, finalement réduits au silence. A cet égard, le cas de Paul Ngei illustre l'évolution d'une entreprise politique qui, pour assurer sa survie, abandonne toute dissidence.

L'analyse de la première décennie d'indépendance au regard des stratégies politiques de Paul Ngei et de la gestion des ressources qui lui sont données à sa libération de prison en 1961, nous permet ainsi de mieux comprendre comment s'articulent les deux systèmes d'interactions au cœur de tout système politique, celui du rapport de représentation et de la compétition pour le pouvoir. La carrière politique de Ngei vient en partie de la légitimité acquise dans sa circonscription et dans le district de Machakos en général, mais la légitimité et les sièges acquis localement ne suffisent pas à entériner une cooptation au sein des alliances nationales de pouvoir, comme aimerait à le faire croire une analyse en termes de consociationisme¹. Les postes de pouvoir et d'accumulation ne se gagnent qu'au prix d'une soumission directe aux règles non-écrites de la vie politique définies progressivement par le chef de l'Etat et ses proches entre 1963 et 1969. Comment ont été accueillies ces règles normatives de la compétition politique locale à Kangundo ? L'abandon par Paul Ngei de toute dissidence sur la question de la redistribution foncière et des priorités du développement l'a-t-elle affaibli au niveau local ? Cette question est fondamentale car elle nous permet de comprendre comment s'articulent les différents niveaux de la compétition politique au Kenya, et les différents niveaux de compréhension et de réinterprétation du politique liés aux différents modes de politisation. Les données collectées sur le terrain se révèlent à cet égard surprenantes. Les populations paysannes de Kangundo ne tiennent pas rigueur à Paul Ngei

¹ Pour une illustration de ce point de vue voir Berg-Schlosser (D.), "Elements of consociational democracy in Kenya", *European journal of political research*, 13(1), mars 1985, pp. 95-109 et Berg-Schlosser (D.), "Modes and meaning of political participation in Kenya", *Comparative Politics*, 14(4), juil 1982, pp. 397-415.

d'abandonner des positions radicales sur la question des paysans sans terre, de délaisser Bildad Kaggia ou Oginga Odinga. Ils adhèrent fondamentalement au mouvement *Harambee* que promeut Jomo Kenyatta et qui traverse les différents "espace-temps" de la société kényane. Pour expliquer ce qui pourrait apparaître comme une contradiction, il est nécessaire d'illustrer la polysémie du mot d'ordre *Harambee* en référence à l'intertextualité qui caractérise l'énonciation du politique au Kenya. L'efficacité du mouvement *Harambee* à légitimer l'Etat post-colonial dans la société rurale vient ainsi de sa capacité à faire sens pour tous les groupes sociaux kényans dans leurs propres systèmes de références : hommes et femmes, cadets et aînés, paysans éduqués ou non, christianisés ou non. Mais elle était aussi liée à la personne du *Mzee* (l'aîné) Jomo Kenyatta, qui sut se faire accepter comme père de la Nation.

Comme l'a analysé de façon convaincante l'historien britannique David Throup: "Kenyatta avait réussi à chevaucher deux des processus politiques kényans les plus importants. Il était l'archétype du leader kikuyu, le créateur et le propagateur de l'idéologie nationaliste kikuyu justifiant non-seulement l'exceptionnalité kikuyu et le mode de vie kikuyu, mais accélérant et légitimant sa transformation par les capitalistes kikuyu, à travers l'adoption d'un individualisme accumulateur tiré du cadre ancien de la mythologie politique des segments lignagers. Kenyatta, fut aussi cependant le fondateur du nationalisme kényan autant que du nationalisme kikuyu. Dans les années quarante sa "communauté imaginaire" était suffisamment vaste pour contenir tous les groupes ethniques kényans et leurs sous-nationalismes, dont celui, comme il devint évident en 1963, de la 'tribu blanche'. Ceci ne veut pas dire qu'il ne construisit pas de base de pouvoir ethnique. Tous les leaders africains s'en constituent une, mais Kenyatta pouvait souvent transcender ces limitations et être accepté comme le père de la Nation, symbolisé par son surnom populaire, *Mzee* ²". Pour comprendre le succès de Jomo Kenyatta à établir le contrat social de l'indépendance puis à forger son régime, il est essentiel de prendre en compte le double voire le triple discours de *Mzee* à la tête de l'Etat. En anglais, Kenyatta s'adressait à la communauté internationale et aux élites de son pays en tant que chef de l'Etat représentant son pays dans la communauté des Nations. En swahili, Kenyatta s'adressait à tous les kényans, énonçant le contrat social de l'indépendance destiné à tirer le pays vers l'avant sans discrimination régionale ou ethnique. En kikuyu, Kenyatta devenait le *mutamaki* de la nation kikuyu exprimant le destin collectif et le droit qui leur avait été donné par la Bible et la lutte contre le colonisateur de s'approprier l'essentiel des ressources du pays. Ce triple langage s'est développé progressivement au cours des années soixante, au fur et à mesure de la construction d'un régime dont le mouvement *Harambee* synthétisait les règles normatives, reprenant un grand nombre des orientations éthiques communes aux sociétés kényanes anciennes. Cependant, ses règles pragmatiques allaient progressivement s'affirmer en relation avec la formation d'une alliance hégémonique contrôlant fermement le pays à travers l'administration provinciale. D'un côté, le mouvement *Harambee* participait à ancrer le régime dans les campagnes et de l'autre, la compétition politique s'organisait autour des positionnements divers des différents leaders régionaux face au nationalisme ethnique kikuyu et sa mainmise progressive sur l'appareil d'Etat et l'économie du pays.

² Throup (D.), "The construction and destruction of the Kenyatta State", Paper presented at the Conference on the political economy of Kenya, School of Advanced International Studies, the Johns Hopkins University, 11-12 April 1986, p. 5.

Le mouvement *Harambee* offrait en effet une solution méritocratique à la régulation de la compétition politique kényane à laquelle les paysans de Kangundo adhéraient fondamentalement. Ce mot d'ordre fut retraduit en fonction des pratiques d'entraides communautaires partagées généralement au sein des unités de peuplement kényanes et stimula l'entretien d'un principe de réciprocité conforme aux représentations anciennes de la légitimité du pouvoir. John Harbeson a, de plus, suggéré l'importance symbolique du patronage foncier au Kenya et de l'accès à la terre comme symbole de l'indépendance, du nouveau contrat social proposé au pays : "le gouvernement indépendant du Kenya réussit à séparer la terre de l'association avec les conflits interraciaux et intra-ethniques qu'elle avait acquise pendant la colonisation, pour en faire une source de fierté nationale. Le gouvernement chercha à faire de la terre un symbole d'unité nationale pour les différentes communautés africaines (...) qui contrôlait la politique foncière contrôlait non-seulement l'utilisation et la distribution d'une ressource économique rare mais aussi une valeur sociale faisant autorité en général³". Outre ce contrôle de la politique foncière, le contrôle de l'administration provinciale donna rapidement à Jomo Kenyatta les pouvoirs nécessaires pour la construction de son régime, fondé sur l'accès privilégié des élites kikuyu aux terres blanches et à l'appareil d'Etat. La cooptation au sein de l'alliance hégémonique dirigeant le pays dépendit rapidement de l'acceptation de cet état de fait. Sa contestation, soit en raison de l'existence d'un nationalisme ethnique concurrent, soit en raison de la remise en cause des principes fondamentaux sur lesquels ce nationalisme kikuyu s'appuie, notamment le lien entre la richesse et l'élection divine brisant tout principe de réciprocité, entraîna une exclusion systématique de la scène politique kényane, comme, par exemple pour Bildad Kaggia.)

En 1964, Paul Ngei dispose d'un certain nombre de ressources qui l'ont porté directement au coeur de la vie politique nationale. A Kangundo, *kyano kya anake* s'est mobilisé en faveur de sa libération et Paul Ngei dispose, à travers ce groupe de jeunes sans travail dirigés par d'anciens combattants Mau Mau, d'un réseau de premiers soutiens qui lui est tout dévoué. La *New Akamba Union* de Paul Kathilu semble également vouée à porter la carrière politique du troisième homme de Kapenguria au niveau national. Fidèles parmi les fidèles, les groupes de femmes organisés au sein de *Mhai sya Eitu* ont fait le succès de l'APP dans le district de Machakos. Pourtant, à peine deux années après le succès flamboyant de l'APP, l'entreprise politique de Paul Ngei semble prise dans un faisceau d'adversité l'obligeant à se contenter de jouer les seconds rangs sur la scène politique nationale et à s'inscrire dans l'un des deux grands réseaux de pouvoir animant les sommets de l'Etat pour survivre. Il est coopté au sein de l'appareil d'Etat un mois après la dissolution de l'APP, en octobre 1963, en étant nommé à la tête de l'agence de commercialisation du maïs (*Maize Marketing Board*). Puis, le 12 décembre 1964, il est nommé au sein de cabinet Ministre de la commercialisation des produits agricoles et des coopératives (*Marketing and Cooperative Development*). Mais Paul Ngei voit paradoxalement sa position s'affaiblir, au point que celui qui s'était voulu le rival de Jomo Kenyatta en 1963 n'ose même plus soutenir ouvertement ses anciens compagnons de l'APP ralliés à la *Kenya People's Union* d'Oginga Odinga lors des élections partielles de 1966. Cet échec d'une entreprise politique à faire accepter sa légitimité par les sommets de l'Etat hors du

³ Harbeson (J. W.), *Nation-building in Kenya. The role of land reform*, Evanston, Northwestern University press, 1973, p. XVII-XVIII.

cadre imposé au parti unique est corollaire de la formation du régime de Jomo Kenyatta. En effet, si dans l'opposition, Paul Ngei a su mobiliser des soutiens locaux lui permettant d'accéder au pouvoir d'Etat, une fois engagé dans les luttes politiques qui animent les coursives du pouvoir, le turbulent leader de Kangundo voit ses ressources locales ou régionales beaucoup moins efficaces à le maintenir en place. Entre 1964 et 1969, Paul Ngei n'a pas vraiment le choix : ou bien, il participe à l'alliance hégémonique qui monopolise le pouvoir d'Etat en acceptant les règles qui lui sont imposées, ou bien il poursuit sa dissidence et risque de perdre toutes ses ressources politiques.

C'est ce que nous allons illustrer en analysant l'évolution de l'entreprise politique de Ngei face aux deux grandes questions qui vont animer la vie politique kényane entre 1964 et 1969. La première est bien sûr la question foncière, qui, cette fois, provoque la dissidence officielle d'une partie des membres de la KANU et favorise la création d'un nouveau parti politique d'opposition, le *Kenya People's Union*. La seconde est la formation de l'alliance hégémonique et la place de Tom Mboya sur la scène politique nationale, qui, à partir de 1967, devient une véritable menace pour le cercle rapproché des hommes de Kiambu entourant Jomo Kenyatta⁴.

En effet, à peine les élections de 1963 gagnées et la question régionaliste réglée à travers l'auto dissolution de la KADU dans le courant de l'année 1964, la question foncière réapparaît sur la scène politique comme l'enjeu central de la formation de l'Etat indépendant. La terre reste au Kenya l'un des principaux moyens d'accumulation. Du partage des terres blanches de la vallée du rift dépendit en partie la cooptation des leaders de l'indépendance au sein de la coalition soutenant Jomo Kenyatta⁵. La réalisation du *Million acre scheme*, entre 1962 et 1965 entermina finalement le maintien de la dualité foncière kényane. Les grands domaines producteurs de thé, de pyrèthre ou de café, furent exclus de la revente aux paysans sans terre, au prétexte de l'importance de leur contribution pour l'économie du pays⁶. Deux types de plans de repeuplement furent mis en place successivement. Les premiers, les plans de repeuplement à faible densité ou *Yeomen and Peasant Scheme* furent lancés, dès 1959, sur les terres les plus fertiles et inexploitées des colons. Ils étaient destinés à illustrer la mise en place d'une politique multiraciale et étaient réservés aux Africains financièrement solvables et éduqués. Ces premiers plans furent financés en partie par la *Commonwealth Development Corporation* et la Banque Internationale pour la Reconstruction et le Développement (BIRD)⁷. Les plans de repeuplement à haute densité pour les paysans sans terre et sans éducation furent presque entièrement financés par le gouvernement britannique et ne commencèrent qu'en 1962.

⁴ Kiambu est le district d'origine du premier chef de l'Etat kényan.

⁵ Sur la cooptation de Daniel arap Moi au sein de l'alliance hégémonique et les conséquences de cette cooptation pour le partage des terres de la vallée du rift, voir Throup (D.), *The construction and destruction of the Kenyatta State*, art. cité

⁶ Cf. Leo (C.), "Who benefited from the Million acre scheme ? Toward a class analysis of Kenya's Transition to Independence", *Revue Canadienne des études africaines*, vol. 15, n°2, 1981, pp. 201-222 et Leo (C.), *Land and Class in Kenya*, Toronto, University of Toronto Press, 1984, p. 92.

⁷ Pour plus de détails voir Leo (C.), *Land and Class in Kenya*, op. cit., p. 73-86.

Le *Million Acre Scheme* fut ainsi lancé au milieu de l'année 1962 pour le repeuplement de 35 000 familles et paysans sans terre, mais sur des sols de faible qualité. Comme pour le premier plan, les terres ne furent pas redistribuées mais vendues aux squatters, garantissant aux colons l'existence d'un marché foncier, qui était de plus indexé sur les prix du marché de 1959. Le *Land Development and Settlement Board* (LDSB) s'engagea à acheter 80 000 hectares de terres par an sur cinq ans, soit 400 000 hectares, approximativement un million d'acres. Les six millions d'acres de "terres blanches" restant ne furent pas concernés par le repeuplement des squatters. Les ventes furent effectuées en bloc, les acheteurs devant se constituer en coopératives pour pouvoir réunir la somme nécessaire, puis se partager la terre⁸. Tout squatter ayant prêté serment pendant l'insurrection Mau Mau était systématiquement exclu de l'allocation et pour garantir le contrôle social de ces paysans sans terre nouvellement installés, une minorité de fonctionnaires, d'ancien militaire et de policiers fut systématiquement insérée parmi les nouveaux colons⁹. Cependant, le manque d'accompagnement offert aux nouvelles exploitations rendit souvent fatal leur endettement. Un quart d'entre eux, incapables d'assumer les frais de l'aménagement de leur parcelle, fut ainsi contraint de la revendre dès le milieu des années soixante¹⁰. Parallèlement, dès 1962, le gouvernement britannique accepta d'augmenter l'enveloppe allouée au *Land Development and Settlement Board*, devenu le *Central Land Board*, pour que des prêts soient accordés à des Africains voulant acheter des grandes exploitations selon les modalités du plan de 1959. En 1963, déjà 140 Africains avaient pu ainsi acquérir 229 grandes exploitations sans qu'elles soient fractionnées¹¹. Fin 1964, le Ministre de l'Agriculture rendit de même publique la décision du gouvernement d'opérer des transferts d'un type un peu particulier. Chaque maison de colon ayant quitté le pays devait conserver une centaine d'acres de terre à son alentour afin d'être revendue sous cette forme, comme témoignage d'une époque révolue. Ces parcelles très spéciales, dites parcelles "Z" sont en fait distribuées aux hommes politiques, hauts fonctionnaires et ambassadeurs du régime, pour les remercier de leurs bons et loyaux services et sans qu'ils aient à rembourser les prêts contractés en leur nom pour les racheter à leurs anciens propriétaires¹².

En 1964, la question foncière reste ainsi au coeur du débat politique kényan et anime l'axe central qui partage désormais la chambre entre les différentes rangées de représentants (*frontbenchers/backbenchers* dans la tradition parlementaire britannique) au-delà de l'opposition-gouvernement/opposition entre la KANU et le groupe KADU-APP. Bildad Kaggia, secrétaire d'Etat à l'éducation, ou J.D. Kali, devenu *Chief Whip*, animent au Parlement un débat permanent entre "radicaux" et "conservateurs" qui s'opposent désormais au sein de la KANU. La dissolution successive des partis d'opposition a en effet libéré les parlementaires de toute solidarité partisane et une opposition féroce à la politique élitiste de redistribution foncière se développe à la chambre des représentants entre 1964 et 1966, menée par Bildad Kaggia, rapidement remercié du gouvernement. Celui-ci veut remettre en cause les garanties accordées aux colons blancs et donner l'accès gratuit à la terre pour les squatters qui, pris par les remboursements de leurs prêts n'ont pas les moyens

⁸ *Ibid.*, p. 97.

⁹ *Ibid.*, p. 134.

¹⁰ Cf. Adam (M.): "Une revanche post-coloniale : la caféiculture au Kenya", art. cité, p. 82.

¹¹ Leo (C.), *op. cit.*, p. 118.

¹² Wasserman (G.), *Politics of decolonization*, *op. cit.*, pp. 152-155.

d'établir leurs exploitations. Au sein du gouvernement, la position de Bildad Kaggia est soutenue par le vice-président et Ministre de l'Intérieur Oginga Odinga qui s'oppose à Tom Mboya et à la garde rapprochée des leaders de Kiambu : James Gichuru, Mbiyu Koinange, Charles Njonjo. Au sein des *backbench* le "*Corner bar group*¹³" mené par la frange conservatrice des anciens députés de la KADU et des députés de la KANU, défend systématiquement le gouvernement contre les attaques de Bildad Kaggia.

Il faut observer la position de Paul Ngei dans cet affrontement et comprendre pourquoi, celui-ci change progressivement de camp en abandonnant les "radicaux" pour devenir l'un des plus fidèles défenseurs du gouvernement, se repositionnant même au coeur du pouvoir Kenyatta contre le groupe soutenant Tom Mboya après 1966. Jusqu'à son entrée au gouvernement aux côtés de Daniel arap Moi, l'ancien leader de la KADU dans la vallée du rift, le soir de la proclamation de la République, le 12 décembre 1964, Paul Ngei reste tenté par les positions radicales de Bildad Kaggia et Oginga Odinga, avec lesquels il fait équipe pour demander la réhabilitation complète des combattants Mau Mau et une surveillance accrue des transactions foncières dans la vallée du rift. Les transcriptions des débats parlementaires sont à cet égard très révélatrices. Mais la dissolution de l'APP ne lui a pas garanti d'accès privilégié aux positions de leadership au sein de l'appareil de la KANU. Les leaders de la KADU peuvent en effet s'enrichir de l'expérience du leader kamba qui ne semble pas avoir obtenu de réelles garanties sur sa destinée au sein de la KANU et voit son autorité locale à nouveau contestée par William Malu dès février 1964. Les ressources politiques locales de Ngei semblent ainsi ne pas devoir se montrer aussi efficaces que prévues à assurer son autorité sur l'appareil local de la KANU et malgré le raz-de-marée de l'APP, aucun changement officiel n'intervient au sein du parti. De plus, la construction de l'Etat indépendant dans le district de Machakos comme dans le reste du pays se fonde sur la reproduction des pouvoirs de l'administration coloniale face à laquelle les hommes politiques locaux sont parfois biens démunis. Tant qu'il n'appartient pas aux cercles rapprochés du pouvoir et qu'il est soupçonné de sympathies radicales, Paul Ngei se trouve quasiment sous surveillance administrative, d'autant que les troupes qui ont fait son succès en 1963 n'acceptent pas la nouvelle discipline qu'on veut leur imposer. L'entreprise politique de Paul Ngei, après des débuts fracassants, se trouve ainsi rapidement confrontée aux différentes règles politiques constitutives de l'Etat Kenyatta qui le dépossèdent de ses principales ressources politiques et mettent en danger sa survie.

13

Du nom du bar dans lequel il se réunit.

A. Les pièges de l'Etat "Harambee !" (1964-1966).

La deuxième partie des années soixante est déterminante pour comprendre l'évolution de la compétition politique dans le Kenya indépendant. Au cours de ces cinq années, le pays se dote en effet de l'armature institutionnelle qui détermine la nature des relations entre l'Etat et la société pendant les deux décennies à venir de même que des règles de la compétition politique qui permettent au régime de Jomo Kenyatta d'être bientôt qualifié de semi-compétitif. En quelques mois, la constitution régionaliste gagnée par les leaders de la KADU est en effet vidée de son sens puis disparaît avec la proclamation de la République, le 12 décembre 1964. Oginga Odinga, Vice-Président et Ministre de l'Intérieur s'est gardé d'accorder aux régions le contrôle de l'administration provinciale et même si les *civil secretaries* sont théoriquement sous l'autorité des régions, ils restent dans les faits sous sa coupe¹⁴. De même, en mai 1964, Jomo Kenyatta reconduit de six mois le contrôle financier établi sur toutes les assemblées régionales qui ne sont autorisées ni à percevoir les impôts attribués aux collectivités locales, celles-ci relevant toujours du Ministère du Gouvernement Local, ni à contracter des prêts auprès des banques commerciales¹⁵. Vidée de son sens, le régionalisme a vécu et la KADU ne lui survit pas. Le 10 novembre 1964, Ronald Ngala annonce au Parlement la dissolution de la KADU et un mois plus tard, un nouvel amendement constitutionnel institue la République. Jomo Kenyatta en devient le Président et le poste de Premier Ministre est supprimé. Progressivement les assemblées régionales perdent toute raison d'être (titres, droit de session, etc.). Elles sont abolies en 1968 après que le Parlement est redevenu monocaméral. La présidentialisation de tous les pouvoirs d'Etat est progressivement menée entre 1964 et 1969, à travers toute une série de réformes constitutionnelles menées par l'*attorney general*, Charles Njonjo¹⁶.

Cette concentration progressive de tous les pouvoirs entre les mains de Jomo Kenyatta est le corollaire du développement d'un certain nombre de pratiques politiques le plaçant au-dessus de tout débat. Dès sa libération, Jomo Kenyatta avait en effet tenté de se placer au-dessus des factions agitant la KANU. Il maintient cette ligne de conduite jusqu'en 1965, n'explicitant ses positions qu'en extrême limite. Mais l'année 1965 marque en ce sens une rupture dans le débat politique. Jomo Kenyatta, qui avait joué jusque-là l'opposition entre les deux factions dirigées par Oginga Odinga et Tom Mboya, entre cette fois directement dans la compétition, attaquant notamment publiquement l'allié d'Oginga Bildad Kaggia et permettant à ses porte-parole de la province centrale que sont Charles Njonjo, Mbiyu Koinange ou James Gichuru, de suggérer que le camp des radicaux met en danger la sécurité de l'Etat. En mars 1966, cette dramatisation du débat politique aboutira à l'expulsion d'Oginga Odinga de la Vice-Présidence après la fameuse conférence de Limuru organisée par Tom Mboya, à la création avec Bildad Kaggia de son propre parti, la *Kenya People's Union*, et à une "petite élection générale" en juin. Utilisant tous les moyens mis par l'administration provinciale à sa disposition, Jomo Kenyatta réduit l'influence du KPU.

¹⁴ Bourmaud (D.), *Histoire politique du Kenya*, op. cit., p. 104.

¹⁵ *Ibid.*, p. 106-107.

¹⁶ Pour le détail de ces réformes voir notamment Ghai (Y.P.), Mc Auslan (J.P.W.B.), *Public Law and political change in Kenya. A study of the legal framework from colonial times to present*, Nairobi, Oxford University Press, 1970.

à la région de Nyanza, excluant de fait Oginga Odinga des affaires du pays et limitant son action à une opposition parlementaire active mais impuissante. Les années 1966-1969 voient ainsi le repositionnement des luttes factionnalistes au sein de la KANU, où s'opposent désormais le cercle étroit des leaders de la province centrale et le seul danger qui menace désormais leur position en cas de succession politique: Tom Mboya. Comment Paul Ngei s'est-il positionné dans ce tourbillon factionnaliste inhérent à l'assimilation entre les différents segments de l'élite kenyane ? C'est ce qu'il faut maintenant analyser.

1. La tentation radicale (1964-1965).

Le 13 septembre 1963, Paul Ngei et les six autres députés de l'APP traversent la chambre des représentants pour rejoindre les sièges du gouvernement. Leader adjoint de l'opposition depuis juin, Paul Ngei met ainsi fin à une alliance électorale avec la KADU qui n'a duré que le temps de l'élection. En effet, dès leur entrée au Parlement, les représentants de l'APP s'accordent mal avec la KADU. L'opposition de Paul Ngei au gouvernement recoupe bien plus singulièrement celle des "radicaux" dirigés par Bildad Kaggia que celle de la KADU dirigée par Ronald Ngala et Daniel arap Moi.

-L'opposition parlementaire.

Le 20 juin 1963, Paul Ngei s'oppose ainsi au budget du gouvernement qui, selon lui, est insuffisamment orienté aux bénéfices des paysans sans terre et des plus démunis du pays¹⁷. Le 3 juillet, il présente de même deux motions demandant l'amnistie pour les personnes exilées à la suite de la déclaration d'Etat d'urgence et réclame l'instauration d'un programme de formation professionnelle spécialement réservé aux anciens détenus politiques qui sont restés pendant de nombreuses années dans les camps et se trouvent totalement inadaptés à la vie active¹⁸. De même, lors des débats sur le peuplement des terres blanches, Ngei prend longuement la parole en ces termes :

"Nous avons une histoire où les colons européens ont été éduqués et protégés en leur offrant des sommes d'argent considérables afin qu'ils puissent développer toute la surface de leurs terres, aussi vastes soient-elles. Maintenant, puisque la plupart d'entre eux se sauvent - pour des raisons que je ne parviens pas à expliquer- j'ai le sentiment que les mêmes sommes d'argent devraient être données aux populations natives de ce pays, les fils de ce sol, pour qu'ils puissent en bénéficier bien plus que le gouvernement ne veut le faire en ce moment (...). *M. Speaker, Sir*, je voudrais dire que nous ne voulons pas remplacer les grands et riches propriétaires terriens du passé, qui étaient surtout Européens car ils avaient l'argent et les moyens, par une autre classe de grands propriétaires terriens. Nous devons faire face au chômage alors que ces fermes sont en train de changer de mains, *M. Speaker, Sir*, de l'ancienne classe à une nouvelle classe disposant du même statut. Nous voudrions voir le changement, nous voudrions voir ceux qui ont vraiment souffert constater qu'il est mis un terme à ce *statu quo* et qu'un nouveau pays prospère émerge. Le gouvernement est là. S'il n'est pas conscient de ce problème et s'il ne satisfait pas l'Africain de la rue, il va devoir accroître les forces du GSU et des services de sécurité dans l'année qui vient (...) Le Ministre (du peuplement des terres blanches) doit faire très attention à la façon dont il choisit les familles. Beaucoup d'Africains n'ont pas de terre et ils veulent avoir une parcelle. S'il faut choisir ceux qui ont l'argent, j'ai peur que nous allions dans la mauvaise direction. Les familles

¹⁷ *The Kenya Hansard*, House of Representatives' debates, 20/06/63.

¹⁸ *The Kenya Hansard*, House of Representatives' debates, 03/07/63.

pauvres doivent être aidées, on doit leur donner des prêts et ils rembourseront quand ils auront bénéficié de leurs productions, que ce soit du bétail, du pyrèthre, ils pourront rembourser graduellement des profits de leurs récoltes. Mais s'il s'agit de prendre en compte ceux qui ont l'argent, nous reprenons le cours de l'histoire kényane et je peux dire au gouvernement qu'il va bientôt tomber et que je serai heureux de prendre sa suite et de donner la terre aux paysans qui n'en ont pas¹⁹."

Outre la question foncière, Ngei se fait, au cours de ces premiers mois de présence parlementaire, l'avocat le plus farouche de l'africanisation des secteurs publics et privés et du développement des mesures d'incitation et de protection pour les entrepreneurs Africains contre les Indiens et les multinationales²⁰. Il s'attaque de même régulièrement à l'insuffisance des structures éducatives dans le pays et dénonce le patronage de certains leaders qui choisissent avec prudence dans leur clientèle les bénéficiaires des bourses pour aller aux Etats Unis au lieu de faire accéder le plus grand nombre aux institutions scolaires locales. Cette attaque contre Mboya s'adresse aussi au Ministre du Travail, Ngala Mwendwa, qui bénéficie également des faveurs américaines accordées à Mboya. ✓

Fin juillet 1963, Ngei est cependant nommé au conseil d'administration du *Maize Marketing Board* l'agence de commercialisation du maïs. Deux semaines plus tard, il rejoint les bancs du gouvernement et, en octobre, Jomo Kenyatta lui offre la direction de l'agence de commercialisation à laquelle il vient d'être nommé. Mais comme le montre le tableau suivant, son activisme parlementaire ne s'éteint pas complètement. Bien au contraire, le leader de Kangundo a rejoint la faction dirigée par Oginga Odinga au sein de laquelle il poursuit son action en faveur des paysans sans terre contre les intérêts des colons et des Indiens.

Principales interventions de Paul Ngei à la chambre des représentants entre la date de son retour à la KANU, le 13 Septembre 1963, et son entrée au gouvernement, le 12 décembre 1964.

Date	Objet de la motion
12/11/1963	-Motion en faveur de l'abrogation des <i>Agriculture (Land Utilization) Farm Rules</i> , mises en place en 1962 par le gouvernement de la KADU, qui permet aux colons d'expulser les squatters de leurs terres afin de la vendre en un seul bloc à d'autres grands propriétaires (colons, Africains ou Indiens).
05/03/1964	-Motions en faveur des résolutions suivantes : 1) Que le gouvernement développe un plan d'irrigation autour du canal de Yatta en faveur du peuplement des paysans sans terres. 2) Qu'une commission d'enquête soit créée pour régler le problème de la frontière entre les régions centrale et de l'est autour des collines d'Ithanga qui ont été improprement attribuées au district de Murang'a. 3) Que l'hôpital de Machakos soit entièrement rénové. 4) Que les écoles secondaires des districts de Kitui et Machakos soient inscrites sur la liste des écoles de valeur nationale.
12/03/1964	-S'oppose violemment à une motion demandant le versement de compensations après des raids kamba sur les troupeaux maasai.
09/06/1964	-Motion pour que le gouvernement prenne les dispositions nécessaires afin que les colons ne puissent pas spéculer en revendant leurs terres.

¹⁹ *The Kenya Hansard, op. cit.*, 3/07/1963, p. 675-677.

²⁰ *Ibid.*, 11/07/1963, 18/07/1963.

10/06/1964	-Motion sur les points suivants : 1) Que le gouvernement aide les commerçants africains contre leurs concurrents indiens. 2) Que des Africains soient nommés en priorité à la tête des départements des agences statutaires de commercialisation des produits agricoles et pas d'anciens membres de l'administration coloniale. 3) Que le gouvernement explique pourquoi seulement 439 familles kamba, 312 familles kisii, 2169 familles luyha ont bénéficié des plans de repeuplement en février 1964 contre 8 365 familles kikuyu.
30/06/1964	-Débat budgétaire. Demande que des facilités de crédit soient offertes exclusivement aux commerçants africains et qu'un plan d'irrigation du plateau de Yatta soit mis en place.
02/07/1964	-Nouvelle motion pour que le gouvernement soutienne les commerçants africains contre leurs concurrents indiens. En réponse, le Ministre du Travail et des Services sociaux, Ngala Mwendwa, l'accuse d'être le plus gros commerçant de Kangundo.
09/09/1964	-Motion pour que le gouvernement s'explique sur l'attribution du domaine de Kenani dans le district de Machakos à un Indien alors qu'un groupe d'Africains qu'il représentait et au nom duquel il avait déjà réussi à réunir £ 5 855 et allait obtenir un prêt, s'était porté également acquéreur; motion pour que le gouvernement explique également pourquoi le <i>Divisional Land Board</i> n'a pas fait son travail de représentation des intérêts africains. Ngei demande également la création d'un tribunal d'appel pour que puisse être revue cette attribution et que puisse être contestée la procédure d'allocation des terres par le gouvernement.
09/10/1964	-Motion pour que ce soit des "figures à peau noire" qui dirigent le Ministère de la redistribution foncière et du repeuplement.

✓ Ngei entend ainsi s'affirmer également comme le représentant incontesté des intérêts kamba et du développement dans les districts de Machakos et Kitui. Paul Ngei veut désormais gagner sa place au sein du gouvernement comme représentant officiel de la communauté kamba contre son grand rival, Ngala Mwendwa, soutenu par Tom Mboya.

✓ Outre sa défense des intérêts africains, depuis son retour à la KANU, Ngei illustre qu'il n'a pas abandonné les intérêts kamba et qu'au contraire, il en est toujours le principal avocat. Cependant, cette autorité régionale, ce monopole de la représentation ethnique lui est vigoureusement disputé par les autres leaders de la KANU. Ngala Mwendwa, le Ministre du Travail et des Services Sociaux, s'illustre par un activisme incessant en faveur du développement de son district de Kitui et William Mbolu Malu bénéficie de l'invalidation de l'élection de Muiya Mutiso au siège de Kilungu pour faire son entrée au Parlement.

Au début de l'année 1964, quatre mois après la dissolution de l'APP et son retour sur les bancs de la majorité, Paul Ngei réunit tous les élus de l'APP et les *chiefs* du district de Kitui pour se faire officiellement reconnaître comme le leader incontesté de la population kamba. Ayant réuni les députés, sénateurs, conseillers régionaux et locaux APP des deux districts, Ngei est intronisé leader de la population kamba et demande à ses supporters d'oublier l'APP et de rejoindre la KANU. Il s'engage parallèlement à prendre la tête de la délégation qui ira voir Jomo Kenyatta afin de régler la question épineuse de la frontière entre les régions centrale et de l'est. Tom Malinda, un leader de la KANU-Machakos conteste néanmoins rapidement cette

intrônisation, soutenu par William Malu. Celui-ci déclare que les Kamba, comme tous les Kenyans, ne doivent fidélité qu'à un seul homme, Jomo Kenyatta. Toujours selon lui, les leaders de l'APP n'auraient de plus pas encore rejoint officiellement la KANU²¹.

Début février, l'état major de la KANU-Machakos déclare parallèlement que le candidat officiel du parti pour l'élection partielle de *Machakos West* sera William Mbolu Malu. Cette élection partielle est provoquée par l'invalidation des résultats en faveur du candidat de l'APP, Muiya Mutiso, qui, lors du scrutin de 1963, n'avait pas séjourné une année consécutive dans sa circonscription de Kilungu. Etudiant en Inde, M. Mutiso était en effet revenu précipitamment pour pouvoir bénéficier de la vague APP²². Deux mois plus tard, N. Lukindo, le *chairman* du *Masaku County Council* et ancien responsable de l'APP Machakos, semble néanmoins avoir trouvé le moyen d'empêcher l'élection de Malu. Celui-ci est accusé d'avoir perçu des émoluments non-justifiés de ce conseil local lorsqu'il en était responsable et d'en avoir violé le règlement. Il s'y était en effet fait élire président du Comité des Finances, du Comité des règlements intérieurs et du très stratégique Comité des appels d'offres alors qu'il ne pouvait légalement occuper qu'un seul poste. Malu fut condamné à une amende de K£ 120 et à un an d'emprisonnement avec sursis, mais le Ministre du Gouvernement Local signifia à N. Lukindo que ces mesures ne le rendaient en aucun cas inéligible.

William Mbolu Malu sembla de plus triompher lorsqu'il fut déclaré vainqueur sans opposant et sans que soit organisé aucun scrutin après l'invalidation de la candidature officielle à l'élection partielle déposée par M. Mutiso en juin²³. Malgré la détention d'un certificat officiel confirmant son inscription sur les listes électorales, M. Mutiso avait en effet disparu des listes le jour du dépôt de sa candidature et celle-ci dut être déclarée non-recevable. Ngei réussit cependant à repousser à nouveau la prise de serment de Malu au parlement, en faisant voter une motion soutenue par le *deputy-speaker* de la chambre des représentants, demandant au gouvernement de porter l'affaire devant la Haute Cour. Indigné par l'évidente malversation, F. de Souza, le *deputy-speaker* de la chambre, s'était en effet élevé contre l'évidente conspiration frappant M. Mutiso, soupçonnant le fonctionnaire en charge des listes électorales de corruption active²⁴. Le 1er juillet, provoquant la liesse générale des *backbenchers*, Charles Njonjo, l'*Attorney-General*, fut forcé de déclarer que le gouvernement porterait l'affaire devant la Haute Cour. Le Ministre du Gouvernement Local lave néanmoins officiellement de tous soupçons le fonctionnaire incriminé, en indiquant qu'il y a peu de chances que la cour invalide l'élection de W. Malu²⁵. En effet, mi-septembre, son élection au siège de Machakos-Ouest est confirmée²⁶. Paul Ngei ne semble ainsi pas parvenir à contrôler les rivalités factionnelles qui agitent les différentes élites du district de Machakos. Malgré le succès de l'APP et la légitimité conférée par le scrutin, le soutien de Tom Mboya donne à William Malu les ressources nécessaires pour garder le contrôle de la branche locale du parti dans le district, un atout indispensable pour affirmer son pouvoir à l'échelon supérieur de la compétition politique.

²¹ *East African Standard*, 13/01/1964 et 16/01/1964.

²² *East African Standard*, 01/02/1964.

²³ *East African Standard*, 17/06/1964.

²⁴ *East African Standard*, 19/06/1964.

²⁵ *East African Standard*, 01/07/1964.

²⁶ *East African Standard*, 16/09/1964.

-La ressource soviétique.

Paul Ngei a donc besoin de capitaliser des ressources nationales voir internationale pour affirmer son autorité et, pendant l'été, s'engage pleinement derrière Oginga Odinga pour accéder à la position nationale qui lui est due dans le camp des radicaux. Fin juillet, lors d'un grand meeting à Mombasa organisé par Oginga et Kaggia, Ngei surenchérit sur la question foncière et se déclare favorable à la prise de possession par le gouvernement des domaines mal gérés ou sous-développés par leurs propriétaires et leur redistribution aux paysans sans terre²⁷.

Deux semaines plus tard, il organise à Kangundo un grand rassemblement auquel sont présents Oginga Odinga, Bildad Kaggia, mais aussi l'Ambassadeur d'Union Soviétique et deux représentants soviétiques du Comité international de solidarité afro-asiatique. Au cours du meeting, Oginga condamne toutes les formes de propagande qui se sont développées dans le pays contre l'Union Soviétique et l'un des représentants du Comité de solidarité afro-asiatique rencontre même un certain succès en cherchant en vain la queue et les cornes diaboliques que lui prête la propagande "impérialiste". Après avoir entendu la profession de foi socialiste de Bildad Kaggia, Paul Ngei, qui a reçu la délégation soviétique et lui a fait visiter le district de Machakos et ses coopératives, annonce finalement que l'Union Soviétique va bientôt aider le Kenya et que quinze étudiants de Machakos partiraient étudier à Moscou²⁸. Paul Ngei cherche ainsi à capitaliser les ressources internationales qui lui font défaut et qui permettraient de lui donner une dimension politique résolument nationale, voire internationale. Au cours de l'été, il demande également à Tom Mboya et au gouvernement ce qu'ils comptent faire pour les étudiants kényans qui ont été aggrésés et qui ont été victimes d'attaques racistes lors des récentes émeutes qui ont frappé les Etats Unis. Les conséquences et les compromissions "impérialistes" des factions conservatrices de la KANU sont ainsi dénoncées, alors que l'aide soviétique au Kenya est valorisée et utilisée pour exister sur la scène politique nationale malgré les fragilités locales. Le 13 décembre à Kisumu, lors du lancement de l'Institut Lumuba financé par les soviétiques et dirigé par trois enseignants du bloc de l'est, Paul Ngei se trouve en bonne place aux côtés de Bildad Kaggia, Fred Kubai, Kungu Karumba et Oginga Odinga au sein du conseil d'administration²⁹. Les prisonniers de Kapenguria semblent réunis avec le leader de Nyanza pour mener le pays vers une "vraie indépendance".

Enfin, nommé au Cabinet par Jomo Kenyatta en décembre 1964, Ministre des coopératives et de la commercialisation des produits agricoles, Paul Ngei a gravi un échelon supérieur de la vie politique kényane et siège désormais aux premiers rangs à la chambre des représentants, sur le *frontbench*. Cette consécration gomme les difficultés locales qu'il a pu rencontrer et la débandade des élus de l'APP au sein de la KANU-Machakos. David Goldsworthy a défendu avec conviction que jusqu'en mai 1965, Jomo Kenyatta ne semble pas vouloir prendre position dans le conflit qui agite la faction dirigée par le Vice-Président Oginga Odinga et celle du Ministre de l'Economie et de la Planification, Tom Mboya. Au printemps de l'année 1965, ce rapport de force change néanmoins. La dissolution de la KADU a considérablement renforcé le camp des conservateurs qui s'organise désormais en un "Corner bar

27 *East African Standard*, 27/7/1964.

28 *East African Standard*, 4/9/1964.

29 *East African Standard*, 14/12/1964.

group", afin de soutenir la faction la plus conservatrice au sein du gouvernement. Julius Kiano et James Gichuru, relayés par Daniel arap Moi et les parlementaires du *Corner Bar Group* attaquent constamment Oginga Odinga sur ses professions de foi "communistes" et appellent à sa démission. Des rumeurs de coup d'Etat sont dénoncées par Charles Njonjo ou Mbiyu Koinange, et Jomo Kenyatta prévient lui-même qu'il utilisera la manière forte pour mater les "révolutionnaires". Deux camions remplis d'armes chinoises venus d'Ouganda sont saisis sur le territoire kényan en mai. Un cargo de matériel soviétique est renvoyé par Mbiyu Koinange lors de son arrivée à Mombasa sous prétexte qu'il est obsolète. L'Institut Lumumba est enfin subitement fermé, Jomo Kenyatta déclarant qu'il avait trahi sa confiance. Les deux enseignants russes sont renvoyés en Union Soviétique alors que le nombre de *Peace Corps Volunteers* recruté au sein du *National Youth Service* atteint désormais un effectif de 120 éléments, que neufs instructeurs américains animent les séminaires du *Kenya Institute of Administration* et que deux agents de la CIA ouvrent à Nairobi un Institut pour le Développement Culturel National destiné à produire des livres d'écoles. Le Kenya ne cesse de capitaliser l'aide étrangère dans le contexte pressant de la guerre froide qui agite les années soixante, et Tom Mboya, le principal courtier de l'aide américaine, ne cesse d'accroître son influence à mesure que le gouvernement américain s'investit dans le pays. La position des "radicaux" ayant reçu l'aide de l'Union Soviétique n'en est que plus affaiblie.

Au Parlement, en juin, J.D. Kali perd son poste de *Chief-Whip* et Bildad Kaggia est finalement suspendu du gouvernement. Jomo Kenyatta se rend personnellement dans sa circonscription de Kandara pour le prévenir au cours d'une performance politique restée célèbre que ceux qui n'ont rien fait pour eux-mêmes ne peuvent pas prétendre diriger le pays. L'enrichissement personnel est institué comme l'une des règles normatives centrales de l'Etat post-colonial. Cette fièvre politique du printemps 1965 retombe néanmoins subitement après l'introduction du *Sessional Paper* n°10 "*On African Socialism and Development planning in Kenya*". Ce coup politique de Tom Mboya, qui définit ainsi la ligne économique à suivre dans le pays, reçoit rapidement le soutien public du Président face auquel il devient de plus en plus difficile de s'opposer.

Ce document, censé expliquer le socialisme africain guidant le régime, illustre en fait son attachement à la propriété privée et à l'économie de marché. Oginga Odinga, Achieng'Onoko, Paul Ngei s'y déclarent finalement favorables et semblent suffisamment en danger pour renouveler inlassablement leur fidélité au chef de l'Etat et laisser passer la tempête politique qui vient de les toucher. De plus, l'une des plus dramatiques sécheresses qu'ait connue le pays met fin pendant quelques mois à l'agitation parlementaire, pour focaliser les attentions sur la famine qui touche certains districts. Paul Ngei, ancien directeur du *Maize Marketing Board*, Ministre des Coopératives et de la commercialisation des produits agricoles sous la tutelle de laquelle se trouve l'agence de commercialisation du Maïs désormais dirigée par Ronald Ngala, est placé sous les feux de l'actualité, défendant et expliquant l'action de son administration pour faire face aux pénuries.

Pendant tout le printemps, Ngei s'est tenu à l'écart de la tempête qui a frappé les leaders radicaux. Il ne s'est fait remarquer que par son activisme ministériel à propager le développement coopératif dans le pays, sillonnant les provinces d'est en ouest. Il insiste sur la nécessité d'une bonne gestion de ces institutions destinées à être le moteur du développement rural dans le plan quinquennal de développement lancé au début de l'année. Installé dans ses fonctions ministérielles, il rivalise de compétence

pour attirer vers lui l'attention dont a bénéficié Ngala Mwendwa, en négociant avec succès l'accord tripartite sur les salaires et l'emploi entre le gouvernement, le secteur privé et le secteur public, et en assistant Tom Mboya dans la réduction à néant de toute autonomie syndicale. L'attention de la presse sur Ngei et son activisme parlementaire à répondre aux questions des *backbenchers* se retourne cependant contre lui à la fin de l'année. A la suite de la révélation de la participation de certains hommes politiques et fonctionnaires au marché noir qui s'est développé avec les pénuries, une commission d'enquête est créée pour faire la lumière sur les raisons de l'absence de tout stock dans le pays et sur les conditions précises de gestion de la filière maïs. Dès janvier 1966, Ngei se trouve incriminé et Jomo Kenyatta le suspend du gouvernement, le temps pour la commission d'achever son enquête. Alors que le pays est à nouveau agité par la lutte entre Oginga et Tom Mboya, Paul Ngei se trouve dans la position très délicate d'être soumis avec sa famille à un interrogatoire qui révèle en détail la nature de ses activités politiques à la tête du Ministère des coopératives.

2. Le scandale du maïs (1965-1966).

L'interrogatoire auquel est soumis Paul Ngei pendant les auditions de la commission d'enquête sur les pénuries de maïs a sans doute été pour le leader de Kangundo une expérience des plus humiliantes. Charles Njonjo sera sans doute le seul autre grand leader politique du pays à être soumis à la même inspection en 1983, révélant avec beaucoup plus de détails comment se construit dans le Kenya contemporain un système de pouvoir. L'interrogatoire auquel est soumis Paul Ngei est beaucoup moins riche. Ngei n'est pas un personnage-clé de l'appareil d'Etat comme le deviendra Njonjo et le Kenya est encore dans ces premiers balbutiements d'indépendance. Les éléments révélés au cours de l'enquête permettent néanmoins de saisir concrètement ce que représente une entreprise politique dans le Kenya des années soixante pour un certain nombre de membres du Cabinet ne faisant pas encore partie du cercle rapproché des détenteurs du pouvoir, mais tentant de s'inscrire dans l'un des grands réseaux cherchant à en faire la conquête. Deux éléments-clefs ressortent finalement de ces auditions : premièrement, la quête désespérée d'accumulation, d'argents, de moyens financiers que demande de plus en plus la compétition politique; et deuxièmement, l'implication nécessaire de la famille élargie de l'entrepreneur dans cette quête pour le pouvoir. En 1965, l'entreprise politique de Paul Ngei ne compte pas seulement la mère du leader de Kangundo qui dirige *Mbai Sya Eitu*, mais aussi au moins ses deux femmes et son frère. Pour analyser les différents éléments soulevés lors de ces auditions, nous utiliserons le rapport de la commission publié en juin 1966 et les comptes-rendus quotidiens des délibérations dans la presse, l'*East African Standard* publiant avec grande satisfaction le détail des malversations de celui qui voulait encore en 1964 représenter les paysans sans terre et qui, moins d'un plus tard, contribue à provoquer une famine mortelle pour de nombreuses familles de son propre district.

Nous présenterons la succession des délibérations en essayant de suivre strictement l'ordre chronologique des événements, en les plaçant en parallèle avec ces deux grands événements de la vie politique kényane que sont la conférence de Limuru et la création du KPU et sur lesquelles l'ancien flamboyant leader de l'APP reste muet.

-Une entreprise familiale.

Jusqu'au milieu du mois de février 1966, Paul Ngei n'a pas à faire face à des attaques personnelles, seule sa gestion du secteur en tant que Ministre de tutelle est mise en cause au Parlement. Il n'a pas encore été interrogé par la commission, mais après la nomination de celle-ci, que Jomo Kenyatta transfère Ngei au Ministère subalterne des affaires sociales et communautaires et nomme son grand rival, Ngala Mwendwa, à la tête du Ministère du développement coopératif sous la tutelle duquel se trouve le *Maize Marketing Board*, désormais dirigé par un autre rival de Ngei, Ronald Ngala.

Le 18 février, la une de l'*East African Standard* fait éclater l'affaire. Des sénateurs demandent officiellement la suspension de Paul Ngei du gouvernement, révélant que des familles entières sont mortes de faim dans le district de Machakos alors que 6000 sacs de maïs étaient entreposés à Kangundo dans les silos de la compagnie *Uhuru Millers*, appartenant à l'ancien Ministre. Le directeur exécutif du *Maize Marketing Board* demande par ailleurs publiquement le même jour que l'ancien directeur rembourse les £ 1600 prêtés sans intérêt pendant qu'il occupait ses fonctions de directeur³⁰. Le lendemain, certains éléments des auditions de la commission d'enquête sont révélés dans la presse. Le Ministre de tutelle du MMB aurait, dès sa prise de fonction, donné l'ordre à l'agence de nommer comme seul intermédiaire pour la revente du maïs dans le pays, *Parjen Ltd*, une compagnie enregistrée depuis seulement deux semaines. L'un des directeurs de *Parjen Ltd*, William Kasyoka, n'est autre que le propre frère du Ministre. A la tête du MMB, le Ministre aurait également nommé sa deuxième femme secrétaire personnelle, alors que la compagnie *Emma Stores* à Tala, dirigée par sa première femme, aurait connu un traitement privilégié. *Uhuru Millers*, la compagnie ayant obtenu le monopole de la distribution du maïs dans le pays devrait par ailleurs toujours £ 6000 au MMB. Le Ministre se serait par ailleurs rendu coupable de marché noir en complicité avec un ou deux Commissaires de Région spéculant sur le grain et exportant illégalement du maïs en Tanzanie et en Ouganda³¹. Quelques jours plus tard, les révélations continuent. Tout au long de l'année 1965, *Emma Stores*, la compagnie appartenant à Emma Ngei, aurait obtenu des livraisons hebdomadaires de 2000 sacs de maïs alors qu'aucun autre redistributeur n'était capable d'en obtenir dans le district de Machakos³². Le lendemain Jomo Kenyatta suspend Paul Ngei du gouvernement pour faciliter la poursuite des auditions de la commission d'enquête sur le maïs³³.

Parallèlement, la vie politique kényane ne se relâche pas. Le 10 mars, Tom Mboya, Secrétaire Général de la KANU, présente à la presse une nouvelle constitution du parti qui doit être entérinée quatre jours plus tard, lors d'une réunion extraordinaire des délégués de district à Limuru. Jomo Kenyatta soutient cette initiative. Le poste de Vice-Président disparaît et tous les pouvoirs sont désormais placés entre les mains du Secrétaire Général. A Limuru, la nouvelle constitution du parti est entérinée et chaque région élit son Vice-Président. Jeremyah Nyagah, le leader d'Embu représente la région de l'Est et William Malu qui vient de faire son entrée au Parlement, est élu trésorier-adjoint du parti au niveau national. Oginga Odinga, Achieng'Oneko, Bildad Kaggia, Paul Ngei et tous les autres membres du parti apparentés au mouvement "radical", demandant une autre politique foncière, sont

³⁰ *East African Standard*, 18/2/1966.

³¹ *East African Standard*, 19/2/1966.

³² *East African Standard*, 23/2/1966.

³³ *East African Standard*, 24/2/1966.

exclus des postes de responsabilités³⁴. Dans la presse, Paul Ngei est rapporté avoir assisté à une réunion organisée par Oginga Odinga pour le lancement d'un nouveau parti. Le lendemain matin, Ngei apporte néanmoins un démenti catégorique à cette allégation, il se trouvait par hasard dans les couloirs du Parlement où se tenait cette réunion mais il n'y a pas participé. La même édition de l'*East African Standard* rapporte parallèlement qu'*Emma Stores* a revendu tout au long de l'année 1965 chaque sac de maïs Ksh 48 alors que le prix officiel du marché était de Ksh 42³⁵.

Pendant quelques jours, Paul Ngei semble être muselé par les révélations de malversations qui s'abattent sur son nom alors que certains de ses anciens compagnons de l'APP, John Malinda, le secrétaire de la branche de Machakos de la KANU, Simeon Kioko, le député de Machakos Est, et le sénateur J.M. Nthula, rejoignent avec J.D. Kali, le nouveau parti lancé par Oginga Odinga, la *Kenya People's Union*. Les révélations du conseiller R. S. Mbondo, lors des auditions de la commission, ridiculisent en effet la famille Ngei. Distributeur de maïs lui-même, R. S. Mbondo souligne qu'alors qu'il était impossible d'obtenir les sacs, le frère aîné de Paul Ngei, William Kasyoka, qui gère également un bar à Tala, pouvait obtenir quotidiennement 15 sacs même s'il n'était pas sur la liste des distributeurs enregistrés dans le district. Ces derniers étaient de plus à la même époque rationnés à cinq sacs pour deux cents personnes. Même le *District Commissioner*, Isahia Cheluget, qui tenta d'organiser une réunion de conciliation entre Emma Ngei et les autres distributeurs du district, proposant de lui allouer la moitié de la distribution alors que l'autre moitié serait partagée par les autres intermédiaires, ne parvint pas à faire plier la femme du Ministre. De plus, afin d'accroître encore ses stocks, les sacs d'Emma Ngei étaient en partie vidés avant d'être revendus au tarif usuel de sacs de 50 Kg. Celle-ci revendait chacun Ksh 48 plus Ksh 0.20 pour l'utilisation de la brouette lors de chaque aller et retour pour le transport des sacs vers la meunerie *Uhuru Millers*, appartenant également au couple. Le maïs acheté chez *Emma Stores* devait obligatoirement être concassé chez *Uhuru Millers*, ou il en était fini de l'approvisionnement. Le prix du concassage de Ksh 3 le sac était néanmoins normal. Emma revendait également la farine à un réseau de femmes qui pouvaient ainsi la revendre plus cher sur le marché de Tala et dans leurs *locations*.

Enfin, fin mars, Ngei est accusé d'avoir délivré illégalement des permis de transport du maïs à travers le pays et d'avoir ainsi favorisé une compagnie dirigée par un autre de ses frères, *Mutisya Transport Co*³⁶. Mis en cause quelques jours plus tard dans le procès d'un responsable d'une coopérative de l'ouest du pays l'accusant de s'être fait verser K£ 2 250 pour ses menus frais, il est obligé de présenter publiquement la liste de ses avoirs. Ceux-ci ne semblent pas très élevés. Paul Ngei déclare en effet posséder : une ferme de production de poulets ; une station-service sur le marché de Tala ; un camion qui aurait servi au marché noir et à l'échange de

³⁴ La nouvelle composition de l'Etat-major du parti est la suivante : Président : Jomo Kenyatta; Vice-Présidents : région de la vallée du rift, Daniel arap Moi; région côtière, Ronald Ngala; région de l'est, Jeremiah Nyagah; région centrale, James Gichuru; région de Nairobi, Mwai Kibaki; région de l'ouest, E. Kasakhala; région du nord-est, E. Jubat; région de Nyanza, Lawrence Sagini; Secrétaire général : Tom Mboya; Secrétaire-général adjoint : Robert Matano; Trésorier national : Justus ole Tipis; Trésorier national adjoint : William Malu; Secrétaire national à l'organisation : N. Munoko; Secrétaire national adjoint à l'organisation : Jesse Gachago. *East African Standard*, 14/3/1966.

³⁵ *East African Standard*, 15/3/1966.

³⁶ *East African Standard* 18/3/1966.

sisal contre du maïs chargé à Kisumu ; une Mercedes ; une Land-Rover; *Uhuru Millers* et *Emma Stores*. Au total, peu de chose quand un Ministre membre du Cabinet doit distribuer de façon hebdomadaire plusieurs centaines de Ksh lors des réunions *Harambee* qui commencent à être organisées à un rythme de plus en plus soutenu dans le pays. La ressource politique centrale nécessaire à la croissance de son entreprise politique est l'argent, qui lui permet de fidéliser toujours plus de soutiens, lui de conquérir toujours plus de pouvoir et enfin de s'enrichir personnellement. Or, Paul Ngei, qui a été emprisonné pendant neuf ans, semble aussi démuné que le légendaire Bildad Kaggia. Mais à la différence de Bildad Kaggia, il ne semble pas pouvoir s'accommoder d'un ascétisme radical. Paul Ngei veut défendre les paysans sans terre mais il veut aussi devenir un *big man*. Il ne souhaite pas limiter l'accès à la richesse, il souhaite le maintien d'un système politique où chacun peut avoir par son travail et son mérite, accès à une richesse qui ne sera pas, dès lors, reproduite et concentrée uniquement entre quelques mains, entre quelques grands propriétaires fonciers. Lui, il a passé ses jeunes années en prison et estime avoir droit à la richesse en raison des sacrifices qu'il a faits pour son pays. Cette intime conviction du droit à l'accumulation, du retour légitime que lui doit le pays pour lequel il s'est battu et pour lequel il a été emprisonné est l'une des caractéristiques constantes de la personnalité de Ngei, qui veut vivre de son combat pour l'indépendance, comme les combattants Mau Mau devraient pouvoir le faire.

-Victime d'une manipulation politique.

Mais outre cette orgueil probablement démesuré, Paul Ngei semble à nouveau révéler au cours de ses auditions le problème qu'il entretient avec l'argent, la fragilité financière qui semble être en permanence sa hantise et qui le pousse à commettre des indécidables avec ses collègues ministres. Le rapport de la commission d'enquête publié en juin 1966 tente de faire la clarté sur les allégations portées contre lui et se révèle à cet égard plus explicite. Reprenant point par point les allégations portées contre l'ancien Ministre, le rapport confirme tout d'abord l'implication systématique des femmes et des frères de Ngei dans des affaires pouvant bénéficier de sa position ministérielle. Sa seconde femme a bien été embauchée comme secrétaire personnelle au MMB le 23 octobre 1963³⁷. *Uhuru Millers*, la compagnie de sa première femme, Emma, a bien bénéficié d'un régime de faveur dans l'approvisionnement en sacs de maïs du MMB et de permis de transports lui permettant de revendre ces sacs dans une zone allant de Kiambu à Kibwezi. *Uhuru Millers* a par ailleurs acheté directement des sacs de maïs aux producteurs et les a revendus sans passer par le MMB, lui faisant ainsi perdre quelques Ksh 100 000 qu'il aurait dû lui réclamer. *Emma stores*, l'autre compagnie d'Emma Ngei, s'est bien attribuée le monopole de la distribution du maïs dans le district de Machakos malgré les plaintes du *District Commissioner*, Isaiah Cheluget, transmises au *Provincial Commissioner*. C'est d'ailleurs ce refus de partager ce monopole qui semble avoir fait éclater l'affaire au Parlement. Hésitant à s'en prendre directement à un Ministre du Cabinet, le DC de Machakos et le PC de la région ont demandé à William Malu d'informer de la situation une "autorité supérieure", et c'est celle-ci qui apporta l'impulsion décisive pour que l'affaire soit portée au grand jour. Le rapport de la commission semble ainsi indiquer de façon précise que le secrétariat général de la Présidence, voire Jomo Kenyatta lui-même,

³⁷ Les développements suivants se fondent sur : Republic of Kenya, *Report of the Maize commission of Inquiry*, Nairobi, Government Printer, June 1966, Chapitre 12.

furent consultés dans cette affaire, et que celui-ci décida de mettre Paul Ngei sur la sellette alors que quelques jours plus tard, Tom Mboya présentait son plan de réforme de la KANU et convoquer la conférence de Limuru. Mais Ngei semble également s'être montré indélicat avec le Ministre d'Etat en charge de la sécurité intérieure, le tout puissant Mbiyu Koinange. Alors qu'à la sortie d'une réunion du cabinet, Koinange aurait demandé à Ngei de lui obtenir une cinquantaine de sacs de maïs pour ses poulets, le rapport indique que Ngei lui aurait surfacturé la commande. Une indélicatesse qui assurément n'a pas enclin le bras droit de Kenyatta à défendre le leader de Kangundo.

Paul Ngei, comme le confirme le sentiment de nos informateurs de Kangundo, aurait été en fait victime d'une machination politique orchestrée par Tom Mboya. Ce sentiment d'injustice, quelle que soit la réalité des malversations, vient également du fait que Ngei a été le seul homme politique ayant été mis en cause individuellement dans la crise du maïs. En effet, le rapport dénonce le lobbying des hommes politiques locaux qui, dans tout le pays, ont essayé d'utiliser la commercialisation du maïs comme une ressource de patronage, de contrôler ou d'orienter sa distribution, réussissant comme Ngei, à faire attribuer quelques dizaines de sacs aux membres de leur famille proche ou élargie, et à leurs amis à leurs relais politiques locaux. Mais le détail des faveurs attribuées à la compagnie *Parjen Ltd* montre également à quel point, Ngei semble avoir été la cible de cette commission d'enquête, moins pour les malversations commises, qui ont cependant coûté la vie à de nombreuses familles dans le district, que pour l'affaiblir dramatiquement alors que l'une des grandes manœuvres politiques des années soixante se mettait en place. Attendant les résultats de la commission d'enquête qui ne seront publiés qu'en juin, Ngei courait un grand risque s'il avait voulu rejoindre le KPU. Les accusations formulées à son encontre comme organisateur d'un marché noir ayant provoqué la famine dans un district, auraient pu l'envoyer devant les tribunaux. Les faveurs d'une agence para-étatique accordées à une compagnie dirigée par des membres de la famille élargie d'un Ministre étaient vraisemblablement devenues une pratique courante au Kenya dès 1964. D'ailleurs, le frère de Ngei n'est pas seul à siéger au conseil d'administration de *Parjen Ltd*. La compagnie a obtenu le monopole de la distribution du maïs dans les provinces centrale, côtière et le reste de la province de l'est. Le frère du Ministre des travaux publics D. Mwanyumba et la femme du nouveau Vice-Président de la KANU pour la province de l'ouest, E. Kasakhala, siègent à ses côtés. Ni l'un ni l'autre n'ont été inquiétés.

Suzanne Mueller rapporte également une anecdote qui semble confirmer l'hypothèse d'un piège dans lequel serait tombé le leader de Kangundo. Thomas Okelo Odongo, l'un des leaders de Nyanza soutenant Oginga Odinga lui a confié que Ngei s'était engagé au lendemain de la conférence de Limuru à rejoindre le KPU, avec certains de ses lieutenants de l'APP. Apprenant la nouvelle, *Mzee* aurait dépêché Charles Njonjo chez Ngei au petit matin pour lui confier qu'il était extrêmement fâché de son ralliement au KPU car il avait gardé un siège pour lui au sein du Cabinet comme Ministre du Logement³⁸. N'ayant pas rejoint le KPU, Ngei devint en effet Ministre du Logement, en mai 1968. Mais sa période de purgatoire dura encore plusieurs mois. Se sentant vraisemblablement piégé, le leader de Kangundo ne fit cependant pas campagne contre ses anciens collègues de l'APP ayant rejoint le KPU. Kioko et Nthula, malgré les pressions de l'administration, réussissent ainsi à être

38

Mueller (S.), *Political parties in Kenya*, op. cit., p. 241.

réélus en juin 1966 sous la bannière du KPU en utilisant à bon escient le nom de Ngei. Le KPU ne représente cependant plus au Parlement qu'une opposition limitée, qui est exclue de toute position de pouvoir et ne représente alors plus aucun danger pour l'alliance conservatrice au pouvoir.

Le grand combat factionnaliste qui agite désormais les élites de la KANU tourne autour de la succession de Jomo Kenyatta, qui a eu un léger incident cardiaque au cours de l'année 1967, et sur la menace que représente Mboya pour la famille Kenyatta et les élites de Kiambu. Ngei se retrouve fermement attaché au camp opposé à Mboya.

B. Une implantation locale imparfaite (1966-1969).

Les accusations de William Malu contre Paul Ngei, selon lesquelles celui-ci soutiendrait officieusement les activités du KPU dans le district, ne survivent pas à l'année 1966. Dès 1967, le leader de Kangundo s'illustre au Parlement comme l'un des plus fidèles défenseurs du gouvernement, se rangeant même avec la faction située au coeur de l'Etat Kenyatta : les grands patrons de Kiambu. Paul Ngei défend ardemment ce qui est dénoncé comme étant la "kikuyuisation" de l'Etat, la concentration des pouvoirs présidentiels, ou d'autres mesures économiques qui le placent désormais dans le camp des ultra-conservateurs s'attaquant même aux *backbenchers* radicaux de la vallée du rift, Mark Mwithaga ou J.M. Kariuki. Ce revirement spectaculaire ne peut être compris qu'à travers une analyse de la position locale de Ngei à Kangundo et dans le district de Machakos. En effet, si l'Etat Kenyatta se fonde sur une formation sociale incluant la plus large coalition des élites du pays, l'appareil administratif construit sous la colonisation constitue l'autre armature de l'Etat, à laquelle les hommes politiques sont confrontés dans les districts et dans leurs circonscriptions. On ne saurait analyser le succès d'une entreprise politique sans tenter de cerner quels sont ses rapports avec l'administration provinciale.

L'administration provinciale gère au quotidien la vie des districts, et détermine en grande partie les rapports que l'Etat entretient avec la société. En effet, entre 1964 et 1969, l'administration provinciale a repris le flambeau légué par l'administration coloniale. Les commissaires de province et de district, rétablis dans leur fonction avec l'avènement de la République, se sentent bien souvent emprunt d'une mission envers les populations dont ils ont la charge. Souvent plus éduqués que les hommes politiques, convaincus qu'ils disposent des savoirs techniques nécessaires à la modernisation des zones rurales, ils concentrent également suffisamment de pouvoirs pour se défier d'une classe politique qui, comme sous la colonisation, est considérée comme un parasite, un mal nécessaire dont il faut s'accommoder.

Dès la fin de l'année 1963, l'administration provinciale a commencé à contrôler toutes les activités locales. Les DC et PCs sont responsables de la perception des taxes, de la gestion des projets de développement ; ils sont présidents des *Divisional Land Boards*, en charge des transactions foncières, et centralisent les activités des services de police, de renseignement, et de sécurité intérieure. L'avènement de la République a rétabli leurs titres, et surtout leur lien direct avec le chef de l'Etat envers lequel ils sont seuls responsables. Jomo Kenyatta est particulièrement attentif aux relations qu'il entretient avec ses commissaires de provinces. Ne pouvant être suffisamment disponible pour entretenir des relations continues avec eux, il crée, au cours de l'année 1966, un Ministère d'Etat au sein du secrétariat général à la Présidence chargé de rester en permanence à leur écoute³⁹. Ce Ministère est confié au fidèle Mbiyu Koinange.

Dans les districts, les représentants de l'administration devinrent les hommes du Président, en charge de promouvoir le développement du pays et de mettre en place les mesures fixées par le Ministère du plan (*Ministry of Economic Planning and development*) dirigé par Tom Mboya à partir de 1965. Son africanisation s'est en effet déroulée extrêmement rapidement. En mai 1964, cinq mois après l'indépendance, six

³⁹

Gertzel (C.), "The provincial administration in Kenya", art. cité, p. 204.

des sept "civil secretaries" (commissaires de province sous la constitution de 1963) étaient déjà africains⁴⁰. Mais comme le souligne John Okumu, le prestige et la mission dont se trouvaient emprunts les commissaires de province, commissaires de district, et officiers de district furent également confortés par le maintien scrupuleux de la grille de salaires et des privilèges sociaux accordés aux administrateurs expatriés sous la colonisation. Un PC ou même un DC après l'indépendance était sans aucun doute mieux loti que nombre de jeunes ministres ou secrétaires d'Etat. Les salaires des hauts fonctionnaires kényans étaient si élevés comparés aux autres rangs de l'administration que ce point précis devint un enjeu du débat politique lors de la campagne du KPU en 1966 et donna lieu à la création d'une commission d'enquête parlementaire⁴¹. Eliud Mahihu, le PC de la province de l'Est, et Isaiah Cheluget, le DC du district de Machakos n'avaient vraisemblablement que du mépris pour Paul Ngei au point qu'ils informèrent son ennemi William Malu du moindre détail de ses affaires dans le district et sur le marché de Tala. Dès 1964, les relations entre Paul Ngei et l'administration provinciale avaient en effet été teintées de méfiance, d'autant que celui-ci était sans aucun doute tenu pour responsable des exactions, de l'indiscipline et de l'indocilité des troupes qui avaient fait son succès, *Mbai Sya Eitu* et les squatters et paysans sans terre. Entre 1964 et 1969, le Kenya connaît ainsi une rivalité féroce entre ses hauts fonctionnaires, liés personnellement au chef de l'Etat, et les hommes politiques qui dénoncent les pouvoirs indus conférés à des hommes qui n'ont pas été élus. L'accès au chef de l'Etat est dès cette époque une ressource politique déterminante, concurrente de la légitimité des suffrages. La présidentialisation du système kényan, les pouvoirs conférés à l'administration provinciale et l'éthos dont ceux-ci sont imprégnés placent les DC et DO comme les concurrents directs des hommes politiques dans les zones rurales.

1. Kangundo et la formation de l'Etat Kenyatta.

Les rapports annuels du nouveau commissaire du District de Machakos nous offrent à nouveau un panorama intéressant de la situation politique, économique et sociale du district et des relations entre les hommes politiques et l'administration. Nous n'avons pu les exploiter au-delà de l'année 1966⁴², mais il est intéressant de noter combien l'appréhension des informations et le ton des commentaires sont similaires à ceux des années précédentes⁴³. Deux questions préoccupent fortement l'administration provinciale au milieu des années soixante: celle des paysans sans terre et celle du développement agricole du district.

-Le desserrement démographique des hautes terres.

Le bilan des plans de repeuplement dans le district semble être un échec total. La terre de la plupart des grandes domaines a été rachetée par le *Central Land Board* puis revendue à des coopératives, mais ces transferts de propriété n'ont en rien résolu le problème des paysans sans terre. Toutes les transactions semblent avoir été opérées

⁴⁰ Okumu (J.J.), "The socio-political setting", in Hyden (G.), Jackson (R.); Okumu (J.J.), *Development administration, op. cit.*, p. 37.

⁴¹ *Ibid.*, p. 38-39.

⁴² Les archives administratives ne peuvent être consultées au Kenya que trente ans après leur dépôt.

⁴³ KNA, MDAR (1962-1966), PC/EAST.1/3/1.

très vite. Dès la fin de l'année 1963, les ranches de Lukenya, Koma Rock et Kamuthanza ont été transférés à des associations de capitaux, poursuivant le même type d'élevage en coopératives. Mais comme le déplore le DC, ces coopératives ne sont accessibles qu'aux plus riches. Seule une mince partie des terres des Mua Hills peut être revendue en parcelles individuelles. Devant ces transferts à de nouveaux propriétaires indiens ou africains, de ce qu'ils considèrent comme leurs terres, les squatters tentent souvent de résister aux expulsions. Le pâturage illégal est également devenu, selon le DC, totalement incontrôlable et ce sont maintenant les membres africains des coopératives qui demandent l'expulsion des squatters et l'intervention des troupes paramilitaires du *General Service Unit* (GSU) pour garantir leur propriété.

Le DC rappelle également que la déception est grande parmi les paysans sans terre de ne pouvoir accéder aux domaines de la vallée du Rift. L'ouverture des plans de peuplement s'organise en effet par province, même si quelques zones comme les *Shimba hills* de la province côtière, font exception. Progressivement, tout le sud du district, les anciennes terres de la couronne (*Crown Lands*) attribuées à l'Etat indépendant (*Trust Lands*) est ouvert au peuplement et au pâturage en ranchs coopératifs. Cent cinquante familles ont ainsi déjà pu accéder au plan de Konza dans le sud du district en 1963, mais la prise de possession populaire des anciennes terres de la couronne n'attend pas le consentement de l'administration provinciale. Les collines de Chyulu finalement attribuées au district lors de la redéfinition des frontières en 1963 ont fait rapidement l'objet, selon l'expression heureuse de Philip Mbithi, d'un "peuplement spontané"⁴⁴. L'entêtement des squatters à rester sur les anciens domaines des terres blanches et la prise de possession spontanée des *Trust Lands* par les paysans sans terre, nourrit cependant une hostilité latente entre Paul Ngei et l'administration provinciale, qui le soupçonne de couvrir l'insécurité croissante qui règne dans le district en raison de l'activisme des paysans sans terre.

En effet, en janvier et février 1964, plusieurs procès retentissants dénoncent la formation de groupes clandestins de paysans sans terre organisant le vol du bétail des domaines de Koma Rock. Les condamnés déclarent avoir prêté un serment sous l'influence des hommes d'une organisation clandestine, *Kyama kya Nyumba*, "le parti de la maison", qui les contraint lors d'une cérémonie que le magistrat local "ose à peine décrire", à voler le bétail et les avoirs des colons encore présents. Le spectre des opérations Mau Mau dans le district est soudain ravivé, et C. Grenville-Gould, le magistrat en charge du tribunal de Machakos, s'illustre par des tirades retentissantes contre "les forces du mal" que représente cette convocation sordide des rituels et superstitions tribales kamba⁴⁵. Systématiquement lors des délibérations, le magistrat insiste également sur l'origine géographique certaine de ces prestations de serment :: Kangundo et Yatta, les circonscriptions de Ngei et Gideon Mutiso. Parallèlement, les infractions aux réglementations du pâturage sur les domaines des colons ou sur les nouveaux ranchs coopératifs établis pour leur succéder, semblent prendre des proportions incontrôlables⁴⁶. A plusieurs reprises, le commissaire de district organise l'expulsion musclée des squatters des collines de Chyulu ou des domaines désormais devenus la propriété des élites africaines du district. Carolyne Barnes et Philip Mbithi ont ainsi analysé en détail trois cas de "peuplement spontané" dans le district de

⁴⁴ Barnes (C.), Mbithi (P.M.), *The spontaneous settlement problem in Kenya*, Nairobi, EALB, 1975.

⁴⁵ Cf. notamment les extraits des jugements publiés dans l'EAS, 03 et 04/02/1964.

⁴⁶ *East African Standard*, 27/7/1964.

Machakos entre 1960 et 1969⁴⁷. Deux d'entre eux sont particulièrement pertinents pour notre propos, car ils concernent des zones se trouvant près de Kangundo, dans la zone nord du district autour de la colline de Koma Rock et près du plateau de Yatta : ce sont les zones de Ngoliba et du grand domaine caféier de Muka Mukuu. Entre 1963 et 1965, aucune des négociations ou expulsions brutales organisées par les gérants des domaines de Ngoliba ou de Muka Mukuu avec l'aide des troupes du GSU ne parviennent à faire partir les anciens squatters et ouvriers des domaines qui considèrent désormais cette terre comme leur⁴⁸. Ils sont plus de 800 familles à Muka Mukuu, dont Ngei a souvent pris la défense auprès de l'administration, intervenant même au Parlement, en septembre 1963, contre l'opération violente organisée par le GSU. Finalement, 500 000 acres de terres de la couronne sont attribuées à l'ouverture de nouvelles zones de peuplement dans le sud du district en 1964 à Darajani (14 000 acres), Lower Makueni (215 000 acres) et Nord Yatta (275 000 acres)⁴⁹. Ils sont intégrés en partie à l'ouverture de nouveaux ranchs puis, en 1966, aux "*Wananchi Haraka settlement schemes*", destinés à soulager la pression des paysans sans terre mais également à entériner des "peuplements spontanés" jusque là incontrôlés⁵⁰.

A Kangundo, la réaction des paysans sans terre face à l'ouverture de ces nouveaux plans de peuplement semble avoir été mitigée. En effet, de nombreux témoignages révèlent une certaine amertume à l'égard des promesses de Paul Ngei. Celui-ci avait promis que l'accès à la terre serait gratuit et ce sont les *big men* du district qui en ont profité. David Ngusya raconte cet épisode de l'histoire locale avec cynisme. Né à Matungulu, son père n'avait pas assez de terres pour lui et ses trois frères à la fin des années cinquante. Ayant commencé sa carrière d'enseignant depuis quelques années, il vint s'installer sur l'autre versant des collines de Kangundo, à Kakuyuni en 1958, alors que l'un de ses frères s'installait dans la *sub-location* voisine de Kavilinguni pour gérer le commerce qu'il venait d'ouvrir sur le marché de Kakuyuni. Avec son frère, David Ngusya a pu acheter deux parts dans la société coopérative de Koma Rock en 1961 et ainsi obtenir deux parcelles de 50 acres chacune, pour faire paître un troupeau destiné pour moitié à la *Kenya Meat Commission* installée à Athi River, et pour l'autre moitié à produire du lait revendu aux *Kenya Cooperative Creameries (KCC)*, l'agence en charge de la commercialisation des produits laitiers. Avec sa centaine d'acres, David Ngusya a entretenu et engraisé un troupeau modéré d'une quarantaine de bêtes mais garantissant de bons revenus. Les affaires étaient si bonnes qu'en 1964, il investit dans un autre ranch coopératif, Drumvale, de l'autre côté de la rivière Athi, fondé lorsque le colon sud-africain qui possédait le ranch est parti du pays⁵¹.

Dès la fin de l'année 1963, le ranch de Koma Rock et de Lukenia voisins de Kangundo, sont ainsi passés entre les mains de coopératives contrôlées par des intérêts africains. Ceux qui ont cru dans les promesses de Ngei sont bien trompés. David Ngusya, instituteur de Matungulu, a ainsi acheté ses parts dans le ranch de Koma Rock, dont font aussi partie les trois frères Mulli, et en a perçu régulièrement les dividendes, accroissant ses parts et son troupeau en cas de départs d'autres membres. En 1964-65, la leçon semble avoir été comprise avec amertume. Paul Ngei

⁴⁷ Barnes (C.), Mbithi (P.M.), *The spontaneous settlement problem in Kenya*, op. cit.

⁴⁸ *Ibid.*, p. 137-141.

⁴⁹ KNA, MDAR (1962-1966), PC/EAST.1/3/1.

⁵⁰ *Ibid.*

⁵¹ David Ngusya, Kakuyuni, 23/06/1995.

est entré au gouvernement, mais l'accès à la terre n'est pas gratuit et nombre de squatters sont maintenant obligés d'abandonner les parcelles fertiles des zones arrosées de Koma ou Lukenia pour être sûr d'obtenir un titre de propriété ou même un simple droit d'occupation⁵² dans les zones semi-arides du sud du district.

Espérant s'installer sur les terres des domaines voisins, ils doivent en fait partir dans le sud du district vers Darajani, Lower Makueni, Chyulu ou dans les Shimba Hills du district de Kwala. Gideon Mutiso, l'ancien syndicaliste et secrétaire général de la *New Akamba Union*, qui occupe le siège de Yatta, comprend vite l'intérêt des *Wananchi haraka settlement schemes* pour construire sa base politique. Il a enraciné sa popularité dans la distribution des terres du plateau de Yatta qu'il organisa lui-même après 1966, en affrétant des transporteurs pour aller chercher des familles à Kangundo et les installer⁵³. A la fin des années soixante, le problème des squatters du district de Machakos n'a pas été fondamentalement résolu, mais plutôt transféré dans les zones sud du district. Il reste bien sûr encore des poches de familles déplacées et survivant sur les franges des domaines africains dans les divisions nord, mais l'ouverture du sud du district et du plateau de Yatta a permis un desserrement démographique de ces divisions vers le sud et le plateau de Yatta. Quelles que soient les réglementations strictes de pâturages qui ont été produites, les familles se sont souvent installées sans acheter la terre, ne faisant ainsi que déplacer géographiquement le problème. On peut constater ce desserrement en comparant les chiffres des recensements par *locations* entre 1962 et 1969⁵⁴. Aucune des quatre *locations* de Kangundo (Kangundo, Matungulu, Mwala, Mbiuni) n'a connu un accroissement démographique comparable à la moyenne nationale ou même à la moyenne du district de Machakos. Selon les chiffres, la population de ces *locations* n'a pas progressé, ou très peu (8% pour Matungulu), signe probable d'un desserrement démographique vers Yatta, le sud du district ou vers les Shimba Hills.

L'impact de ces migrations sur l'entreprise politique de Paul Ngei est difficile à apprécier. Celui-ci semble perdre un électorat privilégié à Kangundo mais voit également cet électorat investir d'autres régions du district et y constituer d'autres bases de soutien. Sans que nous ayons pu l'établir de façon certaine, Ngei n'est sans doute pas resté inactif dans l'organisation de ces plans de repeuplement et a pu en tirer une source de légitimité à l'échelle du district. En 1963, malgré sa nomination à la tête du *Maize Marketing Board*, il s'est élevé personnellement contre la violence des expulsions des familles dans les *Kyulu Hills*, à Ngoliba ou à Muka Mukuu, par le GSU. Les députés de l'APP qui l'ont suivi à la KANU se sont par ailleurs lourdement investis dans le repeuplement des paysans sans terre dans leur circonscription. Gideon Mutiso à Yatta mais aussi et surtout, Julius Kyengo Ndile à Makueni ont été les artisans et les organisateurs locaux de ce repeuplement. Ces mouvements de populations semblent ainsi avoir une double conséquence. Ils ont pu affaiblir l'entreprise politique de Ngei dans sa circonscription de Kangundo mais, à l'inverse, le renforcer au niveau du district, apportant de nouveaux soutiens à ses hommes, contre

⁵² Les *Wananchi haraka settlement schemes* ne donnent pas accès à la propriété. Ils permettent au paysan sans terre de s'installer gratuitement pendant cinq ans au terme desquels il doit ou acheter la terre occupée ou quitter les lieux. Cf. Barnes (C.), Mbithi (P.M.), *The spontaneous settlement problem in Kenya*, op. cit.

⁵³ Stephen Savano Maveke, Tala, 10/04/96

⁵⁴ Cf. annexe 4 pour les valeurs absolues.

ceux de William Malu. A l'inverse, le développement du secteur coopératif autour de la caféiculture se révèle largement hostile à l'entreprise politique de Ngei.

-Le développement des coopératives caféières.

Ngei s'est fait l'avocat à Kangundo du développement coopératif et surtout de la production caféière, en passe de devenir l'or noir du Kenya. Le café était jusqu'à présent une production d'élite, la production des paysans progressifs prenant soin de leurs terres, reconnus par l'administration coloniale et auxquels Philippe Nguta, l'officier agricole de la division, pouvait prodiguer les conseils nécessaires. Mais à partir de 1962-1963, cette situation est radicalement modifiée, à Kangundo, comme dans la province centrale. Selon la formule suggestive de Michel Adam, l'accès à la production caféière a été le signe d'une véritable "revanche post-coloniale"⁵⁵. Des 1961, l'unique coopérative recevant toutes les productions issues des collines de Kangundo voit ses branches dans les *sub-locations* se constituer elles-mêmes en coopératives indépendantes, en raison de la réorganisation totale de la production. Les *Matungulu, Mwisuni, Mbusyani, Kakuyuni Farmers Cooperative societies* sont créées alors que les plants de café se multiplient sur toutes les zones cultivables des collines.

En 1963, cet engouement des petits producteurs pour une production jusqu'à réservée aux agents de l'ordre colonial risquait cependant de mettre en danger la réputation de haute qualité du café kényan, celle-ci demandant beaucoup de soins et de savoir-faire. La ruée vers l'or noir fut, il est vrai, impressionnante : entre 1961 et 1967 la surface consacrée à la caféiculture tripla, atteignant 130 000 acres⁵⁶ et entre 1964 et 1966, sous prétexte de remplacer les plants, près d'un million d'arbres furent plantés illégalement⁵⁷. Pour faire face à cette explosion de la production, une tentative de rationalisation et d'organisation de la filière fut tout d'abord tentée par le Ministère de l'agriculture en 1966. Elle devait commencer par l'arrachage des plants illégalement plantés mais cette mesure provoqua une telle mobilisation d'hostilité des élus locaux de la KANU dans la province centrale, que Jomo Kenyatta dut y mettre fin en personne, garantissant aux petits producteurs kikuyu que l'on ne toucherait pas à leurs caféiers⁵⁸.

Une autre solution devait être trouvée pour contrôler le développement anarchique de la production et l'utilisation croissante des coopératives par les leaders politiques comme base de redéploiement de leurs réseaux de clientèle. L'organisation de la filière héritée de la colonisation sous la *Cooperative Societies Ordinance* de 1945 favorisait en effet l'implication en leurs seins des leaders politiques locaux, auxquels aucune instance administrative ne venait demander de comptes. Ceux-ci pouvaient librement utiliser les assemblées de coopératives comme base de mobilisation de leurs soutiens, les crédits bancaires exclusifs des sociétés primaires comme caisse privée de campagne électorale ou les capacités de recrutement des *factories* comme agence pour l'emploi de leur circonscription électorale. Le cumul des positions politiques et de direction des coopératives favorisait ainsi la généralisation de pratiques de gestions coûteuses pour les producteurs, comme la fausse facturation

⁵⁵ Adam (M.): "Une revanche post-coloniale", art., cité.

⁵⁶ Cf. Lamb (G.), *Peasants politics. Conflict and development in Murang'a*, London, Davidson Publishers Ltd., 1974, p. 84.

⁵⁷ *Ibid.*, p. 84 et 89.

⁵⁸ Lamb (G.), *Peasant Politics, op., cit.*, p. 103.

d'achats de matériel ou l'approvisionnement en intrants à des prix supérieurs au marché mais comprenant, bien sûr, les commissions des commanditaires⁵⁹. De plus, le système coopératif participait activement à la compétition politique locale. En août 1964, à Murang'a, Bildad Kaggia, l'ancien leader Mau-Mau, voulut organiser la redistribution des parcelles caféières acquises injustement par les loyalistes. Leur leader, Julius Gikonyo Kiano, s'y opposa avec succès à partir des soutiens financiers et organisationnels trouvés auprès des coopératives⁶⁰. Goran Hyden pouvait ainsi déplorer au début des années soixante-dix le rôle des coopératives dans la compétition politique au Kenya⁶¹. A défaut de véritables institutions représentatives locales et d'une organisation structurée de la KANU⁶², les hommes politiques locaux utilisaient les coopératives comme plate formes de mobilisation de leurs soutiens et comme canaux de communication avec les populations rurales.

Comme à Murang'a, les coopératives de la division de Kangundo sont contrôlées par les élites locales qui sont généralement hostiles à cette expansion de la culture caféière, jugée trop rapide car elle fait baisser la qualité des récoltes et donc les prix payés aux *factories*. En effet, les baies soigneusement récoltées par les caféiculteurs ayant investi dans cette culture de rente depuis presque dix ans sont mélangées à celles des nouveaux venus, qui adhèrent en masse aux coopératives dont Ngei assure la promotion mais qui ne disposent pas encore du savoir-faire pour produire un café de qualité supérieure. Le DC, se faisant l'écho, des paysans "progressistes" déplore ainsi la ruée sur la production caféière, les vols de plants et la plantation effrénée qui secoue le district et qui fait parallèlement baisser la qualité des récoltes. Les chiffres qu'il donne, hors *mbuni*⁶³, sont significatifs de l'étendue de cette "revanche post-coloniale" dans le district de Machakos :

⁵⁹ *Ibid.*, p. 115.

⁶⁰ *Ibid.*, p. 33.

⁶¹ Une analyse que les anthropologues remettent d'ailleurs en cause en montrant comment les coopératives peuvent très bien fonctionner malgré leur rôle politique, en étant le lieu de réinvestissement des imaginaires sociaux des communautés rurales, qui transfèrent sur leurs gestionnaires les critères de réputation traditionnels. Les coopératives, comme les entreprises ou tout autre organisation, parviennent à fonctionner correctement quand elles deviennent un cadre pertinent de relations sociales pour leurs membres, c'est-à-dire un espace où se réinvestissent les modes de communication et les hiérarchies faisant sens pour les populations locales. Cf. Hedlund (H.), "A cooperative revisited in Kenya", in Hedlund (H.) ed., *Cooperatives revisited*, Uppsala, Scandinavian Institute of African Studies, 1988, p. 15-36 et Hedlund (H.), *Coffee Co-operatives and culture. An anthropological study of coffee cooperative in Kenya*, Nairobi, Oxford University Press, 1992.

⁶² Cette situation empira dans les années soixante-dix puisque les compétences des conseils de comtés et conseils municipaux en matière de développement des services éducatifs, services de santé et aménagement des routes secondaires furent transférés à l'administration provinciale dès 1969. Sur la centralisation progressive des pouvoirs au sein de l'Etat Kenyatta voir Bourmaud (D.), *Histoire politique du Kenya*, op. cit., Chapitre IV.

⁶³ Le Mbuni qui n'est pas comptabilisé ici, regroupe l'ensemble des baies qui ne sont jugées de qualité suffisante pour être traité juste après les récoltes. Ces baies trop mûres, abîmées ou trop vertes, seront stockées pour subir un traitement postérieur. Il faut généralement 7 à 8 Kg de Mbuni pour récupérer la valeur d'un kg de café.

**Production caféière dans le district de Machakos :
Livraisons de café (except. Buni) en tonnes⁶⁴**

1962	1963	1964	1965	1966
287	437	n.d.	728	992

n.d. : non disponible.

Pour éviter la chute des cours et en raison de la baisse considérable de la qualité de la production, une interdiction formelle de planter à également été imposée dès 1963 par l'administration dans le district de Machakos, aboutissant à la multiplication des vols de plants de café dans les pépinières, ou parfois dans les champs de ceux dont les exploitations sont déjà établies. La ruée vers l'or noir que constitue la production caféière n'est sans doute pas aussi spectaculaire ou politiquement significative que dans la province centrale, mais Kangundo bénéficie de fait de la crise de 1965 entre l'administration provinciale et les hommes politiques de Murang'a, qui pousse Jomo Kenyatta à se porter personnellement garant qu'aucune restriction ne seraient plus posées à l'action des paysans caféiculteurs.

Cet engouement coopératif ne profita cependant pas à Paul Ngei en termes de patronage et de construction d'un réseau de soutien. La plupart des comités de coopératives de Kangundo lui sont hostiles, comme les présidents des coopératives de Kakuyuni et de Matungulu, Moses Mwasya et David Ngusya. L'afflux des petits producteurs fait baisser leurs revenus et surtout les coopératives sont largement dominées par les élites des *locations*, les *asomi* (les éduqués) qui monopolisent les postes de secrétaires, présidents ou trésoriers et utilisent ces institutions à leur profit. Une opposition se construit ainsi dans la circonscription de l'ancien leader de l'APP dont l'entreprise politique pâtit de la normalisation de la vie politique kényane et de la construction de l'Etat Kenyatta autour de la redistribution des terres et du développement de la caféiculture. Ngei n'est cependant pas sans ressources politiques locales.

La décision du Ministère de l'intérieur de relever de leurs fonctions deux cent cinquante *chiefs* "coloniaux" de plus de 50 ans va en effet le servir. Tous les *chiefs* de l'*Akamba Association* qui avaient fait campagne contre l'APP et pour Henri Mulli en 1963 sont ainsi relevés de leurs fonctions. Jugeant les onze nouveaux *chiefs* placés à Machakos, le DC déplore que les hommes politiques aient réussi à placer leurs hommes, ce qui paralyse énormément le fonctionnement de l'administration au niveau local. Dans la division de Machakos nord, trois *chiefs* ont été remplacés par trois hommes de Ngei :: Alphonse Nzioka à Mbiuni, Stephen Savano Maveke à Matungulu et John Kinama à Kangundo⁶⁵. De plus, Ngei a conservé le soutien des associations de clans et distribue le patronage en conséquence. Ngei ne peut avoir le soutien des *Atwii* dont l'association est étroitement contrôlée par les frères Mulli, mais l'association de son propre clan, la *New Atangwa Union of East Africa* le soutient sans ambages de même que l'association des *Aombe* toujours dirigée par John Muiya Makola, l'ancien leader de la KAU Kangundo, qui n'hésite plus à s'afficher avec Paul Ngei. John Muiya s'affiche ouvertement aux côtés de Ngei dans les batailles de

⁶⁴ KNA, MDAR (1962-1966), PC/EAST.1/3/1.

⁶⁵ Stephen Savano Maveke, Tala, 10/04/96.

factions au sein du district. Car si Ngei est toujours fermement ancré dans sa circonscription de Kangundo malgré la perte locale de l'électorat captif que sont les paysans sans terre et la montée en puissance d'une opposition active au sein des coopératives caféières, il ne parvient toujours pas à s'affirmer comme le leader incontesté du district de Machakos, premier pas vers la reconnaissance de sa légitimité à représenter au sein de l'Etat les intérêts de la communauté Kamba.

2. Machakos indocile.

La branche de la KANU du district de Machakos, l'une des arènes politiques au sein de laquelle Paul Ngei doit illustrer sa domination pour pouvoir prétendre accéder aux plus hauts sommets de l'Etat, lui résiste tout au long des années soixante. Nous avons vu dans le chapitre précédent que la création de l'APP était en partie due à l'incapacité de Ngei de se faire accepter au sein de la KANU. Les ressources politiques dont il disposait lors de sa libération en 1961, la légitimité historique d'un des principaux acteurs de la lutte anti-coloniale n'avait pas suffi à lui assurer d'être présent à Lancaster House et d'obtenir une position dominante au sein de la KANU, ni dans sa branche de Machakos. En septembre 1963, quelques semaines après les élections, Ngei a rejoint les bancs du gouvernement mettant fin à l'expérience de l'APP, quelques jours après avoir été nommé au *Maize Marketing Board*. Il est difficile de savoir exactement comment Ngei a négocié son retour à la KANU. De nombreux observateurs soulignent en effet que celui-ci a vraisemblablement surestimé son poids politique national et son utilité pour la coalition dirigée par Jomo Kenyatta. Ngei n'entrera en effet au gouvernement que seize mois plus tard, après la reddition des leaders de la KADU et sans obtenir de leadership incontesté entérinant le succès de l'APP. Avec Gideon Mutiso qui devient secrétaire d'Etat à l'éducation, il y retrouve son autre grand ennemi de toujours, Ngala Mwendwa, Ministre des Affaires sociales et membre du cabinet, secondé par John Malinda, secrétaire d'Etat à la gestion des ressources naturelles. Comme nous l'avons vu, Ngei va également connaître un début de carrière ministérielle tourmenté, qui ne put se poursuivre que par ce qu'il accepta de se distancier du KPU.

Dans le district de Machakos, la situation de Ngei n'est pas plus affirmée. William Malu qui a obtenu un siège parlementaire contre l'un des élus de l'APP, tient toujours fermement les rênes de la branche locale de la KANU, soutenu par le secrétaire général du parti, Tom Mboya. En effet, les ressources politiques nationales que semblait avoir accumulé Paul Ngei dans le district lui échappent progressivement. Ce sont ainsi tant son équipe de l'APP qui va se désintégrer que ces réseaux de mobilisation disséminés hors de Kangundo et organisés autour de la *New Akamba Union* et de *Mbai sya Eitu* qui vont s'effiloche.

-Le démon du factionnalisme.

L'équipe victorieuse de l'APP s'est rapidement dissoute, tant sous l'effet du factionnalisme intense qui agite le district, que des maladresses de Ngei qui ne parvient pas à fidéliser ses soutiens. A peine deux ans après le succès de l'APP, Paul Ngei a ainsi perdu en plus de Muiya Mutiso dont l'élection a été invalidée et la réélection empêchée, le soutien de quatre parlementaires supplémentaires dont deux ont rejoint le camp de William Malu, et deux celui du KPU. Au terme de l'année 1966, dans le district de Machakos, Paul Ngei ne disposait ainsi plus que du soutien de Julius

Kyengo Ndile, le député de Makueni et de David Kiamba, le député de Machakos central.

En effet, dès la victoire électorale annoncée, Paul Ngei s'est brouillé avec Gideon Mutiso, le député de Yatta. La querelle entre Ngei et Mutiso remonte même selon le politologue kényan Cyrus Mutiso à 1962, Ngei n'ayant pas voulu laisser Gideon Mutiso utiliser les fonds et véhicules du parti pour faire campagne dans sa circonscription de Yatta, mobilisant tous les moyens du parti pour lui seul. Entré au gouvernement, Gideon Mutiso ne rejoint pas le KPU mais après le scandale de l'affaire du maïs, il ne cessera de blâmer Ngei pour la zizanie régnant au *Masaku County Council* où deux factions, KANU A et KANU B, l'une dirigée William Malu et l'autre dirigée par Ngei, s'affrontent en permanence⁶⁶. En juillet 1968, lorsque Ngei tente de prendre d'assaut les locaux du parti à Machakos, Mutiso se retrouve dans le camp de Malu, de même que John Malinda, le Secrétaire d'Etat à l'Agriculture.

La défection de Simeon Kioko est intervenue lors passage des députés de l'APP à la KANU. Cette décision semble en effet avoir été prise par Ngei sans que ses collègues soient consultés. Simeon Kioko et James Nthula, le sénateur pour le siège de Machakos, ont vraisemblablement ressenti cette décision unilatérale comme une véritable trahison et, en mars 1966, ont rejoint le KPU. Chacun réussit à remporter son élection sous l'étiquette du KPU en faisant campagne sur le nom de Ngei et en utilisant le symbole très populaire du taureau⁶⁷. Mais, au cours de l'année 1967, subissant le poids des mesures répressives qui règnent dans le pays contre le KPU, Kioko n'hésite pas à dénoncer au Parlement la responsabilité de Ngei dans l'incendie des locaux du KPU à Kangundo et se sépare définitivement de son ancien chef de file⁶⁸.

La défection de ces trois députés a par ailleurs renversé le rapport des forces acquis au sein du conseil du district. N. Lukindo, le secrétaire de l'APP dans le district de Machakos avait en effet mené la campagne au niveau local et conquis le siège de *chairman* de l'assemblée locale. Au milieu des années soixante, celle-ci connaît cependant une crise financière sans précédent, attribuée à la désobéissance civile de la population du district qu'a encouragé l'APP. Depuis 1961, les impôts locaux ne sont plus payés. La situation est telle que le Conseil du district doit faire face à un déficit évalué, en mai 1964, à K£ 100 000⁶⁹.

Pour redresser la situation et réfuter les accusations de William Malu selon lesquelles il encourage la désobéissance civile, Paul Ngei est obligé de se joindre à N. Lukindo, le *chairman* du *Masaku County Council*, et de faire campagne avec tous les autres élus du district pour le paiement des impôts locaux, afin d'illustrer son soutien désormais indéfectible au gouvernement et surtout d'éviter la banqueroute à l'assemblée locale qu'il contrôle⁷⁰. Le rapport des forces dans cette assemblée locale, paralysée par la bataille que se mènent les deux factions du parti, KANU A et KANU B, se renverse cependant en faveur de William Malu, qui succède à N. Lukindo, à la tête du conseil en 1966.

Malgré son retour au gouvernement et sa nomination, fin 1967, comme responsable adjoint des affaires gouvernementales (*deputy-speaker of government*

⁶⁶ *The Weekly Review*, 08/09/1975.

⁶⁷ Mutiso (G.C.), Kenya. *Politics, policy and society*, op. cit., p. 244

⁶⁸ *Ibid.*

⁶⁹ *East African Standard*, 23/05/1964.

⁷⁰ *East African Standard*, 26/05/1964.

business) au Parlement, les élections locales qui doivent se tenir en août 1968 semblent ainsi mal engagées et l'établissement de Ngei comme leader incontesté du district est extrêmement compromis, d'autant que leader de Kangundo perd également les deux ressources qui avaient fait son succès en 1963 : l'influence régionale de *Mbai Sya Eitu* et le soutien de la *New Akamba Union*.

-Quand la NAU et *Mbai Sya Eitu* se dérobent...

✓ Paul Kathilu, le fidèle syndicaliste de Kangundo qui avait mis la *New Akamba Union* au service de l'entreprise politique de Ngei pendant les élections de 1963, est détrôné de son organisation à l'occasion, selon lui, d'une sourde manipulation procédurière⁷¹. *Chairman* de la *Transport and Allied Workers union*, Paul Kathilu fut nommé en 1965 à un poste honorifique de représentation syndical au niveau est-africain, *chairman general* de l'*East Africa Transport Allied Union*, grâce au lobbying de Tom Mboya. Benjamin Mwati de Kitui lui succéda à la tête de l'association mais décéda un an plus tard. A cette occasion, Gideon Mutiso, le secrétaire, fut mis en minorité par un groupe issu de la branche de Nairobi qui prit la tête de l'organisation sans être élu, alors que Laban Kitele, l'autre personnage-clef du comité national travaillant pour les *Kenya Cooperative Creameries* avait été transféré professionnellement à Nakuru. Joseph Mulu Mutisya devint alors nouveau *chairman* de l'association, Samuel Muniyithya Mula *vice-chairman*, William Itonga Musembi, secrétaire et Benjamin Nzioka, trésorier. Ce coup de 1966 fut rapidement enregistré auprès de l'administration, qui entérina le résultat de ces élections tronquées. Joseph Mulu Mutisya ne tarda pas à se désolidariser de toute action politique, se déclarant concerné uniquement par le développement et le bien-être des populations kamba dans le nouvel esprit que Jomo Kenyatta veut donner au pays, *Harambee !* Illettré et parlant à peine le swahili, Mulu Mutisya, ancien garçon à tout faire venu travailler dans les années quarante à Nairobi, fit fortune en s'associant avec son employeur indien pour exporter l'artisanat kamba en Angleterre. Redoutable commerçant, la présence de sa compagnie, *African crafts*, lors de la 8ème foire alimentaire de Londres fut saluée dans la presse kényane, comme une grande réussite entrepreneuriale africaine⁷².

✓ L'arrivée de Mulu Mutisya à la tête de la NAU modifia singulièrement le visage de cette organisation. Dirigée par un homme d'affaire ne pouvant prétendre mener une carrière politique nationale, l'organisation tisse progressivement ses liens au sein de l'appareil d'Etat et de l'administration au nom de la promotion du développement dans les districts de Machakos et Kitui. Malgré les déficiences linguistiques de son leader, qui se révèle être par ailleurs un remarquable orateur en kikamba pouvant rivaliser sur ce point avec Ngei, Mulu Mutisya met en place une organisation bureaucratique, très organisée, ouvrant moins ses portes aux syndicalistes et aux travailleurs migrants qu'aux élites des deux districts de Machakos et de Kitui. Systématiquement, les hommes d'affaires, les hauts fonctionnaires et les universitaires kamba sont sollicités pour prendre part à ses activités et promouvoir les collectes de fonds lors des réunions *Harambee !*⁷³. Mulu Mutisya était devenu l'un des leaders de la branche de la NAU-Nairobi, qui récoltait des fonds en organisant des danses traditionnelles dans les villes du pays. Il poursuit cette entreprise de

⁷¹ Paul Muinde Kathilu, Nairobi, 30/05/96.

⁷² *East African Standard*, 05/09/1964.

⁷³ Mutiso (G.C.), Kenya. *Politics, policy and society*, op. cit., p. 238

renaissance identitaire kamba, fondée sur la valorisation des différents éléments de la "culture traditionnelle", tout en intégrant cette fois à l'organisation, les *asomi*, les éduqués, les collaborateurs, contre lesquels Paul Ngei avait fait campagne. En ce sens, la NAU prétend désormais mettre fin aux divisions internes au sein de la communauté kamba, afin de promouvoir leur avancement au sein de l'appareil d'Etat. Elle prend la défense de ses membres auprès de l'administration, fait du lobbying au sein de la *Public Service Commission* pour que des candidats kamba soient recrutés, et sert de relais aux associations claniques, dont les membres ont maille à partie avec la justice⁷⁴. Ce pouvoir en puissance participe également à réduire l'influence du réseau de *Mbai sya Eitu* dans tout le district.

Les groupes de femmes de *Mbai Sya Eitu* n'ont pas quitté le leader de Kangundo après l'élection de 1963, mais leur influence est singulièrement réduite tant du fait des contradictions internes à l'organisation, que de la guerre que mènent désormais contre elles les députés ayant rejoint la faction de William Malu. En 1965, Syelenge Nthiwa a remplacé la mère de Ngei à la tête de l'organisation et elle s'est lancée avec ferveur dans la politique locale, dont elle est devenue l'un des acteurs les plus puissants.

En effet, dès 1964, le lancement du mouvement "*Harambee !*" par Jomo Kenyatta a promu les activités des groupes d'entraides du pays qui se sont lancées dans la collecte de fonds pour la construction d'écoles, de dispensaires, de bains parasitocides pour les animaux. Ces collectes sont gérées par des comités, à la tête desquels sont élus des hommes politiques locaux, à charge pour eux de faire enregistrer ces écoles au sein de l'administration et de leur obtenir les postes d'enseignants payés par les conseils locaux. Machakos ne fait pas exception à la règle et *Mbai sya Eitu* s'investit lourdement dans ces activités. Cependant, l'organisation pâtit en partie de son succès et de la gourmandise de ses aînées. Cyrus Mutiso a en effet eu l'occasion d'analyser en détail le fonctionnement de MSE à la fin des années soixante et permet de comprendre pourquoi l'organisation perd considérablement de son audience, limitant ses activités à Kangundo et aux zones électorales favorables à Ngei.

A partir de 1965, *Mbai sya Eitu* commença à être en effet plus systématiquement identifiée avec le division nord du district. Simeon Kioko, par exemple, soutenu par l'une des forces montantes du district, Mulu Mutisya, s'attacha à couper les liens entre les groupes de femmes de sa division et MSE. De même, depuis la fin de l'année 1963, William Malu s'était attaqué à *Mbai sya Eitu* dans sa circonscription de Machakos ouest, réussissant à l'affaiblir considérablement en s'appuyant sur les branches locales des associations de clans, dont les membres interdisent à leurs femmes de se réunir⁷⁵. A partir de 1964, MSE put jouer un rôle efficace dans la politique locale en raison de sa puissance financière. Sa mobilisation en faveur de l'un ou l'autre projet soutenu par tel ou tel homme politique local était le signe d'un soutien politique de Ngei, mais MSE se trouva également être pour l'administration locale et les leaders de la NAU, un fauteur de trouble incontrôlé. Les vingt leaders de clans composant l'état major de l'organisation se trouvent vivre dans un rayon de trois *miles* autour de la maison de la mère de Ngei et appartiennent presque toutes à la *sub-location* de Matetani. Elles se rencontrent sur le marché de

⁷⁴ Josya Wambua Mulli, *Atwii-anthanzu clan national secretary*, Machakos, 25/05/95

⁷⁵ Mutiso (G.C.), Kenya. *Politics, policy and society*, op. cit., p. 237.

Tala et ont été, nous l'avons vu, impliquées dans le scandale du maïs, recevant de façon privilégiée le *posho* d'Emma Ngei, qu'elles partaient revendre dans les zones rurales. Cette monopolisation des premiers rôles et du patronage délivré par le leader de Kangundo se révèle d'autant plus néfaste pour l'organisation que ses aînées sont également très gourmandes.

Chaque leader de MSE participant une réunion reçoit Ksh 100. Une fois la décision prise en faveur de l'un ou l'autre demande de projet, les "sergents" et les "soldats" s'en vont collecter l'argent au niveau des *utui*. Un minimum de Ksh 5 est demandé à chaque membre du clan et un poulet ou un régime de bananes est saisi en cas de refus. Des dédommagements pour le transport et le dérangement sont versés à chaque officiel et aux leaders de groupe. La veille d'une réunion, la présidente et les vice-présidentes se réunissent sur le lieu du *harambee* pour discuter des affaires de l'organisation. La *Ngui*, leader de chants reçoit également Ksh 100. Nous avons vu que l'accumulation était perçue comme tout à fait légitime par les membres de MSE mais ce qui semble moins légitime est la monopolisation de cette accumulation par les ressortissantes de la *sub-location* de Matetani, qui se montrent par ailleurs de plus en plus réticentes à redistribuer l'argent collecté.


Le jour de la réunion, les leader de MSE peuvent en effet décider du montant de la somme versée en toute discrétion. Si la *Ngui* chante le *Ngenda song*, l'argent n'est pas distribué. Celui-ci le sera seulement si elle entonne le *Nyololo song*. Selon Cyrus Mutiso, les leaders de MSE sont particulièrement vindicatrices envers les *asomi*, les jeunes femmes éduquées du district, qu'elles ponctionnent plus encore que leurs compères illettrées. Il semble de plus que l'argent collecté soit généralement versé aux zones politiquement fidèles à Ngei, où la présence des *asomi* ou des soutiens de William Malu est donc faible. Les quatre *locations* de la division nord ont cependant largement bénéficié des collectes de fonds réalisées dans tout le district. Cyrus Mutiso a calculé qu'entre 1965 et 1970, MSE avait contribué pour un montant de Ksh 1 121 696 lors de réunions *Harambee* dans la division de Kangundo, représentant à chaque fois près de la moitié du total des contributions dans chaque *location*.

<u>Location</u>	<u>Contributions en Ksh</u>	<u>Part de MSE</u>
Kangundo	359 782	65%
Matungulu	286 834	65%
Mbiuni	347 901	47%
Mwala	127 178	49%

Source : Mutiso (G.C.), Kenya. *Politics, policy and society*, op. cit., p. 278

MSE constitue sans doute toujours l'un des soutiens les plus fidèles à Paul Ngei dans sa circonscription et malgré le départ des paysans sans terre ou la montée de ses opposants au sein des coopératives caféières, celui-ci y reste largement dominant. Cette domination de Kangundo contraste cependant avec la perte d'influence que connaît Ngei à l'échelle du district. Ses anciens collègues de l'APP ne le soutiennent plus nécessairement, la NAU semble être sortie de son contrôle, et MSE a vu son ambition régionale se réduire dramatiquement. De plus Tom Mboya entretient l'entreprise politique de son grand rival, William Malu. Fin juin 1968, il tente de prendre le contrôle de la branche de Machakos de la KANU avec le soutien de Charles Njonjo. Celui-ci lui fournit les documents légaux nécessaires pour faire enregistrer son élection imaginaire à la tête du parti par un comité de délégués réunis derrière John Muiya Makola, N. Lukindo et Kyengo Ndile. Jeremyah Nyagah,

Ministre des Ressources Naturelles et Vice-Président de la KANU pour la province de l'Est, et Tom Mboya le Secrétaire Général du parti, refusent néanmoins d'entériner les nouvelles élections. Lorsque Ngei se présente pour prendre en charge des locaux du parti et que Malu refuse de le laisser entrer, une échauffourée s'en suit entre les deux hommes, provoquant la fermeture de la branche locale de Machakos pendant trois mois. Finalement, Ngei doit attendre le retournement dramatique de situation que connaît son pire ennemi, Tom Mboya en 1969, et la formation d'une nouvelle alliance avec les hommes de Jomo Kenyatta, pour que son entreprise politique atteigne sa plénitude, contrôlant non seulement Kangundo, mais également la branche de la Kanu-Machakos et une partie de celle de Kitui.



Conclusion :

L'année 1969 a ainsi été marquée par deux événements majeurs qui ont changé radicalement l'avenir politique de Paul Ngei. Le 8 juillet, Tom Mboya est assassiné dans les rues de Nairobi. Au cours de l'été, les nationalismes ethniques kikuyu et luo ne cessent de s'affronter. Début octobre, lorsque Jomo Kenyatta se rend à Kisumu pour ouvrir un nouvel hôpital et qu'il s'en prend à Oginga Odinga toujours dans l'opposition, la foule réagit contre le chef de l'Etat qui quitte la tribune dans une atmosphère houleuse après que ses gardes du corps ont fait feu, tuant sept manifestants. Dans la semaine qui suit, un débat parlementaire est lancé sur les incidents de Kisumu au cours duquel Paul Ngei s'exprimera en ces termes :

"*M. Speaker, Sir*, tout le monde sait qu'un chef de l'Etat comme notre cher *Mzee*, lorsqu'il se déplace pour une cérémonie officielle, n'est pas un officiel de parti pouvant être bousculé. Il est écrit dans notre constitution que le devoir de chacun est de protéger la vie du Chef de l'Etat. Tout le monde sait que M. Oginga, ces jours-ci, s'est pris pour l'égal de notre cher Président *Mzee* Jomo Kenyatta. Tout le monde sait que les six prophètes de malheur <du KPU> ont répandu une propagande criminelle à son encontre. Ils ont promu un tribalisme malveillant. Ils avaient pourtant bénéficié d'un traitement équitable, démocratique, conforme aux principes de la démocratie pour prêcher l'idéologie de leur petit parti, le KPU. Ils en ont bénéficié pendant trois ans et tout ce que nous avons vu, c'est un KPU s'occupant essentiellement de ses familles élargies, des belles-mères soutenant leurs beaux-pères, pas à cause d'une idéologie ou d'une pensée particulière, mais pour aider leur père à se sortir d'une eau qu'il savait ne pas être sûre (...) *M. Speaker*, on m'a dit que son Excellence le Président a dû contenir les forces de sécurité. Il a dû leur dire de ne pas réagir. *M. Speaker*, nous tenons le KPU pour responsable des décès de ces personnes innocentes, de même qu'Oginga lui-même. S'il y avait eu la paix et le calme, cette démonstration de force n'aurait pas été nécessaire. C'était son rôle d'expliquer à la communauté luo d'habitude pacifique et qu'il ne faut pas condamner, qui est responsable pour la mort de ces innocents à Kisumu. Je demande en conséquence, *M. speaker*, et de tout mon coeur, l'interdiction complète du KPU car ils ont échoué à user de moyens constitutionnels pour promouvoir leur parti et ont dû dès lors utiliser des méthodes subversives qui risquent de plonger ce pays dans le chaos. Je soutiens également fermement le gouvernement-(...)- dans sa détermination à emprisonner tous les responsables. L'un des résultats de cette affaire doit éclater, c'est l'interdiction du KPU. Je demande au Vice-Président qui est aussi Ministre de l'intérieur et responsable des affaires gouvernementales au Parlement de prendre de toute urgence les mesures nécessaires pour se saisir d'Oginga Odinga, à Kisumu, où il se trouve actuellement, et de Nthula et de les envoyer en déchéance quelque part dans la province du nord-est du Kenya"⁷⁶.

Le temps des compagnons de route, de l'association avec Oginga Odinga et Bildad Kaggia, est bien fini. Paul Ngei a appris que pour survivre en politique dans le Kenya indépendant, il fallait, avant-tout, investir ses ressources dans l'arène politique centrale, près du Président, et accepter les règles de la compétition que celui-ci impose. Une nouvelle phase de l'entreprise politique de Paul Ngei s'ouvre ainsi aux côtés de Jomo Kenyatta. Au terme des années soixante, Ngei nous semble en effet avoir vécu un véritable apprentissage politique, qu'il mettra à profit dans les années à venir. Les années de jeunesse radicale sont passées. Paul Ngei a pris la mesure de l'évolution politique du Kenya indépendant et du pragmatisme que celui-ci implique

⁷⁶

Cf. "National Assembly debates", *The Hansard*, 28/10/1969.

nécessairement. Son électorat privilégié, les paysans sans terre ont vraisemblablement quitté Kangundo pour s'installer dans le sud du district ou sur le plateau de Yatta et, comme nous allons le voir, la folie caféicultrice est en passe de changer la situation sociale des collines. Sans l'assassinat de Tom Mboya, il est probable que Ngei n'aurait pas réussi à prendre le contrôle de la branche de la KANU-Machakos. La *New Akamba Union* est également devenue l'un des lobbies les plus puissants du district apportant une concurrence sévère au leader de Kangundo. Pour faire progresser sa carrière, Ngei doit désormais participer directement à l'alliance hégémonique contrôlant le pouvoir d'Etat, en s'appuyant sur les trois niveaux de la compétition politique où il doit désormais réussir à s'imposer.


Troisième partie *Les âges de la maturité (1978-1990)*

A l'aube de la décennie soixante-dix, l'entreprise politique de Paul Ngei entre dans une phase d'ascension progressive qui ne s'arrêtera plus jusqu'au décès de Jomo Kenyatta. Arrivé à la maturité de sa carrière politique, le leader de Kangundo ne semble plus hésiter entre les différentes stratégies à adopter et s'implique directement dans la construction du régime Kenyatta. Il s'affirme ainsi progressivement comme l'aîné des Kamba auquel les autres hommes politiques du district de Machakos doivent respect et soumission. La défense des paysans sans terre et la rhétorique dissidente de "*Bwana Mashamba*" sont oubliées, Paul Ngei s'impose comme le "*ndoto Masaku*", l'héritier du grand guide et devin de Machakos, le leader charismatique derrière lequel la communauté imaginaire kamba doit se rallier pour obtenir sa part de la richesse nationale. Cette ascension s'appuie sur trois ressources politiques-clefs. Le plébiscite des habitants de Kangundo, le contrôle de l'appareil du parti dans le district de Machakos voire dans l'autre district kamba de Kitui et, surtout, un rapprochement de Jomo Kenyatta et de sa famille. Ce rapprochement politique prend également la forme d'un rapprochement physique : Paul Ngei quitte Kangundo pour s'installer à Kiambu, à quelques kilomètres de Gatundu, où il peut ainsi se rendre à tous moments. Selon la rumeur, il aurait également passé une alliance matrimoniale avec l'une des grandes familles de Kiambu, en prenant pour troisième femme l'une de ses membres. Ministre du Logement, il devient l'ami intime du Maire de Nairobi, Margaret Kenyatta, la fille du Président, et de sa mère, Mama Ngina. A nouveau, la relation particulière qu'entretient Ngei avec des femmes politiques lui sourit et assure la promotion de sa carrière.

L'analyse des stratégies mises en oeuvre par Ngei pour restructurer et capitaliser des ressources politiques et faire fructifier les premiers investissements symboliques et sociaux des années soixante nous porte ainsi au cœur du régime forgé par le *Mzee*, et nous fait mieux comprendre comment s'opère son hégémonie, cette pluriglossie fondamentale structurant les règles de la compétition politique au Kenya. En entrant dans le cercle rapproché de la "famille royale", Ngei quitte le rang des hommes politiques de district et des secrétaires d'Etat luttant pour accumuler les ressources économiques afin de les réinvestir localement pour se faire remarquer des hautes sphères du pouvoir. Il s'établit comme l'un des éléments-clefs de l'alliance hégémonique contrôlant l'appareil d'Etat et contribue à produire les éléments symboliques et sociaux de sa légitimité. A ce stade de sa carrière, Ngei n'est plus simplement un *big man*. La redistribution devient moins importante que le souci d'apparaître comme un leader incontesté, un père de la Nation, le roi des kamba, assis à la droite de Kenyatta autour de la grande table ronde kényane.

Cette intimité de Ngei avec le régime de Jomo Kenyatta lui sera également fatale. Après le décès du *Mzee*, la mise en place progressive de nouvelles règles de la compétition politique déstabilise le leader de Kangundo. Ces ressources politiques lui permettent de résister localement pendant plus d'une dizaine d'années mais sans que cette résistance soit couronnée par le maintien d'une position dominante au sein des alliances de pouvoir fondant désormais le régime "*Nyayo*" (les traces en swahili), le

régime où les leaders politiques doivent inconditionnellement suivre les traces du Président. Le rapport de représentation entre Paul Ngei et Kangundo, l'identification avec son terroir et plus largement avec la communauté imaginaire kamba que celui-ci avait réussi à entretenir depuis le début des années soixante, puis à refaçonner dans les années soixante-dix, pour se maintenir à la tête du leadership Kamba s'épuise également. Connaissant approximativement la même croissance démographique que le reste du pays, 4.1% par an, le terroir historique du nord de Machakos se renouvelle rapidement et les conflits sociaux où les débats qui pouvaient sembler pertinents aux lendemains de l'indépendance ne font plus nécessairement sens pour la majorité de ses habitants aujourd'hui. L'une des transformations principales de la vie locale est ainsi dans les années quatre-vingt la montée en puissance du rôle économique, social et politique des Eglises du district. Celles-ci ne s'apparentent plus aux institutions d'élites contre lesquelles Ngei savait si bien mobiliser les paysans, mais interviennent cette fois pour prendre la défense de la population contre l'administration et leur procurent parfois des services sociaux alternatifs, quand l'Etat se montre défaillant. Avec la transformation sociale de Kangundo, c'est une nouvelle phase de l'histoire politique du Kenya qui s'ouvre, et une phase dans laquelle l'ancien compagnon de route de Kapenguria n'a plus nécessairement sa place.



Chapitre 6

L'épanouissement (1969-1978).

La décennie soixante-dix voit culminer l'entreprise politique de Paul Ngei. Membre influent du cabinet, défenseur principal de la politique du gouvernement au Parlement où il prend la parole en l'absence de ses collègues, Paul Ngei semble avoir enfin réussi à établir son entreprise politique, à faire accepter ses prétentions d'accès et de positionnement aux plus hauts sommets de l'Etat. Sa présence semble tellement indispensable à Jomo Kenyatta que celui-ci n'hésite pas à organiser une révision de la constitution en sa faveur pour pouvoir le gracier après une mésaventure judiciaire. Le succès de l'entreprise politique du leader kamba se manifeste ainsi par sa cooptation au cœur de l'alliance hégémonique contrôlant le pouvoir kényan, la "Famille Kenyatta". Sa participation après les élections de 1974 au "mouvement pour changer la constitution" destiné à permettre à cette famille de conserver la présidence, après le décès du chef de l'Etat, en témoigne publiquement. Ngei ne détient jamais la capacité d'orienter le cours politique du pays. Son comportement parfois fantasque l'en détourne. Néanmoins, il a su se rendre indispensable auprès de la coalition présidentielle de part son activisme parlementaire contre les *backbenchers* et sa capacité à délivrer le soutien du district de Machakos et même de Kitui après les élections de 1974. En ce sens, il participe véritablement à l'alliance hégémonique qui dirige le pays et il en retire personnellement une partie des bénéfices.

Les habitants de Kangundo bénéficient-ils de la cooptation de leur député dans l'un des cercles rapprochés entourant Jomo Kenyatta ? Paul Ngei redistribue-t-il proportionnellement à ses propres gains ? Son travail de parlementaire illustre-t-il ce lien si crucial créé entre centre et périphérie et par lequel Joël Barkan expliquait le succès et la stabilité du régime kényan ? Paradoxalement, il nous semble pouvoir répondre à ces questions par la négative. Une fois n'est pas coutume, l'analyse de l'évolution de l'entreprise politique de Paul Ngei nous permet de montrer que celui-ci n'appuie pas sa popularité sur des contributions massives lors des réunions *Harambee*, sur un évergétisme flamboyant pourtant si répandu dans les campagnes électorales kényanes. Mais c'est probablement à ce niveau qu'apparaît le véritable sens de l'hégémonie de l'alliance ayant capté de pouvoir d'Etat. Au-delà de la diversité des espaces-temps, de la diversité de la gouvernementalité de l'Etat qui a produit des terroirs historiques enserrés à des degrés divers dans les conflits sociaux et tourmentés par les débats variés entre aînés et cadets, hommes et femmes, cherchant à redéfinir les paramètres de la légitimité politique, un certain nombre de leaders nationaux parviennent à chevaucher les différentes arènes de la compétition politique et à légitimer leur intouchabilité. Comme nous allons le voir ce chevauchement, loin de s'appuyer sur le principe de réciprocité que doivent entretenir la majorité des parlementaires en contribuant de plus en plus lourdement aux réunions *Harambee*, s'appuie systématiquement sur le recours à la mémoire des prophètes de la fin du XIX^{ème} siècle, et à leur pouvoir absolu lié à l'assentiment du monde des esprits. Si Jomo Kenyatta est le *murathi* kikuyu¹, Jackson Angaine veut apparaître comme un

¹ Sur les manipulations de la mémoire du *muthamaki* Waiyaki et du *murathi* Mugo par Jomo Kenyatta dans les années trente, voir Lonsdale (J.), "The prayers of Waiyaki. Political uses of the

nouveau *mugwe* meru, Stanley Oloiptip comme un *laibon* maasai, Daniel arap Moi comme un *orkoiyot* Nandi², et Paul Ngei comme un *ndoto* kamba, ou plus précisément, le plus célèbre d'entre eux, son grand-père Masaku. Le petit groupe formant l'alliance hégémonique qui dirige le pays veut se distinguer des *big men* de districts en convoquant la mémoire des prophètes dont le pouvoir était le seul à posséder une dimension supérieure, au-dessus des conseils d'ânés, où les *big men* rivalisaient d'influence et ne pouvaient se faire accepter qu'en redistribuant largement leur richesse. Il existe ainsi une véritable dualité structurante de la classe politique kényane, interne à l'hégémonie du discours *Harambee*. Ce dernier réussit à traverser les terroirs, à chevaucher leur diversité, en projetant l'image volontariste d'une mobilisation en faveur du développement, voué à faire entrer le Kenya dans la modernité, mais aussi en convoquant les mémoires politiques des sociétés kényanes du XIX^e siècle, celle des *big men* commerçants qui doivent féconder leur communauté et redistribuer pour se maintenir au pouvoir. En ce sens, il reprend efficacement les cultes de la richesse, de la réussite méritocratique, mais aussi de l'entraide, enracinés dans la culture politique kényane. Cependant, cet attachement fondamental à la compétition politique dans ce qu'elle a de plus dynamique et méritocratique, ne doit pas masquer les tentatives d'un petit groupe dominant de se positionner en juges de cette compétition. Ce petit groupe a tendance à façonner les règles normatives de la compétition politique pour mieux y échapper et a souvent recours aux figures mythiques de l'histoire kényane pré-coloniale, dont la mémoire est entretenue à l'école primaire. Ce positionnement dominant, au-dessus des règles de droit et des autres normes politiques en vigueur pour la majorité des parlementaires, est bien sûr contesté par ceux-ci, dont certains défendent, comme nous allons le voir, d'autres principes de légitimité politique. Mais le pouvoir réel au Kenya gît indéfectiblement entre les mains de l'administration provinciale, qui ne s'embarrasse pas de scrupules pour éliminer le cas échéant les *big men* dissidents.

Au cours des années soixante-dix, Paul Ngei est coopté au sein de ce groupe dominant de la classe politique. Il réussit à se faire accepter au cœur de l'alliance hégémonique mais parvient également à renouveler et à pérenniser le rapport de représentation qu'il entretient avec Kangundo et, de façon élargie, avec la communauté imaginaire kamba. C'est dans ces deux directions que se développe donc notre analyse, en montrant comment Ngei réussit à négocier sa cooptation aux plus hauts sommets de l'Etat tout en s'appuyant localement sur une stratégie liée au monde de l'invisible, à travers un recours renouvelé au serment. Mais avant de développer ces deux éléments il est nécessaire de fixer le contexte précis de cette dualité de l'hégémonie *Harambee*, qui s'est mise en place au Kenya au cours des années soixante-dix.

kikuyu past" in Anderson (D.M.), Johnson (D.H.), eds., *Revealing prophets. Prophecy in Eastern African History*, 1995, pp. 240-291.

² Sur ces prophètes meru, nandi et maasai voir notamment : Bernardi (B.), *The mugwe. A blessing prophet. A study of a religious and public dignitary of the Meru of Kenya*, Nairobi, Gideon S. Were Press, 1989 ; Anderson (D.M.), "Visions of the vanquished. prophets and colonialism in Kenya's western highlands", in Anderson (D.M.), Johnson (D.H.), eds., *Revealing prophets., op. cit.*, pp.164-194 ; Waller (R.D.), "Kidongoi's kin. Prophecy and power in Maasailand", in Anderson (D.M.), Johnson (D.H.), eds., *Revealing prophets., op. cit.*, pp. 28-64. Les confirmations sur l'utilisation dans les années soixante-dix de la mémoire de ces prophètes par Daniel arap Moi, Jackson Againe, Stanley Oloiptip nous ont été livrées lors de communications personnelles. Daniel arap Moi est toujours le plus actif en ce sens.

L'année 1969 symbolise sans aucun doute un tournant dans l'histoire contemporaine du Kenya. Elle est marquée par l'assassinat de Tom Mboya, le secrétaire-général de la KANU Ministre de l'Economie et successeur potentiel de Jomo Kenyatta, et l'interdiction du KPU. Ces deux événements illustrent l'établissement d'une alliance hégémonique fermement ancrée autour des élites de Kiambu, mais dont le monopole progressif des ressources d'accumulation du pays est encore masqué par l'exceptionnelle croissance économique des années soixante. En effet, au cours de la première décennie d'indépendance, l'assistance financière internationale et la montée des cours des principales denrées dont le pays est exportateur (café, thé, pyrèthre) permettent de maintenir un taux de croissance de 7% par an. Cette affluence permet au gouvernement de financer un second accord tripartite sur l'emploi avec la *Kenya Federation of Employers (FKE)* et la COTU en 1971, aboutissant à une nouvelle augmentation de 10% des effectifs de la fonction publique et du secteur privé en échange du gel des salaires pendant deux nouvelles années. Le renouvellement de ces mesures permet d'absorber quelques-uns des 150 000 jeunes qui arrivent chaque année sur le marché du travail et notamment les diplômés de l'Université de Nairobi. Cette relative prospérité économique favorise la mise en place d'un système de régulation politique de type néo-patrimonial fondé notamment sur la distribution des prébendes de l'Etat aux différentes factions des leaders régionaux du pays.

Selon l'analyse de l'historien britannique David Throup "depuis l'interdiction du KPU en 1969, la politique kényane a perdu tout fondement idéologique. Les coalitions politiques ont pris la forme d'accommodements éphémères tant au coeur du pouvoir que dans les districts, des mariages de convenance sans cohésion de long terme. Les hommes politiques ont dû se montrer capables de construire de nouvelles alliances, et de sauvegarder leurs bases politiques locales, se faisant, ils ont montré une remarquable capacité de réconciliation avec leurs anciens ennemis. Au-delà de la superstructure du pouvoir, aucun lien n'est stable au Kenya. Les retournements d'alliances sont fréquents, des rivaux s'unissant soudain contre un ennemi commun dans un déploiement perpétuel d'expansion, de réalignement et de contraction factionnaliste. (...) Le parlementaire kényan doit se battre très durement, dépenser d'énormes sommes d'argent lors des campagnes électorales et lors des réunions *Harambee*, simplement pour continuer à être pris au sérieux³". Cette instabilité factionnelle qui agite la classe politique kényane est le trait marquant d'un système où la rivalité entre les détenteurs du pouvoir au sommet de l'Etat se diffuse en réseaux à tous les niveaux de l'administration, dans toutes les institutions disposant d'une parcelle de pouvoir économique, politique ou social. Ces réseaux organisent des stratégies d'accumulation, qui sont d'autant plus nécessaires que le mouvement *Harambee* paraît donner aux paysans kényans les moyens de faire respecter la norme de réciprocité ente gouvernants et gouvernés.

Dès 1969, les élections générales provoquèrent ainsi une épuration inattendue du gouvernement. Cinq ministres, membres du cabinet, et quatorze des vingt-neuf secrétaires d'Etat furent rejetés par l'électorat. Le renouvellement des *backbenches* fut encore plus large. Sept parlementaires avaient décidé de ne pas se représenter mais

³ Throup (D.), "The construction and destruction of the Kenyatta State", Paper presented at the Conference on the political economy of Kenya, School of Advanced International Studies, the Johns Hopkins University, 11-12 April 1986, p. 4

soixante-sept autres se représentèrent et perdirent leur siège. Seuls vingt-sept des cent un *backbenchers* furent réélus. Nombre d'entre eux semblent ne pas avoir pris au sérieux la dynamique *Harambee* et ne pas s'y être investis, restant trop longtemps à Nairobi sans retourner dans leur circonscription. L'introduction de primaires pour les élections de 1969, les premières élections sous un régime de parti unique de fait, favorisa ce renouvellement intensif de la classe politique, les députés ou secrétaires d'Etat incapables de délivrer un patronage suffisant étant remplacés. La vieille garde des politiciens sans éducation fut particulièrement vulnérable⁴. En 1974, cette tendance est confirmée. Quatre des vingt membres du cabinet, dix-huit des trente-cinq secrétaires d'Etat et soixante et un des cent deux *backbenchers* restant sont renouvelés⁵. A chaque élection générale, en 1969, 1974 et 1978, le renouvellement de la classe politique atteint ainsi des proportions considérables. Plusieurs dizaines de députés sans portefeuille, de secrétaire d'Etat et souvent plusieurs ministres en fonction perdent leur siège parlementaire. Ils sont souvent d'autant plus nombreux à perdre leur siège qu'ils se trouvent à la périphérie du pouvoir politique⁶. La redistribution du haut en bas de l'échelle politique et sociale est devenue une règle normative de la vie politique que les parlementaires se doivent de respecter scrupuleusement au risque de se voir sanctionnés par leur électorat.

En réaction aux théories développementalistes de la modernisation, et en voulant comprendre cette fluidité, le politologue américain Joël D. Barkan a construit un modèle d'analyse du système politique kényan fondé sur l'activité des parlementaires comme entrepreneurs politiques et sur leur capacité à opérer les meilleurs investissements sociaux et symboliques pour organiser le lien entre le centre et la périphérie⁷. Pertinent sous bien des aspects, ce modèle qui confirme l'activité du politicien entrepreneur comme a pu l'illustrer également Jean-François Médard⁸, pose néanmoins quelques problèmes, c'est pourquoi il est important d'y revenir avec attention maintenant, avant d'illustrer comment l'expérience de Paul Ngei permet éventuellement de combler ses lacunes.

Joël Barkan a fondé son analyse du "système semi-compétitif" sur la centralité du "lien" (*linkage*) que doivent établir les parlementaires entre le centre et la périphérie pour être réélus, illustrant contrairement à S. P. Huntington⁹, non pas comment le centre tente d'intégrer autoritairement la périphérie mais comment cette dernière parvient à extraire des ressources du centre à travers la dynamique du mouvement *Harambee*¹⁰. Ce modèle fait du régime de Jomo Kenyatta une pyramide

⁴ Sur les élections de 1969 voir en particulier Hyden (G.), Leys (C.), "Elections and politics in single party systems : the case of Kenya and Tanzania", *British Journal of Political Science*, 2(4), oct. 1972, pp. 389-420.

⁵ Throup (D.W.), "Elections and political legitimacy in Kenya", *Africa*, 63 (3), 1993, pp. 374-376.

⁶ Barkan (J.D.), Okumu (J.J.), "Patrons, machines et élections au Kenya", in CEAN/CERI, *Aux Urnes l'Afrique !, Elections et pouvoir en Afrique noire*, Paris, Pédone, 1978, pp. 119-148.

⁷ *Ibid.*

⁸ Cf. notamment Médard (J.-F.), "Le 'big man' en Afrique : esquisse d'analyse du politicien entrepreneur", *L'année sociologique*, n°42, 1992, pp. 167-192.

⁹ Huntington (S.P.), *Political order in changing societies*, New haven, Yale University Press, 1968.

¹⁰ Sur ce point de la discussion de la thèse de S.P. Huntington et le degré de connaissance aigüe que peuvent avoir les paysans de la vie politique de leur pays voir Hayward (F.M.), "A reassessment of conventional wisdom about the informed public : national political information in Ghana", *The American Political Science Review*, 70(2), juin 1976, pp. 433-451 et Barkan (J.D.),

clientéliste au sommet de laquelle se trouve le Président, contrôlant aux échelons inférieurs les différents niveaux de pouvoir qui s'élargissent à mesure que la distance s'accroît entre le centre, ou plus exactement ici le sommet, et la périphérie, ou la base du système politique. Le Président, principal patron, arbitre entre les demandes des principales lignées clientélistes. Il distribue les ministères aux leaders régionaux qui ont montré leur capacité à fidéliser les soutiens en faveur du gouvernement dans leur région. Clients du Président, ces barons du régime sont également les patrons des secrétaires d'Etat et *backbenchers*, qui reproduisent les mêmes liens dans leur circonscription. Ce système à quatre niveaux fut particulièrement efficace entre 1969 et 1978. Il fonctionne dans la réalité comme un idéal-type, la fidélisation des soutiens n'étant jamais garantie. La compétition pour devenir patron à la place des patrons est telle qu'aucune véritable stabilité n'est possible¹¹.

Cette analyse, insistant les différents éléments de la fonctionnalité du système politique, a pour mérite essentiel de montrer le rôle joué par l'électorat kényan dans la sélection de ses parlementaires et la connaissance intime que celui-ci peut avoir du système politique. Une première réfutation de la passivité des paysanneries est ainsi énoncée contre les théories de la modernisation. Appuyé sur de larges enquêtes par questionnaires, Joël D. Barkan montre ainsi que les paysans kényans sont non-seulement informés de la situation politique du pays, mais qu'ils disposent d'un certain nombre de critères de choix rationnels pour voter. Ces critères se fondent sur la capacité du député à faire le lien entre le centre et la périphérie, à redistribuer les ressources captées au sein des Ministères ou au sein des agences publiques de développement qui se sont multipliées depuis l'indépendance. Les paysans se désintéressent ainsi dans une grande majorité de l'activisme parlementaire du député tant que celui-ci réussit à "livrer la marchandise" (*to deliver the goods*). "Même s'ils résident à la périphérie du système politique national et disposent d'une vision locale de l'intérêt public, la plupart des paysans ne sont pas des acteurs politiques ignorants de la communauté politique nationale dans laquelle ils vivent. Ils ne fondent pas non plus, comme on l'avance souvent, leur comportement politique sur des considérations toutes faites ou "traditionnelles"¹².

L'activité de l'homme politique ne doit ainsi pas être étudiée en relation aux débats parlementaires auxquels il peut contribuer, mais en fonction de sa capacité à générer des ressources hors du Parlement et à maintenir le *linkage* - "un réseau stable et ouvert destiné à la communication et à l'échange des ressources"¹³ entre le gouvernement et sa circonscription. L'activisme des *backbenchers* au Kenya est ainsi totalement anecdotique. Il est dû à un héritage britannique permettant la tenue de sessions parlementaires de plusieurs mois. En Tanzanie, la session ne dure que

"Comment : Further reassessment of conventional wisdom : political knowledge and voting behaviour in rural Kenya", *The American Political Science Review*, 70(2), juin 1976, pp. 452-455.

¹¹ Barkan (J. D.), "Legislators, elections and political linkage", in Barkan (J. D.) ed., *Politics and public policy in Kenya and Tanzania*, New York Praeger, 1984, pp. 79-81.

¹² Cf. Barkan (J.D.), "Legislators, elections and political linkage", art. cité, p. 92. et pour des comptes rendus précis des analyses par questionnaires illustrant la rationalité des choix des électeurs kényans, voir aussi Barkan (J.D.), "Comment : Further reassessment of conventional wisdom : political knowledge and voting behaviour in rural Kenya", art. cité et Barkan (J. D.), "Bringing home the pork : legislative behavior, rural development and political change in East Africa", *Occasional paper n°9*, University of Iowa, Comparative Legislative Research Centre, 1975, 39 p.

¹³ Barkan (J.D.), "Legislators, elections and political linkage", art. cité, p. 73.

quarante jours par ans et les *backbenchers* ne se livrent pas à des débats interminables mais discutent en détail les comptes publics au sein des commissions prévues à cet effet¹⁴.

Alors que l'administration organise la pénétration et le contrôle du centre sur la périphérie, les parlementaires sont les représentants de la périphérie au centre¹⁵. Le travail du parlementaire est ainsi de multiplier les démarches auprès de l'administration provinciale et dans les ministères afin d'obtenir l'allocation des ressources pour sa circonscription et de contribuer au succès des projets de développement locaux (écoles, dispensaires, etc.) en obtenant leur prise en charge par les institutions locales ou en contribuant lui-même à leur réalisation.

La fonction purement entrepreneuriale de l'homme politique est ainsi devenue si importante que, ceux qui s'y sont trompés et qui ont cru que leur travail était de délibérer au Parlement, ont été rapidement remplacés. Les élections doivent être comprises comme des plébiscites locaux jugeant de la capacité des députés à délivrer les services¹⁶. Le Président Kenyatta encouragea le développement des projets *Harambee* tant que ceux-ci ne permettaient pas la constitution de bases politiques indépendantes dangereuses pour le régime. La règle non-écrite était de forger une base politique suffisamment large pour obtenir sa cooptation au sein du gouvernement. Mais cette base ne devait jamais apparaître comme une menace pour le pouvoir en place. J.M. Kariuki qui contribuait à des projets *Harambee* dans tout le pays et aidait même ses collègues parlementaires, devint dangereux en raison de la popularité qu'il avait réussi à construire hors de ses bases locales et indépendamment de la famille Kenyatta, qu'il critiquait vivement au Parlement¹⁷. Il fut assassiné.

Toujours selon l'analyse de Joël Barkan, tous les entrepreneurs politiques kényans sont motivés par des stratégies d'accumulation et d'enrichissement personnels et l'Etat leur fournit une multitude de facilités pour faire fructifier leurs affaires. Ils obtiennent facilement des prêts qu'ils n'ont pas besoin de rembourser et jouissent des salaires confortables qu'ils additionnent en cumulant les positions aux conseils d'administration des diverses agences publiques. Quarante postes de secrétaires d'Etat permettent de coopter les parlementaires les plus populaires ou de charmer les dissidents. Le parti unique, la KANU, est inexistant, désorganisé et ne sert qu'à exclure de la compétition politique les éventuels contestataires. Au niveau local, Joël Barkan propose ainsi de recourir au modèle de la machine politique pour analyser la fidélisation des soutiens par les entrepreneurs. Le couplage du processus électoral et des réunions (*Harambee*) au Kenya favorise ainsi le maintien d'un minimum de responsabilité des gouvernants vis-à-vis des gouvernés, une forme de "gouvernance" permettant une régulation politique efficace au niveau local et le maintien de la stabilité politique du pays¹⁸.

¹⁴ Ibid.

¹⁵ Pour une analyse plus fine et approfondie des relations entre la bureaucratie d'Etat, la classe politique réunie au sein du parti unique et la population selon le modèle centre-périphérie voir Bourmaud (D.), *Histoire politique du Kenya, Etat et pouvoir local*, Paris, Karthala/CREDU, 1988.

¹⁶ Ibid., pp. 76-77.

¹⁷ Ibid. p. 78.

¹⁸ Barkan (J.D.), "The electoral process and peasant-State relations in Kenya", in Hayward (F.M.), ed., *Elections in independent Africa*, Boulder, Westview Press, 1987, pp. 213-238; Barkan (J. D.), "The rise and fall of a governance realm in Kenya" in Hyden (G.), Bratton (M.), *Governance and Politics in Africa*, Boulder, Lynne Rienner, 1992, pp. 167-192.

En recourant à la méthode de l'idéal type pour construire son modèle d'interprétation, et en rejetant les stratégies qui ne s'y conforment pas, Joël Barkan nous semble cependant laisser de côté l'un des éléments essentiels du système politique kényan, soit la nature de l'hégémonie qui s'y est construite. L'assassinat de J.M. Kariuki, l'emprisonnement de John Marie Seroney et de Martin Shikuku en illustrent les aspects violents¹⁹. Ignorer ces dissidents conduit, nous semble-t-il, à rejeter sous la rubrique "populisme" les contre-définitions de la légitimité à gouverner qui sont d'autant plus violemment combattues qu'elles sont dangereuses pour le pouvoir. L'assassinat de J.M. Kariuki en est vraisemblablement l'une des illustrations les plus dramatiques. Cette position amène également ignorer l'existence d'un débat politique au Kenya.

Les contestations de la monopolisation des ressources du pays par l'alliance hégémonique en place ne doivent pas pour autant être analysées en termes de lutte entre les différentes fractions de classes pour le contrôle de l'économie du pays²⁰. J.M. Kariuki et son acolyte Charles Rubia, deux des contestataires les plus virulents du début des années soixante-dix en sont deux bonnes illustrations. Ce sont tous les deux des *big men* parmi les *big men*, spécialistes du chevauchement (le fameux *straddling*) entre positions de pouvoir public et entrepreneuriat privé. Disposant chacun de prises de participation diverses dans des entreprises locales, ils ont, à l'origine, construit leur fortune sur des monopoles conférés par leur accès au pouvoir d'Etat. Le premier, ancien combattant Mau-Mau et prisonnier issu du district de Nyandarua, coopté au sein de l'appareil d'Etat à la tête du *Kenya Youth Service* dès 1964, s'enrichit considérablement en raison du monopole dont il disposait sur toutes les activités de jeu dans le pays. Le second, Charles Rubia, leader politique de Murang'a, a lui aussi fait ses preuves comme entrepreneur, notamment parce qu'il disposa au début des années soixante du monopole grâce à ses connections au *Sugar board* de la commercialisation du sucre dans le pays. Les ressources financières accumulées ont permis aux deux hommes de mener des carrières politiques flamboyantes, le premier entrant au gouvernement dès 1968 et le second étant élu premier maire africain de la ville de Nairobi au lendemain de l'indépendance. Pourquoi ces deux représentants richissimes des élites kikuyu se sont-ils opposés si violemment à famille Kenyatta ? Conflit d'intérêts ? Sans doute, mais ceux-ci combattaient surtout pour une autre pratique de la politique au Kenya. Ils proposaient un retour au contrat social de l'indépendance, grâce auquel le Kenya resterait une société ouverte, donnant à chacun les chances de prospérer, loin de toute monopolisation du pouvoir ou des opportunités d'accumulation économiques par quelques familles politiques. Nous retrouvons à travers leur démarche deux éléments essentiels de la culture politique kényane : l'égalitarisme entre les individus à qui doivent être donnés les mêmes chances de réussir, et l'accès au pouvoir en fonction de leur performance individuelle.

Enfin, il est nécessaire de rappeler que cette régulation clientéliste de la compétition politique, "en pyramide", se fonde sur la perpétuation d'énormes

¹⁹ Ces trois hommes sont les fers de lance de la contestation parlementaire dans les années soixante-dix. Sur J.M. Kariuki voir notamment Dauch (G.), "J-M Kariuki ou l'éthique nationale du capitalisme", *Politique Africaine*, II(8), dec. 1982, pp. 21-43.

²⁰ Sur ce type d'analyse et ses problèmes à conceptualiser l'Etat de façon non-déterministe voir notamment : Swainson (N.), *The development of corporate capitalism in Kenya 1918-1977*, Berkeley, University of California Press, 1980 et Kitching (G.), "Politics, Method, and evidence in the 'Kenya Debate'", in Bernstein (H.), Campbell (B.K.), *Contradictions of accumulation in Africa*, Beverley Hills, Sage, 1985, pp. 115-151.

inégalités économiques régionales. L'image d'une répartition consociationnelle des ressources, où chaque baron du régime obtient après son voisin sa part de l'assiette nationale, masque totalement la concentration croissante au cours des années soixante-dix de la grande majorité des ressources économiques du pays au sein de la province centrale, voire, plus précisément, dans le district de Kiambu. De plus, il ne faut pas oublier que la répression des dissidents fut des plus brutales, notamment contre tous ceux qui se permettaient de porter atteinte à l'autorité absolue d'un chef de l'Etat.

Dès le début des années soixante-dix, Colin Leys avait finement comparé, le régime kenyan à une cour royale, semblable à celle d'Hailé Sélassié en Ethiopie²¹. Il donna une description suggestive du fonctionnement de cette cour centrée autour de Jomo Kenyatta, le suivant lors de ses déplacements entre sa résidence de travail de Gatundu et ses résidences de vacances de Mombasa et Nakuru²². Seuls Kenyatta et les membres rapprochés de sa cour avaient le pouvoir de décision et distribuaient ainsi leur patronage avec les délégations venues témoigner de leur loyauté à Gatundu. Les hommages rendus par les différentes délégations se rendant à Gatundu étaient ainsi autant de signes de soumission au Père de la Nation²³. Plus que jamais, le pouvoir était placé entre les mains de l'administration provinciale et surtout des PC, qui, toujours cintrés dans leurs uniformes coloniaux, contrôlaient étroitement les activités des hommes politiques, grâce à leur capacité d'autoriser ou de refuser toute réunion politique ou toute collecte *Harambee*²⁴.

Dès le début des années 1970, le système politique kényan est ainsi façonné par la prégnance du pouvoir de "Famille Kenyatta", sa monopolisation croissante des moyens d'accumulation et son contrôle tatillon des forces de sécurité et de l'administration provinciale. L'utilisation du terme "Famille" avec ou sans "F"

²¹ Leys (C.), *Underdevelopment in Kenya. The political economy of neo-colonialism 1964-1971*, Nairobi, Heinemann, 1975, chapitre 7.

²² "des délégations de toutes sortes venaient à la cour ; des délégations de district, de région, de tribu, et avec des fonctions bien particulières. La plupart d'entre elles venaient d'un district précis, le plus souvent en très grand nombre, accompagnées par des équipes de danseurs traditionnels et des chorales d'enfants, organisées et dirigées par des parlementaires ou des conseillers locaux en présence des commissaires de province et de district de cette région. Ils démontraient leur capacité à danser et à chanter ; leurs leaders présentaient des chèques pour les différentes causes soutenues par le Président et lui exprimaient leurs sentiments de loyauté et de respect, présentant vers la fin, leurs doléances et leurs plaintes. En retour, le président les remerciait, applaudissait les danseurs et les chanteurs et leurs recommandait de rester unis dans le travail quotidien, avant de discuter de leur requête en expliquant pourquoi certaines ne pouvaient être satisfaites et comment les autres pourraient l'être. (...) Certaines délégations, surtout celles qui comprenaient des investisseurs étrangers, suivaient le même rituel, sans doute avec moins de couleurs, mais munies de plus gros chèques (...) Peu de personnalités se rendaient à la cour de Gatundu sans raison. Le droit d'entrée y était substantiel, les visites, mêmes discrètes avaient un impact sur des enjeux négociés dans d'autres lieux, si ce n'est sur place : le paiement des taxes pour les entrepreneurs locaux, les termes des investissements étrangers dans le pays; les prix payés aux producteurs des différentes denrées". Cf. Leys (C.), *Underdevelopment in Kenya, op. cit.*, pp. 247-248

²³ Dès 1973, les commentateurs politiques étrangers insistaient par ailleurs sur les problèmes posés par ce fonctionnement courtisan du gouvernement ou de l'Etat. Jomo Kenyatta ne s'intéressait plus qu'à très peu de dossiers. Le Cabinet se réunissait à peine six fois par an. Les secrétaires d'Etat s'attaquaient en permanence dans la presse à leur ministre de tutelle donnant une impression de grand désordre. Cf. notamment ACR, 1972-1973.

²⁴ *Africa Confidential*, 14(2), *Africa Confidential*, 19/1/1973; *Africa Confidential*, 14(5), 5/10/1973; *Africa Confidential*, 15(18), 06/09/1974.

majuscule par les commentateurs kényans pour qualifier l'alliance de pouvoir centrée autour du chef de l'Etat pendant la deuxième décennie d'indépendance est significative de l'évolution du régime et surtout de l'importance des liens personnels avec le chef de l'Etat qui sont devenus de façon croissante la ressource cruciale pour toute entreprise politique²⁵. Jomo Kenyatta pouvait prétendre être le père de la Nation tant qu'il respectait cette "matrice morale" consensuelle qu'a pu identifier Michael Schatzberg, distribuant équitablement et largement les ressources du pays, garantissant le renouvellement des générations politiques et restant à l'écoute des conseils prodigués par les mères de la Nation²⁶. Jomo Kenyatta, député de Gatundu, élu Président de la République par le Parlement, assurait ainsi la cohésion du pays en garantissant une représentation régionale équilibrée au sein de son gouvernement, incarnant l'unité de l'Etat face à la diversité kényane. Père nourricier distribuant équitablement la terre à ses enfants à l'écoute desquels il sait rester également attentif en sillonnant inlassablement le pays, se mêlant à la foule et dansant avec les groupes traditionnels lui conférant une autorité légitime sur leur communauté, Jomo Kenyatta se transforme au cours des années soixante-dix un chef de clan. Il devient distant et autoritaire, abandonnant la gestion du pays à sa parentèle hors de tout partage du pouvoir avec ceux qui n'en font pas partie, ou qui y sont considérés comme des cadets sociaux.

"La famille" correspond à la parentèle élargie de Jomo Kenyatta qui s'arroge un nombre croissant de postes publics et de ministères. Parmi ceux-ci les différents analystes de la politique kényane de l'époque ont identifié trois cercles recoupant plus ou moins la distance en termes de parenté que ces leaders occupent dans la communauté imaginaire kényane. Les membres du premier cercle sont ceux de la famille élargie du Président et ont un lien de sang direct avec lui²⁷. Cette famille

²⁵ Karimi (J.), Ochieng' (P.), *The Kenyatta succession*, Nairobi, Transafrica, 1980, Chap. 2.

²⁶ Cf. Schatzberg (M.), "Power, legitimacy and democratization in Africa", *Africa*, Vol. 63, n°4, 1993, pp. 445-461

²⁷ On peut notamment y identifier : le Dr Njoroge Mungai (neveu), médecin personnel de Kenyatta, député de Dagoretti, ancien Ministre de la défense, devenu Ministre des Affaires Etrangères en 1969, successeur présumé au sein de la "famille"; Mbiyu Koinange (beau-frère), député de Kiambaa, compagnon de route depuis les années vingt, Ministre d'Etat au sein du secrétariat-général à la présidence en charge du poste-clef de l'administration provinciale et de la sécurité intérieure ; Charles Koinange (beau-frère), jeune frère de Mbiyu Koinange et *Provincial Commissioner* de la province côtière, puis de la province de l'est de 1964 à 1978 ; Peter Muigai Kenyatta (fils), député de Juja en 1974, commerçant très actif, gérant notamment le monopole conféré à la famille pour l'exportation de charbon de bois vers le Golfe Persique; Ngengi Muigai (neveu), *chairman* de Mackenzie Dalgety Ltd, la branche locale d'une multinationale anglaise ; Udi Gecaga (beau-fils), *chairman* de Lonhro East Africa jusqu'en 1978 (Sa mère Jemimah est l'une des sœurs de Njoroge Mungai et fut nommée au Parlement en 1969) ; Bethwell Gecaga, petit-neveu, frère d'Udi Gecaga, *managing director* de British American Tobacco (BAT-Kenya); Njoroge Ng'ethe (petit-neveu), Haut Commissaire du Kenya à Londres; Margaret Wambui Kenyatta (fille), Maire de Nairobi de 1969 à 1978, gestionnaire du patrimoine immobilier de la famille nucléaire ; Ngina Kenyatta, la plus jeune femme du Président, qui est créditée d'une influence politique considérable, notamment lorsqu'il s'agit de l'accaparement des positions d'accumulation ; James Muigai (frère), Beth Mugo (nièce), femme de l'Ambassadeur du Kenya en Ethiopie, George Muhoho (neveu). Parmi ces quelques noms se trouvent représentées quelques unes des plus grandes familles de Kiambu, Jomo Kenyatta ayant après son retour d'Angleterre en 1946 passé alliance matrimoniale avec l'une des filles de Chief Koinange, puis de Chief Muhoho, dominant ainsi toute la partie nord-est et sud-est du district de Kiambu. Cf. Karimi (J.), Ochieng' (P.), *The Kenyatta succession*, op. cit., p. 71 ; Leys (C.), *Underdevelopment in Kenya*, op. cit., p. 246 ; Throup (D.), "The construction and destruction of the Kenyatta State", Paper presented at the Conference on the political economy of

élargie monopolise un certain nombre de postes politiques, mais aussi des postes-clefs au sein de l'administration, des services de sécurité et des entreprises multinationales du pays. Deux hauts fonctionnaires kikuyu originaires de Kiambu qui ont eux aussi accès permanent au chef de l'Etat mais pour lesquels nous n'avons pu établir s'il existait un lieu de parenté, sont Duncan Ndegwa, le gouverneur de la Banque Centrale et Ben Ngethi, le chef de *General Service Unit* (GSU, l'unité paramilitaire indépendante de l'armée et de la police créée en 1963 et placée sous les ordres directs du chef de l'Etat).

La famille élargie de Jomo Kenyatta, associant trois des plus puissants lignages de Kiambu, est complétée par un deuxième cercle d'alliés très proches qui fut parfois identifié comme formant la "Famille royale". Celle-ci regroupe quelques leaders des autres divisions de Kiambu où Jomo Kenyatta ne s'est pas marié, et des représentants des districts "frères", kikuyu, embu et meru, cumulant souvent des postes au sein du gouvernement, de l'administration et au sein des conseils d'administration des principales entreprises para-étatiques et privées du pays. Ils occupent également souvent des fonctions au sein de la *Gikuyu, Embu, Meru Association*, (GEMA), l'association de solidarité communautaire créée en février 1971 pour promouvoir le bien-être de la grande famille des hautes terres productrices de thé et de café autour du Mont Kenya²⁸. Les représentants principaux de ce second cercle sont James

Kenya, School of Advanced International Studies, the Johns Hopkins University, 11-12 April 1986, pp. 10-13.

²⁸ Cette "Famille royale" représente au sens propre l'alliance hégémonique dirigeant le pays et monopolisant de plus en plus au cours des années soixante-dix ses principaux canaux d'accumulation. Nicola Swainson, dans son étude sur le développement de l'entrepreneuriat au Kenya, a ainsi montré comment Udi Gecaga à la tête de la branche locale de la multinationale *Lohnro*, son frère Betwell à la tête de celle de *British-American Tobacco* (BAT), Ngengi Muigai placé chez *Mackenzie Dalgety* et Njenga Karume, ont pu user de leurs positions pour promouvoir les intérêts financier de la GEMA ou de la famille Kenyatta dans le pays. En 1975, Udi Gecaga et Ngengi Muigai avaient déjà suffisamment d'assise financière pour investir dans une compagnie privée, *Mwahamu Ltd.*, qui prit le contrôle de *Mackenzie Dalgety*, en rachetant 60% de ses parts. L'une des plus grosses firmes du pays, possédant des ramifications dans les secteurs de la distribution, de la production des biens de consommation, etc., passait ainsi entre les mains de deux des membres actifs de la famille Kenyatta. *Mwahamu Ltd* fut par ailleurs identifié par Nicola Swainson comme étant l'une des compagnies investissant le plus dans des domaines producteurs de café, de thé, dans des plans de développement immobilier avec *Lohnro* à Nairobi, etc. La possibilité d'obtenir des protections politiques servit ainsi un grand nombre de jeunes membres des grandes familles dirigeantes pour obtenir des postes au sein des entreprises multinationales et de là, développer leurs propres entreprises et les activités de leurs aînés directement engagés en politique. Nicola Swainson précise ainsi que l'on retrouve à travers différentes participations croisées au sein des multinationales et autres compagnies kényanes toujours les cinquante même plus gros entrepreneurs du pays. Ce groupe recoupe en partie les milieux bureaucratiques et politiques dirigeant l'Etat. Les membres de la GEMA figurent en bonne place parmi ces cinquante leaders économiques du pays à tel point qu'on puisse parler, selon ce chercheur américain, d'une concentration industrielle entre quelques mains, redoublant le processus de concentration engagé dans la propriétés des grands domaines de thé et de café qui sont les deux plus importantes sources d'accumulation agricole dans le pays. Lorsque qu'il est nommé à la tête de la GEMA à la place de Jeremyah Nyagah en 1973, Njenga Karume est membre des conseils d'administration de trente six compagnies avec des intérêts personnels dans trente trois d'entre elles. Il va transformer l'organisation de solidarité communautaire en un véritable outil d'accumulation, disposant d'une compagnie d'investissements et d'une Banque destinée au développement industriel de ses membres. Tout au long des années 1974-1976, la *GEMA Holdings Ltd* se rend propriétaire de plusieurs compagnies industrielles dont la principale productrice de briques et de tuiles du pays, appartenant anciennement à une multinationale. Selon Nicola Swainson, les leaders de la GEMA contrôlent au

Gichuru (député de Limuru), l'ancien Président de la KAU puis de la KANU devenu Ministre de la défense ; Charles Njonjo, fils du *chief* Njonjo lui aussi originaire de Kiambu, fin juriste devenu *Attorney General* en 1964 ; Mwai Kibaki, député de Bahati à Nairobi en 1969 puis d'Othaya dans son district natal de Nyeri en 1974, économiste et principal artisan de la politique économique et monétaire du pays après l'assassinat de Tom Mboya, Ministre des Finances et du Plan à partir de 1969 ; Julius Gikonyo Kiano, député de Mbiri, le fils de *chief* Kiano l'un des grands propriétaires fonciers du nord du district de Murang'a¹, Ministre du Gouvernement Local ; Jackson Angaine, député de Meru nord-ouest, grand propriétaire terrien producteur de café, Ministre des Terres et du Repeuplement en charge de l'allocation cruciale des derniers grands domaines des terres blanches ; Jeremyah Nyagah, député d'Embu-sud, Ministre de l'Agriculture, responsable de la *GEMA* jusqu'à ce qu'elle soit confiée en 1973 à un entrepreneur de Kiambu politiquement moins en vue, James Njenga Karume.

Enfin, le troisième cercle regroupe des individualités, apportant à cette alliance des élites des hautes terres caféières, une apparence de représentativité nationale. Ce sont : Daniel arap Moi, député de Baringo (Tugen), Vice-Président et Ministre de l'Intérieur, Ronald Ngala (Giriama), député de Kilifi, Ministre de l'Energie et des Communications, Stanley Oloitiptip (Maasai), député de Narok, Ministre des Ressources naturelles et, Paul Ngei, député de Kangundo, toujours Ministre du Logement en 1969²⁹. Ces trois cercles forment le groupe dirigeant du régime s'appuyant sur le mouvement *Harambee* comme stratégie de légitimation mais reproduisant surtout une idéologie de la séniorité absolue fondatrice de leur autorité et surtout de leur autoritarisme qui frappe progressivement toutes les formes de contestation et toutes les tentatives de remise en cause de cette captation des ressources politiques et économiques du pays. La répression contre les étudiants, l'assassinat de J.M. Kariuki, puis l'arrestation de John Marie Seroney et Martin Shikuku en témoignent. Dès 1972, Jomo Kenyatta en avait lui-même donné un exemple puissant en réclamant lors d'un meeting à Nairobi, l'exécution publique des petits délinquants. Partisans des châtiments corporels contre les petits voleurs qui peuplent la capitale au lieu de rester dans les zones rurales pour travailler la terre, Jomo Kenyatta s'était pour la première fois affronté à un refus catégorique de Charles Njonjo de présenter un projet de loi au Parlement permettant de légaliser les exécutions publiques pour les crimes de sang³⁰. Le principe de séniorité absolue kényan fut largement ancré dans la définition de l'homme de bien kikuyu dont Kenyatta avait lui-même contribué à façonner l'image³¹. Il valorise de façon extrême de la richesse, signe de fécondité, de travail et de bénédiction divine, alors que la pauvreté, celle des paysans sans terre, des habitants des bidonvilles, des "en bas du

milieu des années soixante-dix le développement des investissements industriels africains au Kenya. L'association permet de réinvestir et de placer les capitaux générés sur les domaines de thé et de café et illustre clairement la concentration à grande échelle du capital Africain kényan entre quelques mains. Cf. Swainson (N.), *The development of corporate capitalism in Kenya, 1918-1977*, Berkeley, University of California Press, 1980, pp. 202, 204-206, 262, 276-284 et NCKK, *Who controls industry in Kenya*, Nairobi, EAPH, 1968.

²⁹ Cf. notamment pour cette nomenclature politique Leys (C.), *Underdevelopment in Kenya*, op. cit., p. 246.

³⁰ ACR, 1971-1972.

³¹ Cf. Lonsdale (J.), "The moral economy of Mau-Mau : Wealth, Poverty and Civic virtue in Kikuyu political thought" in Berman (B.) et Lonsdale (J.), *Unhappy valley. Book two : Violence and ethnicity*, Londres, James Currey, 1992, pp. 315-504.

bas" n'était pour le chef de l'Etat qu'un signe répréhensible de fainéantise nourrissant la criminalité et qu'il fallait lourdement et publiquement réprimer. Outre cette déclaration publique, l'organisation répétée à partir de 1969 de destructions de bidonvilles, que Margaret Kenyatta, maire de Nairobi et Paul Ngei, Ministre du Logement, mettent un point d'honneur à mettre en oeuvre, illustre pleinement la nature de l'idéologie autoritaire imprégnant le Kenya à partir de la fin des années soixante³².

Le premier choc pétrolier fragilisa cependant considérablement l'alliance hégémonique au pouvoir, dont la mainmise sur l'appareil d'Etat et l'économie fut de plus en plus contestée. A la fin de l'année 1973, le pays est classé par la Banque mondiale comme faisant partie des soixante-dix Etats sinistrés par la hausse de leur facture pétrolière. La prise de conscience de l'allocation disproportionnée des fonds publics à la province centrale se produit brutalement avec la publication, en 1972, d'un rapport du Bureau International du Travail (BIT) sur la répartition des revenus dans le pays³³. L'équipe du BIT recommande la mise en place d'un certain nombre de mesures de contrôle des inégalités régionales. Ce rapport documente pour la première fois les disparités existant entre les districts en termes de développement et d'accès à l'emploi salarié, recommandant, par exemple, l'introduction de quota par province, pour garantir l'accès de tous à l'éducation secondaire, à la fonction publique et à l'armée. Ce rapport déclencha les passions et plusieurs députés dissidents dont Elijah Mwangale (Bungoma est), J.M. Kariuki (Thompson Falls) demandèrent l'acceptation unilatérale de ses recommandations par le Parlement, mais sans succès³⁴.

La gestion catastrophique de la sécheresse des années 1973-1975 ne fit que renforcer par la suite le sentiment de monopolisation des ressources du pays par les élites de la province centrale. L'absence d'infrastructures de commercialisation rapide du maïs et d'investissements routiers dans la vallée du rift et la province de l'ouest provoqua la perte de deux millions de sacs en 1972 alors que parallèlement, les révélations sur l'existence d'un marché noir lucratif entre la vallée du rift et la province centrale compromettaient des membres de l'administration et du gouvernement. Les districts les plus touchés par ces disparités régionales étaient essentiellement, les districts céréaliers des anciennes terres blanches ou de la province de l'ouest : Nyandarua, Nakuru, Nandi, Baringo, Uasin Gishu, Trans-Nzoia, Elgeyo-Marakwet, Bungoma et Kakamega³⁵.

L'accaparement des terres blanches par les élites de Kiambu, leurs alliés de Nakuru et leur clientèle Kikuyu commençait également à provoquer un ressentiment croissant dans le pays. En 1971, alors que déjà 50% des terres blanches du district de Nakuru avaient été attribuées à des propriétaires kikuyu, la nouvelle politique d'allocation foncière ne fit que renforcer la monopolisation du processus d'accumulation. En effet, le *Shirika scheme* permit la revente de domaines entiers à des associations de capitaux qui les plaçaient en gérance comme des sociétés par actions. En 1974, alors que des révélations de plus en plus nombreuses sur des

³² Cf. sur ce point Werlin (H.H.), *Governing an african city. A study of Nairobi*, New York, Africana Publishing Co., 1974.

³³ ILO, *Employment, incomes and equality. A strategy for increasing productive employment in Kenya*, Geneva, International Labour Office, 1972.

³⁴ Widner (J.), *From 'Harambee !' to 'Nyayo'*, op. cit., pp. 77-78

³⁵ *Ibid*, pp. 80-82.

transactions foncières frauduleuses se multipliaient et que les plans de revente en parcelles individuelles aux paysans sans terre touchaient à leur fin, Waruru Kanja, un ancien combattant Mau-Mau de Nyeri et Charles Rubia et l'ancien maire de Nairobi, se joignèrent à Martin Shikuku, Elijah Mwangale et J.M. Kariuki pour faire campagne avec pour cri de ralliement : "*equal opportunity for all* !". Cette mobilisation antigouvernementale exprimait la colère générale face à une dérive de l'Etat Kenyatta dont l'économie politique favorisait le réinvestissement de toutes les ressources économiques du pays là où elles étaient essentiellement produites, c'est-à-dire sur les hautes terres productrices de café et de thé, dans les provinces centrale et de l'est³⁶. De plus, à travers le mouvement *Hurambee* les revenus les plus importants étaient réinvestis dans leur région d'origine, où étaient situées les meilleures écoles, les meilleures infrastructures routières et administratives et dont les meilleurs éléments de fait plus nombreux que ceux des autres régions du pays, étaient recrutés au sein de l'administration.

Progressivement, *Mzee* apparut plus comme un chef de clan que comme le père de la Nation. Le contrat social de l'indépendance, sérieusement mis à mal par l'exclusion d'Oginga Odinga et de Bildad Kaggia du pouvoir, semblait irrémédiablement se briser. Les élections de 1974 permirent en partie de réguler la tension politique montant dans le pays. Le renouvellement des parlementaires prit des proportions considérables et même plusieurs membres du Cabinet perdirent leur siège. En 1975, l'assassinat de J.M. Kariuki et l'emprisonnement des parlementaires ayant demandé l'adoption du rapport de la commission d'enquête impliquant notamment Mbiyu Koinange, Charles Njonjo et Daniel arap Moi dans ce meurtre, illustrèrent cependant les limites de la régulation politique semi-compétitive. Mais la question politique centrale provoquant l'ébullition des réseaux factionnalistes devient, à partir de 1975, la succession de Jomo Kenyatta.

✓ | Le Président kényan connaît en effet une aggravation de ses problèmes cardiaques faisant craindre à tout moment la perspective de sa succession. La famille Kenyatta et les élites de Kiambu veulent à tout prix empêcher la perte de la magistrature suprême au profit du vice-président, Daniel arap Moi, et organisent un mouvement au cours de l'année 1976 pour changer la constitution. Ce mouvement, tout comme les tentatives postérieures de prendre le contrôle de la KANU, échouera, permettant au Vice-Président Kalenjin d'accéder à la présidence en août 1978 et, comme le craignaient les membres de la famille Kenyatta, de profiter des quatre-vingt-dix jours d'intérim avant l'organisation d'élections générales pour faire accepter son pouvoir à l'administration provinciale et au reste du pays.

Cette première décennie de parti unique est ainsi marquée par deux grandes périodes. La première voit s'établir une alliance hégémonique, qui dispose de suffisamment de ressources pour faire accepter sa monopolisation du pouvoir et la seconde voit le craquèlement progressif de cette hégémonie, face à la mobilisation d'un nombre croissant de députés contestataires de la vallée du Rift et de l'ouest du pays. Paul Ngei s'est trouvé directement impliqué au cœur de ce double mouvement, devenant l'un des alliés privilégiés de la famille Kenyatta au début des années soixante-dix, et l'un des artisans du "mouvement pour changer la constitution". Il nous faut maintenant analyser comment celui qui n'avait toujours pas pris le contrôle de la branche de la KANU à Machakos en 1968 est parvenu à cette position dominante, et

³⁶ Cf. en ce sens Thomas (B.P.), *Politics, participation and poverty. Development through self-help in Kenya*, Boulder, Westview Press, 1985.

quel fut l'impact de cette ascension sur la relation entretenue avec son terroir, Kangundo.

A) Paul Ngei, roi des Kamba.

Au lendemain de l'élection de 1969, l'entreprise politique de Paul Ngei a repris une certaine vigueur mais ne semble toujours pas florissante. Depuis septembre 1968, Ngei est enfin parvenu à conquérir le siège de *chairman* de la KANU Machakos mais sans que cette victoire se concrétise par l'établissement d'une hégémonie locale sur le district ou sur le leadership kamba. Lors de l'élection de 1969, William Malu a certes été battu dans sa circonscription de Kilungu par Mathew Mutiso Muyu, l'ancien candidat de l'APP revenu à la KANU, dont l'élection avait été invalidée en 1964. Simeon Kioko, avec lequel Ngei s'est finalement réconcilié, a également été facilement réélu dans sa circonscription de Mbooni. Mais plusieurs des parlementaires qui avaient soutenu Ngei pendant ses années de purgatoire ont été battus. Julius Ndile, l'ancien secrétaire de l'ADC Machakos est largement battu dans sa circonscription de Makueni par un nouveau venu, Jackson Kasanga Mulwa. David Kiamba, un autre ancien député de l'APP, est aussi battu par un autre nouveau venu H.A. Mutunga. George Wilson Nthenge, le vieil ennemi de Ngei, que ce dernier avait humilié en lui refusant au dernier moment l'étiquette de l'APP en 1963, est parvenu à conquérir la nouvelle circonscription d'Iveti sud, alors que Gideon Mutiso, le rebelle de l'APP finalement rallié à Malu, a réussi à se faire réélire sans le soutien du *chairman* du parti, grâce à une solide base locale de pouvoir. Pourtant, à peine trois ans plus tard, Ngei s'affiche comme l'un des membres de la "famille royale". Il s'illustre comme le porte-parole officiel du groupe dirigé par Njoroge Mungai pour changer la constitution et éviter tout risque d'accès au pouvoir de Daniel arap Moi. Que s'est-il passé pendant ces trois années, quelles ressources politiques ont permis au leader de Kangundo d'accéder aux plus hauts sommets de l'Etat ? Pour tenter de suggérer une réponse plausible à cette question, il est nécessaire de mettre en parallèle deux crises successives qui ont marqué le pays entre 1969 et 1971 et qui ont impliqué à des degrés divers le leader de Kangundo, avant d'identifier les liens précis qui unissent Ngei à la famille Kenyatta.

1. Les éléments d'une cooptation.

Entre 1969 et 1971, le Kenya est frappé par deux crises successives. La première, l'assassinat de Tom Mboya suivi de l'affrontement violent entre les nationalismes ethniques luo et kikuyu, a marqué l'histoire du pays comme un véritable traumatisme, ouvrant une ère où l'assassinat politique devint l'un des modes récurrents de règlement des conflits entre les hommes du Président et leurs ennemis. Cet assassinat entérina ainsi radicalement le changement de nature du régime. L'expression d'une fidélité indéfectible à Jomo Kenyatta et au pouvoir kikuyu devint l'une des règles pragmatiques déterminantes de la compétition politique, garantissant l'accès au pouvoir. Paul Ngei, ayant sans doute tiré la leçon de ses échecs passés le comprit rapidement et prit une part importante dans l'organisation de la campagne de prestation de serments qui frappa le pays après l'agression de Kenyatta à Kisumu. Cette première crise provoqua la seconde. Cette dernière n'est pas restée dans les mémoires comme un moment aussi déterminant de l'histoire du pays, mais elle eut un impact important sur l'entreprise politique de Paul Ngei et la réorganisation des services de sécurité dans le pays. En effet, un grand nombre de militaires et de hauts fonctionnaires kamba ayant refusé de prêter un serment de fidélité au pouvoir kikuyu,

tels le général Ndolo ou le *chief Justice*, Kitili Mwendwa, durent démissionner de leurs postes.

-*Kyalo kya Mueni*, des "voyages au clair de lune".

La première crise sur laquelle il nous revient est l'assassinat de Tom Mboya. Tom Mboya fut assassiné le 5 juillet 1969. Mboya n'avait jamais été considéré comme un leader luo avant son décès. Peu impliquée dans les affaires de la *Luo Union* à la différence de son grand rival Oginga Odinga, la famille de Mboya était de plus originaire des îles Rusinga au large d'Homa Bay dans le district de South Nyanza, une enclave de populations parlant une langue bantoue assimilée par leurs voisines parlant une langue nilotique, le luo, mais ayant gardé de fortes spécificités dialectales. Eduqué sur les plantations de sisal de Thika, Mboya parlait couramment le Kikuyu et avait réussi tout au long de sa carrière syndicale puis politique à chevaucher les enracinements identitaires ethniques, gardant un attachement dans sa communauté rurale de Rusinga et un autre à Nairobi dans sa circonscription multiethnique de Bahati. Mboya était l'un des candidats potentiels à la succession de Jomo Kenyatta³⁷. Courtisé par les Etats-Unis, fin connaisseur de la classe politique kényane, aussi habile dans les coursives du parti ou du Parlement que sur une tribune publique, Mboya représentait un danger pour la famille Kenyatta et le Vice-Président Daniel arap Moi. Son assassinat, après la marginalisation d'Oginga Odinga, l'autre grand leader luo, fut réinterprété par les populations luo de la capitale comme une attaque directe des Kikuyu, qui éliminaient le dernier espoir luo d'obtenir la présidence après Jomo Kenyatta.

Au cours des obsèques nationales qui suivirent, plusieurs leaders politiques du gouvernement furent accueillis par des quolibets et même la voiture présidentielle de Jomo Kenyatta dut faire face à la colère de la foule. Cette hostilité déclarée envers le chef de l'Etat provoqua une réaction violente des populations kikuyu de Nairobi, qui, au cours de l'été, prirent à partie plusieurs jeunes hommes luo dans le bidonville de Kawangware, et les circoncièrent à coups de *panga* et avant de les laisser mourants³⁸. Ces heurts se poursuivirent par une campagne de prestations de serments dans la province centrale, faisant jurer aux populations kikuyu qu'ils feraient tout pour que le pouvoir au Kenya reste à jamais, dans "la maison de Mumbi"³⁹.

Fin août, ces prestations de serments commencèrent ainsi à être organisées dans la province centrale. Malgré les protestations officielles des Eglises kényanes contre la perpétuation de ces pratiques "antichrétiennes", elles se poursuivirent durant les premières semaines de septembre, jusqu'à ce que le Vice-Président Daniel arap Moi obtienne de Jomo Kenyatta une condamnation officielle de tels agissements⁴⁰. Dans ce contexte d'exacerbation maximale des nationalismes ethniques kikuyu et luo,

³⁷ Cf. pour plus de détails la biographie de David Goldsworthy : *Mboya. The man Kenya wanted to forget*, op.cit.

³⁸ La communauté luo est l'une des rares communautés kényanes à ne pas circonci ses hommes, un signe d'impureté et d'irresponsabilité de l'adulte pour leurs voisins.

³⁹ Mumbi est l'ancêtre mythique de la communauté kikuyu, la femme de "Gikuyu" et la mère nourricière du groupe. Celui-ci se réfère souvent comme "*The house of Mumbi*", la maison de Mumbi.

⁴⁰ Cf. ACR 1969-1970, *Africa Confidential*, 22, 7/11/1969 et pour une analyse de la réaction des églises kényanes à cette crise voir Lonsdale (J.), Booth-Clibborn (S.), Hake (A.), "The emerging pattern of Church and State cooperation in Kenya", in Fashole-Luke (E.), et alii eds., *Christianity in independent Africa*, Bloomington, Indiana University Press, 1978, pp. 267-284.

une visite officielle de Kenyatta à Kisumu début octobre, au cours de laquelle celui-ci s'en prit directement à Oginga Odinga, provoqua l'affrontement. La foule commença à insulter le Président, puis à jeter des projectiles dans sa direction, provoquant la réaction immédiate de ses gardes du corps qui firent feu pour le mener jusqu'à son véhicule, faisant une dizaine de mort et une cinquantaine de blessés. Dans les heures qui suivirent, Oginga Odinga fut mis en détention et quelques jours plus tard, le KPU fut officiellement interdit. Comme nous l'avons vu, Ngei intervint de façon grandiloquente au Parlement pour demander au Vice-Président Moi la déportation immédiate d'Oginga Odinga. Mais il semble que le leader de Kangundo ait également saisi l'opportunité de la crise suivant l'assassinat de Tom Mboya pour promouvoir sa carrière politique et se rapprocher de Kenyatta en organisant lui-même des prestations de serment dans le district de Machakos. Philip Ochieng' et Joseph Karimi ont en effet rapporté que pendant la deuxième semaine de septembre 1969, des camions transportant des habitants du district de Machakos se sont déplacés pour des *Kyalo kya mueni* (des voyages au clair de lune), c'est à dire des déplacements vers des lieux de prestation de serment⁴¹.

John Mutei Mutiso, Joseph Munyao Mbindyo confirment avec fierté l'organisation par Ngei de convois entiers se réunissant successivement à Gatundu puis chez Munyao Mbindyo à Matungulu, pour prendre un serment de fidélité à Jomo Kenyatta. Il semble que Ngei se soit en effet tout d'abord rendu à Gatundu avec ses hommes pour prêter serment, puis que ceux-ci soient revenus à Matungulu pour organiser une vaste campagne de prestation, pendant plusieurs jours, auprès des populations de Kangundo et du district de Machakos⁴². Cette prestation de serment sur le *kithitu* demandait à tous les Kamba de rester fidèle à Jomo Kenyatta et que la présidence reste dans la province centrale. Un seul député kamba protesta contre cette campagne, Gideon Mutiso, le député de Yatta. Lors de deux conférences de presse à la fin du mois de septembre 1969, Mutiso dénonça en effet l'organisation de prestations forcées dans le district de Machakos impliquant le *Kenya Youth Service*, le GSU et une partie de l'administration provinciale, mobilisés pour réunir la population du district dans les lieux choisis à cet effet. Des groupes soutenus par l'appareil local de la KANU contrôlé par Ngei auraient même forcé les élèves des écoles secondaires à prêter ce serment les liant à jamais devant les forces de l'invisible à Paul Ngei et aux leaders Kikuyu. Plusieurs écoles missionnaires auraient ainsi été marquées par l'absentéisme de leurs élèves, pour lesquels un serment sur le *kithitu* représentait un reniement de leur foi chrétienne⁴³. Cet épisode de septembre 1969 représente un traumatisme toujours vivant de l'histoire locale. Il est difficile d'évaluer sur quelle échelle cette campagne a pu être organisée. Selon Gideon Mutiso, l'administration provinciale était impliquée de même que les troupes du GSU, dirigées par Ngei et son équipe ayant pris le contrôle de la KANU.

A Kangundo, l'équipe de *kyano kya anake* reconnaît à l'unisson avoir participé à cette ultime prestation de serments qui mobilisa tous les réseaux d'anciens combattants Mau-Mau du district. Les prestations furent organisées à Kangundo pendant une semaine, mobilisant vraisemblablement la majorité de la population et donnant lieu parfois à des scènes violentes. R.S.M. Kitanga Mukola se rappelle de cet

⁴¹ Karimi (J.), Ochieng' (P.), *The Kenyatta succession*, op. cit., p. 13.

⁴² John Mutei Mutiso, Sengani, 14/6/96; James kisuku Musyoki, Ngulini, 16/04/96 Joseph Munyao Mbindyo, Matuu, 18/04/96.

⁴³ *East African Standard*, 19 et 26/09/1969.

événement avec fureur. Il peut identifier nommément sept administrateurs de la campagne (Ngei, John Muiya Makola, Joseph Munyao Mbindyo, Mackenzie wa Tuka, Muthama Kimomo, James Kisuku "ndaatai", John Mutei Mutiso). Le texte du serment aurait été : "*Uiathi wa Kenya ni wa Central Province na Munene wake ni Kenyatta. Ilovi, Limuru, Kirinyaga, Kikamba ya Kitui, Masaku, Nairobi, Uthamaki ni au*". (L'indépendance du Kenya est pour la province centrale et Kenyatta est notre leader; Nairobi, Limuru, Kirinyaga, chez les Kamba de Machakos et Kitui, le pouvoir doit rester là). Selon Kitanga, qui prétend avoir réussi à échapper à cette prestation de serment et à garder sa foi chrétienne, ce serment prêté à Gatundu a été readministré à Matungulu, pendant deux jours en présence de représentants de Kenyatta. Puis Ngei aurait en leur absence fait modifier la fin du texte du serment devenant "*Usumbi wa Kenya ni Masaku na Kitui*" (le leadership du Kenya ira à Machakos et Kitui). Apprenant cette fourberie, Kenyatta aurait fait emprisonner les hommes de Ngei puis les aurait pardonnés. Munyao Mbindyo et James Kisuku démentent formellement cette modification qui a probablement germé dans la mémoire de Kitanga Mukola en raison de sa haine pour Paul Ngei. Il semble cependant que l'accord passé ait néanmoins placé Ngei comme l'un des futurs leaders du pays aux côtés de la famille Kenyatta. Ngei et Munyao Mbindyo reçurent en récompense de leur fidélité plusieurs centaines d'hectares de terres du plateau de Yatta, qui selon, ce dernier, auraient été néanmoins très inégalement partagés entre les deux hommes.

L'impact de cet événement sur la carrière politique de Paul Ngei ne doit pas être négligé. La crise 1969 fut la seule occasion au cours de laquelle la fidélité au chef de l'Etat fut véritablement testée. Tous les leaders kikuyu ne se montrèrent pas favorables à ce regain d'activisme Mau-Mau, ancrant publiquement le pouvoir du pays dans la "maison de Mumbi". La scission entre les deux factions se situant au coeur du pouvoir d'Etat pourrait dater de cet événement. Charles Njonjo, pilier de l'église anglicane de même que Mwai Kibaki, principal soutien au sein du gouvernement de l'église catholique, restèrent silencieux pendant cette crise, au cours de laquelle les deux principales églises du pays s'élevèrent violemment contre une manifestation de nationalisme ethnique qualifiée officiellement "d'antichrétienne". Il est peu vraisemblable que ces deux membres de la jeune génération des élites kikuyu formées dans les églises missionnaires ont eux-mêmes prêté ce serment, administré à Gatundu. L'implication active de Ngei dans cette crise, sa capacité à mobiliser les populations du district de Machakos, ancrant la fidélité au chef de l'Etat hors de la province centrale a vraisemblablement considérablement renforcé sa position politique.

Sur quels réseaux Ngei a-t-il pu compter pour faire prêter ce serment ? Les accusations de Gideon Mutiso sont suspectes d'exagération. Vraisemblablement les réseaux d'anciens combattants Mau-Mau kamba ont été sollicités mais ils ne permettent pas de mobiliser une très nombreuse population dans le district. Il est vraisemblable que l'administration locale a couvert cette activité, aidant au besoin à rassembler les audiences. Mais une fois de plus, il est probable que Ngei s'est appuyé sur les associations de clans pour organiser les prestations de serment, et notamment la *New atangwa Clan of East Africa* de même que celle de John Muiya Makola, l'*Aombe Nthoka Katemi clan association*. Seules les associations de clans disposent de l'autorité sociale et de l'organisation adéquate pour organiser des prestations massives de *kithitu*. John Muiya fait vraisemblablement partie des administrateurs en chef, il met à nouveau son influence au service de l'entreprise politique de Ngei. Une nouvelle fois, Ngei s'est donc appuyé sur sa relation privilégiée avec le monde des esprits pour capitaliser des ressources politiques et surtout montrer sa capacité à la

Famille Kenyatta d'être un soutien indéfectible en temps de crise. C'est maintenant vers une deuxième crise qui toucha le pays au début des années soixante-dix qu'il faut nous tourner pour mieux comprendre le rôle de Ngei dans l'alliance hégémonique dirigeant le pouvoir d'Etat.

-Une caution kamba.

Les répercussions de la crise des serments sont difficiles à saisir. Celle-ci a toujours aujourd'hui la couleur du souffre, et les accusations jalonnent les contre-accusations à son propos. Elles semblent néanmoins avoir eu de vastes conséquences sur la communauté kamba et surtout ses élites chrétiennes, qui pourraient avoir refusé de se joindre aux manigances du leader de Kangundo. Les années 1969-1972 sont en effet à inscrire en lettres noires pour les élites kamba peuplant l'armée et la haute fonction publique. L'évènement qui fut dénoncé comme une obscure tentative de coup d'Etat en juin 1971 l'illustre pleinement. Il s'apparente plus vraisemblablement à une chasse aux sorcières contre ceux qui se seraient opposés à l'organisation des prestations de serment au sein de l'appareil d'Etat, Gideon Mutiso, le *chief Justice* Kitili Mwendwa et le chef d'Etat major des armées, le général Ndolo.

Colin Leys a livré une analyse possible de cet évènement obscur de l'histoire du pays, sans la mettre en rapport avec la recomposition politique qui se joue alors au sein de l'alliance hégémonique⁴⁴. Gideon Mutiso fut arrêté en juin 1971 en compagnie d'une douzaine de sous-officiers et de différents individus pour haute trahison et atteinte à la sécurité de l'Etat. Son arrestation impliqua le général Ndolo, chef d'Etat major des armées. Officiellement, les deux hommes fomentaient une tentative de coup contre le Président, qui aurait été déjouée à temps. Cette version officielle est contestable. Mutiso et Ndolo étaient en effet en contact, mais le seul grief qui peut vraisemblablement être retenu contre le général Ndolo est de s'être opposé à la campagne de prestation de serments, deux ans plus tôt et de vouloir mettre fin au favoritisme ethnique que la famille royale avait promu au sein des cadres de l'armée. Selon-lui, cette évolution, a mis en danger son fonctionnement, des officiers incompetents étant promu alors que les bénéficiaires légitimes de promotions au mérite voyaient leur carrière stagner. Ndolo ne fut pas placé en détention. Il se contenta de prendre sa retraite sur sa ferme de plus de 9400 acres située à Simba-Emali, dans le sud district de Machakos⁴⁵. En 1970, les officiers kamba constituaient toujours un tiers de la hiérarchie militaire du pays et le régime ne put sans doute se permettre de susciter leur mécontentement. Jackson Mulinge, un autre Kamba, fut promu chef d'Etat major des armées et le resta jusqu'à la mort de Jomo Kenyatta. Cette alerte confuse a vraisemblablement eu cependant d'autres conséquences : une épuration des membres kamba de la haute administration. En effet, l'analyse comparée de l'origine ethnique des 175 plus hauts fonctionnaires du pays en 1969 et 1972 par John Ellis révèle que ceux-ci ont quasiment disparu de la fonction publique.

⁴⁴ Leys (C.), *Underdevelopment in Kenya*, op. cit., pp. 240-242.

⁴⁵ Sur la confession de Gideon Mutiso qui fut condamné à neuf années d'emprisonnement et ses relations ambiguës avec le Général Ndolo voir l'*East African Standard*, 24/06/1971.

**Origine ethnique des 175 plus hauts fonctionnaires
kenyans en 1969 et 1972**

	<u>1969 (%)</u>		<u>1972 (%)</u>		<u>% de la population</u>
Kikuyu	53	30.3	72	41.4	20
Luo	19	10.8	15	8.6	13
Luyha	21	12.8	18	10.3	13
Kamba	24	13.7	8	4.6	10
Kalenjin	17	9.7	17	9.8	10

Source : Nellis (J.R.), *The ethnic composition of leading kenyan government position*, Uppsala, SIAS, 1974.

Alors que ceux-ci étaient 24 en 1969, ils ne sont plus que 8 trois ans plus tard. Comparativement, le nombre de hauts fonctionnaires kikuyu n'a cessé d'augmenter. Le sort réservé au *Chief Justice* Kitili Mwendwa illustre pleinement cette hypothèse. A la suite de la démission du général Ndolo, Kitili Mwendwa, le frère de Ngala Mwendwa, diplômé d'Oxford, qui avait été nommé deux ans plus tôt premier *Chief Justice* africain du pays, dut démissionner de ses fonctions, après une campagne de dénonciations publiques contre laquelle il ne put se défendre. Appartenant à la même association du barreau que Charles Njonjo à Londres, *The Lincoln Inn*, ami de Mboya comme son frère Ngala, Kitili Mwendwa était une figure de proue de la nouvelle génération technocratique africaine, ayant pris des mains des kényans blancs la gestion de l'appareil d'Etat. A la suite de la démission du Général Ndolo et de l'arrestation de Gideon Mutiso, une grande marche avait été organisée par plusieurs Ministres pour exprimer le soutien de la population kényane au *Mzee*. Paul Ngei en était l'un des leaders, suivi de près par l'*Attorney-general* Charles Njonjo, le Vice-Président Daniel arap Moi et le Ministre de l'Economie et des Finances, Mwai Kibaki. C'est lors de cette manifestation que des pancartes furent levées dans la foule accusant Kitili Mwendwa de trahison⁴⁶. Absent de la manifestation, ce dernier ne put se défendre. Sa démission fut demandée au Parlement deux jours plus tard, par le député de Githunguri, Arthur Magugu, un proche de la famille Kenyatta. Malgré les dénégations de son frère Ngala et ses propres déclarations publiques, Kitili Mwendwa dut démissionner de son poste le 7 juillet 1971⁴⁷. La semaine suivante, une délégation de leaders kamba, dirigée par Joseph Mulu Mutisya, le *chairman* de la *New Akamba union*, se rendit à Gatundu pour se désolidariser totalement de la tentative de coup. Cette fois, Ngei était présent à la droite de Kenyatta, membre du groupe présidentiel recevant cette délégation⁴⁸. A chaque occasion, Paul Ngei n'apparut ainsi pas comme un pénitent, mais comme le bénéficiaire direct de ces manifestations. Mulu Mutisya, Ngala Mwendwa, courbèrent l'échine pour demander pardon au Président, et se rangeant derrière celui qui allait bientôt être couronné "roi d'Ukambani".

L'éviction de Kitili Mwendwa a ainsi constitué une victoire pour Paul Ngei, dont l'entreprise politique paradoxalement progresse, malgré les déboires des élites kamba au sein de l'appareil d'Etat. Ngei n'a pas seulement illustré sa fidélité

⁴⁶ *East African Standard*, 28/06/1971.

⁴⁷ Sur toute cette affaire on peut consulter l'*East African Standard*, 30/6/1971 au 8/7/1971.

⁴⁸ *East African Standard*, 12/7/1971

indéfectible au chef de l'Etat, sanctionnée par une prestation serment, il sert désormais de caution au pluralisme ethnique qu'entend préserver la famille Kenyatta, couvrant une véritable épuration de la haute fonction publique des éléments kamba ayant refusé de le suivre en 1969. Cette "trahison" des intérêts kamba illustre la permanence de la fracture entre les élites éduquées de Machakos ou Kitui et les parlementaires qui représentent Ukambani. Le profil symbolique et politique de Ngei se situe à l'opposé de ces hauts fonctionnaires sortis des universités européennes ou américaines et qui n'ont que mépris pour les politiciens comme Ngei. Adhérant avec ferveur à la rhétorique développementalistes, ces technocrates, comme Laban Kitele ou John Kyalo, se sont investis lourdement dans les activités de la *New Akamba Union*, pour promouvoir le développement économique et la renaissance culturelle d'Ukambani, loin de toute "politique politicienne". Ils ont également souvent emprunts d'une morale chrétienne profonde, qui les porte à condamner violemment les "mauvaises coutumes" comme le serment, témoignage, pour eux, d'une arriération, ralentissant l'entrée d'Ukambani dans la modernité⁴⁹. Enfin, la démission du Général Ndolo pose le problème central des relations de Ngei avec l'armée, et plus généralement avec la police et la totalité des services de sécurité, où il existe toujours, au début des années soixante-dix, une forte minorité kamba. La fidélité de cette minorité kamba au pouvoir qui les dirige, colonial ou post-colonial, est l'un des grands stéréotypes ethniques kényans. Grâce aux missionnaires, les Kamba ont ainsi la réputation d'être des obsédés sexuels, mais de constituer d'excellents soldats ou policiers, dociles et disciplinés, qui ne trahiront jamais le serment prêté de servir l'Etat colonial ou post-colonial. Dès le début du XX^e siècle, ils ont ainsi été recrutés en priorité dans les forces armées, les réseaux d'anciens facilitant le maintien de ce marché du travail semi-capiif. La relation de Ngei à l'armée est complexe. Il fut un valeureux combattant pendant la Seconde Guerre Mondiale et, très probablement, le soldat instructeur d'une partie des officiers dirigeant l'armée après l'indépendance. Les troupes kamba furent cependant largement sollicitées contre les combattants Mau-Mau pendant l'insurrection, entretenant une relation ambiguë avec cet héritage politique sur lequel Ngei a fondé une partie de sa carrière. A l'indépendance, aucun sous-officier kamba ne fut impliqué dans la courte mutinerie de 1964, les mutins étaient essentiellement luo, mais nous n'avons trouvé aucun élément d'informations, sur les relations entre les troupes kamba et l'APP. Les réseaux construits entre Ngei et les cadres kamba des forces armées devaient vraisemblablement s'appuyer, au lendemain de l'indépendance, sur la *New Akamba Union*, lieu de rencontre et de ralliement privilégié de tous les ressortissants des districts de Machakos et de Kitui. Après 1965, lorsque Ngei eut perdu le soutien actif de la NAU, tombée entre les mains de Mulu Mutisya, il est également probable que les liens entre Ngei et les forces armées se sont distendus. Mulu Mutisya réorganisa l'association pour soutenir efficacement le recrutement de soldats kamba et leur promotion au sein des forces de police et de l'armée, tandis que Ngei, pris dans les luttes factionnelles du district et momentanément soumis à l'hostilité ouverte et simultanée de Mboya et du Ministre de la Défense Mbiyu Koinange, qu'il avait escroqué, perdit sans aucun doute son

⁴⁹ Le livre, scientifiquement très contestable, du Prof. Onesimus Mutungi est une claire illustration de cet état d'esprit. Il constitue un véritable pamphlet en faveur de l'éradication des serments et s'indigne, dans une rhétorique à la fois développementaliste et missionnaire, que ceux-ci soient pratiqués dans le système judiciaire kényan. Cf. Mutungi (O.K.), *The legal aspects of witchcraft in East Africa with particular reference to Kenya*, Nairobi, EALB, 1977. Nous remercions également Chris Mullei et Musyoka Ngata pour leurs témoignages sur cette époque.

influence. Le soutien des forces armées ne constitua ainsi sans doute pas une ressource politique déterminante pour Paul Ngei au début des années soixante-dix. Ceci explique le peu de soutien qu'il apporta au général Ndolo, d'autant que ce dernier fut remplacé par Jackson Mulinge, un jeune officier issu de Kangundo.

Après la crise des serments de 1969 et l'épuration de 1971, qui fut un revers politique sévère pour Ngala Mwendwa, Paul Ngei atteint le sommet de sa carrière politique. Il se fait couronner "roi d'Ukambani" et se présente publiquement comme le n°3 du régime. Cette prétention démesurée, à peine contrariée par une mésaventure juridique après l'élection de 1974, se manifeste notamment par son implication dans le mouvement pour changer la constitution d'octobre 1976, puis sa candidature au poste de secrétaire-général de la KANU en mars 1977.

2. Des ressources politiques efficaces.

La situation de Paul Ngei dans le district de Machakos au cours des années 1970 est significative du double fonctionnement du système politique kényan que nous avons décrit : la distinction structurelle entre une cohorte de *big men*, qui tente de se faire élire pour négocier tant bien que mal sa cooptation au sein du gouvernement ou sa nomination dans l'une des multiples agences para-étatiques du pays, et un noyau hégémonique dirigeant effectivement le pays et captant la plupart des ressources qui y sont produites. Paul Ngei appartient à ce noyau, qui fixe les règles du jeu politique et développe ses stratégies prédatrices en toute impunité.

Selon la plupart de nos entretiens et conformément à sa réputation, Paul Ngei ne redistribue pas de façon massive à Kangundo. Il ne contribue pas de larges sommes d'argent aux multiples réunions *Harambee*, qui y sont organisées. Il parvient le cas échéant à inviter Njenga Karume pour un projet particulier sur le marché de Tala et à bénéficier en ce sens des largesses de la GEMA, mais sa légitimation ne prend pas la forme habituelle de la réciprocité des *big men*, d'autant que l'organisation qui aurait pu lui servir de machine politique, la *New Akamba Union*, ne le soutient pas. Or, au fur et à mesure des années soixante-dix, la NAU redevient localement de plus en plus puissante et reconstruit son influence dans les deux districts kamba en organisant des réunions *Harambee*, où son *chairman*, Mulu Mutisya peut faire preuve de ses qualités de *big man*. Lors de chaque réunion, des groupes de danseurs traditionnels sont réunis dans une atmosphère de fête, et chaque leader local est présent aux côtés de l'administration provinciale, tentant d'illustrer la communion officielle entre l'Etat et la société que symbolisent les louanges réciproques que s'adressent les DC, DO et leaders de la NAU, avant de déposer leurs liasses de billets dans les *ciondo*⁵⁰ prévus à cet effet.

La NAU est si puissante, précise la *Weekly Review*, que si ce n'est Paul Ngei et Daniel Mutinda le nouveau leader de Kitui, ayant défait Ngala Mwendwa lors des élections de 1974, la plupart des élus kamba rendent régulièrement hommage à Mulu Mutisya, que ses dons d'orateurs et sa capacité à collecter des fonds ont hissé au rang des grands patrons politiques régionaux du pays⁵¹. Mutisya, comme Njenga Karume, dispose de l'une des ressources politiques centrales pour tisser son réseau de pouvoir dans le Kenya indépendant, l'argent. A l'image de Jomo Kenyatta, il accueille ses

⁵⁰ Les *ciondos* sont les sacs de sisal colorés produits par les femmes Kamba et qui sont généralement utilisés comme réceptacles lors de ce genre de cérémonies.

⁵¹ *The Weekly Review*, 21/11/1977.

visiteurs sur ses terres de Wamunyu et discute de l'avancement des projets de développement, de la résolution des conflits judiciaires et bien sûr, de l'accès aux terres publiques du sud du district. Un pamphlet dissident circulant à l'Université de Nairobi l'aurait identifié comme l'un des plus grands propriétaires fonciers du district, possédant plusieurs dizaines de milliers d'âcres de pâturages au sud de Makueni. Mutisya se fait également donner le titre de *Ithe wa Akamba*, le père des Kamba, et s'affirme comme l'un des grands rivaux de Ngei, même s'il est handicapé par son incapacité d'être élu au Parlement⁵².

La NAU participe également à tous les mots d'ordres lancés par le chef de l'Etat. En 1973, celui-ci demande la création d'instituts agronomiques adaptés aux besoins de formation de chaque groupe ethnique et la NAU contribue à rassembler les Ksh 30 millions nécessaires pour financer le lancement de l'*Ukamba Agricultural Institute* (UKAI) à l'image du *Ramogi Institute* de Kisumu et du centre promu par Jomo Kenyatta à Gatundu. UKAI est situé sur le plateau de Yatta, le trait d'union entre les deux districts Kamba et enseigne en priorité les techniques de lutte contre l'érosion des sols, l'irrigation, l'hydrologie, promeut le développement des cultures de rente adaptées à l'environnement d'Ukambani, comme le coton ou le sisal et enseigne les méthodes de contrôle et d'entretien des pâturages⁵³. UKAI s'adresse à la majorité de la population craignant en permanence la famine, l'absence de pluies et ayant gardé un mode de vie fondé sur une agriculture mixte, où le bétail joue toujours une place importante.

L'une des particularités de la NAU est qu'elle parvient ainsi en insistant sur l'unité du mode de vie kamba, à briser partiellement la division profonde, existant entre Machakos et Kitui. Respectant les poids démographiques de chacun des groupes, ses comités nationaux sont systématiquement composés de deux représentants de Machakos pour un de Kitui. Mulu Mutisya annonce en juillet 1975 l'une de ses plus grosses opérations. La NAU s'apprête à construire 530 réservoirs pour approvisionner chaque école primaire kamba, à un coût total de Ksh 530 000. Dix réservoirs doivent être ainsi installés dans chacune des cinquante-trois *locations* des districts de Machakos et Kitui. La NAU veut ainsi assurer la santé des enfants des écoles primaires des deux districts contre la typhoïde et les amibiases. En 1977, une compagnie d'investissement, *NAU holdings Ltd.* est créée. Elle émet, sur le modèle de la GEMA, 75 000 actions à Ksh 20 chacune, qui sont vendues à la population kamba⁵⁴. Comme la GEMA, mais de façon beaucoup plus discrète en raison de profil bas qu'a choisi d'adopter son leader Mulu Mutisya, la NAU investit dans des terres du sud du district, distribue son patronage auprès des populations replacées de Makueni, et devient l'une des machines politiques les plus performantes du district, réputée hostile à Paul Ngei.

L'hostilité latente entre Ngei et l'administration provinciale a également fini par provoquer un conflit qui aboutit à l'interdiction de *Mbai Sya Eitu*. L'organisation des femmes refuse en effet en septembre 1970 de se rendre et de contribuer à une réunion *Harambee* organisée par le PC de la province de l'est, Eliud Mahihu, pour l'extension de l'hôpital de Kangundo. Organisée avec le soutien de la NAU mais sans l'accord de Ngei qui n'y a pas été invité, cette réunion pâtit de l'absence des femmes de MSE qui

⁵² *Ibid.*

⁵³ Godfrey (E.M.), Mutiso (C.G.M.), *Politics, economics and technical training. A kenyan case study*. Nairobi, KLB, 1979, p. 78.

⁵⁴ *The Weekly Review*, 21/11/1977.

parallèlement veulent organiser une contre-réunion, provoquant la colère du PC. *Mbai Sya Eitu* est donc interdite, privant Paul Ngei de l'un de ses fidèles soutiens. Les associations de femmes ne disparaissent pas pour autant du district. Au contraire, l'administration provinciale, reprenant l'initiative des administrateurs coloniaux, veut dès 1973 faire renaître les *miethya*, mais cette fois strictement sur la base du voisinage. Elle leur assigne l'entretien de routes, des terrasses et la responsabilité de petits projets de développement, mais toujours sous sa tutelle.

Localement, Paul Ngei a donc vu son influence diminuer face à l'hostilité de la NAU et de l'administration provinciale, et pourtant, au niveau national, son entreprise politique n'a jamais été aussi florissante. Paul Ngei est le porte-parole du gouvernement au Parlement sa présence au coeur du "mouvement pour changer la constitution" témoigne de sa prééminence politique. De plus, quelles que soient les infractions et malversations qu'il peut commettre, Paul Ngei bénéficie d'une totale impunité. Jomo Kenyatta ira même jusqu'à organiser une révision constitutionnelle destinée à lui permettre de poursuivre sa carrière politique, alors qu'il avait été frappé d'inéligibilité après avoir menacé de mort un opposant lors de l'élection générale de 1974. Les différences existant entre les entreprises politiques de Paul Ngei et Mulu Mutisya illustrent pleinement cette dualité structurelle située au coeur du système politique kényan pendant les années soixante-dix. Mutisya a investi ses ressources politiques dans les deux districts kamba et jouit certes d'une influence politique considérable localement, mais sans commune mesure avec Paul Ngei, qui a, lui, investi son capital de mobilisation des soutiens auprès de la "Famille royale".

-Un membre de la "Famille royale".

Dès le début des années soixante-dix, les signes de la cooptation de Paul Ngei au sein du noyau hégémonique jouissant d'une véritable intouchabilité politique, apparaissent régulièrement dans la presse kényane. En 1972, Ngei s'était trouvé pris dans un scandale de trafic de clous de girofle entre l'île de Zanzibar et le Kenya. Burudi Nabwera, un secrétaire d'Etat au Ministère des Affaires Etrangères attaquant son Ministre de tutelle qui n'est autre que l'un des neveux de Jomo Kenyatta, le Dr Njoroge Mungai présenta en effet la liste de sept membres hauts placés de l'administration et du gouvernement échangeant illégalement du maïs contre des clous de girofles, avec la grande île. Ce scandale valut à Ngei, le porte-parole effectif du gouvernement, d'être chahuté par les *backbenchers* qui lui lancèrent des clous girofles pendant la session parlementaire. Ce scandale coûta également la vie à onze marins kényans convaincus de contrebande et exécutés sur l'île de Zanzibar⁵⁵. Mais Paul Ngei cette fois n'est pas inquiet, ni lorsqu'il menace d'une arme un automobiliste avec qui il a eu un accident de voiture dans les rues de Nairobi⁵⁶. L'illustration la plus éclatante de son impunité et de son intouchabilité politique est donnée en 1975, lorsqu'un amendement constitutionnel est voté pour pouvoir le sortir d'une mésaventure judiciaire.

Au cours des élections de 1974, Paul Ngei veut prouver son statut de "roi des Kamba", en voulant être réélu sans opposant, comme Jomo Kenyatta, Mbiyu Koinange ou Daniel arap Moi. Cette prétention subit cependant une réfutation judiciaire, que Ngei attribue à l'opposition que lui manifestent toujours les frères

⁵⁵ ACR, 1972-1973 et Bourmaud (D.), *Histoire politique du Kenya*, op. cit., p. 101.

⁵⁶ ACR, 1973-1974.

Mulli, dont le plus jeune, Mathew Guy Muli, est devenu juge de la Haute Cour deux ans plus tôt. A la suite de sa réélection, pour laquelle les électeurs de Kangundo n'ont pas voté, puisque officiellement aucun candidat ne s'est présenté pour s'opposer à lui, Raphaël Mbondo, un conseiller local, dépose cependant un recours en annulation auprès de la Haute Cour, déclarant avoir été molesté par la foule incitée par Paul Ngei le jour de l'enregistrement de sa candidature. Le recours en annulation prend une année à aboutir. Entre temps, Ngei voit son rang au sein du Cabinet monter à nouveau puisqu'il est nommé au poste stratégique de Ministre du Gouvernement Local, à la suite de Julius G. Kiano.

A la surprise générale, le recours présenté par Raphaël Mbondo qui est soupçonné d'être un homme de paille financé par les frères Mulli, obtient mi-novembre 1975, l'invalidation de l'élection du Ministre, qui est par ailleurs convaincu de violence électorale. Cette décision judiciaire lui fait perdre son siège parlementaire, son poste de Ministre du Gouvernement Local et le sanctionne à une période d'inéligibilité de cinq ans. Selon Mbondo, Ngei aurait déclaré aux deux mille jeunes réunis autour de lui le 24 août, le jour de la présentation des documents permettant l'enregistrement de sa candidature :

"Je vous avais dit qu'on m'avait informé que quelqu'un veut s'opposer à moi. C'est lui, le petit homme là-bas (...) Je suis un membre haut placé du Gouvernement et du cabinet et responsable adjoint des affaires gouvernementales au Parlement. Je suis le n°3 du gouvernement. Les autres ministres de mon rang n'ont pas d'opposants et c'est aux Kamba de Machakos de montrer leur maturité politique. Si quelqu'un s'oppose à moi, nous, en tant que tribu, serons affaiblis, mais si je suis réélu sans opposant, nous aurons un plus grand poids⁵⁷".

La foule aurait alors intimidé et malmené Mbondo au point que celui-ci à sa candidature. Selon la *Weekly Review*, Ngei perd ainsi son siège victime de son orgueil, alors qu'il aurait vraisemblablement été facilement réélu. A Kangundo, dans le camp de Ngei, l'explication de cette chute est tout autre. Elle serait le fruit d'une manipulation judiciaire des frères Muli, soutenus par l'*Attorney-General* Charles Njonjo, qui veulent affaiblir la faction dirigée par la famille Kenyatta en lui faisant perdre un allié de poids. Mi-décembre, à la surprise générale, un amendement constitutionnel donnant au Président le pouvoir de gracier les élus coupables d'infractions au code électoral est présenté puis rapidement voté par le Parlement, juste avant la clôture de la session pour les fêtes de Noël, cinq jours avant la date des nominations pour l'élection partielle au siège de Kangundo. Cet amendement bénéficie par ailleurs d'une procédure spéciale. Il est voté le jour de sa présentation au lieu de deux semaines plus tard, comme le demande la constitution. Il n'est de plus toujours pas publié au journal officiel quand Jomo Kenyatta déclare qu'il pardonne Paul Ngei et que celui-ci peut contester son siège.

Depuis février 1972, Paul Ngei était également impliqué dans un procès le menaçant de banqueroute. Plusieurs banques avaient fait saisir ses biens pour l'obliger à payer ses dettes⁵⁸. Le leader de Kangundo avait réussi à paralyser la procédure judiciaire pendant trois ans, mais en décembre 1975, il est toujours menacé de banqueroute. L'ordre de mise aux enchères d'une partie de ses biens fixe la vente pour le 9 décembre. Si Ngei ne parvient pas à réunir les fonds nécessaires, il est menacé d'être déclaré insolvable, condamnation qui risque à nouveau de lui faire perdre ses

⁵⁷ *The Weekly Review*, 13/10/75.

⁵⁸ *The Weekly Review*, 24/11/75

droits civiques et de le rendre inéligible. La veille des enchères, il réussit subitement à réunir l'argent nécessaire à son renflouement et rembourse suffisamment ses créanciers pour voir la procédure judiciaire suspendue. D'où vient cet afflux subit de liquidités ? Selon la rumeur, les investissements opérés par Ngei n'ont pu lui permettre d'obtenir des fonds aussi rapidement. La famille Kenyatta est à nouveau identifiée comme la ressource politique la plus efficace du leader de Kangundo. Plus précisément, Ngei entretiendrait des relations d'amitié intime avec Mama Ngina, l'un des membres les plus influents de la famille. Cette amitié n'aurait été que renforcée par la présence de Ngei au Ministère du Logement pendant huit ans, le Ministre facilitant au mieux la gestion du Parc immobilier de la troisième femme du *Mzee*. De plus, le transfert de Ngei au Ministère du gouvernement local serait lié à l'élection de Margaret Kenyatta, la fille de Mama Ngina, à la Mairie de Nairobi au début des années soixante-dix. La disparition de Ngei de la scène politique nationale aurait ainsi été très mal perçue des deux femmes, qui seraient à l'origine de la réforme constitutionnelle et de son afflux miraculeux de liquidités. Ce sauvetage permit ainsi à Ngei de contester à nouveau son siège⁵⁹.

Henri Mulli, ayant quitté rapidement le corps diplomatique pour pouvoir se présenter dans cette élection partielle, se préparait déjà à affronter le propre fils de Ngei, Masaku, qui aurait pris la place de son père si celui-ci avait été déclaré inéligible. Georges Anyona, le député dissident de Kisii, s'opposa de façon virulente au vote de "l'amendement Ngei", personne, selon lui, pas même le Président, ne pouvant se placer au-dessus d'une décision de justice. Daniel arap Moi, le Vice-président responsable des affaires gouvernementales au Parlement lui répondit :

"Je soutiens cet amendement car nous savons que le Président est au dessus des lois. Si nous admettons que le Président est au-dessus des lois pourquoi lui nierait-on ces pouvoirs qui lui appartiennent en toutes circonstances ?"⁶⁰

Henri Mulli sera battu de plus de treize mille voix lors de l'élection partielle de janvier 1975. Cette réélection triomphale de Ngei, puis sa nomination au poste de Ministre du Développement Coopératif au sein du gouvernement, va vraisemblablement l'inciter à poursuivre son destin national et à s'engager lourdement dans le "mouvement pour changer la constitution". Se faisant, Ngei tente également d'accroître la deuxième grande ressource politique qui lui a permis de s'affirmer comme le "roi des kamba" au cours des années soixante-dix : le contrôle du parti unique.

-A l'assaut de la KANU.

Le "mouvement pour changer la constitution" a été analysé en détail par Philip Ochieng' et Josph Karimi et nous n'insisterons ici que sur la contribution apportée par le leader de Kangundo⁶¹. Dirigé par le leader de Nakuru, Kihika Kimani, et l'Etat major de la GEMA proche, Njoroge Mungai, Mbiyu Koinange, Jackson Angaine, James Gichuru et Jeremyah Nyagah, le "mouvement pour changer la constitution" est lancé par une série de meetings et de réunions *Harambee* à la fin du mois de septembre 1976. A chaque occasion, Kihika Kimani et ses acolytes défendent l'idée selon laquelle la gestion de l'Etat par l'*establishment* de Kiambu depuis l'indépendance a été une grande réussite et cet état de fait ne doit en aucun cas être modifié lors d'une

⁵⁹ Sur ces quelques détails, voir *The East African Chronicle*, 15/5/1997.

⁶⁰ *The Weekly Review*, 22/12/75.

⁶¹ Pour un compte-rendu très détaillé voir en effet, Karimi (J.), Ochieng' (P.), *The Kenyatta succession*, op. cit., pp. 19-38.

éventuelle succession du Mzee. Kihika Kimani appuie généralement son argumentation sur de généreuses contributions financières et les hommes politiques locaux et nationaux sont appelés à confirmer cette position. Cette campagne, qui traverse tout le pays, culmine lors d'un grand rassemblement à Meru le 10 octobre 1976, au cours duquel tous les partisans du changement de la règle constitutionnelle permettant à Daniel arap Moi de succéder automatiquement à Jomo Kenyatta le jour de son décès, interviennent publiquement. Lors de chaque réunion Paul Ngei se distingue par ses déclarations enflammées et apparaît même à certains stades de son développement comme le porte-parole officiel du groupe⁶². Cette entreprise collective, contre le Vice-Président Daniel arap Moi, n'est cependant pas couronnée de succès. Fin connaisseur des coursives parlementaires, Daniel arap Moi soutenu, par Charles Njonjo, sait mobiliser des soutiens parmi tous les déçus du régime Kenyatta qui saisissent cette opportunité d'infliger une première défaite politique aux membres de la famille. Stanley Oloitiptip, leur porte-parole, lance ainsi depuis Narok une contre-offensive rendant publique une déclaration signée par quatre-vingt-dix-huit parlementaires, condamnant tout changement constitutionnel. Parmi les signataires de cette déclaration, on compte des leaders de l'ouest du pays, de la vallée du Rift, de la côte et de la province du Nord-Est mais aussi d'importants leaders Kikuyu, dont Julius Kiano de Murang'a, James Njiru de Kirinyaga, G.G. Kariuki de Laikipia et Charles Rubia de Nairobi, qui joignent leurs forces à celles de Charles Njonjo et Mwai Kibaki contre la monopolisation du pouvoir et des ressources d'accumulation du pays par la famille Kenyatta et ses proches alliés. Ce second groupe réussit à convaincre Kenyatta qui condamne l'initiative prise par Kihika Kimani et son neveu Njoroge Mungai et s'oppose finalement à toute nouvelle révision constitutionnelle.

Mais la bataille n'est pas encore finie. Ngei croit pouvoir devenir le numéro 2 du régime en cas d'accès du Dr Njoroge Mungai à la Présidence et s'engage désormais dans la lutte qui se prépare lors des élections internes au parti unique. Le contrôle du parti était déjà devenu depuis 1969, son autre grande ressource politique. Il avait alors réussi à installer ses hommes à la tête de la branche du district de Machakos, attendant les prochaines élections internes au parti pour conquérir un poste de représentation nationale. Lors des élections générales de 1974, Ngei avait vu ses chances augmenter lorsque Ngala Mwendwa fut défait par un jeune candidat soutenu par Ngei, Daniel Mutinda, qui entra directement au Cabinet comme Ministre de l'information, occupant désormais la place dévolue au district de Kitui au sein du Cabinet. Ngei devint alors incontestablement l'aîné des membres kamba du gouvernement. De plus grâce à l'aide de Parmenas Munyasia, un autre élu de Kitui soutenu par Ngei, Mwendwa fut délogé de la direction de la branche de Kitui du parti⁶³.

✓ | Malgré la défaite du "mouvement pour changer la constitution", Ngei fut réélu triomphalement *chairman* de la branche de Machakos par acclamation au début de l'année 1977, sans opposant. La proximité du leader de Kangundo de la Famille Kenyatta, avait suscité des réalignements factionnalistes dans les deux districts de Machakos et Kitui, les parlementaires élus se positionnant derrière le nouveau Ministre du Gouvernement local, confirmé comme l'aîné incontesté des hommes politiques kamba. La lutte se poursuit désormais au sein de l'Etat major du parti, où

⁶² *Ibid.*, pp. 22-23.

⁶³ *The Weekly Review*, 21/11/1977.

Ngei veut conquérir le siège de secrétaire général national et remplacer, Robert Matano son détenteur depuis l'assassinat de Tom Mboya.

Mais lors des élections de 1977 internes à la branche de Kitui, Ngala Mwendwa parvint à reprendre la direction de cette branche à Parmenas Munyasia. Lors des nominations qui suivirent pour les élections aux postes nationaux du parti, il ruina les chances de Ngei, en annonçant intelligemment sa candidature au poste de trésorier national-adjoint du parti. Cette candidature à un poste secondaire, autrefois détenu par un autre Kamba, William Malu, fit perdre à Ngei son statut de leader unique et incontesté d'Ukambani, risquait de lui faire perdre la place réservée aux Kamba au sein de l'état major national du parti, mais surtout l'affaiblissait considérablement dans les grandes négociations entre délégués des différentes provinces pour le partage des sièges. Les élections ne se tiendront finalement pas, Jomo Kenyatta les annulant à la dernière minute et entérinant le rapport de forces en présence, largement favorable au Vice-Président Daniel arap Moi.

Les clefs du succès de Daniel arap Moi ont sans aucun doute été multiples. Il a bénéficié du soutien de Charles Njonjo et de Mwai Kibaki, de même que d'un nombre important de parlementaires, en rebellion avec la famille Kenyatta et opposés sa monopolisation croissante des ressources du pays. Depuis 1976, en raison de la dégradation avancée de la santé du chef de l'Etat et de son absence quasi permanente des affaires nationales, le pays était de plus entré dans une dérive, voire une décomposition politique et administrative contre laquelle nombre de parlementaires et de hauts fonctionnaires ont sans doute voulu réagir. Après le premier *boom* caféier le pays semblait en effet perdre le sens de son indépendance et se décomposer du fait des activités parfois semi-maffieuses des représentants officiels ou officieux de la famille Kenyatta. Comme le soulignent les deux journalistes, Philippe Ochieng' et Joseph Kariimi, une recommandation d'un des membres de la famille permettait de tout s'accaparer, de forcer des propriétaires terriens à vendre leur bien, des commerçants à céder leurs avoirs. Une meute d'opportunistes était toujours présente autour de la famille royale pour obtenir ses prébendes. Il suffisait aux plus entreprenants de devenir les amants successifs des filles ou des nièces du *Mzee* pour obtenir le renvoi des titulaires d'un poste convoité. Au sein même de l'administration provinciale les décisions de renvois, de mutations, de transferts prises par Mbiyu Koinange au nom du Président pouvaient servir des objectifs qui ne lui étaient pas favorables. Le Kenya était devenu malade de la gestion néo-patrimoniale de la "Famille royale" et avait besoin de se renouveler. Il n'est ainsi pas inopportun de souligner combien la haute fonction publique, la technocratie gérant au quotidien l'Etat Kenyan rangée derrière Charles Njonjo l'*Attorney General* et Mwai Kibaki, le Ministre des Finances et de la Planification, sont restées fidèles au Vice-Président, se désolidarisant des activités de la famille Kenyatta et des leaders de la GEMA. Il est ainsi probable que les commissaires de province non compromis avec la "Famille", comme Charles Nyachae, le PC de la province centrale ou Eliud Mahihu, celui de la province côtière, se soient opposés à Mbiyu Koinange et à son frère Charles, soutenant une restauration du fonctionnement normal de l'Etat derrière Daniel arap Moi, Charles Njonjo et Mwai Kibaki.

Au cours des années soixante-dix, l'entreprise politique de Paul Ngei s'est donc épanouie en participant à l'alliance hégémonique dirigeant le pays, s'appuyant sur trois ressources politiques essentielles : le plébiscite entretenu à Kangundo, le contrôle de l'appareil du parti dans le district de Machakos, voire à Kitui et les faveurs de Jomo

Kenyatta. Mais comment cette ascension politique est-elle perçue depuis Kangundo ? Est-elle un ressort essentiel du succès de son entreprise politique au niveau local ? Le plébiscite de Ngei à Kangundo, lors des élections 1969, 1976 et 1978, s'appuie bien sur la construction d'un réseau de pouvoir local. Mais quel que soit ce réseau qui inclut des leaders locaux de l'administration provinciale qui peuvent éventuellement influencer les électeurs, où les leaders de clans, le succès rencontré par Paul Ngei à Kangundo ne peut s'expliquer par sa seule activation, ou l'établissement d'un hypothétique "lien" entre Kangundo et les ministères de Nairobi.

Le succès de Paul Ngei à Kangundo nous semble plus que jamais ancré dans les luttes sociales reproduites depuis la fin de la Seconde Guerre Mondiale au sein de ce terroir kamba. En effet, ces luttes n'ont fait que s'amplifier avec la mise en place de l'Etat *Harambee*. Ce succès se fonde également sur la capacité du leader kamba à chevaucher les deux mondes politiques que représentent Kangundo et les coursives du pouvoir présidentiel. Ces deux mondes ne sont pas totalement étrangers et certains langages du politique permettent de communiquer entre l'un et l'autre. Ainsi, nous voudrions maintenant montrer comment Paul Ngei réussit à capitaliser ses soutiens en utilisant la pratique du serment, dont le sens politique profond doit maintenant être analysé plus en détail.

B) Du serment à Kangundo.

Le succès de l'entreprise politique de Paul Ngei à Kangundo malgré la montée évidente de forces politiques hostiles tout au long des années soixante-dix est une énigme à laquelle il est difficile d'apporter une réponse unilatérale. Cette question posée à de multiples reprises à Kangundo rencontre régulièrement une réponse en deux temps. Tout d'abord, le paysan, le leader local font référence au rôle historique joué par le prisonnier de Kapenguria, à sa proximité de Jomo Kenyatta, à sa qualité de "plus important leader politique issu de la circonscription". Puis, l'avancement de la discussion fait souvent ressortir une deuxième explication liée à la relation particulière entretenue par Ngei avec le monde de l'invisible. Ngei n'est pas le seul à avoir eu recours aux serments pour assurer la pérennité de sa carrière politique, d'autres leaders kamba s'y sont fait prendre et la pratique est également courante dans l'ouest du pays ou sur les pentes sud-est du Mont Kenya. Le serment a toujours été au Kenya une technique efficace de mobilisation. Mais plus que quiconque, Ngei, le petit-fils de Masaku, reste dans la mythologie politique kényane, l'homme des serments, de la fidélité entretenue entre sa personne et ceux qui, à plusieurs reprises, en 1961, ou même 1969, ont promis de le soutenir jusqu'à leur mort. Cette explication paraît pourtant bien fragile. Il est quasiment impossible de juger de l'étendue des différentes prestations de serments. Mais surtout, pourquoi les populations de Kangundo seraient-elles si captives de ce genre de manipulation politique, de ces références électoralistes au monde de l'invisible ? Nous ne pouvons nous contenter d'une explication de type développementaliste en mettant en cause "l'arriération" de paysanneries prisonnières de leurs traditions et ne pouvant voir les lumières de la modernité. Ce serait faire injure à nos informateurs et leur nier toute intelligence du politique, toute capacité d'innovation et d'adaptation, de reformulation du sens de leur existence face aux changements rapides auxquels la société kényane est soumise. Bien au contraire, il nous semble nécessaire pour tenter de comprendre si ce n'est la nature du rapport de représentation qui unit Paul Ngei à Kangundo, car celui-ci est multiple et composite, tout au moins l'un de ses éléments essentiels, en analysant la place éthique qu'a prise le serment dans la vie quotidienne de ces populations, et le sens profond de cette pratique qui s'est adaptée avec le temps et sur laquelle Ngei ne semble jamais cesser de vouloir s'appuyer.

Quel est le sens du *kithitu* et dans le Kenya des années soixante et soixante-dix et quelle sont les origines de son efficacité ? Nous pensons qu'une réponse à cette question peut être apportée par l'analyse des conséquences du développement de la production caféière à Kangundo. Ngei, comme nous l'avons vu, a incarné au début des années soixante la défense d'une identité Kamba, fondée sur l'éthique du serment et s'opposant aux *asomi* (éduqués) des missions comme Henri Mulli, s'accaparant et monopolisant toutes les opportunités d'accumulation dans le district. Nous allons voir que cette position va trouver un écho toujours plus important dans le contexte d'évolution de Kangundo au cours des années soixante-dix alors que la caféiculture provoque un redoublement des luttes sociales autour de la question centrale de l'accumulation foncière.

Au regard des stratégies de développement rural, la division nord du district de Machakos connaît deux cas de figure. Dans ses deux *locations* surpeuplées de Matungulu et Kangundo, l'établissement d'un marché foncier consécutif au développement de la production caféière est devenu l'enjeu central de la vie rurale. A

Mbiuni et à Mwala, les deux *locations* périphériques marquées par des climats plus arides, la commercialisation de la terre n'est pas nécessairement à l'ordre du jour. Les populations tentent de maintenir pour survivre une économie semi-pastorale et la lutte pour la terre ne prend pas des proportions identiques à la situation existant sur le haut des collines. A Kangundo et Matungulu, les nouvelles élites locales issues des écoles missionnaires de l'AIC et de Kabaa, disposant souvent d'un emploi salarié, les aînés de lignage, même les fils partis s'installer à Makueni mais voulant garder leur droit coutumier sur les parcelles des hautes terres, tout le monde tente d'accroître sa propriété foncière. Cette tourmente alimente une recrudescence des attaques en sorcellerie qui déchirent les familles et contre lesquelles doivent être développées les prestations de serment. Le serment a ainsi connu une véritable reconversion dans le contexte du Kenya indépendant qui explique en partie la vivacité de sa survie. Le serment est devenu l'un des rares recours contre la désunion des familles, les querelles entre pères et fils, entre frères, sur les parts respectives de l'héritage familial et les contributions respectives au bien-être de commun. Dans une société rurale tourmentée par la progression de l'économie de marché, le serment est reconverti en mode moderne de résolution des conflits⁶⁴.

1. Kangundo pris dans la tourmente foncière.

Dans l'Etat kényan post-colonial, l'accès aux terres arrosées est le moteur de l'accumulation rurale, car il permet bien souvent d'y développer des cultures de rente. Le régime privilégié réservé à la commercialisation des cultures de rente comme le café, le thé ou le pyrèthre ont servi l'Etat Kenyatta à se légitimer auprès de la masse des paysans petits producteurs des hautes terres, aux détriments des habitants des basses terres et des populations urbaines. Comme beaucoup d'autres pays africains le Kenya est imprégné d'une glorification permanente de la vie rurale et du rôle du paysan dans le développement national. Mais à la différence de la Côte d'Ivoire, par exemple, cette valorisation publique du "retour à la terre" est suivie d'effets en termes de politique économique⁶⁵. En raison du maintien de la dualité foncière préservant, après l'indépendance, la plupart des grands domaines producteurs de thé ou de café dans lesquels ont investi les barons du régime, et en raison également de la rentabilité politique et économique de cette orientation, les cultures de rente ont connu depuis l'indépendance un régime fiscal privilégié⁶⁶. La filière café, qui s'est développée à Matungulu et Kangundo, en offre une claire illustration⁶⁷. Le café kényan n'a, par

⁶⁴ Des parallèles remarquables existent en ce sens entre Kangundo et le terroir maka au Cameroun. Sur ce dernier voir Geschiere (P.), *Sorcellerie et politique en Afrique noire. La viande des autres*, Paris, Karthala, 1994.

⁶⁵ Cf. pour la Côte d'Ivoire Médard (J-F.), Fauré (Y-A.), sld., *Etat et bourgeoisie en Côte d'Ivoire*, Paris, Karthala, 1982.

⁶⁶ Cf. pour une illustration détaillée de ce point et une mise en perspective comparative avec le cas tanzanien : Lofchie (M.), *The policy factor. Agricultural performances in Kenya and Tanzania*, Boulder, Lynne Rienner, 1989.

⁶⁷ Cf. Nous ne reviendrons pas ici sur la question du développement d'une stratification sociale en milieu rural en raison du développement des cultures de rente comme la production caféière. Cette question a donné lieu à la production d'une littérature considérable dans le cadre du volet "agraire" du débat kényan, dont le compte-rendu n'a pas d'intérêt pour notre propos. Contre les analyses marxistes et néo-libérales du débat kényan, nous suivrons dans nos développements la prudence de Stephen Orvis qui recommande de juger cette question au cas par cas, en prenant en compte l'évolution historique des différents terroirs kényans et notamment le rapport qui y a été

exemple, jamais été lourdement taxé comme l'ont été depuis le début des années soixante les cultures de rente dans la plupart des autres pays africains⁶⁸. Le solde alloué au producteur pour son café, après déduction des différents droits des agents intermédiaires, s'est maintenu jusqu'au milieu des années 1980 à hauteur de 70% du prix obtenu sur le marché international⁶⁹. Mais la caféiculture ne nous semble pas être la seule origine de la tourmente foncière agitant Kangundo au début des années 1970. Celle-ci a aussi été provoquée par la mise en place de la politique cadastrale d'enregistrement des parcelles et de distribution des titres de propriété privée, que nous examinerons après avoir illustré les conséquences sociales du développement de la caféiculture à Kangundo.

-Les conséquences de la caféiculture.

A la fin des années soixante, les coopératives caféières de Machakos sont sans aucun doute devenues les plus importantes agences de développement rural du district. Leurs revenus permettent de financer la construction des *factories*, l'approvisionnement en intrants de leurs membres, des séminaires de formation technique, mais surtout, offrent des crédits pour le développement des exploitations. Au début des années soixante-dix, Kangundo a déjà six sociétés primaires, dont la plus importante, celle de Matungulu, possède sept *factories* et est même parvenue à racheter deux des domaines situés autour de Koma Rock⁷⁰. Les sociétés primaires des *locations* de Kangundo et Matungulu sont issues à l'origine d'une seule société, la *Kangundo Coffee Growers Cooperative Society* créée en 1957 par les paysans "éclairés" de la *location*. En 1961, chacune des six *factories* donna naissance à une société primaire. L'Union des Coopératives du district de Machakos regroupent au total en 1977, 25 sociétés primaires, dont 12 caféières ayant rapporté l'année précédente Ksh 52.6 millions contre seulement Ksh 6 millions aux treize coopératives cotonnières⁷¹. Le café des hautes terres, couvrant au total une superficie inférieure au quart de celle du district, produit près de neuf fois plus de revenus que les autres cultures de rente réunies. La caféiculture participe ainsi à produire la richesse de Kangundo mais elle contribue aussi à aggraver les luttes sociales pour l'accaparement de la terre. Pour bien le saisir, il nous faut analyser plus en détail cet impact sur les habitants de l'une des collines de Kangundo, à Kakuyuni.

La société primaire de Kakuyuni fut créée en 1961, date à laquelle elle enregistrait déjà près de 600 membres. Progressivement, tous les ménages de Kakuyuni tentèrent de se procurer des plants pour développer ce qui allait devenir le véritable or noir du Kenya. Zakayo Maasai, un producteur de Kakuyuni quitta son

entretenu entre les revenus issus des cultures de rente elles-mêmes et les revenus annexes. Cf. Orvis (S.), "The kenyan agrarian debate : a reappraisal", *African Studies Review*, Vol. 36, n°3, dec. 1993, pp. 23-48.

⁶⁸ Dans la plupart des pays africains les paysanneries sont en effet le plus souvent ponctionnées au profit des populations urbaines. Sur ce point voir Bates (R.), *Markets and States in Tropical Africa*, Berkeley, University of California Press, 1981.

⁶⁹ Cf. Adam (M.): "Une revanche post-coloniale : la caféiculture au Kenya", in Tulet (J.-C.), Charlery (B.), Bart (F.), Pilleboue (J.), *Paysanneries du café des hautes terres tropicales*, Paris, Karthala, 1994, pp. 68-93.

⁷⁰ Leonard Munyao, *Kakuyuni Agricultural Officer*, Kakuyuni, 18/06/95.

⁷¹ Mbula (J.M.), Tiffen (M.), "Institutional profile : A. Akamba Institutions and development" in Tiffen (M.) ed., *Environmental change and dryland management in Machakos district, Kenya (1930-1990)*. London, Overseas Development Institute, Working Paper n°62, march 1992, p. 12.

activité salariée en 1961 pour se consacrer uniquement à la caféiculture. Son père avait été le premier paysan de Kakuyuni à disposer d'une charrue en 1939. Cette charrue lui avait permis de développer sa production de cultures commercialisables et de payer à Zakayo une éducation primaire. En 1955, Zakayo trouva un emploi à Mombasa, qui lui permit de payer la dot nécessaire à son mariage. Six ans plus tard, il décida de revenir à Kakuyuni pour se consacrer uniquement à la caféiculture. Dans les années soixante, précise-t-il, les paysans les plus pauvres vendaient facilement leurs terres pour payer les écolages et il était alors possible d'acquérir de bonnes terres au prix très intéressant de Ksh 1500 pour trois acres. Un demi-acre coûte aujourd'hui plus de 60 000 shillings (environ 6000 FF) de ce côté des collines de Kangundo⁷². Zakayo en profita pour accroître son exploitation qui s'étend aujourd'hui sur plus d'une dizaine d'acres, idéalement situés en aval de l'une des sources qui apparaît au pied du "village" d'Ivutu⁷³. Toujours selon Zakayo, c'est à cette époque que les petits fonctionnaires de Tala, employés à Machakos ou Nairobi en ont profité pour acquérir des terres de ce côté des collines⁷⁴. David Ngusya, l'instituteur de Tala dont nous avons déjà relaté les investissements dans les ranchs coopératifs de Koma Rock en est l'un des exemples⁷⁵. Le café sur lequel les Kényans se sont précipités à l'indépendance, est ainsi rapidement devenu le principal moyen d'accumulation en milieu rural, l'objet de toutes les convoitises. Mais la caféiculture est également une production capricieuse qui n'enrichit pas nécessairement tous ses producteurs. Elle nécessite un savoir technique important et des investissements réguliers en intrants. Stephen Orvis ou Angelique Haugerud, travaillant sur Kisii comme sur Embu ont ainsi pu confirmer le résultat général des analyses sur le développement rural au Kenya : les cultures de rente comme le café permettent aux producteurs de s'enrichir, mais seulement si ceux-ci disposent de suffisamment de terres et surtout des revenus complémentaires issus d'un commerce ou d'un emploi salarié qu'ils peuvent investir dans la production de leurs baies de café⁷⁶. Les familles qui ne disposent pas de ces revenus complémentaires, sont obligées de s'endetter dramatiquement pour produire un bon café, dont les revenus, réduits par les remboursements et autres emprunts contractés auprès de leur coopérative pendant l'année, ne permettent finalement d'assurer que la survie. Ces familles moins fortunées doivent ainsi bien souvent vendre des parcelles pour payer les écolages ou faire face à des dépenses exceptionnelles de santé. Nous avons pu rencontrer ces cas typiques sur les collines de Kakuyuni, où des familles disposant de revenus annexes peuvent développer leur production et tandis que celles

⁷² Willy Kisili, Ivûtû, 22/06/95.

⁷³ Ivûtû signifie justement la source. Nous avons émis une réserve à l'utilisation du mot "village", car cette appellation au Kenya ne correspond pas à la réalité où l'habitat est dispersé mais seulement à la plus petite des unités administratives.

⁷⁴ Zakat Masai, Kakuyuni, 18/05/95.

⁷⁵ Davis Ngusya, Kakuyuni, 23/06/95.

⁷⁶ Orvis (S.), "The kenyan agrarian debate : a reappraisal", art. cité, et Hauteur (A.), *The culture of politics in modern Kenya*, Cambridge, Cambridge University Press, 1995. Les travaux d'Isabelle Samba et de Barbara Thomas-Slayter soulignant le rôle des femmes dans cette économie rurale vont également dans ce sens et appellent à la raison face à l'optimisme néo-libéral des analyses de Mary Tiffen. Cf. Asamba (I.), Thomas-Slayter (B.), "From cattle to coffee : transformation in Mbusyani and Kyevaluki", in Thomas-Slayter (B.), Rocheleau (D.), eds., *Gender, environnement and development in Kenya. A Grassroots perspective.*, Boulder, Lynne Rienner, 1995, pp. 105-131 et Tiffen (M.), Mortimore (M.), Gichuki (F.), *More people. Less erosion. Environmental recovery in Kenya.*, Nairobi, ACTS Press/ODI, 1994.

réduites aux seuls revenus de l'économie rurale parviennent à peine à survivre⁷⁷. De telles situations de voisinage peuvent se révéler particulièrement tendues et contribuer à développer les rancœurs entre voisins, les plus pauvres cherchant à comprendre l'origine de leur infortune. Tel fut par exemple le cas entre deux familles voisines, *Mbaa Kisio* et *Mbaa Nthei* à Ivutu⁷⁸. L'hostilité latente entre les deux familles est ancienne. A la différence de la plupart d'entre elles, celles-ci n'ont pas contracté d'alliance matrimoniale comme il est de coutume à Ivûtû. Samuel Mukola, l'un des aînés de *Mbaa Nthei* attribue à demi-mot une attaque en sorcellerie à la famille de Sammy Wathome qui fit disparaître neufs de ses frères dans les années quarante. Les disparités entre les deux familles n'ont cessé de s'accroître avec le temps. *Mbaa Nthei* semble entrée dans une phase de paupérisation avancée. Les fils de Samuel Mukola n'ont qu'une éducation primaire. Celle-ci leur a permis d'obtenir des petits emplois de manutentionnaires ou d'*askari* (de nos jours, garde privé de sécurité) à Nairobi, mais jamais de position suffisamment rémunérée pour engager une logique de prospérité sur leurs terres d'Ivûtû. A l'opposé, la famille de Sammy Wathome, *Mbaa Kisio*, semble mieux lotie. Sammy n'en est pas l'aîné, mais il participe activement aux activités de la famille élargie dont plusieurs membres sont employés à Nairobi. Afin de rappeler ceux-ci à leurs devoirs, *Mbaa Kisio* dispose d'une association de famille, enregistrée dans le bureau de l'officier du district, avec un comité. Elle se réunit mensuellement pour discuter des problèmes financiers de chacun. Ses membres éduqués doivent contribuer régulièrement sur le compte bancaire familial destiné à payer les écolages des enfants du lignage et à répondre aux crises éventuelles. *Mbaa Kisio* connaît de grandes disparités de revenus entre ses différentes familles nucléaires, certains cousins ayant mieux réussi que d'autres, mais chacun doit se soumettre à une règle minimale de solidarité et contribuer financièrement à la cassette familiale, de sorte que tous les enfants puissent aller à l'école. La présence de jeunes au comité (hommes mariés avec enfants en bas âge) et de deux femmes semble garantir une certaine pluralité de vues lors des discussions et surtout la transparence des opérations financières au sein de la famille, dont les membres ont prêté un serment de solidarité, un *ng'ondu*. Cette assurance mutuelle sur le paiement des écolages permet à chacun d'investir sans trop de difficulté dans la caféiculture.

Les tensions entre *Mbaa Kisio* et *Mbaa Nthei* se développèrent à nouveau dans les années soixante et soixante-dix. Sammy, qui a deux femmes et deux parcelles de café d'environ trois acres, soupçonne ses voisins d'être jaloux de sa réussite et surtout de s'en être pris à l'un de ses fils, qui est tombé singulièrement malade à la fin des années soixante. Heureusement, précise-t-il, celui-ci a rapidement compris

⁷⁷ Nous n'avons pas à proprement parlé réalisé d'enquête d'économie rurale comme Stephen Orvis a pu l'entreprendre à Kisii. Cependant, lors de notre investigation presque systématique d'identification des différentes familles vivant dans le village d'Ivutu, le contraste entre les familles disposant de revenus annexes et celles devant survivre de leurs seules productions agricoles est apparu très nettement. Les secondes ont rarement la possibilité de poursuivre la scolarisation de leurs enfants dans le secondaire et vivent dans un habitat précaire. Elles sont de plus "traumatisées" par le spectre de la vente d'une de leur parcelle, qui est souvent rendu nécessaire pour payer les écolages en cas de mauvaises récoltes, et cultivent les rancœurs envers les voisins moins malchanceux. Cf. James Munyori, Ivutu, 16/06/95 ; Mathew Kisio Kasoa, Ivutu, 17/06/95 ; Zakayo Masai, Kakuyuni, 18/06/95 ; Willy Kisili, Ivutu, 22/06/95 ; James Mwoki, Ivutu, 23/06/95 ; Lazarus Nzoki Ngatia, Ivutu, 23/06/95 ; James Nzuva, Ivutu, 23/06/95 ; David Ngusya, Ivutu, 23/06/95 ; Kimulu Masika, 23/06/95 ; Samuel Mukola, Kakuyuni, 24/06/95 ; Stephen Kikui, Kakuyuni, 24/06/95.

⁷⁸ Samuel Mukola (*Mbaa Nthei*), Ivutu, 24/06/96 et Sammy Wathome (*Mbaa Kisio*), Ivûtû, 18/06/95. *Mbaa* signifie "famille élargie" en Kikamba.

l'origine du mal et s'est rendu chez un *mundu mue* (ici guérisseur) qui l'a soigné et lui a surtout fait prêter un serment sur le *kithitu* le protégeant contre toute nouvelle attaque en sorcellerie. Sammy attribue en effet la déconfiture économique de ses voisins qui ont dû vendre des terres pour survivre, à leur tentative renouvelée de s'en prendre à lui. Le serment qu'il a fait prendre à toute sa famille pour se protéger des attaques en sorcellerie punit parallèlement les coupables. Le serment demande à ceux qui le prêtent de jurer de ne jamais avoir recours à la sorcellerie et aux esprits, de les protéger et de tuer ceux qui se rendraient coupables de telles actions. Cette tension renouvelée entre *Mbaa Kisio* et *Mbaa Nthei* témoigne de la tendance générale qui s'est répandue sur les collines de Kangundo depuis les années soixante. La progression de l'économie monétaire à travers le développement de la caféiculture a accru les disparités sociales entre voisins ou parfois, entre les segments d'une même famille. La logique sociale déjà soulevée par Gavin Kitching à l'échelle du Kenya se révèle tout à fait valide sur les collines de Kakuyuni⁷⁹. Les premiers éduqués, furent les premiers à saisir les opportunités d'emploi, mais aussi les premiers à pouvoir investir dans la caféiculture et à engager une logique d'enrichissement que les autres familles ont eu bien du mal à reproduire. Mathew Kasoa, le *musili* d'Ivûtû⁸⁰ confirme la prégnance de cette tendance, qui est propice à la multiplication des accusations et contre-accusations d'attaques en sorcellerie. Mais selon lui, la véritable tourmente est postérieure au développement de la caféiculture. Elle est venue de la politique d'établissement du cadastre et d'enregistrement des parcelles menant à la distribution de titres individuels de propriété privée⁸¹.

-Le recours au serment.

En 1960, le gouvernement colonial avait affronté un blocage général de l'extension du projet pilote de remembrement engagé en 1957 à Kangundo à l'initiative de quelques leaders de clans appuyés par les *chiefs*. La situation économique et sociale des collines est, dix ans plus tard, sensiblement modifiée. Le projet-pilote avait notamment été bloqué par le retour massif des travailleurs migrants dans les familles qui s'opposèrent à la remise en cause de la distribution égalitaire des parcelles permettant de maintenir une complémentarité entre les cultures de rente sur les hautes terres arrosées et les pâturages ou cultures vivrières dans les zones plus basses. Le remembrement et l'enregistrement des titres de propriété en leur absence donnaient en effet la possibilité aux aînés des familles élargies de s'approprier les meilleures terres alors que les cadets se voyaient attribuer des parcelles caillouteuses.

Dans son plan de développement de 1966, s'appuyant sur les résultats d'un rapport d'enquête sur l'Etat du remembrement et de l'enregistrement des terres⁸², le gouvernement indépendant renouvela cependant l'intention du gouvernement colonial de reprendre cette politique agraire visant à la création d'un marché foncier et au développement des cultures de rente. En théorie, le titre de propriété permettait en effet à la terre d'être vendue et donnait aux paysans la capacité de contracter un prêt

⁷⁹ Cf. Kitching (G.), *Class and economic change in Kenya*, op. cit.

⁸⁰ le *musili*, "juge", est aujourd'hui le représentant du village auprès de l'*assistant-chief*.

⁸¹ Mathew Kisio Kasoa, Ivutu, 09/05/95 ; 14/05/95 ; 17/06/95 ; 25/11/95

⁸² Republic of Kenya, *Report of the mission on land consolidation and registration in Kenya*, Nairobi, Government Printer, 1965-1966.

auprès de l'une des multiples agences de financement du développement rural, dont par exemple, l'*Agricultural Finance Corporation*⁸³.

Le remembrement, qui avait été utilisé contre les combattants Mau-Mau pour les déposséder de leurs terres pendant qu'ils étaient dans la forêt ou dans les camps, était devenu particulièrement impopulaire. Il dut cependant être maintenu dans les districts les plus marqués par la miniaturisation et l'émiettement des parcelles (Meru, Embu, Kisii, Nyeri, Taita-Taveta). Mais seule la démarcation et l'enregistrement des titres de propriété furent rendus obligatoires dans les autres régions⁸⁴. Dès 1965, le district de Machakos avait été identifié comme étant prioritaire pour l'établissement du cadastre et un officier de l'administration fut spécialement posté dans le district en 1968⁸⁵. La politique de démarcation commença effectivement à Kangundo et Matungulu en 1969.

Cette politique d'inspiration économique libérale, l'objectif était de créer un marché foncier, avait été précédé par le *Land Control Act* en 1966 qui était destiné à limiter la possibilité de transactions foncières jugées non-nécessaires et inéconòmiques. En effet, ne pouvant organiser le remembrement dans la plupart des districts du pays, le gouvernement voulut néanmoins limiter les possibilités de subdivisions nouvelles des terres. Le *Land Control Act* demande ainsi l'assentiment d'un *Land Control Board* (conseil de contrôle de circulation de la terre), avant tout transfert de droit de propriété. Ces conseils, présidés par les *district-officers* dans les divisions, ont la capacité quasi discrétionnaire de bloquer les transactions s'ils les jugent inopportunes⁸⁶.

Le *Land Control Act* avait été également voté pour tenter de limiter des conflits fonciers se multipliant à l'indépendance en raison des ventes de terres par des jeunes hommes ne disposant pas encore des droits de propriété. En effet, l'attrait des plans de repeuplement avait pu inciter, certains cadets à se constituer un pécule de départ en vendant des parcelles du lopin familial dont ils n'avaient qu'un droit d'usage. Cette double armature juridique (*Land Control Act* de 1966 et *Land Registration Act* de 1968) appliquée à Kangundo dès le début des années soixante-dix fut interprétée comme donnant un pouvoir absolu aux aînés sur la gestion des parcelles familiales. En effet, aucune transaction foncière ne pouvait plus être opérée sans leur assentiment,

⁸³ Pour plus de détails sur la politique agraire au lendemain de l'indépendance voir notamment, Heyer (J.), "Agricultural development policy in Kenya from the colonial period to 1975", in Heyer (J.), Roberts (P.), Williams (G.), eds., *Rural development in tropical Africa*, London, MacMillan, 1981, pp. 90-120. La question de la réforme foncière est, au Kenya, comme dans bien d'autres pays, une question cruciale mais extrêmement épineuse. Celle-ci mériterait sur les collines de Kangundo une véritable enquête d'anthropologie juridique. Pour un aperçu de la complexité de cette question sur les rives du Lac Victoria et dans la province centrale, mêlant droit coutumier, droit positif et stratégies économiques des différents groupes sociaux, on peut se référer notamment à Shipton (P.), "Debts and trespasses : land, mortgages and the ancestors in western Kenya", *Africa*, 62(3), 1992, pp. 357-388; Shipton (P.), "Luo entrustment : foreign finance and the soil of the spirits in Kenya", *Africa*, 65(2), 1995, pp. 165-195 et Dewees (P. A.), "Trees and farm boundaries : farm forestry, land tenure and reform in Kenya", *Africa*, 65(2), 1995, pp. 217-235.

⁸⁴ Okoth-Ogendo (H.W.O.), "African land tenure reform", in Heyer (J.), Maitha (J.K.), Senga (W.M.), *Agricultural development in Kenya. An economic assessment*, Nairobi, Oxford University Press, 1976, pp. 167-69.

⁸⁵ Mbula (J.M.), Tiffen (M.), "Institutional profile : A. Akamba Institutions and development" in Tiffen (M.), ed., *Environmental change and dryland management in Machakos district, Kenya (1930-1990)*, London, Overseas Development Institute, Working Paper n°62, march 1992, p. 13.

⁸⁶ Wanjala (S.), *Land law and disputes in Kenya*, Nairobi, Oxford University Press, 1990, pp. 47-50.

voire celui des aînés de l'association de clan concerné, souvent représentés au sein des conseils de contrôle sur la circulation des terres. La composition du *Land Control Board* dans la division de Kangundo est significative de cette tendance. Moses Mwasya, l'un des responsables locaux du clan Aombe et l'ancien responsable de la coopérative caféière de Kakuyuni, y fut nommé *chairman* en 1970, en compagnie d'autres leaders locaux des associations de clans⁸⁷. Par ailleurs, les aînés de clans sont désignés par l'administration comme les interlocuteurs privilégiés pour la délimitation des parcelles.

Comme le souligne Simon Coldham, c'est l'administration provinciale qui, comme sous la colonisation, contrôle également l'intégralité du processus. Sitôt qu'une zone est déclarée comme devant faire l'objet de la procédure d'adjudication, tous les procès locaux en cours devant les Magistrats du district sont référés à l'administration provinciale⁸⁸. Mais localement, celle-ci s'appuie systématiquement sur les comités d'adjudication, tant lors des procédures initiales de démarcation que lors des différentes étapes des procédures d'appel. Ces comités d'adjudication sont formés d'au moins une dizaine de représentants des aînés des clans de la zone concernée. Chaque comité nomme son *chairman* et *vice-chairman* et l'officier d'adjudication leur alloue un secrétaire, responsable de conseiller cette assemblée souvent non-éduquée sur les questions juridiques et les procédures à suivre. Un rôle de règlement des conflits fonciers et de répartition des terres est ainsi donné à des aînés de lignages, alors que ceux-ci ont souvent déjà perdu l'autorité nécessaire pour assumer cette tâche. Simon Coldham ajoute de façon suggestive qu'à l'image des anciennes assemblées coloniales d'aînés, ces comités d'adjudication suscitent plus de controverses que de capacité à régler les querelles. Ils sont régulièrement accusés d'être corrompus, de favoriser les membres de leur clan ou d'un clan ami, ou d'être incompetents⁸⁹.

Cette politique d'attribution des titres individuels de propriété fut de fait littéralement bloquée par la multiplicité des recours et des plaintes contestant soit la démarcation elle-même, soit l'attribution du titre de propriété à un seul individu. En effet, l'une des particularités de ce processus d'enregistrement, est qu'il a tenté d'intégrer la notion de propriété collective, en offrant la possibilité d'enregistrer la terre, soit au nom d'un seul individu, soit de plusieurs, le nombre de personnes légalement concernées pouvant aller jusqu'à cinq⁹⁰. Cette réforme foncière déchaîna les rivalités entre aînés et cadets, entre frères, entre voisins, tentant de s'accaparer la ressource principale en zone rurale : la terre. En 1977, à peine un quart des terres du district de Machakos avait été enregistré.

⁸⁷ Moses Mwasya, Ivutu, 03/06/95; 02/12/95

⁸⁸ Coldham (S.), "The settlement of land dispute in Kenya : an historical perspective", *The Journal of Modern African Studies*, 22(1), 1984, p. 64.

⁸⁹ *Ibid.*, p.67. Le contrôle des aînés et de l'administration provinciale sur les questions très sensibles de propriétés foncières a été encore accru en 1981, par le *Magistrates' Jurisdiction (Amendment Act)*. Jusque là, les disputes concernant la propriété étaient réglées comme toute autre dispute devant les cours de district. A partir de 1981, des cours d'aînés obtinrent le pouvoir de siéger afin de régler les questions foncières. Les procès passant devant ces cours d'aînés touchent la propriété des terres, la détermination des limites des parcelles, les droits d'usage, de passage et de pâturage. Cette cour est composée du *district officer* de la division concernée et de quatre ou cinq aînés. Elle enregistre ces décisions et les transmet à la cour du district qui l'entérine mais peut aussi demander sa révision. Cf. Wanjala (S.), *Land law and disputes in Kenya*, *op. cit.*, pp. 43-44

⁹⁰ Wanjala (S.), *Land Law and disputes in Kenya*, *op. cit.*, p. 44.

Pourcentage des terres enregistrées dans le district de Machakos :

	<u>1977</u>	<u>1988</u>
Enregistrement achevé	24%	34%
Enregistrement en cours	26%	45%
Enregistrement non commencé	50%	20%

Source : Mbula (J.M.), Tiffen (M.), "Institutional profile : A. Akamba institutions and development", art. cité, p. 14.

Le blocage de la procédure d'attribution des titres de propriété privée n'est que la conséquence administrative de la tourmente foncière qui frappa les collines de Kangundo au début des années soixante-dix. Au sein des familles, les querelles et divisions ne purent trouver qu'une seule solution : l'organisation de prestations de serment reformant l'unité perdue et garantissant qu'aucune attaque en sorcellerie ne serait organisée entre les membres des familles. Les serments reprirent ainsi une place centrale dans la vie quotidienne des populations de Kangundo. L'invocation des pouvoirs du monde de l'invisible servit au quotidien à la résolution des conflits. Le serment est en ce sens une pratique extrêmement valorisée. C'est une pratique extrêmement contrôlée, qui, légalement, ne peut avoir lieu sans un document écrit du DO et la présence du *chief* ou de l'*assistant-chief*, mais qui est surtout emprunt d'une forte dimension morale. Le serment permet de clarifier toutes les situations. Quels que soient les mots, quelles que soient les arguties des parties impliquées, le serment est un recours ultime qui place chacun dans l'obligation de respecter sa parole, sous peine de mort. Pour les habitants de Kangundo, on ne peut mentir aux esprits. "Ils sont autour de vous, mais leur force est aussi en vous", confiait un *mundu mue*, car le serment est mangé et reste en permanence présent dans vos entrailles⁹¹. L'expression "*kula kithitu*", que l'on traduit par "prêter serment" mais qui signifie en fait "*manger le kithitu*", en témoigne. Ainsi, pour bien comprendre ce que représente et signifie la pratique du serment, il est important d'en présenter un exemple concret, avant d'illustrer plus précisément le contexte de sa mobilisation en politique.

2. De la résolution des conflits à la mobilisation politique.

La pratique du serment s'est maintenue avec une étrange vivacité dans le Kenya contemporain. Utilisé par l'administration coloniale qui contribua presque à l'institutionnaliser comme mode de règlement des conflits locaux, le serment n'est en rien une pratique traditionnelle. Certains éléments de son rituel rappellent des symboliques très anciennes, mais les modalités concrètes de son déroulement et son sens actuel en font une pratique très moderne, liée à la monétarisation de l'économie et à la résolution de conflits fonciers qui ne se posaient pas au XIX^{ème} siècle. Son utilisation politique semble de plus assez courante. Chaque élection générale au Kenya donne l'occasion à des prestations de serment, qui, étant condamnées par le code électoral, provoquent des invalidations d'élections quand la preuve de leur organisation est apportée. La situation des tribunaux kényans face au *kithitu* est étrangement paradoxale. Alors que les juges n'hésitent pas à s'appuyer sur le *muma*, un serment considéré comme l'ultime recours en cas de conflits fonciers et leur permet de faire face à la multiplication des procédures d'appels, le *kithitu* est interdit par le

⁹¹ Kieti Matuu. Kakuyuni, 02/12/95

code électoral et subit le même traitement juridique que la sorcellerie⁹². D'origine coloniale, cette pratique perpétue l'injustice, selon Onesimus Mutungi, puisque le tribunal s'en remet à une force surnaturelle pour punir les coupables. Reprenant la condamnation missionnaire de cette pratique "antichrétienne", ce juriste kényan n'établit pas de différence conceptuelle ou normative nette entre les serments et la sorcellerie. Pourtant les serments sont justement des pratiques de contre-sorcellerie, des pratiques extrêmement valorisées qui représentent en politique un contrat moral entre le candidat et son auditoire. Ce sont des protections, des recours ultimes fortement chargés d'affects et marqués par un engagement identitaire qu'il est difficile de négliger. Dans la préface de son ouvrage *Mukamba wa wo* (le vrai Kamba)⁹³, définissant ce que devait être l'identité et les pratiques de vie des "vrais Kamba", David Kimilu avait ainsi placé d'entrée ce proverbe :

*'Ni Mûkamba Kîvîndyo,
Uwîsi ng'ondû yî mwana,
Na akamanya ûndû wî mbanga,
Wîsi kûthemba mbua yue'.*

Je suis un vrai Kamba,
qui sait que le *ng'ondû* donne l'enfant,
qui sait aussi ce qui est dangereux⁹⁴
et que l'on doit faire sacrifice pour apporter la
pluie

La crainte des esprits est ainsi placée par cet auteur au coeur de l'identité Kamba. Mais au-delà de cette position de principe, nous nous proposons maintenant de l'illustrer plus concrètement à travers l'analyse d'une cérémonie de prestation de serment à laquelle nous avons pu assister à Ivûtû, avant d'en tirer les conclusions pour le sens que cette pratique suggère lorsqu'elle est sollicitée dans le cadre d'une mobilisation politique.

-Une prise de serment à Ivûtû⁹⁵.

Le contexte de la prestation de serment que nous allons décrire est typique de la dégradation possible des relations sociales pouvant se produire au sein des familles de Kangundo. Musyimi est accusé de favoriser la plus âgée de ses femmes au détriment de la seconde. Sa première femme ne lui a pas donné de fils, seulement des filles. Sa seconde femme, elle, a eu un fils, qui a de plus connu une certaine réussite sociale. Il travaille à Nairobi, dispose d'un emploi salarié, gère deux ou trois commerces sur le marché de Kakuyuni et possède le signe extérieur de richesse envié de tous, une 504 Peugeot pick-up. Malgré cette réussite, Musyimi ne semble pas satisfait de sa deuxième femme et la néglige. Il ne prend pas ses repas avec elle et ne se comporte pas comme un mari légitime. Il se comporte de façon hostile envers son fils et reste sous l'influence de sa première femme malgré l'échec de celle-ci à lui apporter une descendance mâle. Ne comprenant pas l'indifférence qui lui était réservée, la deuxième femme de Musyimi, Muema, n'a pas hésité à faire savoir que Mbenge, sa rivale, avait mobilisé les forces occultes pour garder Musyimi sous sa coupe et qu'elle craignait une attaque en sorcellerie contre son fils Kioko et ses petits-enfants. Muema a convaincu le comité local de l'association de clan Atangwa d'aller chercher un *mundu mue* pour faire prêter un serment "ndundu" à toute la famille et

⁹² Mutungi (O.K.), *The legal aspects of witchcraft in East Africa with particular reference to Kenya*, Nairobi, EALB, 1977, pp. 62-78.

⁹³ Kimilu (D.N.), *Mûkamba wa wo*, Nairobi, Kenya Literature Bureau, 1962, p. VII.

⁹⁴ Ici sous entendu la sorcellerie

⁹⁵ Les lignes qui suivent sont basées sur l'observation de l'Administration d'un *Nd'undû oath* par le clan Atangwa, Kavilinguni, 20/05/95.

prévenir ainsi tout risque de mésaventures dues à la sorcellerie. Le *chairman* de la branche locale de l'association de clan s'en est entretenu avec l'*assistant-chief* et le *chief* qui ont demandé au DO l'autorisation écrite d'organiser une prestation de serment.⁹⁶ La prestation de serment se déroula de la façon suivante. Musyimi, Muema, Mbenge, puis chacun des membres de la famille vinrent les uns après les autres se présenter devant le *mundu mue*. Accroupis, pieds nus et tête nue, débarrassés de leurs montres ou colliers, les mains posées sur le sol et les pieds placés dans des traces préparées à cet effet⁹⁷, ils répétèrent les mêmes paroles et mangèrent le *kithitu*. Manger le *kithitu* se fait au sens propre. Alors que le *mundu mue* maintient les mains de l'impétrant dans la terre, il fait passer le long du corps et au-dessus de la tête une baguette. La baguette est ensuite trempée dans un petit bol contenant le sang de la chèvre égorgée et coulant au goutte-à-goutte d'un morceau d'intestin suspendu juste au-dessus d'un tronc, situé en face de l'impétrant. La baguette lui est ensuite glissée rapidement dans la bouche. Celui-ci doit répéter la phrase du serment et ensuite manger un morceau de viande grillée de la chèvre sacrifiée. Pour Musyimi, le texte du serment était le suivant : "Moi Musyimi, si je pratique la sorcellerie contre cette maison, si je pratique la sorcellerie contre mon fils, je me rends ridicule en déshonorant ma femme, si je pratique la sorcellerie contre son troupeau, que ce serment me frappe".

Une fois toute la famille passée entre les mains du *mundu mue*, qui leur fait répéter la même phrase adaptée à la position de chacun au sein de la famille, tous les membres de l'assistance sont conviés à un repas au cours duquel le taureau sacrifié avant la prestation de serment doit être consommé dans son intégralité. Ici, le serment a été organisé pour régler un conflit et a été administré publiquement. La prestation de serment elle-même peut se révéler tendue car l'impétrant peut refuser de se soumettre à l'exercice. Ici Musyimi refusa à quatre ou cinq reprises de répéter les mots du *mundu mue*. Il se montrait incapable de parler en Kikamba et se détourna à deux reprises de la position requise, pour se quereller avec le leader local de l'association de clan. Musyimi refusait qu'on le force à prêter serment. Il réclama qu'on lui témoigne du respect puis seulement, il consentit à faire ce qui lui était demandé. Un serment se prête de façon volontaire et pour le bien de tous. Il intervient dans une situation de conflit, lorsque le doute a été jeté sur l'harmonie familiale. Il permet de témoigner publiquement de la bonne volonté de chacun, qui s'engage individuellement devant les membres de son lignage et devant les forces de l'invisible à respecter sa parole. Un serment est un contrat moral, un engagement solennel et volontaire à respecter la parole donnée. Quelle leçon peut-on tirer de cette

⁹⁶ C'est Anthony Mbili, l'*assistant-chief* de Kavilinguni qui nous a informé de la réunion et nous y a conduit. Notre objet ici n'est pas de décrire les différentes phases du rituel ou d'en tenter une interprétation. Nous n'avons pas pu assister à la totalité de la cérémonie, le *mundu mue* n'ayant accepté notre présence qu'au moment de l'administration du serment. Nous avons dû nous tenir à l'écart pendant toute la phase de préparation, qui comprend notamment le sacrifice de la chèvre dont les intestins vont servir au rituel et celui du taureau, qui sera consommé après le repas. On peut trouver une description partielle du serment ndundu dans Mutungi (O.K.), *The legal aspects of witchcraft in East Africa with particular reference to Kenya*, op. cit., pp. 92-93. Le *mundu mue*, qui était paraît-il l'un des plus célèbres de Kilungu, est vraisemblablement le seul à connaître le sens du rituel. Nous avons pu confirmer que ni l'*assistant-chief*, ni la plupart des membres du clans ne pouvaient l'expliquer en détail. Le secret entourant le sens des différentes opérations réalisées à demi-voix par le *mundu mue* contribue à en garantir la crédibilité.

⁹⁷ La place des pieds a en fait été soigneusement préparée. La terre y a été mêlée avec du sang de la chèvre lors d'une étape de la cérémonie à laquelle nous n'avons pu assister.

observation pour mieux comprendre le sens des serments pris dans un contexte de mobilisation politique ?

-Un contrat moral en politique

Il existe de nombreux types de serments dont le déroulement concret varie énormément en fonction de l'objectif atteint. Le serment identifié comme celui-ci que font passer les hommes politiques est souvent celui dit "des sept bâtons". Il nécessite en effet sept bâtons placés sur le sol, sept aînés placés devant les sept bâtons pour l'administrer, et une grosse gourde. Ce serment des sept bâtons était au dix-neuvième siècle utilisé pour unir les jeunes guerriers avant un raid ou une attaque contre un ennemi. Afin de témoigner de leur fidélité dans la bataille, les jeunes guerriers prêtaient ce serment les unissant jusqu'à la mort. Aujourd'hui, la bataille n'est plus pour le bétail d'une unité de peuplement voisine, mais pour la conquête des sièges de parlementaires. En 1974, cinq des quarante-trois recours en annulation ont été motivés par des prestations illégales de serment. Deux d'entre eux, les recours contre l'élection de Simon Kithika Kiilu et Frederick Mulinge Kalulu, deux élus du district de Machakos, étaient destinés à faire condamner des pratiques très comparables à celle que Paul Ngei a pu pratiquer en 1963 ou 1969. L'un des témoins lors du recours de Frederick Kalulu se référa même, pour exemple, à l'opération menée dans le cadre des activités de l'APP⁹⁸. La foule vient enjambrer les sept bâtons placés devant les sept aînés, en répétant la phrase du serment, qui les lie au candidat ayant organisé la cérémonie. Des morceaux de viande grillée des taureaux sacrifiés sont ensuite distribués à la foule.

Onesimus Mutungi s'étend longuement sur l'arriération des paysans kamba qui croient encore à cette pratique, qualifiée très improprement de "traditionnelle". Il espère que l'avancée de la christianisation la fera disparaître. Il nous semble au contraire que la pratique du serment participe pleinement de la modernité kényane et qu'elle constitue dans les représentations des paysans de Kangundo, un ultime rempart contre le mensonge et la corruption qui ont caractérisé l'Etat colonial depuis son implantation dans le district et l'Etat post-colonial. A Kangundo comme dans le reste du Kenya, les réseaux factionnels ont été tissés par les adversaires de Ngei et les membres de la NAU au sein des églises, des coopératives, des associations de développement. Le serment, qui renvoie au registre de la famille à travers le clan, et à la communauté imaginaire kamba comme la réunion de ses 25 clans, constitue un contrat moral entre ceux qui acceptent de le prêter. Les participants aux réunions électorales où est administré le serment des sept bâtons ne sont jamais contraints de répéter la phrase que les sept aînés présents sur l'estrade veulent leur faire dire. Notre expérience des campagnes électorales kényanes nous a appris que les publics pouvaient se révéler extrêmement volatiles⁹⁹. De plus, les réunions ne se tiennent jamais dans des endroits reculés, loin des habitations, et chacun peut aisément se retirer de l'assistance lorsqu'un serment est administré. Le contexte des prestations de serment des années soixante et soixante-dix n'est plus celui de l'insurrection Mau-Mau marqué par le secret. Au contraire, il est marqué par un certain degré de publicité.

Il est extrêmement difficile de forcer un individu à prêter serment. Cette démarche est volontaire et renvoie à un engagement identitaire et moral qui fait sens

⁹⁸ Mutungi (O.K.), *The legal aspects of witchcraft in East Africa*, op. cit., p. 86.

⁹⁹ Grignon (F.), "La démocratie au risque du débat ? Territoires de la critique et imaginaires politiques au Kenya", IFRA, mimeo, 1996.

dans le contexte tourmenté d'Ukambani. Si les habitants de Kangundo se sont engagés devant le monde des esprits à élire systématiquement Paul Ngei, il nous semble légitime de poser l'hypothèse que celui-ci a réussi à leur proposer un contrat moral dépassant une légitimation en termes de redistribution. Il a réussi à les convaincre qu'il était leur représentant légitime, qu'il incarnerait l'unité de la grande famille kamba au sein de l'Etat à la droite du *Mzee* Jomo Kenyatta et que les Kamba devaient rester unis derrière lui. Les termes de ce contrat moral sont difficiles à décrypter. Le contexte précis de l'évolution économique et sociale des collines de Kangundo après l'indépendance semble indiquer que les serments sont surtout mobilisés pour retrouver une unité intérieure, une paix sociale que menace les compétitions factionnelles. Ils font référence à un imaginaire d'harmonie familiale et d'ordre social, de respect de la mémoire des ancêtres et de préservation de l'avenir des descendants. Dans ce registre très classique, Paul Ngei sollicite les habitants de Kangundo pour que ceux-ci soient unis derrière lui. Il leur demande dans la bataille électorale de lui prouver leur capacité de faire front. Il demande à ses électeurs la même solidarité que les guerriers kamba témoignaient lors des raids de bétail contre leurs voisins. En ce sens Paul Ngei parvient à chevaucher les deux univers de représentations qui marquent les collines de Kangundo : l'univers de la famille élargie, unité de base de la survie du groupe mais aussi de l'apprentissage de la morale pour les enfants contre les corruptions du monde moderne, et l'univers de l'Etat Kenyatta, où il se présente comme l'aîné des kamba, à la droite du père de la Nation et mobilisé dans la compétition pour lui succéder.

Conclusion :

Dans les années soixante-dix et jusqu'au début des années quatre-vingt, ce contrat moral fondé sur l'unité semble faire sens auprès des habitants des collines du nord du district de Machakos. Même en 1983, après qu'Henri Mulli, son opposant de toujours, eut organisé une très médiatique cérémonie de purification, Ngei fut réélu facilement. Quelques années plus tard, cependant, l'érosion de l'influence du leader kamba de Kapenguria ne tarda cependant pas à se faire sentir. En 1985, il perdit la direction de la branche de la KANU de Machakos au profit de Mulu Mutisya et lors du "premier tour" de l'élection de 1988, il connut sa première défaite face au général à la retraite, Jackson Mulinge. Les ressources qu'avait réussi à cultiver Paul Ngei, tant au sommet de l'Etat qu'à Kangundo étaient finalement en passe de s'épuiser. C'est donc vers cette éclipse d'une carrière politique bien tourmentée qu'il faut maintenant nous tourner, en analysant à nouveau tant le système d'interactions organisant la compétition politique au sommet de l'Etat, que les changements économiques et sociaux qui influencent le rapport de représentation entre Paul Ngei et Kangundo.

Chapitre 7 :

Le déclin (1978-1990).

Introduction

Avec l'ouverture de l'ère *Nyayo*¹, l'entreprise politique de Paul Ngei va connaître un lent déclin qui s'achève en 1990 par une destitution peu glorieuse, après que le fier leader de l'indépendance est déclaré en banqueroute. Paul Ngei ne disparaît cependant pas sans combat de la scène politique. Jusqu'en 1985, il contrôle la branche de Machakos de la KANU et réussit même à se faire réélire en 1988 après un tour de force contre son grand rival du moment, Jackson Mulinge. Mais, progressivement au cours des années 1980, Paul Ngei ne semble bientôt plus être qu'une survivance du passé. Un à un, les leaders de l'indépendance disparaissent de la scène politique, laissant la place à une nouvelle génération de leaders politiques dont le profil symbolique évolue lui aussi. Alors que les années soixante-dix avaient vu le renouvellement partiel de la classe politique en faveur des élites éduquées de chaque district, les années quatre-vingt voient l'arrivée massive des hommes d'affaires. Paul Ngei appartient à une génération perdant progressivement les reines du pouvoir. Daniel arap Moi sait s'entourer d'hommes jeunes et veut surtout assurer la promotion d'une nouvelle génération d'hommes politiques qui lui sont tous dévoués. Irrémédiablement et même s'il réussit à garder un poste au sein du cabinet jusqu'à sa destitution, Paul Ngei se trouve écarté des cercles rapprochés du pouvoir, tout comme l'ensemble des hommes de Jomo Kenyatta. Schématiquement, la première décennie *Nyayo* articule deux grandes périodes. Jusque 1985, Daniel arap Moi consolide un pouvoir encore fragile et doit affronter la résistance des barons de l'ancien régime. Au cours de cette première période, Paul Ngei, qui parvient à résister à l'hostilité manifestée à son égard, sait tant bien que mal faire valoir son capital politique fermement placé à Machakos et réussit à négocier sa présence au sein du Cabinet. Dans la deuxième période, de 1985 à 1990, Daniel arap Moi entre dans une dérive autoritaire qui ne tolère plus aucune dissidence. Après qu'il eut perdu le poste de chairman de la KANU-Machakos au profit de Mulu Mutisya, Ngei ne fait plus qu'assurer sa survie politique. L'ère *Nyayo* rend progressivement désuètes les ressources politiques de Ngei avec l'imposition de nouvelles règles normatives de la compétition pour le pouvoir.

Pour bien comprendre les changements intervenus dans la situation politique kényane après la tentative de coup, il faut nécessairement nous attarder sur l'évolution structurelle des relations de pouvoir au sein de l'Etat et les différentes réformes engagées par le Président Moi pour assurer la stabilité d'un régime bien différent de celui façonné par Jomo Kenyatta à la fin des années soixante.

¹ *Nyayo* signifie "les traces" en swahili. Daniel arap Moi utilisa ce mot dès son arrivée à la Présidence, pour signifier qu'il allait suivre les pas de Jomo Kenyatta. Rapidement, ce sont cependant ses propres traces dans lesquelles toute la classe politique kényane fut forcée de marcher, contrainte et forcée. *Nyayo*, est également devenu un substantif pour désigner le Président et son pouvoir.

Daniel arap Moi commence tout d'abord à mettre en place les moyens d'autonomiser les bases de son pouvoir en produisant les ressources économiques destinées à sa clientèle et en s'assurant le soutien des élites de la province de l'ouest. La prise de contrôle du secteur céréalier, crucial pour les populations de la vallée du Rift et de l'ouest du pays, scelle ainsi la grande alliance avec les élites Luyha. Dès le lendemain des élections de septembre, les deux principaux leaders de l'ouest du pays s'étaient vu attribuer des postes-clefs au sein du Cabinet, Elijah Mwangale, le leader du district de Bungoma, devenant Ministre des Affaires Etrangères et Moses Mudavadi, le grand patron du district de Kakamega, Ministre du Gouvernement Local. En 1984, l'organisation historique de gestion du secteur céréalier, la *Kenya Farmers Association*, toujours dominée par les élites de l'ancien régime, est dissoute et remplacée par la *Kenya Grain Growers Cooperative Union*, une organisation à la tête de laquelle se trouve le chef de l'Etat lui-même. En 1985, elle paie déjà à ses membres le double du prix du marché international pour leurs céréales et dispose de l'exclusivité de la distribution de l'approvisionnement en semences². L'un des principaux outils de fidélisation des soutiens dans la vallée du rift et l'ouest du pays est ainsi mis en place. Si l'Etat Kenyatta s'était construit autour du café, l'Etat Moi se construirait sur les céréales³. Restructuré, ce secteur doit servir à ancrer le régime au sein des paysanneries luyha et kalenjin, côtières et kamba et lui permettre ainsi de trouver enfin une base sociale de soutien. Le gouvernement ne dispose à l'époque que d'un seul problème, assurer le financement régulier des prix garantis aux paysans céréaliers. Une bataille s'engage alors avec les hommes d'affaires kikuyu contrôlant la filière café, pour en détourner les rentes vers le financement des subsides destinés aux paysans céréaliculteurs⁴.

Parallèlement, une grande réforme de déconcentration administrative porte la volonté présidentielle au cœur des campagnes. Pensée et réalisée par l'ancien commissaire de la province centrale, Simeon Nyachae, devenu tout puissant secrétaire en chef du secrétariat à la Présidence, un poste qui disparaîtra après lui et qu'il cumule avec celui de chef de la fonction publique, la réforme dite du "*District Focus for Rural Development*" ramène sous l'autorité des commissaires de districts, toute l'allocation des ressources au niveau local. Désormais, l'initiative du développement est censée venir d'en bas, des comités de développement locaux, composés d'élus et de notabilités placés sous l'autorité de l'administration provinciale. Alors que sous Jomo Kenyatta, les commissaires de province régnaient sur celles-ci comme sur leur royaume et les ministres s'activaient au sein des différents réseaux de factions agitant les Ministères pour orienter les ressources vers leurs circonscriptions, désormais, les décisions sont prises au niveau des districts sous la responsabilité de leurs commissaires en liaison directe avec le Ministère du Plan, placé au sein du Secrétariat Général à la Présidence. La plupart des autres Ministères deviennent des coquilles

² Lofchie (M.), "The politics of Agricultural policy", in Barkan (J.D.), *Beyond Capitalism versus socialism in Kenya and Tanzania*, op. cit., p. 160.

³ Cf. Bourmaud (D.), Darbon (D.), "La politique du pain : les mots et les choses (Kenya et Zimbabwe)", *Politique Africaine*, n°37, mars 1990, pp. 32-44.

⁴ Cf. sur cette bataille Grignon (F.), "Les voies tourmentées de l'accumulation caféière au Kenya. Ajustement *Nyayo* et ajustement structurel", IFRA, mimeo, 1995, 30p.

vides, l'allocation des ressources dans les régions se décidant et s'organisant exclusivement par le relais de l'administration provinciale⁵.

Cette décompression administrative est complétée par une reprise en main du parti unique, la KANU, qui devient rapidement l'organe privilégié de surveillance de la classe politique. Sous l'impulsion de son trésorier, Justus ole Tipis, le leader de Narok qui est également Ministre d'Etat attaché au Secrétariat Général à la Présidence en charge de la sécurité intérieure, la KANU se dote de nouvelles structures de fonctionnement. Toute élection, décision, intervention doit désormais recevoir l'aval préalable du comité exécutif national. Les réunions *Harambee* deviennent de plus en plus contrôlées de sorte à limiter la constitution de bases politiques indépendantes du patronage du chef de l'Etat⁶ et, en 1985, la fonction publique est officiellement absorbée par la KANU. Tout fonctionnaire est susceptible de répondre de ses actes devant les autorités du parti, des groupes de jeunes sont mis en place pour discipliner les membres récalcitrants et le Président annonce pour la fin de l'année des élections qui lui permettent finalement de placer ses hommes à la tête de chaque branche régionale⁷. Progressivement, le parti unique devient l'organe suprême de décision politique dans le pays et connaît une restructuration profonde destinée à encadrer et discipliner les luttes factionnelles, modes habituels de résolution des conflits locaux. Ses cadres sont profondément renouvelés lors des élections de 1985, donnant l'occasion à Daniel arap Moi de placer ses hommes à la tête des branches locales du parti. Les nouveaux hommes forts du pays s'appellent Nicholas Biwott (Elgeyo-Marakwet), Henry Kosgei (Nandi), Jonathan Ng'eno (Kericho), Justus ole Tipis (Narok), Moses Mudavadi (Kakamega), Elijah Mwangale (Bungoma), David Okiki Amayo (South Nyanza) ou Peter Oloo Aringo (Siaya), tous leaders de la vallée du Rift ou de l'ouest du pays. Dans la province centrale ou à Nakuru, des anciens leaders Mau-Mau comme Waruru Kanja (Nyeri) ou Kariuki Chotara (Nakuru) sont lancés aux troupes des élites de l'ancien régime secondés par les "produits *Nyayo*" des districts kikuyu comme G. G. Kariuki (Laikipia) ou Joseph Kamotho (Murang'a)⁸.

Mais si cette stratégie permet de limiter les ambitions des représentants du pouvoir économique kikuyu qui sont continuellement surveillés, voire attaqués par des représentants officiels des paysans sans terre, financés par le Président, celle-ci rencontre néanmoins certaines limites. S'il contrôle désormais le parti unique et a mis en place une réorganisation efficace de l'administration provinciale qui lui permet de contrôler précisément toute allocation des ressources publiques dans le pays, son pouvoir ne peut se stabiliser que s'il parvient à produire les ressources de redistribution lui permettant de fidéliser sa clientèle. Aucun de ses soutiens, même kalenjin, n'est définitivement acquis.

Le combat pour la prise de contrôle des canaux les plus importants d'accumulation se précipite avec l'embellie économique des années 1985/1986. En

⁵ Bourmaud (D.), *Histoire politique du Kenya, Etat et pouvoir local*, Paris, Karthala/CREDU, 1988 ; Barkan (J.D.), Chege (M.), "Decentralising the State : district focus and the politics of reallocation in Kenya", *Journal of Modern African studies*, 27 (3), pp. 431-454.

⁶ Barkan (J. D.), "The rise and fall of a governance realm in Kenya" in Hyden (G.), Bratton (M.), *Governance and Politics in Africa*, Boulder and London, Lynne Rienner, 1992, pp. 167-192.

⁷ Widner (J.), *From "Harambee !" to "Nyayo !" The rise of a party-state in Kenya*, Berkeley, the University of California Press, 1992, pp. 150-151.

⁸ Cf. pour plus de détails, Grignon (F.), "Les années Nyayo. Racines de l'autoritarisme et graines de démocratie dans le Kenya contemporain (1978-1992)", in Prunier (G.), Grignon (F.) eds, *Le Kenya contemporain*, Paris, Karthala, (à paraître).

effet, le second *boom* caféier, la hausse des cours du thé et le contre-choc pétrolier favorisent en priorité les élites de la province centrale. La prospérité économique ne peut que renforcer leurs ambitions politiques. La coalition au pouvoir se doit de prendre de toute urgence le contrôle de ces sources inépuisables de richesse que sont le secteur caféier et théier, si elle veut éviter un retour en force des élites kikuyu après la chute de Charles Njonjo. Cependant, la lutte se révèle âpre. Au cours des années 1985 et 1986, le gouvernement subit plusieurs défaites qui le mènent à durcir parallèlement toute atteinte à son autorité. Dès la fin de l'année 1985, une vague de répression est ainsi lancée sur un mouvement clandestin, *Mwakenya*, qui sert pendant trois ans de justification aux emprisonnements politiques de tous ordres. En 1986, des projets de révision constitutionnelle sont annoncés et illustrent une volonté de contrôle de plus en plus pesante du système politique. Après la conquête de l'exécutif, c'est le Parlement qui semble visé, puis le système judiciaire, les syndicats, l'organisation des femmes, certains extrémistes demandent même que le parti unique absorbe les Eglises. Pourtant, plus le régime se fait autoritaire moins il semble avoir les moyens de fidéliser solidement ses soutiens. En effet, la fragilité originelle du projet politique de Daniel arap Moi, l'incapacité à produire les richesses destinées à stabiliser ses soutiens, ne sera jamais véritablement résolue. Si le Président a réussi à prendre le contrôle de la totalité du secteur para-étatique et des organes de commercialisation des cultures de rente qui lui permet d'en détourner les dividendes, il ne réussit jamais à produire suffisamment de ressources pour stabiliser son système d'alliances. Il doit alors jouer en permanence des divisions de la classe politique, menant simultanément "la carotte et le bâton". Ce jeu, dans lequel il est passé maître et qui explique en grande partie sa longévité, transparaît à travers la grande mobilité du personnel politique entre 1988 et 1991. Successivement, les élections générales, les élections au sein du parti, le remplacement en 1989 de Josephat Karanja, l'éphémère successeur de Mwai Kibaki à la Vice-Présidence, ou les expulsions de la KANU provoquent des remaniements ministériels pluriannuels. Ceux-ci illustrent l'intensité des luttes factionnelles au sein du régime qui rendent totalement impossible la transformation de la KANU en véritable outil de pouvoir absolu. Le fameux comité de discipline du parti censé illustrer sa suprématie sur toutes les autres institutions du pays, fut finalement dissout en 1987, à peine deux ans après sa création. Il était devenu un outil de règlement de compte entre les différentes factions se disputant les faveurs présidentielles. Il faut en effet attendre les années 1988-1989 pour que Daniel arap Moi semble enfin établir un pouvoir sans partage en se débarrassant du grand patron Kikuyu de Nyeri, le Vice-président Mwai Kibaki, transféré au Ministère de la Santé. Dès 1986, plusieurs dispositions juridiques ont cependant posé un nouveau carcan de la compétition politique au Kenya.

Une révision de la Constitution est ainsi votée retirant leur inamovibilité aux membres de la Cour des comptes et réformant le mode de scrutin aux élections législatives. Les élections internes au parti et au Parlement doivent désormais se faire au *mlolongo*, c'est-à-dire en file indienne, les électeurs se plaçant à la queue-leu-leu devant la photo du candidat de leur choix. Le président du bureau de vote a ensuite la tâche de mesurer la longueur des files en comptant les voix. De plus, si un candidat obtient dans sa circonscription plus de 70% des votes, au cours d'un scrutin réservé aux membres du parti précédant le scrutin parlementaire, il est automatiquement élu sans avoir à se présenter devant l'ensemble des électeurs. Ces deux mesures, qui sont finalement aménagées au bénéfice des militaires et des prêtres pour les élections de 1988, servent globalement à établir un contrôle maximal sur les résultats du scrutin.

Ainsi, le comité de discipline de la KANU s'est finalement révélé moins efficace que prévu à contrôler les rivalités factionnelles agitant le parti. Le Président Moi en personne a même été obligé, à plusieurs reprises, d'annuler ses décisions d'expulsion ou de suspension au cours des années 1986 et 1987⁹. Mais le nouveau mode de scrutin permet en 1988 de nettoyer efficacement le Parlement de ses éléments les moins disciplinés. La plupart des leaders réputés pour leur indépendance d'esprit ou subitement entrés en disgrâce du fait de l'intensité des rivalités factionnelles (Kenneth Matiba, Charles Rubia, Martin Shikuku, Masinde Muliro) perdent ainsi leurs sièges en 1988. Contestant les résultats des élections, quatorze hommes politiques sont ensuite expulsés de la KANU. Ces élections se traduisent par la chute de Mwai Kibaki de son poste de Vice-Président, remplacé quelques mois par l'ancien vice-recteur de l'Université de Nairobi, Josephat Karanja, puis par le Ministre des Finances apparenté maasai, Georges Saitoti. Elles confirment la tendance du régime à se structurer autour d'un noyau dur, regroupant quelques leaders kalenjin et maasai, autour duquel tournoient les factions voulant représenter les différentes régions du pays pour accéder aux prébendes de l'Etat mais ne disposant pas de véritable pouvoir. Ce noyau dur, où sont sur-représentés les éléments tugen et keiyo, les deux sous-groupes kalenjin dont sont originaires Daniel arap Moi et Nicholas Biwott, contrôle étroitement l'administration provinciale et la fonction publique, confiée au très efficace Joseph arap Letting depuis la destitution de Simeon Nyachae en 1987. En 1990, trente-deux des quarante et un *district commissioners* (les préfets) et vingt et un des trente-trois *permanent secretaries* (directeur de cabinet des Ministères) sont d'origine kalenjin. Cette équipe s'est également appropriée les entreprises para-étatiques les plus rentables et, bien sûr, les postes de commandement au sein des forces armées et des services de sécurité¹⁰. Ses représentants publics sont les ministres Nicholas Biwott (Energie), John Cheruiyot (Coopératives), William Ole Ntimama (Gouvernement local), Georges Saitoti (Vice-président et Ministre des Finances) ou le commissaire aux coopératives, Eric Bommet et le directeur de la Banque Centrale, Eric Kotut, tous les deux membres de la famille élargie du Président Moi¹¹. Cette équipe détient le pouvoir alors que le Président Moi continue inlassablement à renouveler les équipes ministérielles, faisant s'opposer les différents représentants luo, luhya, kamba ou meru en leur faisant miroiter l'accès aux ressources de l'Etat. Pas moins de quarante-deux nouveaux secrétaires d'Etat sont ainsi nommés en 1988 alors que seulement six ministres ayant servi le pays sous Jomo Kenyatta sont toujours en place¹². La classe politique kényane est en passe d'être totalement renouvelée. Ce ne sont plus des

⁹ C'est sur ces difficultés à contrôler l'appareil du parti que plusieurs politologues ont fondé leur critique de l'argumentation de Jennifer Widner, selon laquelle se construit à cette époque un véritable Etat-parti, à la zaïroise ou à la togolaise. Cf. Barkan (J.D.), "Divergences and convergences in Kenya and Tanzania : pressures for reforms", in Barkan (J.D.), ed., *Beyond Capitalism v. Socialism in Kenya and Tanzania*, op. cit., p. 27 ; Oyugi (W.), "Uneasy alliance : party-state relations in Kenya", in Oyugi (W.O.), ed., *Politics and administration in east Africa*, Nairobi, E.A.E.P., 1994, pp. 181-182.; et Widner (J.), op. cit.

¹⁰ On peut citer notamment, Benjamin Kipkorir à la *Kenya Commercial Bank*, Henri Kosgey (*Kenya National Insurance*), Ezechiel Barnigentuny (*Kenya Post and telecommunication*, d'autant plus influent qu'il est le responsable en chef des écoutes téléphoniques), William Kilele (*Agricultural development corporation*), John Sawe (*Kenya Industrial Estates*), pour une liste plus complète voir le *Who's Who* établi par *Africa Confidential*, Vol. 31, n°21, 26/10/90

¹¹ *Ibid.*

¹² Mwai Kibaki, Jeremyah Nyagah, Paul Ngei, Jackson Angaine, Robert Ouko et Zachary Onyoka. Cf. *The Weekly Review*, 1/4/88.

barons fortement implantés dans leur région respective qui apportent leur soutien au pouvoir présidentiel, mais d'éphémères leaders de factions dont l'influence est perpétuellement remise en cause par l'immixtion des hommes du Président dans les districts, faisant et défaisant leurs carrières politiques. La capacité de créer "le lien" entre le centre et la périphérie, n'est plus, au cours des années quatre-vingt, une ressource politique déterminante. Cette concentration du pouvoir entre quelques mains se double d'une utilisation systématique de la KANU pour discipliner les institutions civiles, grâce au concours zélé des leaders de faction cherchant à obtenir les faveurs présidentielles. En 1989, le parti unique absorbe ainsi la centrale syndicale COTU (*Central Organisation of Trade Unions*) et l'organisation nationale des femmes, le *Maendeleo ya Wanawake*. Un autre amendement constitutionnel avait été également voté en 1988 pour retirer aux juges leur inamovibilité. Des juges étrangers contractuels sont régulièrement nommés au sein de la Haute Cour et de la Cour d'Appel, limitant encore les possibilités de résistance du système judiciaire¹³ et facilitant l'emprisonnement, à la fin de la décennie, de plus de 160 prisonniers politiques, coupables ou simplement supposés coupables de s'être opposés au régime *Nyayo*¹⁴.

Les grandes lignes de l'évolution politique du Kenya au cours des années quatre-vingt sont écrites sans que Paul Ngei y laisse une trace quelconque. Le leader de Kangundo ne semble plus se battre que pour assurer sa survie politique dans la deuxième moitié des années quatre-vingt et ne participe à aucun des grands débats qui agitent le pays. Il ne cautionne ni ne dénonce l'autoritarisme du régime et reste, pour la première fois dans sa longue carrière politique, publiquement très discret. Les grands thèmes qui avaient été ses chevaux de bataille disparaissent également du débat politique. L'indépendance, la redistribution des terres blanches, l'africanisation de l'Etat ne provoquent plus de débats enflammés. Ce sont désormais la redistribution des richesses entre les différentes régions du pays qui sont à l'ordre du jour et plus généralement le bilan de l'ère Kenyatta. Les transformations que Daniel arap Moi impose au système politique kényan rendent ainsi rapidement totalement désuètes les ressources politiques que Ngei avait su cultiver et faire fructifier tout au long des années soixante et soixante-dix. Pour asseoir son nouveau régime, Daniel arap Moi suscite la montée en puissance de nouveaux entrepreneurs politiques aux ressources radicalement différentes de celles de leurs prédécesseurs. De fait, moins ceux-ci sont enracinés localement, dépendants du patronage du chef de l'Etat, plus ils ont de chance de monter dans la hiérarchie politique et d'accéder aux positions d'accumulation. Cette tendance a deux conséquences. Tout d'abord le renouvellement des membres du gouvernement atteint des taux records. Les remaniements ministériels sont annuels voir pluriannuels et les carrières politiques, en deçà des membres de la garde rapprochée du Président, sont faites aussi rapidement qu'elles sont défaites. Les années *Nyayo* sont ainsi marquées par des ascensions politiques aussi fulgurantes que les chutes et les retours en grâce. La deuxième conséquence de cette crispation autoritaire du régime est l'avidité avec laquelle les nouveaux hommes politiques s'attellent à piller les ressources de l'Etat. Plus leur position est fragile, plus

¹³ Cf. l'excellent opuscule de Day (D.S.), "Justice enjoined. The state of the Judiciary in Kenya", Robert F. Kennedy Memorial Center for Human Rights, 1992, 90 p.

¹⁴ Barkan (J.D.), "The rise and fall of governance realm in Kenya", in Hyden (G.), Bratton (M.), *Governance and politics in Africa*, Boulder and London, Lynne Rienner, 1992, pp. 185

ils veulent capter rapidement et dans toutes les directions les ressources d'accumulation qui leur sont offertes. Face à ce tourbillon permanent où les entrepreneurs rivalisent de louanges envers le chef de l'Etat, le leader de Kangundo reste très discret.

Cet apaisement public de la carrière politique de Paul Ngei semble également renvoyer à une baisse de popularité dans le district de Machakos, en général, et à Kangundo en particulier. Paul Ngei gagne ses élections avec beaucoup moins de facilité. Il convient dès lors de nous interroger sur les mutations que connaît la société rurale pour tenter de comprendre l'érosion des soutiens en faveur de Ngei à Kangundo. Associations claniques, associations de femmes, fidélité au *kithitu* seraient-elles des ressources politique en voie d'épuisement sur les collines ? Nous ne pouvons échapper à cette question essentielle, à laquelle une analyse du développement du rôle des Eglises, de l'évolution démographique de la circonscription et du rôle des réseaux de mobilisation tentera d'apporter quelques éléments de réponse. L'analyse de l'automne politique de la carrière de Paul Ngei nous permet ainsi de saisir le sens des transformations en cours dans le Kenya contemporain.

A) Paul Ngei à contre-courant

Daniel arap Moi accéda au pouvoir à la mort de Jomo Kenyatta, en 1978, et fut confirmé dans ses fonctions lors de l'élection organisée au terme des quatre-vingt-dix jours d'intérim. Mais si ces élections de 1979 entérinèrent la succession, elles renforcèrent aussi les forces politiques largement autonomes et prêtes à se jouer de ce personnage falot qui ne semblait avoir conquis la magistrature suprême que grâce au bon vouloir de ses puissants alliés. Les chaussures laissées par Jomo Kenyatta et que Daniel arap Moi a voulu rapidement chausser pour se prévaloir de la légitimité des traces, "*Nyayo*", du fondateur de la Nation, ont en effet rapidement révélé les boulets qui y étaient attachés. Arrivé au pouvoir en 1978, sans véritable assise politique autre que les soutiens de Mwai Kibaki et Charles Njonjo auxquels se sont ralliés les exclus du régime Kenyatta, le souci du nouveau chef de l'Etat est autant de se créer une légitimité historique et politique personnelle que de former autour de lui une nouvelle coalition, afin de rendre son pouvoir plus autonome.

Son premier objectif est de rallier la communauté luo, quasiment exclue du système politique depuis l'incident de Kisumu, en 1969. Mais l'année 1979, année électorale, révèle en fait la solidité des positions acquises par les principales machines politiques du pays, de même que l'attachement des Kényans au système semi-compétitif, rendant très difficile l'imposition de nouveaux leaders, plus proches des nouveaux sommets de l'Etat. Les premières élections de l'ère *Nyayo* connaissent ainsi un taux de participation record, 67,3% des électeurs inscrits ont voté. Soixante-douze députés sortants sont renvoyés dont sept ministres membres du cabinet, huit secrétaires d'Etat et le *deputy-speaker* de l'Assemblée Nationale¹⁵. Le gouvernement est formé de sorte à représenter la quasi-totalité des forces politiques en présence, absorbant soixante-dix-sept députés sur cent cinquante-huit. La marque des années *Nyayo* commence néanmoins à se dessiner. De nouveaux Ministères sont créés. Leur fonction semble à elle seule le signe d'une volonté du chef de l'Etat de rééquilibrer l'orientation du développement dans le pays et de réduire les scandaleuses inégalités régionales entre la province centrale et les provinces de l'ouest et les zones semi-arides. Confirmant les orientations économiques du plan quinquennal de développement en faveur des zones arides et semi-arides, les ministères de l'Eau, de l'Environnement et des Ressources Naturelles, de l'Energie et du Développement Régional sont ainsi créés. Plusieurs agences de développement liées à l'environnement (Secrétariat National pour l'Environnement, Agence Nationale pour la Conservation et l'Aduction d'Eau, Agences de Développement des Rivières Athi et Tana, Agence de Développement de la Vallée Kerio) sont aussi lancées et pourvues avec les hommes de confiance qui ont pour tâche d'organiser la redistribution dans les districts des zones semi-arides, considérées comme les soutiens privilégiés du nouveau chef de l'Etat. A Machakos, Mulu Mutisya, le patron de la *New Akamba Union*, se présente de plus en plus comme l'homme du Président contre lequel Ngei ne peut résister au-delà de l'année 1985, date de reprise en main totale de l'appareil du parti unique. Après son éviction du poste de *chairman* de la KANU-Machakos, Ngei se positionne plus en spectateur fatigué de la tourmente politique *Nyayo* qui n'épargne pas Ukambani, qu'en véritable participant. Il observe sans aucun doute avec beaucoup de

¹⁵ Dauch (G.), Martin (D.), *L'héritage de Kenyatta : la transition politique au Kenya (1975-1982)*, Paris. L'harmattan-Presses Universitaires d'Aix-Marseille, 1985, p. 106.

satisfaction la façon dont le Président Moi fait et défait les carrières des hommes politiques du district, réussissant à nouveau à négocier sa survie lors des élections de 1988, contre Jackson Mulinge. Dans la presse kényane, Ngei est présenté comme un "chat à neuf vies", survivant aux pièges successivement tendus devant lui. Mais, au détour de l'année 1990, Ngei a épuisé son capital de vies. Il est à nouveau déclaré en banqueroute après un long procès et aucune bataille politique ne parvient, cette fois, à le sauver.

1) Une résistance tenace (1978-1985).

L'arrivée de Daniel arap Moi à la tête de l'Etat ne tarde pas à avoir des effets directs sur l'entreprise politique de Paul Ngei. Malgré ses différentes déclarations publiques rappelant son inconditionnelle loyauté au chef de l'Etat, la position de figure de proue qu'avait occupée Ngei au cours du "mouvement pour changer la constitution" ne le place pas parmi les alliés fidèles du nouveau Président. Dès la passation de pouvoir, Ngei doit se défendre incessamment contre la *New Akamba Union* dirigée par Mulu Mutisya, renommé au Parlement en 1979, puis contre une attaque plus insidieuse qui réussit presque à le déstabiliser : la requête de ses créanciers de le mettre en banqueroute. Cette résistance réussie du leader de Kangundo lui permet même de tenter un retour en grâce lors de l'élection de 1983, où il se présente comme l'opposant des anciens amis de Charles Njonjo, le "traître" accusé d'avoir organisé la tentative de coup du 1er août 1982.

-Ngei face à la NAU et à la Banqueroute.

Dès la fin de la période d'interim entre le décès de Jomo Kenyatta et l'élection partisane d'octobre 1978 confirmant l'installation de Daniel arap Moi au sommet de l'Etat et de Mwai Kibaki à la vice-présidence, la position de Ngei semble s'affaiblir. Le Président a annoncé qu'il ne procéderait à aucun remaniement ministériel avant la tenue d'élections générales prévues selon le calendrier parlementaire pour la fin de l'année 1979, mais Ngei perd dès l'ouverture de la nouvelle session le poste de représentant adjoint du gouvernement au Parlement (*deputy-speaker of government business*), qu'il tenait depuis près de dix ans et qui lui permettait de prétendre être le n°3 du gouvernement. Un autre kamba, son vieux rival J.D. Kali qui ne l'avait jamais soutenu dans l'aventure de l'APP, est élu à sa place. De plus, le 28 octobre 1978, lors des premières élections internes au parti depuis également plus de dix ans, un nouveau leader Kamba semble avoir les faveurs présidentielles. Aaron Mutunga, le député d'Iveti-nord qui ne dispose d'aucun siège dans la branche locale du district de Machakos étroitement contrôlée par les hommes de Ngei, est élu trésorier national-adjoint du parti. Le poste de représentant de la Province de l'Est au sein du comité exécutif national est néanmoins attribué à l'un des alliés de Ngei dans le district de Kitui, Daniel Mutinda, Ministre de l'information et de la radiodiffusion¹⁶. Le leader de Kangundo qui avait prétendu un moment se présenter contre Mwai Kibaki à la Vice-Présidence s'est retiré brusquement de la compétition, déclarant attendre que le nouveau Président veuille lui confier une fonction publique. Cette timidité politique très inhabituelle et ce repli subit laisse à penser qu'en coulisse, Daniel arap Moi a fait savoir qu'il ne tolérerait pas de nouvelles incartades du leader de Kangundo et que Ngei serait avisé d'adopter un profil bas.

¹⁶ *The Weekly Review*, 16/03/1979.

Les pressions orchestrées par la NAU contre le leader de Kangundo prennent progressivement forme au cours de l'été. Henri Mulli, l'ancien compagnon de route devenu opposant puis diplomate, déclare son intention de se présenter contre Paul Ngei à Kangundo lors d'une grande réunion *Harambee* où sont présents les principaux représentants de la NAU. Celle-ci semble lui apporter un soutien financier considérable¹⁷ et participe à toutes les collectes de fonds que Mulli organise dans la circonscription pour témoigner de sa capacité à promouvoir son développement.

Le leader de Kangundo réagit rapidement et demande officiellement avec Daniel Mutinda, l'autre ministre kamba, l'interdiction de l'association ethnique. Selon lui, la NAU, cette "soit disant association d'entraide dirigée par des illettrés", soutient et finance dans chaque circonscription ses propres candidats qu'elle oppose aux députés sortants. Ngei prévient qu'il ne permettra pas aux candidats de la NAU d'obtenir l'investiture officielle du parti¹⁸. Ngei s'en prend également à Henri Mulli qu'il accuse de malversations à la tête de la *Koma Rock Ranching and Farming Cooperative Society*, dont il a été élu *chairman* l'année précédente. Selon le leader de Kangundo, le nouveau comité de la coopérative aurait remplacé les animaux racés et prêts à la vente par des bêtes faméliques, alors que les premiers étaient transférés sur d'autres fermes, appartenant à Mulli et à son nouveau trésorier, N. Luka. Bien entendu, Mulli démentit toute malversation et l'affaire n'alla pas plus loin.

La prise de position radicale de Ngei vis-à-vis de la NAU provoqua cependant une levée de boucliers dans le district, où les élus locaux engagés dans de nombreux projets de développements financés par l'association condamnèrent la déclaration du Ministre du développement coopératif¹⁹. Mulu Mutisya répondit par ailleurs à l'attaque de Ngei en annonçant la construction dans le centre de la ville de Machakos d'un immeuble de trois millions de shillings pour la NAU²⁰. Mutisya tenta également de provoquer une scission dans le camp de Ngei à Kangundo, en finançant la candidature de Samson Nthiwa, un cousin éloigné de Ngei pouvant capter une partie de l'électorat "captif" que représentaient les membres du clan Atangwa.

Finalement, Ngei triomphe à nouveau d'Henri Mulli en remportant 61% des suffrages exprimés. Le rapport des forces au sein du district s'est cependant largement modifié suite à la suite de cette élection de 1979. Dans la circonscription voisine d'Iveti-nord, Aaron Mutunga a été largement battu par un ancien responsable de la NAU, Laban Kitele, qui lui succède comme trésorier national du parti unique. Dans les circonscriptions de Yatta et de Kilungu, deux nouveaux venus, Richard Kakoi et Gérard Muia sont également élus. Kasanga Mulwa, le député de Makueni hostile à Ngei, est à nouveau réélu de même que Frederick Kalulu à Mbooni. Au total, seul le jeune député d'Iveti-sud Jonesmus Kikuyu qui a défait George Nthenge, semble se révéler être un soutien indéfectible de Ngei. Chacun des autres candidats a courtoisé plus ou moins ouvertement les leaders de la NAU pour bénéficier de leurs largesses pendant la campagne électorale. Ce changement du rapport de force au détriment de Ngei ne tarde pas à se faire sentir dès le lendemain des élections. A l'exclusion de Ngei et de Kikuyu, l'ensemble des parlementaires de Kitui et de Machakos menés par Daniel Mutinda, qui passait pour un allié de Ngei quelques mois plus tôt et qui vient d'être nommé leader du groupe parlementaire Kamba, suit Mulu Mutisya qui vient

¹⁷ *The Weekly Review*, 22/06/1979.

¹⁸ *Daily Nation*, 23/09/1979.

¹⁹ *The Weekly Review*, 21/09/1979.

²⁰ *Daily Nation*, 25/09/1979

d'être renommé au Parlement, pour rendre visite au Président à Nakuru. Notant la désunion provoquée par l'opposition croissante entre Ngei et Mutisya, tous viennent présenter au Président la "déclaration de Wamunyu" signée dans le fief du leader de la NAU, qui intronise Mutisya comme leader officiel de la communauté kamba derrière lequel tous se rangent avec pour objectif "de suivre les traces présidentielles et de promouvoir la paix, l'amour et l'unité" dans l'esprit que celui-ci a défini²¹. Ngei conserve néanmoins la place dévolue à l'aîné des leaders kamba au sein du cabinet en obtenant le poste de Ministre des Travaux Publics, mais la NAU ne cesse de faire la preuve de sa force politique.

Fin février, Mulu Mutisya lance un plan de développement économique et social s'appuyant sur la relance de l'*Ukamba Agricultural Institute* (UKAI), la multiplication des investissements en faveur des écoles primaires et le versement d'une allocation familiale pour les filles-mères²². La nouvelle orientation du développement dans le pays bénéficie également à l'association ethnique. En août, Mutisya annonce que le gouvernement a attribué 350 millions de shillings pour la mise en place d'une politique d'irrigation, de conservation des sols, et de constructions de barrages et de bassins de rétention d'eau dans les zones semi-arides du district de Machakos²³. L'annonce de l'interdiction des associations ethniques à la fin de l'année 1980, une mesure dirigée essentiellement contre la GEMA de Njenga Karume et la *Luo Union* toujours entre les mains des partisans d'Oginga Odinga, porte un coup temporaire aux partisans de Mulu Mutisya, qui réussissent rapidement à se réorganiser. La NAU est dissoute le 8 novembre 1980 et tous ses biens mobiliers sont transférés à l'UKAI, dont Mulu Mutisya devient le Vice-Président. Celui-ci dirige toujours également la *NAU Holdings Ltd.*, une association privée de capitaux créée sur le modèle de celle de la GEMA dont les placements ne sont pas concernés par l'interdiction de l'association. De fait, malgré la disparition juridique de la NAU, Mulu Mutisya poursuit l'organisation régulière de réunions *Harambee* dans les deux districts kamba. Il subventionne l'association des étudiants kamba de l'Université de Nairobi, qui lui offre le cas échéant un forum d'intervention publique²⁴.

Au cours de l'année 1980, la lutte entre les deux factions se poursuit sur le terrain d'une élection partielle à Kitui. Daniel Mutinda, le Ministre de l'information voit son élection annulée après avoir été convaincu de corruption d'électeurs. Il perd par la même occasion sa position au sein du Cabinet et se trouve frappé d'une sanction d'inéligibilité de cinq ans. Cette mésaventure judiciaire derrière laquelle Mutinda voit une décision politique le convainc de recourir à nouveau au soutien de Ngei pour faire élire son frère John au siège qu'il vient de perdre. Le soutien qu'apporte la NAU à son opposant, Titu Mbathi, qui était également à l'origine du recours en annulation se révèle cependant déterminant. Mbathi est élu au siège de Kitui-centre et fait son entrée immédiate au Cabinet, reprenant le poste de Ministre du Travail. Plus que Ngei, Mbathi semble de plus participer à la lutte qui se déroule aux sommets de l'Etat autour du Président Moi. A peine élu, le député de Kitui-centre se positionne comme un allié de Charles Njonjo dans la lutte qui l'oppose à Mwai Kibaki. Comme pendant l'année 1966, au cours de laquelle il avait été paralysé par les révélations de son

²¹ *The Weekly Review*, 21/12/1979.

²² *Daily Nation*, 26/2/1980.

²³ *Daily Nation*, 11/08/1980.

²⁴ *Daily Nation*, 09/11/1980, *Daily Nation*, 04/07/1983.

implication dans le scandale du maïs qui l'avait empêché de prendre part à la conférence de Limuru, Ngei est happé par une tourmente judiciaire qui lui interdit de prendre part aux luttes de pouvoir entre Mwai Kibaki et Charles Njonjo. Il est cette fois menacé d'être déclaré en banqueroute et de perdre ainsi toutes ses fonctions politiques.

Ce feuilleton judiciaire place à nouveau Paul Ngei au coeur de l'actualité et se prolonger pendant un peu plus de dix-huit mois, de l'été 1980 jusqu'au début de l'année 1982. Pendant toute cette période, Ngei se retrouve seul face à l'orgueil démesuré qui lui fit accumuler plus de six millions de shillings de dettes auprès d'une quarantaine de créanciers, décidant tous désormais de s'allier pour faire rendre gorge à l'arrogant leader de Kangundo. Les deux plus gros créanciers de Ngei sont deux banques, la *Standard Chartered* et la *National Bank of Kenya* à qui Ngei doit plus de 3 millions de shillings depuis le début des années soixante-dix. La première est une multinationale anglaise avec de multiples intérêts dans l'économie du pays et la seconde une banque indienne. Il est certain que ces deux banques ayant imprudemment consenti de tels prêts à l'ancien baron du régime Kenyatta n'ont pas agi sans garantie politique, ou tout au moins sans assurance que ce règlement de comptes n'aurait aucune conséquence dommageable pour leur propre situation. Etant donné le positionnement de ces deux banques sur l'échiquier économique-politique kényan, la mobilisation avec elles des services de l'*income tax* et de plusieurs entreprises parastatistiques réclamant aussi le remboursement de leurs dus, il est probable que cette attaque contre le leader de Kangundo a reçu l'assentiment, voire le soutien de Charles Njonjo. La haine entre les deux hommes est en effet de notoriété publique et la paralysie judiciaire de Ngei garantit à Njonjo que celui-ci n'apportera pas son soutien à Mwai Kibaki.

Ce feuilleton judiciaire qui fit la "Une" régulière de la presse nationale symbolise à lui seul une certaine revanche du monde des affaires et des hauts fonctionnaires contre les alliés les plus arrogants de la famille Kenyatta. Il nous permet d'en savoir un peu plus sur les avoirs de Paul Ngei et la façon dont il a pu se constituer un capital économique à partir de ses positions politiques. Le déroulement du procès et les preuves que doit apporter Ngei de sa solvabilité révèlent en effet au public l'état des biens de l'homme politique kamba. Au total, Ngei va doit donner la preuve d'une multitude d'investissements accumulés au cours des années soixante-dix. Ceux-ci s'élèvent à environ vingt-cinq millions de shillings, soit environ 8 millions de francs de l'époque. Le problème de Ngei semble venir du peu de liquidité de ses investissements qui sont essentiellement placés dans l'immobilier à Nairobi (environ 60% de sa fortune), et des parts dans différents domaines producteurs des cultures de rente du pays et dans différents commerces. Ngei a donc largement utilisé sa position de Ministre du logement pour s'enrichir, et bénéficier des opportunités offertes par les organismes placés sous sa tutelle (*Housing Finance Corporation of Kenya* notamment) pour se porter acquéreur d'un vaste parc immobilier à Nairobi. Il serait aussi possesseur d'un domaine producteur de café à Koma Rock et aurait des parts dans l'un des plus célèbres domaines producteur de thé de Kiambu, le domaine de *Green Acre*.

Les dettes cumulées que ses créanciers lui réclament et qui viennent s'ajouter au coût astronomique des frais de la procédure judiciaire engagée, le mettent en demeure de se démunir de près du quart de ses avoirs. En septembre 1981, pour éviter d'être déclaré en banqueroute, il dut payer au total 6,5 millions de Shillings. Il

s'exécuta finalement à la grande satisfaction de la presse écrite. Mais devant la mauvaise volonté avec laquelle Ngei s'est conduit, attendant l'extrême limite pour payer le moindre centime et refusant de déclarer l'origine de ces rentrées subites de liquidités, le juge de la Cour d'Appel Cecil Miller décide, malgré ce paiement, d'user de son pouvoir discrétionnaire et de ne pas lever la déclaration de banqueroute qui menace de faire tomber Ngei du gouvernement. Le leader de Kangundo crie à la conspiration et doit faire appel devant la Haute Cour pour obtenir finalement la levée de cette sanction²⁵. Mais les frais judiciaires n'en sont que plus alourdis.

L'acharnement du juge Miller témoigne elle aussi d'une certaine revanche de la haute fonction publique face à des hommes politiques ayant outrageusement puisé dans les ressources de l'Etat tout au long des années soixante-dix. L'afflux subi de liquidités de Ngei et son refus d'en admettre l'origine, laissent ainsi penser qu'il a rapatrié des liquidités placées à l'étranger, ou qu'il a sollicité l'aide d'amis politiques ou de membres de sa famille. En effet, le scandale du maïs avait révélé que la stratégie entrepreneuriale du leader de Kangundo était avant tout une stratégie familiale. Aussi nous ne saurions préjuger des avoirs accumulés par Ngei sans prendre en compte les capitaux que celui-ci a pu placer sous les noms de ses enfants, notamment Masaku, son fils, vivant à Londres mais prêt à reprendre le siège de Kangundo en cas d'invalidation en 1975. L'une de ses plus jeunes filles, Mwelu, jouera un rôle crucial au début des années quatre-vingt-dix pour tenter une ultime remise en selle du leader de Kangundo.

Ngei est cependant pour le moment à l'écart de la vie politique du pays. En 1982, c'est l'autre vétéran de la vie politique kényane, Oginga Odinga, qui reprend l'initiative en tentant de lancer, avec quelques jeunes députés radicaux, un nouveau parti, la *Kenya African Socialist Alliance*. Charles Njonjo réagit vivement à cette tentative et fait voter en juin un nouvel amendement constitutionnel instaurant le parti unique en droit. Mais l'année 1982 est surtout marquée, début août, par un autre événement aux conséquences politiques beaucoup plus radicales. Une tentative de coup d'Etat est en effet menée par quelques cadres de l'armée de l'air. Le chef d'Etat major des armées, Jackson Mulinge, reste cependant fidèle au Président de même que la plupart des officiers kamba ralliés derrière lui. Aucun d'entre eux ne fut victime de la purge des différents corps d'armée consécutive à la tentative de coup. Le coup a surtout impliqué des officiers kikuyu et luo de l'armée de l'air, qui furent les principales cibles de la vindicte du président Moi²⁶. A terme, la tentative de coup donne les moyens au Chef de l'Etat de se débarrasser enfin de ses alliés politiques devenus trop encombrants pour la pleine refonte de l'appareil d'Etat et la construction solide de son régime. Dès le début de l'année 1983, une diatribe publique est lancée contre celui que l'on appelle "le traître" et qui progressivement est identifié comme étant le Ministre des Affaires constitutionnelles, Charles Njonjo²⁷. Après la chute de Njonjo, qui démissionne de ses fonctions une fois expulsé du parti unique, Daniel arap Moi décide d'organiser une élection générale anticipée à l'automne 1983 pour nettoyer

²⁵ *The Weekly Review*, 08/08/1980, *The Weekly Review* 21/01/1981; *The Weekly Review* 20/03/1981; *The Weekly Review* 17/7/1981; *The Weekly Review* 16/10/1981; *Daily Nation*, 19/09/1981; *Daily Nation*, 05/12/81; *The Weekly Review* 19/02/1982

²⁶ Sur la tentative de coup de 1982 voir notamment : Dauch (G.), Martin (D.), *L'héritage de Kenyatta : la transition politique au Kenya (1975-1982)*, op. cit., épilogue.

²⁷ Dauch (G.), "Kenya : l'ébranlement", *Annuaire des pays de l'Océan Indien*, 9, 1983, pp. 319-334; Dauch (G.), "Kenya : La chute de la maison Njonjo", *Annuaire des pays de l'Océan Indien*, 9, 1983, pp. 335-351.

la classe politique des clients de celui qui fut longtemps surnommé "Sir Charles" ou "The Duke of Kikuyu-shire"²⁸. Les résultats de cette élection anticipée sont cependant décevants pour le chef de l'Etat ; outre la désaffection croissante de la population envers la compétition électorale (le taux de participation tombe à 40%), le renouvellement de la classe politique reste très limité. Seuls 30% des députés sont renouvelés, confirmant l'existence de rapports de force politiques très tenaces au coeur du pays²⁹. Même si les proches de Njonjo, G.G. Kariuki, Titus Mbathi et J.J. Kamotho perdent leur siège, nombre de ses alliés dont Charles Rubia, Zachary Onyonka et Stanley Oloitiptip, l'ancien Ministre du gouvernement local, sont réélus.

Quel est l'impact de cette élection sur le rapport des forces politiques dans le district de Machakos et plus généralement sur l'entreprise politique de Paul Ngei ? Il nous faut revenir quelques mois en arrière pour tenter de le saisir et de voir comment la chute de Njonjo a pu servir brièvement les intérêts du leader de Kangundo.

- Une tentative de retour en grâce.

A peine est-il sorti de ses péripéties judiciaire, que Paul Ngei se distingue au Parlement en menant avec Martin Shikuku les débats parlementaires qui mènent à la chute de Charles Njonjo. Reprenant le ton de justicier qu'il affectionnait tant quelques années plus tôt, le leader de Kangundo savoure cette revanche contre celui qui, à peine quelques mois plus tôt, avait menacé de mettre un terme définitif à sa carrière politique. Mais en deçà de cet exercice de défoulement collectif contre l'ancien *Attorney-General*, la chute de Charles Njonjo annonce une ère politique nouvelle au Kenya, un renouvellement du personnel à laquelle appelle ouvertement la *Weekly review* en titrant à la Une de l'un de ses numéros précédant l'élection "New style politics emerging in Kenya". De façon extrêmement surprenante, c'est la photo du leader de Kangundo qui trône en dessous de ce titre prometteur, arborant un chapeau de *Cow-Boy*, haranguant la foule devant un micro lors d'une réunion publique. Comme le précise l'hebdomadaire, ce changement n'intervient pas en substance, mais c'est le style des leaders qui se modifie, comme en témoigne le retour de fortune politique récent des deux leaders ayant lancé le raid contre Njonjo, Martin Shikuku et Paul Ngei³⁰. La *Weekly review* annonce l'avènement d'une ère de mobilisation politique dans l'unité et la fidélité au chef de l'Etat, loin des luttes insidieuses qui avaient marqué les années précédentes. Désormais, comme semble l'illustrer, pour la *Weekly Review*, la situation politique en Ukambani, la fidélité au chef de l'Etat prime sur les querelles de personnes. Cette interprétation optimiste de l'hebdomadaire kényan, est directement issue d'une analyse de la tentative de coup. Les Kamba, à la différence des Kikuyu et conformément aux préjugés coloniaux reproduits après l'indépendance, sont restés fidèles à leur parole donnée au chef de l'Etat, et que ce soit dans la haute administration, l'armée ou la politique, ils constituent l'une des bases sur lesquelles Daniel arap Moi peut compter et s'appuyer. Leur leader "naturel" et l'aîné d'entre eux, Paul Ngei, semble ainsi revenir aux premiers plans de la vie politique kényane comme en témoignerait la préparation des élections dans les districts de Machakos et Kitui. Ngei s'est par ailleurs prononcé pour un large renouvellement des

²⁸ Pour un portrait très suggestif de "Sir Charles", voir Médard (J.-F.), "Charles Njonjo : portrait d'un big man au Kenya", in Terray (E.), *sl.d., L'Etat Contemporain en Afrique*, Paris, L'Harmattan, 1987, pp. 49-90.

²⁹ Cf Bourmaud (D.), "Election et autoritarisme", art. cité.

³⁰ *The Weekly Review*, 5/08/1983.

parlementaires des deux districts, et veut soutenir l'avènement d'une nouvelle génération de leaders kamba, des leaders compétents, éduqués et éclairés, à l'opposé des "illétrés" soutenus en 1979 par la NAU. A Mbooni, Ngei soutient ainsi un jeune homme d'affaires dynamique, Joseph Munyao, contre le parlementaire élu depuis dix ans, Frederick Kalulu, ou même son ancien compagnon de l'APP, Simeon Kioko ; à Iveti nord, ses faveurs vont de même vers l'ancien haut fonctionnaire, directeur de cabinet de plusieurs ministères successifs, John Kyalo. Au-delà de ces déclarations d'intention, Paul Ngei semble surtout vouloir capitaliser sur le nettoyage du district des hommes de Charles Njonjo. Après Titus Mbathi, le député de Kitui-ouest, Ministre du travail qui est pris dans la tourmente d'une sombre affaire de prêts politiques, venus cette fois d'une banque indienne, la Banque de Baroda, c'est au tour de Laban Kitele, le trésorier-national adjoint du parti unique d'être la nouvelle cible de Ngei à Machakos. Derrière lui, c'est aussi l'influence politique de Mulu Mutisya qui est visée. Les deux hommes sont ouvertement accusés au Parlement d'avoir pris part à la conspiration de Njonjo, par Jonesmus Kikuyu, le jeune député d'Iveti-sud, utilisé par Ngei pour ses ballons d'essais politiques.

Cependant, quelques semaines avant l'échéance électorale, Ngei subit un démenti catégorique à tout retour en grâce. Le président Moi en personne intervient pour condamner les attaques contre Laban Kitele et Mulu Mutisya. Jonesmus Kikuyu doit présenter publiquement des excuses à ses deux collègues. Le Président donne également son accord pour l'organisation par l'administration provinciale d'une vaste opération de purification du serment censé avoir été administré par Ngei en 1963. A Kangundo, cet épisode est interprété différemment. Selon les responsables locaux du parti, ce n'est pas le serment de 1963 dont le Président veut éliminer l'effet, mais celui de 1969, qui demandait de jurer que le pouvoir au Kenya reste toujours dans la province centrale. L'organisateur de cette cérémonie de purification, Isaac Nzioka, est de plus soutenu financièrement par Mulu Mutisya et Francis Kalinzoya, le responsable de la branche de la KANU de Kangundo, qui s'est retourné contre l'ancien leader de l'APP. De plus, James Kamere, l'*Attorney General* ayant succédé à Charles Njonjo après que celui-ci eut voulu conquérir son siège de Kikuyu, est forcé de démissionner et remplacé par Mathew Mulli, le troisième des frères Mulli, éduqué à l'*Alliance High School*, devenu juge en 1971. Mathew Mulli se révèle bien sûr ouvertement hostile à Ngei.

Pendant plusieurs jours les habitants de la circonscription ont été invités fermement à se rendre à Tala pour participer aux cérémonies organisées par un *mundu mue*. Les participants durent à nouveau enjamber sept bâtons, puis passer sous trois arbres reliés entre eux par des cordes de sisal. Ils furent aspergés avec une solution faite de crottin de mouton, d'eau et d'herbes et durent enfin tous cracher dans un seau, dont le contenu fut épandu sur les bâtons. Cette opération de purification menée à Kangundo auprès de milliers de personnes n'eut finalement aucun effet. Ngei fut largement réélu quelques semaines plus tard contre Isaac Nzioka³¹.

Dans le district de Machakos, les résultats de cette élection de 1983 n'ont cependant pas donné de second souffle à Paul Ngei. Laban Kitele, Jonesmus Kikuyu et Gérard Muia sont réélus. Kasanga Mulwa, le leader de Makueni ayant finalement rallié Ngei est lui défait par l'universitaire Paul Sumbi. Joseph Munyao est parvenu à s'imposer à Kilungu contre Frederick Kalulu. Gideon Mutiso, l'ancien secrétaire général de l'APP ayant purgé ses dix années de prison pour haute trahison parvient à

³¹ *Daily Nation*, 8/6/1984 et *The Weekly review*, 23/9/1983.

se faire réélire dans sa circonscription de Yatta. Au total, au lendemain des élections de 1983, la situation dans le district de Machakos reste indécise et le succès attendu par le Président Moi des hommes de Mulu Mutisya n'est pas arrivé. Trois parlementaires du district sont réputés soutenir Ngei (Kikuyu, Muia, Munyao), deux Mulu Mutisya (Kitele et Sumbi) alors que Gideon Mutiso déclare vouloir rester étranger à cette bataille. A Kitui, Titus Mbathi a été défait mais la situation ne semble pas plus clarifiée.

A l'aube de l'année 1984, le régime de Daniel arap Moi entre cependant dans une nouvelle phase achevant de transformer radicalement le système politique qu'avait mis en place Jomo Kenyatta. Tout au long de la première législature de "l'ère *Nyayo*", Paul Ngei avait réussi à négocier sa cooptation au sein du régime en illustrant sa capacité de résistance face aux différentes attaques politiques montées contre lui tant au niveau local face à la NAU, qu'au niveau national face à la mise en place d'une procédure judiciaire destinée à le mettre en banqueroute et à l'écarter définitivement du jeu politique. Après la tentative de coup il avait même pu se révéler temporairement utile au Président Moi pour faire tomber Charles Njonjo. Mais la dérive autoritaire dans laquelle entre le régime après les élections de 1983 ouvre une phase toute différente de l'histoire du Kenya, où les ressources politiques jusque-là accumulées par le leader de Kangundo ne vont plus nécessairement se révéler suffisantes pour assurer sa survie politique.

2) L'automne d'une carrière politique (1984-1990).

L'évolution de la situation politique dans le district de Machakos et celle de l'entreprise politique de Ngei illustrent pleinement la tendance structurelle de l'organisation des relations de pouvoir et de la compétition politique dans le Kenya de Daniel arap Moi. Toujours membre du Cabinet, Paul Ngei n'est plus qu'une survivance d'un passé révolu, où l'enracinement local était l'une des ressources politiques-clé pour y accéder. L'orgueilleux député de Kangundo ne se laisse pas cependant déposséder de tout pouvoir sans panache, et surtout, sans un dernier pied de nez adressé à la classe politique *Nyayo* et à ses détracteurs. Il parvient ainsi à se faire élire à Kangundo pour la sixième fois consécutive en 1988 après un nouvel exercice rocambolesque de survie politique.

-La première défaite électorale.

La nouvelle donne politique qui se dessine sous la forme d'une recherche systématique du Président Moi de stabiliser son régime en assurant la percée fulgurante de nouvelles carrières politiques pouvant s'opposer efficacement aux barons du régime Kenyatta ne tarde pas à se faire sentir en Ukambani. Une campagne est ainsi lancée dès la fin de l'année 1984 pour assurer la percée politique à Kitui de l'ancien *Chief Justice* Kitili Mwendwa. Celui-ci avait été défait en 1983 par Parmenas Munyasia, le député sortant, mais la réélection de Munyasia avait été invalidée dans les mois qui suivirent et Mwendwa était parvenu à s'imposer dans l'élection partielle suivant l'invalidation, contre le fils de Munyasia, Franco Nzilu³². A peine élu avec le soutien ouvert de Mulu Mutisya et de Laban Kitele, promu depuis les élections au Ministère des Travaux Publics, Kitili Mwendwa est plébiscité pour prendre la tête de la branche de la KANU à Kitui contre un ancien *chief* de Mombasa, James Kitonga.

³²

The Weekly Review, 23/09/1983.

Le retour au premier plan de la famille Mwendwa, à travers, cette fois le plus brillant de ses représentants, annonce l'automne de la carrière nationale du leader de Kangundo. La promotion de Laban Kitele est également directement orientée contre Ngei. Pour la première fois depuis l'indépendance, deux parlementaires du district de Machakos sont présents au sein de cabinet, illustrant officiellement la fin de la suprématie de Paul Ngei sur le district³³.

Dès la fin de l'année 1984, Ngei commence de plus à ressentir le durcissement du contrôle politique de l'appareil central de la KANU sur ses activités. Saisissant l'occasion de l'expulsion de quinze parlementaires du parti unique, Ngei avait dans un premier temps tenté de s'accaparer les pleins pouvoirs donnés aux responsables de branches afin de vérifier la fidélité de leurs membres au Président, pour expulser certains membres de sa branche qu'il accusait de vouloir le renverser. L'administration provinciale bloqua cependant cette initiative qui se retourna finalement contre le leader de Kangundo accusé par un collectif des membres du parti de ne jamais tenir de réunion locale, d'avoir fermé les locaux situés à Machakos sans explication, et de limiter les recrutements de membres de la KANU à ceux recevant son approbation personnelle³⁴. Une trentaine de conseillers locaux se mobilisent par la suite pour demander la suspension de Ngei de son poste de *chairman* et son remplacement par Mulu Mutisya. Les six mois qui suivent sont marqués par une succession d'accusations et de contre-accusations entre Ngei et Mutisya, le premier reprochant notamment au second d'être un fauteur de trouble parmi les étudiants à travers le soutien financier apporté à l'*Akamba University Students Union* où il a placé ses étudiants aux détriments de la majorité des autres³⁵. Le travail silencieux de Mutisya dans chacune des branches locales du parti et le nombre important de réunions *Harambee* tenues à travers le district finit cependant par lui permettre de l'emporter. Alors que les parlementaires, mis à part Kitele et Mutiso, sont toujours plutôt favorables à Ngei, la majorité des conseillers locaux et des officiels des branches de la KANU votent en faveur de Mutisya pour le poste de *chairman* lors de l'élection interne du parti tenue le 27 juin 1985. Ngei fut largement battu, 422 voix contre 231³⁶.

Pour la première fois depuis 1966, Paul Ngei est battu dans une élection. L'objectif de ses opposants n'est pourtant pas atteint. Ceux-ci veulent également réduire son influence dans sa propre circonscription de Kangundo. Francis Kalinzoya, le *chairman* de la sous-branche de Kangundo retourné contre lui est devenu *vice-chairman* de la branche de Machakos et mène une campagne inlassable avec Isaac Nzioka devenu trésorier, pour le faire tomber. Un à un, les derniers représentants locaux ou nationaux du district restés fidèles à Ngei sont harcelés afin de les faire rentrer dans le rang. Gérald Muia est le premier à reconnaître l'autorité incontestée de Mutisya. Jonesmus Kikuyu, accusé d'avoir proféré en public de déclarations séditeuses est finalement acquitté, après avoir lui aussi fait allégeance au nouveau leader de la KANU. Il ne reste finalement que Joseph Munyao à refuser de se plier à la volonté présidentielle. Celui-ci est accusé publiquement par le Président en août 1986 d'être avec Ngei un fauteur de troubles dans le district et se voit suspendu du parti, prêt à être envoyé devant la commission de discipline dans laquelle siège Mulu

³³ *The Weekly Review*, 09/11/1984.

³⁴ *The Weekly Review*, 18/11/1985.

³⁵ *The Weekly Review*, 30/11/1985.

³⁶ *The Weekly Review*, 18/09/1987.

Mutisya³⁷. Localement, la bataille contre les partisans de Paul Ngei se fait plus insidieuse. La majorité des conseillers locaux ont déclaré leur allégeance à l'ancien leader de la NAU mais certains résistent encore et restent fidèles au leader de Kangundo. Ils seront arrêtés par la police à la fin de l'année 1986 et accusés du meurtre du fils de l'ancien maire de la ville de Machakos défait par un homme de Ngei lors de la précédente élection locale. Ce procès politique pour des allégeances locales provoque un tel émoi dans le district que tous sont finalement libérés sans s'être reniés, les leaders de la KANU craignant que l'opinion publique ne se retourne contre eux³⁸.

Au sein du gouvernement, Ngei se promène cependant de ministères en ministères sans pouvoir s'accaparer aucune position de pouvoir. A chaque remaniement ministériel, il fait partie de ceux que l'on mute d'un ministère sans importance à l'autre, maintenant une instabilité qui l'empêche d'utiliser les ressources de patronage auquel il pourrait avoir accès. Seul son statut d'ainé des hommes politiques kamba lui permet de se maintenir au gouvernement, mais dans des conditions telles que cette ressource politique ne semble plus d'aucune utilité pour lui. Entre 1984 et 1989, Ngei aura visité six Ministères différents³⁹. Progressivement Paul Ngei, visiblement également touché par la maladie⁴⁰, se retire de la politique nationale et de la lutte pour le pouvoir dans le district de Machakos. Lors des élections de 1988, il n'offre plus de lutte collective à Mulu Mutisya, mais se montre encore capable d'une dernière pirouette politique.

-Une dernière pirouette avant la chute.

L'élection de 1988 à la file indienne semble en effet constituer la dernière échéance pour le leader de Kangundo. Jusqu'au dernier moment, la presse fait circuler les rumeurs sur son éventuel opposant. Henri Mulli, installé confortablement depuis six ans à la tête de la banque coopérative ne veut plus se jeter dans la bataille. Isaac Nzioka n'a plus les faveurs de Mulu Mutisya. A la surprise générale, c'est l'ancien chef d'Etat major des armées, Jackson Mulinge, qui a été convaincu par le Président de sonner le glas de la carrière politique de Paul Ngei et de lui infliger son ultime défaite. Mulinge, en retraite depuis deux ans, s'est investi lourdement dans le développement de son marché natal, Kathiani, qui porte le nom de l'ancienne circonscription d'Iveti nord redécoupée pour la circonstance. Trois nouvelles circonscriptions électorales ont de plus été allouées au district de Machakos en parallèle à la redistribution des *locations* au sein des circonscriptions. Les trois nouvelles circonscriptions sont : Mwala, regroupant les *locations* de Mbiuni, Mwala, Masii, Muthetheni, Wamunyu et

³⁷ *The Weekly Review*, 01/08/1986.

³⁸ *The Weekly Review*, 18/09/1987.

³⁹ 1984 : Ministre des terres et du repeuplement (*Land and resettlement*).

1985 : Ministre de l'Environnement et des ressources naturelles (*Environment and natural resources*).

1986 : Ministre de l'eau (*Water development*).

1987 : Ministre des ressources animales (*Livestock development*).

1988 : Ministre de la Culture et des services sociaux (*Culture and social services*).

1989 : Ministre de la main d'oeuvre et de l'emploi (*Manpower development and employment*).

⁴⁰ Les photos du leader de Kangundo dans la presse en témoigne même si celui-ci l'a toujours nié. En 1990, Ngei apparaît extraordinairement amaigri, atteint selon la rumeur d'un cancer du foie. En 1996, il avait alors 73 ans, nous l'avons cependant rencontré en meilleure forme physique même si ses capacités intellectuelles n'étaient vraisemblablement plus excellentes.

Kibauni ; Kibwezi créée à partir des *locations* sud de la division de Makueni ; et Masinga créée à partir de celles de la division de Yatta. La division de Kangundo s'est ainsi trouvée amputée de deux de ses *locations* sud située en zone semi-aride, Mwala et Mbiuni, et n'est plus constituée que des deux *locations* historiques de Kangundo et Matungulu qui connaissent également une redistribution interne de leurs unités administratives inférieures. Ce redécoupage administratif ne semble pas correspondre à une logique de *gerrymandering* dirigée contre le leader de Kangundo. Elle correspond vraisemblablement à un vrai besoin administratif, comme pour la scission des divisions de Yatta et Kibwezi, qui couvraient des étendues considérables. Ces modifications territoriales locales ont de plus redistribué relativement équitablement les poids démographiques, sans arrière-pensée politique prédéterminée, si ce n'est l'accroissement du patronage politique de Mulu Mutisya, qui dispose désormais de trois parlementaires supplémentaires dans ses troupes.

Selon la *Weekly review*, Jackson Mulinge est assuré de conquérir la circonscription de Kathiani, "sa circonscription", contre Laban Kitele, le bras droit de Mulu Mutisya qui a été promu Ministre au sein du Secrétariat général à la Présidence. La volonté de préserver l'avenir politique de Kitele, a peut-être incité le président Moi à convaincre Mulinge de se présenter contre Ngei. La victoire annoncée de Jackson Mulinge lors du premier tour de ces élections, qui sont en fait les élections internes au parti, est écrasante. Le général à la retraite remporte le scrutin des électeurs du parti par onze mille voix contre mille, un scrutin marqué comme dans le reste du pays par un absentéisme massif de l'électorat. A peine un quart des électeurs de Kangundo s'est déplacé pour se mettre en file indienne derrière Paul Ngei. Remplissant largement la règle des 70%, Jackson Mulinge est déclaré élu dès la première échéance.

Dans la semaine suivant l'annonce de ces résultats, la presse kényane se fait cependant l'écho d'un coup de théâtre. Le Président Moi s'être laissé convaincre par Ngei d'annuler les résultats ce "premier tour" et de lui donner une seconde chance lors du "second tour" de scrutin, celui des candidats n'ayant pas été plébiscités par leur électorat. Ce retournement de situation en faveur de Ngei n'a toujours pas trouvé d'explication et stimule toujours les rumeurs les plus variées sur les moyens de pression que Ngei pourrait avoir sur Daniel arap Moi. L'hypothèse la plus probable de ce retournement de situation, est que ce dernier a accédé à la supplique de Paul Ngei pour mieux le faire humilier par Jackson Mulinge et lui infliger une défaite lui faisant perdre la face comme celui-ci avait failli la perdre au cours du "mouvement pour changer la constitution", au coeur duquel Ngei s'était illustré.

L'inimitié entre les deux hommes est en effet profonde et date sans aucun doute du refus de Ngei de conférer au Président Moi aucune légitimité historique dans le combat pour l'indépendance dès le début des années soixante. Cette tactique se révèle désastreuse. Faisant appel à ses talents d'orateur et surtout à l'orgueil des habitants de Kangundo à qui on veut imposer un parlementaire "étranger", Kathiani se trouve en effet huit à dix kilomètres au sud du Kangundo, sur la route menant à Iveti, Ngei réussit à reconquérir son siège, battant Mulinge d'un peu plus de deux mille voix.

Cette ultime pirouette du leader de Kangundo qui ridiculise Mutisya, Mulinge et le Président Moi, lui-même, est cependant la dernière. Quelques semaines après l'élection, alors que Ngei est reconduit dans ses fonctions de Ministre de la main-d'œuvre et de l'emploi, une nouvelle action en justice est lancée contre lui afin de le faire déclarer en banqueroute. Celle-ci est d'une telle ampleur que Ngei ne peut pas lui échapper. Ce sont désormais plus de trente-huit millions de shillings de dettes qu'il est

censé rembourser. La *Middle East Bank*, L'*Arab Africa Finance Ltd*, l'*Agricultural Finance Corporation*, la *Kenya Commercial Bank*, la *Bank of Oman*, la *Pan African Credit Finance Ltd* et bien sûr l'*income tax*, lancent deux procédures judiciaires destinées à recouvrer leurs avoirs ou à faire déclarer leur débiteur en banqueroute. Ngei crie à nouveau au complot politique et accuse cette fois l'*Attorney-general* Mathew Mulili⁴¹. Il réussit à retarder l'échéance pendant près de deux ans, jusqu'à la fin de l'année 1990. Cependant, le 22 novembre 1990, lors d'une conférence de presse grandiloquente, Paul Joseph Ngei annonce finalement qu'il jette l'éponge et qu'il retourne sur ses terres de Kangundo cultiver son *shamba*. La déclaration de banqueroute lui fait en effet perdre non seulement ses droits civiques, mais également le droit de garder un mandat électif, un poste public ou même un siège d'administrateur dans une compagnie privée.

Cette sortie peu glorieuse de l'arène politique kényane a finalement été le seul moyen trouvé par ses opposants pour l'en expulser. Pendant presque trente ans, Paul Joseph Ngei a tenu son siège de Kangundo et reste l'un des rares hommes politiques kényans, avec Daniel arap Moi, à avoir été aussi longtemps membre du Cabinet. Pourtant, les échéances de 1983 puis 1988 montrèrent combien sa popularité s'était érodée au fil du temps. Ngei ne remportait plus son élection sans opposant, ou avec quinze mille voix d'avance. En 1983, sa réélection contre Isaac Nzioka avait déjà vu sa marge de manœuvre sensiblement réduite à sept mille voix, puis seulement deux mille quatre cents voix en 1988 contre Jackson Mulinge. Cet indice n'explique rien en lui-même, mais il indique une érosion de la popularité de Paul Ngei à Kangundo dont il nous faut maintenant tenter de chercher l'origine, en analysant le sens pris par la nouvelle gouvernamentalité de l'Etat *Nyayo* sur les collines et les transformations économiques et sociales que celles-ci ont connu au cours des années quatre-vingt.

⁴¹ *The Weekly Review*, 30/11/1990.

B) Kangundo dans la décennie Nyayo.

L'un des traits marquant de la décennie *Nyayo* a sans aucun doute été, en-deçà de la dérive autoritaire du régime, un changement radical de politique économique en faveur des productions céréalières de la vallée du Rif et de l'ouest du pays. Le besoin d'une répartition plus équitable des ressources du pays en faveur des régions arides et semi-arides et des régions productrices de céréales avait été largement documenté par le rapport du Bureau International du Travail dès 1972. La sécheresse de 1975 et les défaillances de gestion du secteur cérééalier qui s'en suivirent illustrèrent également l'importance cruciale de ce secteur pour l'économie du pays, un secteur qui fit l'objet d'une attention particulière du président Moi dès son arrivée au pouvoir. Le plan de développement des années 1979-1983 eut ainsi pour thème central la réduction de la pauvreté, en indiquant précisément les objectifs à atteindre pour les populations pastorales, les petits paysans, les paysans sans terre, et les couches les plus pauvres des villes par la mise en oeuvre d'une politique économique destinée à promouvoir une croissance économique bénéficiant à l'ensemble du pays. Parallèlement, les nouvelles agences régionales de développement (*Lake Basin Development Authority, Kerio Valley Development Authority, Tana and Athi River development Authority*) identifièrent les projets à mettre en oeuvre de façon prioritaire⁴².

Au niveau macro-économique, la politique monétaire de surévaluation du shilling illustra notamment le retournement en faveur des paysans céréaliculteurs. Les secteurs des céréales et du maïs devenaient deux des niches privilégiées de redistribution et de patronage du chef de l'Etat⁴³. Analysant précisément la gestion des deux pénuries alimentaires consécutives aux sécheresses de 1981-82 et 1984-85, Robert Bates put ainsi montrer comment les élites nandi bénéficièrent de la réorganisation du système de gestion des silos et de la dissolution forcée en 1984 de la *Kenya Farmers Association*, le grand lobby des grands producteurs céréaliers hérités de la colonisation et toujours contrôlé, à l'époque, par des Kényans blancs⁴⁴. Progressivement les leaders de tous les districts ayant le plus souffert des inégalités régionales développées sous l'Etat Kenyatta (Busia, Kakamega, Siaya, South Nyanza, Kitui), les districts situés en zone semi-aride ou les districts producteurs de céréales,

⁴² Korir -Koech (M.), "Evolution of environmental management in Kenya", in Kiriro (A.), Juma (C.), eds., *Gaining ground. Institutional innovations in land use management in Kenya*, Nairobi, African Center for Technology Studies, 1991, p. 29.

⁴³ Cf. Bates (R.), *Beyond the miracle of the market : the political economy of agrarian development in Kenya*, Cambridge, Cambridge University Press, 1989; Bates (R.H.), "The politics of food crises in Kenya", in Schatzberg (M.G.), ed., *The political economy of Kenya*, New-York, Praeger, 1987, pp. 75-92 ; Lofchie (M.), *The policy factor. Agricultural performances in Kenya and Tanzania*, Boulder, Lynne Rienner, 1989 ; Lofchie (M.), "The politics of Agricultural policy", in Barkan (J. D.), ed., *Beyond capitalism versus socialism in Kenya and Tanzania*, Boulder and London, Lynne Rienner, 1994, pp. 129-173.

⁴⁴ Cf. également Ngunyi (M. G.), *Praetorian politics in farmer organisations : a case study of KGGCU and KPCU in Kenya*, Paper presented to the Conference on "Dimensions of economic and political reform in contemporary Africa", jointly organised by the Scandinavian Institute of African Studies (UPPSALA), Chr. Michelsen Institute (Bergen), and the Centre for Basic Research (Kampala), Kampala, Uganda, 8th-12th April 1994.

vont former le cercle élargi des soutiens du régime, tous hostiles à l'Etat caféier et à ses choix économiques privilégiant de façon systématique les cultures d'exportation⁴⁵.

Dans ce nouveau contexte économique et politique, la situation du district de Machakos est ambiguë. Les collines nord productrices de café souffrent, comme la province centrale, de la lutte acharnée entre les membres du gouvernement et les représentants de la filière café. Mais les pertes occasionnées à cette occasion n'atteignent pas les proportions de celles que peuvent subir les petits producteurs de Murang'a, Nyeri ou Kirinyaga. Le district de Machakos se révèle progressivement l'un des soutiens au régime. Ses nouveaux hommes forts doivent parvenir à mobiliser la population en sa faveur. Henri Mulli, élu *chairman* de la *Koma Rock Ranching and Farming Cooperative society* en 1979 puis nommé *chairman* de la Banque Coopérative en 1983, veille ainsi à distribuer le patronage dans le secteur coopératif du district et surveille de près la gestion de la *Machakos District Cooperative Union* de sorte à ce que celle-ci bénéficie à ses membres. Au cours de notre enquête, nous avons ainsi eu la surprise de constater que le secteur coopératif du district avait été largement épargné, en comparaison aux malversations et ponctions systématiques subies par les coopératives de la province centrale⁴⁶. Plus généralement, le tableau ci-dessous indiquant un bilan des ressources allouées aux différents districts appartenant aux zones aride et semi-aride (*arid and semi-arid lands*, ASAL) entre 1978 et 1991 montre que sans faire partie du groupe de tête des districts de la vallée du Rift les mieux lotis, Machakos se tient en troisième position pour le total des ressources distribuées et en sixième position par tête d'habitant.

Estimation des fonds alloués aux districts par le gouvernement dans le cadre des programmes ASAL du Ministère de la réhabilitation des terres entre 1978 et 1991.

Districts	Population	Montant total des fonds alloués (en millions de K£)	Somme allouée par habitant (K£)	Rang K£ alloués	Rang en K£ par habitant.
Machakos	1 654 486	17, 25	10, 42	3	6
Baringo	306 594	23, 00	75, 02	1	2
Kitui	723 725	15, 00	20, 73	4	4
Kwale	458 202	4, 50	9, 82	6	7
Kilifi	684 458	4, 50	6, 57	6	9
Laikipia	256 075	1, 23	4, 80	11	11
Elgeyo-Marakwet	169 159	1, 25	7, 39	10	8
West Pokot	296 611	1, 74	5, 87	9	10
Kajiado	267 300	4, 10	15, 34	8	5
Taita/Taveta	227 631	8, 80	38, 66	5	3
Turkana	145 869	19, 60	134, 37	2	1

⁴⁵ Il ne nous semble pas nécessaire de revenir ici plus en détail sur la politique agraire des années Nyayo et ses péripéties au cours des années quatre-vingt. Pour une analyse secteur par secteur on peut consulter Ikiara (G.K.), Jama (M.A.), Amadi (J.O.). "Agricultural decline, Politics and Structural adjustment in Kenya", in Gibbon (P.), ed., *Social Change and Agricultural reform in Africa*, Uppsala, SIAS, 1993, pp. 79-105.

⁴⁶ Cf. pour plus détail sur cet épisode : Grignon (F.), "Les voies tourmentées de l'accumulation caféière au Kenya. Ajustement Nyayo et ajustement structurel", IFRA, mimeo, 1995, 30p.

Embu/Meru/ Isiolo	1 815 159	0,35	0,19	12	12
----------------------	-----------	------	------	----	----

Source⁴⁷ : Republic of Kenya, Ministry of Reclamation, ASAL Policy document, 1991 cité par English (J.), Tiffen (M.), Mortimore (M.), "Land resource management in Machakos District, Kenya (1930-1990)", World Bank environment paper, n°5, The World Bank, Washington D.C., 1994, p. 64.

Mais à Machakos, la principale ressource de patronage du district significative de la nouvelle orientation en faveur des zones arides et semi-arides est surtout venue d'un vaste programme de développement rural financé, dès 1978, par la Commission Européenne, le *Machakos Integrated Development Programme* (MIDP). Conformément au nouveau Plan de développement quinquennal lancé en 1978, chaque grand partenaire international (américain, suédois, danois, allemand, anglais, etc. via leurs agences respectives de développement) était encouragé à prendre en charge le développement intégré d'un district plutôt que de multiplier les petits projets sans cohérence globale. La notion de "développement intégré" se référait explicitement à une aide multisectorielle permettant de développer les zones rurales en combinant à la fois des aides financières aux paysans, mais aussi des programmes de formation pour adulte et d'alphabétisation, la réhabilitation des routes, ou l'irrigation. L'idée centrale de ces programmes de développement intégré était de pallier l'incohérence d'une politique apportant, par exemple, des prêts garantis aux petits producteurs de haricots, mais sans leur donner les moyens intellectuels d'en bénéficier au maximum, et sans améliorer le système routier, qui leur permet de les commercialiser. Dans le district de Machakos, ce programme bénéficia essentiellement aux zones les plus démunies du district, afin de contrebalancer la grande disparité d'équipement et de développement rural entre ses *locations* nord et ses *locations* sud. Le projet était destiné à mettre en place le nouveau mot d'ordre d'orientation du développement rural au Kenya : "intégration, participation et décentralisation". En ce sens, il préfigure la réforme dite du "*District Focus*" de 1984, dont la justification principale était de prendre en compte les revendications locales dans le processus de décision et d'allocation des ressources⁴⁸.

Cette réforme administrative prit la forme d'une déconcentration des services de l'Etat et non d'une décentralisation, tous les pouvoirs étant étroitement monopolisés par les services de l'administration provinciale et notamment des commissaires de district. A Machakos, elle s'appuya notamment sur une politique officielle d'implication des groupes de femmes, les *miethya*, identifiés comme les acteurs les plus dynamiques du développement rural vers lesquels tous les efforts devaient désormais se porter. Une transformation des relations entre les *miethya* et les

⁴⁷ Ces chiffres donnent une indication de la tendance des années quatre-vingt en ce qui concerne l'allocation des ressources dans le cadre des plans ASAL mais ne sont en aucun cas significatifs des véritables sommes allouées à ces districts sur cette période. Ces chiffres ne représentent que les sommes versées par le Ministère des réclamations pour les zones ASAL et 95% des fonds sont de toute façon issus des gouvernements étrangers, ou ONG internationales dans le cadre des programmes intégrés. Le gouvernement contrôle l'orientation des fonds mais ne les produit lui-même que dans une proportion négligeable. Judith Mbula indique par exemple que sur un budget de 2.7 millions de Ksh de prêts en 1981, les services sociaux du district en charge des petits projets de développement n'en recevaient que 40 000 du gouvernement, contre Ksh 516 000 du *Machakos County Council* et le reste des gouvernements étrangers ou ONG internationales. Cf Mbula (J.M.), Tiffen (M.), "Institutional profile : A. Akamba Institutions and development", *op. cit.*, p. 19.

⁴⁸ *Ibid*, pp. 48-49.

représentants de l'Etat fut ainsi officiellement promue, transformation à laquelle les autres agences de développement du district étaient destinées à s'associer. Les années quatre-vingt furent également marquées dans le district par l'implication de plus en plus importante des organisations non-gouvernementales (ONG) de tous ordres pour la promotion du développement rural. Ces ONG, locales et internationales, (*African Medical Research Foundation* (AMREF), *Action Aid Kenya*, *Care Kenya*, *Institute of Cultural Affairs*, *World Neighbors*, *Green Belt Movement*, etc.)⁴⁹ travaillent en coopération avec l'administration provinciale. Elles s'investissent dans la conservation des sols, la construction de puits, le reboisement, la formation aux techniques de développement agricole, et offrent progressivement dans le district la forme d'une source complémentaire de patronage, notamment pour les femmes situées en position intermédiaire entre les "groupes de base", les ONG et l'administration provinciale. Ce sont ainsi de nouvelles positions de pouvoir local qui sont progressivement établies, participant activement à la constitution de réseaux de mobilisation servant les hommes politiques *Nyayo*. Les années quatre-vingt ont également dans une certaine mesure été marquées par le retour des associations de clans en politique. La disparition de la NAU, qui leur avait servi jusqu'en 1980 de paravent "ethnique", favorisa le développement de certaines d'entre elles mais selon des termes très différents de ceux qui avaient favorisé Paul Ngei dans les années soixante. Enfin, la dernière évolution marquante des années quatre-vingt dans le district de Machakos et, à Kangundo en particulier, fut la montée en puissance de l'influence locale des Eglises. Comme nous l'avons vu, la christianisation tourmentée du district avait plus favorisé le développement de clivages entre chrétiens/non-chrétiens au début des années soixante, qu'une mobilisation du discours religieux à des fins politiques comme c'était le cas dans les provinces centrale, de Nyanza ou de l'ouest. Au début des années soixante-dix, différentes estimations indiquaient que la population kamba dans son ensemble n'était toujours christianisée qu'au tiers. Dix ans plus tard, les efforts des églises missionnaires et le développement du mouvement évangéliste est-africain, avait déjà radicalement changé cette situation, puisque la proportion de chrétiens dans les deux districts de Machakos et Kitui était cette fois estimée à la moitié de la population⁵⁰. Une tendance qui s'est encore accrue et qui eut un impact considérable sur les collines de Kangundo en raison de deux facteurs. Premièrement, la stratégie de légitimation religieuse du président Moi. Celui-ci ne se contenta pas d'intervenir en public comme un leader pétri de religiosité, mais il finança abondamment son Eglise, l'*African Inland Church*, et la fit intimement participer comme d'autres églises "sœurs" à ses stratégies d'accumulation. Deuxièmement, à l'opposé, le revirement de stratégie de l'église catholique, qui, d'une institution réservée à l'élite des deux districts, devint une institution impliquée largement dans le développement rural, apporta des ressources inégalées au cœur des paroisses les plus reculées et développa des structures de mobilisation au cœur desquelles furent placées l'éducation civique et une réflexion politique sur la justice sociale dans le pays. Il faut maintenant

⁴⁹ Cf. pour un recensement systématique : Kaluli (J.), 'NGO involvement in agricultural activities in Machakos district', in Wellard (K.), Copestake (J.G.), eds., *NGO's and the State in Africa*, London, Routledge, 1993, pp. 111-117 ; Kaluli (J.W.), 'Institutional profile : B. NGOs and technological change', in Tiffen (M.), ed., *Environmental change and dryland management in Machakos district, Kenya (1930-1990)*, London, Overseas Development Institute, Working Paper n°62, March 1992, 71p.

⁵⁰ Mbula (J.M.), Tiffen (M.), 'Institutional profile : A. Akamba Institutions and development', art. cité, p. 27.

développer l'analyse de ces différentes évolutions politiques, économiques et sociales, parfois contradictoires, qui se sont produites et sont toujours en cours sur les collines de Kangundo, pour tenter de saisir leur impact sur le rapport de représentation entre Paul Ngei et sa circonscription.

1) Les transformations de la société politique locale.

Depuis quelques années les études se sont multipliées sur les problématiques du développement en zone aride et semi-aride⁵¹ et un débat important s'est même développé sur les liens entre gestion de l'environnement, développement et relations de genre dans le district de Machakos. Ce débat a été stimulé par l'attention générale portée aux politiques d'environnement et le soutien officiel reçu du gouvernement kényan, des organisations internationales et des ONG. Parfois passionné, ce débat s'est développé suivant des positions idéologiques qui font écho au fameux "débat kényan" du début des années soixante-dix et dont l'historien Gavin Kitching avait justement souligné les impasses théoriques⁵². Dans une synthèse récente qui s'appuie sur une solide enquête de terrain menée à Mbusyani et Kyevaluki, de part et d'autre des collines de Kangundo, Isabelle Asamba et Barbara Thomas-Slayter ont tiré des conclusions prudentes de ce débat⁵³ qui voit s'opposer des positions que l'on pourrait appeler "féministes-marxistes"⁵⁴ et "libérales-optimistes"⁵⁵. Ces deux auteurs récusent d'une part la dénonciation systématique d'une fragilisation des conditions de vie des paysanneries et de l'environnement en raison de la progression de l'économie de marché, et, d'autre part la démonstration opposée selon laquelle la croissance démographique ne mène pas systématiquement à l'érosion grâce aux revenus annexes réinvestis dans les exploitations agricoles. Elles insistent sur la capacité d'adaptation des femmes et leurs stratégies différenciées pour gérer tant les nouvelles formes de

⁵¹ Cf. notamment les publications du très dynamique centre africain d'études des techniques de développement (*African Centre for technology Studies*, ACTS) basé à Nairobi : Kiriro (A.), Juma (C.), eds., *Gaining ground. Institutional innovations in land-use management in Kenya*, Nairobi, African Center for Technology Studies, 1991 ; de Groot (P.), Field-Juma (A.), Hall (D.O.), *Taking root. Revegetation in semi-arid Kenya*, Nairobi, African Centre for Technology Studies, 1992 ; Sigot (A.), Thrupp (L.A.), Green (J.), eds., *Towards common ground. Gender and natural resource management in Africa*, Nairobi, African Centre for Technology Studies, 1995.

⁵² Cf. Kitching (G.), "Politics, Method, and evidence in the 'Kenya Debate'", in Bernstein (H.), Campbell (B.K.), *Contradictions of accumulation in Africa*, Beverley Hills, Sage, 1985, pp. 115-151.

⁵³ Cf. Asamba (I.), Thomas-Slayter (B.), "From cattle to coffee : transformation in Mbusyani and Kyevaluki", in Thomas-Slayter (B.), Rocheleau (D.), eds., *Gender, environment and development in Kenya. A Grassroots perspective.*, Boulder, Lynne Rienner, 1995, pp. 105-131.

⁵⁴ Nous désignons ainsi l'association d'une analyse d'exploitation de classe prenant les femmes comme ultime victime de la mise en place du 'mode de production capitaliste'. Cf. un texte fondateur de Staudt (K.A.), "Sex, ethnic and class consciousness in western Kenya", *Comparative Politics*, January 1982, pp. 149-167 ; voir aussi Stamp (P.), "Kikuyu women self-help groups : towards an understanding of the relation between sex-gender system and mode of production in Africa", in Robertson (C.), Berger (I.), eds., *Women and class in Africa*, New York, Helms and Meier, 1986, pp. 27-46 ; et les contributions kényanes réunies dans Khasiani (S.A.), Njiro (E.I.), eds., *The Women's movement in Kenya*, Nairobi, Association of African Women for Research and Development-Kenya, 1993.

⁵⁵ Cf. la synthèse de ces travaux, dirigés par Marry Tiffen, John English et Michael Mortimore et financés par la Banque mondiale et l'agence britannique de recherche en coopération (*Overseas Development Institute*, ODI) : Tiffen (M.), Mortimore (M.), Gichuki (F.), *More people. Less erosion. Environmental recovery in Kenya.*, Nairobi, ACTS Press/ODI, 1994.

domination masculine que la dégradation de l'environnement qu'ont tendance à provoquer la création d'un marché foncier, les départs sur le marché du travail, et la surexploitation des ressources du sol dans le cadre de stratégies d'accumulation des élites locales⁵⁶. Elles illustrent également combien il est erroné de dissocier la situation des femmes de la position globale du foyer, et combien les stratégies masculines et féminines de survie interviennent souvent de façon étroitement complémentaires. Mais au-delà de cette prudence qui concorde avec d'autres enquêtes menées au Kenya⁵⁷, il est intéressant de noter que chacune de ces études se concentre sur l'un des angles du triangle de recherche - exploitation des femmes / développement / gestion de l'environnement - à travers une analyse des conséquences de la progression de l'économie de marché, mais sans jamais s'intéresser vraiment au rôle de l'Etat en zone rurale. Le type d'analyse qui s'y intéresse le plus est sans doute le courant "marxiste-féministe" mais dans une perspective presque caricaturale, l'Etat devenant un outil entre les mains d'une coalition d'intérêts masculins nourrissant consciemment et cyniquement leur stratégie d'accumulation de l'exploitation des femmes. Et lorsqu'il est évident que l'administration travaille étroitement avec des élites féminines éduquées, celles-ci sont dénoncées, comme avait pu l'être dans l'affrontement entre marxistes et dépendantistes, la bourgeoisie *compradore* à la solde du capitalisme international. Cette approche s'étonne souvent de l'absence de "conscience de classe" de ces femmes exploitées et dénonce alors le rôle des aînées qui participent à reproduire l'hégémonie ambiante en justifiant les dominations masculines par la référence aux différents rôles sociaux que prévoit la tradition. Comme Gavin Kitching l'avait souligné pour les protagonistes du "débat kényan", ce débat nous semble singulièrement pêcher par son incapacité à conceptualiser l'Etat et surtout les liens, les réseaux que celui-ci tisse en zone rurale. Ces analyses font souvent preuve d'une conception extrêmement simpliste du rôle de l'Etat, soit en le réifiant et en lui donnant l'apparence d'un acteur institutionnel "froid", mettant en place, avec bonne volonté, une politique publique destinée à favoriser le développement économique, soit en l'identifiant comme le bras armé d'une exploitation masculine et capitaliste. A notre connaissance, l'insertion de ces femmes dans les réseaux de clientèles tissés en zone rurale n'est jamais prise en compte. Jamais leur adhésion et leur participation à la gestion néo-patrimoniale de l'Etat n'est vraiment analysée. Pourtant l'un des changements produits au cours des années quatre-vingt sur les collines de Kangundo est sans aucun doute l'apparition d'une "*big woman*", Mary Mwasya, organisant une véritable stratégie d'accumulation personnelle sur la redistribution des fonds versés par les grandes ONG internationales et tissant des réseaux de clientèles au sein des groupes de femmes en redistribuant une partie de cette rente. Ce nouveau réseau de pouvoir est organisé ouvertement contre l'entreprise politique de Paul Ngei et mobilise les soutiens pour les alliés locaux de Mulu Mutisya. Mais les groupes de femmes ne sont pas les seules à connaître une réorganisation destinée à lutter contre

⁵⁶ Cf en ce sens l'analyse par B. Thomas-Slayter des conséquences écologiques désastreuses qu'à le pillage du sable dans les lits des rivières du district. Ce sable est destiné au secteur de la construction et du bâtiment de Nairobi. Thomas-Slayter (B.P.). "Politics, class and gender in african resource management : examining the connections in rural Kenya", African Studies Center, Boston University, Working Paper in African Studies, n°140, 1989, 17p.

⁵⁷ Sorensen (A.). "Women's organisations among the Kipsigis : change, variety and different participation", *Africa*, 62(4), 1992, pp. 547-566 et Thomas (B.P.). "Household strategies for adaptation and change : participation in Kenyan women rural's associations", *Africa*, 58(4), 1988, pp. 401-422.

l'entreprise politique du leader de Kangundo, les associations de clans sont aussi sollicitées.

-Renaissance des *miethya* et "*big women*".

L'une des tendances marquantes des années quatre-vingt à Kangundo fut ainsi la réorganisation et le développement des activités des associations de femmes. Dès le milieu des années soixante-dix, après l'interdiction officielle de *Mbai sya eitu*, l'administration provinciale s'était préoccupée de relancer le mouvement associatif féminin afin de mettre en place de petits projets de développement et, surtout, d'organiser l'entretien des routes et des terrasses sur les collines. Comme sous la colonisation et de plus en plus après l'indépendance, en raison de l'exode masculin sur les marchés du travail de Nairobi, Machakos ou Mombasa, les femmes étaient devenues la principale source de main-d'oeuvre en zone rurale.

Au début des années soixante-dix, l'administration provinciale voulut remettre en place la pratique hebdomadaire du "*wia wa Ndwa*" (le travail communautaire), expression euphémisée pour désigner le travail forcé. Pour chaque "village", qui sont au Kenya des unités administratives et ne correspondent pas à une organisation particulière de l'espace puisque l'habitat y est dispersé, l'*assistant-chief* désigne une tâche hebdomadaire pour laquelle chaque maisonnée doit envoyer un représentant. Théoriquement, la semaine à Kangundo est ainsi très organisée puisque chaque journée est plus ou moins dévolue à une tâche particulière, par exemple : lundi, travail volontaire pour la mission, la paroisse ou l'école locale ; mardi, travail sur son propre champ ; mercredi, jour du marché ; jeudi, travail communautaire ; vendredi, travail sur son propre champ et pour l'association dont on est membre ; samedi, activités associatives (claniques pour les hommes, *miethya* pour les femmes) ; dimanche, jour du seigneur et *Harambee* ou réunion de tous ordres après l'office. Ce programme hebdomadaire n'est bien sûr jamais respecté à la lettre ou sous cette forme, mais cette tendance qu'encourage l'administration provinciale imprègne plus ou moins le déroulement des activités sociales en zones rurales. Sachant que pour chaque réunion associative, chaque réunion de famille élargie, (mariage, enterrement, paiement d'une nouvelle tranche de la dot, etc.) l'autorisation de l'*assistant-chief*, voire pour les associations claniques, l'autorisation écrite du *chief* est nécessaire, la capacité de pression quotidienne de l'administration sur les individus ou les familles pour envoyer sans défaut quelqu'un travailler une journée chaque semaine est relativement grande. Les victimes privilégiées de ce "devoir communautaire" sont bien sûr quasi systématiquement les femmes, quelle que soit la nature de la tâche (creuser un puit, terrasser une route, etc.)⁵⁸.

En deçà de cet embrigadement, l'administration provinciale voulut éviter toute reformation de mouvements comparables à *Mbai Sya Eitu* et décida de promouvoir et de contrôler très étroitement les projets de développement féminin en limitant strictement l'organisation des *miethya* aux unités villageoises. Précédemment, la force d'une organisation comme *Eitu ma Atangwa* ou *Eitu ma Aombe* était de pouvoir recourir à l'appartenance clanique pour mobiliser les soutiens et surtout les fonds. Désormais, seules les associations de femmes fondées sur l'appartenance à la même communauté villageoise, où à la même paroisse sont autorisées, et doivent être

⁵⁸ Nous avons constaté dans le village d'Ivûtû que les familles les plus riches et influentes réussissaient la plus souvent à se dispenser de cette corvée hebdomadaire, à laquelle il est possible d'échapper grâce à l'accord de l'*assistant-chief*.

enregistrées dans le bureau de l'*assistant-chief*. Jusqu'à la fin des années soixante-dix, ce contrôle administratif limita grandement les velléités de mobilisation associative. Mais les nouvelles grandes orientations données par l'Etat au développement rural contribuèrent à changer cette situation. En effet, les nouvelles priorités données au développement des zones arides et semi-arides provoquèrent une ébullition associative dont l'objectif principal est bientôt de capter cette nouvelle manne destinée au district de Machakos. Comparativement à d'autres régions du district, Kangundo n'a sans doute pas bénéficié autant des nouveaux projets de développement que les autres divisions administratives, mais la présence des ONG internationales et la politique de reforestation y a apporté une rente dont l'effet s'est fait sentir dès le début des années quatre-vingt. Cette rente a favorisé la réorganisation complète des associations de femmes sous l'égide de celle qui est considérée dans la division comme une "*big woman*", Mary Mwasya.

Nous avons déjà rencontré la famille Mwasya à travers l'aîné d'entre eux, Moses, qui fut à la fin des années soixante le *chairman* de la coopérative caféière puis le *chairman* de la commission d'attribution des terres pour la division de Kangundo. Cette position de leadership local, s'appuyant notamment sur une position dominante au sein du clan Aombe et un passé qu'il dit glorieux⁵⁹, semble avoir été transmise à l'un de ses fils, Philippe, haut fonctionnaire ayant fini sa carrière au secrétariat général à la Présidence, mais surtout, à l'une de ses belles-filles, Mary, la femme de Philippe. Il est difficile de distinguer clairement l'ascension de Mary Mwasya de celle de son mari, ou même de la position dominante qu'occupent les Mwasya à Kakuyuni. Comme dans le cas de la famille Ngei, nous nous trouvons ici dans le cas d'une entreprise politique familiale, où il est extrêmement difficile de différencier les performances de certains membres de la famille sans prendre en compte celles des autres. Chacune des positions de l'un ou l'autre membre de la famille Mwasya a sans doute renforcé celle des autres, mais il est important d'insister sur la réputation personnelle dont jouit aujourd'hui Mary Mwasya à Kangundo, une réputation qui n'est pas due à sa simple situation matrimoniale⁶⁰.

Mary Mwasya a aujourd'hui une soixantaine d'années. Elle travaille avec les groupes de femmes depuis le début des années soixante-dix et occupe, depuis 1978, la position de leader de tous les groupes de femmes de la division de Kangundo. L'une

⁵⁹ En nous racontant son histoire de vie, Moses, qui ne prit ce nom chrétien et ne fut baptisé qu'à la fin des années soixante pour étendre encore les signes de sa respectabilité locale, a prétendu être le meilleur danseur de son groupe d'âge après la Première Guerre Mondiale, ce qui lui avait permis de devenir le leader local des *Nithele* et de monter plus rapidement dans la hiérarchie des conseils d'aînés, malgré son jeune âge. La "mémoire à trous" de Moses ne nous permet pas de retracer ici en détail un parcours qui ne manque parfois pas d'incohérences. Moses était néanmoins, comme le confirment ses voisins, le fils de l'une des premières familles à être venues s'installer de ce côté des collines de Kangundo avant la Première Guerre Mondiale, d'où l'étendue de ses acquisitions foncières. L'un des premiers également à avoir une charrue et à commercer avec les marchés de Tala et de Nairobi dans les années vingt malgré son absence d'éducation et son refus catégorique pendant de longues années d'accepter la religion chrétienne, et l'un des premiers, bien sûr, à terrasser ses champs et à y planter du café, d'où sa position de leadership au début des années soixante.

⁶⁰ Les développements qui suivent s'appuient sur les entretiens suivants : Ruth Wambua, Kakuyuni, 07/05/95 ; Rosa Kimotho, DCO, Kangundo, 07/05/95 ; Mary Mwasya, Ivutu, 09/05/95 ; Rose Mwendwa, Kakuyuni, 10/05/95 ; Mary Nduku, Ngunguuni, 10/05/95 ; Esther Wathome, Ivutu, 15/05/95 ; Anthony Mbili, *Kavilinguni assistant chief*, Kakuyuni, 19/05/95 ; Moses Mwasya, Ivutu, 03/06/95 ; 02/12/95.

des rares femmes de la division à avoir bénéficié d'une éducation secondaire partielle à la fin des années soixante, Mary Mwasya travaillait à l'époque avec le *Maendeleo ya Wanawake*, l'organisation créée par le gouvernement colonial après la Seconde Guerre Mondiale pour développer les activités socio-éducatives des femmes dans le pays. Au milieu des années soixante-dix, appuyée par l'administration provinciale, Mary commença une vaste campagne de promotion des activités des *miethya* pour que les femmes de la division s'impliquent dans de petits projets de développement et produisent des revenus monétaires complémentaires. A l'époque, le projet le plus répandu était l'organisation de groupes féminins pour la confection de *ciondo*, des sacs de sisal colorés vendus aux touristes sur le marché de Nairobi. Mais l'essor des activités de ces groupes advint surtout avec le développement des activités du *Green Belt Movement* (GBM), l'une des grandes organisations non-gouvernementales kényanes vouée à la reforestation et à la promotion de techniques de développement protectrices de l'environnement.

Fondé à la fin des années soixante-dix, le *Green Belt Movement* se rendit célèbre au Kenya notamment à travers l'activisme de son leader, le Prof. Wangaari Maathai, qui s'opposa avec succès à la fin des années quatre-vingt à plusieurs projets du gouvernement ou de la KANU susceptibles de détruire les espaces verts de la capitale et qui engagea une vaste campagne d'éducation civique à la veille des élections présidentielles de 1992. Dans un ouvrage récent, le politologue kényan Stephen Ndegwa s'est ainsi appuyé sur une étude du *Green Belt Movement* pour illustrer la mobilisation de la société civile kényane contre l'autoritarisme de son gouvernement, en l'opposant à une autre ONG, *Undugu Society*, coupable selon lui de compromissions avec le régime⁶¹. Cette analyse nous semble trop marquée par les développements très récents des activités du GBM et de son leader très médiatique, Waangari Maathai.

Depuis le début de la décennie quatre-vingt, l'action du GBM s'était développée de façon beaucoup moins conflictuelle, puisque le mouvement travaillait en collaboration étroite avec l'administration provinciale pour développer des pépinières dans les districts arides et semi-arides et stimuler ainsi la reforestation. Les objectifs affichés du GBM sont de lutter contre la pauvreté, de développer les techniques de chauffage et de cuisson limitant le recours au bois, et, surtout, de favoriser les activités rémunératrices pour les femmes⁶². Chaque bouture ainsi préparée par les associations de femmes dans les pépinières qui ont pu se développer sur des lopins de terres donnés par des écoles, des dispensaires ou les bureaux du *chiefs* ou de l'*assistant chief*, est achetée par le GBM qui organise le transport de ces boutures dans des zones plus sèches pour qu'elles soient replantées. Le GBM subventionne aujourd'hui les activités de plus de 200 pépinières dans le district de Machakos et y emploie 21 conseillers en reforestation⁶³.

A Kangundo, Mary Mwasya est la représentante officielle du GBM qui emploie également l'une de ses belles-filles. Mary tient la comptabilité des pépinières de la division de Kangundo et certifie, pour le GBM, le nombre exact de boutures

⁶¹ Ndegwa (S.N.), *The two faces of Civil Society. NGO's and politics in Africa*, West Hartford, Kumarian Press, 1996. *Undugu society* est une ONG d'origine religieuse orientée vers le recueil des enfants de la rue et la formation professionnelle des jeunes déscolarisés de Nairobi.

⁶² Kaluli (J.W.), "Institutional profile : B. NGOs and technological change", art. cité, p. 61-62.

⁶³ Kaluli (J.), 'NGO involvement in agricultural activities in Machakos district', in Wellard (K.), Copestake (J.G.), eds., *NGO's and the State in Africa*, London, Routledge, 1993, pp. 114-115.

produites par chaque groupe, qui est ensuite payé par son intermédiaire. Mary occupe ainsi une position intermédiaire clef dans la redistribution de la rente du GBM dans la division de Kangundo, de même que pour toutes les autres activités de développement auxquelles participent les *miethya* de la division. C'est elle qui choisit les femmes qui se rendent lors des séminaires de formation organisés chaque année aux quatre coins du pays et c'est elle qui organise la mobilisation des *miethya* pour les grands *Harambee* de Mulu Mutisya. Par son intermédiaire, celui-ci avait ainsi fait distribuer Ksh 20 pour chaque membre de *miethya* au cours de l'été 1992, trois mois avant les élections générales. La fidélité des soutiens de Mary Mwasya tient notamment à sa capacité de capter les ressources issues des ONG internationales ou des agences de coopération étrangères et d'en redistribuer une partie aux membres les plus influents des associations de femmes. Mary est bien sûr jalousée, voire accusée d'enrichissement personnel. Elle se serait ainsi appropriée en 1988 un tracteur payé par la coopération danoise et destinée à être utilisé par les différents groupes de la division à tour de rôle. Mais depuis plus de quinze ans, elle est astucieusement parvenue à se faire réélire comme représentante officielle des *miethya* de Kangundo, en s'alliant systématiquement avec les femmes les plus éduquées. Au cours de notre enquête, nous avons constaté que les secrétaires d'associations, ou les trésorières disposant d'une éducation secondaire et d'un emploi salarié (école, dispensaire) ou d'un commerce étaient les soutiens les plus fervents de Mary, alors que les femmes non éduquées se sentaient de toute façon dépourvues de tout pouvoir de décision et d'opposition, à la merci du bon vouloir des *asomi* (les éduquées).

Dans les années quatre-vingt, la situation des groupes de femmes semble ainsi avoir bien changé par rapport à celle des années soixante. A cette époque, Paul Ngei était parvenu à créer une organisation en fédérant des associations féminines de clans issues de l'organisation du travail forcé sous la colonisation. *Mbai sya Eitu*, l'organisation regroupant *Eitu ma Atangwa*, *Eitu ma Aombe* ou *Eitu ma Akitondo*, était dirigée par les plus âgées de ses membres reproduisant, comme les leaders des associations masculines, les pratiques les plus autoritaires conformément à une adhésion collective à l'idéologie de la séniorité absolue. Une quinzaine d'années après la dissolution de *Mbai Sya Eitu*, la renaissance des *miethya* a pris une tout autre tournure. Ceux-ci sont tout d'abord étroitement contrôlés par l'administration mais ne sont surtout actifs que dans la mesure où ils peuvent capter une petite part de la rente, distribuée dans la division par les ONG et les agences de coopération étrangères. A la différence de *Mbai Sya Eitu*, les organisations chapeautées par Mary Mwasya n'extorquent pas de revenus à ses membres mais les mobilisent éventuellement en faveur des leaders de la KANU, en les encourageant à suivre les traces du Président contre Paul Ngei. A l'opposé des groupes de MSE, ces nouvelles associations de femmes sont très souvent contrôlées par des femmes éduquées, entre trente et quarante ans, qui participent annuellement aux séminaires de formation et à la multitude d'activités que parvient à organiser Mary Mwasya.

Paul Ngei a ainsi perdu toute influence sur les associations de femmes de Kangundo, qui participent désormais à ancrer l'Etat *Nyayo* au cœur de cette zone rurale, cherchant à obtenir le maximum de revenus. Cette tendance a entretenu l'idée à Kangundo que la politique est bien souvent une affaire de femmes, les conseillers se présentant pour les élections locales courtisant les *Harambee* fréquentés par Mary Mwasya. Face à cette évolution, les associations de clans ont adopté des stratégies très diversifiées.

-Variations claniques⁶⁴.

Tout au long des années soixante-dix la mobilisation politique des associations de clans a plutôt été contrôlée par la NAU, si ce n'est les organisations fidèles à l'entreprise politique de Paul Ngei. L'association ethnique avait en effet statutairement mission de représenter les clans au niveau national et de coordonner leur action, jouant ainsi un rôle de paravent politique pour des associations censées ne se préoccuper que du développement économique et social de leurs membres. Par ailleurs, la mise en place de la réforme foncière les a plongées dans un tumulte profond. Les associations se virent en effet systématiquement impliquées dans les querelles foncières, s'opposant le cas échéant les unes aux autres ou se divisant elles-mêmes sur les solutions à apporter aux conflits que multiplia la politique de démarcation et d'enregistrement individuel des parcelles. Ce tumulte a accru les disparités entre les associations claniques, certaines ne résistant pas à la multiplicité des querelles. Notre enquête à Kangundo a en effet révélé qu'au cours des années quatre-vingt, plusieurs stratégies se sont développées pour remédier à la crise et pour adapter ces associations au contexte nouveau de la vie rurale. Certaines associations se sont considérablement bureaucratisées se transformant en véritables machines politiques, capables de mobiliser leurs membres lors des réunions *Harambee* ou lors des campagnes électorales, alors que d'autres n'ont pas réussi à évoluer et sont devenues aujourd'hui de véritables coquilles vides. Telles sont ainsi les associations des Amutei, Akitondo, Amwei ou Athang'a, alors que les associations des Atwii, Atangwa, ou Aombe sont devenues des organisations extrêmement organisées, représentées sur tout le district de Machakos et parfois au-delà, capables de jouer le rôle que la NAU tenait pendant les années soixante-dix pour certains de leurs membres.

La désintégration des associations Amutei ou Akitondo est difficile à juger, peut-être celles-ci n'ont-elles jamais atteint le niveau d'organisation ou de développement de leurs consœurs Atangwa ou Aombe, ou peut-être n'ont-elles jamais été prises en main par des individus ambitieux et capables de les structurer

⁶⁴ Les développements qui suivent sont issus des entretiens avec les responsables suivants des associations de clan : Francis Ndumbu, Kakuyuni *Atxii-anthunzu clan former chairman*, 06/05/95; Josph Makali, Kakuyuni *Atxii-anthunzu clan chairman*, 10/05/95; Josya Wambua Mulli, *Atwii-anthunzu clan national secretary*, Machakos, 25/05/95; Paul Kaunga, *Aombe Nthoka Katemi clan national chairman*, Machakos, 25/05/95; Josya Wambua Mulli, *Atwii-anthunzu clan national secretary*, Machakos, 03/06/95; Bernard Kisio, *Kavilinguni Amutei clan secretary*, 04/06/95; Koti Mbindyo, *Akiini clan Machakos district secretary*, Wamunyu, 30/06/95; Samuel Mulei Kioko, *New Atangwa Clan East Africa general chairman*, Mwala, 01/07/95; Paul Kaunga, *Aombe Clan National chairman*, Machakos, 24/05/96. Nous avons également assisté à quelques réunions de ces associations : Réunion du clan Atwii-anthunzu, Kakuyuni, 06/05/95; Réunion du clan Aombe, Kavilinguni, 09/05/95; Réunion du clan Aombe, Kakutha, 15/05/95; Administration d'un *Nd'undu oath* par le clan Atangwa, Kavilinguni, 20/05/95; Réunion du clan Atangwa, Mwala, 01/07/95. Ces entretiens et réunions ne sont pas la seule source utilisée pour élaborer notre analyse sur les associations de clans. Au cours de chacun de nos entretiens sur les collines de Kangundo, les activités de l'association clanique étaient l'un des passages obligés de l'entretien et nous n'avons cherché à rencontrer les responsables de ces associations que lorsque celles-ci nous semblaient suffisamment structurées ou suffisamment vivantes. Cette démarche guidée par des contraintes matérielles de temps et de réalisation de l'enquête comporte inévitablement un biais important de non-représentation des clans que nous n'avons pas rencontré lors des entretiens préliminaires et ne peut, en ce sens, être considérée comme une présentation parfaitement fidèle ou exhaustive de leur situation. Elle ne montre que les tendances relevées à Kangundo.

suffisamment pour leur donner le rôle d'encadrement local que certaines autres peuvent jouer. Après le décès de William Mbolu Malu, l'*Akitondo Clan Association* qu'il avait lui-même fondée dans les années quarante semble avoir décliné. A l'opposé, l'*Aombe Nthoka Katemi Clan Association* a bien survécu à la disparition de son turbulent leader, John Muiya Makola. Après quelques années de désordre et de compétition entre les successeurs potentiels, celle-ci s'est ainsi trouvée un nouveau leader absolu, Paul Kaunga.

La disparition ou l'épuisement de certaines associations, qui n'existent plus de façon structurée sur l'ensemble du district, ne signifie pas nécessairement que la parenté ne représente plus l'horizon social indépassable de leurs membres. Dans le cas des Amutei, il semble que l'association ait souffert de son implication dans les rivalités politiques locales, incitant ses membres à créer des associations de taille inférieure ne regroupant que les familles élargies et restant cette fois hors des querelles politiques locales⁶⁵. Ces associations de familles élargies tentent d'aider leurs membres à développer des projets économiques, des petits commerces, et demandent surtout à leurs membres vivants en zones urbaines de respecter la solidarité minimum incontournable : contribuer pour que tous les enfants, garçons et filles sans exceptions puissent aller à l'école secondaire. En ce sens, un phénomène de rétraction sur l'horizon familial s'est produit, instaurant une sorte de barrière entre les affaires privées et les activités socio-politiques dans lesquelles les associations de clans pouvaient être auparavant impliquées.

Mais un phénomène inverse s'est produit pour les associations Aombe, Atangwa ou Atwii. Paul Kaunga, le *national chairman* de l'*Aombe Nthoka Katemi clan association* nie toujours avec véhémence toute implication de son association en politique. L'association Aombe, créée par John Muiya Makola, est néanmoins la plus dynamique sur les collines de Kangundo et a bien résisté à la crise qui a suivi le décès de son créateur. Il est difficile de juger si l'association connaît un véritable processus d'institutionnalisation. Cependant, à chaque réunion, sa constitution est lue et commentée en détail à ses membres et les règles de renouvellement périodique de ses leaders semblent être respectées, si ce n'est pour le poste de *chairman national*, qui a été attribué à vie à Paul Kaunga. Ce dernier justifie cette faveur en invoquant la nécessité de garantir l'unité du clan qui a beaucoup souffert des querelles de succession après le décès de John Muiya et, peut-être également, du soutien ouvert apporté par celui-ci à Paul Ngei. Les associations Aombe et Atangwa nous semblent ainsi être entrées au début des années quatre-vingt dans une sorte de purgatoire politique qui n'est toujours pas achevé et qui les incline à l'extrême prudence dans leurs déclarations. Une prudence répercutée de bas en haut de la pyramide associative, jusque dans les locations, où celles-ci se trouvent sous la surveillance des *chiefs* et *assistant-chiefs*. Pour l'*Atangwa clan association of East Africa*, l'association du clan de Ngei, cette prudence s'est même transformée en affirmation ouverte d'une fidélité indéfectible au gouvernement. Ses leaders arborent ainsi souvent leurs badges de la KANU lors des réunions, et se réfèrent aux traces présidentielles qu'ils sont les premiers à suivre⁶⁶. L'association des Atangwa connut de plus un renouvellement complet de ses cadres dirigeants en 1980 à la suite d'une querelle politique sur laquelle le *chairman general*, Samuel Kioko, ne tient pas à s'étendre. Leader intérimaire à

⁶⁵ Bernard Kisio. Kavilinguni. locational *Amutei clan secretary*. 04/06/95.

⁶⁶ Ces exhibitions n'ont fait sans doute que s'amplifier avec le retour au multipartisme, observation réalisée notamment lors de la réunion du clan Atangwa à Mwala. 01/07/95.

l'époque, Samuel Kioko obtint alors le soutien du DC pour organiser des élections générales dans le district de Machakos auxquelles plus de 5500 responsables locaux participèrent. Samuel Kioko fut confirmé dans ses fonctions de *chairman general*, et ne cache pas son soutien inconditionnel au Président et aux "leaders soucieux de promouvoir le développement du district". Cette attaque à mots couverts contre Paul Ngei, dont Kioko regrette le patronage, illustre en partie la position du clan Atangwa pendant les années quatre-vingt. Ses leaders compromis avec Ngei perdirent leur poste. Mais l'association resta tout de même suspecte et dû faire constamment preuve de sa fidélité au Président. Le clan *Atangwa* sait qu'il n'a pas les faveurs politiques du moment mais ses leaders ne perdent jamais l'occasion de répéter inlassablement la nécessité de développer l'éducation de ses membres. Cet investissement scolaire est présenté comme un investissement politique, qui permettra un jour à l'association de regagner ses titres de gloire et à la grande famille des Atangwa de recouvrer leur prospérité⁶⁷. Samuel Kioko, Edward Musyoka et Joseph Ilikya, respectivement *chairman general*, secrétaire général et trésorier de l'association, confirment ce sentiment d'avoir perdu la position de leadership que les Atangwa occupaient auparavant en Ukambani. Auparavant, leur clan "produisait des leaders politiques"⁶⁸, mais maintenant ils sont dépassés par les Atwii. Avant, même les *chiefs* étaient souvent des Atangwa mais maintenant, la nouvelle génération d'hommes politiques et de *chiefs* sont plutôt des Atwii⁶⁹.

L'association des Atwii, dont Josyah Wambui Muli est toujours le secrétaire général, semble ainsi avoir connu son plein essor au cours des années quatre-vingt. Henri Mulli n'a pas conquis le siège de Kangundo mais il est devenu *chairman* de la *Cooperative Bank* ; Mathew Guy Mulli est devenu *Attorney-General*, et dans la deuxième moitié des années quatre-vingt, un autre Atwii a vu son étoile politique monter considérablement : Jackson Mulinge. Chacun contribuait régulièrement aux réunions *Harambee* organisées par l'association de clan et appuyait les recours de leurs membres quand ceux-ci avaient besoin d'une faveur ou avaient un problème avec

⁶⁷ Samuel Kioko s'exprimait ainsi lors de la réunion du 1er juillet 1995 : "ce que nous voulons, c'est promouvoir l'éducation de nos enfants, c'est la priorité du clan. Il faut que l'argent qui était versé pour les compensations de sang soit désormais consacré à l'éducation. Il est essentiel que tous nos comités soient composés de personnes éduquées car nous sommes alors en position de nous présenter dans n'importe quel bureau où nous pouvons aussi être accueillis par nos membres. (...) Vous ne le savez peut-être pas mais notre clan est admiré et respecté partout, même par le gouvernement qui nous reconnaît notre rôle dans le maintien de l'ordre. Ainsi si vous avez un mauvais fils ou qu'un malheur est causé aux membres d'un autre clan, et que ce fils est amené devant les tribunaux et condamné à être pendu, le clan peut intervenir et trouver un arrangement avec le clan de la victime. Les affaires du clan ne sont pas une plaisanterie et chacun doit veiller à son bon fonctionnement. Tous les gens importants, comme les maîtres d'école, les prêtres, les gens éduqués doivent considérer le clan sérieusement et participer à ses réunions. Vous, les gens éduqués, qui nous avez montré comment faire des files indiennes et comment se suivre les uns les autres, c'est à vous de venir participer aux affaires du clan, et si vous vous exécutez, le clan pourra suivre vos traces. Tout le monde saura que le clan est important en voyant les gens importants participer à ses réunions, c'est la seule solution pour le clan de prospérer. (...) Si nous sommes dirigés par des gens éduqués, il n'y a pas de poste officiel qui pourra nous résister car nous serons certains d'y trouver nos membres".

⁶⁸ Outre Paul Ngei, Simeon Kioko, Frederick Kalulu, Simon Kiilu, et Samuel Mutua Kivoitu ont été des parlementaires Atangwa. Gideon Mutiso est un Mumutei, et William Malu un Mukitondo. Mulu Mutisya est un Mumwei. Samuel Mulei Kioko, *New Atangwa Clan East Africa general chairman*, Mwala, 01/07/95.

⁶⁹ *Ibid.*

l'administration. L'ascension politique du clan Atwii s'est aussi concrétisée par l'occupation d'une position de leadership au sein de l'*All Akamba Clans Welfare Association* qui regroupe les leaders de douze associations de clans du district de Machakos. Officiellement cette association de consultation entre les différents leaders est un forum spécialisé dans la résolution des conflits entre leurs membres et surtout le règlement des procédures pour le paiement des compensations de sang (*maambo*)⁷⁰. Selon Paul Kaunga, elle date des années quarante, mais il semble qu'elle avait disparu dans les années soixante et qu'elle est redevenue active depuis la disparition de la *New Akamba Union*. Josyah Mulli dispose ainsi d'une position de leadership dans ce forum et conseille éventuellement ses collègues, tant en matière de droit coutumier que pour des questions plus politiques dans des affaires touchant les relations de chaque association de clan avec l'administration⁷¹.

Mais au-delà de ces retournements politiques qui expliquent sans doute en partie l'affaiblissement progressif de l'entreprise politique de Paul Ngei, il est intéressant d'analyser les problèmes que se posent ces associations de clans dans le contexte de la société kamba contemporaine. Cette analyse illustre le changement des représentations sur le pouvoir, la richesse et l'accès aux positions de domination sociale, représentations qui influencent directement la représentation politique au Kenya. Nous avons présenté en première partie (chapitre 2), une analyse de la constitution du clan Aombe marquée par le projet patriarcal de son leader, John Muiya Makola. Ce projet patriarcal s'appuyait notamment sur la restauration de l'autorité des aînés et le recours à la force et au serment comme marqueurs identitaires, afin d'entériner la communion de cette restauration patriarcale avec le monde des esprits. Cinquante ans plus tard, les représentations contemporaines de l'homme de bien kamba ont évolué⁷². Elles sont toujours attachées à la fécondation de

⁷⁰ Le paiement de la compensation de sang est toujours l'une des règles claniques la plus strictement respectées dans le district et qui s'inspire notamment de la crainte des familles des coupables de voir les familles des victimes ne pas se contenter du règlement judiciaire habituel sanctionné par l'emprisonnement, et de les voir pratiquer la sorcellerie ou prêter un serment les condamnant à mort devant la justice du monde de l'invisible. Paul Kaunga, *Aombe Clan National chairman*, Machakos. 24/05/96.

⁷¹ Il est possible de lire à travers la constitution des Atwii, la marque de l'évolution politique et sociale du district. Cf le commentaire de cette constitution présentée en annexe 3.

⁷² Les extraits qui suivent d'une réunion du même clan Aombe à Kakuyuni le 15 mai 1995 le montrent. La réunion ayant commencé en retard en raison de l'absence des membres de l'unité de peuplement concernée, le *chairman* exprimait tout d'abord sa colère : "Tout ceci est très mauvais pour nous. Supposez que le *chief* arrive et voit que la plupart des membres du clans sont absents pour une réunion qu'il a lui même autorisée, il se demandera quel type de clan est aussi désorganisé et pourquoi il lui fait perdre son temps?. (Cette remarque est en partie de mauvaise foi car le *chief* de Kakuyuni est un Mwcombe...) Nous sommes venus pour vous conseiller sur la façon dont un Mwcombe doit se comporter, car nous ne voulons pas de membres déviants posant des problèmes dans les familles ou avec le gouvernement. (...) Tout d'abord, les Mwcombe ne doivent pas vivre là où il n'y a pas de latrines, c'est honteux, où irions nous pour nous soulager en cas de besoin ? Cela fait partie des choses dont je veux vous parler avec les questions agricoles, l'éducation et d'autres choses encore. Il y a environ 21 points dans la constitution mais je ne vais pas tous les reprendre. (...) Laissez moi vous dire que, si nous ne nous entraïdons pas pour progresser ensemble, personne ne viendra pour le faire. Notre but n'est pas de détruire le clan mais de la construire et de le renforcer, de sorte à ce que quand un étranger visite notre maison, il puisse voir qu'elle est bien tenue. Nous voulons que les membres de notre clan soit respectés et inspirent confiance, du niveau du village au niveau national. C'est seulement notre bon comportement qui peut nous faire gagner les plus grands honneurs, nous devons donc construire notre maison avant de chercher ailleurs quoi que ce soit. Les

la maisonnée. L'expression "*charity begins at home*" exprime dans la langue de l'Etat ce souci de préserver l'union et la prospérité familiale avant tout autre chose. Mais ce souci doit être ancré dans une morale chrétienne, plus que dans le respect de l'unité avec le monde des esprits. L'homme de bien kamba membre du clan Atangwa a placé en priorité la Bible dans son système de références quotidiennes.

A l'échelle du Kenya, cette constatation est sans doute banale. Dans la province centrale et dans l'ouest du pays, la "christianisation des consciences" était déjà très avancée au lendemain de la Seconde Guerre Mondiale. Mais, l'irruption de la référence religieuse dans les affaires claniques est sans doute une petite révolution à Kangundo. Elle n'est toujours pas entérinée par Josyah Mulli et n'est reconnue qu'accessoirement chez les Atangwa, qui ouvrent et ferment comme les Aombe leurs réunions par une prière. Josyah Mulli reconnaît néanmoins que la pression des Eglises lui pose un vrai problème dans le district. Plusieurs jeunes responsables diplômés de l'université avaient récemment démissionné de leurs fonctions en raison de la contradiction entre certaines règles claniques et leurs convictions religieuses. Cette "normalisation" d'Ukambani sur la scène sociale kényane⁷³ où la religion chrétienne est devenue le système de référence prioritaire dans tous les secteurs de la société a sans doute contribué à affaiblir la légitimation d'un Paul Ngei, incarnant toujours le *ndoto* Masaku, lié à ses électeurs par un serment devant le monde de l'invisible. En ce sens, elle constitue une évolution importante des représentations à Kangundo mais sans que celles-ci soient nécessairement en rupture avec l'autoritarisme de l'Etat *Nyayo*. Comme nous allons le voir maintenant, le langage religieux pratiqué dans ce terroir kamba peut légitimer tout autant le néo-patrimonialisme de Daniel arap Moi, qu'une conscience sociale des problèmes qu'il pose.

2) La montée du rôle des Eglises.

Dès son arrivée au pouvoir, le président Moi voulut mettre au devant de son action la référence religieuse et les invocations à la morale chrétienne. La plupart des études⁷⁴ présentant les principaux éléments de l'idéologie *Nyayo* relèvent en ce sens

Anglais disent "*Charity begins at home*". Si vous voulez construire notre Nation commencez chez vous. (...le chairman s'étend ensuite sur son désir de voir des Aombe appréciés dans tout le pays par leur rigueur moral et leur succès...). Nous ne voulons pas que notre clan soit dominé par des idées primitives comme la sorcellerie, les rumeurs, ou entre autres l'administration des serments. Nous voulons que notre clan soit dirigé par les principes religieux. Nous ne voulons pas voir le recours à des punitions comme d'attacher nos membres avec des cordes en sisal, nous voulons que les membres soient disciplinés et sachent ce qu'ils doivent faire. Nous voulons avoir recours à d'autres solutions que ces punitions traditionnelles et primitives (...) notre objectif principal est de promouvoir l'éducation de nos membres. C'est toujours bon de savoir que nos enfants sont les meilleurs de la région. C'est bon, car le clan Aombe est le clan le plus important dans la région, devant les Atangwa. Nous voulons que notre clan soit en tête dans tous les secteurs de la société. (...)" Transcription des discours prononcés lors d'une réunion du clan Aombe, Kakutha, 15/05/95.

⁷³ Sur ce point de même que sur l'importance de la "christianisation des consciences" pour l'unification des "espaces-temps" kényans, voir notamment Lonsdale (J.), "Le passé de l'Afrique au secours de son avenir", *Politique africaine*, n°39, Sept. 1990, pp. 135-154.

⁷⁴ Benson (G.P.), "Ideological politics versus biblical hermeneutics. Kenyan Protestant churches and the *Nyayo* State", Hansen (H. B.), Twaddle (M.), eds. 1995, *Religion and politics in East Africa. The period since independence.*, Londres, James Currey, 1995, pp. 177-199 ; Katz (S.), "The succession to power and the power of succession. Nyayoism in Kenya", *Journal of African Studies*, 12(3), aut. 1985, pp. 155-141 ; et Maupeu (H.), "Une opposition en régime autoritaire :

que son innovation principale face aux représentations du socialisme africain, développées par Jomo Kenyatta autour du slogan *Harambee !*, fut de s'appuyer lourdement sur la référence biblique, à travers le triptyque *Peace, Love, Unity*, fondé notamment sur une interprétation de l'Épître aux Corinthiens de St Paul. Cette mobilisation ouverte de la référence divine a abouti cette fois à une véritable tentative de capture du discours religieux, à tel point qu'Hervé Maupeu a pu parler de néo-constantinisme⁷⁵. L'utilisation des Eglises kényanes dans le cadre de sa stratégie de légitimation politique provoqua cependant dès le lendemain de la tentative de coup des réactions contrastées. Les grandes Eglises missionnaires, catholiques, presbytériennes et anglicanes notamment, qui avaient été dans un premier temps séduites par la référence constante du chef de l'Etat à la primauté de la morale chrétienne, s'écartèrent rapidement du rôle que celui-ci leur avait attribué. Les évêques anglicans dénoncèrent systématiquement les abus de pouvoir de la classe politique jusqu'au conflit ouvert des années 1988-1990 qui vit également l'Eglise catholique se mobiliser. Une partie des Eglises kényanes resta cependant fermement engagée derrière le chef de l'Etat et quitta le Conseil National des Eglises protestantes (*National Council of the Churches of Kenya*, NCKK) lorsque celui-ci s'attaqua directement aux réformes constitutionnelles de 1986 mettant en place la réforme du mode de scrutin dite du "*queuing system*". L'une des Eglises les plus véhémentes dans sa dénonciation de la politisation du NCKK fut bien sûr la propre Eglise du Président Moi, l'*Africa Inland Church* (AIC). Dirigée par l'archevêque Ezechiel Birech, l'AIC devint rapidement le porte parole du groupe de congrégations soutenant l'action du chef de l'Etat et défendant une conception restrictive du rôle des Eglises dans la société kényane, celles-ci étant en charge de la sauvegarde spirituelle de leurs ouailles et non de la gestion des problèmes temporels. La plupart de ces Eglises appartiennent au mouvement de la renaissance est-africaine et s'inspirent notamment du fondamentalisme protestant américain. Le Président Moi donna une protection politique officielle à ces congrégations, qui obtinrent également les moyens financiers d'accroître leur influence dans le pays. Celles-ci invitent ainsi régulièrement les grands télé-évangélistes américains ou les pasteurs coréens pour des croisades de la foi destinées à propager "la bonne parole" dans les grandes villes du pays. Les pasteurs s'arrêtent toujours dans les jardins de *State House* au cours de leur croisade pour prononcer un éloge public du Président Moi et de son régime. Nous allons retrouver la même tendance à une forte politisation des Eglises à Kangundo, où les deux églises missionnaires dominant la région, l'AIC et l'Eglise catholique se retrouvent de chaque côté de la barrière politique. Sur notre terrain d'enquête, à Kakuyuni, les Eglises illustrent parfaitement les tensions et les dynamiques religieuses kényanes contemporaines. L'implantation de l'AIC et de l'Eglise catholique suit toujours grossièrement les limites des sphères d'influence posée sous la colonisation. L'AIC domine ainsi les *sub-locations* de Kakuyuni et Kavilinguni, tandis que l'Eglise catholique est dominante à Kathome et Kyevaluki. Depuis la fin des années quatre-vingt l'AIC, qui est de très loin l'Eglise la plus prospère financièrement sur les collines,

l'exemple du réveil est-africain au Kenya", *Canadian Journal of African Studies*, 25(2), 1991. pp. 257-272.

⁷⁵ Cette capture est rythmée par un amalgame permanent entre l'apparition du président en situation de prêche (une adresse hebdomadaire du Président à la Nation est organisée sans relâche depuis plus de quinze ans au cours de l'office dominical) et les louanges que lui adressent ses partisans. Pour l'idée de néo-constantinisme voir Maupeu (H.), "Une opposition en régime autoritaire", art. cité.

est cependant sur la défensive face à une avancée catholique qui parvient à implanter des paroisses dans des zones qui étaient auparavant exclusivement réservées à sa rivale. Cette progression catholique tient autant à la multitude de services économiques et sociaux que le diocèse de Machakos offre à ses fidèles qu'aux contradictions propres à l'AIC⁷⁶. En effet, la fissiparité propre au mouvement protestant et l'accumulation outrancière des leaders de l'AIC de Kakuyuni ont stimulé les divisions locales à telle point que l'ancien monopole protestant qui lui était conféré est maintenant singulièrement remis en cause par l'activisme de l'Armée du salut, la *Redeemed Gospel Church*, l'*Happy Church*, et dans une moindre mesure par l'*African Brotherhood Church* et l'Eglise anglicane (*Church of the Province of Kenya*, CPK).

- Gourmandise et multiplication des Eglises *Nyayo*.

A Kangundo, comme dans le reste du pays, l'AIC est devenue l'Eglise *Nyayo*. Disposant toujours d'un des réseaux d'écoles les plus étendus d'Ukambani, l'AIC, qui s'est libérée de la tutelle missionnaire à la fin des années soixante, a connu une croissance régulière au cours des années soixante-dix, résultat direct de l'africanisation de ses cadres et de son respect des programmes scolaires nationaux mis en oeuvre par le Ministère de l'éducation. Notre enquête dans la location de Kakuyuni montre également combien l'AIC a bénéficié de l'avènement de l'ère *Nyayo* mais aussi comment ses excès ont stimulé la multiplication de ses rivales.

Le père fondateur de l'AIC à Kakuyuni fut Benjamin Ndambuki Watuma, premier pasteur africain formé par les missionnaires de Mwisuni arrivés en 1896. Installé à Kakuyuni en 1929, Ndambuki y construisit la première chapelle en 1932 et s'impliqua étroitement dans les programmes de terrassement et de conservation des sols de l'administration coloniale, de même que dans la propagation de l'hygiène, d'un habillement "décent" (les Kamba portaient toujours des peaux dans les années trente) et de la cuisine moderne chez ses fidèles. Il leur apporta les premiers manguiers en 1942⁷⁷. Il commença la première Eglise missionnaire de l'AIC à Kakuyuni puis s'étendit à Matetani, Manyatta et Nyulya.

Eglise fondamentaliste d'origine américaine, l'*Africa Inland Church* ne prétend être concernée que par la vie spirituelle de ses fidèles et s'engage donc très peu dans les activités de développement. Ses seules implications locales sont des dispensaires, des soutiens aux écoles et des programmes d'éducation morale. Les activités de l'Eglise sont très organisées et ses membres embrigadés depuis leur plus jeune âge. En effet, le conseil de l'Eglise composé de sept aînés nommés et du pasteur de même que du conseil des femmes organisent la très stricte éducation religieuse de ses fidèles. Celle-ci est promue à travers différents groupes d'âges de 2 à 77 ans⁷⁸.

⁷⁶ On pourrait également citer l'influence importante du premier évêque du diocèse de Machakos, Ndingi Mwana Nzeki, transféré à Nakuru à la fin des années soixante-dix mais qui prit dès la fin des années quatre-vingt des positions nettes dans le débat politique national et dispose d'une aura considérable dans le district. Il vient d'être élu en 1997 archevêque de Nairobi, soit chef de l'Eglise catholique au Kenya.

⁷⁷ Pastor Ngila, Kakuyuni, 10/05/95;

⁷⁸ Selon l'aîné que nous avons interviewés à Kakuyuni, les groupes d'âges sont organisés de la façon suivante :

-Enfants de 1-5 ans : école du dimanche

-Filles de 6-12 ans : "Star groups-cadets" (couture, chants, apprentissage de la bible)

-Garçons de 6-12 ans : Bataillon du service chrétien (apprentissage de la bible et des valeurs morales)

L'AIC soutient cinq écoles primaires dans la location de Kakuyuni (Kakuyuni, Kakutha, Kyevaluki, Syanamu Kilondeni) et deux écoles secondaires (Kakuyuni et Kyevaluki). L'Eglise est elle-même organisée en quatre niveaux de conseils très hiérarchisés, qui vont du *Local Church Council* à l'archevêque Birech⁷⁹. La prospérité de l'AIC à Kakuyuni est illustrée par l'imposante bâtisse qui est en construction près du marché et dépasse de loin par sa taille toutes les autres églises de la région. L'église de Kakuyuni est en effet la plus importante de toute la province de l'Est. La seule autre bâtisse de taille comparable est celle de Kabarak, près de Nakuru, que fréquente très régulièrement le chef de l'Etat. Les travaux de construction furent commencés en 1983 et financés par les donations lors des trois *Harambee* organisés par le *chairman* du conseil local des aînés, Philippe Mwasya. Ce dernier, qui a pris sa retraite du Secrétariat général à la Présidence au début des années quatre-vingt est devenu responsable du bureau international de l'AIC à Nairobi, et organisent les voyages de l'archevêque Birech et les visites des prédicateurs étrangers. Simon Mungale (le commissaire de province de la Province côtière), Mathew Mulli, Ngala Mwendwa, Simeon Nyachae, William Ole Ntimama furent parmi les principaux donateurs pour la construction de l'église, de même que le Président Moi en personne qui vint deux fois (1989 et 1992), réunissant à chaque fois plus de 1 million de Ksh pour la finition des bâtiments. Financièrement, l'AIC Kakuyuni est donc l'une des plus prospères de la région. Elle a cependant vu ses meilleurs pasteurs fuir depuis quelques années, en raison de la gloutonnerie et de l'autoritarisme de son conseil d'aînés. Personne ne sait exactement où l'argent des réunions *Harambee* géré par Philip Mwasya a été investi, alors que le bâtiment central n'est toujours pas fini, plus de douze ans après le début des travaux⁸⁰.

La *Redeemed Gospel church* de même que la branche locale de l'Eglise anglicane ont été fondées par des pasteurs de l'AIC mécontents du traitement reçu par le conseil des aînés⁸¹. Outre les problèmes de corruption, la rigueur disciplinaire et

-Jeunesses chrétiennes en action : 13-25 ans. garçons et filles qui lisent ensemble des livres enseignant les principes de base de l'église. Apprentissage du "leadership chrétien", de la musique, du théâtre et participation à des grandes compétition annuelles de chant et de théâtre chrétien. Ce groupe d'âge est le plus encadré car c'est celui qui est le plus enclin à rejoindre les réunions nocturnes de la *Happy Church*.

-Association des femmes chrétiennes : groupe de femmes aînées qui apprennent la morale biblique à leurs cadettes à travers les chants et les compétitions musicales et de théâtre. Elles essayent d'entraîner les autres femmes à servir l'église, dirigent les réunions, préparent les repas, servent les invités. Elles conseillent les jeunes sur les comportements moraux, visitent les malades et prient pour eux, nourrissent le pasteur et l'aident dans sa vie matérielle.

-La chorale : ensemble mixte de personnes de tous âges et des deux sexes mais qui sont connues pour leur intégrité morale et leur dévotion. Certaines d'entre elles peuvent être formées à l'école musicale de Komarock.

- B.E.E. (Bible education by extension) groupes de chrétiens ayant atteint la maturité de leur foi qui veulent devenir aînés de l'Eglise et apprennent à analyser la bible de façon approfondie. Entretien, Kakuyuni church elder, 07/05/95

⁷⁹ Tout d'abord le *Local Church Council* (LCC). Puis chaque pasteur, secrétaire et trésorier de chaque LCC se réunissent ensuite pour former le *Branch Church Council* (BCC). La branche de Kakuyuni est ainsi composée de 4 LCC (kakuyuni, kawethei, Syanamu, Kwa-mathaki). les 5 BCC de Kangundo forment le *District church council* (Kakuyuni, Ngolyau, Matetani, Manyatta, Mvisoni). Le DCC emploie les pasteurs, s'assurent que les élections et la délégation des pouvoirs se passe dans les règles et dirigent différents projets (dispensaires, librairie).

⁸⁰ Esther Mbatha Wathome, Ivutu, 8/05/95

⁸¹ Pastor Ngila, Kakuyuni 10/5/95

l'autorité absolue de son conseil d'ânés ont fait fuir de l'AIC la jeunesse de Kakuyuni, attirée notamment par la liberté de culte de "l'Eglise des gens heureux" (*Happy Church*). Cette "Eglise des gens heureux" est en effet extrêmement libérale et prône notamment la manifestation publique de la recherche du salut sous la forme de chants, danses et transes. Lors de réunions nocturnes qui ont beaucoup de succès de ce côté des collines, les fidèles laissent les esprits prendre possession de leur corps et, en cas d'échec de la transe, jouissent tout au moins d'une liberté d'échanges prohibée au sein de l'AIC. Le pouvoir de guérison spirituelle que prétendent posséder les leaders de ces petites églises est rejeté par l'AIC qui rend leurs zéloteurs passibles d'excommunication. Selon le pasteur David Ngila, nouveau responsable de l'Eglise anglicane dans la région, l'AIC est incapable de garder son audience où prolifèrent maintenant les nouvelles dénominations. 90% du public de la *Redeemed Gospel* vient ainsi de l'AIC.

-Le renouveau catholique.

L'Eglise catholique est arrivée à Kakuyuni en 1947 avec l'implantation d'une *out-station* dans le village de Kwa Kathûle (Kathome *sub-location*). Regroupant 90% des fidèles à Kathome et Kyevaluki, l'Eglise catholique a fait une percée à Kakuyuni avec la construction d'une église en 1975⁸². Son succès illustre en partie la stratégie de prosélytisme menée dans tout le district depuis la fin des années soixante. Le diocèse de Machakos fut en effet créé en mai 1969 et disposa immédiatement de son premier évêque africain, Raphael Ndingi Mwana'a Nzeki, un kamba, auquel succéda en 1973 un autre kamba, Urbanus Kioko. En 1975, un séminaire fut ouvert dans le district stimulant les vocations et l'ouverture des paroisses dans le diocèse. Entre 1969 et 1989, le nombre de prêtres catholiques dans le diocèse de Machakos est ainsi passé de sept à trente-cinq, le nombre de paroisses de cinq à trente et une, et le nombre de fidèles de cent mille à environ trois cent mille. Depuis 1984, le diocèse dispose également depuis 1984 de sa cathédrale, "Notre de Dame de Lourdes", située en plein centre de la capitale du district⁸³. Cette expansion de l'Eglise catholique semble surtout venir d'une double structure dans laquelle sont intensément impliqués ses fidèles : les services sociaux du diocèse et les petites communautés chrétiennes.

A Kangundo, les activités sociales de l'Eglise sont organisées sous l'égide du Comité de Développement de la Paroisse de Kangundo (*Kangundo Parish Development Committee*). Les services de développement du diocèse de Machakos ont à Kangundo quatre types de programmes : un programme d'éducation et d'alphabétisation pour adultes ; *Window*, un programme consacré aux femmes (soutien aux mères; éducation chrétienne pour les jeunes filles); un programme agricole intitulé *semi-arid land use* (exploitation des terres semi-arides) de conseils paysans vers les meilleures cultures de rente appropriées à l'environnement de leur ferme ; et enfin MADIPA, la banque des catholiques qui propose des prêts à des taux très avantageux. Les services de développement du district de Machakos formés en 1979 représentent, selon James Kaluli, l'ONG la plus active et la plus importante du

⁸² Entretien Catholic church elders, 07/05/95

⁸³ Baur (J.), *The catholic church in Kenya. A centenary history*, Nairobi, St Pauls Publications, 1990, pp. 55-56.

district. Son rôle s'est considérablement accru après la grande famine de 1984⁸⁴. L'Eglise catholique s'est en effet engagée massivement dans l'approvisionnement des populations lors des famines de 1984 et 1992. Elle fait également régulièrement don de livres d'écoles aux enseignants et distribue les semis de maïs sans discrimination. Depuis 1979, le diocèse dispose également de son programme "Justice et paix" qui développe des activités de réflexions et d'éducation sur le thème de la justice sociale, soutenant ses prêtres lorsque ceux-ci doivent représenter leurs fidèles contre les éléments corrompus ou les plus violents de l'administration.

L'une des innovations les plus importantes de la décennie quatre-vingt semble également avoir été le développement des "petites communautés chrétiennes" (PCC). Ces PCC sont des associations locales totalement gérées par les populations qui s'y investissent. A Kangundo, elles sont même relativement indépendantes des autorités religieuses. Chaque paroisse dispose de plusieurs communautés regroupées selon les unités administratives de village. Chaque PCC est gérée par un conseil, subdivisé en un conseil des hommes, un conseil des femmes, un conseil des jeunes et un conseil de la chorale. Les membres des comités des conseils des hommes et des femmes représentent leur église au conseil de la paroisse. Le conseil de la paroisse organise la collecte des fonds pour en accroître le patrimoine et la gestion quotidienne de ses biens et de ses besoins matériels. Il organise les baptêmes, les enterrements. A Kakuyuni, les aînés de l'Eglise catholique défendent fièrement leur progression sur les Eglises protestantes. Elles étaient trois familles catholiques en 1975 à Kakuyuni et sont maintenant plus d'une centaine. Leur "esprit de clocher" va même jusqu'à prétendre que des familles protestantes attendent impatiemment que des églises catholiques soient créées dans leur voisinage pour les rejoindre⁸⁵. Le rôle des PCC dans la socialisation politique des individus est devenu important car celles-ci ont la charge de discuter des lettres pastorales éditées par leurs évêques. Depuis le début des années quatre-vingt, les évêques kényans ont entrepris de publier au moins une fois par an des lettres pastorales sur l'état de la Nation et la nécessité publique et chrétienne de prendre en compte le sort des plus démunis dans les stratégies de développement du pays. Ces lettres pastorales qui font souvent l'objet de débats dans les quotidiens du pays, n'auraient qu'un impact limité si leur audience se limitait aux lecteurs de la presse nationale. Mais leur traduction dans les différentes langues vernaculaires du pays et leur diffusion dans chaque paroisse au sein des PCC leur assure une audience beaucoup plus vaste. Il est difficile d'analyser l'impact des débats qui ont cours au sein de ces PCC et il serait abusif d'en supposer une éventuelle prise de conscience politique. Comme nous le précisait un aîné de l'Eglise de Kakuyuni, fervent supporter du Président Moi, il est hors de question de promouvoir les divisions politiques au sein de l'Eglise. Cependant, "c'est notre devoir de propager les messages de nos évêques et d'essayer de les comprendre"⁸⁶. Les PCC ont le mérite de porter quelques-uns des grands problèmes nationaux (la violence politique, la corruption, la misère sociale) au cœur des communautés rurales. Les discussions des lettres pastorales ont pour mission de faire le lien entre les expressions nationales de ces problèmes et leurs manifestations locales, que connaissent bien leurs membres au

⁸⁴ Kaluli (J.W.). "Institutional profile : B. NGOs and technological change", art. cité. pp. 53-54.

⁸⁵ *ibid.*

⁸⁶ Entretien Catholic church elders, 07/05/95.

quotidien. Elles offrent ainsi une médiation politique⁸⁷, dont nous ne pouvons préjuger des effets sur la politisation des habitants de Kangundo, mais qui modifie sans aucun doute leur perception de "l'homme de bien kamba", l'éloignant toujours plus de celle offerte par Paul Ngei.

Conclusion :

Au terme de ce chapitre, il nous semble ainsi possible d'éclairer quelques-unes des raisons pour lesquelles les soutiens apportés à l'entreprise politique de Paul Ngei à Kangundo s'érodent progressivement. Tout d'abord, il ne dispose plus des réseaux de soutien qu'il avait réussi à y construire par le passé. Tant les groupes de femmes que les associations de clans sont sous la surveillance permanente de l'administration provinciale. La perte par Ngei de ses ressources politiques au niveau national a eu un impact direct sur sa capacité de mobiliser ses soutiens au niveau local. Mais de façon plus profonde, l'avancée de la christianisation sur les collines semble devenir l'une des raisons majeures pour lesquelles la stratégie politique de légitimation de Paul Ngei perd progressivement son écho. Le contrat moral que celui-ci pouvait éventuellement proposer à ses électeurs à travers le recours à la pratique du serment de même que son appartenance à la génération des leaders de l'indépendance font de moins en moins sens pour les habitants de Kangundo. Pour une partie croissante de la population des collines, le contrat moral familial s'exprime désormais majoritairement en termes chrétiens et l'indépendance n'est plus la référence centrale de la vie politique. Kangundo a en effet largement suivi le rythme de la croissance démographique kényane au cours des années soixante-dix et quatre-vingt. Cette croissance démographique fait que plus de 60% de la population des collines sont nés après l'indépendance. Selon le recensement de 1989, la nouvelle division de Kangundo, qui correspond toujours à la circonscription électorale de Ngei, compte environ 83 000 habitants⁸⁸. Il est raisonnable de supposer que Kangundo connaît les mêmes caractéristiques démographiques que le district de Machakos dans son ensemble. Or, les données agrégées à l'échelle du district nous informent que 52% de sa population ont moins de vingt ans. De plus, en 1989, 20% de la population en âge de voter (approximativement tous les "20 ans et +" du district) appartiennent au groupe des 20-vingt-cinq ans et n'ont donc jamais connu la colonisation. Le recensement précise également qu'environ 30% de cette population en âge de voter ne sont jamais allés à l'école, 48,5% à l'école primaire, 20% à l'école secondaire, 0,5 % à l'université et 1% ne répondent pas⁸⁹. Ces indications tendanciellles sur le niveau de scolarisation du district nous indiquent ainsi qu'environ les 2/3 du corps électoral potentiel de Kangundo sont allés à l'école et n'envisagent donc plus nécessairement la représentation politique telle que la proposait Paul Ngei. Pour les nouvelles générations, les paramètres de la légitimité politique ne sont très probablement pas les

⁸⁷ Sur l'importance des médiations religieuses dans le processus de politisation voir notamment : Bayart (J-F.), sld., *Religion et modernité politique en Afrique noire. Dieu pour tous et chacun pour soi*, Paris, Karthala, 1993.

⁸⁸ Republic of Kenya, *Kenya population Census*, Nairobi, Central Bureau of Statistics, 1989, 2 Vol., pp. 1/58-59. La division de Kangundo fut scindée en deux en 1988.

⁸⁹ Ibid., p. 4/20. Les données indiquées en valeur absolues sont précisées en annexe 4.

mêmes que ceux de leurs pères ou de leurs grands-pères, ce qui peut expliquer également l'érosion de la popularité de Ngei dans sa circonscription.

Conclusion

Au début des années 1990, la disparition de Paul Ngei de la scène politique nationale est passée presque inaperçue. Le régime de Daniel arap Moi entre en effet dans l'une des périodes les plus tourmentées de son existence et de nombreux kényans s'enflamment en croyant pouvoir le faire tomber¹. Plusieurs leaders de l'indépendance reviennent dans le champ politique, comme Odinga Oginga, Masinde Muliro ou même Georges Nthenge, mais Ngei, tout comme la grande majorité des leaders politiques kamba, est absent des débats et des mobilisations qui agitent le pays jusqu'au retour au multipartisme en décembre 1991. Seul Nthenge, le compagnon de William Malu et de Tom Mboya pendant les années soixante, tente de faire un retour en politique en s'engageant aux côtés de Martin Shikuku pour ce qui est bientôt appelé, "la deuxième indépendance du pays". Ukambani n'est pas totalement absente de ces mobilisations. Ses élites sont très présentes dans toutes les organisations non-gouvernementales soutenant la libéralisation du régime, notamment dans les professions juridiques. Mais la classe politique kamba, désormais rangée derrière Mulu Mutisya, Jackson Mulinge, et à Kitui, l'une des étoiles montantes de la KANU, Stephen Kalonzo Musyoka, reste très largement fidèle au Président Moi. Les quelques individualités qui rejoignent l'opposition en 1992, le font souvent par pur opportunisme : elles n'ont pas réussi à voir leurs candidatures entérinées par les appareils locaux de la KANU². Restés fidèles au Président dans la tourmente, les leaders kamba voudront ainsi prétendre, au lendemain de la victoire aux élections de 1992, aux plus hautes fonctions de l'Etat.

Cette victoire du Président Moi garde cependant pour lui un goût bien amer. Celui-ci est littéralement humilié dans deux des plus importantes provinces du pays, la province centrale et la province de Nyanza, où seule la minorité kisii lui a accordé quelque crédit. Ses résultats dans la province de l'ouest, terre de ses alliés Luyha, semblent de même bien décevants. S'il y dépasse les 25%, l'opposition y remporte la moitié des sièges. L'une des rares bonnes surprises pour le Président est sans doute la bonne résistance de ses soutiens kamba et côtiers. Les districts Kamba de Machakos et Kitui deviennent la seconde plus forte implantation de la KANU dans le pays après la vallée du Rift. Arithmétiquement, c'est plus l'opposition qui a perdu les élections que le Président Moi qui les a véritablement gagnées. Celui-ci apparaît de plus en plus retranché sur sa base politique de la vallée du Rift face à une majorité de la population qui lui est résolument hostile, notamment dans les grandes villes du pays. Le taux de participation à cette élection a atteint les 67,9% des électeurs inscrits, le plus haut depuis 1963³. Mais la grande majorité du corps électoral kenyan (3,5 millions d'électeurs) a voté pour se débarrasser de Daniel arap Moi.

Dans le début des années 1990, une nouvelle génération d'hommes politique est apparue en Ukambani, renouvelant largement les représentants locaux de la

¹ Sur les mobilisations du début des années 1990 en faveur du retour au multipartisme voir notamment : Lafargue (J.), *Contestations démocratiques en Afrique. Sociologie de la protestation au Kenya et en Zambie*, Paris, Karthala, 1996 et Grignon (F.), "Kenya (1992-1997) : le multipartisme et l'invention démocratique en question", in Prunier (G.), Grignon (F.) eds, *Le Kenya Contemporain*, Paris, Karthala, (à paraître en 1997).

² C'est le cas de plusieurs des élus du *Democratic Party*, Agnès Ndeti, Charity Kaluki Ngilu ou Joseph Munyao.

³ Barkan (J.D.), "Kenya : lessons from a flawed election", p. 94.

KANU. Agés d'une quarantaine ou d'une petite cinquantaine d'années, ses nouveaux leaders politiques, élus dès 1988 ou apparus en 1992, n'ont participé que de très loin à l'ébullition contestataire qui marqua les années 1990-1992, si ce n'est pour l'un d'entre eux, Kennedy Kiliku, élu à Mombasa en 1988, qui fut l'auteur d'un rapport mettant directement en cause les responsabilités des proches du chef de l'Etat dans l'organisation des opérations de purification ethnique de la vallée du Rift⁴. Cette indépendance d'esprit le força à quitter la KANU pour rejoindre le DP de Mwai Kibaki. La plupart des membres de cette nouvelle génération d'hommes et de femmes politiques kamba (Agnés Ndétei, Johnstone Makau, Kennedy Kiliku, Charity Kaluki Ngilu, Ronald Kiluta, Peter Mavisi, etc.) se partagent entre la KANU et le DP. Leur avènement illustre le changement du système politique kényan mais aussi une mutation radicale dans l'emboîtement des arènes politiques entre terroirs et sommets de l'Etat, qui avait donné son identité à la carrière politique de Paul Ngei. Depuis le milieu des années quatre-vingt, la gestion des ressources politiques du bas en haut de la compétition politique kényane s'est sensiblement modifiée. Alors que jusqu'au milieu des années soixante-dix, l'accession à des positions hégémoniques dépendait d'un dosage savant entre représentativité locale et proximité du chef de l'Etat, la fin de l'ère Kenyatta et les années *Nyayo* ont illustré combien l'établissement d'une base indestructible de pouvoir local n'était plus la ressource politique déterminante. Daniel arap Moi prit en effet l'habitude de s'immiscer régulièrement dans les rivalités locales agitant les branches de la KANU au niveau des districts pour éviter la naissance d'une base de pouvoir autonome de ses réseaux de dépendants, pouvant à terme le menacer. Ce déficit de légitimité personnelle auquel Jomo Kenyatta n'avait pas à faire face, renforça la centralisation extrême du système politique et la présidentialisation du régime, portant l'influence du secrétariat général à la Présidence à tous les niveaux de l'appareil d'Etat et du processus politique. L'illustration flagrante de cette tendance fut, en 1988, la réforme du mode de scrutin permettant au Président de manipuler grossièrement les résultats du scrutin. Avec le retour au multipartisme, cette situation n'a pas été profondément modifiée. Le Président contrôle toujours l'appareil d'Etat et dispose d'un pouvoir géographiquement retranché sur la vallée du Rift, les provinces côtières et du nord-est et certaines zones des provinces de l'est et de l'ouest. Dès 1993, le gouvernement s'est employé à séparer administrativement toutes les zones ayant voté pour la KANU de celles ayant soutenu l'opposition. Il n'achemine les ressources de développement que dans les premières. Dans chaque district le découpage administratif des divisions et *locations* a été revu sous cet angle. De nouveaux districts ont été créés pour récompenser des leaders locaux restés fidèles ou aviver les divisions ethniques⁵. La vengeance et la détermination de la KANU à faire payer aux électeurs de l'opposition leur dissidence est parfois telle, qu'au cours de la famine qui frappa certaines zones-semi arides après la sécheresse de 1992, l'administration provinciale va jusqu'à priver certains villages d'aides alimentaires et dans le nord-est du district de Machakos, laisse périr des familles entières ayant voté pour l'opposition⁶. Paul Ngei ne fit pas mieux lors de la grande sécheresse de 1965.

⁴ Sur ces questions voir notamment : Médard (C.), "Les conflits "ethniques" au Kenya : une question de votes ou de terres ?", *Afrique Contemporaine*, à paraître 1997 et Lafargue (J.), "Kenya : une lecture (nécessairement) politique des trouble ethno-régionaux", *L'Afrique politique*, 1994, pp. 281-304.

⁵ Près d'une dizaine de nouveaux district seront créés en trois ans sous prétexte de rapprocher l'administration de la population.

⁶ *Daily Nation*, 20/09/1993.

Mais trente ans plus tard, cette situation n'est plus le fruit de la gestion néo-patrimoniale d'un ministre, organisant une stratégie d'accumulation dans le district où il est devenu tout puissant. Elle est le résultat d'une volonté présidentielle de punir ceux qui l'ont humilié lors des élections de 1992. Dans ce contexte, la gestion des ressources politiques des nouveaux politiciens entrepreneurs n'est plus la même que celle de Paul Ngei. Ceux-ci sont placés devant une alternative radicale : ou bien ils parviennent à être cooptés au sein du cercle rapproché et de plus en plus étroit des leaders ayant accès aux prébendes de l'Etat ; ou bien ils doivent changer de pratiques politiques et convaincre leurs électeurs de la légitimité de ce changement.

-Ukambani sans Paul Ngei.

Comme dans la plupart des autres districts kényans, le Président Moi soutient à Machakos et à Kitui des jeunes hommes politiques concurrençant les leaders établis. A Machakos, Mulu Mutisya sert souvent de bailleurs de fonds à cette jeune génération qui contribue à l'en épurer des derniers alliés de Paul Ngei. A Kitui, ce rôle avait été dévolu à Kitili Mwendwa, puis après son décès en 1985, à son frère Kyale. A la suite d'une élection partielle, Stephen Kalonzo Musyoka, un avocat issu du grand groupe indien *Comcraft Ltd.*, est ainsi élu dans la circonscription de Kitui nord en 1985. Trois ans plus tard, Johnstone Makau, un éditeur de Nairobi et Agnès Ndeti, une responsable du Ministère du développement coopératif sont respectivement élus à Mbooni et Kibwezi, la nouvelle circonscription située au sud du nouveau district de Makueni, très proche de la province côtière. George Ndotto, un ancien haut fonctionnaire du secrétariat-général à la Présidence réussit de même à conquérir le siège de Kitui-centre. Makau et Ndotto sont directement nommé au sein du Cabinet, le second, proche de Nicholas Biwott, devenant même Ministre d'Etat au sein du secrétariat général à la Présidence alors qu'il n'a à son actif aucune expérience politique préalable. A Kangundo, une élection partielle a suivi en février 1991 la chute de Paul Ngei. Celui-ci pensait initialement lancer la candidature de son fils, Masaku, pour garder le siège dans la famille, mais s'est finalement ravisé. Deux commerçants de Kangundo, Joshua Kitonga et Frederick Ndetto affrontent Joseph Kimeu Ngutu, un ancien policier de carrière ayant atteint le grade de commissaire-adjoint de province et commandant de l'école de police de Kiganjo avant de prendre sa retraite. Avec le soutien financier de Mulu Mutisya, Ngutu l'emporte facilement devant Kitonga et Ndetto. Il est lui aussi nommé directement Ministre d'Etat au secrétariat général à la Présidence⁷.

Si ce n'est Stephen Kalonzo Musyoka, qui a bénéficié directement du décès de Kitili Mwendwa et est devenu le nouvel homme fort du district de Kitui, aucun de ses nouveaux venus n'est intervenu dans le débat sur le retour au multipartisme. La contribution de Kalonzo Musyoka y a de plus été limitée. Le *deputy-speaker* de l'Assemblée Nationale et secrétaire national à l'organisation de la KANU, représentant la province de l'est au sein du comité exécutif du parti, en poste depuis 1988, a demandé de son perchoir l'arrestation immédiate des "séditieux" réclamant l'ouverture du régime au pluralisme politique⁸. La tourmente politique qui secoue le district de Machakos en 1991 n'a rien à voir avec le retour au multipartisme. Elle vient de révélations sur l'accumulation foncière des élites du district qui se sont partagées les terres du plan de repeuplement de Masongaleni.

⁷ *The weekly review*, 21/08/1992.

⁸ *The weekly review*, 31/05/1991.

Johnstone Makau, croyant pouvoir faire désormais l'économie du soutien de Mulu Mutisya, lance une attaque directe contre celui-ci et l'accuse de s'être partagé, avec d'autres hommes politiques du district, trente mille acres de terres destinés au repeuplement des paysans, à Kibwezi. Mutisya admet avoir reçu deux cents acres en cadeau du Président Moi six ans plus tôt mais qu'il ne s'est jamais conduit indignement. L'arbitrage du Président Moi entre les deux hommes ne tarde pas à tomber. Ne pouvant contester aucun poste d'envergure du fait de son illettrisme, Mulu Mutisya est toujours l'allié le plus sûr du Président Moi à Machakos. La tentative du jeune député de Mbooni de faire tomber Mulu Mutisya échoue lamentablement. Une semaine après sa tirade parlementaire, Johnstone Makau est démis de ses fonctions au sein du Cabinet et de la branche de Machakos du parti unique. L'affaire a cependant suscité l'indignation générale dans le district et Agnès Ndeti proteste contre la suspension de Makau. Elle admet elle aussi avoir reçu une cinquantaine d'acres de terres du Président après son élection en 1988 et se déclare prête à les remettre dans le domaine public si jamais ce don empêche des paysans sans terre de venir s'installer dans sa circonscription de Kibwezi⁹. Finalement, toutes les allocations de terres initialement prévues pour le plan de repeuplement de Masongaleni mais postérieures à 1989, sont annulées. Agnès Ndeti perd ses cinquante acres mais ni Mulu Mutisya ni les ministres et hauts fonctionnaires auxquels ce dernier en avait distribué ne subissent cet affront. Parmi ceux-ci, on compte notamment : John Kyalo, le Ministre de l'industrie député de Machakos-Town ; Joseph Ngutu, le nouveau député de Kangundo, Ministre d'Etat au secrétariat général à la Présidence ; Laban Kitele, le député d'Iveti-Nord ; Simon Kiilu, le député de la nouvelle circonscription de Masinga et trésorier de la branche de la KANU à Machakos ; Simeon Kioko, le *chairman* du *Cotton Board* ; Peter Ndunda, le maire de la ville de Machakos ; et Christopher Kimwatu, *chairman* du *Masaku County Council*. Le factionnalisme ne cesse ainsi d'agiter les élites politiques du district de Machakos. Les alliances se font et se défont selon la conjoncture politique et en fonctions des stratégies et ressources personnelles de chaque acteur.

Après deux ans d'absence presque totale de la scène politique, Paul Ngei fit une réapparition furtive et controversée sur la scène politique nationale avant de disparaître à nouveau. Depuis le scandale de Masongaleni et malgré la destitution de Johnstone Makau, les élus du district de Machakos restent discrets sur la scène politique nationale. Kitui est devenu le centre de toutes les attentions présidentielles. Stephen Kalonzo Musyoka, l'étoile montante de la KANU dans la région qui est devenu, en 1988, secrétaire national du parti en charge de l'organisation, réussit en effet à faire venir le Président dans son district. Le dynamisme, la jeunesse et l'élégance du jeune *deputy-speaker* de l'Assemblée Nationale, tranchent singulièrement avec les rodomontades de Mulu Mutisya ou même l'allure campagnarde de Kyale Mwendwa à Kitui, qui ne réussit jamais à prendre la succession ni de ses frères Ngala ou Kitili à Kitui. Ukambani semble avoir enfin trouvé un leader politique d'envergure nationale et internationale. Kalonzo Musyoka sera d'ailleurs nommé Ministre des Affaires Etrangères après les élections de 1992. Paul Ngei a tenté de saisir l'opportunité de la baisse d'influence momentanée de Mulu Mutisya pour organiser un ultime retour en grâce. Tout au long de l'année 1991, il a assisté en silence aux fêtes nationales et aux meetings politiques de la KANU, espérant sans doute un changement de fortune après le remplacement, au poste d'*Attorney-general*, de son

⁹ *the weekly review*, 21/06/1991.

ennemi personnel, Mathew Guy Muli, par un juriste originaire de l'ouest du pays, Amos Wako. Mais rien n'y fait. Las de hanter les couloirs de l'état major du parti, Paul Ngei se rebelle à nouveau en décembre 1991 et annonce, presque trente ans jours pour jours après la formation de l'APP, qu'il va lancer son propre parti. Cette annonce revancharde n'est cependant pas suivie d'effet. En consultation avec Agnès Ndeti de Kibwezi et avec son cadet de Mbooni, Johnstone Makau, qui a fondé sa popularité sur la dénonciation des malversations de la classe politique du district, Paul Ngei ne parvient pas à les convaincre de le suivre à nouveau dans cette bataille. Johnstone Makau décide de fonder son propre parti, le *Social Democratic Party* (SDP), qui est vite surnommé "*small democratic party*"¹⁰. Il reviendra finalement à la KANU quelques mois plus tard. Agnès Ndeti, affrontant l'hostilité des hommes de Mulu Mutisya dans sa circonscription rejoint, elle, le *Democratic Party* de Mwai Kibaki, comme la plupart des candidats potentiels de la KANU ne réussissant pas à recevoir l'investiture. Les deux FORD n'ont que peu d'audience en Ukambani et le DP y bénéficie de la bonne réputation de son leader, l'ancien vice-président, Mwai Kibaki. En juillet 1992, après avoir annoncé qu'il ne quitterait finalement pas la KANU, Ngei provoque un nouveau coup de théâtre en annonçant qu'il serait candidat à l'investiture présidentielle contre Daniel arap Moi. Cette nouvelle déclaration fracassante ne provoque cependant plus aucun émoi dans la classe politique kényane. Ngei est traité publiquement par le mépris. Il est en effet toujours déchu de ses droits civiques et poursuivi par ses créanciers qui lui réclament dix-neuf millions de Shillings. Il suscite uniquement l'amusement et l'incrédulité de la presse qui critique souvent cet acharnement à vouloir rester en politique, coûte que coûte¹¹. A la fin du mois d'octobre 1992, Ngei abandonne finalement la KANU pour rejoindre lui aussi le DP. Il y est accueilli à bras ouvert par Mwai Kibaki et Njenga Karume, l'ancien *chairman*, de la GEMA, qui, selon la rumeur, soutient Ngei financièrement¹².

Le DP accueille ainsi, au-delà de ses soutiens des districts de Nyeri, Embu et Meru, une forte composante kamba. Outre Ngala et Kyale Mwendwa, qui affrontent à Kitui Stephen Kalonzo Musyoka mais aussi leur belle-sœur, la veuve de Kitili, Nyiva, le DP a accueilli : Joseph Munyao, un ancien parlementaire de Mbooni tombé face à Johnstone Makau en 1988 ; Agnès Ndeti, député sortant de Kibwezi ; Jonesmus Kikuyu, ancien parlementaire de *Machakos-Town*. Au total, parmi les candidats du DP se trouvent peu de nouvelles figures, si ce n'est peut-être, à Kitui, Charity Kaluki Ngilu, une femme d'affaires bien implantée à Kitui, grâce à son implication au sein de la branche locale du *Maendeleo ya Wanawake*, l'association féminine absorbée par la KANU en 1988¹³. C'est paradoxalement la KANU qui a donné leur chance à de nouveaux candidats dans le district de Machakos : John Kiluta, un colonel à la retraite proche du chef de la police Philippe Kilonzo, se présente à Masinga ; Peter Kavisi, un jeune homme d'affaires reçoit l'investiture pour se présenter dans la circonscription d'origine de Mulu Mutisya, à Mwala ; Antony Ndilinge, un autre homme d'affaires d'une petite quarantaine d'années l'a obtenue pour se présenter dans la nouvelle circonscription de Kilome. Ces trois hommes d'affaires, tout comme Agnès Ndeti, Charity Kaluki Ngilu ou même Johnstone Makau représentent la nouvelle génération des leaders politiques d'Ukambani.

¹⁰ *The Weekly Review*, 21/08/1992.

¹¹ *The Standard*, 8/09/1992.

¹² *Daily Nation*, 27/10/1992.

¹³ *The Weekly Review*, 16/10/1992.

Makerere, journaliste militant, Paul Ngei ne fut jusqu'à son arrestation en 1952 qu'un agitateur urbain, sans enracinement local, obligé de faire valoir son identité kamba pour servir de caution pluri-ethnique à ses alliés kikuyu et conquérir ses premières positions politiques. La détention changea cependant radicalement l'anonymat de ses jeunes années. Ngei, aux côtés de Bildad Kaggia, Achieng'Oneko, Fred Kubai, Kungu Karumba et bien sûr, Jomo Kenyatta devint l'un des "Six de Kapenguria". Il devint un leader historique. Mais d'une position de leader historique de la lutte anti-coloniale à la conquête des positions de pouvoir dans l'Etat indépendant, le chemin à suivre restait à tracer. Ngei le tribun, enflammant les foules de paysans sans terre, dut devenir Ngei le stratège et le tacticien, cumulant patiemment toutes les ressources nécessaires à la conquête de chacune des arènes politiques. Ce chemin fut celui d'un apprentissage de la politique dans le Kenya post-colonial qu'il fut l'un des rares leaders anti-coloniaux à réussir. Fred Kubai, Bildad Kaggia, Kungu Karumba disparurent rapidement de la scène politique kényane comme la plupart des anciens combattants Mau-Mau. Tous n'ont pas connu le sort tragique d'un J.M. Kariuki, assassiné en 1974, mais très peu d'ancien combattant Mau-Mau firent carrière en politique. Le Kenya post-colonial fut offert aux fils des *chiefs* et des *homes guards*, ayant fréquenté l'Alliance High School et peuplant l'appareil d'Etat dès la fin des années cinquante. La chance de Paul Ngei fut sans doute d'être un peu des deux. Ancien de l'*Alliance High School*, petit-fils du paramount *chief* Masaku, Ngei était sans doute destiné à devenir un haut fonctionnaire puis l'un des dirigeants du Kenya indépendant comme Charles Njonjo, Simeon Nyachae ou son rival originaire de Kitui, Ngala Mwendwa. Mais Ngei n'avait sans doute pas le tempérament pour devenir un *big man* respecté de ses dépendants, un homme de bien. A la fin des années trente, au lieu de terminer sa scolarité, il s'engage dans l'armée. Après son séjour à Makerere, au lieu d'entrer dans la fonction publique et de commercer entre Kangundo et Nairobi, il s'installe dans la capitale, fait du cinéma, du journalisme et participe à l'ébullition intellectuelle et syndicale de l'époque. Paul Ngei est incontestablement l'un des représentants de l'élite du pays de part ses origines et sa formation, mais il s'en distingue radicalement à travers son mode de vie, ses goûts et sa pratique du pouvoir : Charles Njonjo, son contemporain, n'aurait jamais eu recours au serment pour mobiliser des soutiens, il n'aurait jamais non plus été mis en banqueroute. Mais la réussite de Paul Ngei, le succès de son entreprise politique est également dû à cette capacité de chevaucher les différentes arènes de la compétition politique kényane, de chevaucher les différents systèmes de références existant dans le Kenya contemporain. A Kangundo, Ngei était devenu le défenseur des paysans sans terre, le représentant des femmes et des jeunes hommes, un leader politique fondant sa relation à son terroir sur les fractures sociales imprimées par l'histoire. Pour conquérir le district de Machakos et Ukambani en général, Ngei avait voulu devenir l'héritier de son grand-père Masaku, un devin capable de guider sa communauté imaginaire grâce à sa capacité de communiquer avec le monde des esprits. Si Ngei n'a pas peur des esprits, s'il organise des prestations de serment où il établit un contrat moral avec ses électeurs devant les forces de l'invisible, c'est sans doute que Ngei est en harmonie avec les esprits, qu'il a leur assentiment pour guider les Kamba. Tel pouvait être le raisonnement logique d'un paysan de Kangundo face à cet homme politique parlant son langage, si habile à rappeler les proverbes et à jouer avec les métaphores. Mais si le rapport de représentation que réussit à établir le politicien entrepreneur avec son terroir est une composante nécessaire au lancement de sa carrière politique, s'il est indispensable pour le chercheur de le décrypter pour comprendre le sens des pratiques

et des représentations politiques des paysanneries, celui-ci est loin d'être suffisant pour saisir les raisons du succès d'une entreprise politique. Les ressources (financières, symboliques, sociales) se nourrissent l'une de l'autre pour permettre à l'entrepreneur d'accumuler du pouvoir mais elles sont soumises à la logique établie par les règles normatives de la compétition politique, qui déterminent une hiérarchie entre ses ressources et les modalités précises de leur utilisation dans les trois arènes de lutte pour le pouvoir. L'évolution de l'entreprise politique de Paul Ngei au cours des années soixante-dix et quatre-vingt en a offert une illustration. Le régime de Daniel arap Moi s'est construit sur des règles normatives de la compétition politique radicalement différentes de celles imposées par Jomo Kenyatta. La fidélité à la personne du Président et la relation des hommes politiques à sa personnes sont devenues plus importants que toute autre ressources politiques, supérieures au contrôle d'une branche de parti à un plébiscite local. Ce changement, ajouté à l'hostilité personnelle qui s'était développé entre Paul Ngei et le nouveau Président après l'implication du premier dans "le mouvement pour changer la constitution", fut à l'origine de la chute de Paul Ngei. Mais tout au long des années soixante-dix, Ngei était parvenu à se faire coopter au sein de l'alliance hégémonique dominée par la famille "royale" Kenyatta. Pour se faire, l'utilisation de la pratique du serment comme technique de mobilisation politique s'était révélée cruciale.

Le changement d'alliance hégémonique et la modification des règles de la compétition politique n'ont cependant pas été les seules raisons du déclin de l'entreprise politique de Ngei. A Kangundo également, la popularité de l'homme de Kapenguria s'est également réduite. Des raisons tout simplement démographiques peuvent être suggérées pour expliquer cette baisse de légitimité. La lutte anti-coloniale ne signifie plus grand-chose pour la majorité des habitants de Kangundo aujourd'hui. Parallèlement, les représentations du pouvoir se sont modifiées. La pénétration toujours plus profonde du christianisme a remis en cause les normes sociales définies par les associations de clans à la fin des années quarante. Cette "christianisation des consciences"¹⁸ ne signifie pas nécessairement le "passage au politique"¹⁹ des paysanneries. Mais elle offre un langage commun de discussion à tous les kényans, un code d'interprétation et de traduction des problèmes nationaux dans la vie quotidienne des collines. Cette avancée de la christianisation ne signifie pas non plus la disparition du monde de l'invisible. Celui-ci est toujours très présent à Kangundo. Tous les jours, les habitants des collines de Kangundo ou des collines voisines viennent se présenter devant le *mundu mue* Kieti Matuu pour être protégé contre tout risque d'attaque en sorcellerie. Le monde des esprits se mêle et se surimpose à celui de la chrétienté et nourrit toujours les langages du politique en Ukambani. Plus que jamais les femmes ont pris en main la vie rurale. Déjà, au lendemain de l'indépendance, Paul Ngei avait compris que s'il parvenait à s'allier les groupes de femmes du district, il disposerait ainsi d'un formidable réseau de mobilisation politique. Aujourd'hui ce ne sont plus les mêmes femmes qui dominent la vie rurale. Les aînées ont laissé la place aux éduquées qui se positionnent en première ligne pour recevoir la manne des organisations non-gouvernementales. Les fractures sociales de Kangundo se renouvellent et se transforment. De nouveaux "systèmes de

¹⁸ Bayart (J.-F.), "L'énonciation du politique", *Revue Française de science politique*, Vol. 35, 1985, n°3, pp. 343-373.

¹⁹ Lonsdale (J.), "Le passé de l'Afrique au secours de son avenir", *Politique Africaine*, n°39, Sept. 1990, pp. 135-154.

domination et d'inégalités" se développent et prennent le pas sur les fractures plus anciennes. Mais quelle que soit l'entreprise politique qui viendra solliciter les votes de Kangundo, ces fractures devront toujours être prises en compte pour y comprendre le fonctionnement du rapport de représentation.

Université Montesquieu - Bordeaux IV

Droit, sciences sociales et politiques, sciences économiques et de gestion

**"Le politicien entrepreneur en son terroir :
Paul Ngei à Kangundo (Kenya), 1945-1990".**

TOME II

(Annexes et sources)

Thèse pour le doctorat en science politique

présentée par

François Grignon

Sous la direction de M. Daniel Bourmaud, professeur de science politique à
l'Institut National des Langues et Civilisations Orientales (INALCO).

(décembre 1997)

Annexes

Annexe 1 :

The Akamba Union.

Compte rendu d'une réunion tenue par les membres de l'*Akamba Union* probablement au printemps 1945 dans le district de Machakos (lieu et date non indiqués).

Texte original en kikamba.

p.5

Texte traduit en français.

p.9

THE AKAMBA UNION=

Atumia, Nthele, Anake, Iveti, na Bitu, na inywonthe ala muviki
 vaa muthenya uu wa umunthi. Ninevata wa kumutungia muves nundu wa
 kutwitika mbu oundu mundu witikawa mbu nyumba inwila ni mbei yoo na
 etui na anyanya. Otou nenyu mutwitikie mbu ithya Akamba Union, na
 ncinywi mwiitikie, nundu ncinywi Union. Ilo muamba uu wamanyikie
 useo wawo, aingi nimekalaa maikulya mundu ula winbwa eesililye kwambi-
 lililya undu uyu. Onakwa nai umwe wa usu makulasya uu, ona ilo tuko-
 manite aingi nimekalaa maikulya mundu usu, ningisi onenyu ala mwi
 vaa muputonyo kukulya oou. Ildi kilo mundu nutonyo kumonya ki kana
 umunthi muyinaka mwimbwa mawisi mundu usu wambilililye muamba uu wa
 Union.

MWAMBILILILYO WA MUAMBA WA AKAMBA (AKAMBA UNION).

Muamba uu wambilililwe ni mundu umwe tu ula wasuonie kana nthi
 itena muamba nditonyo kuandaa nesa maunduni. Mr. Elliud Mbithi yilo
 wekalile Nairobi mwaka wa 1937 makalite vawwe andu etatu, niwamoku-
 lililye undu matonyo kwitithwa na muamba wa Akamba, na muamba usu ukitwa
 Akamba Social Club, andu asu nimoonie kana ni useo muno, na mwakani
 ousu mwei wa November, andu asu moombona ingi meano, na moona kana
 nuseo manyuve otongoesya na muamba usu. Andu na nimo manyuviwe:-

Mr. Elliud Mbithi Mukoko--- Mwambilililya,
 Mr. George Matheke Nthenzwe -- Chairman,
 Mr. Peter Mwau Mulinge --- Secretary,
 Mr. Moti Nzioka --- Committee member.

Mbec wa kwita ikomano ipene Mr. Elliud Mbithi Mukoko niwamwiwe
 Nairobi atwawa Office ya Ndisii Nairobi, muthya wa mwei wa November.
 Muamba niwamwendeie nesa na mwaka wa 1938 mwei wa July matulu 31st,
 niwo muamba uu wai na General meeting Memorial Hall, Pumwani, na twoonia
 andu vato witu. Kau wakwatwa nitwombie kutula yanini nundu wa mwila
 na kau andu maimanthe undu matonyo kuvua mumaitha. Ildi mwaka wa
 1940 niwo twoonia na Bwana Ndisii wa Nairobi, na itina andikie
 Bwana Ndisii wa Machakos valua, na muamba witu wetikilwa. Ivinde
 yiu President waitu ni Mr. Erastus Ndunda Konia, na Chairman ivindani
 yiu ni Mr. Andrew Kituna Mumo kuvikia mwaka wa 1944.

Umunthi Akamba Union yina syengo, na kya mbec ni Kisumu, na undu
 ula wa utopia kilo Mukamba nikwona kana yuyu nitwitikilitwe kwimbwa
 na syengo Ukambani. Ningutungia Bwana Secretary, Treasurer na hatii
 moo, vawwe na atumia na Committee muves nundu wa wia yoo museo ivindani
 yiu yoonthe matonoo. Vawwe nou nina ndalo kwa Bwana Ndisii wa Machakos
 na Kitui vawwe na anene meitu na atumia na L.N.C. nundu wa utethyo woe
 nthini wa Akamba Union, vawwe na Ndisii wa Nairobi, Municipal Native
 Affairs Officer, nako nututethaye na ntia nyingi muno. Nditonyo
 kumwonia mwila na Union vaa oenthe, nundu ni maingi, vato wakwo ni
 kumwonya undu muamba uu wambilililwe.

Bka kwiteele, lika muambani uu utethye andu menyu na nthi
 yenyu. Ti muamba wi ndeto nthuku na Silikali.

J.N. KATITHI.
 CHAIRMAN.

Maseo wa kwamba lilika kumwona undu nuamba uu wambilita, nionda kumwanyaithya kana kyama kili ki uungu wa miao ino, na kila member no nginya kumikwata na kunikia.

MIAO. (RULES).

AKAMBA UNION. - UALYULO WA IDETO INO NI AU. MUAMBA WA AATHE.

1. Muamba uu ni muvingine kwa kila muamba.
2. Vata wa muamba uu ni ya kutethya members yila ve vata, na kutethya yila umbo wa Union wakwa namu wa kwiliwa. Ni wia wa Union kutiyea neta sya mathiko.
3. Mawia na muamba uu (Union) niawia ala masoo matonya kwendosya Silikali na Committee nzama ila hyuve, yina utonyi wa kuhya munda ula wina maundu na matota na Silikali.
4. (a) Eitha member alutuya kavisi kana kelti kake sukuni ila uti ulu (Secondary school) undi ya kulinanyilaya maundu na mabe, Union ikamutotiya.
5. (b) Eitha mu-Union akuwad nikuwala kana kivetil kake, kana eyina syoo, Union ikamwenga kilangu lya amatethya.
6. (c) Eitha muamba kumendeka kwakwa sukula, na Union ikamutya utethyo Union ikeombwa yilambanilaye kumengame utethyo usu.

KULIKA MUAMBANI. (MEMBERSHIP).

Kutwika umbo wa members ni kumia silingi itano Shs. 5/-
 Muvothi wa kila mwaka ni silingi itatu Shs. 3/-
 Kutwika life member ni silingi miongo ili Shs. 10/-
 Embwa munda niwamila isu silingi miongo ili 50/-, itili silingi itatu 5/- sya mwaka ndakasyoka kumia ingi, niwatwika member wa kutinika.

ATUMIA NA NZANA (COMMITTEE). Muamba uu wina atumia ilauli na ana 14 na kusianika mawudu.

MAWUDIANO. (MEETINGS).

- (a) Nzama ya Committee yumbanaa imaze kila mwei, na maundiki nake niwe Secretary ona utenyi wa kwika ikomano oona aile ni kwika uu kwondu wa maundu na mituki.
- (b) Umbano unene wa andu onthe yumbanaa itina wa nyei thenthantu.

KUTUYWA ATHUKUMI AU. (ELECTION).

Atumia na kutethya wia wa Union manyuvawa itina wa mwaka umwe, na maundu matonya kumyuvwa oingi ethwa wia wake ukooneka wi maseo.

MBESA.

- (a) No mavaka munda kumowa receipt embwa niwauya mbesa sya kulika muambani uu. Receipt syonthe ayimbawa na wolanio wa Union.
- (b) Mwili wa mbesa akotikilawa kwikala na Sh.30/- kila mwei nundu wa mavata ala matonya kwoneka kwa mituki.
- (c) Mavuku na kwia mbesa membawe matonya kwoneka kila ivinda eembwa matendoka kusiwa kana nimaitwe nesa.
- (d) Muamba uu ukocimbwa na iselu sya kusyaasya mbesa (Auditors) iselu isu nitonya kusiya mavuku o kila ivinda, indi ikendekaa kumia report kila nyei itatu.

SYENGO (BRANCHES).

- (a) Syengo syonthe ikeombwa iatilia miao ya Avisi neno (H.Q.)
- (b) Mbesa syonthe sya syengo ikaiawa ni Avisi nene (H.Q.) na kila kyengo kikeetikilawa kwia mbesa mbuthu nundu wa mawia ala matonya kwonoka kwa mituki. Embwa undu unene uenda mbesa nyingi ukooneka kyengoni avisi nene ikanengane mbesa kwianana na wia usu.
- (c) Maundu onthe masyengo, makasyaawa ni iselu ila syiimbawa iisisya mavuku na Avisi nene (H.Q.) kila nyei itatu, indi kila kyengo kikeombawa ona iselu syakyo.

- (d) Mbesa syonthe sya muamba uu wa Union, vamwe na syengo syonthe, ikaiawa nthini wa Barclays Bank, na ivuku ya kwia mbesa isu yikaiawa ni Bwana Ndisii.
- (e) Mbesa ikaiawa nakwoswa ni andu aa:-
 1. Chairman, mwene kabila
 2. Treasurer, mwili wa mbesa.
- (f) Atumia atatu ma Committee ya kila kyen_o makakomanaa na nzama ya Committee ya avisi ila nene (H.Q.) kila myei itatu.
11. Eembwa mu-member akenda kuuma wiwanoni uu, ndatonya kutungiwa ona vanini kilungu kila wimbwa aumitye.
12. Muungamii kana musyiisya wa muamba uu ni Bwana Ndisii, Municipal Native Affairs Officer na matisii ma kundu kwonthe kula twiithiawa na syengo.
13. Miao ino nitonya kualyulwa kana kwongelwa o kila ivinda.

.....

Aa nimo atongosya ma Muamba uu wa Akamba Union.

Mr. Joseph Nzioki Katithi..... Chairman.
 Mr. William Kimilu Kioko..... Secretary.
 Mr. Jonathan Nyumu Paul..... Asst. "
 Mr. Jonathan Nzioka Kasema..... Treasury.
 Mr. Moses Mbithi Nganga..... Asst. "
 Mr. Philip Muinde..... Kiselu kya mbesa. Auditor.

Atumia ma nzama nimo aya:

Mr. Joseph Mumina.
 Mr. Gideon Mati.
 Mr. Daniel Muthama.
 Mr. Daniel Matheka.
 Mr. David Mutisya.
 Mr. John Kilonzo.
 Mr. Joseph Kinyoli.
 Mr. Rufas Ndiku.
 Mr. John Nzinga.
 Mr. Stephen Ndunda.
 Mr. Teofil Kibila.
 Mr. David Kaleli.

Nzama nini ya Akamba Union Sub-Committee.

Kwonderu wa Akamba Union kwithiwa na mawia maingi nikwanyuviwe nzama ino nini Sub-Committee undu wa kutethya wia wa kukwata aka ala mekwithiwa mayanganga kuu Nairobi matena wia me kutethya na kwinukwa kwoo. Nzama ino yina atumia ikumi 10 na yambiliile mwei wa January, 1945. Wia wayo hikukwata aka na eitu ala mekutoloka na kuka kwangangaa kuu Nairobi maikuna wia wa Umalaya. Yila makwatwa no muvaka kusikatwa kwa Bwana ndisii na kwinukwa kwoo misyi. Kitumi kya kwenda kusilia aka maeke kuka kuu Nairobi nundu wa kusilia nthoni sya mbai ya Akamba nikana tutikawetwe na syitwa ithuku ni mbai ila ingi.

Aa nimo atumia ma nzama nini:

Mr. Jeremiah Mumo..... Chairman.
 Mr. John Kitonga..... Secretary.
 Mr. John Kilonzo..... Asst. "
 Mr. Philip Muinde..... Mutumia wa nzama.
 Mr. David Mutisya..... " " "
 Mr. Daniel Matheka..... " " "
 Mr. Gideon Mati, Mr. Joseph Nzioki Katithi..... Atumia ma "
 Mr. Rufas Ndiku, Mr. Joseph Mumina..... " " "

THE AKAMBA UNION

8

REPORT YA SECRETARY.

Mbitikiliyai anasasa ninwonic kya ndeto nguvi wia wa muamba uu kuma yila wambiliili mwaka wa 1938 kuvika umunthi matuku 4.345. Sisiyai nesa nimukwona kila mwaka ninonabitye wis wavo.

MWAKA WA 1938. Mwaka uu mweli wa July motuku miongo ili 20th, July 1938 niwo kyama kii kyambiliiliye. Muthenya usu kwai na ikomano inene nyumbani ila yitawa Pumwani African Memorial Hall, Nairobi, na munthi usu niwo atongosyo ma wia moonic syitwa ya Akamba Social Club, yaiile kusilyulwa na kwitwa The Akamba Union. Mwakani usu wa 1938 niwo ithokoo sya kau syambiliiliye, na ondu mwili nyumba yakwata mwaki maundu ala anga onthe nimambaa kula mwaki usu ukamba kuvawa. Otou nasyo ithokoo isu sya kau syaumila masuonio onthe ma kilo mundu melika kauni. Veti undu ungi na munene ndonyo kamutavya wimbwa wosasyaka kwikika mwakani usu.

MWAKA WA 1939. Mwaka uu wai undu wai utonye kwikika nundu niwo kyau-manite ki, ateo mavalua mavuthi maondikiawa e mundu na mundu, nundu wa Akamba kwiyunye kutetheesyo Mstumbi waitu kuvua kumaithe, wia uu wamba kuungama.

MWAKA WA 1940. Nthini wa mwaka uu mweli wa April niwo Bwana President munene wa kyama kii wambiliiliye Bwana Ndisii wa Nairobi valua amonetye kana Akamba na Nairobi ninambiliiliye kyama kya Akamba Union, na nimec-nda kyama kii kimonyiko Silikalili na wia wakoo. Bwana Ndisii amusungia amwila kana wa ndenondu kyaka kyu kya Akamba Union nikitonye kuendee, ateo kakamba ki kya kuteta na Silikalili ambwa ondu himelika kyamoni na maunya mbesa, makonengowe receipt, atwa atongosyo na kyama kii maktekila miao isu, wa ndenondu na amu kiondoo. Itina wa Bwana Ndisii kwitikila kyama kii, nitwambiliiliye uvoo uu nthini wa ikaseti yila yitawa Baraza ni kana kila Mukamba akasomaa, leu niyo nzia tawonie itonyo kumanyithya ondu onthe uvoo wa kyama kii. Itina wa myei mivuthu, nitwo- nia Akamba mambiliiliye katuondikia mavalua mitukulye uvoo undu uiliyi, na aingi nimalikile. Nthini wa mwaka uu, nitwatetheesyo kau na Silingi miongo itatu 30/-.

NATIVE ADVISORY COUNCIL. Kyama kii kyambiliiliye mwaka uu wa 1940. Date wa kyama kii ni kuisiye maundu na ondu au ala mokolaa masyi wa Nairobi. Akamba ala manyuviwe ngali ya Akamba Union nimo aya:-- Mr. Benjamen Kimwele Paul, ni mwanaka wa Kitui, na Mr. William K. Kioko, mwanaka wa kuya Masaku.

MWAKA WA 1941. Kuli undu munene ndonyo kamwonia wimbwa waikika mwakani usu ateo Bwana Ndisii niwo watunengie mwanja wa kadada kuisiye asikoli na Akamba visitali ya No.1 General Hospital ala mokitiwe kauni. Ni ngulilikana musikali umwe wa osu swau watwiye kana wa aliko Visitoli isu ndona mundu wuka kumusiyo indi kuseng'a kwake kwai undu wa kwona nguthu ya Akamba yukite kumusiyo. Atukulye ni wendo mwau watukwatie Akamba na Nairobi kwendana muno wionou. Nitwamwoniye kana kindu kiu kyatukwatoniye muno wionou ni Muamba wa Akamba ula witawa au kwa syitwa yingi Akamba Union. Nitwar onisiye kana mundu alika muambani uu, oumasya silingi itano 5/- Musikali usu niwaumisiye silingi isu itano, na asya ndokolwa nundu usu, na yila ukenuka kuma kauni nukenda kwonono na nzama isu ya Akamba Union.

MWAKA WA 1942. Motuku 30.11.42 nitwambiliiliye Bwana Ndisii wa Nairobi valua tumukulitye atwikiliye twimbwa na Mukamba nthini wa nzama ya makuani ila yi kuu Nairobi, nako atusungia atwila kana makuani na Akamba Nairobi ni mahini mayanie kwimbwa na musili Mukamba ivindoni yiu, na yila ukona vena ufhei na kwimbwa na Mukamba kukaotavya.

MWAKA WA 1943. Undu wa kwona aka na Akamba mayuka masyi wa Nairobi kwa kwikalaa na nzia ite nzoo, nitwambiliiliye Bwana Ndisii atunenge utonyi wa kumkwatoo na kumwukyo. Itina usu yionda kumwonya kana nitwopkwatie na vinya na twove vanya na anene maitu, na wia usu niwondoe nesa o kuvika umunthi. December 21.12.43 Bwana Jaji niwatuondikie valua undu wa kiondoo kumwaka na Mukamba kakwotite nundu wa kuya, na tondu kumwaka kau kii kanini muno cona ndalwe ni ukova usconitite mbai yoo Akamba, nitwondikie mundalet waitu Secretary valua undu wa kuthi kwasa kumwaka kau, na yila muondiki waitu waendie, nitwotaviwe uvoo wa ungi wa kavisi kau, na cewa naithi nako,

THE AKAMBA UNION¹.

Aînés, hommes, garçons, femmes et filles, et tous ceux qui sont venus ici aujourd'hui, je veux vous adresser mes remerciements les plus sincères d'avoir répondu à notre appel, comme les membres de son clan, ses voisins et ses amis, répondent à l'appel de celui dont la maison est en feu. C'est ainsi que vous avez répondu à notre appel, nous les membres de l'*Akamba Union*, qui est aussi votre appel car nous appartenons tous à la même *union*². Quand on réalisa l'importance de cette association, beaucoup de gens se demandèrent quelle était la meilleure façon de l'organiser, comme moi, qui est l'un de ses membres fondateurs. Chaque fois que nous nous rencontrons, les gens nous demandent habituellement cette même question, les membres qui participent à nos réunions peuvent en témoigner. Je peux vous garantir qu'avant que vous ne partiez aujourd'hui, vous saurez et connaîtrez les raisons de l'homme qui lança cette association.

LES ORIGINES DE L'AKAMBA UNION.

Cette association fut lancée par un homme qui pensait qu'un pays sans unité ne peut pas se développer complètement. Eliud Mbithi Mukeka, alors qu'il résidait à Nairobi en 1937, avec trois autres de ses amis, se demanda comment il serait possible d'avoir une association pour les Kamba qui s'appellerait l'*Akamba Social Club*. Ils trouvèrent que c'était une bonne idée et quand ils se réunirent à nouveau en novembre 1937 ils décidèrent d'en nommer les leaders :

M. Eliud Mbithi Mukeka - Fondateur
M. George Matheke Nthonzwe - Président
M. Peter Mwau Mulinge - Secrétaire
M. Mati Nzioka - Membre du comité

Avant que nous ne puissions lancer la première grande réunion, Eliud Mukeka fut transféré de Nairobi au bureau du DC à Naivasha. Fin novembre, l'association fonctionnait quand même déjà très bien et nous organisèrent finalement la première grande réunion le 31 juillet 1938 au *Memorial Hall* de Pumwani, au cours de laquelle nous révélèrent publiquement nos objectifs. Quand la guerre commença nos activités se relâchèrent car toute l'attention de la population était fixée sur le combat contre l'ennemi. Mais en 1940 nous rencontrèrent le DC de Nairobi qui écrivit au DC de Machakos et notre association fut enregistrée. A cette époque notre chairman était Erastus Ndunda Kania et notre Président était Andrew Kituna Mumo, et ce, jusqu'en 1944.

Aujourd'hui notre association a plusieurs branches, dont la première a été lancée à Kisumu, ce dont nous pouvons être fier, nous les Kamba qui avons décidé de nous unir, et d'ouvrir des branches dans tout le pays. Je tiens tout particulièrement à remercier notre secrétaire, notre trésorier et ses assistants de même que tous les membres du comité, je veux les remercier pour leur excellent travail, qu'ils ont inlassablement répété. Main dans la main, je tiens aussi à remercier de leur aide les DC de Machakos et de Kitui avec nos leaders des *Local Native Councils*, et je voudrais

¹ Nous avons traduit la version anglaise de la traduction présentée par notre assistant de recherche en essayant de revenir autant que possible sur le texte original mais sans vérification sémantique et lexicale systématique. Elle ne peut donc faire autorité et nécessiterait sans aucun doute d'être revue par un spécialiste.

² En anglais dans le texte original. Il est vraisemblable que le mot *union* anglais, emphatiquement repris dans le texte en kikamba renvoie à plusieurs niveaux de sens dont l'association formelle bien sûr et l'unité des Kamba prise comme un tout organique.

aussi adresser un remerciement spécial au DC de Nairobi et à l'officier des affaires africaines du Conseil Municipal, qui nous ont aussi aidés de façons variées. Je ne peux pas parler de toutes nos réalisations qui sont déjà nombreuses, car je voulais seulement vous renseigner sur l'origine de l'association.

Vous ne devriez pas attendre, rejoignez cette association afin d'aider notre peuple et le gouvernement. Cette association ne perd pas son temps en déclarations inutiles mais se préoccupe surtout du développement de ses membres.

J.N. Katithi
Chairman

Avant de dire comment l'association a commencé, je vais vous en préciser le règlement qui est impératif pour chaque membre voulant y adhérer.

REGLEMENT

AKAMBA UNION : LE SENS CES MOTS EST L'ASSOCIATION DE NOS PARENTS

1. Cette association est ouverte à tous les Kamba.
2. Le but de cette association est d'aider ses membres qui sont dans le besoin, et de les assister quand l'un d'entre eux décède ou connaît un décès dans sa famille. C'est la tâche de l'association d'organiser l'enterrement des morts.
3. Le travail de cette association est d'organiser la bonne entente avec le gouvernement. Le comité a le pouvoir d'exclure tout membre qui fait de la politique et se montre hostile à l'égard du gouvernement.
4. (a) Si l'un des membres a un enfant ou une fille qui est déclaré apte à l'éducation supérieure, i.e. l'école secondaire, l'association apportera son soutien à cet enfant.
- (b) Si un membre est malade, ou sa femme ou son enfant sont malades, l'association contribuera financièrement pour essayer de les aider.
- (c) Si l'un de nos membres doit participer à la construction d'une école et demande à l'association de l'aider, elle le fera du mieux qu'elle peut.

5. ADHESIONS.

On devient membre en payant un droit d'entrée de...	Sh	5.0
et une cõtisation annuelle de...	Sh	3.0
On peut devenir membre à vie en payant une cõtisation de...	Sh	20.0

Si quelqu'un paye Sh 20.0, il n'aura pas besoin de payer Sh 3.0 tous les ans car il dispose d'une adhésion à vie.

6. MEMBRES DU COMITE

L'association a quatorze membres du comité qui sont en charge de l'organisation et de l'administration.

7. REUNIONS.

Le comité se réunit une seule fois par mois mais le secrétaire a les pouvoirs de convoquer une réunion chaque fois qu'il le juge nécessaire. Il le fait seulement s'il constate que des questions demandent une attention particulière. Une assemblée générale se réunit tous les six mois.

8. ELECTIONS DES NOUVEAUX DIRIGEANTS.

Les dirigeants sont réélus tous les ans, mais quiconque peut être réélu si son travail a été jugé recevable et qu'il a été félicité par les membres de l'association.

9. ARGENT.

- (a) Il est impératif que les membres reçoivent un reçu lorsqu'ils payent leur c  tisation. Chaque reçu doit porter le nom de l'association.
- (b) Le trésorier a le droit de disposer de Sh 30.0 avec lui tous les mois pour les cas d'urgence ou pour toute situation demandant de débourser rapidement une somme d'argent alors qu'il ne peut se rendre à la banque.
- (c) Tous les livres de compte doivent être maintenus à disposition à tous moments pour pouvoir vérifier qu'ils sont bien tenus.
- (d) L'association aura un auditeur général qui vérifiera toutes les opérations. L'auditeur a l'autorisation de consulter les livres de compte à tous moments mais devra délivrer un rapport financier sur la situation de l'association tous les six mois.

10. BRANCHES.

- (a) Toutes les branches doivent suivre les directives du bureau central.
- (b) Tout l'argent collecté au sein des différentes branches sera amené au bureau central pour être conservé. Chaque branche a le droit de conserver une certaine somme en permanence pour pouvoir répondre immédiatement à un besoin. S'il y a un travail important à faire et qu'il nécessite beaucoup d'argent, le bureau central chapotera cette opération et fournira l'argent nécessaire à la branche concernée.
- (c) Toutes les activités des branches seront vérifiées par des auditeurs tous les six mois pour le bureau central. Les branches auront leurs propres auditeurs.
- (d) Tout l'argent de l'association et de toutes ses branches sera versé sur un compte auprès de la *Barclays Bank* dont les relevés seront gardés par le DC.
- (e) L'argent pourra être versé et retiré par les membres suivants :
 - le chairman.
 - le trésorier.
- (f) Trois membres des comités de chaque branche auront une réunion avec membres du bureau central tous les six mois.

11. Si un membre décide de quitter cette association, il ne sera pas remboursé de sa c  tisation et ne recevra aucune compensation pour l'argent qu'il aura versé aux projets de l'association.

12. Le supérieur direct de cette association est et sera toujours le DC, l'officier municipal en charge des affaires africaines et tous les DC des zones ou nous opérons- i.e. des districts où l'association a des branches.

13. Ce règlement sera l'objet d'amendements et d'ajouts le cas échéant quand le comité décidera que c'est nécessaire.

Les personnes suivantes sont les leaders de l'association appelée *Akamba Union* :

M. Joseph Nzioki Katithi...	Chairman
M. William Kimilu Kioko...	Secrétaire
M. Jonathan Nyumu Paul...	Secrétaire adjoint
M. Jonatha Nzioka Kasema...	Trésorier
M. Moses Mbithi Nganga...	Trésorier adjoint
M. Philip Muinde	Auditeur

Membres du comité.

M. Joseph Mumina.
 M. Gideon Mati.
 M. Daniel Muthama.
 M. Daniel Matheka.
 M. David Mutisya.

M. John Kilonzo.
 M. Joseph Kinyoli.
 M. Rufas Ndiku
 M. John Nzinga
 M. Stephen Ndunda.
 M. Teophile Kibila
 M. David Kaleli.

Sous-comité de l'Akamba Union.

Etant donné le nombre des activités dont l'association a la charge, un sous-comité a été créé pour s'occuper particulièrement de la criminalité à Nairobi causé par les femmes, i.e. son but est de limiter la prostitution des femmes kamba à Nairobi en les empêchant de se rendre en ville. Ce comité a dix membres masculins et fut mis en place en janvier 1945. Son travail est d'arrêter les femmes et les jeunes filles qui se sont enfuies de chez elles et qui n'ont pas de travail, pour les empêcher de commettre des crimes et de se prostituer. Quand elles sont arrêtées, elles sont ammenées au DC pour répondre de leurs méfaits puis sont renvoyées chez elles. L'objectif principal de cette mesure est d'empêcher les femmes de venir à Nairobi et d'éviter la honte et les frustrations que la communauté kamba peut souffrir en raison de cela. De nombreuses tribus nous accuseront de ne pas avoir de morale si nous n'empêchons pas nos filles et nos femmes de venir à Nairobi.

Les personnes suivantes sont les leaders du sous-comité :

M. Jeremiah Mumo...	Chairman
M. John Kitonga...	Secrétaire
M. John Kilonzo...	Secrétaire-adjoint
M. Philip Muinde...	Membre du comité
M. David Mutisya...	"
M. David Matheka...	"
M. Gideon Mati...	"
M. Joseph Nzioki Katithi...	"
M. Rufas Ndiku...	"
M. Joseph Mumina...	"

THE AKAMBA UNION

RAPPORT DU SECRETAIRE

Mes chers frères, laissez-moi vous présenter le travail que cette association a réalisé entre 1938, le moment de sa fondation, et le 4 mars 1945. Si vous m'écoutez attentivement vous réaliserez que chaque année est citée.

1938 : C'est cette année là, le 20 juillet, que cette association a été formée. Ce jour là il y eut une grande réunion à Nairobi, au *Pumwani African Memorial Hall*. C'est ce jour là que ses leaders décidèrent que le nom de cette association devrait être changé de *Akamba social club* à *Akamba Union*. La même année des signes avant-coureurs de la guerre apparurent et comme vous le savez, quand une maison prend feu toutes les autres activités sont abandonnées pour l'éteindre. Ce fut la même chose pour la guerre. Tous les attentions se centrèrent sur la guerre et la population arrêta de faire autre chose. Il n'y eut donc rien de décisif accompli cette année là.

1939 : C'est cette année là que le combat s'intensifia et rien ne put être fait si ce n'est quelques lettres qui furent envoyées à des autorités spécifiques. Comme notre peuple s'est porté massivement volontaire pour aider notre roi, toutes les autres activités furent stoppées.

1940 : C'est cette année là que le président de l'association écrivit au DC. Il écrivit au DC de Nairobi pour l'informer que les Kamba avaient commencé leur propre association et voulaient que le gouvernement en connaisse le règlement. Le DC répondit qu'il n'y avait aucun problème et que l'association pouvait poursuivre ses activités tant qu'elle ne devenait pas un parti politique, et que ses membres recevait un reçu pour tout argent collecté. Si les leaders de l'association se conformaient à son règlement et aux lois du pays, il n'y avait aucun problème. Après que le DC eut consenti à notre demande, nous décidèrent d'en informer tous les Kamba en publiant une annonce dans le journal *Baraza*. C'était la seule solution pour que tout le monde connaisse notre association. Après quelques mois nous commencèrent à recevoir des lettres de personnes se réjouissant de cette bonne nouvelle, nous demandant quels étaient nos activités et voulant devenir membres. Cette année là nous avons aidé à l'effort de guerre en contribuant Sh 30.0.

NATIVE ADVISORY COUNCIL : Ce conseil fut lancé en 1940 pour organiser les affaires des africains vivant dans la ville de Nairobi et les membres de *Akamba Union* qui rejoignirent les représentants des autres groupes ethniques furent les suivants : M. Benjamin Kimwele Paul de Kitui et William K. Kioko de Machakos.

1941 : Il n'y eut pas d'activité particulièrement mémorable cette année là si ce n'est que le DC nous a autorisé à rendre visite aux leaders kamba blessés pendant la guerre à l'hôpital général n°1. Je me souviens de l'un des soldats qui nous fut présenté. Il dit que depuis qu'il avait été admis à l'hôpital, personne ne lui avait rendu visite et à sa grande surprise, c'est un groupe de Kamba qui vint à lui. Il

nous demanda quel type d'amour nous, les Kamba de Nairobi, nous avions développé pour être aussi unis entre nous. Nous lui répondirent que ce qui nous unit tant c'est notre association, l'*Akamba Union*. Nous l'informèrent que pour rejoindre cette union il fallait payer Sh 5.0, ce qu'il fit, en disant que quand il serait libéré de la guerre et rentré chez lui, il demanderait à voir le comité de l'association.

1942 : Le 20 novembre 1942 nous écrivîmes une lettre au DC à Nairobi, lui demandant d'avoir un Kamba nous représentant au tribunal de Nairobi. Il nous répondit que les cas de disputes ou de crimes avec les Kamba étaient si peu nombreux qu'il n'était pas nécessaires qu'ils aient une représentation permanente, mais que si jamais il avait besoin d'un aîné kamba, il nous le ferait savoir.

1943 : Voyant les femmes kamba quitter leur foyers et venir s'installer à Nairobi de façon indues, nous avons demandé la permission au DC de pouvoir les arrêter et les renvoyer chez elles. Nous l'avons fait très sérieusement et très systématiquement, en accord avec nos leaders, jusqu'à aujourd'hui. Le 21 décembre 1943, le juge nous écrivit à cause d'un garçon kamba qui avait été arrêté pour vol mais qui était trop jeune pour être emprisonné. Il pensait que la meilleure chose était de nous contacter et écrivit au secrétaire pour qu'il vienne le chercher, ce qu'il fit après avoir été informé du délit. Je ne peux pas vous dire de façon exhaustive tout ce que nous avons fait mais je voulais seulement vous donner quelques exemples.

Annexe 2 :

Mukamba.

(Vol. I, n°1, Nairobi, Août 1945)

Premier et sans doute unique numéro du magazine publié par l'*Akamba Union*. Distribué à ses membres et aux anciens soldats après la guerre.

Copie de l'original en kikamba. p.16

Contenu des articles. p.28

MUKAMBA

16

SOMA
MUKAMBA
KILA IVINDA
AKUTAE



Ikaseti yū ya
Mukamba yikaumaa
imwe kwa mwei.

Thoowa ni masandi
miongo ina, Cts. 40.

Licence No. 1305.

Vol. I. No. 1.

NAIROBI, August, 1945.

Thoowa: 40 Cents.



UMAALA THOME UTAWA.



Weteele ki Ndulike Muambani wa Mbaenyu ni Kana Mukusye Vamwe.

AKAMBA UNION

PRINTED BY: THE REGAL PRESS, OPP. FIRE STATION, VICTORIA STREET, NAIROBI.

NAIROBI, August, 1945.

My Country People Wakamba,

It gives me much pleasure to have this opportunity of sending you my hearty greetings through this newly born Mukamba paper ever printed in our own dialect. This paper has been started during the time when Mukamba has awakened from persisting sleep, and has realised the duties which he owes to his country. The paper is yours, and news which will be printed in will all be in Kikamba so as to enable each and every one of you to read and understand its contents without difficulties.

I am sure that you have been lacking news of various locations in your Province' as well as other countries. This has been due to lack of communications. To-day 'Mukamba' has opened that way of communications, and promises that he will keep it open in future.

I am sure you will all welcome this paper, and you will send in for publication as many news as you can collect, one thing therefore I should like you to do is that any time you are sending in news for publication, please see that you write distinctly, and all written in Kikamba.

To say the fact, each and every one of you to-day is talking much of your country about its progress, and I am sure none of you is ever satisfied, each one seems to blame the other, and I wonder as with whom the fault lies? I want you to take it from me that the progress of a country depends on its people, and don't expect anybody else to uplift your country. The only means that can uplift your country is by means of unity which is very much lacking in you. Our forefathers who have passed away peacefully, had very strong unity. Anyone of those ancestors who had a house to build in those days, had it done in no time because of the support of others, to-day

NAIROBI, August, 1945.

Mbaitu,

17

Nina ndaia na utanu mwingi nundu wa kwona kavinda kaa kanini nikana nimukethye nthini wa Ikaaseti yii ya mbee kuandikwa na kithyomo kitu inywo-onthe vala mwavika mundu weetwa Mukamba wi wiani note wiani.

Kitumi kya kwambiliilya ikaseti yii yitwa Mukamba, nundu wa kwona kana yuyu mbai ya Mukamba niyendie kuthi na mbee kwa nzia syonthe ila itonya kukilya nthi, na ikaseti yii niya kumokomanisyaa inyontha vamwe kila kivalo kikamanyaa undu kila kingi kiendee maunduni. Ikaseti yii yikaumaa imwe kwa kila mwei, na movoo onthe makaa-andikawa kwa kikamba, ni kana kila umwe akesomeaa ateona thina.

Nina muikiio kana ikaseti yii muka-yenda, na mukaete maundu maingi ni kana maandikwe, indi nimukulya na kumwisuva ni kana mukaetae maundu onthe kwa kithyomo kitu Kikamba, kwianana otondu namwonja kana kithyomo kila kiandikawa vaa no kikamba.

Ndiuneena ta ni nthini wa iliko syenyu, indi ninisi ki kana matuku asu mekukia kila umwe wenyu nukwikala aikulya Ukamba ukokilwa nikyau. Indi nienda kumwia atii Ukamba ndukokilwa ni mundu ungi ateo inywi ene, indi kila kikokilya nthi yaitu, ni muamba, na muamba usu uyimbwa ni mulumu ki, ona kuvikia muamba wa andu ala ma tene. Andu asu mai na muamba uilyi ata, aingi nimatonya kukulya uu, ningwenda umwonja vanini undu wailiyi. Ningusi kana umunthi nimwiyonee na metho menyu ikumbi yiyakwa matuku maingi ni mundu na muka. Mukamba wa tene aakaa ikumbi kuma kioko kuvikia kata mbanga, na sua yekya nzeve iveti nasyo iikita. Ivinda yu ya tene undu wa kwimbwa na muamba vai wia wa musyi watethawa nimwene eweka. Ona ti uu woka, andu asu nimoombanasya ita syi

when you became civilised, one takes so many days before a house is completed, because he has no one else beside his wife to give him a hand. And not only that, they were warriors and had armies with full commanders ready to invade any tribe. They did not die like an ox in a stall, but they left fame of which you are proud to-day.

You new generation, if you vanish from this world, to-day, what would you leave for your children and grand children? Is it nothing else but shame?

My dear Country people Wakamba, if you really realise that our country is far behind comparing with the neighbouring countries so far as the progress of a country is concerned, please get unto the job and let us unite together in promoting the standard of the progress of our country.

vinya sya kukita na mbai ila ingi, na ita isu syai na okitithia oundumwac na ita ila syikwo matuku aa. Aa umae asu maitu, onavala nimakwie, mayaakwa mana, nimatiie meeka maundu manene. Ithyi umunthi usyao ula twikiite kitonyeo, tukakwa tutia kyayu kwa nzyawa situ?

Ngiminukilya nienda umutia na kyo kimwe kii kya atii we Mukamba wisi. kana nthi yaitu niyaukilwa, nduketeele yukilwe nangi, tukwatanilei ithyoonthe tukiliie nthi yaitu, navai nzia ingi ya kukwatana kuu ateo kwa nzia ya muamba.

Ve ngelekanio imwe yaasyaa kana nzuki nundu wa muamba wasyo nisyu-suasya mwatu mawa o vandu va matuku manini. Ona ningi tumiti twingi twove-aniwe vamwe ni vinya muno kutulwa ni mundu, indi ke kamwe nuvuthu kutulwa, kwondu wa uu twithiwei na muamba ithyoonthe.

M U A M B A

Muamba ni vinya wa mbai. Ngelekanio nyingi niutwonia vya kana uu niwo. Ngelekanio imwe nzeo nitunonie wia museo wa muamba, nthini wa kau wa Nzeleman na Mungelesa undu wa kwim-bwa na muamba na mbai nyingi, nunakuie Nzeleman. Ngelekanio ingi ni ya nzuki na maui. Kila umwe wenyu niwisi ki kana tusamu tuu twi muamba, nundu tunavolowa ila tumbanie vandu tuikuna wia kana nzama yatwo niasya wienda kukuwa nitwo unyale. Naindi nimukulya atii mbaitu. ngikulya nio Mukamba tenyu, muamba ithyi Akamba nitui? Ningwisungia na kwasya kana Mukamba wa tene ila utai anamba kwikia kitonyeo ai na muamba, ona aingi menyu nimwisi kana uu niwo. Indi ila Mukamba weekie kitonyeo, nowo waaie muamba. Niki na mbai nzau niyo yatuetee kitonyeo na yina muamba. Kwa tuisisyei nesa ki natwiona kana tuivala tuungie. Tui

Akamba ki, tui Asunguni ki, twi kati wa Mukamba na Musungu, na nitondu wonaa kindu kikusanawe. Yuyu vu tui twi thinani ki, nundu tuina muamba na Musungu ki, onake Mukamba tuina muamba nake.

Undu wambiliilawa no mundu umwe, noyisa kuuna andu onthe. Ta myaka nyaanya mivituku, ve mundu weesililye muno, na oona kana Mukamba niwailwe kwimbwa na muamba, nundu niwamanyaa ki kana mbai itena muamba nditonya kukusya. Tondumwisi oundu mawia meania vinya mayambiliilwa, mesilya asu make nimaendeeie omaimanyika anduni, na itina mesa kwithiwa mai mesilya maseo matonya kuuna mbai ya Mukamba. Muamba usu niweetiwe The Akamba Union nawambiliilye Naroibi. Otondu mwisi Silikali iyuka nthi ino ndyauka yakite misyi minene, yambiliilye

1
2
3
4
5
6
7
8
9
10
11
12
13
14
15
16
17
18
19
20
21
22
23
24
25
26
27
28
29
30
31
32
33
34
35
36
37
38
39
40
41
42
43
44
45
46
47
48
49
50
51
52
53
54
55
56
57
58
59
60
61
62
63
64
65
66
67
68
69
70
71
72
73
74
75
76
77
78
79
80
81
82
83
84
85
86
87
88
89
90
91
92
93
94
95
96
97
98
99
100

okavola, na umunthi niyeelumilye vyu nayaaka misyi ya kutinika Otou nawo muamba uu wa Akamba Union wambiliilye kavola, otondu mwisi kana muti museo wavandwa niwikalaa muno uyisa kusyaa.

Mwaka wa 1941 niwo muamba uu wambiliilye kutamba, mbeu ya mbee yambie kuvandwa Kisumu ti undu wa andu ma Kisumu, indi nundu wa Akamba maitu ala matwie kwo maithukuma. Mwei wa March, 1945, mbeu ya keli yavandwa

Tawa, Kiteta Location, na nthini wa mwei usu mbeu ya katatu yavandwa Tala. Mbeu ya kana niyavandiwe Iveti nthini wa mwei wa April 1945. Mbeu isu syonthe ivanditwe nthini wa District ya Machakos.

Nina muikiio kana mbeu ino nzeo ikavandwa Kitui District nthini wa matuku manini mokite. Na indi niasya ila mbeu ino yiusua Ukambani wonthe, niasya Mukamba akeembwa atonya kumanya vala uungie.

MUKAMBA

Akaumaa imwe kwa mwei.

Museuvya ni E.M. Mukeka.

Mavalua onthe maetawe kwa Muandiki wa Mukamba.

E.M. Mukeka, P.O. Box 756, Nairobi.

Ethwa mundu nukutwaiwa ikaseti yii na Vosta vandu va mwaka muima ni 5/- na aitwaiwa vandu va mwei umwe ni sumuni.

Momanyithyo.

Ethwa mundu nunukwenda kutavaniwa maundu aa:—

Isyawa, kikwu, mitwaano, mbathi sya kila mithemba, kindu kyau, kukulya wia ndeto, 30 ni 2/50 na syavituka vau kila ndeto no sendi ikumi.

KILILA

Inywonthe nimuvithitwe thaavu ula utenekee. "Ithukiisyei nimutavie." Tene kwai vandu vamwe vathei vamosu vata-measya kindu nundu vai o kithangathi kithei. Andu aingi nimakinyangilaa iulu wa vau na kutethasya wia mwingi maimantha kana nimona kundu kuseo. Na indi muthenya umwe mundu ambiliilya kusu-

ania na kwinza kuu kithangathini kiu na oona nthi nou yina thaavu.

Ndeto yakwa ya muminukilyo kwenyu ni ino, nimwaile ni kumanya kana ula Mwene ui na vinya wonthe ndaamuvata maundu ainenga andu ala angi ivindani yila waanasya, Vinya ula wi nthini wenyu nutonya utuma mwona maundu maingi manene ethwa nimukuvetanga kuasa kiwiu na mwiendo.



E. M. MUKEKA.

Kwa Muandiki wa Mukamba, Nairobi.

Ni ngwiwa muyo muno nundu wa kutumanyithya kana kukeethiwa na ikaseti yii ya Mukamba yandikitwe na kithyomo kya Mukamba. Kwondwa wa uu ni nguukulya kana nutonya kumbonea mwanya nthini wa ikaseti yiu yaku ni kana nineenanie na eitu ma Mukamba.

Alilii eitu ma Mukamba inywi mwiona tuiva umunthi? Nyie niona twi itina muno kute eitu ma mbai ila ingi nthini wa maundu maingi. Kitumi kya twithiwe twi itina uu ni kyau na niasya timo mena kiliko kutuvituka? Vangi no kwithiwa eo utulu witu ithyi eitu ma Mukamba kana o ikindu ni kyau-i? Nyie niona kitumi no ithyi atulu na endi ma motanu ma mana matena utethyo kwa mbai yaitu.

Nienda kumukulya atii, ko mulilwe kana no ithyi twitwika iveti nzeo sya misyi na aungamii ma mbai yaitu ivinda yiu yukite? Tukatonya ata kuungamia misyi yaitu ethwa tuikwithingiisya na umiisyo maunduni onthe? Kwa tusisyei na tuyikulya ene atii kwina eitu meana umunthi ma Mukamba ala mavitukite "Primary" niasya maitonya kuvika miongo ili. Ame eitu maia isu ti nthoni nene muno kwitu ithyi eitu ma Mukamba kwithiwa twi itina uu? Kwa sisyai ona vaii mwiitu umwe waitu uvitukite "Lower Primary Teachers" ona ningi vaii umwe waatata kuvika Alliance High School. Kisomo kyalikile nthi ya Ukamba tene na twaile kwithiwa twi mbee, indi yu ni ithyi twi itina. Kwondwa wa uu tuekei ukilasya mwiitu avika Std. III akona niwianisye kisomo, manyai misyi ya ivinda yiu yukite ndiithiwa itonywa ni mwiitu wa Std. III nudu aingi mavika Std. III masuaniaa o kutwawa namayulwa ni kwi-manyisya maundu ma vata, manyai kana misyi ya ivinda yiu yukite ikeethiwa misyi miseo yina mawanake na kundu kwina syana nyingi ikwenda kumanyiwa mwikalo museo wa kikio kya Ngai na

maundu asu makeethiwa mayenda iveti syisi muno maundu ma musyi, na vaii angini ni ithyi tweteelwe ni maundu asu. Tuekei kwenda kwika maundu mathuku ala me kwiwithya asyai maitu woo ona ningi matena utethyo kwa mbai yaitu. Tukilanie kisomo na eitu ma mbai ila ingi nundu timo mena kiliko kutukila. Ithyonthe ala yu twi sukulu kavindani kaa tusindanei ni meana ala me kusoma movaka mavike "Alliance High School" na nimeana ala mekuvikia "Lower Primary Teachers" nikana tusomethye syana sya mbai yaitu syuive ieke kutiwa itina. Tusindanei na ivisi sya Mukamba tisyo syina iliko utukila. Twithingisyei tueke kutiwa itina na tuyiyikalya nesa movaka mbai ya Mukamba iwetwe na syitwa iseo nundu witu tuekei kutavwa ni motanu ma mana matekutwaiia mbai yaitu na mbee.

Eitu maia ethwa ninavitya ndekeai.

Ni nyie wenyu,

Grace Mwikali d/o Wambua.

Thika.

— MUKEKA MUMO —

NYUMBA No. 475 PUMWANI,
NAIROBI.

Uka vaa wenda kutumiwa kitonyeo
ona kiva, wenda kumanyiwa kutuma
na kyalaani.

MAUNDU ASU ONTHE NIMENE
TA MUTHENYA

NGEWA YA MUKAMBA

21

Yuyu nitwailwe nikusisya uvoo wa tene tene muno muvaka tuvike ivindani yitesikie ya naku tene muno, Aumae ma umae wa ithe wa Mukamba nokwo mai. Mai andu athangaau muno wiani wa moko, nimeetetheasya wia na moko moo ene, na mai asyimi aseu muno na athiani. Ngewa imwe nguu ila aumae ma umae wa Mukamba matavasya syana syoo yai ya useng'io muno. Makothaa kwasya kana ethwa nukutambuka ivinda ya utuku, no nginya ukomane na imundu yimwe inene yina kuu kumwe na itho yimwe. Syana sya Aumae ma umae wa ithe wa Mukamba syai ngumbau muno iyakiaa imundu yiu ona vala yai imundu ithuku muno yisyaitye mundu na kumuketee. Na indi twaendee nginya kuvikia ivinda ya ithe wa Mukamba ta muminukilyoni wa mwaka wa 1300 mbee wa kusyawa kwa mwana wa Ngai. Ithe wa Mukamba aatiaa ongelekanio oila sya ithe. Mavindani mothu nimakomanaa na amaitha moo na mayukita namo kau

munene muno, na kumakua na kutava indo syoo. Mukamba aamukaa kioko tene masang'ia na kuthyululuka wioo wa musyi wake kuisya kana ve amaitha me vakuvi na musyi, na nzamba ikitungilila kwasya, Mukamba niwaumaalasya mwaki thome na kwikala eteelete na kusyaiisya undu ula kuukia kuilyi otondu mukwona ailyi vaa ithanguni yii yi vaa mwambiliilyoni wa ikaaseti. Nimukwona kavisi kake kailiyi thome kayimanyisya undu ithe wikaa.

Ngewa ino niyakuamukya mesilya menyū nikana mulilikane undu Mukamba wai ngumbau na undu ula wai muthiani musco na mui, ona ingi ngewa ino mundu ula mui nikumulilikania na kumwonia nesa ki kuatia ngelekanio ya mutumia uu na kana kake nikana ivinda yii yitu tutate kutaana ovamwe na kutethya wia ula wi mbee waitu utweteetele ithyi na moko maitu kwianana nondu myaka ikukya.

AKAMBA SNUFF DEALERS ASSOCIATION

AFRICAN MARKET KARIOKOR, NAIROBI.

Twienda kumumanyithia kana twi athooi na athosya ma mbaki kuma Ukambani. Wia witu niwisikie ni Ndisii wa Masaku na wa Nairobi.

Tuthooasya mbaki ya kikamba ki, uka usame wiyiwie.

KUTETHYA WIA NA MOKO.

Muandiki wa Mukamba ni nguukulya kana nutonya kumbonea mwanya nthini wa ikaseti yaku nineenanie na mbaitu.

Anyanyawa makwa nina utanu kwona kavinda kaa kanini nineenanie nenyu nthini wa ikaseti yii ya Mukamba. Nimukulya atii, tene yila aumae ma umae maitu matwie kwo matetheawa mawia moo nuu? Usungio wiasya nimo metetheasya mawia na moko moo. Aume menzaa nthi na nthii, na nimatethasya wia mwingi na museo ivindani yiu yoo. Nimeyasuviasya misyi na makavaviia na kuthi kusyima nyamu ni kana mone nyama sya kuya, maundu asu onthe ni kutwonia kana mai andu athangaau na matethasya wia na moko.

Umunthi niasya maunbu asu nimaalyuku, andu mena ui mwingi na kwina maundu maingi ma kutethwa ni kana andu maendee na mbee, indi vamwe nauu we Mukamba nundu wa kwithiwa wi mundu muthangaau amuka eka utula ukila witethesye wia na moko maku ni kana wiyonee kindu kya ukuuna. Ivinda yila atumia mekaalaa thome nithelu, na vandu va kwikala thome andu meikala mavalandani ma nyumba. Wathi ula wainawa ivindani ya tene anake makaendaa itutoni na masindanoni, umunthi vandu va kwika maundu asu anake me mawiani ma mithemba mingi, na ivinda yila ivisi syatindaa ithauka na kuatha ndia yu syitinda ithauka mathau ma mithemba ungi ukwitwa muvila, ivinda yila ivisi syatindaa ikiithya yu syi tinda sukulu.

Yuyu undu wa kwona ki kana maundu asu ni maalyuku ni vandu vaku we Mukamba ulikye kwoko ngusuni wakie syana syaku sukulu na moko maku ni kana syone vandu va kutindaa syina utanu na kwimanyisya maundu ma vata ma ivinda yii twinayo. Nduketele utethewe wia mana ni mundu ungi ukila witethesye wia mwene na uitethya wina kithing' iisyo na ukoona utandithyo.

Kwina maundu maseo na m²²avata ma kutethwa na moko maku we Mukamba na ethwa ndukwitethesya maundu asu veii mundu ungi wi kutethesya. Maundu asu ni aa:—

- (a) Osa muo uimie syana syaku na moko maku nduketele mundu ungi.
- (b) Ita vuu mundani waku na moko maku ni kana munda unoe.
- (c) Osa iembe uteme mikao muundani waku ni kana ndukatwawe ni kiwu.
- (d) Vanda nyeki kundu kula kutena nyeki vau kwaku na moko maku.
- (e) Vanda miti ya kwakaa nyumba ona ya kunawa ngu sya kwota.
- (f) Vanda miti ya matunda ma kuisawa ni syana na ma kwitethasya namo na uitethya mawia ala angi na moko maku. Ethwa ithyonthe tukatethya maundu asu na kithing' iisyo, no muvaka twone mbai yaitu ikiendee na mbee ta mbai ila ingi nundu andu atulu kila ivinda yila andu ala angi mookila na kulika miundani yoo, itina asu atulu wia woo no kuendaa kila vandu maivoyaa liu, indi we Mukamba ndwi mundu mutulu wi muthangaau na uyenda nutonya kwitethesya wia ukaseng' ia andu ala angi. Yii ni ivinda yaku ya kutethya wia tethya yu.

Ni nyie wenyu,
John Kitonga.

4th July, 1935,
Nairobi,

UIMA WA MBAI

23

Kwa Muandiki wa Mukamba,

Mbitikilya kuandika ndeto mbuthu ite mbothu nthini, wa ikaseti yii yaku yila niwite na mawii kana yii ndii wa kulea kuma. Niasya ndeto ii syakwa nitonya kuuna Mukamba ula usyaitwe na kiliko kiseo.

Mbaini syonthe iulu wa nthi ino tui ila yasuania kana nundu useo na wa vata kuendea mbee nesa maunduni, kwi maundu mana ala yambaa kuveta mbee wa kuendea ni kana itonye kukusya imwe maunduni ala mailu. Umuthi Mukamba niwendie kukusya aende mbee na mbee maunduni ma tenie na ma yuyu ala matonya kuuna mbai ya Mukamba. Indi tuyambiliilya kukusya nimukulya anaasa mumbitikilye nimuwetee maundu ala nyie mwene ngwona twailwe ni kumaveta, nundu nimo nonaa tamo matumie Mukamba anyaiika. Maundu asu nimo aa.

1. Kulea kutaiyana,
2. Kimena,

3. Nzuku;

4. Itomo,

Nina muikiio kana maundu aa tuka-maveta vyu, nitutoetie kukusya vamwe ki vate kutiana, na maundu ala onthe tutwie twonaa mevinyani tutonya kuma-tethia kwa uvuthu muno.

Ninikalite matuku maingi nzung'ete nundu wa kwikala tukomete, indi umunthi nina muikiio kana nituamukite. Nimuthaitha mbaitu tuika syoke tooni usu ingi. Twambiliilye kukusya vamwe na mbai ila ingi.

Niekela vau nundu kaniini nikavoasya nzaa, na mbee wa kuminukilya nina utanu mwingi ngooni yakwa nundu wa ikaseti yii ya Mukamba, nundu niyitwonee vandu va kukomaniasya mavata maitu.

Ninyie munini waku,
Mbolo Utaima.

Mwala,
10.7.45.

Kwa Muandiki wa Mukamba,

Nina utanu munene muno kwiwa kana nitwambiie kwithiwa na ikaseti yitu ithyi Akamba. Andu aingi nimeulilikana undu muamba wa Akamba Union wambilile. Umunthi muamba uu nuendee nesa muno na kutata kwiwanithya Akamba kila vandu. Maundu maingi tutanai tutonya kumanya yuyu tukamamanyiaa ikaseti yii yitu.

Ve ngalekanio imwe ya Akamba yaasyaa kana kutula kamuti ke kamwe nundu uvuthu muno, indi kutula tumiti twingi nundu wi vinya muno. Nitwailwe ni kumanya kana yii niyo ivinda yitu ya mbee. Kila umwe niwisi nzuki undu syikaa. Kwa wiwano wasyo nituaa mwatuni na

na itina wa myei minini nisyithiawa syusu-itye mwatu usu mawa. Mwiasya kethwa ni nzuki imwe nitonya kususya mwatu usu uki? Ona ethwa nikususya, mwiasya itonya kukua myaka yiana?

Yii niyo ivinda ya Mukamba kuamuka, na ni vandu va kila umwe waitu kuamuka atetheesye Mukamba vamwe na nthi yake. Ikaseti yii ni kwondu wa Akamba, na kila umwe niwailwe ni kuyisoma. Yii ni ikaseti ya kutaa Akamba, na kila umwe niwailwe ni utetheesya nikana yitonye kuendea matuku onthe.

Ni nyie wenyu,
John M. Malinda.

11th July, 1945.
Kijabe.

Ivindani ya tene ta vandu va myaka miongo itatu mithelu andu aingi ma mbai ino yaitu ya Akamba mayamanyaa vata wa kisomo ona vanini. Yila sukulu sya Silikali na sya Mission syambililye kulika kuu nthi ya Ukamba atumia aingi nima-leaa ivisi syoo iithi sukulu ikasome, o muvaka makaingiawa na vinya syana syoo iithi masukulu na muno muno ta masukulu ma Silikali, Mesilasya kana ethwa syana syoo ni kuthi sukulu nikwanangika na nthini wa kwisilya uu kwoo ene mayavitasya nundu mayai undu ungi meesi kuvituka vau.

Umunthi maundu asu mena kivathuk-
anio kinene muno, atumia maikuingiwa kutwaa syana syoo sukulu nimo me kwiyyendea, ivindani ya tene yila matendaa syana syoo iithi sukulu syana sya somaa mana ite, kindu ikuivia, indi umunthi yila mekwenda kusomethya syana syoo nimekumya mbesa makaivia kisomo kila matavawa masomethye syana syoo mana. Na kavindani kaa ukakulya kila mundu kana nunukwenda kana kake kathi sukulu, usungio wake ni ii, ningwenda muno. Andu mena wendi munene wa kwenda kusomethya syana syoo.

Nina undu umwe ngwenda kumukulya inywi asomi ala muusoma ikaseti yii, ve mundu utonya kuthi na kuu kumwe? Mundu wa kuu kumwe nutonya kusemba akatia mundu wa mauu eli? Indi ethwa usungio wenyu wiasya aie mundu ndatonya kusemba na kuu kumwe niki tukusomethya syana imwe tukalea kusomethya syonthe vamwe eitu na ivisi? Nundu yila tukusomethya ivisi syoka twiithiwa tuitata kusemba na kuu kumwe kula kungi kute kutambya ona vanini, kuu kutekutambya nikwo eitu. Kisomo kya aka nikyo kindu kya vata muno kute kya aume. Nundu kusomethya mwiitu nita kusome-

thya kivalo kiima nundu wa kwithiwa we mwene akatonyaa kumanyisya twana twake kana ethwa ti mutwae akasomethasya tulinae, nundu wa kwithiwa kaana kasyawa na kwiana kambililya kuneena mundu ula mambililasya kuneenania ni nyinya. Mbai nditonya kuthi mbee ethwa aka ti asomu.

Ekai kwasya eitu masoma muno makatethya wia wa ukalani naku? Musyi kwaku we ithe wa mwiitu kwi wia mwingi ukwenda makalani maingi indi mwitu waku ethwa ni musomu nutoetye mawia asu. Vangi nutonya kukulya mawia asu ni mau? Ithukiisye ngutavye mo. Mwiitu esi usoma akasomethasya tulinae, na kutwonia kuua liu museo na museuvilye mweu wa nyunyi ila tene twa kimanyasya na isyo, akatwona nzia nzeo ya kuima na kuvandaa malaa na kwikiaa kuu mesani na kutumaa itambaa sya mesa na kwana-kavya nyumba. Mawia asu meenda kalani na kalani usu ni mwiitu waku ethwa ni musomu na nde ituvi wikwitasya. Kwondu wa uu nimukwona kana mwiitu enawia mwingi wa ukalani vau musyi kwaku? Ekai kwasya kana eitu masoma makatethasya wia va na mukyulwa kana inywi ene mwina wia. Ona ningi ivinda yiu yukite makeethwa matonya kwitethesya wia ene o undu umwe na ivisi.

Andu aingi nimekwasya kana mwiitu asoma nunukwaa matu, indi uu tiwo ona ivisi nasyo nitonya kwaa matu, vaii mundu utatonya kwithiwa emuemi ateo ala masyaawa na uemi woo, kaana kala kathukaa kasyaawa ona uthuku wako.

Yuyu kwaekai tuisye vanini uthyo na useo wa kisomo. Utanditetyo wa kisomo kwa andu mesi usoma ni mwingi ona ndutalika, indi ve maundu manini ma kuweta manene ala maile kuwetwa ma

kwonia andu kana kisomo ni kindu kya vata muno kwa andu onthe aume na iveti.

1. Kisomo ni kitumaa andu mama-nya maundu ma nthi ila ingi syi kuasa.
2. Kisomo ni kituma andu methwa na uthangaau kila mundu kwitithiwa na wendi wa kwenda kwitethesya wia mwene na moko make.
3. Kisomo ni kituma andu mamanya miimile miseo ya miunda yoo.
4. Kisomo ni kitumaa andu mama-nya ma-uvundi ma kila muthe-mba. Na kwina maundu maingi ma vata ala monekaa ni kwoondu wa kisomo, indi asu mawetetwe vau nimo ala matonya kutulilika-
nia kana niwo kisomo nikietae maui maingi, na maui asu mai-
kwenda aka oka indi ni aume vamwe na aka. Mukamba ivinda-
ni ya tene ona umunthi atethasya wia vamwe na kivetii, anake tene nimavoyanaa mwethya vamwe na eitu na makasindanaa ala mekwamba kukavula mbee. Umunthi ekai syana sya eitu na

ivisi isindane nthini wa masukulu na maundu ala angii onthe vamwe na maiendania maundu moo vamwe ivindani yii nundu niyo yoo na nimo mayitonya na mayaile kusiiwa maundu ma kuendania vamwe maunduni ma kisomo. We Mukamba likya kwoko kwaku ngusuni usomethye kaana ka Mukamba ona ethwa ni kelitu kana kavisi ni kana kamanye kusoma keitethesya wia na moko mako. Ivindani yii mundu ula mutulu eanene ona mundu ula utena kindu kyake mwene. Mbai ila ingi nikumanya nesa vata wa kisomo na nikumanya maundu maingi ala maseo maumaa andu maisoma maundu ma nthi ila ingi na kumanya maundu maeni na kwongeleela ala moo. Yuyu andu aingi vate nzika nimekuikiia ndeto isu nisyawo, ona aingi nimekuma-nya nesa kuvituka uu, indi ala me kumanya nesa ni matate kuma-tethya ala mate kumanya ni kana namo mamanye vata wa kisomo masomethye syana syoo.

Niasya maundu asu manini nime kutonya kumwonia undu kwina ualyuku wiana itina wa myaka isu miongo itatu mithelu.

Ithyi twi athooi, na athoosya ma nyunyi ila syumaa Ukambani. Wia witu niwisikie nesa ni Bwana Ndisii wa Nairobi na Masaku. Ete nyunyi syaku vaa tukakunenga thooa museo muno.

The Akamba Spinach Dealers Association,

African Municipal Market, Kariokor, Nairobi.

NGOVA NA NDIVA.

Nduu ni kindu kinene, na ni nzeo o tondu Akamba maasya kana kindu mundu unengwa nduuni ndatonya kukyona munduni wake. Ngova niyo itumaa andu moaa nduu. Ndukakovethye mundu ateo yila ve vata muno. Wakovethya munyanyau, ivinda ya ukuiva yathonoka utakuiva, akekalaa aikusonoka na ukwivitha akwona. Nduu mwa ni nzeo, indi yanangwa ni ngova, kwa uu uikova ithiawa wisi vala wiumya kya kuiva na ukiivila o vala mweewanile.

SANZU NDWI UTHU.

Ndukakenge mundu mutavasye ula wo, nundu ula wo ndwi kimena. Na isuvie ndukasuke mundu, nzuku nisyio ietae uthu, na mavinda maingi kutuma andu mokita. Tavasya mundu sanz uundu sanz ndwi umena.

UTONYI NIWA NGAI.

Uyika undu ona wiva wonthe lilikanaa kana utonyi wonthe wumaa kwa Ngai, na niwe unenganae maundu onthe.

UTHUI NA UKYA.

Muthui ndakaume ngya, nundu maundu onthe maumaa kwa Ngai, na vaii mundu wisi uni undu wikya.

Kwundu wa uu ekai kwasya eitu maitonya kusoma nundu kwasya uu nota kumamena, iliko syoo no undu umwe na sya ivisi na undu kavisi katonya nowo mwiitu utonya kwika. Somethyai eitu menyu nesa nimo metwika iveti nzeo sya misyi ivindani yiu yukite.

Akamba Chickens & Eggs Trading Co., NAIROBI.

Twina utanu muno munene kumumanyithya kana twi athooi na athoosya ma nguku na matumbi ma Akamba. Tuthooaa kwianana na utwio wa Silikali.

Tuetee nguku utena nzika na ukoona thooa museo.

AFRICAN MUNICIPAL MARKET, NAIROBI.

SOMA MUKAMBA

KILA IVINDA

AKUTAE.

NA

NDUKOLWE

KUANDIKIA ASIKALI

VALUA.

UTANDITHYO

27

Nina muikio kana andu aingi nimekwitikila kana niwo ti uvungu yila ngwasya kana ivinda ya myaka mingi ithelete Akamba manaili ta andu atulu na matatonya kutethya mawia ma kutandithya, andu amwe na amwe ma mbai ila ingi ituanie vakuvi na akamba, maikulwa matonya kwasya kana Akamba malawa ni utumanu, na angi matonya kwasya tiwo Akamba malawa ni ukya. Kai maundu asu onthe ti mawo indi ula wo ni uthui niwo Akamba mai, na kila matai ni nzia sya kumanya undu matonya kutandithya. Vandu va myei minini mithelu yila Akamba manambililye kumanya kana kindu kya ndia kyumasya wato nola mui, nimanambililye tumawila tunini twa kutandithya. Akamba ni mbai imwe nthini wa ila syi vaa Kenya matonya kutethya wia na moko moo, ona ingi ni andu mai aimi kuma tene, kwondu wa uu ndiona kitumi kiseo kya Mukamba wa ivindani yii kwithiwa akiwetwa ta mutulu. Yuyu ukusi wa mawia ala mekwo metwonia vyu kana vala Mukamba unatwie tivo ui umunthi.

Mawia maingi manatwie matethawa ni mundu eweka na anoa akieka, indi umunthi nundu wa andu kuamuka nima-mbiie kutethya wia mena ngwatanio. Yuyu ningumuwetea ngwatanio sya mawia ala mambililwe Nairobi.

1. Ngwatanio ya Akamba ma kuthoosya matumbi na nguku, "The Akamba Chickens & Eggs Trading Co.," Ngwatanio ino yina vinya muno munene, wia ula ikwete, ni kuthooa na kuthoosya nguku na matumbi kuuma Ukambani.

2. Ngwatanio ya athoosya mambaki, "The Akamba Snuff Dealers Association," aya namo wia woo ni kuthooa na kuthoosya mbaki ya Kikamba.
3. Ngwatanio ya nyunyi, "Akamba Spinach Dealers Association," ngwatanio ino nayo ni kuthooa na kuthoosya nyunyi kuma Ukambani.
4. Ngwatanio ya ndae, "The Akamba Strawberries Association" wia wa ngwatanio ino nayo ni kuthooa na kuthoosya ndae ila syumaa kiimani kya lveti kuya Masaku.

Na indi nimukulya atii, ethwa uu niwo kuili na mutavya vau iulu, mukasyoka kwasya kana Mukamba nukomete? Mawia asu onthe namuwetea vau mate-thawa ve mbulua manzi nikwasya kana mawia asu onthe ila meutethwa vembawa anangi. Tutonya kwika ata ni kana tukamina mbulua manzi isu? Nitwikalite tuithekwa ni mbai ila ingi nundu wa ngwatanio mawiani ma utandithya tui, na ndeutinda ngimutavya maundu aa maingi nundu no mumesi, ni vandu va kila mundu yuyu kumanya kutethya wia na ngwatanio ni undu wa vata mupo, na wa kutuma andu maendee na mbe. No mukumanya undu muunite mbai ila ingi na syindu syenyu? (Ngewa ino ya utandithyo ikaendee nthini wa ikaseti ya mwei usu ungi.)

*Mukamba*³

(Vol I, n°1, Août 1945)

Editorial, "My country people Wakamba", p. 2-3, publié en anglais (non traduit ici).

"Muamba" : (Unité), p. 3.

L'unité est la force des hommes. Beaucoup d'exemples le prouvent. L'un d'entre eux fut révélé pendant la seconde guerre mondiale entre les allemands et les anglais. Parce que les anglais ont réussi à réunir autour d'eux de nombreuses tribus, les anglais ont battu les allemands. Un autre bon exemple de la puissance de l'unité nous est donné par les abeilles et les fourmis. Tout le monde sait que ces animaux sont unis car ils travaillent ensemble et quand ils sont dérangés ou menacés, ils sont ensemble pour se défendre. Maintenant je vous demande mes concitoyens et en vous le demandant, je n'oublie pas que je suis Kamba comme vous, sommes nous unis nous les Kamba ? Je répondrai moi-même en disant ceci : les anciens Kamba, ceux qui vivaient sans vêtement étaient unis, beaucoup d'entre-vous le savent. Pourquoi ? C'est l'homme blanc qui nous apporta les vêtements, mais eux ils ont l'unité. Observons la situation clairement et rendons nous à nous même, nous n'avons pas de position claire ; nous ne sommes pas de vrais Kamba mais nous ne sommes pas non plus des hommes blancs, nous sommes entre les deux, entre les vrais Kamba et les hommes blancs, comme pris sous une force qui pousse et tire à la fois. Nous avons un océan de problèmes car nous ne sommes pas unis face à l'homme blanc et nous ne sommes pas unis entre nous. Tout ce qui peut être fait par une seule personne bénéficie à tous. Depuis environ huit ans, une personne a réfléchi et s'est rendu compte que les Kamba devaient être unis car il savait que sans unité une tribu ne peut se développer. Vous savez comme c'est difficile de commencer quelque chose mais ses réflexions étaient connues d'autres personnes et on reconnut que c'était de bonnes idées qui pouvaient être bénéfiques pour les Kamba. Cette unité fut appelée l'*Akamba Union* et fut lancée à Nairobi. Comme vous le savez, quand le gouvernement est arrivé il n'a pas commencé par construire des grandes maisons, il a commencé lentement mais aujourd'hui il a pris racines et est devenu très fort et il a construit des maisons permanentes. De la même façon notre unité au sein de l'*Akamba Union* a commencé lentement et comme vous le savez, un arbre quand il est planté prend du temps pour se développer.

L'année 1941 est l'année au cours de laquelle cette association commença à s'étendre. La première graine fut plantée à Kisumu, pas pour les gens de Kisumu mais pour les Kamba qui y travaillaient comme ouvriers du chemin de fer. En mars 1945 la deuxième graine fut plantée à Tawa dans la location de Kiteta et le même mois une troisième graine était plantée à Tala. La quatrième graine fut plantée à Iveti en avril 1945. Ces trois dernières graines furent donc plantées dans le district de Machakos. J'ai grand espoir qu'une forte graine soit plantée dans le district de Kitui très bientôt. Je suis sûr que quand toutes les graines auront été plantées dans tout Ukambani, les Kamba connaîtront leur force.

³ Nous n'avons pas traduit tous les textes des douze pages de ce Magazine de l'*Akamba Union*. Les titres en sont systématiquement traduits avec au minimum un résumé ou la traduction intégrale pour les plus intéressants.

"**Mukamba**" (ours du magazine), p. 4.

"**Kilila**", p. 4. (prière, exhortation biblique à la confiance en l'avenir quelque soit les difficultés du moment).

"Vous tous, vous ne voyez l'or qui est caché en vous. Ecoutez ce que j'ai à vous dire. Il y a très longtemps, il y avait une région très pauvre, aride, où rien ne pouvait pousser car la terre était sablonneuse. Tout le monde avait essayé d'en faire quelque chose, mais sans succès. Un jour, un homme décida après avoir longtemps réfléchi de creuser très profond dans le sable, et il trouva enfin une terre fertile riche en or.

Mon conseil est le suivant. Vous savez que celui qui détient la force et la sagesse n'a laissé personne de côté lorsqu'il distribua aux hommes sa force et sa sagesse. La force qui est en vous peut vous permettre de réussir si vous vous efforcez. Mais pour réussir en toute chose, vous devez éviter la jalousie et l'amour de vous même et choisir l'abstinence".

E.M. Mukeka.

"**Mavalua**" (Lettres) :

Lettre de Grace Mwikali de Thika, p. 5.

Résumé : l'auteur exhorte les femmes kamba à aller à l'école jusqu'au niveau du secondaire et à venir montrer aux filles des autres tribus qu'elles sont aussi capables qu'elles. L'école est importante pour la gestion des familles et les mères ne doivent pas limiter l'éducation de leurs filles au niveau du primaire.

"**Ngewa ya Mukamba**" : (histoire d'un Kamba), p. 6.

Résumé : Les kamba étaient dans le passé des hommes courageux et durs à la tâche qui suivaient les traces de leurs pères, n'hésitaient pas à affronter l'ennemi si nécessaire et à prendre son bétail. Ils se réunissaient autour du *thome* pour décider de l'avenir des communautés. Ces rappels sont destinés à nos hommes qui doivent montrer le bon exemple à leurs enfants, les conseiller et rester braves.

"**Kutethya wia na Moko**" (travailler avec ses mains), p. 7.

Résumé : Nos pères travaillaient avec leurs mains. Les Kamba, qui sont connus pour être durs à la tâche, ne doivent hésiter à travailler avec leurs mains. Le temps des discussions autour du *thome*, des danses et des jeunes passant leur temps à garder le bétail est bien passé. Aujourd'hui, les jeunes doivent aller à l'école. Le temps n'est pas venu de rester les mains dans les poches, vous, Kamba vous devez faire votre devoir et construire des écoles pour vos enfants. Les tâches manuelles serviront à votre développement comme la construction des terrasses, la plantation d'arbustes pour limiter l'érosion et la plantation d'arbres fruitiers pour vos enfants et pour gagner de l'argent. Travaillez, Kamba, travaillez maintenant, le moment est venu.

"**Uima wa Mbai**" (croissance des lignages) lettre de Mbolo Utaima, p. 8.

Résumé : il y a quatre facteurs qui limitent le développement des lignages et qui doivent être éliminés : le manque de respect entre nous, la haine, les rumeurs et la

cupidité.

Lettre de John Malinda, p. 8.

Thème : les kamba doivent se réveiller et s'unir comme les abeilles, leur unité fait leur force.

"Kisomo" (l'éducation), p. 9 et 10.

Résumé : Il y a trente ans personne ne connaissait l'importance de l'éducation. Les gens pouvaient se permettre de la rejeter. Ils pensaient que s'ils étaient éduqués, leurs enfants seraient perdus. Aujourd'hui tout le monde veut envoyer ses enfants à l'école. Il y a encore quelques années, l'éducation était gratuite, mais aujourd'hui il faut payer. Vous, parents, il est indispensable que vous éduquiez vos filles aussi bien que vos garçons. Ce sont vos filles qui seront en charge de vos petits enfants et ce sont vos filles qui s'occupent des enfants en bas âge. Une société qui délaisse l'éducation de ses filles ne prépare pas l'avenir. Les gens disent que quand les filles sont instruites elles deviennent des délinquantes. C'est faux. Les garçons deviennent aussi des délinquants. Quand le mal est là, il l'est depuis la naissance et ne vient pas avec l'éducation. Les garçons et les filles doivent avoir l'opportunité de montrer ce dont ils sont capables, sans discrimination. Vous les Kamba, mettez la main à la poche et eduquez vos enfants, quel que soit leur sexe.

Maximes et dictons, p. 11.

"Ngova na ndiva" : emprunter et rembourser.

L'amitié et la meilleure des choses, mais les emprunts sont son pire ennemi. Quand vous empruntez, soyez sûrs de pouvoir rembourser.

"Sanzu ndwi uthu" : la vérité n'a pas d'ennemi.

"Utonyi niwa Ngai" : Pour Dieu, tout est possible.

"Uthui na ukya" : richesse et pauvreté.

Les gens riches ne doivent pas mépriser les pauvres car tout ce qu'il y a de bon et de mauvais vient de Dieu et de lui seul. Dieu peut vous donner la richesse comme il peut vous plonger dans la pauvreté. Ceci est un rappel pour les riches qui se permettent de maltraiter les pauvres.

"Utandithyo" : le commerce, p. 12.

Résumé : les gendisent que les Kamba sont des idiots car ils ne font pas de commerce. Ils ne voient pas la richesse qui est en eux et restent pauvres. Tout cela est faux. Depuis quelques années, les Kamba ont commencé à faire du commerce et ils sont capables de cultiver la terre et de travailler dur pour s'enrichir. Les Kamba ne sont pas des fainéants. Aujourd'hui, les gens doivent travailler ensemble pour prospérer, c'est pourquoi ils ont créé des associations comme, "La coopérative kamba de vente d'œufs et de poulets", "l'association kamba des vendeurs de tabac", "l'association kamba des vendeurs d'épinards", "l'association kamba des producteurs de fraises". Comme vous le voyez, les gens qui se moquent de nous ont bien tort, et nous devons travailler davantage ensemble pour prospérer.

Annexe 3 :

Constitutions des associations des clans Aombe (1950) et Atwii (1948, révisée en 1986)

Constitution de l'association du clan Aombe. p.32

Constitution de l'association du clan Atwii. p.38

Constitution de l'association du clan Aombe. (1950)⁴

“Que Dieu soit loué par chaque membre du clan et que notre Roi bienveillant soit honoré pour la souveraineté démocratique qu’il exerce à notre rencontre. Amen. Ci-dessous les règles et le règlement guidant les *Aombe Nthoka Katemi*.

1. Pouvoirs dévolus au Président du Clan.

- (a) Le Président a tous pouvoirs pour destituer le *chairman* de n’importe quelle branche qui se montre indolent et incapable de remplir ses fonctions, sans que le comité exécutif soit consulté;
- (b) Le Président a tous pouvoirs pour destituer le comité exécutif d’une branche si celui-ci ne remplit pas ses fonctions correctement;
- (c) Le Président a le pouvoir de révoquer quiconque travaille pour le clan et ne remplit pas ses fonctions correctement;
- (d) Le Président supervise les travaux des membres du clan.

2. Le comité exécutif et ses pouvoirs.

- (a) Ce comité a les pouvoirs de prendre des résolutions pour l’ensemble du clan. Les membres devront se soumettre aux résolutions prises par ce comité, tant dans les districts de Machakos, de Kitui, que dans les autres districts.
- (b) Aucun membre ne peut s’opposer à une résolution prise par le comité. Si c’est le cas, les objections doivent être transmises au comité pour qu’elles soient débattues.

3. Le Chairman et ses pouvoirs.

- (a) Le Chairman est tout puissant sur les membres de son clan dans sa *location* et peut leur ordonner de faire tout ce qui est autorisé et permis par le clan.
- (b) Le Chairman sera autorisé par le Président à destituer les membres de son comité qui sont indolents et incapables de remplir leurs fonctions.
- (c) Tout membre du comité qui est absent de ses réunions à trois reprises s’en l’expliquer à son Chairman sera destitué et le Chairman pourra nommer un autre aîné à sa place; Le Chairman transmettra alors un rapport au président expliquant les raisons de cette destitution.

⁴ KNA, PC/CP.8/5/4, “Native associations, unions”. Traduction de l’anglais.

4. Procès dans les tribunaux.

- (a) Aucun membre n'a le droit de mettre en accusation un autre membre du clan devant les tribunaux avant que le litige ait été présenté aux membres du clan.
- (b) En cas de désaccord avec un jugement émis par les membres du clan, les parties concernées peuvent renvoyer le litige devant le comité exécutif du clan et le Président, ou le chairman, peuvent être saisis pour le présenter devant la cour du tribunal indigène (*Native Tribunal Court*).
- (c) Tout membre du clan qui met un autre membre en accusation devant les tribunaux sans avoir prévenu les responsables de l'association, transgresse les lois du clan.
- (d) Une personne telle que mentionnée en (c) est sans doute associée au clan mais elle en méprise les règles.
- (e) Une telle personne sera bannie et devra subir la haine de son clan.

5. Le secrétaire en chef et ses pouvoirs.

- (a) Le secrétaire en chef prendra note de toutes les discussions et de l'ordre du jour établi par le clan.
- (b) Il écrira tout ce que le Président lui permettra d'écrire;
- (c) Il correspondra et répondra à toutes les lettres venant des branches du clan.

6. Respect dû à l'organisation, à ses leaders et au gouvernement.

- (a) Quiconque méprise le Président recevra une amende et devra payer un taureau au clan. Si quelqu'un ne respecte pas le Président, il ne peut respecter aucun membre du clan. Dans le cas où il ne paierait pas son amende, il sera traîné devant les tribunaux pour être poursuivi.
- (b) Quiconque méprise un membre du comité exécutif présidentiel devra payer une amende d'une chèvre. Dans le cas où il ne paierait pas son amende, il sera traîné devant les tribunaux pour être poursuivi.
- (c) Quiconque méprise un membre du comité exécutif d'une branche devra payer une amende d'une chèvre. Dans le cas où il ne paierait pas son amende, il sera traîné devant les tribunaux pour être poursuivi.
- (d) Quiconque méprise le Chairman d'une branche devra payer une amende de deux chèvres. Dans le cas où il ne paierait pas son amende, il sera traîné devant les tribunaux pour être poursuivi.
- (e) Quiconque méprise les règles établies par le clan devra payer une amende d'un taureau. Dans le cas où il ne paierait pas son amende, il sera traîné devant les tribunaux pour être poursuivi.
- (f) Ce clan n'entretiendra aucune relation avec les personnes ne respectent pas le

gouvernement et ses représentants.

(i) Tout le monde doit obéir aux lois établies par le gouvernement.

(ii) Tout personne qui enfreindra les lois établies par le gouvernement sera bannie du clan.

(g) Aucun membre d'aucun comité n'est autorisé à absorber de liqueur lorsqu'il se rend à une réunion.

7. Mariages et adultères au sein du clan.

(a) Le comité exécutif a unanimement accepté que tout membre se mariant à une fille de ce clan sera condamné à payer une amende de deux taureaux et une chèvre. Le père de la fille devra également payer une amende d'un taureau s'il était au couran du mariage.

(b) Le comité exécutif a décidé à l'unanimité que tout membre commettant l'adultère avec une fille de ce clan ou d'un clan cousin en étant conscient de son action devra payer une amende d'une chèvre et sera livré au gouvernement pour accomplir une peine d'un mois d'emprisonnement.

(c) Si une fille de ce clan donne naissance à un enfant illégitime, son sort sera décidé à ce moment, en fonction du résultat de l'accouchement.

(d) Le comité exécutif a décidé à l'unanimité que les jeunes de ce clan ne pourront plus saluer les filles de leur clan en leur serrant la main. Les aînés salueront les jeunes avec le respect que les Kamba avaient dans le passé.

8. Cotisations.

(a) Le comité exécutif a décidé que les membres du clan payant la *poll tax* devront payer une cõtisation de Sh 10 au clan;

(b) Les noms de ceux qui ne payent pas leur cõtisation seront transmis au Président par le Chairman, qui les transmettra ensuite au *chief* de la *location* et au DC, en les informant des jours au cours desquels leurs avoirs seront saisis.

Les contributions se répartissent ainsi :

- Paiement pour les accidents :	Sh 4
- Paiement pour les frais d'éducation :	Sh 1
- Paiement pour frais de construction :	Sh 1
- Paiement pour les salaires :	Sh 1
- Sports, jeux, concerts, etc.	Sh 1
- Dépôt bancaire (épargne)	Sh 1
- Tour des <i>locations</i>	<u>Sh 1</u>
	Sh 10

9. Consommation de liqueurs intoxicantes.

(a) Le comité exécutif a décidé à l'unanimité qu'aucun jeune ne sera autorisé à consommer des liqueurs intoxicantes. Au cas où un père voudrait que son fils puisse en consommer, il doit le présenter devant le comité de la branche et si celui-ci approuve cette décision, le jeune concerné pourra alors s'exercer. Si un jeune est

trouvé ivre sans l'autorisation du comité, il sera amené devant le *chief* qui le trainera devant le tribunal pour ivresse.

(b) Le comité exécutif a décidé à l'unanimité que si un aîné du clan se comporte mal quand il est ivre, et ne s'occupe pas de sa famille comme il le devrait, on l'empêchera de boire. S'il continue, il sera livré au *chief* et sera traîné devant le tribunal.

(c) Le comité exécutif a résolu que ceux commettant des crimes contre le gouvernement seront responsables individuellement du paiement de leur amende, et pas le clan.

10. Le comité exécutif.

(a) Le comité exécutif a décidé à l'unanimité que tout membre du clan dont la fille a été fiancée à deux personnes différentes simultanément, sans que le père en informe le clan, sera seul responsable du remboursement de la dot.

(b) Le comité exécutif a décidé à l'unanimité que tout membre du clan dont la fille est sur le point de se fiancer alors que son père qu'elle l'a déjà été, devra confirmer sa déclaration sous serment.

(c) Le comité exécutif a décidé à l'unanimité que lorsqu'une fille du clan est fiancée, le futur époux paiera Sh 10 aux parents de la fille le jour du mariage. Cet argent sera destiné à prendre en charge les enfants illégitimes des filles du clan.

(d) Le comité exécutif a décidé à l'unanimité que toutes les femmes de membres du clan paieront Sh 1 destiné aux charges d'éducation des enfants démunis.

11. Le comité exécutif a décidé à l'unanimité que si quelqu'un dépense indûment l'argent collecté par le clan, ou bien ses biens seront saisis, ou bien il sera traîné devant le tribunal.

12. Le comité exécutif a décidé à l'unanimité que si un membre du clan échoue ou refuse d'envoyer son fils ou sa fille à l'école, les enfants seront envoyés à l'école par le clan et les biens de cet homme seront saisis et vendus pour rembourser les paiements effectués. Tout cela sera fait après en avoir informé le *chief* de la *location*.

13. Tout membre du clan qui ne respectera pas les règlements établis dans le cadre de la prévention contre l'érosion des sols recevra une amende d'un taureau par le clan et le clan montrera à l'intéressé ce qu'il doit faire dans son champ avant de lui donner l'ordre de le faire lui-même.

14. Le chairman de la branche sera responsable de ceux, dans sa *location*, qui ne paient pas leur *Poll tax*, ou leur *LNC cess*. Il doit veiller à ce que chacun paie ses impôts dans les temps.

15. Le chairman de la branche veillera à ce que tous ceux qui sont en âge et capable de travailler travaillent effectivement et ne restent pas chez eux à ne rien faire.

16. Le comité exécutif a décidé à l'unanimité que tous les employés de chaque branche prêteront un serment illustrant leur fidélité au clan, comme lors du premier serment prêté le 27 novembre 1949.

17. (a) Le comité exécutif est d'accord pour qu'un auditeur vérifie les paiements,

les livres de compte, etc. à la fin de chaque année.

(b) Le comité exécutif est également d'accord pour que quatre hommes puissent discuter, modifier et annuler quelques unes des règles du clan.

18. Le comité exécutif a décidé que chaque membre du clan devait avoir des latrines chez lui. Si un membre ne creuse pas de latrines, le clan les creusera pour lui et il devra lui payer une chèvre.

(c) Si une fille de ce clan appelle un jeune de ce clan en criant, elle sera emprisonnée pour un mois.

(d) Tout enfant orphelin sera pris en charge au moyen de la somme précitée de Sh 10.

(e) Tout personne faisant parvenir sa petition au chairman de sa branche et aux aînés sera pris en charge avec l'argent prévu au paragraphe 10 (c).

(f) Si une fille s'enfuit de la maison de son père, fiancée ou pas, le père recevra l'aide du clan pour la ramener à la maison, et si elle s'enfuit à nouveau, elle sera livrée au gouvernement pour être emprisonnée.

19. Les branches du clan ne sont pas autorisées à conserver plus d'un quart des contributions qui leur ont été versées. Ils ont tout pouvoir pour payer les dettes de moins de Sh 50; pour les dettes supérieures, elles devront en référer au Président afin d'obtenir l'argent et les pouvoirs nécessaires au règlement de cette dette.

20. Le comité exécutif a décidé à l'unanimité que lorsque une aide est requise pour un membre du clan, chaque membre devra payer en fonction de son bon vouloir.

21. Salaires des officiels.

Le comité exécutif a décidé à l'unanimité que les officiels suivant recevraient un salaire:

Le président
Le Vice-président
Le secrétaire-général
Le secrétaire adjoint.

22. Le comité a décidé de célébrer deux jours chaque année : les 26 et 27 novembre. Chaque membre du clan commémorera ces deux jours, date où les membres fondateurs du clan se réunirent à Machakos et Kitui, le 26 novembre 1949 et le 27 novembre 1949. Ces deux jours sont fériés et aucun membre du clan n'est autorisé à travailler.

23. Marques de respect et façons de s'adresser aux officiels.

(a) Tous les membres doivent s'adresser au Président en l'appelant *Musumbi* qui est la traduction de Président en kikamba.

(b) ils doivent s'adresser au chairman en l'appelant *Munene* qui est la traduction de chairman en kikamba.

(c) le secrétaire devrait être appelé *mwandiki* , qui est la traduction de secrétaire.

Note : Cette règle a été établie pour tous les membres du clan et chacun doit la respecter. Si quelqu'un pense que ces règles sont injustes, il doit transmettre ses plaintes à son chairman, qui les transmettra au Président pour qu'elles soient débattues. Quiconque se plaint contre les règles sans transmettre ses commentaires au chairman devra payer une amende d'un taureau.

24. Le comité exécutif a décidé que tout membre illégitime devenu membre du clan par sa mère, elle-même devenue membre à son mariage,

(a) s'il épouse ou commet un adultère avec une fille du clan tout en connaissant les règles;

(b) s'il désobéit à son père, à son beau-père, vend ses biens sans sa permission, se bat avec ses demi-frères,

il sera banni.

25. Tout cadet qui frappe ou se bat avec son père sera livré au *chief* de la *location* et sera emprisonné pour six mois de travail forcé.

26. Personne n'est forcé de devenir membre de son clan, mais si quelqu'un est un *Mweombe* et refuse d'en devenir membre, il sera banni et ne pourra être réadmis qu'après s'être repenti longuement et après le paiement d'une amende d'un taureau.

27. Il est interdit aux membres du clan de maudire secrètement un autre membre. S'il quelqu'un se conduit de la sorte, il sera mis à l'amende par le clan ou bien livré au *chief* de la *location* pour être traduit devant le tribunal.

M. John Muiya	Le Président
M. P. Isika	Le Vice-Président
M. E. Soi	Le secrétaire
M. J. Muathe	Le secrétaire adjoint
M. A. Nthiwa	Chairman de la section de Matungulu.
M. M. Muasya	Chairman de la location de Kangundo
M. M. Maithya	“ “ de Kibauni
M. S. Ndinga	“ “ de Mubuti
M. P. Mitu	“ “ de Mukaa
M. J. Mwikya	“ “ de Nzau
M. P. Mutisya	“ “ de Mbooni
M. P. Mulumba	“ “ de Kilungu
M. S. Kithuka	“ “ de Kaumoni
M. G. Kithui	Secrétaire de la location de Mwala

The Eombe Nthoka Katemi Clan Unity

Tribu Kamba

Etat Major Matungulu

P.O. Machakos et Kitui (Kenya)

2/3/1950.

Constitution de l'association du clan Atwii.

Ecrite le 10 Juillet 1948,
révisée, le 14 juin 1986,
amendée et complétée le 26 août 1987,
révisée à nouveau en 1993.

Tous les membres du clan Atwii sont soumis à cette constitution qui est considérée comme offrant les règles et règlements gouvernant le clan Atwii-Anthunzu.

Règles et règlements du clan Atwii-Anthunzu.

1. Quiconque ignore de se rendre à la réunion du clan en connaissance de cause devra payer une amende d'une chèvre.
2. Quiconque refusera de payer la contribution demandée par le clan dans les temps requis alors qu'une délégation s'est rendue chez lui pour la percevoir, devra leur donner une chèvre en supplément de l'argent.
3. Tout membre du clan qui refuse d'éduquer ses enfants devra payer une amende d'une chèvre et s'il persiste, sera remis au *chief* pour être poursuivi devant le tribunal.
4. Si l'un de nos membres ne se préoccupe que de manger, c'est à dire est s'il est glouton au point de détourner la richesse et de l'accumuler pour lui seul aux détriments de sa famille, il sera mis sévèrement en accusation par le clan et sera forcé de travailler ou le clan juge nécessaire pour la période que le clan jugera bon.
5. Tout membre du clan qui s'exprime par des mots ou un langage grossier lors d'une réunion du clan devra payer une amende d'une chèvre.
6. Si un membre du clan à qui a été donné de l'argent pour ses activités le consomme, ou l'utilise sans la permission du clan, il devra payer une amende d'un taureau et de Sh 50 en plus du remboursement de l'argent dépensé.
7. Tout membre du clan se présentant à une réunion en étant en état d'ivresse devra payer une amende d'une chèvre.
8. Si l'un de nos membres collecte de l'argent sans l'autorisation du comité de l'association, il recevra une amende d'un taureau et Sh 50 après avoir rendu l'argent indûment collecté.
9. Le rôle des femmes du clan qui ont adopté la religion chrétienne est d'accueillir dans exception les membres du clan, de les nourrir, et de se soumettre à ses volontés. Si une femme refuse de suivre cette règle, elle devra tout d'abord payer une amende de Sh 15, puis si elle récidive, une amende de Sh 20, si elle récidive à nouveau, une amende de Sh 35, et si elle recommence, son cas sera présenté devant le clan tout entier qui statuera sur son sort et recommandera la punition nécessaire⁵.

⁵ Au cours des années quatre-vingt, l'un des problèmes importants rencontré par les leaders du clan Atwii, fut l'insoumission des membres christianisés et notamment de ceux appartenant au mouvement évangélique de la renaissance est-africaine. Selon Josyah Wambua Muli, quand ils sont "sauvés", ceux-ci rejettent souvent le droit "coutumier" et surtout le recours à la pratique du serment.

10. Quiconque, surtout les hommes, aura des relations sexuelles avec une femme de ce clan qui n'est pas sa femme, devra payer une amende de Sh. 40 et donnera un taureau et une chèvre pour la cérémonie de purification.
11. Quand un enfant du clan Atwii a d'excellents résultats scolaires mais que ses parents ne peuvent réunir les écolages :
 - (a) Le clan fera appeler ses parents pour leur prêter l'argent et les mettra clairement en demeure de le rembourser ultérieurement.
 - (b) Un enfant voulant poursuivre ses études à l'université sera amené devant un avocat pour prêter serment de rembourser ultérieurement le clan pour son prêt et toutes les dépenses que celui-ci aura encouru.
12. Si l'un de nos membres se comporte mal en société en croyant que le clan le tirera d'affaires, le clan ne sera pas responsable de ses actes et ne le défendra pas.
13. Si un homme décède et laisse derrière lui quelque richesse, aucun de ses enfants ne sera autorisé à faire mauvais usage de cette richesse. Le comité de la *location* se chargera d'indiquer comment l'argent doit être utilisé à bon escient. Un mauvais usage de la richesse est passible de la punition suivante : la victime sera attachée avec des cordes de sisal, son autorité sur sa famille lui sera retirée et confiée à son jeune frère, et il sera soumis à l'autorité du clan dans tous les domaines.
14. Chaque *mutwii* doit respecter sa famille par alliance et les autres *atwii*, car ce sont des frères et soeurs. S'il tel n'est pas le cas, il devra payer une amende d'une chèvre.
15. Aucun cadet du clan Atwii n'est autorisé à boire de l'alcool à moins d'avoir passé le rite du *kuthaa*. En cas contraire, il devra payer une amende d'une chèvre.
16. Aucun membre de notre clan n'est autorisé à accepter une dot pour une très jeune fille car ce serait la vendre. Quiconque pris recevra une amende d'un taureau.
17. Aucun membre de notre clan n'est autorisé à recevoir deux fois la dot pour sa fille de deux hommes différents. S'il est pris, il devra payer une amende d'un taureau.
18. Aucun membre n'a l'autorisation de traîner un autre membre devant les tribunaux sans en avoir tout d'abord référé au clan. Si tel est le cas, il devra payer une amende d'un taureau et d'une chèvre à la suite de quoi le clan ira au tribunal retirer la plainte pour la traiter lui-même.
19. Aucune de nos femmes ne peut être héritée par un homme qui n'est pas membre de notre clan. Nos veuves peuvent être redonnées pour satisfaire leurs besoins sexuels, mais seulement à des membres du clan. Toute personne prise en train de les donner en dehors du clan devra payer une amende d'un taureau.
20. Nos règles prévoient qu'aucun vrai membre du clan (de sang) ne peut refuser à ces femmes (citées en 19) une satisfaction sexuelle à moins d'être chrétien. Si l'un d'entre eux refuse sans permission, il devra payer une amende d'un taureau.
21. Le manque de respect, le mensonge et les rumeurs ne sont pas autorisés au sein de notre clan. Si l'un de nos membres se livre à de telles activités, la première amende est d'une chèvre, la seconde de deux chèvres et pour la troisième, le clan se réunira pour décider quelle punition le coupable est susceptible de recevoir.

22. Aucun de nos membres ne doit semer le désordre dans le mariage ou la relation d'un autre et en prendre la femme. Si quelqu'un est coupable de cela, il devra payer une amende d'un taureau et d'une chèvre.

23. Nos filles n'ont pas le droit de divorcer de leur mari et ensuite de rester plus de trois ans sans mari, ou de commencer à faire commerce de leur corps alors qu'elles résident toujours chez leur père. Leur père ou leurs frères n'ont pas le droit de prendre l'argent obtenu de la sorte. S'ils le font, ils devront payer une vache en amende.

24. Aucune de nos filles ne peut refuser le mariage pour se livrer à la prostitution. S'il elle veut vivre ainsi, qu'elle quitte le domaine familial, et si elle refuse de s'en aller elle en sera bannie.

25. Aucune de nos filles mariées ne doit payer les cōtisations du clan. Si l'une d'entre elles l'a payée, qu'elle en soit remboursée. Mais si l'une de nos filles demande au clan de l'écouter car elle a des problèmes, il le fera.

26. Une de nos filles qui naît handicapée reste notre enfant et nous devons en prendre soin et ne pas la laisser abandonnée. Le chairman de la *location* concernée agira en conséquence.

27. La punition pour toute femme arrogante et coupable de comportement déviant est de rester allongée alors que quelqu'un sera assis sur son dos. Si elle continue son comportement déviant, elle devra payer une amende d'une chèvre.

28. Le mariage entre les membres du clan Atwii à partir du 21 septembre 1986 sera organisé de la façon suivante :

(i) le mariage entre deux membres du clan Atwii n'interviendra qu'à partir de la quatrième génération;

(ii) le mariage des membres du clan Atwii issue de la branche paternelle est autorisé à partir de la troisième génération.

(iii) le mariage de membres du clan Atwii de la branche maternelle (ligne paternelle) est autorisé à partir de la troisième génération.

29. Aucun de nos membres n'est autorisé à vendre sa terre sans en avoir donné connaissance aux membres du clan. La terre d'un mutwii doit être vendue en priorité aux membres de sa famille, puis aux membres du clan avant d'être proposée à des étrangers au cas où aucun membre du clan ne serait intéressé.

30. Il est obligatoire que nos femmes témoignent aux filles Atwii le respect qui leur est dû. Si l'une de nos femmes ne témoigne pas de respect envers les femmes Atwii; elle devra payer une amende d'une chèvre.

31. Aucun membre de notre clan n'est autorisé à aller manger chez ses voisins qui ne sont pas des membres de notre clan et ensuite à manquer de respect envers notre clan. S'il se conduit ainsi, il devra payer une amende d'un taureau.

32. Il est absolument interdit à nos femmes de former leur propre association de clan. Les femmes mariées à des Atwii appartiennent aux Atwii et il leur est formellement interdit de participer aux activités d'un autre clan, même si c'est celui dans lequel elles sont nées. Si l'une d'entre elle est coupable d'une telle action elle devra payer une amende d'une chèvre. Les femmes des Atwii peuvent néanmoins contribuer de

l'argent pour leur propres activités⁶.

33. (i) Il est interdit aux membres de notre clan de divorcer d'une femme qui a porté ses enfants. Les enfants sont les nôtres. Si un membre décède, ses biens deviennent la propriété de ses enfants et leur mère n'a aucun droit sur ses biens. Elle ne peut les hériter et n'a pas le droit d'usage sans la connaissance du clan. Si une femme est coupable de cela, elle devra payer une amende d'un taureau et suivre scrupuleusement par la suite les règles du clan.

(ii) Si une femme mutwii se montre coupable de l'un des méfaits suivants, elle sera bannie à jamais du clan :

- si elle devient adultère ou si elle se prostitue;
- si elle se débrouille pour éliminer son mari ou si elle le tue elle-même;

34. Aucun de nos leaders ne peut modifier ou passer outre les recommandations laissées dans un testament concernant le partage des richesses dans une famille. Si le clan apprend que tel a été le cas, le coupable devra payer une amende d'un taureau et le clan reviendra aux indications laissées par le chef de famille, que le testament ait été écrit ou non.

35. Aucune des veuves de l'un de nos membres n'est autorisée à utiliser l'argent qui lui a été laissé par son mari de façon dispendieuse. Si le clan s'aperçoit de sa conduite, il la mettra en demeure de changer son comportement, et si elle continue, le clan partagera la richesse en question entre ses enfants.

Le nouveau leadership du clan Atwii-Anthunzu en Octobre 1992.

Chairman du clan - Kenya
Trois leaders de chaque district

Chairman du district
Districts de Masaku, Makueni, Kwale, Kitui, Embu.

Chairman de la division
Trois ou quatre *locations* l'une à côté de l'autre

Chairman de la location
toutes les *locations* des cinq districts

1. Chairman de la location

Les problèmes de la *sub-location* ou des villages doivent être portés devant le leader de la *sub-location* pour être résolus. Si ce n'est pas possible ils seront portés devant le chairman de la *location* pour être soumis à son comité. S'il le peut, le comité doit les régler de lui-même.

2. Chairman de la division.

Tout problème ne pouvant être résolu au niveau de la *location* sera porté devant le chairman de la division qui alors convoquera tous ses chairmen de *location* pour prendre une décision; s'ils le peuvent ils doivent résoudre le problème, sinon, ils peuvent le porter devant le chairman du district.

⁶ Cette règle est de toute évidence dirigée contre toute velléité de reproduire l'expérience de Mbai sya Eitu au sein du clan Atwii.

3. Chairman du district.

Il travaillera de pair avec les chairmen des divisions qui appartiennent à son district. S'ils le peuvent, ils doivent ensemble résoudre les problèmes qui sont portés devant eux.

4. Chairman du clan - Kenya

Tout problème ne pouvant être réglé par les branches de district devront être portés devant le chairman du clan au niveau national. Il convoquera alors les chairmen des cinq districts qui résoudront le problème de façon définitive. Il n'existe aucun autre appel possible. Quiconque refuse les décisions du chairman national sera déféré devant le gouvernement, qui prendra la décision s'imposant. Mais ceci doit être extrêmement rare, le chairman du clan ayant autorité pour résoudre la plupart des disputes.

Cotisations annuelles.

1. Tout membre du clan n'ayant pas payé sa cotation annuelle entre le 1er janvier 1986 et le 31 décembre 1992 doit toujours cet argent au clan et tout problème présenté devant lui tant que cet argent n'aura pas été payé ne pourra pas être traité.

2. Le comité du clan, en raison de l'augmentation des prix sur les marchés et de l'augmentation des écolages, a décidé qu'à compter du 1er janvier 1993, la cotation annuelle du clan serait de Ksh 40 par an, pour les garçons et les filles de plus de 15 ans.

Comptes du clan.

Notre clan a quatre comptes principaux :

1. Le compte de la *location* qui reçoit SH 25 de toutes les cotisations versées;
2. Le compte de la division, qui reçoit Ksh 5 de chaque cotation payée par chaque membre dans chacune de ses *locations*.
3. Le compte du district, qui reçoit Ksh 5 de chaque cotation payée par chaque membre dans chacune de ses divisions.
4. Le compte national, qui reçoit Ksh 5 de chaque cotation payée par chaque membre dans chacun des cinq districts.

Le total de ses versements par chaque membre est de Ksh 40, soit la cotation annuelle.

Retraits d'argent :

Tout l'argent collecté par le clan doit être déposé sur ses comptes bancaires et ne doit pas être gardé par ses membres ou investis dans leurs affaires. Il ne doit pas se passer plus de quatre jours entre la collecte et le dépôt sur le compte bancaire. Si le clan a besoin d'argent, il sera retiré de la banque selon les instructions enregistrées dans les délibérations des comités de la *location*, division, ou du district qui doivent stipuler clairement la raison du retrait. Chaque compte doit conserver au moins Ksh 1000 pour les cas d'urgence.

Tenue annuelle des comptes.

Les c  tisations annuelles doivent commencer être payées dès le premier janvier de chaque année et chaque section disposant d'un compte bancaire doit envoyer au 30 septembre un état de ses comptes, montrant le montant des revenus et des dépenses de sorte à ce que nous sachions comment le clan a aidé ses membres au cours de l'année et ce qu'il lui reste à faire d'ici la fin de l'année en cours.

Comptabilité de l'argent du clan/ Situation financière.

1. Le chairman de la *location* présentera un état des comptes au chairman de la division montrant comment l'argent a été collecté et dépensé dans sa *location*.
2. Le chairman de la division présentera au chairman du district un état des comptes montrant le paiement des c  tisations et l'état des dépenses.
3. Le chairman du district présentera un état des comptes du district au chairman national du clan montrant le montant des paiements des c  tisations par les membres dans toutes les divisions.
4. Le chairman du clan présentera chaque année l'état des comptes du clan à tous ses membres lors de son assemblée générale annuelle.

Elections du clan.

1. tous les membres du clan atwii qui ont payé leur c  tisation sont susceptibles de voter pour élire les chairmen, secrétaires, et trésoriers du clan dans leurs *locations*. Les trois élus participeront à l'élection du chairman, du secrétaire et du trésorier de la division.
2. Le chairman de chaque division avec son secrétaire et son trésorier participeront dans leur district à l'élection du chairman, secrétaire et trésorier du district et leurs adjoints.
3. Le Chairman de chaque district, les cinq membres de son comité et un conseiller de chaque district   liront le chairman du clan et son comité.
4. Tout membre qui a été adopté par le clan mais n'était pas membre du clan à la naissance ne peut en devenir leader. Tout membre du clan né d'une fille mutwii n'ayant pas été mariée ne pourra être élu leader.

La chaîne de commandement au sein du clan.

Si l'un des leaders enfreint l'une des règles suivantes sans une bonne raison reconnue acceptable par le clan, il sera condamné :

1. Chairman de la *location*: lorsque qu'un chairman de la *location* demande à l'un des membres de son comité de lui apporter leur rapports sur les activités du clan, ceux-ci doivent obligatoirement se présenter. Tout leader de location incapable de répondre à la convocation du chairman et incapable de présenter les informations requises sera condamné pour avoir commis un délit et le clan se rendra chez lui où il devra payer sur le champs une amende de Ksh 200 en plus d'une chèvre.
2. Chairman de la division : lorsque qu'un chairman de la division demande à l'un des membres de son comité de lui apporter leur rapports sur les activités du clan, ceux-ci doivent obligatoirement se présenter. Tout leader de division incapable de répondre à

la convocation du chairman et incapable de présenter les informations requises sera condamné pour avoir commis un délit et le clan se rendra chez lui où il devra payer sur le champs une amende de Ksh 400 en plus de deux chèvres.

3. Chairman du district : lorsque qu'un chairman du district demande à l'un des membres de son comité de lui apporter leur rapports sur les activités du clan, ceux-ci doivent obligatoirement se présenter. Tout leader de division incapable de répondre à la convocation du chairman du district et incapable de présenter les informations requises sera condamné pour avoir commis un délit et le clan se rendra chez lui où il devra payer sur le champs une amende de Ksh 500 en plus un taureau.

4. Chairman du clan - Kenya : lorsque qu'un chairman du clan-Kenya demande à l'un des membres de son comité de lui apporter leur rapports sur les activités du clan, ceci doivent obligatoirement se présenter. Tout leader national ou de district incapable de répondre à la convocation du chairman national et incapable de présenter les informations requises sera condamné pour avoir commis un délit et le clan se rendra chez lui où il devra payer sur le champs une amende de Ksh 1000 en plus de deux taureaux.

5. Si l'un de nos membres est condamné pour avoir enfreint l'une des règles du clan, et lorsque les jeunes vont le chercher et qu'il les menace, il devra payer une amende d'un taureau. On vérifiera s'il n'a pas des dettes à l'égard du clan, s'il en a, il devra les payer immédiatement, et s'il refuse, le clan lui fera un procès devant les tribunaux.

Ecrit et rassemblé par J. Wambua Muli
Secrétaire général
clan Atwii-Anthunzu

Annexe 4 :

**Chiffres des recensements pour la division de
Kangundo entre 1948 et 1989.**

**Evolution démographique du Kenya, du district de Machakos et des quatre locations de la division nord
d'après les recensements de 1962, 1969 et 1979**

	Kenya			Machakos								
	Population	Croissance	Densité (hbs/km ²)	Population	Croissance	Densité						
1962	8636263		16	550779		38						
1969	10942705	26,7%	19	707214	28%	50						
1979	15327061	40,0%	28	1022522	44,5%	72						
	Mbiuni			Mwala			Nord Yatta / Masinga			Plateau	de Yatta	
	Population	Croissance	Densité	Population	Croissance	Densité	Population	Croissance	Densité	Population	Croissance	Densité
1962	15923		104	17518		99	11421		12	11499		14
1969	16387	2,9%	107	17533	0%	99	22971	101%	28	29311	154%	37
1979	19947	21,7%	135	20630	17,6%	119	66308	188%	55	29839	0%	35
	Kangundo			Matungulu			Makueni			Kikumbulu		
	Population	Croissance	Densité	Population	Croissance	Densité	Population	Croissance	Densité	Population	Croissance	Densité
1962	36875		249	45950		229	20191		16	16362		18
1969	39998	8,4%	270	53581	16,6%	230	54595	170%	42	22210	35%	24
1979	51063	27,6%	367	56039	38,2%	318	69727	27,7%	53	38612	65%	23

Sources : Tiffen (M.), *Environmental change and dryland management in Machakos district, Kenya (1930-1990) : population profile*. London, Overseas Development Institute, Working Paper n°54, November 1991, pp. 10-11

**Population des locations la division de Kangundo
dans ses nouvelles limites de 1989.**

Unité administrative	Hommes	Femmes	Total	Nombre de ménages	Superficie (km ²)	Densité (Hbts/km ²)
District de Machakos	675766	726236	1402000	237160	13968	100
Division de Kangundo	82888	87177	170065	27710	778	219
Matungulu	27927	29155	57082	9103	311	184
Kyanzavi	15526	15653	31179	5264	292	107
Kangundo	20467	21802	42269	6968	64	660
Kakuyuni	18968	20567	39535	6375	111	356

Source : Republic of Kenya, *Kenya population Census*, Nairobi, Central Bureau of Statistics, 1989, p. 1/58

Niveau de scolarisation de la population du district de Machakos par tranches d'âge (1989)⁷.

Tranches d'âge	Aucune	Primaire	Secondaire	Université	Ne répondent pas	TOTAL
6-9	85 104	83337	-	-	20968	189409
10-14	13189	191635	632	-	3131	208577
15-19	5325	131979	27868	44	2338	167554
20-24	4006	64920	36997	526	980	107429
25-29	6295	49076	27667	555	561	84064
30-34	9023	38881	18162	380	502	66948
35-39	12558	33135	9588	314	452	56047
40-44	14743	24337	4628	193	394	44295
45-49	16576	15454	2005	117	338	34490
50-54	16579	11604	1150	65	350	29748
55-59	14224	7093	593	23	255	22188
60 et+	68982	15602	145	30	1315	86674
Ne sait pas	503	287	61	-	436	1287
TOTAL	267 017	667330	130096	2247	32020	1098710

Source : Republic of Kenya, *Kenya population Census*, Nairobi, Central Bureau of Statistics, 1989, p. 4/20

⁷ 300 000 habitants du district de Machakos ont disparu entre les tables du recensement par ménages et celles du recensement par la scolarisation. Une erreur sans doute involontaire des informaticiens du *Central Bureau of Statistics* !

Annexe 5 :

**Résultats des élections législatives dans le
district de Machakos entre 1969 et 1992.**

Tableau récapitulatif des résultats électoraux dand le district de Machakos entre 1969 et 1992⁸.

Kangundo

<u>1969 :</u>		<u>1974 :</u>		<u>1979 :</u>	
P. J. Ngei	18 901	P.J. Ngei (Unopposed)		P.J. Ngei	24 076
I. Nzioka	3 414			H. Mulli	11 542
				S. Nthiwa	2 856
				W. Muasya	939
<u>1983 :</u>		<u>1988 :</u>		<u>1992 :</u>	
P.J. Ngei	17 882	P.J. Ngei	15 652	J.W. Mulusya (DP)	19 098
I. Nzioka	10 421	J. Mulinge	13 271	J.K. Ngutu (KANU)	14 996
W. Muasya	1 320			S.N. Muli (FORD-A)	1 658
W. Nthenge	856			A.M.. Mutuki (PICK)	313
				O.M. Mbali (KNC)	193

Iveti Nord (Kathiani)

<u>1969 :</u>		<u>1974 :</u>		<u>1979 :</u>	
A. Mutunga	5 344	A. Mutunga	16 624	L. Kiteke	11 385
P.M. Kilelo	3 132	L. Kiteke	5 944	A. Mutunga	5 038
J.K. Mulika	2 839	P. Nzui	2 735	J. Kyalo	4 202
D.I. Kiamba	492	J. Kalunde	1 467	K. Ndeti	869
P.K. Mulandi	338	J.K. Mulika	910	G. Kivinda	468
				P. Nzui	199
<u>1983 :</u>		<u>1988 :</u>		<u>1992 :</u>	
L. Kiteke	7 708	L. Kiteke	10 434	J.K. Mulinge (KANU)	16 643
J. Kyalo	6 458	F. Muoka	9 375	P.M. Ndeti (DP)	5 332
F. Muoka	3 120			A. Mutunga (FORD-A)	2 809
A. Mutunga	2 424			S.K. Mang'eli (FORD-K)	1 053
G. Wambua	1 855				
D. Kioko	213				

Iveti sud (Machakos Town)

<u>1969 :</u>		<u>1974 :</u>		<u>1979 :</u>	
G. Nthenge	6 854	G. Nthenge	14 956	J. Kikuyu	5 780
W. Mulindo	2 109	D. Mbole	6 762	G. Nthenge	5 131
C.S.A.D'Souza	1 380	F.M. Mbondo	2 733	D. Mbole	4 205
J. Mukeka	480	B. Musila	1 652	J. Mukeka	3 147
W. Mulindo	1 019			P. Ndeti	3 033
				M. Kyulu	2 827
				F. M. Mbondo	1 878

1983 :

J. Kikuyu	11 643
J. Musau	5 229
P. Ndeti	3 755
G. Nthenge	2 850
D. Kithuka	741
D. Mbole	655
S. Nzuki	423
M. Kyulu	299
S.K. Songolo	138

1988 :

J. Kyalo	10 118
J. Kikuyu	5 685

1992 :

J. Kyalo (KANU)	13 812
J.M. Kikuyu (DP)	7 789
J. Kalunde (Ford-A)	3 256
D. Mbole (Ford-K)	628

Yatta**1969 :**

G. Mutiso	6 173
S. Kiilu	4 321
T. Maundu	1 579

1974 :

S. Kiilu	6 619
F. Wambua	3 400
E. Mutunc	3 216
S. Ndala	1 821
S.K. Musili	1 080

1979 :

R. Kakoi	16 542
F. Wambua	7 532
S. Kiilu	2 116
B. Muiu	1 307

1983 :

G. Mutiso	13 951
F. Wambua	5 272
R. Kakoi	3 658
S. Kiilu	2 676
R. Muiu	789

1988 :

G. Mutiso	
-----------	--

1992 :

G. Mutiso (KANU)	9 042
F. Suva (DP)	4 736
S. Muindu (Ford-A)	3 222

Mbooni**1969 :**

S. Kioko	6 564
F. Musili	3 547
F. Kalulu	3 301
J.N. Katilu	839

1974 :

F. Kalulu	14 386
F. Musili	5 170
S. Kioko	1 179
B. Ndeto	905

1979 :

F. Kalulu	17 380
J. Munyao	16 339
S. Kioko	9 331
S. Maingi	526

1983 :

J. Munyao	15 356
F. Kalulu	10 271
S. Kioko	9 331
M. Ilumbi	474

1988 :

J. Makau	11 883
F. Kalulu	7 583
J. Munyao	5 082

1992 :

J. Makau (KANU)	10 390
F. Kalulu (DP)	7 739
S. Musila (FORD-A)	3 170
M. Ilumbi (FORD-K)	2 193

Makueni**1969 :**

K. Mulwa	7 627
J.N. Malinda	6 594
J. Ndile	1 621

1974 :

K. Mulwa	19 892
F. Mbanc	4 338
O. Mutisya	2 310
J. Kunge	1 640
J. Ndile	28

1979 :

K. Mulwa	20 021
P. Sumbi	12 168
T. Malinda	10 105
J.M. Musili	3 336
J. Malii	1 740

1983 :

P. Sumbi	11 921
S. Kyonda	9 100
B. Mutuku	8 626
K. Mulwa	3 710
J. Malii	1 481
P. Muindi	377

1988 :

S. Kyonda	10 906
B. Mutuku	8 175

1992 :

P. Maundu (KANU)	9 954
P.M. Sumbi (DP)	9 117
M. Musomba (FORD-A)	3 353
J. Ngundo (FORD-K)	401

Kilungu (Kilome)**1969 :**

M.M. Muyu	10 578
W.N. Malu	5 399
R. Mwilu	5 170

1974 :

M.M. Muyu	10 042
N.N. Lukindo	7 355
J.M. Mwangangi	4 222
E. Maundu	3 497

1979 :

Gerald Muia	11 209
F. Mutungi	9 088
J. Kaumbulu	7 695
N. Lukindo	6 223
K. Kavali	1 074
N. Kimenyo	881

1983 :

G. Muia	12 233
J. Kaumbulu	8 002
F. Mutungi	7 794
R. Mulumba	452
M. Matolo	291
J. kavali	248

1988 :

G.T. Maingi	10 634
J. Kaumbulu	7 269
J. Musembi	5 659

1992 :

A. Ndilinge (KANU)	23 514
P. Mbolc (DP)	4 332
J. Kimau (FORD-K)	3 201
J. Musembi (FORD-A)	1 965
J. Mulili (KNC)	849

Mwala**1988 :**

G. Wambua	13 561
S.M. Kioko	6 435

1992 :

P.M. Kavisi (KANU)	12 080
J.K. Munyao (DP)	11 517
T. Wambua (FORD-K)	297
G.W. Nzioki (FORD-A)	262

Kibwezi**1988 :**

A. Ndetei	
-----------	--

1992 :

A. Ndetei (DP)	11 710
K/ Mulwa (KANU)	6 651
O. Mbogo (FORD-A)	1 009
J. Kiema (FORD-K)	714

Masinga**1988 :**

S.K. Kiilu	3 865
P.M. Katu	2 988
PK. Kenge	2 774

1992 :

R. Kiluta (KANU)	10 172
L.K. Mathuki (DP)	2 335
S.I. Muthusi (FORD-A)	1 228

Annexe 6

Organisation sociale des sociétés kamba au XIXème siècle.

(Note de synthèse)

Organisation sociale des sociétés kamba au XIX^{ème} siècle.

(Note de synthèse)

On reconnaît entre vingt et vingt-cinq clans patrilineaires Kamba¹ pratiquant généralement l'exogamie² et dont les noms sont ceux de l'ancêtre fondateur, de l'activité dans laquelle il excellait ou de la topographie des collines de Mbooni. Chaque clan dispose d'un animal totem, qui doit être protégé par ses membres. Certains se voient par ailleurs attribuer des particularités non-totémiques : les *Anziu* profèrent les malédictions. Ils interviennent aussi quand les membres du clan *Ambua* n'arrivent pas à faire venir la pluie. Les membres du clan *Asii* ont la réputation de pouvoir guérir les brûlures. Les membres d'un même clan ont le devoir de s'entraider, ils doivent surtout se montrer solidaires en cas d'homicides, pour rassembler la compensation à verser au clan de la victime ou exécuter le coupable³. Le clan s'est aussi révélé une référence pertinente pour l'organisation du commerce de longue distance. L'exogamie et la dispersion géographique permettaient de demander et de trouver l'hospitalité tout au long de la route menant de Kitui à Rabai, sur la côte de l'océan indien, sauvegardant ainsi les bénéfices réalisés ou la marchandise de la convoitise des bandits de grand chemin.

L'unité de relations sociales la plus petite est le *musyi* (pl. *misyi*), le lieu de résidence des trois ou quatre générations de la famille élargie, le *muvia*⁴. A l'intérieur du *musyi*, chaque homme marié dispose de son aire de résidence avec les maisons de chacune de ses femmes. L'espace regroupant des *misyi* voisins est l'*utui* (pl. *motui*). En son sein, se trouve le *thome*, un lieu commun de discussions, où les hommes se réunissent quotidiennement pour parler des problèmes concernant le voisinage, au sein de leurs associations d'âge respectives, leur *kisuka*. L'*utui* accueille différentes institutions sociales organisant la vie quotidienne kamba : l'espace de divertissement (*kituto*), le conseil des aînés

¹ L'incertitude est due à des noms communs avec certaines lignées kikuyu et que ne l'on considère pas toujours comme Kamba

² Nous verrons que même cette règle fondamentale de l'organisation sociale n'est plus respectée qu'à un certain degré et il est d'ailleurs possible qu'elle ne l'ait jamais été totalement dans certaines régions d'Ukambani.

³ Lindblom (G.), *The Akamba of British East Africa*, op. cit., Ch VIII.

⁴ Le *muvia* est le segment lignager le plus petit, la parentèle, mais il signifie littéralement "porte d'entrée", car chaque *musyi* était entouré d'une haie protectrice de branchage et d'épines, que l'on trouve encore dans les zones semi-arides de Kangundo.

(*nzama*), le conseil des juges (*nzili*), le leader des raids et des chasses (*muthiani*). Plusieurs *motui* forment un *kivalo* (pl. *ivalo*) espace où se développent les relations matrimoniales entre différents *misyi* disposant de leur propre aire de danse (*ngoma*) et de leur propre lieu de culte (*ithembo*). Le *kivalo* est surtout important pour les jeunes. Il rassemble les groupes d'âge mobilisables pour la guerre et ceux qui se rencontreront périodiquement pour danser et développer des relations amoureuses.

Les différents groupes d'âges se différenciaient de la sorte. Un petit garçon est appelé *kaana*. Il deviendra un *kivisi* dès qu'il pourra garder le bétail, puis un *kamwana* après la circoncision, ce qui l'autorise à danser même s'il n'a pas encore atteint la puberté. La circoncision s'organise pour les garçons et pour les filles autour de deux rites initiatiques à Machakos et trois pour les hommes à Kitui, chacun réalisé tous les ans pendant la longue saison sèche entre juillet et octobre. La première, la petite circoncision, *nzaiko ila nini*, est l'opération physique ; elle intervient à l'âge de quatre ou cinq ans, dès que les parents peuvent payer les quelques chèvres nécessaires et que le moment est jugé propice au sein de l'*utui*. La grande circoncision, *nzaiko ya aume*, intervient entre huit et douze ans, c'est un apprentissage de plusieurs jours où les enfants sont isolés dans des huttes, confrontés à un rhinocéros mythique et informés de la régulation des pratiques sexuelles⁵. La troisième circoncision, réservée aux garçons, est liée à un serment secret et rassemble à Kitui les habitants d'un même *utui*.

Après la puberté, le garçon pourra donc devenir un *mwanake* (pl. *anake*) si son père l'autorise. Si son père le lui permet encore, il pourra se marier et avoir des enfants mais il n'a pas le droit de boire de bière de millet, privilège de ses aînés. Dès qu'il peut verser deux ou trois chèvres au conseil des aînés, il devient un *nthele* et peut entrer dans l'association des aînés des guerriers et danser sur des rythmes différents de ceux de ses cadets. Puis, sous réserve du paiement de nouvelles chèvres (au moins une dizaine) ou d'un boeuf et surtout de la vacance des places dans le conseil auquel il peut prétendre, il entre progressivement au sein de chacune des trois associations d'aînés qui se partagent les fonctions d'organisation de l'*utui*. Il pourra devenir tout d'abord un *atumia ma kisuka* (*atumia* signifie aîné) dont les avis sur les déclarations de guerre, l'organisation de la paix et les exécutions communautaires sont consultatifs. Il aura aussi la charge de disposer rituellement des corps des défunts. Puis en payant à nouveau et s'il existe une opportunité, il pourra devenir un *atumia ma nzama*, membre du conseil qui a la charge de régler les conflits et les problèmes quotidiens de l'*utui*. Enfin, seulement si son père était un *mutumia ma ithembo*, un aîné ayant la garde du lieu de culte, s'il est décédé il pourra avoir accès aux fonctions rituelles et cérémonielles en lui succédant. De

⁵ Lindblom (G.), *op. cit.*, p. 43.

même, un aîné doit obligatoirement quitter l'un ou l'autre conseil dès que son fils a la possibilité d'y entrer et de venir s'asseoir à côté de lui, d'être son égal.

Tous les aînés ne participaient pas au règlement des affaires judiciaires et donc au *nzili*. Il fallait être reconnu comme compétent pour faire appliquer la coutume, être un *asili*, dont le meilleur, pouvait représenter son *utui* à l'extérieur de la communauté. En cas de désaccord pour le règlement d'un conflit, la querelle est réglée par le recours aux forces de l'invisible, soit par le *kivuyu* (les deux protagonistes doivent lécher la lame d'un couteau chauffé à blanc et seul le menteur sera blessé), soit par un serment sur le *kithitu* (on doit jurer de sa bonne foi et le menteur est censé décéder dans le mois suivant le serment⁶). Ces deux recours interviennent pour le règlement de conflits privés. En cas de nuisance répétée d'un individu envers la communauté (meurtres, vols, viols), les *asili* pourront demander la réunion d'un *nzama* à l'échelle du *kivalo* et décider de l'exécution du coupable, selon la procédure du *king'oli*. Au cours de celle-ci, le frère de l'accusé aura la responsabilité de déculpabiliser sa famille en décochant la première flèche⁷.

La propriété foncière est celle du *muvia*, de la famille élargie. Au sein du *weu*, l'ensemble des terres inoccupées, le *muvia* délimite son *ng'undu*, sa parcelle destinée à la culture et à l'habitat, de même que son *kisese*, son aire de pâturage privative. La terre de culture est partagée entre les femmes qui la cultivent. Les jeunes hommes en charge du pâturage ont la responsabilité d'explorer les frontières du peuplement en établissant un *kyengo*, point d'ancrage d'un espace de pâturage qui ne devient cependant la propriété du *muvia* que si celui-ci y organise une installation permanente, y délimite un *ng'undu*. Seule la propriété du *ng'undu*, de la terre défrichée et cultivée est perpétuelle, tandis que celle du *kisese* peut être partagée ou disparaître si inutilisée; l'aire de pâturage revenant alors à l'état de *weu*⁸.

Comme beaucoup d'autres sociétés africaines, les communautés kamba pensaient leur existence comme point d'articulation de trois systèmes de références humains, comprenant les morts, les vivants et les descendants. L'homme ne se perçoit qu'à travers ses relations avec ses ancêtres, ses contemporains et ses futurs descendants, comme membre d'une lignée. C'est pourquoi la notion de personne a été préférée par les anthropologues à celle d'individu pour conceptualiser cet attachement à l'insertion sociale fondamentale au sein de la lignée⁹. Les morts et les

⁶ Charles Dundas précise la phrase incriminée qui est plus un appel au jugement des forces invisibles qu'un véritable serment : 'Si un tel n'a pas fait telle chose, que le *kithitu* me tue !' Dundas (C.), "The organization of laws of some bantu tribes in East Africa", art., cité, p. 252.

⁷ Pour une analyse des différentes dimensions symboliques du *King'oli* voir notamment Mair (L.), *Primitive Government*, Londres, Pelican Books, Harmondsworth, 1962, p. 54.

⁸ Cf. Lambert (H.E.), "Land tenure among the Akamba", Art. Cit., p. 142-145.

⁹ John S. Mbiti précise ainsi : "Je suis parce que nous sommes, et puisque nous sommes, je suis", cf. Mbiti (J.S.), *African religions and philosophy*, Londres, SPCK, 1969, p. 104.

descendants influencent ainsi tous les secteurs de l'activité des vivants. Ceux-ci doivent consulter les générations précédentes, devenues des esprits (*aimu*), afin d'assurer le succès de leurs prières adressées à l'entité supérieure qui assure l'agencement du monde, *mulungu*. Les esprits intercèdent ainsi entre les vivants et la force originelle créatrice du monde qu'elle surveille depuis les sommets du Mont Kenya ou du Kilimandjaro¹⁰. Les *aimu* se manifestent à travers les éléments ou les animaux, ils imprègnent souvent les sommets des figuiers aux pieds desquels peuvent s'installer les lieux de prière, les *ithembo*. Au cœur de la perception du monde kamba, les *aimu* sont tout puissants sur la destinée des vivants et s'assurent que leur mémoire soit respectée et que leur nom ne soit jamais offensé, car ils peuvent alors provoquer la maladie, l'échec, le malheur. Certains individus disposent de capacités de communication particulières avec les esprits, ce sont les *andu ae* (sing. *mundu mue*), les guérisseurs, les devins et les *andu aoi*, les magiciens, qui pratiquent la sorcellerie. Les premiers vouent leur existence à résoudre les problèmes que peuvent rencontrer les communautés grâce à leur connaissance des pharmacopées traditionnelles, à leur don de communication avec les esprits, ou à leur capacité de voir l'avenir¹¹. Ils pratiquent certaines danses qui leur sont réservées comme le *kilumi* ou le *ngoma* dont les rythmes leur ont été communiqués par les esprits pour les honorer. Ces danses peuvent mener à des trances ou à la prise de possession temporaire par l'esprit incriminé du corps du *mundu mue*¹². Les secondes - ce sont souvent des femmes- pratiquent la sorcellerie car elles possèdent dans leur corps une force maligne qui leur donne le pouvoir de tuer. Elles disposent également souvent du savoir leur permettant d'utiliser les poisons, les charmes et la magie noire et peuvent les vendre à quiconque désire le mal de son prochain¹³. La sorcellerie fournit ainsi l'explication à nombre de malheurs personnels qui peuvent frapper les familles.

¹⁰ Ndeti (K.), *Elements of Akamba life*, Op. Cit., pp. 174-176.

¹¹ Nous ne pouvons reprendre ici une analyse détaillée des très complexes relations des Kamba au monde de l'invisible, notamment dans leurs liens avec la parenté et avec les distinctions de genre. On en trouvera une synthèse, peu critique de ses sources, mais disposant de très nombreux éléments d'information dans Gehman (R.J.), *African traditional religion in biblical perspective*, Nairobi, East African Publishing House, 1989. On trouvera notamment en annexe de cet ouvrage des récits intrigants d'individus devenus guérisseurs.

¹² Cf. Gehman (R.J.), *op. cit.*, p. 160-161.

¹³ La distinction classique établie par E.E. Evans-Pritchard entre "*witchcraft*" et "*sorcery*" est la suivante : "The chief difference between a sorcerer and a witch is that the former uses the technique of magic and derives power from medicines, while the latter acts without rites and spells and uses hereditary psychical powers to attain his ends". Même si de nombreuses sociétés y adhèrent, cette dichotomie nous semble plus analytique qu'empirique. Les rites de purification dont nous avons pu être le témoin impliquent l'extraction au sens propre de la force maligne du corps de la sorcière qui était également accusée d'utiliser des charmes pour rendre stérile ses belles-sœurs. Celle-ci dû t le cracher et "manger" ensuite un serment l'empêchant de mal faire. Cf Evans-Pritchard (E.E.), *Magic and witchcraft among the Azande*, Oxford, OUP, 1937 et, pour d'autres exemples est-africains reprenant cette distinction, Middleton (J.), Winter (E.H.), eds., *Witchcraft and sorcery in East Africa*, London, Routledge and Kegan Paul, 1963. Le problème vient

Certains mécanismes, comme les serments, pouvaient également permettre aux personnes ou aux communautés de se protéger contre la sorcellerie, qui représentait une menace permanente, soit en raison de la malchance de certains hommes ayant pris pour femme une sorcière, soit en raison la jalousie de certains membres de la famille élargie¹⁴. Il existe plusieurs types de serments, que l'on peut répartir en deux catégories. Les premiers sont destinés à prévenir le malheur et sont généralement appelés *ng'andu*, tel celui que prenait l'ensemble des membres d'un *utui* lors de l'établissement d'une nouvelle unité de peuplement pour se prémunir contre les menaces intérieures et assurer l'unité et la solidarité de la communauté face aux menaces extérieures (sécheresse, raids, etc.). Les seconds sont destinés à faire expier les coupables, ce sont les *kithitu*. Les serments sont administrés par les *andu ae* qui ne se contentent pas de faire prononcer une phrase après un rituel généralement associé au sacrifice d'une chèvre ou d'un taureau. Prendre un serment se dit en kikamba *kula kithitu*, "manger le serment", c'est-à-dire ingérer une goutte du sang de l'animal immolé en répétant les mots du *mundu mue*¹⁵. La fidélité au serment se trouvant ainsi rappelée en permanence dans les corps et les esprits.

également de la grande confusion qui semble régner aujourd'hui dans les esprits christianisés à propos des questions de sorcellerie et également de l'impropriété des langues européennes à exprimer correctement les distinctions impliquées dans les langues vernaculaires. J.S. Mbiti semble confirmer cette absence de distinction en kikamba et celui-ci décide d'utiliser indistinctement le terme de "witch" pour toute activité de sorcellerie, mais sa démarche n'est elle pas plus théologique que réellement ethnographique ? Cf Mbiti (J.S.), *African religions and philosophy*, *op. cit.*, p. 202 et l'annexe de Peter Geschiere sur les débats entre anthropologues à ce sujet dans son Geschiere (P.), *Sorcellerie et politique en Afrique noire. La viande des autres.*, Paris, Karthala, 1994.

¹⁴ Comme chez les Maka du Cameroun étudiés par Peter Geschiere, la sorcellerie est en effet une pratique intra-familiale liée à la répartition inégale des richesses entre les différentes branches des lignages. Cf Geschiere (P.), *Sorcellerie et politique en Afrique noire*, *op. cit.*

¹⁵ Nous avons assisté à ces cérémonies à deux reprises. Cf *infra* chapitre 6.

Annexe 7 :

Eléments historiques sur la première gouvernementalité coloniale à Kangundo (1905-1925)

Eléments historiques sur la première gouvernementalité coloniale à Kangundo (1905-1925)

(Note de synthèse)

En rappelant qu'en une dizaine d'année (1895-1905), le Kenya fut transformé d'une voie d'accès vers l'Ouganda en un territoire subissant le joug d'une administration coloniale, John Lonsdale attire notre attention sur la violence et la brutalité de la construction de l'Etat au Kenya, qu'il a lui-même qualifié d'Etat de conquête¹. Mais, à l'origine, cette conquête fut bien plus africaine qu'impériale. Des trois millions d'africains peuplant le Kenya vers 1890 et dont les trois quart vivaient sur les hautes terres, nombreux sont les Kamba, Meru, Kikuyu, Maasai et autres Luhya qui servirent de troupes aux expéditions de "pacification", pour aller mater un lignage rebelle, piller son bétail et ses femmes et reconstituer ainsi une richesse perdue en raison des épidémies et des famines récurrentes à l'époque. Tout au long de la route menant vers le Buganda, à Machakos, Fort Smith (près de Dagoretti), Baringo ou Mumias, les intermédiaires de l'IBEAC s'appuyèrent sur celle-ci pour s'enrichir, grâce au commerce du grain notamment dont les prix triplèrent entre 1890 et 1899. Leur domination locale était sanctionnée le cas échéant par le titre ronflant de *paramount chief*, lorsqu'ils se montraient particulièrement efficaces à fournir le nombre croissant de manoeuvres nécessaires à la progression de la voie ferrée². A partir de 1901, une fois Kisumu atteint par la voie ferrée, la construction de l'Etat colonial entra dans une phase plus bureaucratique, où Londres demanda d'exploiter les territoires conquis, de rentabiliser une entreprise coûteuse grâce à la promotion du colonat blanc. Les pionniers de l'IBEAC, passés sous tutelle du *Colonial office* en 1895, durent, pour l'image de l'Empire, cesser d'afficher leurs relations coupables avec africains, et trouver des relais administratifs efficaces qui ne se rendraient plus coupables de rapines, afin d'engager la territorialisation de l'espace conquis par la définition de frontières qui sépareraient bientôt les domaines des colons des réserves africaines³. L'une des réactions fréquentes des populations contraintes par ce nouveau type de domination fut l'apparition de mouvements synchrétiques fournissant une explication à l'apparition de l'homme blanc et

¹ Lonsdale (J.), "The conquest state of Kenya" in *Unhappy Valley*, vol 1., *op. cit.*

² Pour plus de détails, et les singularités des situations maasai et surtout Nandi dans cette évolution voir Lonsdale (J.), "The conquest state of Kenya", art. cité, p. 20-31.

³ *Ibid.* p. 31-35.

éventuellement les moyens de s'en débarrasser. Machakos n'échappa pas à cette règle qui vit notamment la naissance d'un mouvement synchrétique autour d'une femme, Siotune, puis d'un homme, Kiamba, qui en 1910-1911 clamaient être possédés par un esprit voulant renvoyer les blancs chez eux⁴.

-Echec à l'administration.

Entre 1895 et 1902, Ukambani faisait partie du district d'Athi. Celui-ci fut scindé en 1902 pour donner naissance aux districts d'Ulu et de Kitui, qui faisaient partie de l'*Ukamba Province*. Ulu ne prit le nom de Machakos qu'en 1920. Au sein du district, la réserve africaine de Machakos fut grossièrement délimitée en 1906, mais connut des modifications de frontières postérieures, en raison de l'acceptation par l'administration de revendications supplémentaires des colons sur les terres alors allouées aux africains. En effet, les colons réussirent à s'approprier une partie des terres les plus fertiles des *Mua hills* en 1909 et une parcelle au sud de Machakos en 1911. La majorité du territoire attribué aux colons regroupait donc la partie sud du cirque des *Mua Hills* où furent développées des grandes exploitations fruitières et maraîchères et une bande de quinze à trente kilomètres de large située le long du côté nord de la voie ferrée. La spoliation des terres kamba fut bien sûr sans comparaison avec celles subies par les populations kikuyu ou lmaasai (environ 345 000 acres de terres ont été spoliés dans le district de Machakos entre 1906 et 1915, contre près de 2 500 000 pour le seul district de Naivasha annexé à partir des terres maasai de la Vallée du rift)⁵. Néanmoins, ces spoliations provoquèrent un fort ressentiment dans le nord du district, notamment en raison de la disparition consécutive des aires de pâturages⁶. Le principal objet du contentieux eut trait à cette attribution tardive aux colons des *Mua Hills* contre le retour dans la réserve des collines de Matungulu, qui en avaient été originellement exclues⁷. Stuart Watt, un missionnaire devenu agriculteur, s'y fit particulièrement haïr, en s'appropriant les terres de la réserve allouées à la mission pour y développer des cultures maraîchères. Au total, en 1915, environ 280 colons réunis dans l'*Ulu settlers association*, ont obtenu avec la révision du *Crown Land Ordinance*, des baux amphithéotiques de 999 ans, et l'assurance de pouvoir éventuellement accroître leurs exploitations. En effet, les populations des réserves n'étaient juridiquement considérées que comme des métayers de la Couronne Britannique et ne possédaient donc pas la propriété de la terre. A cause de la pression des colons se mobilisant

⁴ La meilleure description se trouve dans Sorrenson (M.P.K.), *Origins of European settlement in Kenya*, Nairobi, Oxford university Press, 1968, pp. 280-81

⁵ Sorrenson (M.P.K.), *Origins of European settlement in Kenya*, op. cit., p. 296.

⁶ Sur cette question la meilleure étude est toujours Sorrenson (M.P.K.), *ibid.*

⁷ Kenya Colony and protectorate, *Report of the Kenya Land Commission*, London, HMSO, 1934, pp. 214-215

contre toute extension des frontières de la réserve, les Kamba de Machakos se virent également refuser l'accès aux terres du plateau de Yatta pour les pâturages en période de sécheresse⁸. Cette pratique était désormais très contrôlée et parfois sanctionnée par des expulsions et des amendes, coûteuses en têtes de bétail.

L'administration du district s'organisa en une pyramide de relais locaux qui profitèrent énormément de leur situation d'intermédiaire avec le pouvoir blanc pour s'enrichir et établir un pouvoir inédit sur des communautés locales particulièrement rétives. L'*utui* correspondait approximativement dans la nomenclature administrative à un village, pour lequel fut utilisé le nom de *thome*. Dans chaque *thome* était nommé un aîné. Environ cinq *motui* ou *thome* formaient un *kivalo* disposant d'un *headman*, nommé par le *District Commissioner* (DC). Le *kivalo* correspond aujourd'hui à la *sub-location*. Cinq ou six *ivalo* formaient une *location* sous la responsabilité d'un *chief*. Le district d'Ulu comptait 17 *locations* et celui de Kitui 22. À la différence de l'ouest de la colonie, où les frontières des unités administratives furent établies sur celles du peuplement des lignages⁹, la dispersion géographique interdit une telle pratique et les frontières des *locations* furent largement déterminées par des commodités topographiques. Au total, le district d'Ulu comptait donc une centaine de postes administratifs à conquérir et si les intermédiaires précoces de l'IBEAC réussirent à monopoliser certaines fonctions au bénéfice de leur lignage, pour acquérir des positions dominantes sur leur voisinage, le besoin d'*headmen* était tel qu'un grand nombre d'opportunités furent offertes à de jeunes ambitieux qui parvenaient à conquérir ces positions sans appartenir à aucun groupe influent des communautés locales. Les deux fils du *muthiani* Mwatu wa Ngoma que John Ainsworth avait voulu consacrer *Paramount chief* kamba (il mourut trop tôt en 1901) furent *headmen* à Iveti et à Matungulu. De même, les commerçants Ngile wa Mwala et Mbole wa Mathambyo devinrent respectivement *chief* à Nzau et *headman* à Maputi. À l'opposé, Nthiwa wa Tama qui avait eu pour seul mérite d'organiser le recrutement de travailleurs pour la voie ferrée ou Ngunzi wa Tama, un orphelin de la famine de 1899, recueilli dans une mission et parlant swahili, obtinrent les postes de *chief* à Maputi et à Kaumoni. John Forbes Munro décrit avec finesse la compétition politique intense qui se développa pour conquérir ces postes officiels de 1902 et 1910 entre les individus, les lignages, les aînés et les cadets, les possibilités d'enrichissement ayant été réduites par l'interdiction des raids sur les troupeaux voisins et l'arrivée des commerçants indiens sur les marchés locaux : "Une structure hautement fluide de rivalités et d'alliances locales se

⁸ Kimambo (I.), "The economic history of the Kamba (1850-1950)", in Ogot (B.A.), ed., *Hadith 2*, Nairobi, EAPH, 1970, pp. 88-89.

⁹ Ogot (B.A.), "British administration in the Central Nyanza district of Kenya, 1900-1960", *Journal of African History*, IV(2), 1963, pp. 249-273.

développa. Des jeunes hommes, atteignant la première marche de l'échelle comme agent de *headman* essayaient de prendre la place de leur patron. Des *headmen* sortis de nulle part affrontaient les représentants des lignages locaux dominants pour devenir *Chief*.(...) Les *Chiefs* étaient en compétition entre eux pour accroître le nombre de leurs dépendants dans une situation où les frontières entre *locations* n'avaient aucune signification ; ils tentaient de s'assurer l'allégeance des *headmen* et des aînés des locations voisines, se mêlant de leurs affaires. Cette compétition s'exprima en partie dans la course à la *barua*, la lettre conférant l'autorité administrative.(...) La valeur de la *barua*, officielle ou autre, reposait dans la capacité implicite qu'elle conférait d'accéder au pouvoir militaire colonial grâce auquel le détenteur pouvait se construire une base de soutien politique¹⁰.

Une première réforme administrative intervint en 1911 à l'initiative de Sir Percy Girouard, nommé gouverneur en 1909, et appliquée à Machakos par Kenneth R. Dundas, le frère de l'ethnographe. Elle tenta de réhabiliter les *nzama* pour contrer le pouvoir croissant des *chiefs* et *headmen* corrompus. On leur retira leurs compétences judiciaires et leurs milices armées, censées collecter l'impôt, au bénéfice d'une seule milice "tribale", placée sous l'autorité du DC. Vingt-six tribunaux locaux furent ainsi créés avec compétence sur toutes les affaires relevant du droit coutumier kamba, hormis les attaques armées et les homicides. Les aînés restèrent cependant extrêmement réticents à s'impliquer dans cette nouvelle structure qui les forçaient à condamner les cadets refusant le travail salarié ou tous ceux qui ne payaient pas leurs impôts. Cette réforme eut néanmoins pour effet d'affaiblir considérablement les *chiefs* et *headmen* dont l'autorité était désormais concurrencée par celle des aînés au sein de la structure administrative. Au total, en 1922, aucun système d'administration efficace n'avait pu être établi en Ukambani, à la différence de la province centrale ou des districts de l'ouest. Le renouvellement des *chiefs* paralysés entre le mécontentement du DC et le travail de sape des aînés, prit des proportions inégales. Sur soixante *chiefs* et *headmen* en poste en 1917 seuls huit étaient encore en poste dix ans plus tard¹¹. Parallèlement, les aînés acceptant de se compromettre avec l'institution judiciaire coloniale étaient tellement corrompus qu'ils remirent en cause son utilité.

-Ni migrations, ni missions.

Cette mauvaise administration limita le poids des contraintes auxquelles devaient faire face les Kamba, afin de les forcer à entrer sur le marché du travail. Ils ne sont que 1532 à vivre en dehors de la réserve en 1922. Le souvenir du dénuement total, des conditions sanitaires effroyables et de la faim subis pendant la

¹⁰ Munro (J. F.), *Colonial rule and the Kamba*, op. cit., pp. 60-61.

¹¹ Tignor (R. L.), *The colonial transformation of Kenya*, op. cit., pp. 60-61.

première guerre mondiale au sein des *Carrier Corps*¹², n'encourageait pas les départs. En effet, 11000 hommes du district de Machakos avaient été conscrits entre 1914 et 1918 pour le portage lors de la grande campagne est-africaine du Tanganyika. En l'absence d'une contrainte locale trop forte ou d'une "faim de terres" comparable à celle des districts kikuyu, les Kamba furent nombreux à refuser la situation de *squatter* même si certains furent forcés de partir travailler sur les domaines voisins de Thika ou d'Oldonyo Sabuk¹³. Les volontaires pour le travail salarié se dirigeaient le cas échéant vers des professions plus gratifiantes, dans l'armée, la police ou le chemin de fer. Le paiement des différentes taxes s'opérait de plus sans difficulté grâce aux revenus tirés de la vente du bétail ou du commerce des produits agricoles avec les Indiens (notamment d'un beurre particulier, le *ghee*, indispensable pour la cuisine indienne et dont les Kamba ont le quasi monopole de la production et du savoir-faire). En 1912, K. Dundas note que les Kamba des *locations* nord de Machakos emploient sur leur *misyi* 1000 Kikuyu de Murang'a pour trois roupies par mois, plus la nourriture, soit la moitié du salaire offert par les colons¹⁴. Entre 1918 et 1922, les Kamba ne bénéficient pas de la même prospérité qu'avant guerre. Ils n'emploient plus d'ouvriers agricoles kikuyu mais la diversification de leurs productions agricoles leur permet toujours de payer leurs taxes sans rechercher de travail salarié. Machakos devient le principal fournisseur de poulets et d'oeufs du marché de Nairobi¹⁵.

L'échec à administrer correctement le district de Machakos est parallèle à l'échec missionnaire à le christianiser. L'indocilité kamba se manifeste ainsi aussi dans le refus quasi général d'adopter un dieu étranger et un culte demandant des pratiques aussi contraignantes que la monogamie ou le respect des interdictions de danser ou de boire la bière traditionnelle. Les deux églises missionnaires implantées dans le district rencontrent ainsi jusqu'au début des années vingt de piètres résultats dans leur tentative d'évangélisation. L'*African Inland Mission*, église protestante américaine d'inspiration évangéliste, malgré une installation précoce à Nzaui en 1895 puis à Kangundo en 1896 et le monopole conféré par l'obtention du district comme zone d'influence exclusive en 1909, n'a toujours que 161 convertis en 1921, 25 ans après l'ouverture de sa première église. Les catholiques de la mission

¹² Sur ce point voir : Savage (D.C.), Forbes-Munro (J.), "Carrier corps recruitment in the British East Africa protectorate, 1914-1918", *Journal of African History*, VII (2), 1966, pp. 313-342.

¹³ Les *squatters* étaient des ouvriers agricoles sur les grands domaines des colons, jouissant de l'occupation et de l'usage d'un lopin de terre à la discrétion de leur employeur. Pour une étude précise et bien documentée de la situation des *squatters* à l'époque voir : Kanogo (T.M.), *Squatters and the roots of Mau-Mau 1905-1963*, London, Currey, 1987.

¹⁴ Munro (J. F.), *Colonial rule and the Kamba*, *op. cit.*, p. 85.

¹⁵ Kitching (G.), *Class and economic change in Kenya : The making of an African Petite-Bourgeoisie*. New-Haven, Yale University Press, 1980, p. 51.

française des Pères du Saint Esprit n'ont pas plus de succès. Installés à Kabaa en 1912, puis à Kiboko en 1920, ils doivent attendre sept ans avant d'obtenir leur premier converti. Les paroisses, invariablement liées à l'administration coloniale se compromettaient systématiquement dans les querelles entre *chiefs* et n'attiraient que leur voisinage, en raison des services sociaux et sanitaires qu'elles offraient, ou donnaient refuge aux exclus des communautés locales, aux orphelins. En 1904-1905, l'AIM-Kangundo doit même payer les enfants pour qu'ils consentent à venir dans son école¹⁶.

Il est cependant nécessaire de souligner ici la dualité sur laquelle insiste également Jeremy Newman au sein du district de Machakos entre les *locations* nord qui bénéficient d'un bon régime hydrographique et se situent à proximité de Nairobi et les *locations* sud qui sont dans une situation comparable à celle de Kitui. Ce sont des *locations* nord autour d'Iveti, de Matungulu et de Kangundo que se développent le commerce avec Nairobi, dont sont originaires les Kamba entrant sur le marché du travail avant la première guerre mondiale, et où une partie du salaire est réinvestie pour acheter dès les années vingt une charrue ou des intrants afin de développer les capacités productives des zones cultivées, puis investir dans un échoppe afin de régulariser les revenus qui permettront d'accroître son cheptel¹⁷. Refusant le marché du travail, refusant d'adhérer aux nouvelles croyances proposées par les missionnaires, ils saisissent les opportunités offertes par le développement du marché de Nairobi et s'engagent plutôt dans la course à l'accumulation que permet la captation des postes administratifs. Au début des années vingt, de nouvelles élites éduquées illustrent à leur tour dans le district tous les bénéfices à tirer du système éducatif missionnaire et des positions salariées dans l'administration locale, stimulant un engouement et une mobilisation collective inédite jusqu'alors.

Les trois générations de leaders qui ont été identifiés classiquement comme apparaissant successivement dans les années dix, vingt et trente et se trouvant à l'origine des différentes associations politiques des provinces centrales ou de l'ouest (*Kikuyu Association, East African Association, Young Kikuyu Association, Young Kavirondo Association, Kavirondo Taxpayers Association, North Kavirondo Taxpayers Associations*), les *chiefs*, les *missions boys* et les commerçants, semblent apparaître en Ukambani quasi-simultanément.

Dans les districts kikuyu, luo ou luhya, les *chiefs* étaient en effet parvenus dès le début du siècle à établir leur autorité, tant en raison d'une intensité particulière

¹⁶ Sur tous ces éléments voir Forbes-Munro (J.), *Colonial rule and the Kamba*, op. cit., p. 107.

¹⁷ Newman (J.), "First steps in rural capitalism", art. cité, p. 3.

de la stratification sociale précoloniale due aux famines des années 1890 qu'à une meilleure adaptation du maillage administratif sur le système lignager¹⁸. La décennie des années vingt s'était de même ouverte avec l'agitation politique d'Harry Thuku contre l'augmentation de la *Poll tax* et le port du *kipande* symbolisant l'entrée en scène de cette nouvelle génération de jeunes éduqués, dont le plus célèbre élément sera Jomo Kenyatta. La transformation des "*tribesmen*" en "*peasant*", consécutive à la progression de l'économie capitaliste et le renouveau de la pression administrative pour alimenter le marché du travail rendit caduque la légitimité des *chiefs* à représenter leurs communautés, laissant la place aux nouvelles élites ayant saisi l'éducation et le commerce comme voie d'ascension sociale. Voulant capter le potentiel contestataire de ces nouveaux groupes et maîtriser les mobilisations antagonistes des colons et des indiens en faveur d'une représentation nationale, le pouvoir colonial invoqua la supériorité inattaquable des intérêts africains à travers la doctrine du *trusteeship* et offrit une arène locale aux associations politiques des *mission boys* tandis que des missionnaires ou des administrateurs coloniaux obtenaient la charge de défendre les intérêts africains au *Legislative Council*¹⁹. Les *Local Native Councils* se développèrent ainsi à partir de 1924, avec des membres régulièrement élus tous les trois ans. Ces assemblées offrirent une tribune à l'expression des antagonismes entre les différents segments de l'élite kényane : *chiefs* représentant leur lignage et l'ordre tribal rêvé par le colonisateur et jeunes éduqués, utilisant la lecture de la bible et l'écriture contre l'autorité de leurs aînés. La troisième génération entra en compétition au tournant des années trente. Appuyée sur les chambres de commerce locale et les associations ethniques qui leur ont permis de tisser des réseaux de distribution de leurs produits agricoles dans tout le pays, elle contesta elle aussi la légitimité des lignages dominants, et veut accéder au LNC pour défendre ses commerces dans leurs réserves, contre la concurrence

18 Cette "vulgarisation" précoce du pouvoir de l'Etat colonial ne fut pas bien sûr sans contestation, tantôt à travers l'escapisme des nouveaux dominés comme l'illustre Tabitha Kanogo en retraçant les raisons qui ont poussé la première génération de *squatters* à venir s'installer dans la vallée du Rift, tantôt par des scissions lignagères contestant le monopole du pouvoir et de l'éducation conféré à telle ou telle famille élargie comme sur les bords du lac Victoria. Cependant, les autorités locales de l'administration coloniale y connurent malgré cela une bien meilleure implantation. Cf Kanogo (T.), *Squatters and the roots of Mau-Mau*, *op. cit.* ; Ogot (B.A.), "British administration in the Central Nyanza district of Kenya, 1900-1960", art. cité. et Tignor (R. L.), *The colonial transformation of Kenya*, *op. cit.*

19 Cf Bennet (G.), "Imperial paternalism : the representation of african interests in the Kenya Legislative Council", in Robinson (K.), Madden (F.), *Essays on Imperial Government*, Oxford, Blackwell, 1963, pp. 141-169 ; Kamoche (J. G.), *Imperial Trusteeship and political evolution in Kenya, 1923-1963*, Washington, University Press of America, 1981, 433 p. ; Lonsdale (J.), "Some origins of nationalism in East Africa", *Journal of African History*, IX, I, 1968, pp. 119-146 ; Rosberg (C.), Nottingham (J.), *The Myth of Mau-Mau*, *op. cit.*

indienne qu'elle juge déloyale²⁰. Ce rythme progressif de formation et d'apparition des différents segments de l'élite kényane semble quelque peu perturbé en Ukambani. Les *mission boys* semblent partir les premiers à la conquête des *Local native Councils*, avant de s'engager éventuellement dans des carrières administratives locales, puis d'être concurrencés par de jeunes entrepreneurs, ayant bénéficié des revenus du salariat pour développer leurs productions agricoles. La faiblesse de l'implantation missionnaire et le renouvellement incessant des représentants de l'administration locale expliquent en partie la périodisation de cette éclosion d'une première génération d'entrepreneurs politiques, de même que sa confusion précoce des genres, où les anciens élèves des missions élus aux LNC deviennent ensuite *chiefs* tout en s'appuyant sur cette fonction pour faire tourner leurs affaires.

John Forbes Munro note ainsi que l'année 1924 est une année charnière pour la mobilisation politique dans le district de Machakos. En effet, en 1924 l'administration coloniale expulse les troupeaux en pâturage sur le plateau de Yatta, et commence à en restreindre drastiquement l'accès pour lutter contre l'érosion²¹. Cette remise en cause brutale d'un équilibre social précaire où les candidats à l'ascension sociale par le commerce du bétail avaient trouvé le moyen de satisfaire leurs aspirations grâce aux tolérances de pâturage sur le plateau de Yatta, provoque une première mobilisation politique. Pour la première fois, les *mission boys* vont exprimer clairement le mécontentement de la population, au détriment des *chiefs* et des aînés nommés par le DC. Lors des premières élections locales, l'année suivante au LNC, cette nouvelle génération fait son apparition : aux côtés de James Mutua qui avait tenté sans succès d'implanter l'*East African Association* d'Harry Thuku dans son district, se trouvent Simon Kaleli, premier élève et premier enseignant africain de l'école missionnaire de Mukaa, Stephen Makau, l'élue de Kangundo, orphelin recueilli par l'AIM de Mombasa devenu prêtre-évangéliste et enseignant à Machakos, et Theophile Mulwa, baptisé à la mission catholique St Austin's de Nairobi et catéchiste à Kiboko²². Ces postes électifs, qui intéressent peu les aînés préférant garder le contrôle de leur microcosme local au sein des *nzama* arbitrant les affaires du *kivalo*, offrent ainsi la possibilité à de nouveaux leaders d'émerger et de valoriser l'éducation qu'ils ont reçue. Ceux-ci ne tarderont pas à vouloir prendre la défense des intérêts économiques du district contre la concurrence de leurs voisins

²⁰ Lonsdale (J.), "A political history of Nyanza", Op. Cit. ; Lonsdale (J.), "Political associations in western Kenya", in Rotberg (R.I.), Mazrui (A.A.), *Protest and Power in black Africa*, New York, Basic books, 1970, pp. 589-638.

²¹ Sur la prise de conscience coloniale de la nécessité impérieuse de lutter contre l'érosion et l'enchaînement historique des facteurs qui l'ont provoqué voir : Anderson (D.), "Depression, dust bowl, demography and drought : the colonial state and soil conservation in East Africa during the 1930's", *African Affairs*, Vol. 83, n°332, july 1984, pp. 321-343.

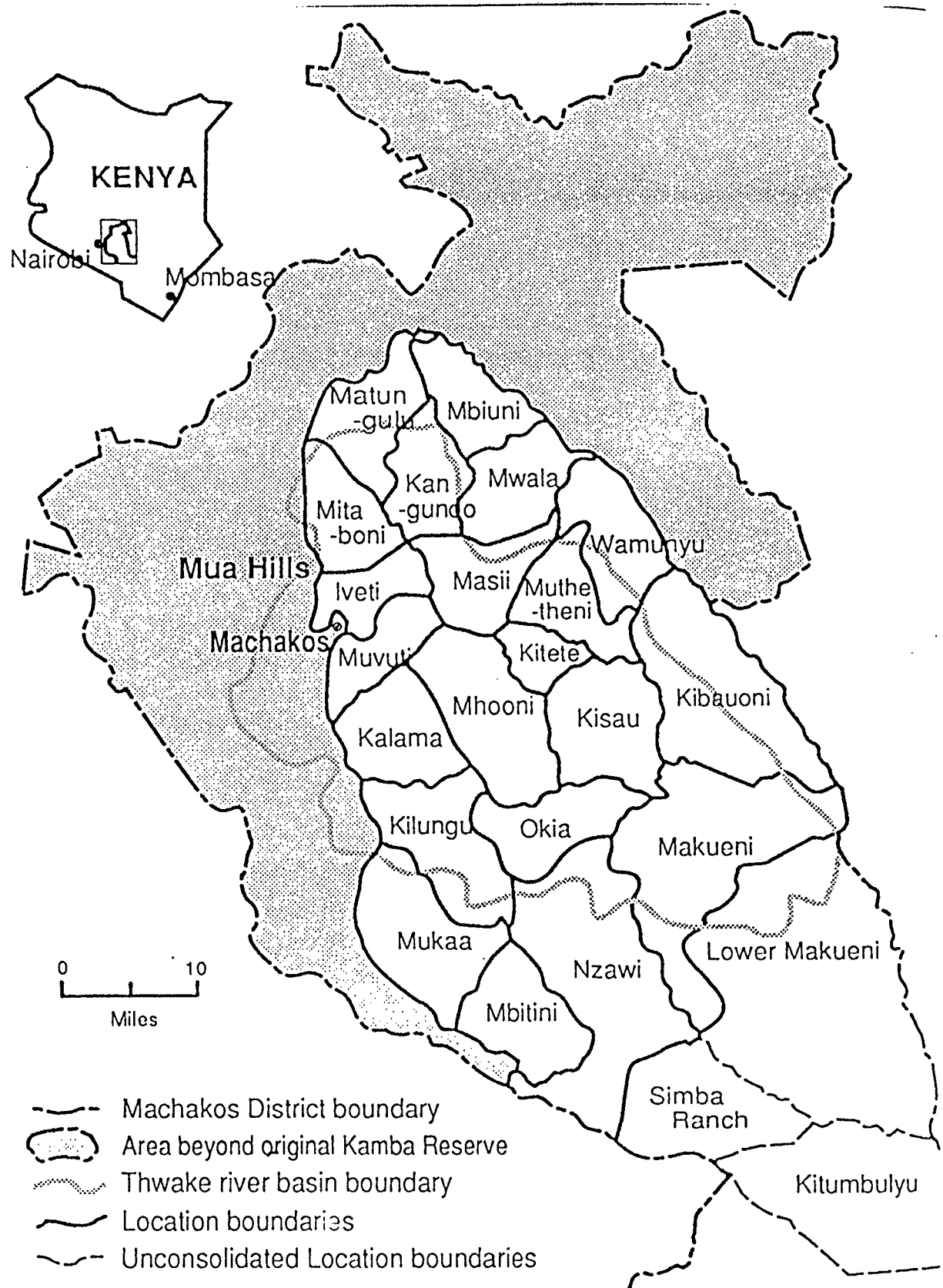
²² Forbes-Munro (J.), *Colonial rule and the Kamba*, op. cit., p. 131.

kikuyu ou contre les différents monopoles confiés aux Indiens, illustrant la réalité de ce processus d'aggrégation sociale cristallisateur d'identités dont ils deviennent les promoteurs privilégiés. L'arène de la compétition politique est, à la fin des années vingt, devenue celle du district où les jeunes éduqués contestent toute légitimité représentative aux *chiefs*. La référence à une identité kamba mal définie connaît une première véritable sollicitation dans la lutte qui oppose bientôt les commerçants du district à ceux d'autres districts, tant sur le grand marché de Kariokor de Nairobi²³ qu'à l'intérieur de la réserve.

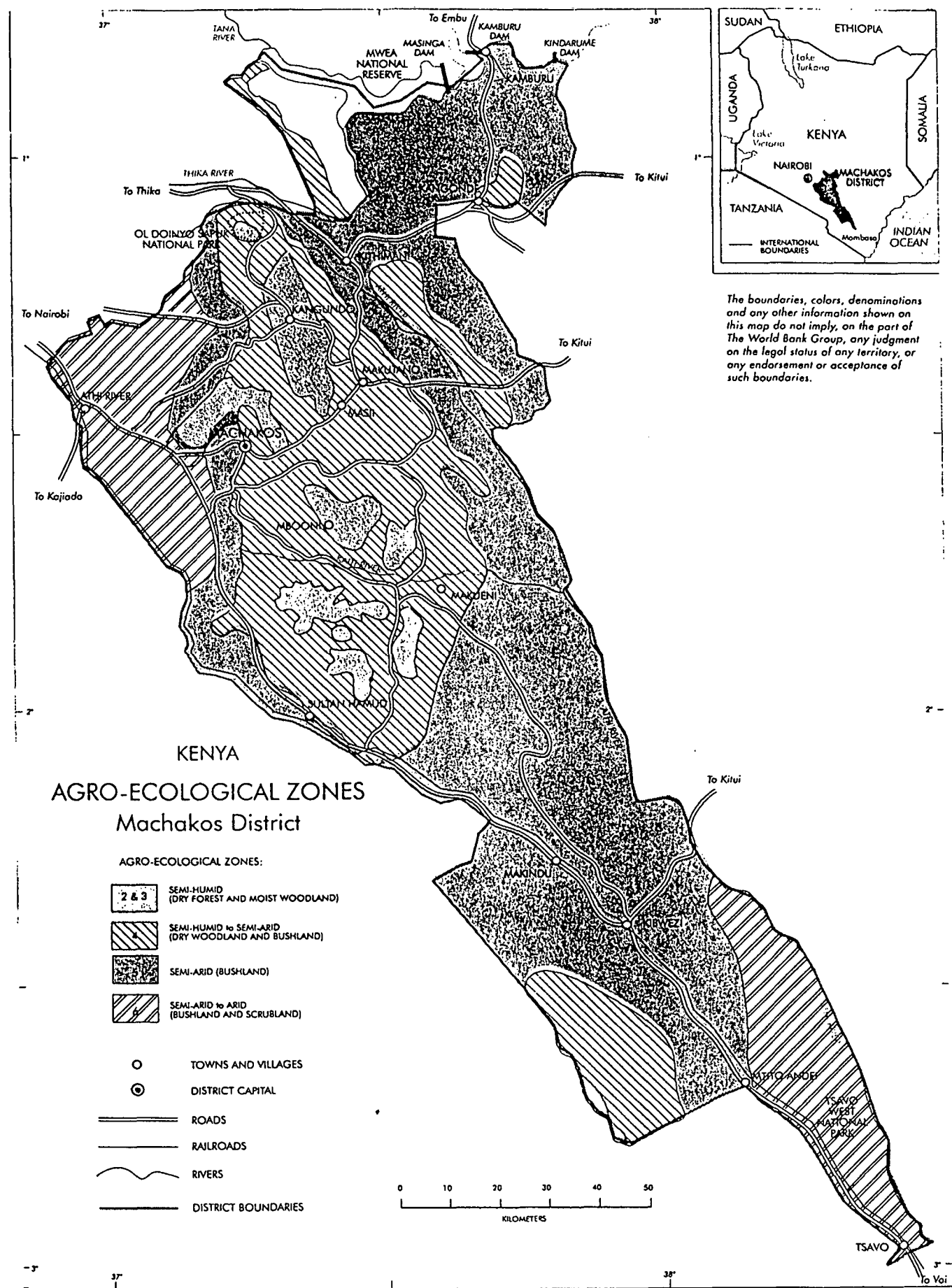
Après la première guerre mondiale, le commerce de bétail qui s'était déployé entre Machakos et Murang'a, recréant des réseaux commerciaux kikuyu-kamba d'origine pré-coloniale, subit les effets de la crise économique mondiale. La fin de la décennie est très mauvaise pour ce commerce. Les cours du bétail chutent au profit des productions alimentaires. Les commerçants kamba accusent leurs concurrents kikuyu de déloyauté et leurs représentants au sein du LNC veulent leur interdire l'accès à la réserve en 1931. Ils n'obtiennent que trois mois de fermeture des frontières du district, le temps d'épurer la situation des marchés locaux. Les incidents se multiplient. En 1935, un convoi kikuyu est attaqué entre Mwala et Tala, faisant plusieurs morts. La concurrence commerciale, plus que celle pour la quête d'un emploi ou d'un logement en ville, commence à aviver les oppositions ethniques.

A la différence du cas kikuyu, où la solidité des *chiefs* et l'intensité des bouleversements économiques et sociaux avivés par les conflits fonciers et la crise de la circoncision radicalisent cette génération de leaders éduqués qui remettent déjà en cause le monopole missionnaire de la représentation africaine au sein du *legislative Council*, la trajectoire de cette première génération d'entrepreneurs politiques kamba illustre les limites d'un engagement politique dont l'horizon reste celui du district et la référence, le *mundu munene*, ancré dans son réseau de fidélités locales. Ces jeunes leaders du district de Machakos entrent ainsi dans l'administration dès qu'ils en ont l'occasion, afin de conquérir leurs propres positions de pouvoir et d'accumulation locale, comme leurs contemporains luo ou luhya dans l'ouest du pays. James Mutua devient ainsi *headman* à la fin des années vingt puis *chief* de Maputi dans les années trente, Theophile Mulwa est nommé *headman* de Kilungu en 1934, Jonathan Kala, clerc du LNC devient *chief* de Kangundo en 1936 et Josiah Nzioka, élu membre du LNC en 1934 devient *chief* de Matungulu en 1938.

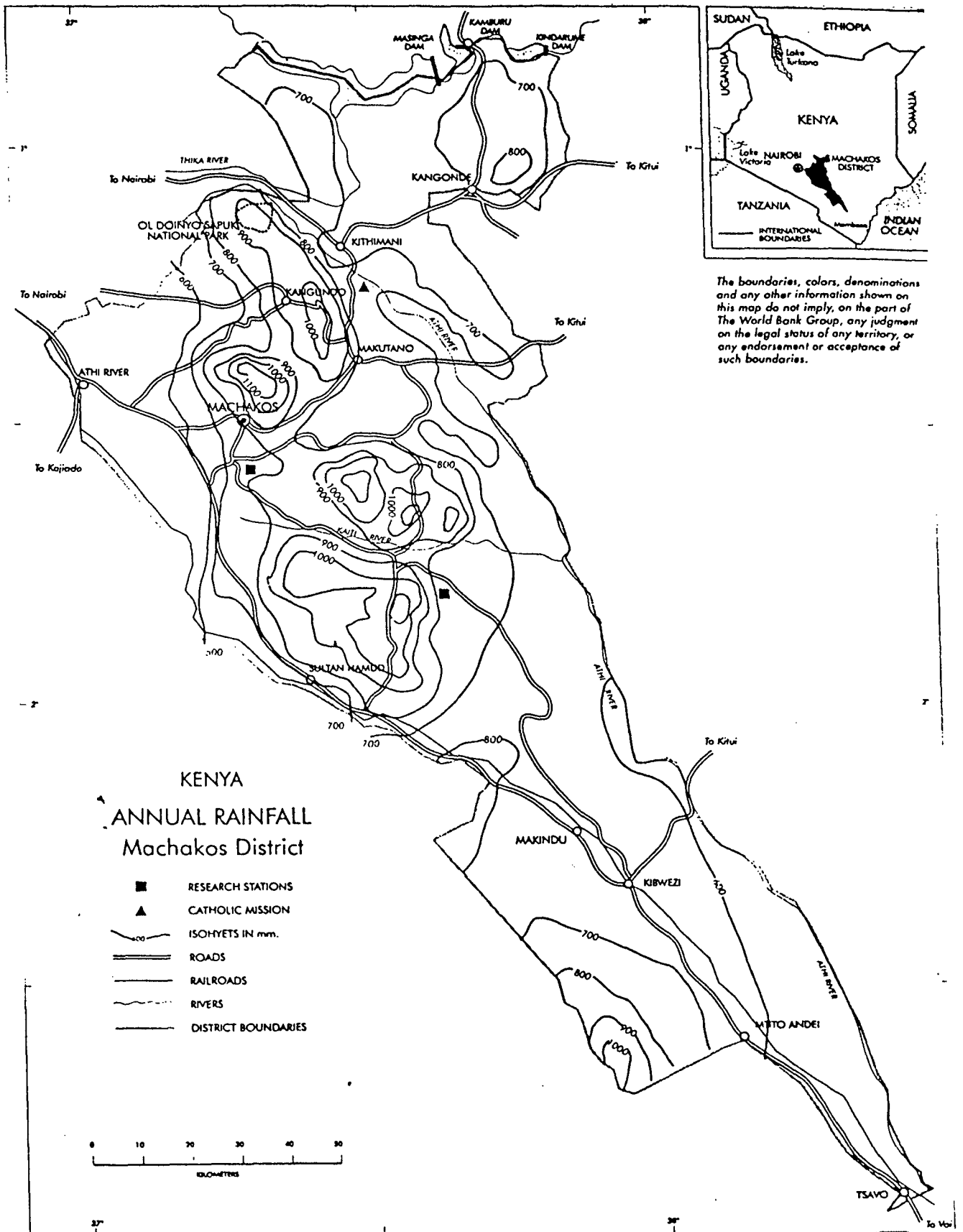
Carte administrative du district de Machakos en 1955



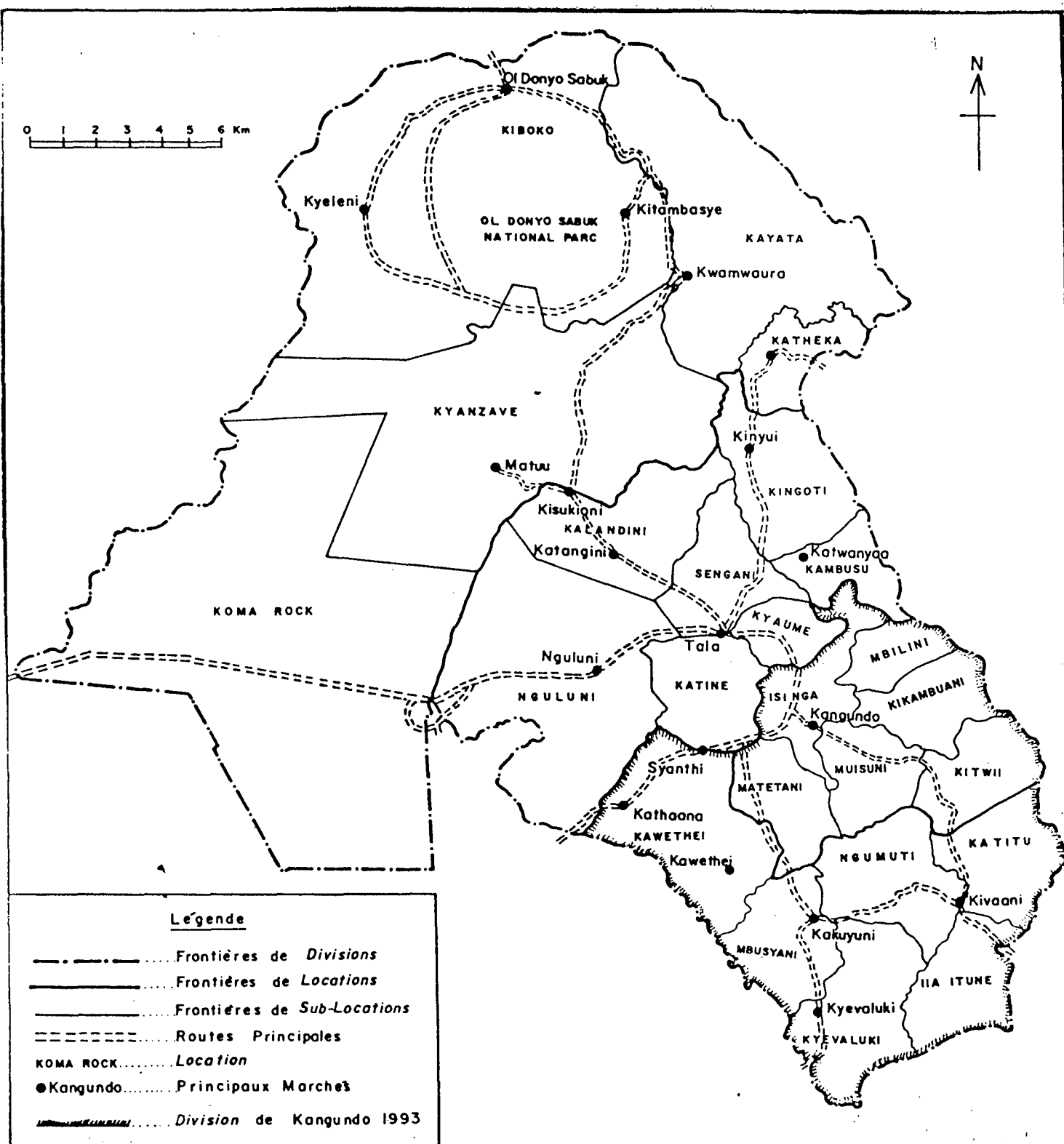
Carte des zones agro-écologiques du district de Machakos



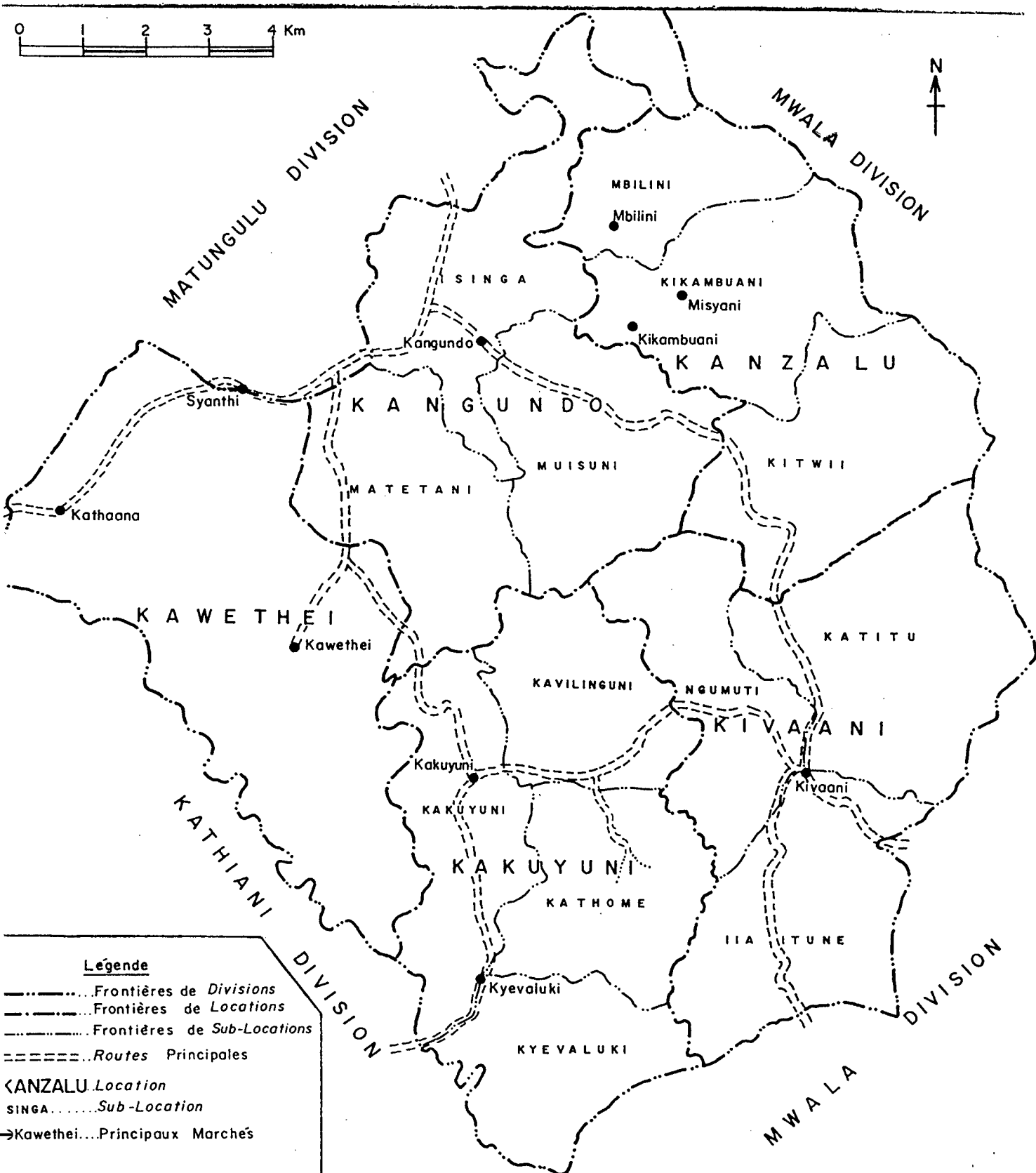
Carte des précipitations annuelles dans le district de Machakos



Division de Kangundo en 1988



Division de Kangundo en 1993



Sources et références bibliographiques.

A) Sources Primaires

1) Entretiens.

- Entretiens de Jeremy Newman en 1973-1974, classés chronologiquement.

- NEW 1 : Peter Mukoma, Nunguni, septembre 1971.
- NEW 2 : Ishmaël Mwakabi Mwendwlo Muthiani wa Musau, Tala, 30/06/1973.
- NEW 4 : Elijah Mutambuki, Tala, 01/07/1973.
- NEW 5 : Paulo Kitungi, Nairobi, 21/11/1973.
- NEW 6 : P. Kitia, Sengani, 25/11/1973
- NEW 7 : Elijah Mbondu, Tala, 26/11/1973
- NEW 8 : John Muiya Kivati, Tala, 10/12/1973.
- NEW 9 : Kavula Muli, Matungulu, 12/12/1973.
- NEW 10 : Mukonzo Kee, Kilungu, 04/01/1974.
- NEW 11 : Kimuyu Mandi, Mukaa, 08/01/1974.
- NEW 12 : Isaac Mwalonzi, Ngelani, 17/01/1974.
- NEW 13 : Kivuva Musyoki, Mbooni, 10/02/1974.
- NEW 14 : John Mbeva, Mbooni, 11/02/1974.
- NEW 15 : David Kaindi, Mbooni, 13/02/1974.
- NEW 16 : Canon Mute, Ukia, 01/03/1974.
- NEW 17 : Mary Muendi, Ukia, 05/03/1974.
- NEW 18 : William Muisyo, Mulinge, Ukia, 08/03/1974.
- NEW 19 : Cosmas Musau, Kilungu, 13/06/1974.
- NEW 20 : William Mwabu, Kilungu, 20/06/1974.
- NEW 21 : Somba wa Nthenge, Mbitini, 09/08/1974.
- NEW 22 : Kimanthi Kyambo, Kangundo, 26/08/1974.
- NEW 23 : Ex Sgt-Major Nduba, Iveti, 31/08/1974.
- NEW 24 : Elijah Mutaki, Mbooni, 1/11/1974.
- NEW 25 : Mwinzi Mala, Tawa, 02/11/1974.
- NEW 26 : Zachayo Mulandi Ngao, Kiteta, 02/11/1974.
- NEW 27 : Solomon Kyengo, Kiteta, 03/11/1974.
- NEW 28 : John Mutua, Kiteta, 3/11/1974.
- NEW 29 : Musau Mwanja, Tawa, 5/11/1974.
- NEW 30 : Miss A. Joyce, Kilima Kiu Estate, date non précisée.
- NEW 31 : Nzela Ndaa, Mbitini, date non précisée.

- Entretiens réalisés à Kangundo entre 1994 et 1996, classés thématiquement.

Histoire politique de Kangundo et du district de Machakos depuis 1945.

Stephen Savano Maveke, Tala, 28/04/94;
 Shadrack Nzioka Ndavi, Tala, 28/04/94;
 Lawrence Mbuvi Mwasa, Tala, 28/04/94;

Michael Ndambuki, Tala, 28/04/94;
 Joseph Meka Mutua, Tala, 28/04/94;
 John Kasolu, Tala, 28/04/94;
 Peter Mwasya, Tala, 28/04/94;

Philip Nguta, Kitwii, 02/05/95;
 David Muvuti, conseiller local de la KANU, Kwa kathule, 25/06/95
 Père Makewa, Mission catholique de Katangi, Yatta, 30/06/95
 Stephen Savano Maveke, Tala, 10/04/96;
 Shadrack Nzioka Ndavi, Kawethei, 10/04/96;
 R.S.M. Kitanga Mukola, Ngonda, 11/04/96;
 Lawrence Mbuvi Mwasu, Kitwii, 12/04/96 ;
 Kasyii Ngila, Kawethei, 12/04/96;
 Syelenge Nthiwa, Kakuyuni, 12/04/96;
 Michael Ndambuki, Tala, 12/04/96;
 Joseph Meka Mutua, Tala, 13/04/96;
 Mbinda Nzeele, Ngulini, 13/04/96;
 Syelenge Nthiwa, Kakuyuni, 14/04/96;
 John Mutei Mutiso, Sengani, 14/04/96;
 John Kasolu, Tala, 15/04/96;
 Peter Mwasya, Mbilini, 15/04/96;
 Joël Thyaka, Mwisuni, 15/04/96;
 Jimmy Thiaka, Kathithyamaa, 16/04/96;
 James Kisuku Musyoki, Ngulini, 16/04/96;
 Joseph Ndoo Malavu, Kalandi, 16/04/96;
 Grace Luka, Matetani, 17/04/96;
 Esther Mulanzi, Matetani, 17/04/96;
 Joseph Munyao Mbindyo, Maamba, 18/04/96;
 Makau Waita, Katine, 19/04/96;
 Peter Kyala Munyao, Tala, 19/04/96;
 Patris Nzengi Kimanga, Tala, 19/04/96;
 Mary Ng'ondur, Tala, 19/04/96;
 James Mutuku Kusuu, Misuuni, 19/04/96;
 James Makau Mukee, Kangundo, 20/04/96;
 George Wilson Nthenge, Nairobi, 21/05/96;
 Eliud Mbithi Mukeka, Ngoleni, 23/05/96;
 Paul Muinde Kathilu, Nairobi, 30/05/96;

Situation économique et sociale de la location de Kakuyuni à Kangundo.

Bernard Kisio, Kakuyuni, 06/05/95;
 Major Wambua, Kakuyuni, 06/05/95;
 Mutiso Syando, Kakuyuni, 07/05/95;
 Ruth Wambua, Kakuyuni, 07/05/95;
 Boniface Wambua, Kakuyuni, 07/05/95;
 Rosa Kimotho, DCO, Kangundo, 07/05/95;
 Sammy Mulili, Kakuyuni, 07/05/95;
 Joseph Kilungu, 07/05/95;
 J. Mbogo, Divisional Agricultural Officer, Kangundo, 08/05/95;
 Sammy Wathome Nzoki, Ivutu, 15/05/95; 08/05/95
 ABC Pastor, Kakuyuni, 08/05/95
 Mary Mwasya, Ivutu, 09/05/95;
 Anthony N. Mbili, Kavilinguni, 09/05/95;
 Mathew Kisio Kasoa, Ivutu, 09/05/95; 14/05/95; 17/06/95; 25/11/95

Pastor Ngila, Kakuyuni, 10/05/95;
 Francis Ndumbu, Kakuyuni, 10/05/95;
 John Mutiso, Kathome, 11/05/95;
 Samuel Kitavi Muli, 11/05/95;
 Paul Muli, Kyevaluki, 12/05/95;
 Rose Mwendwa, Kakuyuni, 10/05/95;
 Mary Nduku, Ngunguuni, 10/05/95;
 James Mbato, Kwa Kathule, 14/05/95;
 Esther Wathome, Ivutu, 15/05/95
 Nthanya Kiilu, Kwa Nzuku, 15/05/95;
Father Kangundo Catholic Church, 16/05/95;
 Anthony Mbili, *Kavilinguni assistant chief*, Kakuyuni, 19/05/95
Kavilinguni Salvation army priest, 21/05/95;
 Moses Mwasya, Ivutu, 03/06/95; 02/12/95
Land adjudication Officer, Kangundo division, 16/06/95;
 James Munyori, Ivutu, 16/06/95;
 Zakayo Masai, Kakuyuni, 18/06/95
 Willy Kisili, Ivutu, 22/06/95;
 James Mwoki, Ivutu, 23/06/95;
Kakuyuni Agricultural Officer, 23/06/95;
 Lazarus Nzoki Ngatia, Ivutu, 23/06/95;
 James Nzuva, Ivutu, 23/06/95;
 David Ngusya, Ivutu, 23/06/95;
 Kimulu Masika, Ivûtû, 23/06/95;
 Samuel Mukola, Ivûtû, 24/06/95;
 Stephen Kikuvi, Ivûtû, 24/06/95;
 Titus Musau, Kwa Kitothya, 2/12/95;
 Kieti Matuu, Kakuyuni, 02/12/95;

Origine, évolution et rôles quotidiens des associations de clan à Kangundo et dans le district de Machakos

Francis Ndumbu, Kakuyuni *Atxii-anthunzu clan former chairman*, 06/05/95.
 Jospeh Makali, Kakuyuni *Atxii-anthunzu clan chairman*, 10/05/95;
 Josya Wambua Mulli, *Atwii-anthanzu clan national secretary*, Machakos, 25/05/95.
 Paul Kaunga, *Aombe Nthoka Katemi clan national chairman*, Machakos, 25/05/95.
 Josya Wambua Mulli, *Atwii-anthanzu clan national secretary*, Machakos, 03/06/95.
 Bernard Kisio, *Kavilinguni Amutei clan secretary*, 04/06/95;
 Koti Mbindyo, *Akiini clan Machakos district secretary*, Wamunyu, 30/06/95
 Samuel Mulei Kioko, *New Atangwa Clan East Africa general chairman*, Mwala, 01/07/95.
 Paul Kaunga, *Aombe Clan National chairman*, Machakos, 24/05/96;

Observation et enregistrement des délibérations lors de réunions claniques.

Réunion du clan Atwii-anthanzu, Kakuyuni, 06/05/95.
 Réunion du clan Aombe, Kavilinguni, 09/05/95.
 Réunion du clan Aombe, Kakutha, 15/05/95.
 Administration d'un *Nd'undu oath* par le clan Atangwa, Kavilinguni, 20/05/95
 Réunion du clan Atangwa, Mwala, 01/07/95.

2) Archives

Archives Nationales du Kenya :

Ont été essentiellement consultés les dépôts des archives de l'administration provinciale pour la province de l'Est et du Ministère des Affaires Africaines dont :

Machakos District Annual Report (1935-1965)
Central Province Annual Report (1939-1952)
Southern Province Annual Report (1953-1962)
Provincial administration, série PC/Est/2.1
Reports to the DC, séries DC/Mks.1/1 à DC/Mks.23/1
Ministry of African Affairs, dépôts 1 et 2 (1943-1963)

Maher (C.), "Soil erosion and land utilisation in the Ukamba (Kitui) reserve", Nairobi, Kenya soil conservation service, 1937, DC/KTI.5/1

Lambert (H.E.), "A note on native land problems in Machakos district", 1946, DC/Mks/7/1/13.

Public Record Office (Kew Gardens)

Ont été essentiellement consultés les memoranda présentés aux commissions de délimitation des frontières de province, de district et des circonscriptions électorales de 1961 et 1963. Celles-ci sont réunies dans deux séries du *Colonial Office*.

CO 895/1-7
 CO 897/1-9

Rhodes House Library (Oxford)

Penwill papers
Balfour papers

3) Presse, périodiques et annuaires d'information sur l'actualité politique économique et sociale¹.

East African Standard (1963-1969)
Daily Nation
Sunday Nation
The Weekly Review (1975-1995)
The People
The Economic Review
Finance

¹ Les dates indiquées précisent les périodes couvertes de façon systématique. lorsque qu'aucune date n'est précisée, les journaux ont été consultés à travers des revues de presse ou des relevés ponctuels.

Africa Confidential (1967-1995)

La lettre de l'Océan Indien

Africa Contemporary Record. Annual Surveys and documents, Kenya section (1968-1989) sous la direction de Colin Legum.

II) Références bibliographiques.

1) Publications officielles.

Gibbons (E.J.), *African local government reform. Kenya, Uganda and Eastern Nigeria*, Lagos, Government Printer, 1949.

Hailey (L.), *Native administration and political development in British tropical Africa*, London, Colonial Office, 1940-42.

Hailey (L.), *Native administration in the British african territories*, London, HM stationery Office, 1950-1954, 5 parts.

Kenya Colony and Protectorate, *Report of the Kenya Land Commission*, London, HMSO, 1934, Cmd. 4556, 3 vol.

Kenya Colony and Protectorate, *The origins and growth of Mau-Mau. An historical survey.*, by F.D. Corfield, Sessional paper n°5, 1959/1960.

Kenya Colony and Protectorate, Ministry of Agriculture, *African land development in Kenya (1946-1962)*, Nairobi, Government Printer, 1962.

Kenya Colony and Protectorate, *Report of the Regional Boundaries commission*, Secretary of state for the colonies, London, Her Majesty's stationery office, 1962.

Kenya Colony and Protectorate, *Report of the Constituencies delimitation commission*, Secretary of State for the Colonies, London, Her Majesty's stationery office, 1963.

Republic of Kenya, *Report of the mission on land consolidation and registration in Kenya*, Nairobi, Government Printer, 1965-1966.

Republic of Kenya, *Machakos District socio-cultural profile*, Government Printer, 1987.

2) Travaux universitaires et documents non-publiés.

Alila (P.O.), "Kenya general elections in Bondo and Gem : the origin of Luo ethnic factor in modern politics", IDS WP n°403, University of Nairobi, 41p. June 1984.

- Alila (P.O.), "Luo ethnic factor in the 1979 and 1983 elections in Bondo and Gem - Kenya", IDS WP n°408, University of Nairobi, 64p. June 1984.
- Anderson (D.M.), "Herder, settler, and colonial rule : a history of the people of the Baringo plains, Kenya circa 1890-1940", Ph D dissertation, Cambridge University, 1982.
- Barkan (J.D.), "Bringing home the pork : legislative behavior, rural development and political change in East Africa", *Occasional paper n°9*, University of Iowa, Comparative Legislative Research Centre, 1975, 39 p.
- Bart (F.), "Paysans caféiculteurs et gestion de l'environnement montagnard au Kenya : l'exemple de la région de Machakos", mimeo, 1996, 9p.
- Chaput (M.), Venys (L.), "A survey of the Kenya Elite", Program of Eastern African studies, Syracuse University, May 1967, 34p.
- Compagnon (D.), "Ressources politiques, régulation autoritaire et domination personnelle en Somalie. Le régime de Siyyad Barre (1969-1991)", thèse de doctorat de science-politique, Université de Pau et des Pays de l'Adour, 1995, 3 Vol.
- Easterbrook (D.), "Kenyan askari in World War II and their demobilisation with special reference to Machakos district", dec. 1973, mimeo.
- English (J.), Tiffen (M.), Mortimore (M.), "Land resource management in Machakos District, Kenya (1930-1990)", World Bank environment paper, n°5, The World Bank, Washington D.C., 1994, 85p.
- Grignon (F.), "Les voies tourmentées de l'accumulation caféière au Kenya. Ajustement Nyayo et ajustement structurel", IFRA, mimeo, 1995, 30p.
- Grignon (F.), "Espace public, démocratisation et imaginaires politiques. Remarques théoriques et méthodologiques à propos d'une recherche sur le Kenya", IFRA, mimeo, 1996, 25p.
- Grignon (F.), "La démocratie au risque du débat ? Territoires de la critique et imaginaires politiques au Kenya", IFRA, mimeo, 1996,
- Grignon (F.), "Les années Nyayo. Racines de l'autoritarisme et graines de démocratie dans le Kenya contemporain (1978-1992)", in Prunier (G.), Grignon (F.) eds, *Le Kenya Contemporain*, Paris, Karthala, à paraître 1997.
- Grignon (F.), "Kenya (1992-1997) : le multipartisme et l'invention démocratique en question", in Prunier (G.), Grignon (F.) eds, *Le Kenya Contemporain*, Paris, Karthala, à paraître 1997.
- Hornsby (C.W.), "The member of parliament in Kenya (1969-1983). The election, background and position of the representative and the implications for his role in the one-party State", Ph D dissertation, University of Oxford, 1985.
- Jackson Jr (K.), "An ethnohistorical study of the oral traditions of the Akamba of Kenya", Ph D dissertation, University of California, Los Angeles, 1972.
- Kaluli (J.W.), "Institutional profile : B. NGOs and technological change", in Tiffen (M.), ed., *Environmental change and dryland management in Machakos district*,

Kenya (1930-1990). London, Overseas Development Institute, Working Paper n°62, march 1992, 71p.

Kavivya (C.M.), "Catholic church and rural development in Kenya. A case study of Makueni division in Machakos District", MA thesis, University of Nairobi, 1991, 197 p.

Lonsdale (J.), "A political history of Nyanza, 1883-1945", Cambridge University, PhD dissertation, 1964.

Lonsdale (J.), "The political culture of Kenya", *Center for African Studies*, Edinburgh University, Occasional Papers n°37, may 1992, 19 p.

Lonsdale (J.), "Kenya's civil war and glorious revolution. Notes towards a rural political theory", Annual conference of the Historical association of Kenya, Nairobi, 3-5 Janvier 1986, 27 p.

Lonsdale (J.), "Moral ethnicity and political tribalism", in Kaarsholm (P.), Hultin (J.), eds., *Inventions and boundaries : historical and anthropological approaches to the study of ethnicity and nationalism*, International Development studies, University of Roskilde Occasional papers, #11, 1994, pp. 131-150.

Macharia (K.), "Social networks : Ethnicity and the informal sector in Nairobi", Institute of Development Studies / University of Nairobi, Working Paper n°463, 25p.

Mbula (J.), "Penetration of Christianity into Akamba traditional family", MA thesis, University of Nairobi, 1974, 276 p.

Mbula (J.M.), Tiffen (M.), "Institutional profile : A. Akamba Institutions and development" in Tiffen (M.), ed., *Environmental change and dryland management in Machakos district, Kenya (1930-1990)*. London, Overseas Development Institute, Working Paper n°62, march 1992, 71p.

Médard (C.), "Territoires ethniques et territoire étatique au Kenya", Colloque "Politique des territoires", Bordeaux, Octobre 1994, 23p.

Mueller (S.), "Political parties in Kenya : patterns of opposition and dissent (1919-1969)", Unpublished PhD thesis, Princeton University, 1972.

Musyoka (S.K.), "The socio-legal aspects of the 1974 general elections in Ukambani. A case study of the legal and social restrictions in the Kenya national politics", LLB dissertation, University of Nairobi, 1977, 57p.

Mutiso (C.G.), "Kitui : the ecosystem integration and change, an overall framework", Institute for Development Studies, University of Nairobi, Working Paper n°303, Oct. 1977, 27 p.

Mutiso (C.G.M.), "Kitui livestock", Institute for Development Studies Working Paper, n°305, University of Nairobi, Oct. 1977.

Mutiso (C.G.M.), "Kitui trade", Institute for Development Studies Working Paper, n°306, University of Nairobi, Oct. 1977.

Newman (J.), "Authority, incongruity and organizational patterns : some problems and themes in the study of the Kamba of Machakos and Kitui", Discussion Paper, University of Cambridge, Trinity College, 1972, 20 p.

Newman (J.), "First steps in rural capitalism : Machakos before the second world war", Unpublished paper, Conference on the Political economy of Kenya, University of Cambridge, 1975, 32 p.

Ngunyi (Mutahi G.), *Praetorian politics in farmer organisations : a case study of KGGCU and KPCU in Kenya*, Paper presented to the Conference on "Dimensions of economic and political reform in contemporary Africa", jointly organised by the Scandinavian Institute of African Studies (UPPSALA), Chr. Michelsen Institute (Bergen), and the Centre for Basic Research (Kampala), Kampala, Uganda, 8th-12th April 1994.

Nyamu (P.M.), "Clan interactions in Matetani sub-location (1946-1970). A case study in social development", B.A. dissertation, University of Nairobi, 24 p.

Okuthe-Oyugi (F.C.), "The politics of continuity in change : a study of electoral politics in Ugenya constituency", Dept of Government seminar series on elections, n°2, mimeo, 1984, 23p.

Orvis (S.), "A patriarchy transformed : reproducing labour and the viability of smallholder agriculture in Kisii", University of Nairobi, Institute for development Studies, Working Paper n°434, December 1985, 33p.

Orwa (K.), "Political recruitment in Mbita constituency : a study in electoral politics", Dept of Government seminar series on elections, n°3, mars 1984, mimeo, 40p.

Owako (F.N.), "The Machakos problem : a study of some aspects of the agrarian problems of Machakos district of Kenya", Unpublished PhD thesis, University of London, 1969.

Oyugi (W.O.), "Electoral politics in Kenya : lessons from a constituency (Karachonyo)", Dept of Government seminar series on elections, n°1, Dec. 1983, mimeo, 40p.

Penwill (D.J.), "Sub-chiefs in Kikuyu and Ukambani", *EISR*, Makerere University College, Conference Papers, 1952, 5p.

Rocheleau (D.), "Land use and the dry forest in Ukambani. A case study and analysis of alternative options", *African Centre for Technology Studies*, Research memorandum n°1, may 1993, 37p.

Rocheleau (D.), Steinberg (P.E.), Benjamin (P.A.), "A hundred years of crisis ? Environnement and development narratives in Ukambani, Kenya", African Studies Center, Boston University, Working Paper in African studies, n°189, 1994, 37p.

Stanner (W.E.H.), "The Kitui Akamba : a critical study of British colonial administration in East Africa", Unpublished Manuscript, KNA : DC/KTI.6/2/1, 1940, 253 p.

Thomas-Slayter (B.P.), "Politics, class and gender in african resource management : examining the connections in rural Kenya", African Studies Center, Boston University, Working Paper in African Studies, n°140, 1989, 17p.

Throup (D.), "Moderates, militants and Mau-Mau : african politics in Kenya (1944-1952)", Annual conference of the Historical association of Kenya, Nairobi, 3-5 Janvier 1986, 45 p.

Throup (D.), "The construction and destruction of the Kenyatta State", Paper presented at the Conference on the political economy of Kenya, School of Advanced International Studies, the Johns Hopkins University, 11-12 April 1986, 102 p.

Tiffen (M.), *Environmental change and dryland management in Machakos district, Kenya (1930-1990) : population profile*. London, Overseas Development Institute, Working Paper n°54, November 1991, 31p.

Wanjohi (N. G.), "The politics of ideology and personality. Rivalry in Murang'a district, Kenya", University of Nairobi, *Institute for development Studies*, Working Paper n°411, septembre 1984, 37p.

3) Ouvrages.

Abélès (M.), *Jours tranquilles en 89. Ethnologie politique d'un département français*, Paris, Odile Jacob, 1989.

Abélès (M.), *Anthropologie de l'Etat*, Paris, Armand Collin, 1990.

Agulhon (M.), *La République au village*, Paris, Le Seuil, 1979.

Ambler (C.), *Kenyan communities in the age of Imperialism. The central region in the late 19th century*, New Haven and London, Yale University Press, 1988.

Amsden (A.H.), *International firms and labour in Kenya (1945-1970)*, Londres, Frank Cass, 1971.

Amselle (J.-L.), *Logiques métisses : Anthropologie de l'identité en Afrique Noire et Ailleurs*, Paris, Payot, 1990.

Amselle (J.), M'Bokolo (E.), *Au coeur de l'éthnie, Ethnies tribalisme et Etat en Afrique Noire*, Paris, La Découverte, 1985.

Anderson (B.), *Imagined communities. Reflections on the origins and spread of Nationalism*, London, Verso, 1991.

Anderson (J. E.), *Struggle for the school*, Londres, Longman, 1970.

Ansart (P.), *Les sociologies contemporaines*, Paris, Le Seuil, 1990.

Augé (M.), Sld., *La construction du monde, représentations/religions/idéologies*, Paris, Maspéro, 1974.

Augé (M.), *Théories des pouvoirs et idéologies*, Paris, Hermann, 1975.

Augé (M.), *Pouvoirs de vie, pouvoirs de mort*, Paris, Flammarion, 1977.

Badie (B.), *Culture et politique*, Paris, Economica, 1986.

Badie (B.), *Les deux Etats. Pouvoir et société en terre d'Islam et en Occident.*, Paris, Fayard, 1987.

Badie (B.), *Le développement politique*, Paris, Economica, 1988.

Badie (B.), *L'Etat importé.*, Paris, Fayard, 1992.

Badie (B.), *La fin des territoires. Essai sur le désordre international et sur l'utilité sociale du respect*, Paris, Fayard, 1995.

Badie (B.), Birnbaum (P.), *Sociologie de l'Etat*, Paris, Grasset, 1979.

Badie (B.), Hermet (G.), *Politique comparée*, Paris, PUF, 1990.

Bailey (F.G.), *Les règles du jeu politique*, Paris, PUF, 1971.

- Balandier (G.), *Anthropologie politique*, Paris, PUF, 1967.
- Balandier (G.), *Anthropo-logiques*, Paris, PUF, 1974.
- Balandier (G.), *Sens et Puissance*, Paris, PUF, 1971.
- Balandier (G.), *Le pouvoir sur scènes*, Paris, Balland, 1980.
- Balandier (G.), *Le détour. Pouvoir et Modernité*, Paris, Fayard, 1985.
- Balandier (G.), *Le désordre, éloge du mouvement*, Paris Fayard, 1988.
- Barkan (J.D.) ed., *Politics and Public Policy in Kenya and Tanzania*, New-York, Praeger, 1984.
- Barkan (J. D.), ed., *Beyond capitalism versus socialism in Kenya and Tanzania*, Boulder and London, Lynne Rienner, 1994.
- Barnes (C.), Mbithi (P.M.), *The spontaneous settlement problem in Kenya*, Nairobi, EALB, 1975.
- Bates (R.), *Markets and States in Tropical Africa*, Berkeley, University of California Press, 1981.
- Bates (R.), *Beyond the miracle of the market : the political economy of agrarian development in Kenya*, Cambridge, Cambridge University Press, 1989.
- Bayart (J-F.), *L'Etat au Cameroun*, Paris, Presses de la FNSP, 1979.
- Bayart (J-F.), *L'Etat en Afrique. La politique du ventre*, Paris, Fayard, 1988.
- Bayart (J-F.), Mbembe (A.), Toulabor (C.), *Le Politique par le bas en Afrique noire.*, Paris, Karthala, 1992.
- Bayart (J-F.), sld., *Religion et modernité politique en Afrique noire. Dieu pour tous et chacun pour soi*, Paris, Karthala, 1993.
- Bayart (J-F.), sld., *La greffe de l'Etat*, Paris, Karthala, 1996.
- Bazenguissa-Ganga (R.), *Les voies du politique au Congo. Essai de sociologie historique*, Paris, Karthala, 1997.
- Bendix (R.), *Kings or people. Power and the mandate to rule*, Berkeley, University of California press, 1978.
- Bennet (G.), Rosberg (C.), *The Kenyatta election : Kenya 1960-1961*, Oxford, Institute of commonwealth studies, 1961.
- Berger (P.), Luckmann (T.), *La construction sociale de la réalité*, Paris, Méridiens Klincksieck, 1986.
- Berman (B.), *Control and crisis in colonial Kenya*, James Currey, London, 1990.

- Berman (B.) et Lonsdale (J.), *Unhappy valley .Conflict in Kenya and Africa. Book one : State and class. Book two : Violence and ethnicity*, Londres, James Currey, 1992.
- Bernardi (B.), *Age class systems. Social institutions and politics based on age*, Cambridge, Cambridge University Press, 1985.
- Bernstein (H.), Campbell (B.K.), *Contradictions of accumulation in Africa*, Beverley Hills, Sage, 1985.
- Bienen (H.), *Kenya : the politics of participation and control*, Princeton, P.U.P., 1974
- Birnbaum (P.), Chazel (F.), t.r.p., *Sociologie politique*, Paris, Armand Colin, 1978.
- Birnbaum (P.), Leca (J.), sld., *Sur l'individualisme*, Paris, Presses de la FNSP, 1991.
- Bogonko (S.N.), *Kenya : a study in African national movements*, Nairobi, Kenya Litterature Bureau, 1980.
- Bois (P.), *Paysans de l'Ouest*, Paris, Flammarion, 1971.
- Bourdieu (P.), *Le sens pratique*. Paris, Minuit, 1980.
- Bourdieu (P.), *Ce que parler veut dire. L'économie des échanges linguistiques.*, Paris, Fayard, 1982.
- Bourmaud (D.), *Histoire politique du Kenya, Etat et pouvoir local*, Paris, Karthala/CREDU, 1988.
- Bourmaud (D.), *La politique en Afrique*, Paris, Montchrestien, 1997
- Braud (P.), *Le suffrage universel contre la démocratie*, Paris, PUF, 1980.
- Braud (P.) *Sociologie politique*, Paris, L.G.D.J., 2ème ed. 1994.
- Braud (P.), *L'émotion en politique. Problèmes d'analyse*, Paris, Presses de la FNSP, 1996
- Buijtenhuijs (R.), *Le mouvement Mau-Mau. Une révolte paysanne et anti-coloniale en Afrique noire*, Paris / La Haye, Mouton, 1971.
- Buijtenhuijs (R.), *Essays on Mau Mau. Contributions to Mau Mau historiography*, Leiden, African Studies Centre, research report n°17, 1982.
- CEAN/CERI, *Aux Urnes l'Afrique ! Elections et pouvoirs en Afrique noire*, Paris, Pedone, 1978.
- Chabal (P.), *Power in Africa. An essay in political interpretation*, London, Macmillan, 1992.
- Chrétien (J.-L.), Prunier (G.) sld., *Les ethnies ont une histoire*, Paris, ACCT-Karthala, 1989.

Clapham (C.), ed. *Private patronage and public power. Political clientelism in the modern State*, London, Pinter, 1982.

Clastres (P.), *La société contre l'Etat*, Paris, Ed. de Minuit, 1974.

Clayton (A.), Savage (D.C.), *Government and Labour in Kenya, 1895-1963*, Londres, F. Cass, 1974.

Cliffe (L.), Coleman (J. S.), Doornboos (M. R.), *Government and rural development in East Africa : essays on political penetration*, La Haye, Nijhoff, 1977.

Cohen (D.), Atieno-Odhiambo (E.S.), *Siaya : The historical anthropology of an African Landscape*, Londres, James Currey, 1989.

Collier (P.), Lal (D.), *Labour and Poverty in Kenya*, Oxford, Oxford University Press, 1986.

Comaroff (J.&J.), eds., *Modernity and its malcontents. Ritual and power in postcolonial Africa*, Chicago, the University of Chicago Press, 1993.

Constantin (F.), (é.r.p.), *Les voies de l'Islam en Afrique Orientale*, Paris, Karthala, 1987.

Copans (J.), *La longue marche de la modernité africaine*, Paris, Karthala, 1990.

Couffignal (G.), sld., *Réinventer la démocratie. Le défi latino-américain*, Paris, Presses de la Fondation Nationale des Sciences Politiques, 1992.

Coulon (C.), Martin (D.-C.), *Les Afriques politiques*, Paris, La Découverte, 1991.

de Wolf (J.V.), *Differentiation and integration in western Kenya*, Paris, Mouton, 1977.

de Groot (P.), Field-Juma (A.), Hall (D.O.), *Taking root. Revegetation in semi-arid Kenya*, Nairobi, African Centre for Technology Studies, 1992.

de Wilde (J.C.), ed., *Experiences with agricultural development in tropical Africa. Vol. II, The case studies*, The Johns Hopkins press, Baltimore, 1967.

Déloye (Y.), *Sociologie historique du politique.*, Paris, La Découverte, 1997.

Dobry (M.), *Sociologie des crises politiques. La dynamique des mobilisations multi-sectorielles*, Paris, Presses de la FNSP, 1992.

Durkheim (E.), *Les formes élémentaires de la vie religieuse*, Paris, PUF, Coll "Quadrige", 1990.

Dreyfus (H.), Rabinow (P.), *Michel Foucault, un parcours philosophique*, Paris, Gallimard, 1984.

Edelman (M.), *Political language. Words that succeeds and politics that fail*, Londres, Academic Press, 1977.

Ergas (Z.), ed., *The African State in transition*, London, Macmillan, 1987.

- Evans (P.), Rueschermeyer (D.), Scokpol (T.), eds., *Bringing the State back in*, Cambridge, Cambridge University Press, 1985.
- Evans-Pritchard (E.E.), *Witchcraft, oracles and magic among the Azande*, Oxford, Oxford University Press, 1937.
- Evans-Pritchard (E.E.), *The Nuer*, Oxford, Oxford University Press, 1940.
- Farge (A.), *Dire et Mal dire. L'opinion publique au XVIII^e siècle*, Paris, Le Seuil, 1992.
- Fashole-Luke (E.), et alii eds., *Christianity in independent Africa*, Bloomington, Indiana University Press, 1978.
- Fortes (M.), Evans-Pritchard (E.E.), eds., *African political systems*, London, IAI, 1940 rééd. London, KPI, 1987.
- Fraser-Taylor (D.R.), Mackenzie (F.), eds., *Development from within. Survival in rural Africa*, London, Routledge, 1992.
- Foucault (M.), *Surveiller et punir. Naissance de la prison*, Paris, Gallimard, 1975.
- Gaxie (D.), Lehingue (P.), *Enjeux Municipaux. La constitution des enjeux politiques dans une élection municipale*, Paris, PUF, 1984.
- Gaxie (D.), sld., *Explication du vote. Un bilan des études électorales en France*, Paris, Presses de la FNSP, 1985.
- Gaxie (D.), *La démocratie représentative*, Paris, Monchrestien, 1996.
- Geertz (C.), *The interpretation of cultures. Selected essays*. (1973), rééd. Londres, Fontana Press, 1993.
- Geertz (C.); *Local Knowledge. Further essays in interpretative anthropology*. (1983), rééd. London, Fontana Press, 1993.
- Gehman (R.J.), *African traditional religion in biblical perspective*, Nairobi, East African Publishing House, 1989.
- Gertzel (C.), *The politics of independent Kenya 1963-1968*, Nairobi, East African Publishing House, 1970.
- Gertzel (C.J.), Goldschmidt (M.), Rotschild (D.), *Government and Politics in Kenya. A nation building test*, Nairobi, East African publishing House, 1969.
- Geschiere (P.), *Sorcellerie et politique en Afrique noire. La viande des autres.*, Paris, Karthala, 1994.
- Ghai (Y.P.), Mc Auslan (J.P.W.B.), *Public Law and political change in Kenya. A study of the legal framework from colonial times to present*, Nairobi, Oxford University Press, 1970.
- Gibbon (P.), ed., *Social Change and Agricultural reform in Africa*, Uppsala, Scandinavian Institute of African Studies, 1993.

- Godfrey (E.M.), Mutiso (C.G.M.), *Politics, economics and technical training. A kenyan case study*. Nairobi, KLB, 1979.
- Goldsworthy (D), *Tom Mboya. The man Kenya wanted to forget*, Nairobi, Heineman, 1982.
- Goody (J.), *La raison graphique*, Paris, Ed. de Minuit, 1979.
- Gordon (D.F.), *Decolonization and the State in Kenya*, Boulder, Westview, 1986.
- Grawitz (M.), Leca (J.), sld., *Traité de Science Politique*, 4 volumes, Paris, PUF, 1985.
- Gray (R.), Birmingham (D.), eds., *Pre-colonial african trade*, London, Oxford University Press, 1970.
- Gutkind (P.C.), Cohen (R.), Copans (J.), eds., *African Labor history*, Beverley Hills, Sage, 1978
- Hansen (H. B.), Twaddle (M.), eds. 1995, *Religion and politics in East Africa. The period since independence.*, Londres, James Currey , 1995.
- Harbeson (J.W.), *Nation-building in Kenya. The role of Land reform*, Evanston, Northwestern University Press, 1973.
- Harlow (V.), Chilver (E.M.) eds., *History of East Africa*, vol. II, Oxford, Clarendon Press, 1965.
- Haugerud (A.), *The culture of politics in modern Kenya*, Cambridge, Cambridge Univesity Press, 1995.
- Hay (M.J.), Stichter (S.), eds., *African women south of the Sahara*, London, Longman.
- Hayward (F.M.), ed., *Elections in independent Africa*, Boulder, Westview Press, 1987.
- Heyer (J.), et alii, *Agricultural development in Kenya : an economic assessment*, Nairobi, Oxford University Press, 1976.
- Heyer (J.), Roberts (P.), Williams (G.), eds., *Rural development in tropical Africa*, London, MacMillan, 1981.
- Hill (M. J.), *The Harambee movement in Kenya : Self -Help, development and education among the Kamba of Kitui district*, LSE Monographs on Social anthropology, n°64, The Athlone Press, London, 1991.
- Hobley (C.W.), *Ethnology of Akamba and other East African tribes*, London, 1910.
- Hobley (C.W.), *Bantu beliefs and magic. With particular references to the Kikuyu and Kamba tribes of Kenya Colony* , London, (1922) reprinted by, Frank Cass & Co, 1967.
- Hobsbawm (E.), Ranger (T.O.) eds., *The invention of tradition*, Cambridge, Cambridge University Press, 1983.

- Horrut (C.), *Les décolonisations est-africaines*, Paris, Pédone, 1971.
- Huxley (E.), *A New Earth*, London, Chatto and Windus, 1960.
- Hyden (G.), *Beyond Ujamaa in Tanzania. Underdevelopment and an uncaptured peasantry*, London, Heinemann, 1980.
- Hyden (G.), Jackson (R.), Okumu (J.), eds., *Development administration : the kenyan experience*, Nairobi, Oxford University Press, 1970.
- Hyden (G.), Bratton (M.), *Governance and Politics in Africa*, Boulder and London, Lynne Rienner, 1992.
- ILO, *Employment, incomes and equality. A strategy for increasing productive employment in Kenya*, Geneva, International Labour Office, 1972.
- Jackson (R.H.), Rosberg (C.G.), *Personal rule in Black Africa*, Berkeley, University of California Press, 1982.
- Juma (C.), Ojwang (J.B.), eds., *In Land we trust. Environment, private property and constitutional change*, Nairobi, Initiative Publishers, 1996.
- Kamoche (J.G.), *Imperial trusteeship and political evolution in Kenya (1923-1963)*, Washington, University Press of America, 1981.
- Kaplinsky (R.), ed., *Readings on the multinational corporations in Kenya*, Nairobi, Oxford University Press, 1978.
- Kanogo (T.M.), *Squatters and the roots of Mau-Mau 1905-1963*, London, James Currey, 1987.
- Karimi (J.), Ochieng' (P.), *The Kenyatta succession*, Nairobi, Transafrica, 1980.
- Kenyatta (J.), *Facing Mount Kenya : the tribal life of the Gikuyu*, London, Secker and Warburg, 1938.
- Kenyatta (J.), *The Challenge of Uhuru : the progress of Kenya, 1968-1970*, New York, International Publication Service, 1971.
- Kershaw (G.), *Mau Mau from below*, Londres, James Currey, 1997.
- Khasiani (S.A.), Njiro (E.I.), eds., *The Women's movement in Kenya*, Nairobi, Association of African Women for Research and Development-Kenya, 1993.
- Killick (T.), ed., *Papers on the Kenyan economy*, London, Heinemann Educational books, 1981.
- Kitching (G.), *Class and economic change in Kenya : The making of an African Petite-Bourgeoisie*. New-Haven, Yale University Press, 1980.
- Kiriro (A.), Juma (C.), eds., *Gaining ground. Institutional innovations in Land-use management in Kenya*, Nairobi, African Center for Technology Studies, 1991.
- Lagroye (J.), *Sociologie politique*, Paris, Presses de la FNSP, 1991.

Lamb (G.), *Peasant politics : conflict and development in Murang'a*, New York, St Martin's Press, 1974.

Langdon (S.W.), *Multinational corporations in the political economy of Kenya*, New York, St Martin's Press, 1981.

Leach (E. R.), *Political systems of Highland Burma. A study of Kachin social structure.*, London School of Economics Monographs on Social Anthropology n°44, London, The Athlone Press (1954), rééd. 1990.

Leo (C.), *Land and class in Kenya*, Toronto, University of Toronto Press, 1984.

Le Roy Ladurie (E.), *Le territoire de l'historien*, Paris, Gallimard, 1973.

Levi-Strauss (C.), *Anthropologie Structurale*, Paris, Plon, 1958.

Levy (J.), *L'espace légitime. Sur la dimension géographique de la fonction politique.*, Paris, Presses de la FNSP, 1994.

Lewis (J.) ed., *From Mau Mau to Harambee : memoirs and memoranda of colonial Kenya by Tom Askwith*, Cambridge African Monographs n°17, the African Studies Centre, Cambridge, 1995.

Leys (C.), *Underdevelopment in Kenya, the political economy of neo-colonialism 1964-1971*, Nairobi, Heinemann, 1975.

Lindblom (G.), *The Akamba of British East Africa*, Uppsala, Archives d'études orientales, Vol. 17, 1920.

Lofchie (M.), *The policy factor. Agricultural performances in Kenya and Tanzania*, Boulder, Lynne Rienner, 1989.

Low (D.A.), Smith (A.), eds., *History of East Africa*, volume III, Oxford, Clarendon Press, 1976.

Maathai (W.), *The Green Belt Movement*, Environmental Liaison Center, International global coalition for Environment and development, Nairobi, 1988.

Mackenzie (W.J.M.), Robinson (K.), eds., *Five elections in Africa. A group of electoral study*, Oxford, Clarendon Press, 1960.

Mair (L.), *Primitive Government*, Londres, Pelican Books, Harmondsworth, 1962.

Maloba (W.), *Mau Mau and Kenya. An analysis of peasant revolt*, Nairobi, East African Educational Publishers, 1993.

Macciocchi (M.-A.), *Pour Gramsci*, Paris, Le Seuil, 1974.

Marris (P.), Somerset (A.), *African businessmen : a study of entrepreneurship and development in Kenya*, London, Routledge, 1971.

. Martin (D.), Martin (M.-C.), *Le Kenya*, Paris, PUF, 1983.

- Martin (D.), *Tanzanie. L'invention d'une culture politique*, Paris, Presses de la FNSP/Karthala, 1987.
- Martin (D.-C.), Coulon (C.), sld., *Les afriques politiques*, Paris, La Découverte, 1991.
- Martin (D.-C.), sld., *Cartes d'identités. Comment dit-on "nous" en politique ?*, Paris, Presses de la FNSP, 1994.
- Mbembe (A.), *Afriques Indociles. Christianisme, pouvoir et Etat en société post-coloniale*, Paris, Karthala, 1988.
- Mbiti (J.S.), *Akamba stories*, Londres, Oxford University Press, 1966.
- Mbiti (J.S.), *African religions and philosophy*, Londres, SPCK, 1969.
- Mbiti (J.S.), *New testament eschatology in an African background*, Londres, Oxford University Press, 1971.
- Mboya (T.), *Freedom and after*, London, Deutsch, 1963.
- Mboya (T.), *The Challenge of Nationhood : speeches and writings*, New York, Praeger, 1970.
- Médard (J.-F.), é.r.p., *Etats d'Afrique noire*, Paris, Karthala, 1991.
- Middleton (J.), Winter (E.H.), eds., *Witchcraft and sorcery in East Africa*, London, Routledge and Kegan Paul, 1963.
- Middleton (J.), et Kershaw (G.), *The Kikuyu and Kamba of Kenya*, London, International African Institute, 1972.
- Moore Jr (B.), *Les origines sociales de la dictature et de la démocratie*, Paris, La Découverte, 1983.
- Morgan (W.T.W.), Shaffer (N.M.), *Population of Kenya. Density and distribution*, Nairobi, Oxford University Press, 1966.
- Munro (J. F.), *Colonial rule and the Kamba Social change in the Kenya Highlands, 1889-1939*, Oxford, Clarendon, Press, 1975.
- Muriuki (G.), *A History of The Kikuyu 1500-1900*, Nairobi, Oxford University Press, 1974.
- Murray-Brown (J.), *Kenyatta*, London, Allen and Unwin, 1972.
- Mutiso (G.C.M.), *Kenya. Politics, policy and society.*, Nairobi, EALB, 1975.
- Muthiani (J.), *Akamba from within. Egalitarianism in social relations*, Pompano Beach, Florida, Exposition Press, 1973.
- Mutungi (O.K.), *The legal aspects of witchcraft in East Africa with particular reference to Kenya*, Nairobi, EALB, 1977.

NCCK, *Who controls industry in Kenya ? Report of a working party*, Nairobi, EAPH, 1968.

Ndeti (K.), *Elements of Akamba life*, Nairobi, EAPH, 1972.

Nellis (J. R.), *The ethnic composition of leading kenyan government positions*, Uppsala, Scandinavian Institute of African Studies, 1974.

Newman (J.), *The Ukamba Members Association*, Transafrica Publishers, Nairobi, 1974.

Nisbet (R.), *La tradition sociologique*, Paris, PUF, 1984.

Nzioki (S.), *Akamba*, Nairobi, Evans Borthers Ltd., 1982.

Oberschall (A.), *Social conflicts and social movements*, Englewood Cliffs, Prentice Hall, 1973

Obudho (R.A.), *Urbanization in Kenya*, Lanham, University Press of America, 1983.

O'Chieng (W.R.), *An outline history of the Rift Valley*, Nairobi, EALB, 1975

Ochien'g (W. R.), *A pre-colonial history of the Gusii of Western Kenya*, Nairobi, EAPH, 1975.

Ochieng (W.R.), ed., *A modern History of Kenya 1895-1980*, Evans-Brothers, 1989.

Offerlé (M.), *Les partis politiques*, Paris, PUF, 1987.

Odinga (O.), *Not yet Uhuru*, London, Heinemann, 1967, 343 p.

Ogot (B.A.), *A history of the Southern Luo*, Nairobi, EAPH, 1967.

Ogot (B.A.), ed., *Hadith 2*, Nairobi, EAPH, 1969.

Ogot (B.A.), *Politics and nationalism in colonial Kenya, Hadith 4*, Nairobi, EAPH, 1972.

Ogot (B. A.), ed., *Kenya before 1900*, Nairobi, East African Publishing House, 1976.

Ogot (B.A.), ed., *Economic and social history of East Africa. Hadith 5*, Nairobi, Kenya Literature Bureau, 1976

Ogot (B.A.), *Historical dictionary of Kenya*, London, The Scarecrow Press, 1981

Ojuka (A.), Ochieng (W.R.) eds., *Politics and leadership in Africa*, Nairobi, East African Literature Bureau, 1975.

O'Keefe (P.), Wisner (B.), *Land Use and development*, London, International African Institute, 1977.

O'leary (M.), *The Kitui Akamba. Economic and social change in semi-arid Kenya*, Nairobi, Heinemann, 1984.

Oliver (R.), Mathew (G.), eds., *History of East Africa*, Volume I, Oxford, Clarendon Press, 1963.

Ominde (S.M.), ed., *Kenya's population growth and development to the year 2000*, Nairobi, Heinemann, 1988.

Owusu (M.), *Colonialism and change. Essays presented to Lucy Mair*, The Hague/Paris, Mouton, 1975.

Parkin (D.), *The culture definition of political response : lineal destiny among the Luo*, London, Academic Press, 1978.

Penwill (D.J.), *Kamba customary Law (1951)*, Nairobi, reprinted by Kenya Literature Bureau, 1986.

Péron (X.), *L'occidentalisation des Maasai du Kenya. Privatisation foncière et destructuration sociale.*, 2 tomes, Paris, L'Harmattan, 1995

Pérrot (M.), é.r.p., *L'impossible prison*, Paris, Le Seuil, 1980.

Raison (J-P.), *L'Afrique des hautes terres.*, Paris, Armand Colin, 1974

Rivière (C.) 1988, *Les liturgies politiques*, Paris, PUF.

Robertson (C.), Berger (I.), eds., *Women and class in Africa*, New York, Helms and Meier, 1986.

Robin (R.) 1973, *Histoire et linguistique*, Paris, Armand Colin.

Robinson (K.), Madden (F.), *Essays on Imperial government*, Oxford, Basil Blackwell, 1963.

Roelker (J. R.), *Mathu of Kenya : a political study*, Stanford, Hoover Institution Press, 1976.

Ross (M. H.), *Grassroots in an African City : political behaviour in Nairobi*, Cambridge(Mass), MIT Press, 1975

Rotschild (D.), Chazan (N.), eds., *The precarious Balance. State and society in Africa*, Westview Press, Boulder, 1988

Sandbrook (R.), *Proletarians and African capitalism : the Kenyan case, 1960-1972*, Cambridge, C.U.P., 1975.

Sandbrook (R.), Cohen (R.), eds., *The development of an african working class : studies in class formation in action*, Londres, Longman, 1975.

Sandbrook (R.), *The politics of Africa's economic stagnation*, Cambridge, C.U.P., 1985.

Schatzberg (M.G.), ed., *The political economy of Kenya*, New York, Preager, 1987.

Schumpeter (J.), *Capitalisme, socialisme, démocratie*, Paris, Payot, 1965.

Scott (J.S.), *The moral economy of the peasant. Rebellion and subsistence in southeast Asia*, New Haven, Yale University Press, 1976.

Sorrenson (M.P.K.), *Origins of European settlement in Kenya*, Nairobi, Oxford University Press, 1968.

Sfez (L.), *La Symbolique politique*, Paris, PUF, 1988.

Shiroya (O.J.E.), *African politics in colonial Kenya : contribution of World War II veterans (1945-1960)*, Nairobi, Educational Research and Publications, 1992.

Silberfein (M.), *Rural change in Machakos, Kenya*, Lanham, University Press of America, 1989.

Sigot (A.), Thrupp (L.A.), Green (J.), eds., *Towards common ground. Gender and natural resource management in Africa*, Nairobi, African Centre for Technology Studies, 1995.

Spear (T.), *Kenya's past : an introduction to historical method in Africa*, London, Longman, 1981.

Spencer (J.), *The Kenya African Union*, Londres, KPI, 1985.

Stichter (S.), *Migrant labour in Kenya. Capitalism and an African response (1895-1975)*, New York, Longman, 1982.

Swainson (N.), *The development of corporate capitalism in Kenya 1918-1977*, Berkeley, University of California Press, 1980.

Thomas (B.P.), *Politics, participation and poverty. Development through self-help in Kenya*, Boulder, Westview Press, 1985.

Thomas-Slayter (B.P.), *Traditional village institutions in village management : erosion control in Katheka, Kenya*, Nairobi, WRI/ACTS Press, 1991.

Thompson (E.P.), *The making of the English working class*, Londres, Pelican Books, 1968.

Thompson (E.P.), *Customs in common*, Harmondsworth, Penguin Books, 1993.

Tiffen (M.), Mortimore (M.), Gichuki (F.), *More people. Less erosion. Environmental recovery in Kenya.*, Nairobi, ACTS Press/ODI, 1994 .

Tignor (R. L.), *The colonial transformation of Kenya : The Kamba, Kikuyu and Maasai from 1900 to 1939*, Princeton, Princeton University Press, 1976.

Tilly (C.), *From mobilization to Revolution*, Reading (Mass.), Addison-Wesley, 1978

Toulabor (C. M.), *Le Togo sous Eyadéma*, Paris, Karthala, 1986.

Touraine (A.), *Production de la société*, Paris, Le Livre de Poche, Coll. Biblio-essais, édition revue et corrigée, 1993.

Tulet (J.-C.), Charlery (B.), Bart (F.), Pilleboue (J.), sld., *Paysanneries du café des hautes terres tropicales*, Paris, Karthala, 1994.

Tullock (G.), *Le marché politique*, Paris Economica 1978.

- Turner (V. W.), *The drums of affliction. A study of religions processes among the ndembu of Zambia*, London, Hutchinson Publishers, 1968.
- Turner (V. W.), *Le phénomène rituel. Structure et contre-structure.*, Paris, Puf, 1990.
- Université du Burundi, *Histoire sociale de l'Afrique de l'Est*, Paris, Karthala, 1991.
- Van Den Berghe (P.L.), ed., *Race and ethnicity in Africa*, Nairobi, East African Publishing House, 1975
- Van Zwanenberg (R.M.A.), King (A.), *An economic history of Kenya and Ouganda 1870-1930*, Nairobi, East African Literature Bureau, 1976.
- Veyne (P.), *Le pain et le cirque. Sociologie historique d'un pluralisme politique*, Paris, Le Seuil, 1976.
- Veyne (P.), *Comment on écrit l'histoire*, Paris, Le Seuil, 1978.
- Wanjala (S.), *Land law and disputes in Kenya*, Nairobi, Oxford University Press, 1990.
- Wasserman (G.), *Politics of decolonisation. Kenya Europeans and the land issue (1960-1965)*, Cambridge, Cambridge University press, 1975.
- Weber (E.), *Peasants into Frenchmen*, Stanford, Stanford University Press, 1977.
- Weber (E.), *Ma France*, Paris, Fayard, 1991.
- Weber (M.), *Economie et société*, Paris, Plon, 1971.
- Weber (M.), *Le savant et le politique*, Paris, Plon, 1959.
- Wellard (K.), Copestake (J.G.), eds., *NGO's and the State in Africa*, London, Routledge and Keegan Paul, 1993.
- Were (G. S.), *A history of the Abaluyia of Western Kenya c. 1500-1930*, Nairobi, EAPH, 1967.
- Werlin (H.H.), *Governing an African city. A study of Nairobi*, New York, Africana Publishing Co. , 1974.
- Widner (J.), *From "Harambee !" to "Nyayo !". The rise of a party-state in Kenya*, Berkeley, University of California Press, 1992.

4) Articles.

- Abélès (M.), "Mise en scène et rituels politiques. Une approche critique", *Hermès*, n°8-9, 1990, pp. 241-259.
- Adam (M.): "Une revanche post-coloniale : la caféiculture au Kenya", in Tulet (J.-C.), Charlery (B.), Bart (F.), Pilleboue (J.), *Paysanneries du café des hautes terres tropicales*, Paris, Karthala, 1994, pp. 68-93.

Ahluwalia (M.P.S.), "The 1983 Nyayo elections in Kenya: a quest for legitimacy", *The African Review*, 13(1), 1986, pp. 89-103.

Anderson (D.), "Depression, dust bowl, demography and drought : the colonial state and soil conservation in East Africa during the 1930's", *African Affairs*, Vol. 83, n°332, july 1984, pp. 321-343.

Anderson (D.M.), "Visions of the vanquished. prophets and colonialism in Kenya's western highlands", in Anderson (D.M.), Johnson (D.H.), eds., *Revealing prophets. Prophecy in Eastern African History*, Londres, James Currey, 1995., p. 164-194.

Anderson (D.), Throup (D.), "Africans and agricultural production in colonial Kenya : the myth of the war as a watershed", *Journal of African History*, Vol. 26, 1985, pp. 327-345.

Anonyme, "Kenya : the end of illusion", *Race and class*, Vol XXIV, (3), hiver 1983, pp. 221-244.

Asamba (I.), Thomas-Slayter (B.), "From cattle to coffee : transformation in Mbusyani and Kyevaluki", in Thomas-Slayter (B.), Rocheleau (D.), eds., *Gender, environnement and development in Kenya. A Grassroots perspective.*, Boulder, Lynne Rienner, 1995, pp. 105-131.

Atieno-Odhiambo (E.S.), "'Seek ye first the economic Kingdom': a history of the Luo Thrift and Trading Corporation (LUTATCO), 1945-1956", in Ogot (B.A.), *Economic and social history of East Africa. Hadith 5*, Kenya Literature Bureau, 1976, pp. 221-257.

Atieno-Odhiambo (E.S.), "Economic mobilization and Political Leadership : Oginga Odinga and Luo thrift and trading corporation to 1956", in Ojuka (A.), Ochieng (W.R.) sld., *Politics and leadership in Africa*, Nairobi, East African Literature Bureau, 1975, pp. 137-178.

Atieno-ODhiambo (E.S.), "Democracy and the ideology of order in Kenya", in Schatzberg (M.G.), ed., *The political economy of Kenya*, New-York, Praeger, 1987, pp. 177-202.

Augé (M.), "Introduction", in Augé (M.), Sld., *La construction du monde, représentations/religions/idéologies*, Paris, Maspéro, 1974, pp. 5-19.

Augé (M.), "Les croyances à la sorcellerie", in Augé (M.), Sld., *La construction du monde, représentations/religions/idéologies*, Paris, Maspéro, 1974, pp. 52-74.

Balandier (G.), "Le politique des anthropologues", in Grawitz (M.) et Leca (J.), sld., *Traité de Science-Politique*, Vol. 1, Paris, PUF, 1985, pp. 309-334.

Badie (B.), "Comparative analysis in political science : requiem or resurrection ?", *Political studies*, XXXVII, 1989, pp. 340-351.

Badie (B.), "Communauté, individualisme et culture", in Birnbaum (P.), Leca (J.), sld., *Sur l'individualisme*, Paris, Presses de la FNSP, 1991, pp. 109-131.

Barkan (J.D.), "Comment : Further reassessment of conventional wisdom : political knowledge and voting behaviour in rural Kenya", *The American Political Science Review*, 70(2), June 1976, pp. 452-455

Barkan (J.D.), Okumu (J.J.) "Patrons, Machines et Elections au Kenya", in CEAN:CERI, *Aux Urnes l'Afrique ! Elections et pouvoirs en Afrique noire*, Paris, Pedone, 1978, pp. 119-148.

Barkan (J.D.), Chege (M.), "Decentralising the State : District focus and the politics of reallocation in Kenya", *Journal of Modern African Studies*, Vol. 27, n°3, Sept. 1989, pp. 431-454.

Barkan (J.D.), "Legislators, elections and political linkage", in Barkan (J.D.) ed., *Politics and public policy in Kenya and Tanzania*, New York Praeger, 1984, pp. 71-101.

Barkan (J.D.), "The electoral process and peasant-state relations in Kenya", in Hayward (F.M.), ed., *Elections in independent Africa*, Boulder, Westview Press, 1987, pp. 213-238.

Barkan (J. D.), "The rise and fall of a governance realm in Kenya" in Hyden (G.), Bratton (M.), *Governance and Politics in Africa*, Boulder and London, Lynne Rienner, 1992, pp. 167-192.

Bates (R.H.), "The politics of food crises in Kenya", in Schatzberg (M.G.), ed., *The political economy of Kenya*, New-York, Praeger, 1987, pp. 75-92.

Baudoin (J.), "Sociologie critique et rhétorique de la déploration", *Revue Française de Science Politique*, Vol. 44, n°5, Octobre 1994, pp. 881-893.

Bayart (J.-F.), "Le politique par le bas en Afrique noire. Questions de méthode", *Politique Africaine*, Janvier 1981, repris in Bayart, (J.-F.), Mbembe (A.), Toulabor (C.M.), *Le politique par le bas. Contribution à une problématique de la démocratie en Afrique noire*, Paris, Karthala, 1992, pp. 27-64.

Bayart (J.-F.), "La revanche des sociétés africaines", *Politique Africaine*, septembre 1983, repris in Bayart, (J.-F.), Mbembe (A.), Toulabor (C.M.), *Le politique par le bas. Contribution à une problématique de la démocratie en Afrique noire*, Paris, Karthala, 1992, pp. 65-106.

Bayart (J.-F.), "L'énonciation du politique", *Revue Française de science politique*, Vol. 35, 1985, n°3, pp. 343-373.

Bayart (J.-F.), "Les Eglises chrétiennes et la politique du ventre : le partage du gâteau ecclésial", *Politique Africaine*, n°35, Octobre 1989, pp. 3-26.

Bayart (J.-F.), "La problématique de la démocratie en Afrique noire. La Baule, et puis après ?", *Politique Africaine*, n°43, 1991, pp. 5-20.

Bennet (G.), "Imperial paternalism : the representation of African interests in the Kenya Legislative Council", in Robinson (K.), Madden (F.), *Essays on Imperial government*, Oxford, Basil Blackwell, 1963, pp. 141-169.

- Bennet (G.), "Kenya : from "White Man's Country" to Kenyatta's State 1945-1963", in Low (D. A.), Smith (A.), *The history of East Africa*, Vol. III, Oxford, Clarendon Press, 1976, pp.109-155.
- Bennet (George), "Settlers and politics in Kenya, up to 1945", in Low (D. A.), Smith (A.), *The history of East Africa*, vol.2, Oxford, Clarendon Press, 1965, pp. 265-332.
- Benson (G.P.), "Ideological politics versus biblical hermeneutics. Kenyan Protestant churches and the Nyayo State", Hansen (H. B.), Twaddle (M.), eds. 1995, *Religion and politics in East Africa. The period since independence.*, Londres, James Currey , 1995, pp. 177-199.
- Berg-Schlosser (D.), "Elements of consociational democracy in Kenya", *European journal of political research*, 13(1), mars 1985, pp. 95-109.
- Berg-Schlosser (D.), "Modes and meaning of political participation in Kenya", *Comparative Politics*, 14(4), juil 1982, pp. 397-415.
- Berman (B.), Lonsdale (J.), "The social construction of Mau Mau. Colonial administration, social engineering and the myth of nationalism", in Université du Burundi, *Histoire sociale de l'Afrique de l'Est*, Paris, Karthala, 1991, pp. 58-84.
- Bernard (F.E.), Thom (D.J.), "Population pressure and human carrying capacity in selected locations of Machakos and Kitui districts", *The journal of developing areas*, Vol. 15, avril 1981, pp. 381-406.
- Bigsten (A.), "Regional inequality in Kenya", in Killick (T.), ed., *Papers on the Kenyan economy*, London, Heinemann Educational books, 1981, pp. 180-188.
- Bon (F.), "Qu'est-ce qu'un vote ?", *H Histoire*, n°2, juin 1979, pp. 105-121 repris sous le titre "Le vote. Fragment d'un discours électoral", in *Les discours de la politique*, textes de F. Bon réunis et présentés par Yves Schemeil, Paris, Economica, 1991, pp. 175-188.
- Bon (F.), "Langage et politique", in Grawitz (M.), Leca (J.), sld., *Traité de Science Politique*, Vol. 1, Paris, PUF, 1985, pp. 537-573.
- Boudon (R.), "Individualisme et holisme dans les sciences sociales", in Birnbaum (P.), Leca (J.), sld., *Sur l'individualisme*, Paris, Presses de la FNSP, 1991, pp. 45-59.
- Bourdieu (P.), "La délégation et le fétichisme politique", *Actes de la recherche en sciences sociales*, 52-53, juin 1984, pp. 49-55
- Bourdieu (P.), "La représentation politique. Eléments pour une théorie du champ politique", *Actes de la recherche en sciences sociales*, n°36-37, 1981, pp. 3-24.
- Bourdieu (P.), "Espace social et pouvoir symbolique", in *Choses dites*, Paris, Minuit, 1987, pp. 147-166.
- Bourmaud (D.), Darbon (D.), "La politique du pain : les mots et les choses (Kenya-Zimbabwe)", *Politique Africaine*, n°37, mars 1990, pp. 32-44
- Bourmaud (D.), "Elections et autoritarisme : la crise de la régulation politique au Kenya", *Revue Française de Science-Politique*, Vol.XXXV, n°2, avril 1985, pp. 206-231.

Bourmaud (D.), "Kenya : le retour des vieux démons", *Politique Africaine*, n°38, juin 1990, pp.133-137

Bourmaud (D.), "L'Etat centrifuge au Kenya", in Médard (J-F), é.r.p., *Etats d'Afrique noire*, Paris, Karthala, 1991, pp. 241-275.

Bourmaud (D.), "Les élections au Kenya : tous derrière et Moi devant", *Politique Africaine*, n°31, octobre 1988, pp. 85-87.

Bradshaw (Y.W.), "Perpetuating underdevelopment in Kenya : the link between agriculture, class and State", *African Studies Review*, 33(1), 1990, pp. 1-28.

Braud (P.), "Du pouvoir en général au pouvoir politique", in Grawitz (M.), Leca (J.), sld., *Traité de science-politique*, Vol. 1, Paris, PUF, 1985, pp. 335-393.

Callaghy (T.), "The State as lame Leviathan : the patrimonial administrative State in Africa", in Ergas (Z.), *The African State in Transition*, London, Macmillan, 1987, pp. 87-116.

Carter (F.), "The Kenya government and the press, 1906-1960", in Ogot (B.A.), ed., *Hadith 2*, Nairobi, EAPH, 1969, pp. 243-59.

Chazel (F.), "La mobilisation politique : problèmes et dimensions", *Revue française de science politique*, Vol. XXV, n°3, juin 1975, pp. 502-516.

Chazan (N.), "Patterns of State society incorporation and disengagement in Africa", in Rotschild (D.), Chazan (N.), eds., *The precarious Balance. State and society in Africa*, Westview Press, Boulder, 1988, pp. 121-148.

Chege (M.), "The state and labour in Kenya", in Anyang' Nyong'o (P.), ed., *Popular struggles for democracy in Africa*, London, Zed Books, 1987, pp. 248-264.

Coldham (S.), "The settlement of land dispute in Kenya : an historical perspective", *The Journal of Modern African Studies*, 22(1), 1984, pp. 59-71.

Constantin (F.), "Condition swahilie et identité politique : commentaires sur l'éternelle genèse d'une non-ethnicité", in Chrétien (J-P), Prunier (G.) sld., *Les ethnies ont une histoire*, Paris, ACCT-Karthala, 1990, pp. 337-355.

Constantin (F.), "Fin des races ou début des classes ? Inégalités, représentation et pouvoir sur la côte swahili est-africaine", *Annuaire politique de l'Océan Indien*, XI, 1986-1989, pp. 43-46.

Copans (J.), "Le débat sur l'expérience kényane" *Le Monde Diplomatique*, nov. 1981, pp. 19-20.

Copans (J.), "Les structures sociales ", in Coulon (C.), Martin (D.-C.), *Les Afriques politiques*, Paris, La Découverte, 1991, pp. 140-154.

Copestake (J.G.), "Kenya : country overview", in Wellard (K.), Copestake (J.G.), eds., *NGO's and the State in Africa*, London, Routledge and Keegan Paul, 1993, pp. 87-99.

Couffignal (G.), "A quoi sert de voter en Amérique Latine ?", in Couffignal (G.), sld., *Réinventer la démocratie. Le défi latino-américain*, Paris, Presses de la Fondation Nationale des Sciences Politiques, 1992, pp. 19-45.

Coulon (C.), "Elections, factions et idéologies au Sénégal", in CEAN/CERI, *Aux urnes l'Afrique ! Elections et pouvoirs en Afrique noire*, Paris Pédone, 1978, pp. 149-186.

Cruise O'Brien (D.B.), "Le 'contrat social' sénégalais à l'épreuve", *Politique Africaine*, n°45, mars 1992, pp. 9-21.

Currie (K.), Ray (L.), 'State and class in Kenya : notes on the cohesion of the ruling class', *Journal of african studies*, 9(2), 1984, pp. 76-82.

Dauch (G.), "J-M Kariuki ou l'éthique nationale du capitalisme", *Politique Africaine*, II(8), dec. 1982, pp. 21-43.

Dauch (G.), "Kenya : l'ébranlement", *Annuaire des pays de l'Océan Indien*, 9, 1983, pp. 319-334.

Dauch (G.), "Kenya : La chute de la maison Njonjo", *Annuaire des pays de l'Océan Indien*, 9, 1983, pp. 335-351.

Dauch (G.), "L'université et la pouvoir au Kenya (présentation de 'L'université détruite, Moi couronne dix ans de terreur gouvernementale au Kenya', par le 'Comité pour la Libération des Prisonniers Politiques au Kenya'", *Politique Africaine*, n°12, dec. 1983, pp. 80-98.

Deweese (P. A.), "Trees and farm boundaries : farm forestry, land tenure and reform in Kenya", *Africa*, 65(2), 1995, pp. 217-235.

de Wolf, (J.J.), "The diffusion of age-group organization in East Africa : a reconsideration", *Africa*, vol. 50, n°3, 1980, pp. 305-310.

Dundas (C.), "History of Kitui", *Journal of The Royal Anthropological Institute*, 43 (1913), pp. 480-549.

Dundas (C.), "The organization of Laws of Some bantu tribes of East Africa", *Journal of the Royal Anthropological Institute*, 45(1915), pp. 234-306.

Elkan (W.), "The East African trade in wood carvings", *Africa*, Vol. 28, n°4, Oct. 1958, pp. 314-323.

Engholm (F.), "African elections in Kenya, march 1957", in Mackenzie (W.J.M.), Robinson (K.), *Five elections in Africa. A group of electoral study*, Oxford, Clarendon Press, 1960, pp. 391-461.

Evans Jr (E.B.), "Source of instability in an African State the case of Kenya's educated unemployed", *The African Studies Review*, XX(1), avril 1977, pp. 37-52.

Fauré (Y.-A.) 1978, "Célébrations officielles et pouvoirs africains : symbolique et construction de l'Etat", *Canadian Journal of African Studies*, 12(3): 383-404.

Foucault (M.), "La gouvernementalité", n°269, *Le Magazine littéraire*, sept. 1989, pp. 96-103

Foucault (M.), "Le pouvoir, comment s'exerce-t-il ?", in Dreyfus (H.), Rabinow (P.), *Michel Foucault, un parcours philosophique*, Paris, Gallimard, 1984, pp. 308-321.

Gadsen (F.), "The African press in Kenya 1945-1952", *The Journal of African History*, 21(4), 1980, pp. 515-535.

Gadsen (F.), "Wartime propaganda in Kenya : the Kenya information office, 1939-1945", *The International Journal of Historical Studies*, Vol. 19, n°3, 1986, p. 401-426.

Gaxie (D.), "Deni de réalité et dogmatisme de la doxa", *Revue Française de Science Politique*, Vol. 44, n°5, Octobre 1994, pp. 894-912.

Godfrey (E.M.), Mutiso (C.G.M.), "The political economy of self-help : Kenya's "Harambee" Institutes of Technology", *Canadian Journal of African Studies*, VIII(1), 1974, pp ??

Gertzel (C.), "Parliament in independent Kenya", *Parliamentary Affairs*, Vol. 19, n°4, Autumn 1966, pp. 486-503.

Gertzel (C.), "The provincial administration in Kenya", *Journal of Commonwealth political Studies*, Vol. 4, n°3, nov. 1966, pp. 201-215.

Green (M.), "Mau-Mau oath-taking ritual and political ideology in Kenya : a re-analysis", *Africa*, 60(1), 1990, pp. 69-87.

Hayward (F.M.), "A reassessment of conventional wisdom about the informed public : national political information in Ghana", *American Political Science Review*, Vol. LXX, n°2, juin 1976, pp. 433-451.

Heyer (J.), "Agricultural development policy in Kenya from the colonial period to 1975", in Heyer (J.), Roberts (P.), Williams (G.), *Rural development in tropical Africa*, London, MacMillan, 1981, pp. 90-120.

Holmquist (F.), "Self-Help : the State and peasant leverage in Kenya", *Africa*, 54 (3), 1984, pp. 72-91.

Hornsby (C.), "The social structure of national assembly in Kenya 1963-1983", *The journal of Modern african studies*, 27(2), 1989, pp. 275-298.

Hornsby (C.), Throup (D.), "Elections and political change in Kenya", *Journal of Commonwealth and comparative politics*, Vol. 30, n°2, 1992, pp. 172-199.

Hyden (G.), Leys (C.), "Elections and politics in single party systems : the case of Kenya and Tanzania", *British Journal of Political Science*, 2(4), Oct.1972, pp. 389-420.

Hyden (G.), "Cooperatives and local leadership patterns", *Rural Africana*, n°3, Hiver 78-79, pp. 43-49.

Hyden (G.), "Capital accumulation, resource distribution, and governance in Kenya : the role of the economy of affection", in Schatzberg (M.G.), ed., *The political economy of Kenya*, New-York, Praeger, 1987, pp. 117-136.

- Ikiara (G.), "Structural changes in the Kenyan economy", in Killick (T.), ed., *Papers on the Kenyan economy*, London, Heinemann Educational books, 1981, pp. 20-32.
- Ikiara (G.), Killick (T.), "The performance of the economy since independence", in Killick (T.), ed., *Papers on the Kenyan economy*, London, Heinemann Educational books, 1981, pp. 5-18.
- Ikiara (G.K.), Jama (M.A.), Amadi (J.O.), "Agricultural decline, Politics and Structural adjustment in Kenya", Gibbon (P.), ed., *Social Change and Agricultural reform in Africa*, Uppsala, SIAS, 1993, pp. 79-105.
- Jackson Jr (K.), "Gerhard Lindblom and the first treatment of the Akamba clan", in Ogot (B.A.), ed. *Hadith 2*, Nairobi, EAPH, 1970, pp. 42-60.
- Jackson Jr (K.), "The dimensions of Kamba pre-colonial history", in Ogot (B.A.), ed., *Kenya before 1900. Eight regional studies*, Nairobi, EAPH, 1976, pp. 174-261.
- Jackson (R.H.), Rosberg (C.G.), "Personal rule : theory and practice in Africa", *Comparative Politics*, Juillet 1984, pp. 420-442.
- Kaluli (J.), "NGO involvement in agricultural activities in Machakos district", in Wellard (K.), Copestake (J.G.), eds., *NGO's and the State in Africa*, London, Routledge, 1993, pp. 111-117.
- Kanogo (T.), "Kenya and the depression 1929-1939," in Ochieng (W.R.), ed., *A modern History of Kenya 1895-1980*, Evans-Brothers, 1989, pp. 112-143.
- Katz (S.), "The succession to power and the power of succession. Nyayoism in Kenya", *Journal of African Studies*, 12(3), aut. 1985, pp. 155-141.
- Khadialaga (G.M.), Schatzberg (M.G.), "The Kenyan bourgeoisie, external capital, and the state : an introduction", in Schatzberg (M.G.), ed., *The political economy of Kenya*, New-York, Praeger, 1987, pp. 1-14.
- Khapoya (V.), "Moi and Beyond : towards peaceful succession in Kenya", *Third World Quarterly*, 10(1), Janv. 1988, pp. 54-66.
- Kimambo (I.), "The economic history of the Kamba (1850-1950)", in Ogot (B.A.), ed., *Hadith 2*, Nairobi, EAPH, 1970, pp. 79-103.
- Kipkorir (B.E.), "The education elite and local society : the basis for mass representation", in Ogot (B.A.), *Politics and nationalism in colonial Kenya*, *Hadith 4*, Nairobi, EAPH, 1972, pp. 250-269.
- Kitching (G.), "Politics, Method, and evidence in the 'Kenya Debate'", in Bernstein (H.), Campbell (B.K.), *Contradictions of accumulation in Africa*, Beverley Hills, Sage, 1985, pp. 115-151.
- Kleemeier (E.), "La France et l'argent noir au Kenya", *Politique Africaine*, n°40, dec. 1990, pp. 130-137.
- Korir -Koech (M.), "Evolution of environmental management in Kenya", in Kiriro (A.), Juma (C.), eds., *Gaining ground. Institutional innovations in Land-use management in Kenya*, Nairobi, African Center for Technology Studies, 1991, pp. 21-34.

Lacam (J.-P.), "Le politicien investisseur. Un modèle d'interprétation de la gestion des ressources politiques", *Revue Française de Science-Politique*, Vol. 38, n°1, 1988, pp. 23-47.

Lagroye (J.) 1985, "La légitimation" in Grawitz (M.), Leca (J.), sld., *Traité de science-politique*, Vol. 1, Paris, PUF, 1985, pp. 395-467.

Lambert (H.E.), "Land tenure among the Akamba", *African Studies*, 6, 1947, pp. 131-147 et 157-175.

Lamphear (J.), "The Kamba and the northern Mrima coast", in Gray (R.), Birmingham (D.), eds., *Pre-colonial african trade*, London, Oxford University Press, 1970, pp. 75-102.

Lapeyronnie (D.), "Mouvements sociaux et action politique. Existe-t-il une théorie de la mobilisation des ressources ?", *Revue française de sociologie*, XXIX, 1988, pp. 593-619.

Lemarchand (R.), "Uncivil states and civil societies : how illusion became reality", *Journal of Modern African studies*, 30(2), 1992, pp. 177-192.

LeVine (R.A.), Sangree (W.H.), "The diffusion of age-group organisation in East Africa : a controlled comparison", *Africa*, Vol. XXXII, n°2, avril 1962, pp. 97-110.

Leo (C.), "Who benefited from the Million acre scheme ? Toward a class analysis of Kenya's Transition to Independence", *Revue Canadienne des études africaines*, vol. 15, n°2, 1981, pp. 201-222.

Leys (C.), "Politics in Kenya : the development of peasant society", *British Journal of Political Science*, I(1), pp. 307-337.

Lofchie (M.), "The politics of Agricultural policy", in Barkan (J. D.), ed., *Beyond capitalism versus socialism in Kenya and Tanzania*, Boulder and London, Lynne Rienner, 1994, pp. 129-173.

Lonsdale (J.), "On the periodization of Kenya's colonial history", in Myrick (B.), Easterbrook (D.L.), Roelker (J.R.), *Three aspects of crisis in Colonial Kenya*, Maxwell School of citizenship and public affairs, Syracuse university, 1975, pp. XIV-XV.

Lonsdale (J.), "When did the Gusii (or any other group) become a 'tribe' ?", *Kenya Historical Review*, Vol. 5, n°1, 1977, pp. 122-133.

Lonsdale (J.), "La pensée politique kikuyu et les idéologies du mouvement Mau-Mau", *Cahiers d'études africaines*, n°107-108, 1987, pp. 329-358.

Lonsdale (J.), "Le passé de l'Afrique au secours de son avenir", *Politique Africaine*, n°39, Sept.1990, pp. 135-154.

Lonsdale (J.), "The moral economy of Mau-Mau : Wealth, Poverty and Civic virtue in Kikuyu political thought" in Berman (B.) et Lonsdale (J.), *Unhappy valley . Book two : Violence ans ethnicity*, Londres, James Currey, 1992, pp. 315-504.

- Lonsdale (J.), "The prayers of Waiyaki. Political uses of the kikuyu past" in Anderson (D.M.), Johnson (D.H.), eds., *Revealing prophets. Prophecy in Eastern African History*, Londres, James Currey, 1995, p. 240-291.
- Lonsdale (J.), Booth-Clibborn (S.), Hake (A.), "The emerging pattern of Church and State cooperation in Kenya", in Fashole-Luke (E.), et alii eds., *Christianity in independent Africa*, Bloomington, Indiana University Press, 1978, pp. 267-284.
- Low (D.A.), "The northern interior", in Oliver (R.), Mathew (G.), eds., *History of East Africa*, Volume 1, Oxford, Clarendon Press, 1963, pp. 296-351.
- Low (D.A.), Lonsdale (J.), "Towards the new order (1945-1963)", in Low (D.), Smith (A.), *History of East Africa*, volume 3, Oxford, Clarendon Press, 1976, pp. 1-63.
- Maloba (W.), "Nationalism and decolonization 1947-1963", in Ochieng (W.R.), ed., *A modern History of Kenya 1895-1980*, Evans-Brothers, 1989, pp. 173-201.
- Marchesin (P.), "Science politique et développement. un lent mais fécond mûrissement", in Choquet (C.), Dollfus (O.), Le Roy (E.), Vernières (M.), sld., *Etat des savoirs sur le développement*, Paris, Karthala, 1993, pp. 97-116
- Martin (D.-C.), "Les élections au Kenya et en Tanzanie. Quelques remarques méthodologiques", *Bulletin de liaison du CREДУ*, 14, dec. 1984, pp. 4-16.
- Martin (D.), "Par delà le boubou et la cravatte : pour une sociologie de l'innovation politique en Afrique noire", *Canadian Journal of African Studies*, XX (1), 1986, pp. 4-36.
- Martin (D.-C.), "A la quête des OPNI, comment traiter l'invention du politique ?", *Revue Française de Science-Politique*, 39(6), 1989, pp. 793-815.
- Martin (D.-C.), "A la recherche des cultures politiques : de certaines tendances récentes de la politologie française", *Cahiers Internationaux de sociologie*, Vol. LXXXVII, 1989, pp. 223-248.
- Martin (D.-C.), "La politique en Afrique. Pouvoir, compétition, invention", *Etudes*, T. 370, n°5, mai 1989, pp. 593-602.
- Martin (D.-C.), "Les cultures politiques", in Martin (D.-C.), Coulon (C.), sld., *Les Afriques politiques*, Paris, La Découverte, 1991, pp. 157-171.
- Martin (D.-C.), "Le multipartisme pour quoi faire ? Les limites du débat politiques : Kenya, Ouganda, Tanzanie, Zimbabwe", *Politique Africaine*, n°43, Octobre 1991, pp. 21-30.
- Martin (D.-C.), "La découverte des cultures politiques : Esquisse d'une approche comparatiste à partir des expériences africaines", *Cahiers du CERI*, n°2, 1992, pp. 39-52.
- Martin (D.), Yannopoulos (T.), "De la question au dialogue...A propos des enquêtes en Afrique noire", *Cahiers d'études Africaines*, 71, XXVIII, 1978, pp. 421-442.
- Maupeu (H.), "Kenya : 1983-1988", *Annuaire des pays de l'Océan Indien*, 11, 1989, pp. 295-310.

Maupeu (H.), "Kenya : l'année 1989", *Annuaire des pays de l'Océan Indien*, 11, 1989, pp. 311-330.

Maupeu (H.), "Une opposition en régime autoritaire : l'exemple du réveil est-africain au Kenya", *Canadian Journal of African Studies*, 25(2), 1991, pp. 257-272.

Maxon (Robert), "The years of revolutionary advance", in Ochieng (W.R.), ed., *A modern History of Kenya 1895-1980*, Evans-Brothers, 1989, pp. 71-111.

Maxon (R.M.), "The absence of political association among the gusii prior to 1940", *Transafrican Journal of History*, vol. 10, n°1/2, 1981, pp. 113-124.

Maxon (R.M.), "A Kenya petite bourgeoisie enters local politics : the Kisii Union, 1945-1949", *The international Journal of African Historical Studies*, 19(3), 1986, pp. 451-462.

Mbembe (A.), "Les palabres de l'indépendance. Les ordres du discours nationalistes au Cameroun (1948-1958)", in Bayart (J-F.), Mbembe (A.), Toulabor (C.), *Le Politique par le bas en Afrique noire.*, Paris, Karthala, 1992, pp. 183-229.

Mbembe (A.) 1986, "Pouvoir des morts et langage des vivants. Les errances de la mémoire nationaliste au Cameroun", Bayart (J-F.), Mbembe (A.), Toulabor (C.), *Le Politique par le bas en Afrique noire.*, Paris, Karthala, 1992, pp. 149-182.

Mbembe (A.) 1986, "Pouvoir, violence et accumulation" in Bayart (J-F.), Mbembe (A.), Toulabor (C.), *Le Politique par le bas en Afrique noire.*, Paris, Karthala, 1992, pp. 233-256.

Mbembe (A.), "Traditions de l'autoritarisme et problèmes de gouvernement en Afrique sub-saharienne", *Afrique et Développement*, Vol. XVII, n°1, 1992, pp. 37-64.

Mbiti (J.S.), "L'éveil de la littérature indigène de la tribu Akamba", *Présence Africaine*, 24/25, 1959, pp. 231-248.

Mbiti (J.S.), "New testament eschatology and the Akamba of Kenya", in Barrett (D.B.), *African initiatives in religion*, Nairobi, EAPH, 1971, pp. 17-28.

Médard (J.-F.), "Le rapport de clientèle : du phénomène social à l'analyse politique", *Revue Française de Science Politique*, Vol. 26, n°1, fév. 1976, pp. 103-123

Médard (J.-F.), "Underdeveloped State in tropical Africa : political clientelism or neo-patrimonialism ?", in Clapham (C.), ed. *Private patronage and public power. Political clientelism in the modern State*, London, Pinter, 1982, pp. ??

Médard (J.-F.), "La spécificité des pouvoirs africains", *Pouvoirs*, n°25, août 1983, pp. 5-21.

Médard (J.-F.), "Charles Njonjo : portrait d'un "big man" au Kenya", in Terray (E.), sld, *L'Etat contemporain en Afrique*, Paris, L'Harmattan, 1985, pp. ??.

Médard (J.-F.), "L'Etat patrimonialisé", *Politique Africaine*, n°39, sept. 1990, pp. 25-36.

Médard (J.-F.), "Autoritarismes et démocraties en Afrique noire", *Politique Africaine*; n°43, Octobre 1991, pp. 92-104.

Médard (J.-F.), "L'Etat néo-patrimonial en Afrique noire", in Médard (J.-F.), é.r.p., *Etats d'Afrique noire*, Paris, Karthala, 1991, pp. 323-354.

Médard (J.-F.), "Etatisme et désétatisme en Afrique", in Médard (J.-F.), é.r.p., *Etats d'Afrique noire*, Paris, Karthala, 1991, pp. 355-365.

Médard (J.-F.), "Le 'big man' en Afrique : esquisse d'analyse du politicien entrepreneur", *L'année sociologique*, n°42, 1992, pp. 167-192.

Michelat (G.), Simon (M.), "Déterminations socio-économiques, organisations symboliques et comportement électoral", *Revue Française de sociologie*, XXVI, 1985, pp. 32-69.

Middleton (J.), "Kenya : administration and changes in african life : 1912-1945", in Harlow (V.), Chilver (E.M.), *History of East Africa*, vol.2, Oxford, Clarendon Press, 1965, pp. 331-392.

Migot-Adholla (M.E.), "Rural development policy and equality" in Barkan (J.D.), *Politics and public policy in Kenya and Tanzania*, Heinemann Kenya, Nairobi, 1984, p. 199-232.

Montclair (S.), "Représentés, représentants et représentation au Brésil", in Couffignal (G.), sld., *Réinventer la démocratie. Le défi latino-américain*, Paris, Presses de la Fondation Nationale des Sciences Politiques, 1992, pp. 129-151.

Mueller (S.D.), "Government and opposition in Kenya (1966-1969)", *Journal of Modern African Studies*, 22 (3), 1984, pp. 399-427.

Mukonoweshuro (E.), "Authoritarian reaction to economic crises in Kenya", *Race and class*, 31(4), juin 1990, pp. 39-59.

Mutiso (G.C.M.), "Managing arid and semi-arid areas in Kenya", in Kiriho (A.), Juma (C.), eds., *Gaining ground. Institutional innovations in Land-use management in Kenya*, Nairobi, African Center for Technology Studies, 1991, 87-114.

Ngoba (J.E.), "Centralisation administrative et clientélisme : le développement sans participation au Kenya", *Annuaire du Tiers-Monde*, 8, 1983, pp. 1965-1971.

Ngoba (J.E.), "Kenya, les élections législatives du 26 septembre 1983", *Politique Africaine*, n°13, mars 1984, pp. 93-96.

Nottingham (J.), "Sorcery among the Akamba in Kenya", *Journal of African administration*, Vol. XI, n°1, 1959, pp. 2-14.

Nyangira (N.), "Ethnicity, Class and politics in Kenya", in Schatzberg (M.G.), ed., *The political economy of Kenya*, New-York, Praeger, 1987, pp. 15-32.

Nyong'oro (J. E.), "The quest for pluralist democracy in Kenya", *Transafrica Forum*, 7(3), Hiv.1990, pp. 73-82.

- Ochieng (W. R.), "Independent Kenya 1963-1986", in Ochieng (W. R.), ed., *A modern History of Kenya 1895-1980*, Evans-Brothers, 1989, pp 202-218.
- Offerlé (M.), "Mobilisation électorale et invention du citoyen", in Gaxie (D.), sld., *Explication du vote*, Paris, Presses de la FNSP, 1985, p. 159-171.
- Ogot (B.A.), "British administration in the Central Nyanza district of Kenya, 1900-1960", *Journal of African History*, IV(2), 1963, pp. 249-273.
- Okoth-Ogendo (H.W.O.), "Land ownership and land distribution in Kenya's Large-farm area", in Killick (T.), ed., *Papers on the Kenyan economy*, London, Heinemann Educational books, 1981, pp. 329-338.
- Okoth-Ogendo (H.W.O.), "African land tenure reform", in Heyer (J.), Maitha (J.K.), Senga (W.M.), *Agricultural development in Kenya. An economic assessment*, Nairobi, Oxford University Press, 1976, pp. 152-185.
- Okumu (J.J.), "Party and party-state relations", in Barkan (J.D.) ed., *Politics and Public Policy in Kenya and Tanzania*, New-York, Praeger, 1984.
- Okumu (J.J.), "The problem of tribalism in Kenya", in Van Den Berghe (P.L.), *Race and ethnicity in Africa*, Nairobi, East African Publishing House, 1975, pp. 181-202.
- Ondiege (P. O.), "Local coping strategies in Machakos district, Kenya" in Fraser-Taylor (D.R.), Mackenzie (F.), eds., *Development from within. Survival in rural Africa*, London, Routledge, 1992, pp. 125-147.
- Orvis (S.), "The kenyan agrarian debate : a reappraisal", *African Studies Review*, Vol. 36, n°3, décembre 1993, pp. 23-48.
- Otayek (R.), "Organisations et compétitions politiques" in Coulon (C.), Martin (D.-C.), *Les Afriques politiques*, Paris, La Découverte, 1990, pp. 186-199.
- Penwill (D.J.), "Paper-the other side", *Journal of african administration*, 6, 1954, pp. 115-129
- Ranger (T.O.), "The invention of Tradition in colonial Africa", in Hobsbawm (E.), Ranger (T.O.), eds., *The invention of tradition*, Cambridge, Cambridge University Press, 1983, pp. 211-262.
- Robinson (J.), "Kenya : les appétits s'aiguisent", *Politique Africaine*, mars 1987, pp. 115-120.
- Rotschild (D.), "Hegemony and State softness : some variations in elite responses", Ergas (Z.), ed., *The African State in transition*, London, Macmillan, 1987, pp. 117-148.
- Rouyer (A.), "Political recruitment and political change in Kenya", *The Journal of developing areas*, 9, July 1975, pp. 539-562.
- Sahlins (M.D.), "Poor man, rich man, big man, chief : political types in melanesia and polynesia", *Comparative studies in society and history*, Vol. 5, n°3, avril 1963, pp. 285-303.

Sandbrook (R.), "Patrons, clients and unions. The labour movement and political conflict in Kenya", *Journal of Commonwealth Political Studies*, Vol. 10, n°1, march 1972, pp. 3-27.

Sandgren (D. P.), "Twentieth century religious and political divisions among the kikuyu of Kenya", *African Studies Review*, Vol. XXV, n°2/3, juin-sept. 1982, pp. 195-207.

Sanger (C.), Nottingham (J.), "The Kenya general election of 1963", *Journal of modern African studies*, II(1), mars 1964, pp. 1-40

Savage (D.C.), Forbes-Munro (J.), "Carrier corps recruitment in the British East Africa protectorate, 1914-1918", *Journal of African History*, VII (2), 1966, pp. 313-342.

Schatzberg (M.G.), "Two faces of Kenya : the researcher and the state", *The African studies review*, vol 29(4), dec. 1986, pp. 1-15.

Schatzberg (M.), "Power, legitimacy and democratization in Africa", *Africa*, Vol. 63, n°4, 1993, p. 445-461.

Schemeil (Y.), "Les cultures politiques" in Grawitz (M.), Leca (J.), sld. *Traité de science-politique*, Vol.3, Paris, PUF, 1985, pp. 237-307

Scokpol (T.), , "Bringing the State back in : strategies of analysis in current research", in Evans (P.), Rueschermeyer (D.), Scokpol (T.), eds., *Bringing the State back in*, Cambridge, Cambridge University Press, 1985, pp. 3-43.

Shipton (P.), "Debts and trespasses : land, mortgages and the ancestors in western Kenya", *Africa*, 62(3), 1992, pp. 357-388.

Shipton (P.), "Luo entrustment : foreign finance and the soil of the spirits in Kenya", *Africa*, 65(2), 1995, pp. 165-195.

Singh (M.), "The East African Trade Union Congress, 1949-1950" : the first central organisation of Trade-unions in Kenya", in Ogot (B.A.), *Politics and nationalism in colonial Kenya, Hadith 4*, Nairobi, EAPH, 1972, pp. 233-249.

Sorensen (A.), "Women's organisations among the Kipsigis : change, variety and different participation", *Africa*, 62(4), 1992, pp. 547-566.

Southall (A.), "From segmentary lineage to Ethnic association- Luo, Luhya, Ibo, and others", in Owusu (M.), *Colonialism and change. Essays presented to Lucy Mair*, The Hague/Paris, Mouton, 1975, pp. 203-227.

Spencer (J.), "Kenya African Union and Mau Mau : some connections", *Kenya Historical Review*, vol. 5, n°2, 1977, pp. 201-224.

Stamp (P.), "Local government in Kenya : ideology and practice 1875-1974", *African Studies Review*, 29(4), 1986, pp. 17-43.

Stamp (P.), "Kikuyu women self-help groups : towards an understanding of the relation between sex-gender system and mode of production in Africa", in Robertson (C.), Berger (I.), eds., *Women and class in Africa*, New York, Helms and Meier, 1986, pp. 27-46

Staudt (K.A.), "Sex, ethnic and class consciousness in western Kenya", *Comparative Politics*, January 1982, pp. 149-167.

Stichter (S.), "Workers, Trade unions and the Mau-Mau rebellion", *Revue Canadienne des études africaines*, VI. IX, n°2, 1975, pp. 259-275.

Stichter (S.), "The formation of a working class in Kenya", in Sandbrook (R.), Cohen (R.), eds., *The development of an african working class : studies in class formation in action*, Londres, Longman, 1975, pp. 21-48.

Stichter (S.), "Trade Unionism in Kenya, 1947-1952 : the militant phase", in Gutkind (P.C.), Cohen (R.), Copans (J.), eds., *African Labor history*, Beverley Hills, Sage, 1978, pp. 155-173.

Stichter (S.), "Women and the family : the impact of capitalist development in Kenya", in Schatzberg (M.G.), ed., *The political economy of Kenya*, New-York, Praeger, 1987, pp. 137-160.

Stren (R.), "L'Etat au risque de la ville, pouvoir et société urbaine en Afrique de l'Est", *Politique Africaine*, n°17, mars 1985, pp. 74-87.

Symmes (O.C.), "Individuality, freedom of choice and cultural flexibility of the Kamba", *The American anthropologist*, Vol. 67, n°2, Avril 1965, pp. 421-428.

Tamarkin (M.), "Tribal associations, tribal solidarity, and tribal chauvinism in a Kenya town", *Journal of African History*, XIV, 2, 1973, pp. 257-274.

Tamarkin (M.), "The roots of political stability in Kenya", *African Affairs*, 77(318), july 1978, pp. 297-320.

Terray (E.), "Le débat politique dans les royaumes de l'Afrique de l'ouest : enjeux et formes", *Revue Française de Science Politique*, vol. 38, n°5, Oct. 1988, pp. 720-731.

Thomas (B.P.), "Household strategies for adaptation and change : participation in Kenyan women rural's associations", *Africa*, 58(4), 1988, pp. 401-422.

Throup (D.W.), "Elections and political legitimacy in Kenya", *Africa*, 63 (3), 1993, pp. 371-396.

Throup (D.W.), "The construction and the destruction of the Kenyatta state", in Schatzberg (M.G.), ed., *The political economy of Kenya*, New-York, Praeger, 1987, pp. 33-74.

Toulabor (C.M.) 1981, "Jeux de mots, jeux de vilains ? Le lexique de la dérision politique au Togo", in Bayart (J-F.), Mbembe (A.), Toulabor (C.), *Le Politique par le bas en Afrique noire.*, Paris, Karthala, 1992, pp. 109-130.

Toulabor (C. M.) 1985, "L'énonciation du pouvoir et de la richesse chez les jeunes "conjoncturés" de Lomé, Togo", in Bayart (J-F.), Mbembe (A.), Toulabor (C.), *Le Politique par le bas en Afrique noire.*, Paris, Karthala, 1992, pp. 131-145.

Waller (R.D.), "Kidongoi's kin. Prophecy and power in Maasailand", in Anderson (D.M.), Johnson (D.H.), eds., *Revealing prophets. Prophecy in Eastern African History*, Londres, James Currey, 1995, p. 28-64.

Wasserman (G.), "Continuity and conter insurgency : the role of land reform in decolonizing Kenya 1962-1970", *Canadian Journal of African Studies*, VII(1), 1973, pp. 133-148.

Wipper (A.), "Women's voluntary associations", in Hay (M.J.), Stichter (S.), eds., *African women south of the Sahara*, London, Longman, 1982, pp. 69-86.

Wisner (B.), "Man-made famine in eastern Kenya : the inter-relationship of environment and development", in O'Keefe (P.), Wisner (B.), *Land Use and development*, London, International African Institute, 1977, pp. 194-215.

Zezeza (T.), "Kenya and the second world war", in Ochieng (W.R.), ed., *A modern History of Kenya 1895-1980*, Evans-Brothers, 1989, pp. 144-172.

Zezeza (T.), "The establishment of the colonial rule 1905-1920", in Ochieng (W.R.), ed., *A modern History of Kenya 1895-1980*, Evans-Brothers, 1989, pp. 35-70.